

The
William Edward Reis
Library



Allegheny College

WITHDRAWN

MANUEL DE POLITIQUE EUROPÉENNE

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE

(1871-1914)

MANUEL DE POLITIQUE EUROPÉENNE

940.28
H 295m
v. 2

HISTOIRE DIPLOMATIQUE

DE

L'EUROPE

(1871-1914)

Publiée sous la direction de

M. Henri HAUSER

Professeur à l'Université de Paris

PAR

MM. J. ANCEL, L. CAHEN, R. GUYOT, A. LAJUSAN,
P. RENOUVIN, et H. SALOMON

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1929

LISTE DES AUTEURS ET DES CHAPITRES QU'ILS ONT RÉDIGÉS

CINQUIÈME PARTIE. — La formation de la Triple Entente.

CHAPITRE I. — La défaite russe en Extrême-Orient, par Raymond GUYOT, *professeur à l'Université de Paris et à l'École libre des Sciences politiques.*

CHAPITRE II. — Les conflits européens : La politique allemande (1904-1906), par Pierre RENOUVIN, *chargé de cours à l'Université de Paris, conservateur à la Bibliothèque-Musée de la Guerre, professeur à l'Institut des Hautes-Études internationales.*

CHAPITRE III. — Les conflits européens : La politique autrichienne (1906-09), par Jacques ANCEL, *professeur à l'Institut des Hautes-Études internationales.*

CHAPITRE IV. — Le système des ententes européennes de 1905 à 1909, par Pierre RENOUVIN (§ 1, 2 et 3) et Jacques ANCEL (§ 4).

SIXIÈME PARTIE. — Triple Entente et Triple-Alliance.

CHAPITRE I. — Les grands problèmes internationaux : La question du Pacifique, par Raymond GUYOT.

CHAPITRE II. — Les grands problèmes internationaux : Les rivalités européennes, par Pierre RENOUVIN (Section I et § 1 et 2 de la section II) et Jacques ANCEL (§ 3).

CHAPITRE III. — La crise d'Agadir, par Pierre RENOUVIN.

— IV. — L'effort russe, par Jacques ANCEL.

— V. — La riposte austro-bulgare, par Jacques ANCEL.

— VI. — L'évolution des systèmes d'alliance, par Pierre RENOUVIN.

CONCLUSION

CHAPITRE I. — Les menaces de conflits, par Jacques ANCEL.

— II. — L'état de tension, par Pierre RENOUVIN.

— III. — La crise de Juillet 1914, par Pierre RENOUVIN.

CINQUIÈME PARTIE

La formation de la Triple Entente

CHAPITRE PREMIER

La défaite russe en Extrême-Orient

I. — LA RIVALITÉ RUSSO-JAPONAISE

Les origines du conflit de 1904, entre la Russie et le Japon, remontent au début du règne de Nicolas II. Le tsar nourrissait envers les Japonais une haine et un mépris qu'explique peut-être l'attentat dont il avait failli être victime de la part de l'un d'eux, en Extrême-Orient, quelque temps avant son avènement. En parlant des Japonais, il disait « les singes » (*macacoes*), et Witte assure qu'il employait cette expression même dans les documents officiels. Il s'était montré très favorable à l'intervention suggérée par l'Allemagne après la paix de Shimonoseki, et l'on se rappelle que la convention russo-chinoise, conclue par Li-Hung-Tchang à Saint-Petersbourg, en mai 1896, qui était une alliance défensive contre le Japon, avait eu sa pleine approbation. Pensait-on, dès cette époque, en Russie, à une guerre qui exclurait l'empire japonais de toute influence en Extrême-Orient ? Il est permis d'en douter. Certains hommes d'État russes se rendaient compte, plus ou moins nettement, des complications où la politique d'expansion orientale, si elle était poussée trop loin, pourrait entraîner leur pays. Quand, au printemps de 1898, l'occupation de Port-Arthur fut réalisée, le gouvernement russe s'assura le consentement du Japon en lui laissant les mains libres en Corée. Le conseiller financier russe, qui résidait à Séoul, en fut rappelé, ainsi que les instructeurs militaires. Mais il y avait à la cour de Nicolas II un parti nombreux et puissant qui ne renonçait pas à ses ambitions de conquête politique et de profit matériel.

DOCUMENTS. — Voir les indications données ci-dessus, IV^e partie, chap. 1^{er}, p. 323, et en outre : *Recueil des Documents diplomatiques concernant l'Extrême-Orient 1894-1905* (Publication du ministère des Affaires étrangères de Russie). — Grimm, *Recueil des traités et autres documents de l'histoire des rapports internationaux en Extrême-Orient (1842-1925)* (en russe). — *La Guerre russo-japonaise* (publication du service central des Archives de l'U. R. S. S., 1925) (en russe). — *Krasny Arkhiv* (Archives rouges), 1926 (correspondance de Witte et de Kouropatkine) (en russe). — *British Documents, on the origins of the War*, t. II (1928).

TÉMOIGNAGES. — Baron Suyematsu, *L'Empire du Soleil-Levant*. — Taube (baron M. de), *La politique russe d'avant-guerre et la fin de l'Empire des tsars* (Paris, Leroux 1928) (Documents sur l'affaire du Dogger-Bank).

Il s'agissait surtout de réserver aux Russes l'exploitation des richesses économiques de la Corée, des mines et des forêts notamment. Dès 1898, un projet de concession à obtenir du gouvernement coréen, élaboré par un financier du nom de Vorliarliorsky, avait reçu, grâce à l'intervention du grand-duc Alexis Mikhaïlovitch, l'appui de la diplomatie russe. Un projet plus ample fut mis en avant, au début de 1900, par un ancien officier nommé Bezobrazof, qui avait intéressé à ses vues plusieurs grands-ducs et d'autres personnages de la cour, tels que le comte Voronzof-Dachkof. L'opposition de Witte, alors ministre des Finances, et du ministre de la Guerre Kouropatkine fit ajourner ces entreprises. Mais le soulèvement des Boxers rendit l'avantage aux partisans de l'expansion. Kouropatkine lui-même y vit une occasion favorable pour occuper toute la Mandchourie, dont il espérait faire « une seconde Boukharie ». De nombreuses troupes russes (leur effectif atteignit 200.000 hommes à la fin de 1900) furent appelées de Sibérie et même d'Europe. Une partie marcha sur Pékin sans réussir à y devancer les contingents des autres puissances, venus de Tien-Tsin. Le reste occupa le tracé du chemin de fer de Mandchourie et les principales routes de Moukden vers le Sud et l'Est. Dès le 4 août 1900, les Russes s'installaient à Niou-Tchouang, y percevaient pour leur compte les revenus de la douane chinoise et saisissaient le matériel de chemin de fer appartenant à une compagnie anglaise. Les gouvernements britannique et japonais protestèrent. Le bruit s'était répandu que les Russes négociaient une convention secrète avec la Chine qui les autorisait à prolonger et à rendre permanente l'occupation de la Mandchourie. Dès lors, l'intérêt commun rapprocha le Japon et l'Angleterre et tous leurs efforts tendirent à limiter les empiètements de la Russie.

Pendant plusieurs mois, les gouvernements de Londres et de Tokio travaillèrent à gagner à leurs intérêts l'Allemagne. Il s'agissait d'obtenir d'elle une intervention collective pour empêcher la Chine de céder aux instances des Russes, et la France de soutenir en Extrême-Orient la politique de son alliée. Dès mars 1901, l'hypothèse d'une guerre russo-japonaise était envisagée à Londres, et le cabinet britannique s'informait à Berlin et à Paris de l'attitude que prendraient dans ce cas l'Allemagne et la France (1). Un mémoire rédigé au Foreign Office, le 11 mars, prévoyait qu'en assurant l'isolement de la Russie on permettrait au Japon de lui reprendre Port-Arthur. Dès lors, Russie et Japon, devenus irréconciliables, se feraient équilibre en Extrême-Orient, au grand avantage de l'Angleterre et de l'Europe. « Le péril jaune serait

(1) Nous avons cru nécessaire, pour la commodité du lecteur, de revenir ici sur ce sujet, déjà traité au tome I.

conjuré par la Russie, et le péril russe par le Japon ». Pour obtenir ce résultat, Chamberlain aurait sans doute consenti au projet d'alliance à trois (Angleterre, Japon, Allemagne), que Guillaume II fit proposer à Londres de février à avril 1901, et dont le texte fut remis au Foreign Office par le vicomte Hayashi le 17 avril. Mais la combinaison échoua. Les Anglais s'aperçurent assez vite que Guillaume II ne les soutiendrait pas à fond dans un conflit avec la Russie à propos de la Mandchourie : il prétendait exclure cette province de la garantie d'intégrité donnée à la Chine, l'année précédente, par l'accord anglo-allemand. D'autre part, le Japon hésitait à rompre avec les Russes sans être tout à fait sûr de la neutralité des autres puissances, et en particulier de l'Allemagne et de la France. Enfin, le marquis Ito, venu à Paris pour préparer l'émission d'un emprunt, en était reparti persuadé qu'il ne trouverait en France aucun appui financier, si le Japon ne réglait à l'amiable ses difficultés avec la Russie. Dès lors, les Japonais limitèrent leur ambition à obtenir de l'Angleterre une promesse de soutien formel, non contre la Russie elle-même, mais contre ses alliés éventuels. Hayashi, qui menait cette négociation à Londres, s'y employa avec un zèle inlassable à partir du début de décembre 1901. L'accord aurait été conclu tout de suite, si le Japon avait consenti à promettre à l'Angleterre son appui diplomatique et militaire dans la région de Singapour, au Siam et dans l'Inde, en échange de celui qu'il réclamait en Corée. Ainsi comprise, l'alliance eût été ouvertement dirigée contre la politique russe dans toutes les parties de l'Asie où elle rencontrait l'Angleterre ; et c'est ce que désirait en particulier le vice-roi de l'Inde britannique, lord Curzon. Mais l'esprit qui régnait à Londres était moins offensif. Le roi Edouard VII, tout disposé qu'il fût à fournir au Japon « un cordial appui », croyait possible d'arrêter les progrès de la Russie sans recourir à la guerre. Ito, venu en Angleterre au début de janvier 1902, s'y montra tout disposé, et dès lors les négociations progressèrent rapidement. Le 30 janvier 1902, les signatures étaient échangées à Londres entre le comte Hayashi et lord Lansdowne.

Bien que dénommé seulement « accord » (*agreement*), le traité avait tous les caractères d'une alliance. Les deux puissances reconnaissaient leurs intérêts respectifs spéciaux, en spécifiant que ceux de l'Angleterre s'étendaient principalement à la Chine, tandis que le Japon, outre les intérêts qu'il possédait en Chine, en avait de particuliers, — politiques, commerciaux et industriels, — en Corée. Les deux pays se reconnaissaient mutuellement le droit « de prendre les mesures qui pourraient être indispensables pour sauvegarder ces intérêts, s'ils étaient menacés, soit par l'action agressive de quelque autre puissance, soit par des troubles survenant en Chine ou en Corée ». S'il

éclatait à ce propos une guerre, chacun des alliés serait tenu à la neutralité envers l'adversaire de son allié, s'il était seul, et à une collaboration entière pour la guerre et la paix, s'ils étaient deux ou plusieurs. Aucun arrangement séparé ne serait fait sans consultation préalable réciproque, et tout ce qui pouvait engager les intérêts des alliés en Chine et en Corée serait examiné en commun. L'accord était conclu pour cinq ans, et renouvelable ensuite automatiquement, sauf dénonciation un an d'avance. Il fut complété par des articles secrets, établis sous forme de notes séparées dont l'existence pût être démentie au besoin. Ces articles prévoyaient une alliance navale permanente et le maintien par les deux contractants, dans les eaux du Pacifique, d'une force maritime toujours supérieure à celle d'une autre puissance quelconque.

Cet accord anglo-japonais fut publié le 12 février 1902, après avoir été, sur le désir exprès d'Edouard VII, communiqué confidentiellement à Guillaume II et au prince de Bülow. Ses conséquences devaient être considérables, même dans la politique européenne. En ce qui regarde spécialement l'Extrême-Orient, il eut pour premier effet d'arrêter, au moins pour quelque temps, l'expansion russe. Le comte Lamsdorf, ministre des Affaires étrangères de Nicolas II, et le comte Witte, son ministre des Finances, craignaient les suites d'une guerre avec le Japon, qui serait impopulaire en Russie et augmenterait les chances d'un mouvement révolutionnaire. Witte en avait averti l'empereur dès novembre 1901. Des conseils de prudence vinrent aussi de Paris. Quand la Russie demanda à son alliée de répondre à l'accord anglo-japonais par un arrangement analogue, le gouvernement français y consentit, mais sous une forme assez vague et de caractère pacifique. La déclaration publiée le 16 mars 1902 n'engageait les deux alliés qu'à « aviser éventuellement aux moyens d'assurer la sauvegarde » de leurs intérêts spéciaux en Extrême-Orient, s'ils étaient menacés par « l'action agressive de tierces puissances » ou par « de nouveaux troubles en Chine, mettant en question l'intégrité et le libre développement de cette puissance ». Encore la France n'avait-elle accepté de donner à la Russie cette garantie morale qu'en échange d'une promesse formelle d'évacuation de la Mandchourie. Cette promesse fut inscrite dans une convention russo-chinoise, négociée à Pékin avec le prince Tching, qui prenait conseil, jour par jour, à la légation d'Angleterre. Signée le 26 mars 1902, dix jours après la déclaration franco-russe, elle fut publiée avec la date du 8 avril. L'évacuation devait avoir lieu en trois périodes de six mois chacune, sous condition que la Chine observerait l'arrangement conclu en 1896 avec la Banque russo-chinoise pour la protection du chemin de fer de Mandchourie, et paierait les dégâts causés au chemin de fer de l'État chinois par les Boxers

et réparés par les soins des Russes. On put croire un moment que les intentions dont témoignait la convention du 8 avril 1902 étaient sincères. Witte, après un voyage en Mandchourie, accompli durant l'été, revint persuadé que l'évacuation était nécessaire et sans danger. Il remit à l'empereur un mémoire concluant à « assurer l'influence russe en Extrême-Orient exclusivement par des moyens pacifiques ». De fait, après la première période de six mois, l'évacuation prévue du Sud-Ouest de la province de Moukden jusqu'au Liao-Ho était opérée. Mais déjà le parti militaire reprenait l'avantage auprès de Nicolas II. En novembre 1902, Bezobrazof, chargé d'une mission d'inspection par l'empereur et lesté de deux millions de roubles, partit pour l'Extrême-Orient, et dès lors, derrière la politique officielle du gouvernement russe, qui protestait de son désintéressement et de ses vœux pour la paix, une intrigue secrète se poursuivait, qui devait conduire à la guerre.

II. — LE CONFLIT DE MANDCHOURIE

Au cours de son voyage en Mandchourie, Bezobrazof s'entendit avec le commandant en chef de Port-Arthur et de la province de Kouan-Toung, l'Amiral Alexeief, qu'il intéressa à ses plans et qu'il trouva tout disposé à les seconder. Ils décidèrent d'arrêter les mesures d'évacuation et même de faire réoccuper une partie de la zone déjà évacuée, Niou-Tchouang en particulier. L'empereur Nicolas II semble avoir connu ces décisions et les avoir approuvées. Quand Bezobrazof revint en Russie au début de 1903, il y eut à Saint-Pétersbourg plusieurs réunions du Comité ministériel des Affaires orientales, où Witte et Lamsdorf insistèrent pour que la convention de 1902 fût exécutée. La conférence du 8 avril aboutit à une décision dans ce sens. Mais l'empereur ordonna secrètement à Alexeief de faire présenter à la Chine, par le ministre russe à Pékin, une liste de sept conditions que la Russie mettait à l'exécution ultérieure de ses promesses d'évacuation de la Mandchourie. Elle devait conserver des droits spéciaux, à l'exclusion des autres nations, dans toute la région, ainsi qu'en Mongolie, et la Chine devait s'interdire d'ouvrir dans ces deux pays aucune place de commerce, d'accueillir aucun consul étranger, d'employer aucun agent ou technicien non russe.

La Chine s'empressa d'avertir les puissances. Le Japon, l'Angleterre, les États-Unis protestèrent vivement. Witte et Lamsdorf, fort irrités du peu de confiance du tsar envers eux, essayèrent de lui faire désavouer ses représentants en Extrême-Orient, mais ils finirent par se soumettre, quand Bezobrazof, au cours d'une nouvelle conférence réunie le 20 mai

1903 par Nicolas II, donna lecture des télégrammes impériaux d'après lesquels Alexeïef avait agi. Le ministre de la Guerre, Kouropatkine, qui revenait de Mandchourie, reconnut avoir coopéré aux mesures de réoccupation, qu'il déclarait nécessaires. Et le ministre de l'Intérieur Plehve soutint que toute concession nouvelle en entraînerait d'autres et ruinerait l'influence russe au bénéfice du Japon. Si une rupture devait s'ensuivre, elle n'était pas à redouter, selon lui, au contraire, car « une petite guerre victorieuse » était nécessaire pour empêcher la révolution menaçante en Russie. Witte et Kouropatkine étaient d'un avis différent et ne se gênaient pas, surtout le premier, pour le dire aux diplomates étrangers. Tous deux, dans leurs *Mémoires* publiés plus tard, ont tenté de rejeter sur la coterie Bezobrazof-Abaza-Alexeïef toute la responsabilité. En fait, ni l'un ni l'autre n'osèrent tenir tête à ceux que Kouropatkine nomme des « aventuriers de la pire espèce » et Witte des « voleurs », dès qu'ils les virent approuvés et dirigés par leur souverain. Witte ne devait abandonner ses fonctions que le 26 août, sur l'initiative de Nicolas II, et Kouropatkine resta au ministère, qu'il quitta seulement pour aller prendre le commandement des armées de Mandchourie à l'ouverture des hostilités.

La décision prise à la conférence du 20 mai rendait, en fait, la guerre inévitable. Mais les Russes étaient convaincus que le Japon n'oserait jamais l'entreprendre, étant incapable, militairement et financièrement, de la soutenir. Cette opinion était à peu près générale en Europe. A Londres, le War Office chargea d'une enquête en Mandchourie un officier de l'état-major, le lieutenant-colonel Wingate, dont le rapport était très favorable aux chances de succès de la Russie. Aussi le Cabinet de Tokio reçut-il des conseils de modération. Il hésitait du reste à s'aventurer dans une guerre, mais craignait d'être débordé par l'opinion publique. Le 3 juillet 1903, le vicomte Hayashi faisait connaître à Londres que son gouvernement avait l'intention de proposer à la Russie un arrangement direct, relatif à la Mandchourie et à la Corée. Le Cabinet britannique n'y était guère favorable. Lord Lansdowne exprima la crainte qu'un pareil accord, conclu sans la participation britannique, n'affaiblît beaucoup la portée de l'alliance anglo-japonaise et ne fût mal interprété en Angleterre. En outre, il ne croyait guère à la bonne foi des Russes. Le comte Lamsdorf était parfaitement loyal et favorable au maintien de la paix, mais son autorité auprès de Nicolas II était fort diminuée. L'Angleterre profita des bons rapports récemment rétablis, entre elle et la France, pour demander son concours afin d'éviter la guerre. Delcassé, venu à Londres dans l'été de 1903, eut là-dessus plusieurs entretiens avec Joseph Chamberlain et lord Lansdowne, et, de retour à Paris offrit ses bons offices à l'ambassadeur de Russie. Mais il

ne se faisait pas d'illusion sur l'efficacité de ces démarches officielles.

La proposition japonaise d'arrangement, arrêtée à la fin de juillet dans un grand conseil des « genrô » où figuraient les princes Ito, Inouyé et Yamagata, avait été remise à Saint-Pétersbourg le 12 août. Le lendemain, une décision impériale nommait l'amiral Alexeïef vice-roi (*namies-tnik*) des provinces d'Extrême-Orient. Bezobrazof venait de repartir pour la Mandchourie et devait jouer auprès de lui le rôle d'une sorte de ministre des Affaires étrangères. Nicolas II protestait que ces nominations ne diminuaient en rien le rôle du comte Lamsdorf. Cependant, il insista quelques jours plus tard pour que la négociation avec le Japon fût transférée en Extrême-Orient, et les intérêts russes confiés au baron de Rosen, ministre à Tokio. Les Japonais finirent par y consentir. En fait, cela revenait à dessaisir Lamsdorf au profit de Alexeïef et de Bezobrazof. Ceux-ci tenaient avant tout à leurs entreprises des forêts du Ya-lou, dont ils avaient fait, affirme Kouropatkine, une sorte de compagnie à privilège d'État, avec participation financière de l'empereur et de l'impératrice douairière. Aussi s'opposèrent-ils à la proposition faite par le Japon d'établir, des deux côtés du fleuve, une zone neutre de 50 kilomètres de largeur. De nombreux projets et contre-projets furent échangés. Mais les réponses russes étaient toujours lentes à venir et l'on soupçonnait, à Tokio comme à Londres, que la Russie ne voulait que gagner du temps. Au Japon, l'irritation grandissait. A la demande de Lansdowne, Delcassé avait essayé d'amener aux concessions le comte Lamsdorf, qui était venu passer quelques jours à Paris, et les deux gouvernements français et britannique faisaient de leur mieux, selon l'expression de Paul Cambon, pour « jeter de l'eau froide sur le feu ». Le 12 décembre, les Russes émirent la prétention de placer la zone neutre prévue *en Corée même*, de la frontière au 39^e parallèle, sans vouloir prendre de leur côté aucun engagement en Mandchourie.

Dès lors, les Japonais s'informèrent de l'attitude de leur alliée britannique en cas de conflit, et, le 30 décembre, Hayashi avouait à Lansdowne que les préparatifs militaires étaient poussés activement à Tokio. Le 5 janvier 1904, il déclinait par avance toute offre de médiation. Pourtant, le Japon envoya, le 13 janvier, de nouvelles propositions à Saint-Pétersbourg. Elles restèrent sans réponse. L'ambassadeur Kourino avait essayé sans succès d'obtenir de Witte un effort auprès du tsar. D'autre part l'Angleterre, alarmée par l'intention prêtée aux Russes d'envoyer leur flotte de la mer Noire au delà des Dardanelles, écarta la proposition française d'une intervention conjointe. Le 27 janvier, les Japonais insistaient pour obtenir une réponse de la Russie à leurs propositions du 13. C'est seulement le 4 février que Nicolas II annonça l'envoi, pour le lendemain, de ses offres définitives. Mais le jour même, on

décidait à Tokio de rompre les négociations, et, tandis que Delcassé proposait, au dernier moment, une démarche collective anglo-franco-américaine, qui fut écartée par Lansdowne comme inutile, la mobilisation japonaise était ordonnée (5 février).

III. — LA GUERRE

Les Russes, ou du moins ceux d'entre les gouvernants qui avaient poussé au conflit avec le Japon, croyaient sans doute que la victoire serait rapide et aisée pour l'armée du tsar. Mais ils ne s'étaient pas préparés à entrer en campagne aussitôt. Au moment de la rupture, les forces russes étaient dispersées : 75 à 80.000 hommes à l'est du Baïkal, 25 à 30.000 le long du chemin de fer de Mandchourie, 15.000 à Port-Arthur, 10.000 à Vladivostok. Plus de 1.500 kilomètres séparaient ces trois groupes, et chacun d'eux était éloigné de Moscou de plus de 8.000 kilomètres. Le Transsibérien n'était pas achevé ; plus de 150 kilomètres de voie restaient à construire au sud du Baïkal, et l'hiver empêchait la navigation sur le lac, où l'on dut faire marcher les troupes à pied, acheminer les approvisionnements par traîneaux ou par une voie de fortune établie sur la glace. Le chemin de fer lui-même était à voie unique, et le matériel roulant tout à fait insuffisant pour le trafic du temps de guerre.

Les Japonais savaient que la Russie ne pouvait pratiquement renforcer son armée de campagne avant la fin du printemps. Cette circonstance les conduisait naturellement à adopter une stratégie offensive, qui leur était conseillée aussi par la faiblesse de leurs réserves financières, et par le désir de s'installer définitivement en Corée et de reprendre Port-Arthur. Ils disposaient d'un effectif de 175.000 hommes de troupes actives, plus environ 700.000 mobilisables déjà instruits. La proximité relative du théâtre des opérations leur donnait donc, pour quelques mois, un gros avantage numérique. Mais leurs forces navales n'avaient pas la supériorité, sauf pour les grands croiseurs ; le nombre des cuirassés, des croiseurs légers et des petites unités était légèrement supérieur du côté russe. Seulement, la flotte japonaise était concentrée à Sasebo, en eaux libres, tandis que les Russes avaient plus d'un tiers de leurs navires immobilisés encore pour plus d'un mois, par la glace, à Vladivostok. Sur les côtes de la Mandchourie et de la Corée occidentale, le dégel se produirait plus tôt. Ainsi le moment que les Japonais avaient choisi pour la rupture était le plus avantageux. Attendant en janvier, ils n'auraient pu débarquer à leur aise ; en mars ou avril, ils auraient dû livrer une double bataille navale qui pouvait mettre en jeu le sort de toute la campagne. L'État-major japonais,

instruit par une mission militaire allemande, avait préparé son plan en grand détail, et établi entre la flotte et l'armée une parfaite liaison qui dura pendant toute la guerre. Le commandement en chef, confié au maréchal Oyama, devait rester installé au Japon même, jusqu'au moment où la maîtrise de la mer serait acquise. L'amiral Togo, chef des forces navales, avait pour tâche principale d'arriver rapidement à ce résultat, qui seul permettait d'envahir la Mandchourie et peut-être de prendre Port-Arthur, ou au moins de l'isoler. Il y réussit grâce à l'habileté et à l'audace de ses opérations. En trois jours, du 6 au 9 février 1904, il avait fait occuper le port coréen de Tchémoulpo, détruisant deux navires russes, et surpris au mouillage, dans la rade même de Port-Arthur, la flotte russe qui eut sept grandes unités mises hors de combat. Pour réparer ce désastre, les Russes envoyèrent leur meilleur amiral, Makharof, qui prépara une sortie; mais il périt, le 13 avril, dans une opération isolée, où le cuirassé qui le portait fut coulé par une mine. Jusqu'à la fin de juin, les Japonais purent opérer sans obstacle tous leurs transports par mer. Ce temps leur suffit pour établir leurs bases d'opérations en Mandchourie et dans le Liao-Toung. La I^{re} armée (Kuroki) débarquée à Tchémoulpo, du début de février à fin mars, repousse sur le Ya-lou (30 avril-1^{er} mai) le corps russe de Zassoulitch. La II^e armée (Oku) débarqua, du 5 au 12 mai, à 100 kilomètres au nord-est de Port-Arthur. Elle coupa vers le nord les communications de la place, qui fut ensuite investie par une III^e armée (Nogi), tandis que Oku marchait au Nord le long du chemin de fer, et qu'une IV^e armée (Nodzu), bien moins nombreuse que ne croyaient les Russes, assurait le contact avec Kuroki et Oku.

Nicolas II avait donné le commandement général à Alexeief, et Kouropatkine, abandonnant le ministère de la Guerre, vint prendre la direction effective des opérations. Ayant concentré ses forces autour de Liao-Yang, il voulait attendre d'avoir une grande supériorité numérique pour marcher en avant, et ne se souciait qu'à demi du sort de Port-Arthur. Mais Alexeief l'obligea à faire, pour débloquer la place, une attaque, qui échoua le 15 juin à Telissou. Pourtant l'offensive japonaise, enrayée par les difficultés du terrain, faillit être compromise au début de juillet : les croiseurs de Vladivostok avaient pris la mer et coulaient de nombreux transports ennemis. Si l'amiral Witheft, qui avait remplacé Makharof, avait forcé le blocus de Port-Arthur avec son escadre réparée, la situation des Japonais pouvait devenir très critique. Mais il ne s'y décida que le 10 août, sur un ordre venu de Saint-Pétersbourg, et fut tué au début du combat. Ses navires furent détruits ou contraints de rentrer dans le port. Dès lors, la lutte fut concentrée sur le continent. Le 20 août, Nogi échoua à Port-Arthur dans une tentative très meurtrière pour

enlever la place d'assaut. Le 30, Oyama ordonna l'attaque des positions russes autour de Liao-Yang; après quatre jours de lutte, Kouropatkine ordonna la retraite sur Moukden et ne fut pas sérieusement poursuivi. Les deux adversaires se renforcèrent et, le 10 octobre, les Russes, redevenus supérieurs en nombre, attaquèrent. La bataille (dite du Cha-ho) dura huit jours, sur un front très étendu, et, malgré de grandes pertes éprouvées de part et d'autre, n'eut pas de résultat décisif. Kouropatkine, bien qu'il eût reçu le commandement suprême, le 23 octobre, à la place d'Alexeïef démissionnaire, laissa les Japonais pousser le siège de Port-Arthur, où Stoessel devait capituler le 2 janvier 1905, malgré l'avis du Conseil de défense. Dans la Mandchourie du nord, l'hiver arrêta les opérations actives.

La situation en Europe n'était pas beaucoup meilleure pour les Russes. L'opinion, d'abord convaincue de leur supériorité sur les Japonais commençait, selon l'usage, à réviser ses jugements en faveur des vainqueurs, qui avaient soin de faire justifier leur politique et leur façon de conduire la guerre par un service de presse fort bien organisé. La France et l'Angleterre, qui, au début des hostilités, étaient en train de négocier la liquidation de leurs différends coloniaux, avaient conclu l'accord du 8 avril 1904 et veillaient à observer une rigoureuse neutralité. Mais les Russes estimaient que la France aurait pu, sans enfreindre les règles du droit international, leur prêter un appui plus direct. Guillaume II excitait ce ressentiment et accusait les Français de n'avoir pas envoyé leur escadre de l'Extrême-Orient à Port-Arthur, où sa présence aurait rendu le blocus impossible. Il poussait aussi le tsar à envoyer dans les mers de Chine ses forces navales de la Baltique et de la mer Noire.

Cette entreprise, qualifiée par Witte de « rêverie absurde », fut pourtant décidée à Saint-Pétersbourg. Déjà, à la fin de 1902, avec l'autorisation du Sultan et malgré la protestation anglaise, quatre contre-torpilleurs russes de la mer Noire avaient franchi les détroits pour se rendre en Extrême-Orient. D'autres unités, appartenant à la « flotte volontaire » et convertis en croiseurs auxiliaires, passèrent dans la mer Rouge et l'océan Indien, où elles entreprirent d'arraisonner et de visiter les vaisseaux marchands, surtout anglais et allemands. Devant les menaces de l'Angleterre, le tsar céda, fit relâcher les navires suspects qui avaient été saisis, et renonça à faire sortir de la mer Noire sa flotte de guerre, bien que Guillaume II lui promît une « acceptation tranquille », même par les Anglais, du « fait accompli ». La flotte de la Baltique, seule, fut mise en route. Elle partit de Cronstadt au mois d'octobre 1904, dans des conditions très défavorables. Son chef, l'amiral Rojdestvensky, n'avait

qu'une médiocre confiance dans son personnel, recruté à la hâte et sans expérience de la mer, et dans la qualité de ses navires, très disparates de types, d'âge et de vitesse. Des rapports d'agents secrets et des radios envoyés par le commandant d'un transport russe, le *Kamchatka*, qui s'était écarté du reste de la flotte, lui firent croire à la présence de torpilleurs japonais dans les eaux européennes. Au moindre incident, les Russes se croyaient en danger et ouvraient le feu. Ils tirèrent ainsi, sans les atteindre, sur des vaisseaux norvégiens et suédois, au passage des Belt, puis, à la hauteur du Doggerbank, sur une quinzaine de chalutiers à vapeur du port de Hull, dont l'un avait lancé une fusée verte qui fut prise pour un signal de combat. La canonnade dura une demi-heure, coula trois chalutiers, tua deux hommes et en blessa une vingtaine. Les navires russes avaient poursuivi leur route sans secourir les victimes (21 octobre 1904).

L'émotion en Angleterre fut très vive. Lord Rosebery protesta publiquement contre cet « outrage indicible » et toutes les escadres britanniques d'Europe furent alertées. Rojdestvensky, arrivé à Vigo, avait affirmé que deux torpilleurs, supposés japonais, étaient parmi les chalutiers. Mais l'empereur Nicolas II reconnut qu'il s'agissait d'une erreur regrettable, offrit une enquête internationale et promit une indemnité aux familles des victimes. Le ministre français Delcassé s'entremet pour ménager un arrangement. Le 25 novembre était signé à Pétersbourg une convention anglo-russe confiant l'enquête à quatre officiers de marine, un Anglais, un Russe, un Américain et un Français. Ce dernier, l'amiral Fournier, reçut la présidence. Dans son rapport, approuvé le 25 février 1905 par l'unanimité de la Commission, l'erreur de Rojdestvensky était établie et blâmée, mais en termes modérés et avec l'admission de « circonstances atténuantes ».

La flotte de la Baltique avait continué son voyage avec lenteur, par la route du Cap, quelques petites unités seulement ayant pris la voie de Suez. Elle ne pouvait être accueillie dans aucun port neutre, et dut emmener avec elle des transports frigorifiques et charbonniers qui la ravitaillaient en pleine mer. La plupart étaient allemands, et l'Angleterre adressa à ce propos à Guillaume II, le 25 août 1904, une protestation menaçante. L'empereur allemand en prit texte, comme on le verra (1), pour proposer à Nicolas II une alliance défensive contre l'Angleterre, où la France serait impérieusement engagée à prendre part. Mais le tsar demanda que ce texte fût communiqué à Paris avant signature, et Guillaume II s'y étant refusé, le projet fut abandonné (décembre 1904).

(1) Cf. Ci-dessous, p. 22-23.

Les Français avaient, cependant, fait de leur mieux pour faciliter, sans sortir de la neutralité, l'entreprise de Rojdestvensky, dont la grandeur frappait l'opinion et enthousiasmait les marins. La flotte de la Baltique put s'arrêter, réparer ses avaries et exercer ses équipages près des côtes de Madagascar, puis dans la baie de Cam-Ranh (Annam).

Elle n'y était pas encore arrivée que la guerre avait déjà repris en Mandchourie. Du 23 février au 11 mars, une formidable bataille, où 600.000 hommes était engagés, se livra autour de Moukden et s'acheva par la retraite de Kouropatkine qui ne parvint à rallier ses troupes qu'à 150 kilomètres plus au nord. Même une victoire navale n'aurait plus changé l'issue de la guerre, à moins que les Russes ne fussent en état de la prolonger de longs mois encore. Rojdestvensky n'avait d'ailleurs aucune chance de succès, et sa flotte, inférieure en tonnage, en vitesse, en poids de bordée et en portée de tir, fut écrasée en moins d'une heure de combat, le 26 mai 1905, devant l'île de Tsou-Shima. Deux croiseurs protégés et deux contre-torpilleurs, seuls, atteignirent Vladivostok. Tout le reste fut coulé, pris, ou interné dans des ports neutres. Il était temps pour la Russie de liquider cette guerre impopulaire et désastreuse. Le Japon n'avait plus de grands avantages à espérer de nouvelles batailles. Il commençait à être à bout d'argent et d'effectifs. Le gouvernement du Mikado fit demander en secret au Président des États-Unis ses bons offices et la Russie les ayant acceptés, les pourparlers de paix commencèrent.

IV. — LA PAIX DE PORTSMOUTH

L'intervention des États-Unis dans le conflit russo-japonais n'avait été une surprise pour personne. Le président Roosevelt, élu à une écrasante majorité en janvier 1905, tenait désormais son pouvoir du choix des électeurs, et non du tragique événement qui avait coûté la vie à Mac Kinley. Selon sa propre expression, il avait « cessé d'être un accident politique ». Aussi était-il pressé de jouer le grand rôle international qu'il croyait destiné à son pays et à lui-même. Quelques jours à peine après son installation à la Maison-Blanche, il avait (13 janvier), sur l'initiative de l'Allemagne, lancé une circulaire aux puissances, en vue de prévenir le cas où d'autres gouvernements interviendraient pour ramener la paix en Extrême-Orient et obtenir par la suite, comme après Shimonoseki, des concessions territoriales aux dépens de la Chine. En même temps, il avait engagé le gouvernement chinois à se disculper, envers la Russie, des griefs formulés par elle pour violation de neutralité

envers l'équipage de navires russes réfugiés dans les ports à traité. Mais son intervention dans la négociation russo-japonaise allait être beaucoup plus directe et plus efficace. Elle consista d'abord dans une démarche officielle à Tokio et à Saint-Pétersbourg (10 juin 1905) pour offrir l'ouverture, aux États-Unis même, de conférences en vue de la paix. L'invitation ayant été acceptée, Nicolas II désigna d'abord pour conduire la négociation le comte Mouravief, ambassadeur à Rome, puis, sur son refus, le comte Witte, désigné par le ministre des Affaires étrangères Lamsdorf, et à qui furent adjoints le professeur Martens et le baron de Rosen, ancien ministre de Russie au Japon. L'empereur du Japon nomma le baron Komoura et son ministre à Washington, Takahira. Roosevelt les reçut le 13 août à bord de son yacht, à Oyster Bay, sa résidence d'été. Puis deux navires de guerre américains conduisirent les deux délégations séparément à Portsmouth, où les conférences commencèrent le lendemain, dans les bâtiments de l'arsenal maritime.

Au début, l'attitude de la presse américaine semblait très favorable au Japon. Pendant toute la guerre, les financiers des États-Unis avaient soutenu les adversaires de la Russie. Les banquiers israélites, en particulier, étaient fort hostiles à un gouvernement où figurait Plehve, l'organisateur des « pogromes » de Kichinev. Roosevelt partageait jusqu'à un certain point cette animosité. En outre, il fut mal disposé par le premier entretien qu'il eut avec Witte, et où le ministre russe lui fit connaître l'essentiel des instructions données par le tsar : Nicolas II abandonnait Port-Arthur et toute prétention sur la Corée ; mais il ne voulait donner « ni un pouce de territoire russe, ni un kopek d'indemnité ». Witte eut l'habileté de se concilier très rapidement les bonnes grâces de la presse et de l'opinion américaines. On s'attendait à le trouver arrogant et impénétrable, en tant que représentant d'un souverain absolu et membre d'une société aristocratique. Il affecta au contraire des façons de démocrate à l'américaine, serrant la main des mécaniciens de chemin de fer et des chauffeurs d'automobile qui le conduisaient, distribuant à tout venant des signatures qu'on lui demandait, s'abandonnant avec une inlassable bonne grâce aux interviewers et aux photographes-amateurs des deux sexes. Il avait, dès le début, réclamé le droit pour les journalistes d'être informés jour par jour du progrès des négociations, et laissa aux Japonais la responsabilité de faire écarter cette méthode. Sa porte n'en demeurait pas moins toujours ouverte aux représentants de la presse américaine et étrangère, surtout aux correspondants français et anglais. On lui avait fait craindre l'hostilité de la population d'origine russe, surtout des juifs : les policiers américains ne le perdaient pas de vue, par crainte d'un attentat. Il visita, dès son arrivée, le ghetto de New-York et y fut accueilli par des marques d'une sympathie croissante. Cela

ne l'empêchait pas de faire assidûment ses dévotions dans une église protestante, à défaut de basilique orthodoxe. En moins d'une semaine, il avait gagné entièrement l'opinion à sa cause. Les Japonais, moins bien informés des mœurs américaines, plus dédaigneux ou plus timides, restaient isolés et sans influence.

Le début des négociations fut très difficile. Le baron Komoura, peu loquace et assez froid, ne donnait pas beaucoup d'arguments pour faire valoir les prétentions de son gouvernement. Elles étaient fort étendues. Le Japon réclamait, outre la reconnaissance de son protectorat de fait en Corée et la rétrocession de Port-Arthur avec tout le Liao-Toung méridional, l'abandon de l'île de Sakhaline, partiellement occupée depuis deux mois par les troupes du Mikado, et une indemnité de 600 millions de dollars. Il se croyait assuré de l'appui, au moins diplomatique, de l'Angleterre, et venait précisément pour se l'assurer, de renouveler (12 août) l'alliance de 1902 à des conditions bien plus avantageuses pour l'Empire britannique. Les Anglais reconnaissaient bien les droits du Japon sur la Corée, et lui promettaient leur appui militaire et naval contre n'importe quelle puissance, mais seulement pour l'avenir. La neutralité anglaise demeurerait affirmée pour toute la durée de la guerre en cours, et le Japon étendait à tout l'Empire des Indes la garantie en faveur des intérêts britanniques, que l'alliance de 1905 limitait à la Chine. Ce texte fut connu des Russes, bien que l'Angleterre eût jugé correct de ne pas le notifier officiellement à Pétersbourg avant la fin des négociations de Portsmouth. Il semble avoir plutôt encouragé le tsar dans sa résistance. Witte, si l'on doit l'en croire, éleva le ton au point de s'entendre dire par Komoura : « Vous parlez comme si vous représentiez le vainqueur. »

Mais les Japonais demeuraient inébranlables, tandis que Witte finit par admettre qu'on pourrait abandonner la moitié sud de Sakhaline, qui, après tout, n'était russe que depuis 1875, plutôt que de payer une indemnité ou même de recommencer la guerre. « Nous pouvons, câblait-il à Lamsdorf, le 17 août, nous défendre avec plus ou moins de succès, mais nous ne pouvons guère battre le Japon. » En marge du télégramme, Nicolas II écrivit : « On a dit : pas un pouce de territoire, pas un rouble d'indemnité ; sur ces points, j'insisterai jusqu'à la fin. » Le 22, Lamsdorf télégraphait que si, le Japon maintenait ses exigences, il fallait rompre.

C'est à ce moment que se produisit l'intervention de Roosevelt, en général regardée comme décisive (à vrai dire surtout d'après lui). Depuis plusieurs jours, il agissait auprès des diplomates japonais (surtout le baron Kaneko, avec lequel il était lié personnellement). Il faisait aussi parvenir à Tokio des conseils de modération, par le détour de Saint-

Pétersbourg, employant à ce travail, tout confidentiel, le seul diplomate américain qui eût sa confiance, Georg von L. Mayer, ambassadeur en Russie. Il chercha aussi, avec succès, à obtenir que l'Angleterre soutînt son intervention pacifique auprès des deux belligérants. Tout ce travail se faisait en secret, par des correspondances particulières, dont le secrétaire d'État, Elihu Root, n'était pas informé. Roosevelt finit même par s'adresser directement, par télégramme, au Mikado. Dans l'intervalle, Nicolas II avait cédé sur Sakhaline, mais prescrit une intransigeance absolue au sujet de l'indemnité de guerre. La rupture paraissait proche, quand le Japon céda sur ce point, qui était l'essentiel pour les Russes. Le marquis Ito, qui depuis le début des négociations insistait en faveur de la paix, avait fait entrevoir aux ministres et à l'empereur le danger de se fermer le marché financier de New-York en choquant l'opinion américaine, bien disposée en faveur de la Russie depuis que celle-ci avait cédé sur Sakhaline. Le 3 septembre, après avoir demandé et reçu des ordres directs du Mikado, Komoura se déclarait prêt à conclure. Le 5, à trois heures de l'après-midi, le traité de Portsmouth était signé. Il comportait reconnaissance par la Russie du protectorat éventuel du Japon sur la Corée (art. 2), évacuation réciproque et complète (art. 3) de la Mandchourie, rendue à la Chine (art. 7), sauf Port-Arthur et ses dépendances dont le bail était transféré au Japon (art. 5), ainsi que le chemin de fer depuis Tchang-Tchoun jusqu'à Port-Arthur (art. 6). La Russie cédait la partie méridionale (au sud du 50^e degré) de Sakhaline ; les deux puissances s'engageaient à ne pas élever de fortifications dans l'île. Une convention ultérieure devait fixer au 15 avril 1907 la date extrême de l'évacuation complète de la Mandchourie.

Au cours des négociations, Witte avait été averti que, dans certains milieux politiques influents du Japon, la conclusion d'une alliance avec la Russie avait été envisagée et il avait sondé, sur ce sujet, les intentions de Komoura. La réponse avait été évasive. Mais déjà la pensée était née, qui devait se réaliser avant peu, d'un accord général des belligérants de la veille avec leurs alliés européens sur l'ensemble des questions de l'Asie et de Pacifique (1).

Ce n'est d'ailleurs pas en Extrême-Orient, c'est en Europe, que la défaite de 1905 va trouver toutes ses conséquences. La puissance russe traverse une crise grave, l'armée russe est affaiblie. Cette « éclipse » de la Russie est un fait essentiel pour l'équilibre européen (2).

(1) Voir ci-dessous, chap. iv, p. 110.

(2) Voir ci-dessous, chap. iv, p. 98.

CHAPITRE II

Les conflits européens : la politique allemande (1904-1906)

La conclusion des arrangements franco-italiens, puis de l'accord colonial franco-anglais du 8 avril 1904, la rupture entre la Russie et le Japon, la guerre d'Extrême-Orient avaient modifié sensiblement la situation diplomatique, en Europe même. L'Angleterre, après les tentatives qu'elle avait faites, de 1898 à 1901, pour parvenir à un accord avec l'Allemagne, s'orientait décidément vers la France : elle renonçait, timidement encore, à la doctrine de l'isolement. Mais, d'autre part, la guerre de Mandchourie, en retenant au loin l'attention et les forces de la Russie, affaiblissait la situation de la Duplice en Europe. C'est à Berlin que l'on suivait, avec un soin particulier, les développements de cette situation, dans ses éléments divers.

I. — LES VUES ET LES PROJETS DE L'ALLEMAGNE (AVRIL-NOVEMBRE 1904)

L'accord franco-anglais donnait à la France le moyen d'établir son influence au Maroc, et d'achever par là même l'unité de l'Afrique du Nord, sous sa domination. Dans la politique méditerranéenne, l'entente des deux puissances occidentales était un fait nouveau, de première importance. Sur le terrain de la politique générale, et bien que lord Lansdowne affirmât que l'accord conclu avec la France ne contenait

DOCUMENTS. — *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. CCI, CCH et CCXI — *Livre jaune. Affaires du Maroc*. I. Paris, Imprimerie nationale, 1905, in-fol., XVII, 320 p. — *Bjorkoe*, Documents russes publiés par J. Ancel, *Monde Slave*, juin 1927. — *Der Briefwechsel Willy-Nicky*, pp. Goetz. Trad. Semenoff, Paris, 1924. — *British Documents on the Origins of the War*, t. III. TÉMOIGNAGES. — Eckardstein, *Lebenserinnerungen und politische Denkwürdigkeiten*, Leipzig, List, 1920-1921, 3 vol. in-8°. — A. Tardieu, *La conférence d'Algésiras*, Paris, Alcan, 1909 (3^e éd.), in-8°, 604 p. — Bishop (J. Bucklin), *Theodore Roosevelt and his time*, Londres, Hodder, 1920, in-8°, 2 vol. (Dans le t. I, p. 446-505, — un important document sur l'affaire marocaine). — Witte (comte), *Mémoires*. Paris, 1921.

aucune stipulation secrète, relative à l'attitude de l'Angleterre en cas de complications européennes, il fallait s'attendre, notait Guillaume II dès le 19 août 1904, à voir l'Angleterre se soucier beaucoup moins des intentions ou des intérêts de l'Allemagne. Mais il fallait compter aussi avec les conséquences que le rapprochement franco-anglais pouvait avoir dans l'évolution de la politique italienne. Déjà les accords conclus entre l'Italie et la France avaient affaibli la Triple-Alliance. L'attitude de l'Angleterre, que le gouvernement de Rome avait toujours examinée avec un intérêt si attentif, était bien de nature à renforcer en Italie les tendances de ceux qui voulaient chercher, hors de l'alliance austro-allemande, le moyen de satisfaire les désirs d'expansion territoriale.

En avril et en mai 1904, à l'occasion de la visite du président Loubet en Italie (visite à laquelle Guillaume II avait en vain voulu prendre part), l'ambassadeur d'Allemagne ne se lassait pas d'adresser au gouvernement de Rome des reproches assez âpres, de lui montrer la « gravité de la situation », de lui demander s'il voulait ou non « sauver » la Triple-Alliance. Le gouvernement italien se bornait à répéter qu'il n'avait conclu avec la France aucun accord qui fût contraire aux obligations définies dans le traité de la Triplice. Force était bien à la diplomatie allemande de se contenter de cette déclaration. En insistant, ne risquait-elle pas de pousser l'Italie « dans les bras » de la France et de l'Angleterre ? Mais le chancelier Bülow ne se faisait aucune illusion sur l'appui que l'Allemagne et l'Autriche pouvaient attendre de leur alliée en cas de guerre : la neutralité était, à ses yeux, l'hypothèse la plus vraisemblable.

La guerre russo-japonaise ouvrait à la politique allemande des perspectives plus favorables : depuis près de dix ans, la diplomatie allemande ne s'était-elle pas efforcée de pousser la Russie vers l'Extrême-Orient ? La guerre attirait maintenant vers les rivages du Pacifique les forces de l'Empire des Tsars. En Europe, pour le moment, la Russie était « hors de cause » ; elle était incapable de donner à la France, en cas de guerre, l'appui qu'elle avait promis ; elle le sera bien davantage encore, quelques mois plus tard, après ses défaites de Mandchourie. Cette situation était de nature à inquiéter la France, et à l'inviter à la prudence, pensait-on à Berlin. Le fait est que le développement de la politique française au Maroc devenait plus difficile, au fur et à mesure qu'augmentaient les embarras de la Russie : c'est au rythme des défaites russes en Extrême-Orient qu'évoluera le conflit franco-allemand à propos du Maroc. Outre cet avantage immédiat, la politique allemande attendait de la guerre russo-japonaise un profit plus lointain : elle escomptait un refroidissement durable des relations franco-russes. La France, alliée de la Russie, venait de se rapprocher de l'Angleterre, alliée du Japon. Lors du règle-

ment du conflit russo-japonais, l'Angleterre ne chercherait-elle pas à favoriser en Extrême-Orient les intérêts du Japon, et la France, par égard pour l'Angleterre, ne donnerait-elle pas à la Russie des conseils de modération ou de résignation, qui seraient mal reçus ? Cette perspective, Bülow l'indiquait à Guillaume II, dès le 20 avril 1904.

Dans l'esprit du gouvernement allemand, ces deux aspects de la politique générale sont inséparables. Pour empêcher le développement de « l'Entente cordiale », il compte sur les possibilités que lui réserve la situation de la Russie.

1. Le nœud de l'entente franco-anglaise, c'est le Maroc. Si l'Allemagne peut faire en sorte que le gouvernement français ne retire pas de l'accord du 8 avril 1904 les avantages qu'il en attend, si elle réussit à obtenir que l'Angleterre interprète « dans un sens restrictif » les engagements qu'elle a pris vis-à-vis de la France sur le terrain colonial, alors le rapprochement des puissances occidentales n'aura pas d'avenir. C'est l'idée qui inspire la politique de la Wilhelmstrasse. Elle implique une intervention directe de l'Allemagne dans le problème marocain. Cette intervention, quelle en sera la base ? Holstein la définit dans une note du 3 juin 1904 : L'Allemagne, dit-il, a sans doute au Maroc des intérêts commerciaux ; elle peut désirer avoir une part dans la construction des chemins de fer marocains. Mais surtout, elle ne doit pas accepter *l'attitude* du gouvernement français, qui affecte d'ignorer les intérêts des tierces puissances, exception faite pour l'Espagne, et qui n'a pas communiqué officiellement à la Wilhelmstrasse les termes de l'accord du 8 avril 1904 ; elle ne doit pas souffrir qu'une question comme celle-là soit réglée en dehors d'elle. « L'Allemagne doit élever des objections contre la domination française envisagée au Maroc, non pas seulement pour des motifs matériels, mais, bien plus encore, pour la conservation de son prestige. » Se laisser « expulser » du Maroc, sans rien dire, tolérer, sans protester, un monopole français, c'est s'exposer à rencontrer bientôt, ailleurs, les mêmes déboires. Le souci du « prestige » allemand est donc à la base de cette politique (1). La défense des intérêts économiques est seulement le thème que développera la diplomatie.

Pour ouvrir la voie à une action éventuelle, le chancelier, dans une lettre du 2 juillet, indique la nécessité de deux négociations préliminaires, qu'il engage en effet dans le courant de l'été :

(1) Selon Th. Wolff, directeur du *Berliner Tageblatt*, (*Le prélude*, trad. fr., p. 172), Delcassé avait eu l'occasion, à ce moment même, de déclarer au prince Lichnowsky, alors « conseiller intime » à la Wilhelmstrasse, son désir d'engager une conversation avec l'Allemagne sur la question marocaine. Holstein se garda bien de répondre, précisément parce qu'il n'avait pas pour but d'obtenir « un avantage matériel quelconque ». Le rapport de Lichnowsky sur cet entretien a disparu des archives allemandes.

L'une avec l'Angleterre. L'accord anglo-français laissait à la diplomatie allemande l'occasion de nouer une conversation avec le gouvernement de Londres, au sujet de l'Égypte : l'Allemagne ne pouvait-elle pas offrir, elle aussi, à l'Angleterre, la promesse de ne pas soulever la question du canal de Suez ou celle de la durée de l'occupation anglaise, en demandant en échange des garanties pour ses nationaux, pour son commerce et ses écoles ? Le dessein de la Wilhelmstrasse, c'était d'élargir l'objet de l'entretien, de proposer la conclusion d'un traité d'arbitrage, peut-être même, mais « avec prudence », d'un accord sur les constructions navales. A vrai dire, le gouvernement anglais, dès le début de la négociation, manifeste le désir de traiter la question égyptienne, et elle seule. Mais Bülow estime qu'il est utile de mener à bien les pourparlers, même sur cette base étroite : il espère que l'Angleterre, dès lors qu'elle aura réglé ses intérêts particuliers et consolidé sa situation en Égypte, ne prendra pas trop « au sérieux » son engagement de soutenir au Maroc l'action de la France. Aussi fait-il déclarer à lord Lansdowne que l'Allemagne est prête à signer une déclaration identique à celle que la France avait acceptée par l'accord du 8 avril 1904 : l'Allemagne renonce à faire obstacle à l'action de l'Angleterre en Égypte et dans le canal de Suez ; elle s'engage à ne pas s'opposer à une révision éventuelle du régime des Capitulations, si l'Angleterre la demande. Elle obtient en revanche, pour son commerce en Égypte, le traitement de la nation la plus favorisée pendant trente ans.

L'autre avec l'Espagne. Le gouvernement allemand suivait de près, par son ambassadeur à Madrid, les négociations franco-espagnoles relatives au Maroc. Dès le 29 avril, à peine connu le texte du traité anglo-français, le gouvernement de Madrid, mécontent de se voir placé en face d'un fait accompli, avait demandé à l'Allemagne sa « sympathie » : il désirait obtenir la côte de Ceuta à Mellila, outre le Rio de Ouro. Bülow était tout prêt à soutenir la résistance espagnole. Il était évident que la France avait intérêt à mener rapidement ses pourparlers avec l'Espagne afin de pouvoir tirer parti, le plus tôt possible, de l'accord du 8 avril 1904. Le jeu de l'Allemagne devait donc être de conseiller à Madrid une tactique dilatoire. Pas un instant, pendant les négociations, l'ambassadeur d'Allemagne, Radowitz, ne cesse d'intervenir auprès du roi et de la reine ; il les incite à « regarder de très près » les clauses de l'accord éventuel ; il offre de donner « un coup d'épaule » pour aider l'Espagne. Le gouvernement espagnol remercie l'Allemagne de son appui, de ses conseils. Mais l'accord n'en est pas moins conclu, le 7 octobre (1), sans que la Wilhelmstrasse ait connaissance des clauses secrètes.

(1) Voir tome I, p. 413-414.

La diplomatie allemande n'avait donc pas réussi, jusque-là, à entraver l'exécution de l'accord de 1904. Elle avait pu constater que l'attitude de l'Angleterre était parfaitement conforme à l'esprit du traité. En vain, Bülow avait-il escompté que le cabinet de Londres encouragerait la résistance espagnole, pour éviter de laisser à la France une situation importante sur la côte méditerranéenne du Maroc. Radowitz, le 4 octobre, était obligé de reconnaître que l'Angleterre restait passive. Et, à ce moment même, le sous-secrétaire d'État Richthofen se demandait si le moment n'était pas venu d'engager avec la France une « conversation directe ». La France, disait-il, serait d'autant plus conciliante qu'elle ne pouvait compter sur l'appui de la Russie, engagée à fond en Mandchourie. Pour tirer de cette conversation des avantages appréciables, ne convenait-il pas d'occuper un point de la côte marocaine, Agadir, par exemple ? Mais le procédé était dangereux, car l'Angleterre n'accepterait certainement pas l'installation d'un poste allemand sur l'Atlantique. Aussi, l'empereur Guillaume refusait-il d'approuver le projet.

2. Le développement de la guerre russo-japonaise va offrir à la diplomatie allemande l'occasion d'une autre tentative. C'est contre l'Angleterre qu'elle va, à l'automne de 1904, diriger son effort. La base de cette politique, c'est le projet « d'alliance continentale » que Guillaume II et ses ministres avaient déjà envisagé quelques années auparavant.

Lorsque la flotte de l'amiral Rojdesventsky provoque l'incident du Dogger-Bank (21 octobre 1904) (1), la Wilhelmstrasse songe à exploiter le trouble qui en résulte dans les relations anglo-russes. Le 27 octobre, Holstein a un entretien avec l'ambassadeur russe à Berlin, Osten-Sacken. L'escadre russe, qui continue sa route vers l'Extrême-Orient compte, pour son ravitaillement, sur des fournitures de charbon allemand. Mais, il est vraisemblable que l'Angleterre, à la suite de l'incident du Dogger-Bank, va protester de nouveau contre ces fournitures. Le gouvernement allemand n'acceptera pas ces observations de l'Angleterre. Jusqu'où l'affaire ira-t-elle ? Si l'Angleterre défend « à main armée » les intérêts de ses alliés japonais, l'Allemagne sera prête à se mettre aux côtés de la Russie. La France, obligée de choisir entre l'amitié anglaise et l'alliance russe, restera fidèle à la Russie, parce que « la flotte anglaise ne peut pas protéger Paris ». Ainsi, l'Angleterre se trouvera en face d'une alliance continentale, et reculera.

« Ce ne sont pas de simples fantaisies », songe Osten-Sacken, en rece-

(1) Voir chapitre 1^{er}, p. 13.

vant les offres allemandes. A Pétersbourg, on les examine en effet très sérieusement. Le ministre des Affaires étrangères, Lamsdorf, ne conteste pas qu'un rapprochement avec l'Allemagne puisse être utile pour résister à l'influence anglaise en Extrême-Orient ; il convient qu'il est indispensable de ménager le gouvernement de Berlin, puisque l'escadre russe ne peut pas se passer du charbon allemand. Mais il faut, avant tout, conserver l'amitié de la France. Poser au gouvernement français des « questions catégoriques » sur l'attitude qu'il compte prendre au cas où le conflit russo-japonais s'élargirait, ce serait s'exposer à recevoir une réponse dilatoire : la France a-t-elle demandé le concours de la Russie, lors de l'incident de Fachoda ? La méfiance qui en résulterait entre Pétersbourg et Paris ferait le jeu de l'Allemagne. Si le lien qui unit les deux alliés se relâchait, la Russie serait isolée ; elle connaîtrait, ce jour-là, « le prix et le poids » de l'amitié allemande ! Le tsar n'écoute pas les avis de son ministre. Il veut « libérer » l'Europe de l'insolence anglaise ; il accepte le principe de la proposition allemande. Le 29 octobre, il demande à l'empereur Guillaume de rédiger le projet de traité et de le lui communiquer. « Dès qu'il aura été accepté par nous, la France devra s'associer à son alliée ».

Le lendemain, le projet est prêt. C'est un traité d'alliance défensive valable pour la durée de la guerre russo-japonaise. Guillaume II ne cache pas au tsar que la grande affaire sera d'obliger la France à choisir entre l'Angleterre et la Russie :

En cas de nécessité, — dit l'article premier, — les deux alliés agiraient également ensemble pour rappeler à la France les engagements pris par elle en vertu des stipulations du traité d'alliance franco-russe.

Nicolas II, dès la première lecture, se rend bien compte que ce projet, au fond, « se rapporte surtout à la France ». Il demande des modifications : c'est la Russie seule qui se chargera de mettre au courant le gouvernement français et de lui demander son adhésion. Guillaume II concède ce point ; il accepte aussi que la durée du traité ne soit pas limitée. Le nouveau projet est établi, le 17 novembre : toute allusion directe à la guerre russo-japonaise en est maintenant écartée. Il faut éviter que, si le texte venait à être divulgué par une indiscretion, l'Angleterre puisse y voir une menace dirigée contre elle seule : « En réalité, il en est ainsi, du moins en partie », écrit Guillaume II, « mais toute vérité n'est pas bonne à dire. » Il voudrait bien pourtant « doucher l'orgueil britannique » : le meilleur moyen, ce serait de faire « quelque démonstration militaire, sur la frontière perso-afghane » pour inquiéter l'Angleterre, qui tremble toujours pour l'Inde. Il semble que la politique allemande touche au but.

Mais le tsar se reprend. Il cède aux instances du comte Lamsdorf qui lui représente combien la Russie aurait tort d'user envers la France d'un procédé d'intimidation : ce serait le plus sûr moyen de la jeter dans les bras de l'Angleterre. « Il serait raisonnable de montrer aux Français le brouillon du traité avant de le signer. » Agir autrement, c'est se donner l'apparence de vouloir forcer la main à la France. Le gouvernement français se cabrera et, « toute l'affaire ratera ». Nicolas II demande donc à l'empereur l'autorisation de faire connaître immédiatement le projet à la France. Guillaume II proteste : c'est seulement si la France se trouve en face d'un texte *signé* qu'elle se résignera à donner son adhésion ; sinon, elle s'empressera de communiquer le projet à l'Angleterre, qui, consciente de la menace, pourrait fort bien prendre l'offensive immédiatement contre la flotte allemande ! Si le tsar persiste à demander à la France un consentement préalable, mieux vaut renoncer à toute espèce de projet, conclut l'empereur, le 26 novembre. Chacun reste sur ses positions. La diplomatie allemande ne manque pas alors de représenter que, si l'Allemagne se heurte à des protestations anglaises, elle sera obligée de cesser les fournitures de charbon à la flotte russe, à moins que la Russie ne lui promette de marcher à ses côtés en cas de rupture anglo-allemande. Le comte Lamsdorf reconnaît qu'en pareil cas le gouvernement de Pétersbourg serait amené à s'associer au gouvernement allemand, mais il se refuse à établir d'avance « un lien plus fort » (12 décembre). Guillaume II, sur l'avis de son chancelier, renonce alors à obtenir la signature du tsar. Il est préférable « d'en rester là », écrit-il à Nicolas II, le 21 décembre.

L'effort de la diplomatie allemande devait aboutir, si le gouvernement français s'y résignait, à rompre l'Entente cordiale et à nouer une coalition continentale, dirigée contre l'Angleterre, ou, si le gouvernement français refusait son adhésion, à dénouer l'alliance franco-russe. Cette tentative a échoué. L'empereur Guillaume et son chancelier reviennent donc à leur premier dessein : l'intervention dans l'affaire marocaine, qui doit priver la France du bénéfice de l'accord du 8 avril 1904, et ruiner par là même, espèrent-ils, l'Entente cordiale ; mais ils gardent en réserve le projet d'accord avec la Russie, pour le reprendre au premier moment favorable.

II. — LA CRISE MAROCAINE ET LA VISITE A TANGER (30 MARS-8 JUILLET 1905)

Depuis la signature de l'accord franco-espagnol, le gouvernement français commençait à développer son action au Maroc. La mission dirigée par Saint-René Taillandier était arrivée à Fez en novembre 1904

et avait exposé au Sultan un programme de réformes, par la réorganisation de l'armée et des finances sous le contrôle français. Le consul allemand à Fez, Vassel, surveillait de très près les faits et gestes des agents français, et envoyait à son gouvernement rapports sur rapports. Le moment était venu pour le gouvernement allemand d'abandonner l'attitude d'abstention officielle qu'il avait gardée jusque-là dans l'affaire marocaine.

Dans le courant de janvier 1905, l'Allemagne se décide à appuyer, en sous-main, la résistance que le Sultan oppose aux demandes françaises : Abdul-Aziz a pris le parti de convoquer une assemblée de notables qui lui donnera un appui moral. Excellente idée ! dit le chargé d'affaires allemand à Tanger, Kühlmann. Mais faut-il se borner à des conseils ? Sans aller jusqu'à promettre au Sultan l'appui de l'Allemagne, il est possible de lui laisser entendre que les intérêts politiques allemands au Maroc sont opposés aux intérêts français. Sans doute, l'Allemagne, ne peut pas déclarer la guerre à la France à *propos du Maroc* ; mais il y a bien d'autres questions qui sont de nature à entretenir la méfiance entre les deux pays. En tout cas, il est invraisemblable que la France s'engage dans l'aventure d'une guerre marocaine, tant qu'elle aura « dans le dos » une Allemagne inquiétante. Tel est le thème des avis que les agents allemands donnent au Sultan Abdul-Aziz.

Entre temps, surviennent les défaites de la Russie en Extrême-Orient : les Japonais prennent Port-Arthur (janvier 1905) et sont vainqueurs à Moukden (mars). Les circonstances sont favorables ; elles permettent à l'Allemagne de donner au Sultan un appui officiel et de manifester, par un acte public, l'intérêt qu'elle prend à l'affaire marocaine. Le représentant de l'Allemagne à Tanger, Kühlmann, sur la suggestion du journaliste Hornung, correspondant de la *Kölnische Zeitung*, propose à la Wilhelmstrasse que l'empereur, au cours d'une croisière qu'il doit faire en Méditerranée, s'arrête à Tanger : la démarche serait un moyen de « pression » sur le gouvernement français. Le 19 mars, la *Kölnische Zeitung* annonce en effet cette visite. L'opinion publique, en France et en Angleterre, en comprend aussitôt la portée. L'émotion que provoque la nouvelle est, pour le gouvernement allemand, une raison de plus de tenir bon. Le 24 mars, Bülow recommande à ses collaborateurs, s'ils sont interrogés par les ambassadeurs étrangers, de ne rien dire du but de la visite, et de garder une mine « sérieuse et impassible ». Faire « le sphynx », c'est la consigne.

En fait, à cette date, le programme de la visite n'est pas encore établi. En la faisant annoncer dans la *Kölnische Zeitung*, il semble bien que Bülow ait voulu surtout s'assurer contre les hésitations de l'empereur.

C'est le 21 mars seulement qu'il donne l'ordre d'établir un programme détaillé ; c'est le 26 qu'il le fait communiquer à Guillaume II, à Lisbonne, où le yacht impérial fait escale avant de se diriger sur le détroit de Gibraltar. Il est convenu que l'oncle du Sultan, Mulaï-el-Malek, se trouvera à Tanger pour y accueillir l'empereur allemand. La visite durera cinq heures. Guillaume II aura soin de traiter Mulaï-el-Malek en représentant d'un souverain, et, « sans dire un mot inamical pour la France », d'ignorer la présence des Français au Maroc. Si le représentant du Sultan pose des questions, faudra-t-il lui promettre une alliance ? Certes non. Bülow désire que « les buts définitifs » de la politique allemande restent dans l'ombre. Mais il suffira de laisser au Sultan l'espoir de l'appui allemand.

Guillaume II, cependant, n'est pas encore décidé à l'action. Son entourage immédiat redoute que le débarquement à Tanger soit l'occasion d'un attentat ou d'un accident. Tout récemment, un sujet anglais n'a-t-il pas été tué dans les rues de la ville ? Et comment l'empereur, qui ne peut pas se servir de son bras gauche, pourra-t-il monter un cheval inconnu ? Mais le chancelier insiste : il n'est pas possible que l'empereur recule maintenant, et donne ainsi une preuve de faiblesse de caractère. A Tanger même, Bülow fait prendre des précautions minutieuses, mais il tient bon. L'empereur paraît se résigner. Jusqu'au dernier moment, cependant, il essaiera de se dérober en prenant prétexte de l'état de la mer. Il faudra que le représentant de la Wilhelmstrasse, Schœn, qui l'accompagne et qui exécute les consignes données par le chancelier, se fasse pressant. Le commandant du stationnaire français qui se trouve en rade de Tanger est témoin de ces hésitations dernières. Mais enfin l'empereur, dès qu'il a mis pied à terre, se reprend ; il marche, *mit Bravour*, dit Schœn. Le programme s'exécute sans incidents le 31 mars.

Le discours de l'empereur développe le thème fixé par le Chancelier.

C'est au Sultan, en sa qualité de souverain indépendant, que je fais aujourd'hui ma visite. J'espère que, sous la souveraineté du Sultan, un Maroc libre restera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations sans monopole et sans annexion, sur le pied de l'égalité absolue. Ma visite à Tanger a pour but de faire savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc, puisque je considère le Sultan comme souverain absolument libre.

La visite à Tanger a atteint son but : elle a frappé l'opinion publique européenne. L'Allemagne l'a manifesté avec éclat qu'elle encourageait le Sultan à repousser les propositions françaises. Mais elle n'a pas encore défini, semble-t-il, les buts positifs qu'elle veut atteindre. C'est le 1^{er} avril — le lendemain même de la visite — que le Sultan suggère au

consul allemand, Vassel, la réunion d'une conférence européenne, qui serait chargée « d'étudier » le programme français de réformes. Le gouvernement allemand serait-il disposé à favoriser ce projet ? Bülow l'accueille d'enthousiasme ; il le juge « parfaitement pratique ». Le 3 avril, il promet au Sultan que l'Allemagne appuiera une proposition marocaine de conférence. Le 4, il expose à l'empereur le programme de sa politique : les puissances ont conclu, en 1880, des accords relatifs au Maroc ; par conséquent, la question marocaine est d'ordre international ; il est légitime que le Sultan fasse appel aux Puissances signataires. Comment se développera la conférence ? L'Allemagne mettra en avant un seul principe, celui de la « porte ouverte », des droits égaux des Puissances à participer à la vie économique du Maroc. Les États-Unis seront favorables, sans doute. L'Italie n'a aucun intérêt à voir se former « une nouvelle Tunisie ». La Russie ne désire certainement pas « vivifier » l'accord franco-anglais. Une majorité se formera donc, d'autant plus aisément que l'Angleterre, au fond, ne sera pas fâchée de sauvegarder ses intérêts économiques. Ce sont de « bonnes perspectives », dit Holstein, qui est plein de confiance. Et Bülow écrit à l'empereur : « Je tiens pour exclu qu'une conférence puisse aboutir à mettre le Maroc sous la domination et dans la sphère d'intérêts de la France. » C'est là tout ce que l'Allemagne peut demander. Sans doute elle pourrait peut-être essayer d'obtenir, — en suivant une autre voie, celle d'un accord direct avec la France, — une zone d'influence au Maroc. Mais l'empereur et le chancelier ont déclaré, à plusieurs reprises — et récemment encore au roi d'Espagne — qu'ils ne cherchaient aucun avantage territorial ! L'opinion publique allemande est d'ailleurs hostile aux aventures coloniales, à cause des révoltes qui se sont produites dans le Sud-Ouest africain. Certes tout cela n'engage pas l'avenir ; mais, pour le moment, la politique allemande est liée. La tactique qui s'impose est celle que définit le chancelier : mettre obstacle à l'installation de la France au Maroc ; « prolonger » l'existence de l'Empire chérifien jusqu'au moment où l'Allemagne se trouvera en situation de profiter d'une liquidation. Si la France, à la suite du coup d'éclat de Tanger, se montrait maintenant disposée à négocier, si elle offrait à l'Allemagne une conversation directe, il faudrait donc la repousser. Le prince Radolin, le 5 avril, reçoit l'ordre de répondre, en pareil cas, que le gouvernement allemand ne croit pas pouvoir négocier « autrement qu'avec le Maroc et les Puissances signataires. »

A peine ces décisions sont-elles prises à Berlin, le gouvernement français se décide à faire la démarche qu'attend le chancelier Bülow. Le 7 avril, le journaliste Hedeman, du *Matin*, se présente à la Wilhelmstrasse. Il vient demander au chancelier, d'accord avec Delcassé, de

prononcer « un mot aimable » qui permette d'engager entre la France et l'Allemagne une conversation directe. Bülow ne le reçoit pas. Le 13, Delcassé lui-même aborde le prince de Radolin : s'il y a, dit-il, entre les deux puissances, « un malentendu quelconque », il est « prêt à le dissiper ». L'ambassadeur écoute, et se contente de répondre : « Je n'ai pas d'instructions. » Le 19, l'ambassadeur de France à Berlin, Bihourd, renouvelle ces déclarations au sous-secrétaire d'État Mühlberg qui se borne, lui aussi, à écouter. La diplomatie allemande a l'impression que c'est le président du Conseil, Rouvier, qui, inquiet de l'attitude de l'Allemagne, a contraint Delcassé à faire ces avances : elle se garde bien de les accueillir. En s'abstenant de répondre, l'Allemagne montrera clairement qu'elle se soucie fort peu des intentions ou des projets français. « Ce que pense Delcassé nous est indifférent », écrit Holstein. Il ne paraît pas opportun de dévoiler tout de suite le projet de Conférence internationale. Bülow a décidé d'envoyer à Fez le nouveau représentant de l'Allemagne à Tanger, Tattenbach ; il préfère attendre le résultat de cette mission avant de découvrir son plan ; il ne fera rien avant d'être « orienté » d'une façon plus précise.

Cependant, à Paris, le silence de l'Allemagne inquiète le gouvernement. La politique de Delcassé, combattue à la Chambre par les socialistes et par certains radicaux-socialistes, n'est pas approuvée par tous ses collègues du Cabinet. Le président du Conseil craint que le ministre des Affaires étrangères ne l'entraîne dans une voie dangereuse. Et voici que, tout à coup, la diplomatie allemande, qui soupçonnait depuis quelque temps ces divergences, en a la preuve. Elle reçoit du président du Conseil d'étonnantes confidences. Le 27 avril, Rouvier lui-même dit à Radolin son désir de rétablir, entre la France et l'Allemagne, des relations amicales. « Il faut, à tout prix, que cette question soit réglée. » L'entente franco-allemande assurerait la paix du monde. L'ambassadeur recueille ces propos. Le même jour, il apprend, par un intermédiaire qui se donne pour « l'homme de confiance » du président du Conseil, que Rouvier entend bien n'être pas confondu avec Delcassé, dont il se débarrasserait volontiers. Le 30 avril, le président du Conseil ne cache pas à l'ambassadeur d'Allemagne que les allures d'indépendance de Delcassé lui ont déplu : aussi lui a-t-il « coupé les ailes ». Il s'occupe maintenant de la politique étrangère, et se fait montrer tous les documents, pour être à même de contrôler son ministre. Radolin est extrêmement surpris de se voir confier ces secrets. Il aura d'autres surprises. Quelques jours plus tard, Rouvier témoignera de la méfiance que lui inspire la politique anglaise : « En cas de crise européenne, l'Angleterre ne prendrait pas part à la guerre », dit-il à l'ambassadeur.

Ainsi renseignée, la diplomatie allemande cherche à tirer profit de ces

tiraillements. Le 8 mai, Holstein reçoit la visite du banquier Betzold ; il déclare à son visiteur que le gouvernement allemand se méfie de la politique française, parce qu'elle est « dirigée par Delcassé ». Pour arriver à un accord, il indique la voie : « Action lente, arrêt momentané, et mise à l'écart de Delcassé, ce serait le plus urgent. » A cette date, la condition indiquée par Holstein est peut-être, encore, une opinion personnelle, puisque le chancelier lui-même affecte de dire qu'il se moque de ces questions de personne. « Delcassé n'est pas du tout gênant pour nous », note-t-il en marge d'un rapport. Mais Betzold se hâte de revenir à Paris et de rapporter au président du Conseil les propos de Holstein. Si l'on en croit l'intermédiaire, Rouvier les accueille sans surprise : il se contente de dire qu'il ne faut rien précipiter. Delcassé ne s'en ira pas de lui-même. « Mais une occasion se rencontrera bien de le démissionner. » Quand ? Il n'est pas possible de le dire. « Il peut s'agir de semaines ou de mois ». D'ici là, il faut mener lentement l'affaire marocaine. Certes, le changement de personne s'effectuera et permettra de modifier l'orientation de la politique française. Mais il faut que ce changement ait lieu « non pas sous une pression *extérieure*, mais sous l'action de circonstances *intérieures* ».

Le gouvernement allemand prend patience. Il n'a pas encore entre les mains les informations qu'il attend du Maroc. C'est seulement le 28 mai qu'un fait nouveau se produit : Tattenbach, qui est parvenu à Fez, avise le chancelier que le Sultan va, d'un jour à l'autre, repousser officiellement les propositions françaises et faire connaître sa demande de Conférence internationale. Or, Delcassé — dit Tattenbach — a fait prévenir le Sultan, quelques jours auparavant, que la France ne consentirait pas à soumettre aux puissances les projets de réformes. Il est grand temps d'en finir, de débayer le terrain, pense-t-on à Berlin. Le 30 mai, le chancelier Bülow charge le prince de Radolin de faire connaître à Rouvier « les objections graves que soulève, pour les relations franco-allemandes, le maintien de Delcassé ». L'Allemagne avait accepté, depuis un mois, de laisser dormir l'affaire marocaine, parce que le président du Conseil français lui avait fait entrevoir le départ du ministre des Affaires étrangères ; elle ne peut pas attendre plus longtemps. C'est le conseiller d'ambassade, Miquel, qui, le jour même, exécute la démarche. Il agit à titre officiel ; il parle au nom du chancelier. Depuis que Delcassé est au pouvoir, l'Allemagne, dit-il, a eu souvent l'occasion de constater la mauvaise volonté de la France. La situation qui en résulte est dangereuse et, pour éviter un « réveil » désagréable, il faut qu'intervienne « un changement dans la conduite de la politique extérieure française ». Le président du Conseil prend acte de la déclaration, de la mise en demeure ; mais il proteste : ce qu'on lui demande est impossible. « Je ne puis faire tomber M. Delcassé sur un froncement de sourcils de l'Alle-

magne : on me le reprocherait toujours... toujours (1). » Pourtant, le 3 juin, le sénateur Jean Dupuy, ami de Rouvier, avoue à l'ambassadeur d'Allemagne que le président du Conseil tient le départ de Delcassé pour nécessaire. Mais le roi d'Espagne est en visite officielle à Paris ; il est impossible de prendre une décision pendant son séjour. En même temps, le chef de cabinet de Rouvier fait avertir Betzold, par l'intermédiaire du financier Hélié Léon, que le président du Conseil, sitôt le roi d'Espagne parti, posera au président de la République « la question de Cabinet ». Si Delcassé refuse de s'en aller, le président du Conseil donnera sa démission pour l'y contraindre. Rouvier demande seulement que, à ce moment, le gouvernement allemand fasse une déclaration de ton amical à l'égard de la France.

Le gouvernement français se trouve donc en face d'une exigence insolite, que le Gouvernement allemand a formulée non pas, — comme on l'a cru pendant longtemps, — par l'intermédiaire d'un porte-parole officieux, mais par la voie officielle. D'avance, le président du Conseil a laissé entendre qu'il souscrirait à cette exigence.

Mais est-il inévitable d'y souscrire ? La France ne peut-elle pas compter, pour s'opposer aux exigences allemandes, et pour écarter l'intervention de la Wilhelmstrasse dans la politique marocaine, sur le concours de l'Angleterre ? L'accord du 8 avril 1904 ne lui en donne pas l'assurance. Pourtant Delcassé, qui interprète avec un optimisme fougueux les indices d'une évolution, encore incomplète, du Cabinet de Londres, croit pouvoir compter sur un appui armé (2).

Le 5 juin, Rouvier et Delcassé ont un entretien. Entre le ministre des Affaires étrangères, convaincu que l'Allemagne « bluffe » et n'ira pas jusqu'à la guerre, et le président du Conseil, qui croit à la réalité de la menace allemande et qui se méfie de l'Angleterre, l'accord est impossible. d'autant plus que Delcassé connaît, par les services cryptographiques, l'existence des conversations engagées par Rouvier avec les agents allemands. Le 6, le Conseil des ministres se réunit. Que se passe-t-il à l'Élysée (3) ? La menace allemande est claire. En même temps qu'elle exige le départ de Delcassé, l'Allemagne vient de faire connaître officiellement qu'elle acceptait de se rendre à la Conférence internationale, dont la réunion a été demandée par le Sultan. La veille même, le chancelier Bülow en a donné avis au prince Radolin, pour qu'il communique la nouvelle au gouvernement français, le 6 au matin. L'Allemagne annonce

(1) Le propos est rapporté par Miquel, en français, cf. *Grosse Politik*, t. XX, 2, n° 6675.

(2) Voir sur ce point le chapitre iv, p. 100-101.

(3) Le ministre des Travaux publics, Chaumié, a rédigé de la discussion un procès-verbal, dont l'existence a été connue en mars 1922. Delcassé, quelques mois avant de mourir, a donné dans une interview (P. Albin, *Corresp. d'Orient*, juillet 1924) sa version du débat.

donc qu'elle se tient « derrière le Maroc ». Est-il possible de risquer la guerre ? Mais Delcassé fait valoir qu'il a entre les mains, « depuis quarante-huit heures », une offre anglaise de concours militaire. Il adjure ses collègues de ne pas céder, à l'heure où la France a pour elle la quasi-unanimité du monde. Il faut affronter la colère de l'Allemagne.

Entre le concours de l'Angleterre, que Delcassé déclare certain, et la menace de l'Allemagne, le Conseil des ministres doit choisir. Il doit tenir compte aussi de l'ensemble de la situation internationale, c'est-à-dire de la défaite russe en Extrême-Orient.

Rouvier se refuse à signer avec l'Angleterre un traité, qui exaspérerait l'Allemagne et mènerait, dit-il, à la guerre. Le ministre des Affaires étrangères est abandonné par ses collègues ; il donne immédiatement sa démission.

La démission de Delcassé est, pour la politique allemande, un succès de prestige. Mais le gouvernement allemand est convaincu qu'elle est aussi une garantie absolue de succès pour sa politique générale. Rouvier, qui prend en mains les Affaires étrangères, n'a-t-il pas répété à l'ambassadeur d'Allemagne, et à tous les intermédiaires, qu'il désirait une politique de « rapprochement » et que la France ne devait pas tenir l'Allemagne en dehors de la question marocaine ? La Wilhelmstrasse attend donc l'adhésion de la France au projet de Conférence internationale. Mais le président du Conseil français escompte, au contraire, que l'Allemagne lui saura gré de son attitude dans la question Delcassé et se montrera plus conciliante avec lui qu'elle ne l'avait été auparavant : dès son premier entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne, il élève des objections contre le principe même de la Conférence.

Le gouvernement allemand s'étonne et menace : il ne suffit pas, dit Bülow, que la personne de Delcassé soit mise hors de cause ; c'est au « système Delcassé » qu'il faut renoncer. Le Cabinet français aurait tort de croire que l'Allemagne a modifié son point de vue au sujet de la question marocaine. Si cette situation persiste, « il faut y voir un véritable danger pour la paix ». Le prince de Radolin communique à Rouvier, le 11 juin, la volonté « inébranlable » du chancelier et de l'empereur. « Nous tenons pour la Conférence. Si elle n'a pas lieu, c'est le *statu quo*, et il faut que vous sachiez que nous sommes derrière le Maroc. » Le gouvernement français résiste. Il sait que le Cabinet anglais est hostile, lui aussi au projet de Conférence (1). Lord Lansdowne a fait savoir

(1) La démission de Delcassé avait inquiété le gouvernement anglais. Le chef du cabinet conservateur, Balfour, écrivait au roi Edouard, le 8 juin, que la France paraissait bien faible. Pouvait-on encore compter sur elle pour empêcher l'installation des Allemands dans un port marocain ? Et pourtant l'Angleterre avait grand intérêt à s'opposer à cette éventualité !

(16 juin) que, si la France maintenait son refus, la Grande-Bretagne prendrait la même attitude. Rouvier concède pourtant que, si un échange de vues pouvait avoir lieu avec l'Allemagne *avant* la Conférence, pour étudier l'étendue des réformes à réaliser au Maroc, l'acceptation deviendrait plus facile. Mais Bülow ne consent à engager une conversation que si la France accepte au *préalable* de prendre part à la Conférence. « Accepter d'abord, négocier après. » Les points de vue s'opposent ouvertement. Le 20 juin, Rouvier adresse une note à l'Allemagne : « La Conférence pourrait être dangereuse, si elle n'est pas précédée d'une entente, et inutile, si elle la suit. » Bülow déclare cette note inacceptable. A Guillaume II, il indique son plan : rompre les pourparlers avec la France, conclure une alliance défensive avec le Sultan et attendre les événements. Il est vraisemblable que des complications se produiront. La France doit le savoir. Aussi charge-t-il le prince de Radolin, le 24, de répéter à Rouvier que l'Allemagne — si la Conférence est repoussée — donnera au Sultan un appui total. Si la Conférence est acceptée, une conversation pourra s'engager avant l'ouverture, entre la France et l'Allemagne : mais le chancelier entend que le Sultan y prenne part, car il le considère comme souverain. Encore faut-il que la France comprenne bien la portée de cette décision. Elle doit renoncer à « absorber » le Maroc, en se faisant attribuer la direction et le contrôle des réformes nécessaires. Le plan de réformes et son exécution auront un caractère international. Bülow oppose à la « tunisification » la « turquification ». Le gouvernement allemand maintient donc intégralement sa position.

C'est une intervention extérieure qui dénoue la situation. Pour triompher de la résistance française, le prince de Bülow a fait appel aux États-Unis. Il leur a demandé de se prononcer en faveur du projet de Conférence. Le 10 juin, alors qu'il croit savoir, par les propos d'un journaliste français, que l'Angleterre a fait à la France une offre d'alliance, il s'est empressé de communiquer ce renseignement au président Roosevelt : si l'Angleterre, alliée du Japon, passait un traité avec la France, la politique des États-Unis dans le Pacifique se heurterait bien vite à cette alliance anglo-franco-japonaise. « Le lien de la question marocaine avec la question d'Extrême-Orient saute aux yeux ». Pour éviter ce danger, le président Roosevelt n'a-t-il pas intérêt à favoriser un règlement pacifique du problème marocain ? Le moyen d'assurer la paix, c'est la réunion de la Conférence ! L'adhésion des États-Unis obligerait l'Angleterre — et sans doute la France — à donner la leur : elle suffirait, en tout cas, à contraindre l'Angleterre à la neutralité, en cas de guerre franco-allemande.

Le président Roosevelt, qui avait déjà reçu, antérieurement, des suggestions pressantes, sans consentir à prendre position entre la France

et l'Allemagne, se décide maintenant à agir. Le gouvernement anglais lui a déjà fait connaître qu'il était hostile au projet de Conférence. C'est à la France qu'il s'adresse. Dans une série de communications à M. Jusserand, il donne des conseils. Si la France n'évite pas la guerre, quel concours efficace peut-elle attendre de l'Angleterre, dont la flotte est l'unique force ? En acceptant la Conférence, le gouvernement français ne court aucun risque, car l'ensemble des Puissances ne sanctionnera pas une « injuste attaque de l'Allemagne contre les intérêts français ». En même temps, il conseille à l'empereur Guillaume, tout en lui exprimant son admiration personnelle, de se contenter d'une satisfaction de principe, sans jeter dans le débat de nouvelles exigences de détail. Toutes ces communications sont faites du 23 au 25 juin (1). Le 28, le gouvernement des États-Unis intervient de nouveau. Il adresse à la France et à l'Allemagne une note identique ; il souhaite « que les deux gouvernements consentent à participer à la Conférence », sans qu'un programme soit établi, et à y discuter toutes les questions qui sont relatives au Maroc, « sauf celles où elles seraient liées d'honneur, par un accord précédent, avec une autre puissance. »

Le 1^{er} juillet, Rouvier cède. Il déclare au prince de Radolin que le gouvernement français accepte la Conférence, « dans la conviction que les délibérations internationales n'auront pas pour but de mettre en question les intérêts français en territoire marocain ». Bülow est satisfait ; il tient à l'ambassadeur de France les propos les plus rassurants. C'est le *principe* d'une discussion internationale qui importe à l'Allemagne, parce qu'elle a pris, à cet égard, un engagement vis-à-vis du Sultan. Mais cet engagement ne s'étend pas aux travaux de la Conférence. Aussitôt les délibérations commencées, le gouvernement allemand, libre de toute promesse, ne suivra que son intérêt. Or, quel avantage aurait-il à se brouiller avec la France ? Le Maroc occupe « une place infiniment petite » dans les intérêts généraux de l'Empire. La Conférence n'aura donc pas de peine à établir un plan de réformes ; et, si ces réformes échouent, on reprendra la question. « Ce jour-là, dit le chancelier, nous nous entendrions facilement avec la France. »

Cependant, les termes de la note proposée par le gouvernement français sont encore l'objet d'une âpre discussion pendant les premiers jours de juillet. L'accord est enfin signé, le 8. Il prévoit qu'avant l'ouverture de la Conférence des conversations franco-allemandes seront engagées pour établir le programme des délibérations, et que les missions française et allemande à Fez seront rappelées simultanément. Dans une lettre annexe, le président du Conseil français rappelle que si la France

(1) D'après une longue note de Roosevelt, reproduite par son biographe Bishop.

malgré ses objections premières, s'est décidée à accepter la Conférence, c'est parce qu'elle est convaincue que ses « légitimes intérêts » ne seront pas mis en question. Certes l'accord international aura pour base l'indépendance de l'Empire chérifien, la liberté économique pour toutes les puissances, la réforme de la police et des finances marocaines. Mais il tiendra compte de la « situation faite à la France au Maroc », par suite de la proximité de l'Algérie. Déjà, le gouvernement français a annoncé à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il avait l'intention de demander à la Conférence un « mandat » pour la réforme de la police.

La diplomatie allemande a réussi à obtenir la satisfaction de principe qu'elle exigeait. En marge du rapport qui lui confirme la nouvelle, Guillaume II note : « Bravo. »

III. — LE TRAITÉ DE BJÖRKOE (24 JUILLET) ET L'ACCORD FRANCO-ALLEMAND DU 28 SEPTEMBRE 1905

A peine a-t-elle signé l'accord du 8 juillet, l'Allemagne essaie de mettre à profit la détente franco-allemande pour renouer avec la Russie les négociations interrompues à la fin de l'année précédente. Les circonstances générales sont favorables : à la fin de mai, la bataille de Tsou-Shima a ruiné le dernier espoir des Russes en Extrême-Orient ; le gouvernement du tsar, sur les conseils de la Wilhelmstrasse, a été contraint d'accepter les bons offices du président Roosevelt pour préparer la paix avec le Japon. La défaite ouvre la voie à la révolution. Dans ce péril, le tsar ne sera-t-il pas heureux, si la main de l'Allemagne se tend vers lui ?

4. *Le traité de Björkoe.* — Le 18 juillet, Guillaume II, qui fait sa croisière annuelle dans la Baltique, propose à Nicolas II une entrevue. Le tsar accepte. En grande hâte, l'empereur demande au chancelier de lui faire parvenir le texte du projet de traité russo-allemand établi en octobre 1904 (1). Le prince de Bülow, sur les conseils de Holstein, indique à son souverain le thème qu'il devra développer dans son entretien avec le tsar : la Russie, pour consolider sa situation, peut rechercher une entente soit avec l'Angleterre, soit avec l'Allemagne. Mais l'accord anglo-russe est impossible, tant que la paix avec le Japon n'est pas conclue. Au contraire, l'accord russo-allemand peut intervenir immédiatement et ne manquera pas d'exercer une influence importante sur les négociations de la paix russo-japonaise. Pour entraîner le tsar dans la voie qu'elle a tracée, la

(1) Voir ci-dessus, page 23.

diplomatie allemande compte donc avant tout faire miroiter aux yeux de Nicolas II l'espoir d'échapper aux difficultés immédiates ; c'est ainsi qu'elle l'amènera à l'idée de cette « alliance continentale » qu'il a repoussée l'année précédente. Mais le tsar n'hésitera-t-il pas, cette fois encore, à forcer la main au gouvernement français ? Il sera facile de lui répondre que les relations franco-allemandes sont maintenant meilleures : l'accord du 8 juillet a donné une solution de principe à l'affaire marocaine. Il n'y a plus d'obstacle à un rapprochement franco-allemand, conforme d'ailleurs aux désirs du président du Conseil français.

Le 23 juillet, le yacht impérial arrive à Björkoe, où Nicolas II attend l'empereur à bord de l'*Étoile polaire*. Le secret a été gardé : jusqu'au dernier moment, l'entourage même de Guillaume II n'a rien connu de son projet. Les deux souverains ont un premier entretien dans la soirée, un second le lendemain matin : celui-ci est décisif. Guillaume II (il a adressé lui-même au chancelier un récit détaillé de l'entrevue) s'aperçoit bien vite que le tsar ne pardonne pas à l'Angleterre l'attitude qu'elle a prise pendant les opérations d'Extrême-Orient. Il voit venir le moment favorable : le voici qui rappelle à Nicolas II les conversations de 1904 ; elles ont échoué, par égard pour la France ; mais maintenant la difficulté a disparu, puisque l'Allemagne et la France sont, depuis quelques jours, de « bons amis ». Le tsar écoute ; il accepte de lire le projet de traité que l'empereur vient de sortir de sa poche. Après un moment de silence : « C'est tout à fait excellent. Je suis parfaitement d'accord », dit-il simplement. Guillaume II redoute qu'il n'ait le temps de se reprendre, ou de subir l'influence de son ministre des Affaires étrangères. Il faut le lier tout de suite. « Vous serait-il agréable de signer ce traité ? Ce serait un beau souvenir, vraiment, de notre entrevue ! » — « Je le veux bien », dit le tsar. Les signatures sont échangées aussitôt. Encore faut-il que le traité porte le contreseing d'un ministre. Le secrétaire d'État Tschirschky, qui accompagne Guillaume II au cours de sa croisière, est mandé à bord de l'*Étoile polaire*, mais le comte Lamsdorf est à Pétersbourg : c'est le ministre de la Marine, l'amiral Birlef, qui se trouve aux côtés du tsar. Nicolas II, sans explications, lui demande une signature, qu'il donne de confiance, sans même étudier le texte du document. Ainsi se trouve conclu, en dehors de toute participation du ministre des Affaires étrangères russe, l'acte secret qui réalise, ou semble réaliser, l'alliance russo-allemande.

Le traité de Björkoe — dont le texte original est rédigé en français — est un traité d'alliance défensive. « Au cas où l'un des deux empires serait attaqué par une puissance européenne, son allié l'aidera, en Europe, de toutes ses forces de terre et de mer ». Il doit entrer en vigueur « aussitôt que la paix entre la Russie et le Japon sera conclue » et subsister « tant

qu'il ne sera pas dénoncé une année à l'avance ». Enfin, mais seulement après l'entrée en vigueur du traité, le gouvernement russe « fera les démarches nécessaires pour initier la France à cet accord, et l'engager à s'y associer comme alliée ».

Guillaume II exulte. Il tient enfin entre les mains cette alliance continentale qu'il désire. La France, il est vrai, peut se dérober. Mais alors c'est l'alliance franco-russe rompue ! Le traité du 24 juillet, écrit-il à Bülow, est « un tournant dans l'histoire de l'Europe ». Et ce succès, l'empereur croit l'avoir obtenu au meilleur compte, puisqu'il n'a même pas été obligé de promettre aux Russes l'appui direct dans les négociations de la paix japonaise, que le chancelier Bülow lui avait conseillé d'offrir.

Mais cet enthousiasme tombe vite. Aussitôt que le prince de Bülow, le 26 juillet, reçoit communication du texte signé à Björkoe, il ne cache pas sa surprise. Pourquoi l'article premier contient-il seulement une promesse d'appui *en Europe* ? Ces deux mots ne figuraient pas dans le projet que le chancelier avait adressé à l'empereur, la veille de l'entrevue. C'est Guillaume II qui a pris l'initiative de les ajouter, parce qu'il a voulu éviter d'engager éventuellement les forces allemandes *en Asie* au profit de la Russie ; il croit avoir bien servi l'intérêt de l'empire, puisque l'Allemagne n'a guère à se préoccuper que de l'éventualité d'un conflit *européen*. — Lourde erreur ! dit Holstein. Les termes du traité ne limitent pas du tout les obligations de l'Allemagne : qu'une guerre anglo-russe survienne à propos de l'Inde, et l'Empire allemand sera tenu d'engager ses forces « en Europe » pour soutenir la Russie. Il ne pourra même pas compter sur la réciprocité, car la Russie, après sa défaite en Extrême-Orient et la destruction de sa flotte, sera hors d'état, pendant plusieurs années, de donner à l'Allemagne un appui effectif « en Europe » ; elle pourrait fort bien, au contraire, dans l'hypothèse d'un conflit anglo-allemand, rendre grand service à l'Empire par une simple menace dirigée contre l'Inde ! Ainsi, l'erreur de Guillaume II prive l'Allemagne des résultats militaires qu'elle pouvait attendre de l'alliance russe. Du traité de Björkoe, elle ne peut escompter qu'un avantage, fort appréciable il est vrai, d'ordre diplomatique.

Le chancelier Bülow ne laisse pas passer, sans la relever vertement, la faute de l'empereur. Le 2 août, il fait aviser Guillaume II qu'il ne peut pas prendre la responsabilité des mots « en Europe » ; il offre sa démission, car il ne peut pas admettre que l'empereur fasse, en dehors de lui, dans un projet d'une telle portée, un changement si grave. En vain Guillaume II, qui est de passage à Copenhague, envoie-t-il le général de Moltke auprès du chancelier, pour essayer de l'apaiser. Bülow consent seulement à ajourner sa démission jusqu'au jour où il aura pu rencontrer son Maître. Et c'est l'empereur qui, dans une lettre étonnante

(11 août 1905) le supplie de rester à son poste Il fait appel à son amitié : « Votre personne est, pour moi et pour la patrie, mille fois plus précieuse que tous les traités du monde ». Il lui rappelle comment il a consenti, contre son gré, à débarquer à Tanger, au printemps, pour servir la politique du prince ; il n'hésite même pas à le supplier, sur un ton de mélodrame : « Le lendemain de votre démission, l'empereur ne serait plus en vie ! Songez à ma pauvre femme, et à mes enfants ! » — Étrange document, qui jette un jour bien singulier sur la personne de l'empereur. — Le prince de Bülow n'en demandait pas tant. Il avait seulement voulu, semble-t-il, donner à Guillaume II une leçon et s'assurer de sa docilité pour l'avenir. Il ne maintient pas sa démission. D'ailleurs l'empereur accepte d'envoyer à Nicolas II un télégramme, dont la minute est alors rédigée, pour pour lui demander de préciser, par un échange de notes, la portée de l'engagement mutuel qui vient d'être contracté : ce serait l'occasion d'effacer ou d'interpréter les deux mots malheureux. Mais, toute réflexion faite, le télégramme n'est pas expédié. Holstein, bien qu'il ait condamné l'addition malencontreuse faite par l'empereur, représente au chancelier que toute demande de modification pourrait fournir aux Russes l'occasion de revenir sur l'acte conclu et d'en dénaturer le caractère général par des amendements. Ne vaut-il pas mieux accepter un texte, même imparfait, que de risquer de tout perdre ? Le chancelier se résigne, d'autant plus aisément que sa victoire personnelle sur l'empereur a été complète.

Au milieu d'août, la diplomatie allemande tient donc pour définitifs les termes du traité secret de Björkoe.

La signature de ce traité modifiait, pour l'Allemagne, les conditions immédiates du problème marocain. Fallait-il chercher dans l'acte du 24 juillet un instrument pour ébranler l'alliance franco-russe, ou ne valait-il pas mieux s'efforcer d'obtenir vraiment l'adhésion de la France pour établir l'alliance continentale, quitte à lui donner, pour prix de cette sujétion, des concessions accessoires ? Dans la première hypothèse — celle à laquelle Holstein paraît avoir songé surtout — le traité secret était un « moyen de pression éventuel » sur la France, pour l'obliger à la docilité dans l'affaire marocaine. Dans la seconde, il fallait au contraire calmer la France, chercher avec elle un rapprochement, dans l'espoir qu'elle adhérerait plus aisément, ensuite, au système continental : c'est cette politique que préconisait Bülow. Le 31 juillet — dans la semaine qui suit la signature du traité — le chancelier l'exposait à l'empereur :

Nous devons nous réserver la possibilité de laisser à la France les mains libres au Maroc, au moment où elle aura à prendre une décision au sujet de son adhésion à l'accord russo-allemand.

Dans ce programme, le Maroc devait donc être le prix qui récompenserait l'adhésion de la France au système continental et l'abandon de l'Entente cordiale. Ce serait, disait le prince de Bülow, « le meilleur usage » que l'Allemagne pût faire de l'Empire chérifien. Mais, le traité de Björkoe ne devait entrer en vigueur qu'après la conclusion de la paix russo-japonaise. D'ici là, dans les pourparlers avec la France au sujet du programme de la Conférence internationale, il fallait éviter toute précipitation, faire en sorte, surtout, de ne pas brusquer le gouvernement français : si l'Allemagne se laissait aller à des menaces, elle pousserait la France, sans cesse davantage, dans les bras de l'Angleterre et compromettrait, par conséquent, le succès de la politique continentale.

2. *L'accord franco-allemand du 28 septembre.* — C'est dans ces conditions que s'engagent, au début du mois d'août, les nouvelles négociations franco-allemandes. Les points principaux qui doivent retenir l'attention de la future Conférence sont l'établissement d'une Banque d'État au Maroc, le régime des adjudications de travaux publics et, surtout, l'organisation de la police. La question de la police est de beaucoup la plus importante, puisque la ou les puissances qui recevront de la Conférence mandat de maintenir l'ordre dans l'Empire chérifien auront, au point de vue politique, une situation prépondérante.

Dès l'abord, le gouvernement français rappelle que la zone des confins algéro-marocains est placée, depuis longtemps, dans une situation tout à fait particulière : l'accord franco-marocain de 1845, précisé et complété en 1901, a réglé la question de la police dans cette zone frontrière. La Conférence internationale n'aura donc pas à s'en occuper. C'est seulement dans la zone occidentale, et surtout dans les ports marocains de l'Atlantique, qu'une organisation pourra être établie par un accord international. Le gouvernement allemand acceptera-t-il que la zone orientale se trouve ainsi soustraite aux décisions de la Conférence ? S'il en est ainsi, la France ne manquera pas de réclamer une part dans l'organisation de la police de la zone occidentale : elle aura réussi à s'assurer, dans l'ensemble du territoire marocain, une situation prépondérante ! Aussi l'Allemagne (22 août) réplique-t-elle que la police de la région-frontière entre l'Algérie et le Maroc doit être attribuée à la France en vertu d'un *mandat* international.

La négociation ne fait aucun progrès jusqu'au début de septembre. Le chancelier Bülow décide alors d'envoyer à Paris l'ambassadeur Rosen, désigné pour occuper le poste de Tanger. Le plénipotentiaire allemand a des entretiens, à partir du 8 septembre, avec le président du Conseil, avec Révoil, qui doit être le premier délégué de la France à la Conférence, et avec le sénateur Dupuy, dont l'esprit de conciliation est

fort apprécié à la Wilhelmstrasse. Il est bien obligé de reconnaître que la position prise par le Gouvernement français est très forte, au point de vue juridique, puisqu'elle a pour base un accord franco-marocain. En échange de quelques concessions sur des points secondaires (adjudication à une entreprise allemande de la construction du môle de Tanger ; emprunt de 10 millions de francs contracté par l'Empire chérifien auprès de banques allemandes), le chancelier Bülow se résigne donc, le 10 septembre, à accepter que la zone des confins algéro-marocains soit soustraite au programme de la Conférence.

Mais que se passera-t-il *hors* de cette zone frontière ? Sur quelles bases sera établie l'organisation de la police dans le Maroc occidental ? Le gouvernement allemand entend que la France ne puisse pas se faire attribuer dans cette zone une situation « privilégiée ». La discussion se concentre sur ce point : Rosen demande que l'Allemagne et la France soient placées « sur un pied d'égalité ». Si le gouvernement français veut obtenir de la Conférence le mandat d'organiser la police dans un port ou dans une région déterminée, le gouvernement allemand fera la même demande. On s'orienterait donc vers un partage du Maroc occidental en « zones d'influence (1) ». A cette demande, le président du Conseil français oppose une résistance tenace. Il lui serait impossible, dit-il, de faire accepter, par le Parlement français, la formule de « l'égalité ». Il déclare seulement que la France n'a pas l'intention de demander à la Conférence un mandat *général* sur le Maroc. — Le gouvernement allemand se contenterait de cette déclaration, si elle constituait un engagement formel. Mais, lorsque Rosen demande à Rouvier de lui donner une promesse *par écrit*, le président du Conseil s'y refuse. Bülow renonce à insister ; il voudrait seulement recevoir de Rouvier un engagement *verbal*, que Rosen croit possible d'obtenir. « Plus nous recevons de promesses verbales, sans avoir à donner de contre-promesses, qui nous lient, mieux cela vaudra », écrit le chancelier. Il espère donc qu'il disposera, pendant la Conférence, d'un moyen de pression personnel et direct sur le président du Conseil français. Mais Rouvier apprend que le plénipotentiaire allemand se vante d'avoir une promesse. Aussi prend-il des précautions. Le 25 septembre, il indique à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il entend n'avoir d'engagement sur aucun point, en dehors de la formule qui sera signée par les deux gouvernements ; il souhaite seulement que, lors de la Conférence, des solutions conciliantes puissent prévaloir ; il désire que les délibérations internationales ne laissent « ni vainqueurs ni vaincus ». D'ailleurs, ajoute-t-il, les décisions ne seront prises qu'à l'unani-

(1) Si l'on en croit une note de Bülow à Tattenbach, les vues de l'Allemagne se seraient alors portées vers la partie sud du littoral atlantique.

mité : l'Allemagne aura donc toujours le moyen de s'opposer à un « mandat général » au profit de la France.

Sur ce point-là, encore, la diplomatie allemande n'a rien obtenu. Fort habilement, Rouvier a su esquisser un engagement, même verbal, tout en laissant à ses interlocuteurs l'impression qu'ils peuvent compter sur sa bonne volonté. L'Allemagne n'a pas intérêt à exiger davantage, car elle mettrait le président du Conseil français dans une situation très difficile vis-à-vis du Parlement. Ne vaut-il pas mieux faire confiance à l'homme qui se déclare partisan d'un rapprochement franco-allemand ? C'est le thème que développent, auprès de l'ambassadeur d'Allemagne, les intermédiaires officieux.

La présence à Paris du comte Witte, qui rentre de Washington à Pétersbourg après l'achèvement des négociations russo-japonaises, contribue à résoudre la difficulté. Witte est un chaud partisan du rapprochement russo-allemand et du « système continental » ; il a la confiance du prince de Bülow et de l'empereur. Or, il estime (26 septembre) que l'Allemagne aurait tort de demander à Rouvier un engagement formel ; il le dit très nettement, ce jour-là, au prince de Radolin. Le surlendemain, Witte est en Allemagne ; il voit l'empereur Guillaume et lui explique la situation : Rouvier, dit-il, est disposé, au fond, à faire des concessions en ce qui concerne l'organisation de la police dans le Maroc occidental ; mais ces concessions, il ne veut pas les faire à l'Allemagne seule ; il les fera bien plus aisément à une Conférence internationale, parce qu'il lui sera beaucoup plus facile de les faire alors accepter par le Parlement français. C'est ce même jour que Guillaume II communique à l'homme d'État russe, en grand secret, le texte du traité de Björkoe : Witte le lit avec enthousiasme, avec joie. L'empereur est donc convaincu que la politique d'alliance continentale peut réussir ; et il écoute les conseils de Witte : l'Allemagne ne doit pas se montrer intransigeante « dans la phase actuelle de l'affaire marocaine ». Il faut, écrit le souverain, permettre à la France de « sauver la face », afin qu'elle soit sans rancune.

Le 28 septembre, l'accord franco-allemand, qui fixe le programme de la Conférence, est donc signé. Les délibérations des Puissances auront pour objet la répression de la contrebande des armes, les réformes financières (établissement de la Banque d'État, régime des adjudications de travaux publics), enfin l'organisation, par voie d'accord international, de la police hors de la région-frontière.

3. *L'échec du traité de Björkoe.* — Mais la politique de Björkoe ne va pas donner les résultats que la Wilhelmstrasse en attend. Au moment où la conclusion des négociations russo-japonaises rend imminente la mise en vigueur du traité secret, tout l'effort de la diplomatie russe

visé à dégager le tsar de la promesse qu'il a personnellement souscrite le 24 juillet.

Le ministre des Affaires étrangères, le comte Lamsdorf, n'avait pas connu le texte du traité russo-allemand dès sa signature. Il avait bien su, ou compris, que l'entrevue des deux empereurs avait été l'occasion de reprendre le projet d'alliance continentale. Mais c'est seulement le 12 septembre que le tsar lui avait avoué l'initiative qu'il avait prise, et lui avait communiqué le texte de l'acte. Lamsdorf ne se faisait pas illusion sur la gravité de l'affaire, non plus que sur les capacités personnelles de Nicolas II, ce « pauvre cher Auguste Souverain ». Ainsi Guillaume II avait réussi à obtenir de la faiblesse du tsar l'alliance qu'il recherchait depuis plus d'un an ; il avait réussi à inscrire dans le traité l'article qui obligeait la Russie à forcer la main à la France, pour déterminer son adhésion au système continental ! Comment réparer cette faute ? « Il faut », écrivait Lamsdorf à l'ambassadeur russe à Paris, Nélidof, dans une lettre confidentielle, « tâcher de nous débrouiller de l'affaire où nous nous sommes empêtrés ». Le but de l'Allemagne, disait le ministre, c'était, sans doute, de détruire l'alliance franco-russe et d'isoler la Russie pour la tenir sous sa dépendance. Laisser rompre ainsi l'alliance franco-russe serait un vrai désastre ! En tout cas, il ne fallait pas la sacrifier à une « combinaison douteuse et difficilement réalisable ».

Le premier soin du comte Lamsdorf est de montrer au tsar la nécessité de gagner du temps. Il ne faut pas croire que l'adhésion de la France au traité, en admettant qu'elle soit possible, puisse être obtenue aisément. Et ce serait une imprudence grave que de mettre en vigueur le traité de Björkoe sans avoir sondé les dispositions du gouvernement français. L'ambassadeur russe à Paris croit-il pouvoir pressentir le président du Conseil tout en gardant, sur le fond de l'affaire, le secret le plus absolu ? Nélidof en doute. La France, à son avis, n'a aucun intérêt à une alliance continentale, puisqu'elle n'a rien à craindre de l'Angleterre ; au contraire, cette alliance pourrait l'entraîner dans une guerre qui l'amènerait à défendre les intérêts allemands, bien plus que les siens propres. Et puis, le système continental n'implique-t-il pas que la France abandonne l'espoir de la revanche et l'idée de reprendre l'Alsace-Lorraine ? Sans doute cet espoir n'est « qu'un rêve », dit Nélidof ; mais il est impossible de demander à la France d'y renoncer expressément. Cependant l'ambassadeur trouve l'occasion d'entretenir le président du Conseil de l'idée d'une « Ligue continentale » ; il la présente comme un projet discuté dans la presse russe, et dans les « sphères compétentes ». L'accueil n'est pas encourageant : Rouvier répond qu'aucun danger ne menace le « continent » dans son ensemble. Le gouvernement français a l'alliance de la Russie ; il n'a pas le désir « d'entrer dans d'autres com-

binaisons, quelles qu'elles soient » ; il ne songe pas plus à une alliance avec l'Allemagne qu'à une alliance avec l'Angleterre. En transmettant le compte rendu de cet entretien, Nélidof souligne les risques que peut courir l'alliance franco-russe.

Fort de cette opinion, qui répond à sa conviction personnelle, le ministre des Affaires étrangères représente au tsar les inconvénients du traité. Le temps presse, puisque la ratification de la paix russo-japonaise va, automatiquement, mettre en vigueur l'accord russo-allemand. Le comte Lamsdorf persuade le tsar d'obtenir un délai. Le 7 octobre, Nicolas II consent à télégraphier à l'empereur Guillaume : il lui fait remarquer que, si la France refuse son adhésion, il sera nécessaire de modifier l'article premier du traité, qui prévoit un appui réciproque de la Russie et de l'Allemagne contre *toutes* les puissances, et de le mettre en harmonie avec les engagements franco-russes ; le gouvernement russe n'a donc pas l'intention, dit-il, de mettre le traité en vigueur, dans sa forme actuelle, avant d'avoir vu s'il était possible d'obtenir l'adhésion du gouvernement français.

En même temps, l'ambassadeur russe à Paris reçoit, officiellement, l'ordre de faire connaître au gouvernement français le désir du tsar « d'adapter » l'alliance franco-russe aux exigences de l'heure, et de la « perfectionner » par un accord continental. Mais il reçoit aussi du comte Lamsdorf une lettre confidentielle, qui le met au courant de la situation vraie et qui lui recommande, avec les plus vives instances, de sauver l'alliance franco-russe (9 octobre). Nélidof connaît donc maintenant toute la portée de la démarche délicate qui lui est prescrite. Il est d'accord avec son ministre pour chercher « à éviter un désastre », et il espère y réussir, « mais non sans dommage pour celui qui s'est empêtré sans le savoir ». Le 18 octobre, il adresse à Pétersbourg le compte rendu de sa mission. Le président du Conseil français a exprimé son point de vue sur l'opportunité d'une alliance germano-franco-russe, et il l'a fait dans les termes les plus nets : « Une alliance avec l'Allemagne est impossible..., la nation ne souffrirait pas un rapprochement plus étroit avec l'Allemagne..., le gouvernement est obligé de compter avec le sentiment national. » Bien entendu, Nélidof n'a pas dévoilé l'existence du traité de Björkoe, mais Rouvier, devant ces démarches répétées, n'a-t-il pas soupçonné la vérité ?

La lettre de Nélidof est mise sous les yeux du tsar. Le refus de la France est désormais certain. Insister, ce serait ébranler ou détruire l'alliance. La Russie qui est en pleine crise intérieure, devrait abandonner l'espoir de placer les emprunts énormes dont elle a grand besoin. Elle courrait en outre le risque de voir la France s'unir étroitement à l'Angleterre, et les intérêts russes en Asie en souffriraient. Le tsar s'en

rend compte. Il admet que la Russie doit, avant tout, garder intacts ses engagements avec la France ; il renonce par là même à l'article premier du traité de Björkoe. Pour se dégager, il propose à Guillaume II, le 23 novembre, d'ajouter au traité une déclaration annexe :

Vu les difficultés qui s'opposent à l'adhésion immédiate du gouvernement français au traité..., il est entendu que l'article premier de cet acte ne peut avoir aucune application en cas de guerre avec la France, et que les engagements mutuels, qui lient cette dernière à la Russie, resteront en vigueur jusqu'à la constitution d'une Triple-Alliance.

L'empereur était inquiet. « Ce qui est signé est signé, et Dieu nous fut témoin », avait-il écrit au tsar, le 7 octobre, en réponse à son premier message. » Pourquoi le gouvernement russe avait-il un si grand souci de ménager la France, qui l'avait laissé « en plan » pendant la guerre russo-japonaise ? Cependant Guillaume II avait encore espéré, en octobre, malgré les hésitations qu'il apercevait chez le tsar, réussir à « arranger l'affaire avec du temps et de la politesse ». Il était prêt à apporter au traité des modifications. Mais en recevant le nouveau télégramme de Nicolas II, il comprend que le tsar a cédé aux objections du comte Lamsdorf, et ne se laissera pas reprendre. La déclaration annexe est une « annulation indirecte » du traité. Au moins essaie-t-il de profiter de ces circonstances pour obtenir des données précises sur la portée de l'alliance franco-russe. « Si le traité français est, comme le nôtre, purement défensif, il n'y a aucune opposition entre eux », écrit-il au tsar, le 28 novembre. C'est seulement si la Russie avait pris l'engagement de soutenir la France « même au cas d'une guerre offensive de sa part contre l'Allemagne » que le traité de Björkoe et l'alliance franco-russe seraient incompatibles. Le Tsar élude la question, et se borne à répondre que l'alliance franco-russe est défensive. Il maintient sa proposition d'une déclaration annexe (2 décembre). Guillaume II juge inutile d'y répondre. La mise en vigueur du traité russo-allemand est ajournée *sine die*. C'est l'échec du « système continental ».

Mais, dès lors, les raisons qui avaient déterminé la Wilhelmstrasse à éviter de « brusquer » la France dans l'affaire marocaine disparaissent aussi. Finis, les ménagements qui avaient inspiré l'accord du 28 septembre. L'éventualité d'un rapprochement franco-allemand n'a plus aucun intérêt pour la Wilhelmstrasse. Lorsque, à la fin de novembre, Rouvier essaie d'obtenir de l'Allemagne une adhésion à l'idée d'un mandat français ou *franco-espagnol*, pour l'organisation de la police dans le Maroc occidental et laisse entrevoir, en échange de cette adhésion, des compensations au Congo français, ainsi que la cession du droit de

prémption de la France sur le Congo belge, l'ambassade d'Allemagne lui répond qu'il ait à faire passer ses propositions par la voie de l'ambassade française à Berlin. Rouvier s'en garde bien, parce qu'il veut laisser à ces projets le caractère d'un « sondage », et ne pas risquer un refus officiel, qui serait un échec grave. La négociation n'est donc pas amorcée ; et Bülow s'en félicite : il rappelle au prince de Radolin (29 décembre 1905) que le gouvernement allemand a toujours eu pour principe, dans l'affaire marocaine, de ne pas entrer en pourparlers avec la France seule. Guillaume II lui-même prescrit à l'ambassadeur d'éviter « tout entretien de ce genre ».

En fait, l'Allemagne, devant l'échec de la politique de Björkoe, revient, dans l'affaire marocaine, à l'attitude qu'elle avait adoptée au printemps de 1905. L'ouverture, toute proche maintenant, de la Conférence internationale convoquée à Algéiras, va lui donner l'occasion de reprendre le terrain qu'elle avait commencé à céder lors de l'accord du 28 septembre. Déjà, dans un discours au Reichstag, le 6 décembre, le prince de Bülow fait allusion aux « nouveaux désaccords à craindre ».

IV. — LA CONFÉRENCE D'ALGÉSIRAS (16 JANVIER-7 AVRIL 1906)

C'est le 22 octobre 1905 que le Sultan, après la conclusion de l'accord franco-allemand du 28 septembre, avait été invité à s'adresser aux Puissances, pour leur demander l'envoi de délégués à la Conférence internationale. La petite ville d'Algéiras avait été choisie après des pourparlers laborieux ; l'Allemagne aurait préféré Tanger, où les délégués marocains auraient eu, pensait-elle, des moyens d'action plus appréciables.

La délégation allemande avait à sa tête l'ambassadeur à Madrid, Radowitz, assisté de Tattenbach, qui avait été chargé d'une mission à Fez, après la visite à Tanger. Le premier délégué français était un collaborateur direct du président du Conseil, Révoil ; il était accompagné d'un « délégué technique », Regnault, consul général.

La position de l'Allemagne et de la France, à la veille de la Conférence, avait été exposée, par le chancelier et par le président du Conseil, dans des déclarations publiques. Bülow avait rappelé au Reichstag, le 6 décembre, les bases de la thèse allemande : les affaires marocaines avaient été étudiées, en 1880, par la Conférence de Madrid, à laquelle avaient pris part les grandes Puissances d'Europe et les États-Unis. Par conséquent, le régime de l'Empire chérifien ne pouvait être modifié sans l'assentiment des puissances signataires. L'Angleterre et l'Espagne, il est vrai, avaient disposé de leurs intérêts propres, en signant avec la France des accords particuliers ; mais les droits de l'Allemagne ne pou-

vaient se trouver supprimés, du fait de ces conventions. La France, pourtant, avait paru les ignorer ; c'est pour les défendre que le gouvernement allemand avait provoqué la réunion d'une Conférence.

A la Chambre des députés, le 16 décembre, Rouvier avait montré comment le voisinage du Maroc avait été pour l'Algérie, depuis soixante ans, une cause de trouble et d'agitation ; il avait répété que la destinée des possessions françaises dans l'Afrique du Nord dépendait de la forme que prendrait, « dans l'avenir, l'évolution du problème marocain ». En acceptant d'aller à la Conférence, le gouvernement français était donc décidé à montrer la « qualité spéciale » de ses droits et de ses intérêts. Sans contester aux entreprises commerciales et industrielles de tous les pays une « complète *égalité* de traitement », sans porter atteinte à « l'indépendance de l'Empire marocain », la France entendait qu'une œuvre de réformes fût entreprise, pour assurer l'existence, dans l'empire chérifien, « d'un pouvoir à la fois traditionnel et obéi partout ».

Sans doute, l'accord du 8 juillet avait reconnu la « situation particulière de la France » au Maroc. Mais comment la Conférence voudrait-elle interpréter cette formule ? La France allait lui demander un « mandat » étendu pour réaliser les réformes. L'Allemagne allait chercher « à réduire au minimum le rôle de la France, en portant au maximum celui de l'Europe ».

Parmi les dix autres puissances qui avaient signé la convention de 1880, quelques-unes (le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède) n'avaient, dans l'affaire marocaine, que des intérêts économiques tout à fait secondaires. L'attitude de l'Autriche-Hongrie et celle de la Russie étaient dictées par les conditions de leur politique générale, par le système d'alliances auxquels elles appartenaient. L'Angleterre donnait à la France l'appui qu'elle lui avait promis en avril 1904. L'Espagne et l'Italie, elles aussi, avaient des arrangements avec la France ; mais leur attitude était moins nette : à Madrid, les résistances aperçues déjà pendant la négociation de 1904 pouvaient reparaitre, bien que le gouvernement français eût pris soin de conclure avec l'Espagne un arrangement spécial, en vue de la Conférence (1^{er} septembre) ; à Rome, les tendances du personnel politique étaient partagées, et, si le marquis Visconti-Venosta, représentant de l'Italie à la Conférence, était l'homme des « accords méditerranéens » de 1900, le gouvernement paraissait soucieux de ménager la Triple-Alliance. Parmi les grandes Puissances, les États-Unis, seuls, n'étaient liés par aucun engagement. Sans doute, les instructions que le président Roosevelt donnait à son délégué, M. White, ne lui prescrivaient aucune initiative, parce que la diplomatie américaine était obligée de tenir compte des traditions rigoureuses du Sénat de Washington ; mais le gouvernement américain avait déjà eu l'occasion, l'été précédent,

de montrer quelle action morale il pouvait exercer sur les décisions des puissances européennes.

Quant aux représentants du Maroc, ils souhaitaient limiter le plus possible le programme des réformes internationales, et ils comptaient sur l'Allemagne pour faire échec au développement de l'influence française.

Les instructions du gouvernement français à Révoil mettaient au premier plan l'organisation de la police dans les « ports ouverts » du Maroc septentrional et occidental. La France voulait faire écarter l'idée d'organiser un corps *international* de police. Elle entendait faire valoir que sa « situation particulière » lui donnait qualité pour recevoir de la Conférence le « mandat de police », qu'elle partagerait au besoin avec l'Espagne. Pour obtenir satisfaction sur ce point essentiel, elle pourrait, à la rigueur, faire des concessions d'ordre économique.

Les instructions du gouvernement allemand à Radowitz (3 janvier 1906) lui prescrivaient d'éviter avant tout l'octroi à la France d'un mandat général pour l'organisation de la police dans le Maroc occidental. La délégation allemande devait montrer aux puissances que, si la France obtenait à cet égard une situation prépondérante, le principe de l'égalité économique, de la « porte ouverte », serait bien vite menacé. Il fallait donc essayer d'établir une organisation telle que *plusieurs* puissances eussent le mandat de police, chacune dans une zone déterminée : l'Allemagne aurait sa part, comme la France et l'Espagne. La Conférence établirait donc, en somme, des zones d'influence.

Mais cette tactique répondait-elle à une conviction réelle du gouvernement allemand ? Il ne pouvait pas ignorer que l'Angleterre s'opposerait, plus énergiquement encore que la France, à l'établissement d'une zone d'influence allemande sur le littoral marocain de l'Atlantique, à l'existence d'un port allemand, qui menacerait les communications impériales entre les Îles britanniques et l'Afrique du Sud. D'autre part, il n'attachait pas à ses intérêts économiques dans l'Empire chérifien une importance telle qu'elle lui parût exiger cette garantie territoriale : Bülow a eu mainte occasion de dire que l'affaire marocaine n'était pas, en elle-même, une question essentielle pour l'Allemagne. Ce que la diplomatie allemande se proposait d'obtenir en janvier 1906, comme au printemps de 1905, c'était bien plutôt un résultat négatif : faire échec à la politique française, l'empêcher de tirer de l'accord du 8 avril 1904 les résultats qu'elle en attendait, pour affaiblir, par là même, l'Entente cordiale. Pour y parvenir, il fallait faire une opposition absolue au « mandat général de police », qui aurait assuré le « triomphe » de la France : « Nous irions plutôt à un conflit », telle avait été la conclusion d'une conférence tenue à Berlin, le 23 décembre, entre le prince de Bülow et ses collabora-

teurs directs. Radolin avait reçu pour instruction, le 29 décembre, de « faire comprendre aux Français, par son attitude décidée, le sérieux de la situation. »

Dans le courant de janvier, Bülow était convaincu que cette politique devait mener au succès. En admettant que la France eût l'intention de résister aux menaces allemandes et d'en venir aux armes (personnellement, le chancelier ne croyait pas à des préparatifs militaires français), elle ne pourrait le faire qu'autant que l'Angleterre serait disposée à lui donner son appui. Or, cette hypothèse paraissait invraisemblable aux hommes politiques allemands. Sans doute, le Cabinet libéral, qui venait d'arriver au pouvoir, avait maintenu, vis-à-vis du gouvernement allemand, le point de vue de son prédécesseur. « Si la guerre éclatait sur ce terrain, l'opinion forcerait le gouvernement à aider la France par les armes », avait dit lord Lansdowne : « Je crois que c'est encore vrai », disait sir Ed. Grey, le 3 janvier 1906, à l'ambassadeur d'Allemagne. Mais Edouard VII écrivait à Guillaume II pour lui affirmer que l'Angleterre n'avait pas de desseins agressifs, et désirait seulement « de bons rapports entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre ». L'empereur était convaincu que le roi Édouard, à la suite de la défaite électorale subie par les Unionistes à la fin de 1905, hésitait à poursuivre les « manigances » de sa politique personnelle. « Les Gaulois vont en faire des figures ! » notait-il le 16 janvier.

C'est ce même jour que les travaux de la Conférence commencent à Algésiras (1).

1. L'ordre du jour des premières séances : contrebande des armes, régime fiscal et douanier, ne peut pas soulever de difficultés sérieuses. Mais, avant que les questions délicates, la Banque et surtout la police, soient abordées, des conversations privées s'engagent entre les délégués français et allemands. C'est la délégation allemande qui en prend l'initiative. L'Allemagne, qui a provoqué la Conférence, est obligée d'apporter la première des suggestions précises. Les entretiens commencent le 25 janvier, et cette phase de négociations directes se prolonge jusqu'au 19 février.

La prise de contact montre immédiatement l'opposition des points de vue. Alors l'Allemagne laisse apparaître ses intentions : elle fait état d'un article publié par M. de Lanessan, dans le *Siècle* du 24 janvier, qui suggère de laisser au Sultan le soin d'organiser la police de son empire, sous un contrôle international. C'est ce « projet Lanessan » que

(1) L'ouvrage de M. A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, 3^e édition revue, Paris, Alcan, 1909, reste encore aujourd'hui le seul exposé d'ensemble. Les documents nouveaux permettent seulement d'apporter au récit de M. Tardieu des corrections de détail.

le chancelier Bülow prend à son compte. Radowitz le développe, lors de son second entretien avec Révoil, le 3 février. Le délégué français n'a pas de peine à montrer quelles objections pratiques s'opposent à l'adoption de son projet : le Sultan n'a pas d'autorité ; il est incapable d'assurer lui-même l'exécution des réformes. Mais Révoil se décide à faire à son tour une proposition précise, que ses instructions l'autorisent à formuler. Il admet que le mandat de police pourrait être partagé entre la France et l'Espagne. C'est la concession extrême que, personnellement, il peut envisager.

Entre les deux formules : organisation de la police par le Sultan, ou mandat franco-espagnol, c'est en vain que, pendant quinze jours, on tente de trouver un terrain de conciliation. Le chancelier Bülow considère que le système franco-espagnol donnera à la France une prépondérance de fait. Rouvier rejette absolument le projet Lanessan, qui serait « inefficace ». Est-il possible de trouver une autre combinaison ? Le 15 février, Révoil qui a eu, l'avant-veille, une nouvelle conférence avec Radowitz, apporte une suggestion : le Sultan serait chargé de l'organisation de la police, comme le demande l'Allemagne ; mais, au lieu de conserver la liberté de choisir les instructeurs européens nécessaires, il serait tenu de prendre des officiers français et espagnols. Le 18 février, le chancelier Bülow repousse cette transaction. Dans son esprit, le libre choix du Sultan se porterait logiquement vers des officiers appartenant à de « petites Puissances », Suisse ou Pays-Bas, car cette solution représenterait, pour l'indépendance du Maroc, le moindre risque. Le 19, le refus de l'Allemagne était connu à Algésiras : c'était en vain que la France, à deux reprises, avait fait des concessions, qu'elle avait suggéré le mandat franco-espagnol et accepté l'éventualité d'un contrôle. L'Allemagne se bornait à « maintenir ses propositions ». Les pourparlers directs, qui devaient préparer le débat public, avaient échoué. Il ne restait plus qu'à porter la question devant la Conférence.

2. Au moment où va s'ouvrir cette nouvelle phase, la situation de la diplomatie allemande est cependant compromise : elle a vainement essayé, à la fin de janvier et au début de février, de faire accepter par le gouvernement des États-Unis le projet Lanessan. Le président Roosevelt a refusé de prendre une initiative devant la Conférence. Le délégué américain à Algésiras, White, est partisan du projet franco-espagnol, à condition que le mandat soit exercé sous le contrôle d'un inspecteur. La Russie, comme l'Angleterre, soutient le projet français ; et le comte Osten-Sacken, ambassadeur de Russie à Berlin, en a avisé la Wilhelmstrasse le 10 février. L'Espagne, malgré les démarches pressantes de l'Allemagne, déclare qu'elle ne peut se prononcer contre la France, à cause

des engagements qu'elle a signés. Le représentant de l'Italie, marquis Visconti-Venosta, a refusé, le 5 février, de prendre à son compte la proposition allemande, et considère que la participation d'officiers français et espagnols à l'organisation de la police est indispensable. Sans doute, l'Autriche-Hongrie continue à donner à l'Allemagne un appui fidèle : mais son ministre des Affaires étrangères, Goluchowski, ne cache pas à la Wilhelmstrasse qu'il ne voit pas d'inconvénients à accepter la présence d'officiers français et espagnols. Pourtant le gouvernement allemand reste irréductible. Il multiplie les efforts auprès des Puissances, pour tenter de les gagner à sa cause. Peine perdue. Coup sur coup, il reçoit des avertissements sérieux.

Le 19 février, le président Roosevelt, convaincu que l'Allemagne, malgré ses déclarations officielles répétées, cherche à obtenir au Maroc une zone d'influence, et qu'elle compte sur les officiers suisses ou néerlandais — base de son projet — pour lui préparer les voies, fait adresser une note à l'ambassadeur du Reich. Si l'Allemagne s'en tient à ses propositions, dit-il, l'échec de la Conférence est certain. La solution la meilleure serait de laisser au Sultan le soin d'organiser la police, avec le concours d'instructeurs français et espagnols, et d'autres officiers « non-commissionnés ». C'est à peu près la formule Révoil du 15 février. Le président Roosevelt est disposé à soutenir cette solution devant la Conférence, si l'Allemagne y consent. Le chancelier Bülow donne une réponse négative, mais courtoise : cette proposition américaine de « médiation » favorise, dit-il, les projets français ! Mais, le 7 mars, le président des États-Unis maintient son point de vue. Il ne peut pas demander à la France des concessions plus larges. Si la Conférence échoue, l'opinion générale, en Europe et en Amérique, sera défavorable à l'Allemagne !

Le 20 février, c'est le comte Witte, le grand partisan de l'accord russo-allemand, qui intervient à Berlin, à la demande de la France. Le gouvernement russe, dit-il, a grand besoin de faire un emprunt à l'étranger. Or, il n'est pas possible de faire appel au crédit, tant que les difficultés pendantes à Algésiras ne sont pas résolues. La Russie désire donc voir liquider, aussitôt que possible, l'affaire marocaine ; elle fait appel à la bonne volonté de l'empereur Guillaume.

Les nouvelles d'Italie ne sont pas meilleures. Le marquis di Rudini ne cache pas à l'ambassadeur d'Allemagne (27 février) que, dans l'hypothèse d'une guerre européenne, l'Italie ne pourrait pas faire cause commune avec ses alliés, si l'Angleterre soutenait la France : les côtes italiennes se trouvent trop exposées aux attaques de la flotte anglaise ! Il n'est même pas possible d'assurer à l'Allemagne l'appui diplomatique qu'elle désire. Le ministre des Affaires étrangères ne peut pas donner un « ordre direct » au marquis Visconti-Venosta, qui, en acceptant de

représenter son pays à la Conférence, a reçu la promesse de garder les « mains libres ».

On est donc « dans une impasse ». Radowitz en a parfaitement conscience. Quelles éventualités peut-on envisager ? Si l'Allemagne accepte le débat public devant la Conférence, elle va à un échec. « Pour la Banque, nous avons la majorité », écrit Radowitz ; « pour la police, plusieurs délégués sont d'avis que le partage entre officiers français et espagnols, avec contrôle par un neutre, suffirait à baser un compromis. » Dans un vote, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seraient isolées. L'empereur François-Joseph conseille au gouvernement allemand, le 23 février, de ne pas se mettre dans cette situation « désagréable ». Mais s'il est impossible d'aboutir à une solution, il ne reste donc plus qu'à ajourner la Conférence ? L'Allemagne n'aurait rien à y gagner : « Nous ne devons pas nous dissimuler, écrit Radowitz, que l'ajournement de la Conférence, à la suite d'un échec sur la police, avantagerait les Français, à moins que nous soyons décidés à soutenir par tous les moyens le *statu quo* de 1880. » Qu'arriverait-il en effet ? Le Sultan, sans cesse menacé par les tribus rebelles, demanderait pour ses troupes des instructeurs européens. A qui les demanderait-il, sinon à la France, puisque l'Allemagne, après avoir provoqué la réunion de la Conférence, aurait renoncé à agir ?

Pour échapper à ce dilemme, le prince de Bülow voudrait bien renouer avec la France une conversation directe, à l'occasion du passage à Berlin de l'ancien ambassadeur de France, le baron de Courcel (22 février). Mais le gouvernement français fait connaître, par une note à la presse, que la négociation doit se poursuivre devant la Conférence seule. Le 25 février, il prescrit à Révoil de poser la question de la police, en séance officielle.

3. Le débat s'ouvre donc à Algésiras, le 3 mars. Dans une discussion sur l'ordre du jour, la délégation allemande, fort embarrassée, essaie de gagner du temps et de faire décider un ajournement. Le scrutin marque un succès pour la thèse française. Et Radowitz constate que l'Allemagne a été seule à défendre son point de vue.

Alors le prince de Bülow se résigne à une concession. Conformément aux suggestions de ses délégués à Algésiras, il prend à son compte, le 6 mars, une proposition que les Autrichiens lui avaient suggérée dès le 26 février : la police serait franco-espagnole dans les huit ports marocains, sauf à Casablanca, où le commandement serait assuré par un officier suisse ou néerlandais, chargé en outre de l'inspection générale. Ainsi le *principe* d'une organisation internationale serait sauvegardé. C'est cette proposition qui, le 7 mars, est annoncée à la Conférence, et qui y est exposée, le 8, par le délégué autrichien. Elle rencontre l'opposi-

tion des délégués français qui consentiraient, à la rigueur, à l'institution d'un inspecteur général, mais refusent de lui confier le commandement de la police dans une ville déterminée. Mais, dans la journée du 7, le Cabinet Rouvier a été renversé par la Chambre des députés, sur une question de politique intérieure. Les négociations se trouvent donc retardées.

La diplomatie allemande, alors, reprend courage. Elle croit pouvoir trouver une majorité à la Conférence pour soutenir le projet autrichien; elle pense surtout pouvoir profiter de l'inter règne ministériel, qui se prolonge à Paris, pour « détacher de la France les concours qui n'ont pas cessé de lui être acquis ». Le 12 mars, le prince de Bülow fait adresser aux Puissances une circulaire, qui dénonce l'intransigeance des délégués français. Le chancelier, ce jour-là, est optimiste. La situation lui paraît favorable. L'Allemagne peut réussir à regagner les sympathies qu'elle avait perdues le mois précédent. Il faut donner l'impression que, dans les milieux de la Conférence, tout le monde « donne tort à la France ». Au président Roosevelt, l'empereur Guillaume s'adresse directement pour lui demander de soutenir le projet autrichien.

La manœuvre échoue. Le 13 mars, sir Edward Grey, — bien que personnellement il juge acceptable les traits généraux du projet, — confirme à son représentant à Algésiras l'ordre de maintenir à la France son appui dans la question de Casablanca, et il donne connaissance de ces instructions à l'ambassadeur d'Allemagne. Le comte Lamsdorf, après avoir fait remarquer au gouvernement allemand qu'il convient d'attendre la formation du nouveau Cabinet français, envoie une circulaire à ses ambassadeurs, pour leur confirmer l'appui qu'il accorde à la France. Le *Temps* donne une publicité immédiate à ces deux démarches. Mais c'est l'attitude du gouvernement de Washington qui est décisive : le 17 mars, le secrétaire d'État Root refuse son assentiment à la proposition autrichienne, parce qu'elle implique, dit-il, un partage du territoire marocain ; il renouvelle son adhésion au principe du mandat *conjoint* de la France et de l'Espagne, qui ne donne à aucune puissance un droit de possession. Le président Roosevelt informe verbalement l'ambassadeur allemand que, si l'Allemagne prend la responsabilité de faire échouer la Conférence, il fera publier toute la correspondance qu'il a échangée avec Guillaume II depuis le début de l'affaire marocaine... « Notre peuple tiendrait en profonde suspicion le sens de la justice et la bonne foi de l'Allemagne. » Au même moment, Léon Bourgeois, qui vient de prendre possession du ministère des Affaires étrangères, et qui n'ignore pas les intentions du gouvernement américain (car les avertissements donnés par Roosevelt, à la fin de février, ont été communiqués à l'ambassadeur de France), confirme au prince de Rado-

lin les décisions du gouvernement français. Si l'Allemagne ne se décide pas à céder sur la question de Casablanca, la Conférence se séparera. A cet échec, la France n'a rien à perdre, puisque c'est le gouvernement allemand qui a désiré la réunion de la Conférence !

La diplomatie allemande a conscience de son échec. Le chancelier ne cache pas combien l'attitude du président Roosevelt l'a surpris et déçu ; mais il se garde d'insister. Il charge l'ambassadeur aux États-Unis d'apporter au président l'adhésion de l'Allemagne aux principes d'un règlement. « Le maintien de la confiance actuelle entre Berlin et Washington est bien plus important pour l'Allemagne que toute l'affaire marocaine. » Le 18 mars, le délégué autrichien à Algésiras amende son projet ; il abandonne Casablanca à la police franco-espagnole. Le 21, le prince de Bülow se rallie à cet amendement. Les bases du compromis sont établies. Les attributions de l'inspecteur général de la police sont encore, il est vrai, l'occasion d'une âpre discussion, car les délégués français entendent que ce fonctionnaire n'ait « ni commandement, ni collaboration au commandement ». Le 27 mars, enfin, l'accord est fait.

L'Acte général de la Conférence, signé le 7 avril 1906, était divisé en six parties. Outre un règlement concernant la contrebande des armes, un règlement sur les douanes de l'Empire chérifien, une « déclaration » relative à la perception des impôts, il comprenait trois parties principales :

1^o *La déclaration relative à l'organisation de la police* (art. 1 à 12). Les cadres de la police chérifienne devaient être français à Rabat, Mogador, Safi, Mazagan ; espagnols, à Tétouan et Larache ; mixtes à Casablanca et à Tanger. L'inspecteur général, en résidence à Tanger, devait être de nationalité suisse ; le corps diplomatique pourrait lui demander enquêtes et rapports ; mais il n'exercerait pas de commandement sur une ville déterminée.

2^o *L'acte de concession d'une Banque d'État marocaine* (art. 31 à 58). Cette Banque devait être à la fois l'Institut d'émission et le Trésorier payeur de l'Empire chérifien. Le capital initial devait être divisé « en autant de parties égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les Puissances représentées à la Conférence ». La Banque de l'Empire allemand, la Banque d'Angleterre, la Banque d'Espagne et la Banque de France devaient désigner, chacune, un censeur auprès de la Banque du Maroc,

3^o *La déclaration relative aux travaux publics et aux services publics* (art. 105 à 119). « En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité », ces articles fixaient la procédure des adjudications de travaux publics.

Si l'on compare les décisions de l'Acte général avec les instructions respectives que les délégués français et allemand avaient reçues au début

de janvier 1906, il est évident que la Conférence d'Algésiras se terminait par un succès pour la politique française. Sur le point essentiel — l'organisation de la police — le mandat franco-espagnol, malgré l'institution de l'inspecteur général, répondait aux désirs du gouvernement français. L'Allemagne, il est vrai, avait réussi à éviter l'octroi à la France *seule* d'un mandat général; mais le chancelier lui-même considérait que le régime adopté devait nécessairement donner à la France une prépondérance de fait, à côté de sa « vassale » espagnole. La présence des instructeurs français dans les ports marocains ouvrait la voie à une action politique, en donnant à la France la responsabilité du maintien de l'ordre. Les solutions que l'Allemagne avait envisagées, à la veille de la Conférence, comme susceptibles de la satisfaire, avaient été écartées. De la réunion internationale, qu'elle avait provoquée, la diplomatie allemande sortait vaincue.

Mais si l'on envisage l'ensemble du problème marocain, il n'en reste pas moins que l'Allemagne, par le seul fait qu'elle avait imposé une solution « internationale », avait mis obstacle à l'expansion française dans l'Empire chérifien. Elle n'avait pas seulement obtenu une satisfaction de principe, en écartant Delcassé et en obligeant le gouvernement français à tenir compte des « intérêts allemands ». Elle avait fait établir, sur le plan international, un programme de réformes dont les puissances signataires avaient à contrôler l'exécution. A l'issue de ces débats difficiles, les solutions qui avaient prévalu n'étaient pas toujours simples et claires. La diplomatie allemande gardait donc le moyen d'intervenir dans les difficultés qui ne pouvaient pas manquer de se produire. La France avait acquis au Maroc une prépondérance de fait, qui répondait à sa situation particulière. Elle n'avait pas obtenu, pour l'avenir, la liberté d'action. Les bases mêmes de l'acte d'Algésiras n'étaient-elles pas l'indépendance de l'Empire chérifien et l'égalité économique des Puissances ? Pour établir la domination française, il serait nécessaire de lever « l'hypothèque internationale » d'Algésiras, et l'Allemagne pourrait alors réclamer le prix de sa bonne volonté. C'est dire que l'affaire marocaine n'était pas résolue : sur ce point essentiel, la politique allemande avait eu gain de cause.

Mais, dans l'esprit du chancelier Bülow, l'intervention de l'Allemagne n'était qu'un aspect de sa politique générale. Le Maroc ne l'intéressait pas pour lui-même; il était seulement l'occasion, malgré les dénégations répétées que les ambassadeurs allemands étaient obligés de donner, de « tâter l'entente cordiale », et de mettre à l'épreuve la solidité des amitiés ou des alliances. A cet égard, l'expérience avait été pénible.

L'Allemagne n'avait pas réussi à éloigner l'Angleterre de la France ;

les prévisions de Holstein avaient été démenties : pendant tout le cours de la crise, le Cabinet de Londres avait donné son appui à la politique du Quai d'Orsay. Bien mieux, la menace d'un conflit européen avait déterminé l'Angleterre à envisager, pour la première fois, une intervention militaire sur le continent, aux côtés de l'armée française (1). Il est vrai que cette entente cordiale, au moment où la guerre de Mandchourie troublait les relations russo-anglaises, ne pouvait pas plaire beaucoup au gouvernement du tsar. La politique allemande avait essayé d'exploiter cette situation ; à Björkoe, elle avait cru toucher au but, obliger la France soit à rompre l'Entente cordiale pour s'associer à un « système continental », soit à abandonner l'alliance russe ; mais le tsar, au dernier moment, s'était dérobé. Comme l'Entente cordiale, l'alliance franco-russe subsistait — en dépit de la méfiance qui régnait encore entre Londres et Saint-Pétersbourg.

D'autre part, la Conférence d'Algésiras avait mis la diplomatie allemande dans une situation difficile. Bülow, qui n'avait jamais admis l'éventualité où la France grouperait autour d'elle une majorité, avait vu toutes les Puissances désavouer les exigences de la Wilhelmstrasse. L'Autriche-Hongrie, le « brillant second », disait alors Guillaume II, était seule restée fidèle, non sans appréhender les conséquences de la politique allemande. L'Italie, au contraire, avait abandonné ses alliés dans les discussions de la Conférence. Ces accords méditerranéens, qui, en principe, n'étaient pas inconciliables avec la Triple-Alliance, avaient pourtant déterminé une orientation de la politique italienne qui, dans les circonstances du moment, la séparait de la politique allemande. Il fallait bien penser que l'affermissement de l'Entente cordiale ne ferait que favoriser ces tendances : le gouvernement italien ne dissimulait pas l'importance qu'il attachait à l'attitude de l'Angleterre, pour déterminer sa propre ligne de conduite. « L'Italie, écrivait Guillaume II, ne reste avec nous que si nous devons être en bons termes avec l'Angleterre. Faute de cette condition, elle sortira de la Triplice ! » L'Allemagne devait-elle tolérer cette situation ? Au lendemain de la Conférence, l'empereur, dans sa colère, songeait à infliger à cette alliée douteuse une « correction salubre », mais, toute réflexion faite il se décidait, quelques semaines plus tard, à autoriser les négociations qui devaient aboutir au renouvellement de la Triple-Alliance.

« La politique de prestige », que le chancelier Bülow avait menée de 1904 à 1906 n'avait pas dissipé les menaces, vagues encore, qui pesaient sur la situation de l'Allemagne et qui mettaient en question son hégémonie.

(1) Voir ci-dessous, p. 101

CHAPITRE III

Les conflits européens : la politique autrichienne (1906-1909)

I. — LA « POLITIQUE DES CHEMINS DE FER » (1906-1908)

1. *Le personnel.* — En octobre 1906, le baron d'Aehrenthal succède au comte Goluchowski comme ministre des Affaires étrangères commun de la double Monarchie. En novembre 1906, son nouvel ambassadeur à Constantinople, le marquis Pallavicini, inaugure une politique nouvelle, réclame la jonction des chemins de fer bosniaques aux *Chemins de fer orientaux*, qui descendent vers Salonique. Le *Drang nach Osten* commence : un personnel nouveau, les « jeunes gens » de Vienne ; un domaine nouveau à exploiter, l'anarchie macédonienne ; des procédés nouveaux, la concession des chemins de fer, l'opposition aux réformes.

À Vienne, l'empereur François-Joseph laisse faire. Égoïste, malveillant et faible, il est inconnu de ses serviteurs : « Je ne connais pas l'empereur », disait à Wickham Steed le comte Khün-Hedervary, qui l'avait approché plus qu'un autre. Derrière le voile, il y avait non plus un homme, mais un monarque, inbu de son seul droit divin et ne devant de comptes qu'à Dieu seul. Au fond il soutient ses instruments de gouvernement, l'armée, la police, l'Église. Assis à sa table toute la journée, il prétend tout voir, mais ne signe que des papiers et n'écoute que des racontars. Il n'est intimidé que par les Magyars, ces « Messieurs de Hongrie », qui ont bridé son pouvoir et qui lui en imposent. Avec les ministres

DOCUMENTS. — Pribram, *Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, t. I, Paris, Costes, 1923. — Andler, Collection de documents sur le pangermanisme, *Le pangermanisme continental sous Guillaume II*, Paris Conard, 1915. — *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, vol. 25, 2^e partie Berlin, 1925.

TÉMOIGNAGES. — Field-Marschal Conrad, *Aus meiner Dienstzeit*, 1906-1917, t. I, Vienne, 1921. — Général baron Albert de Margutti, *La tragédie des Habsbourg : mémoires d'un aide de camp* (trad. franç., Paris, Crès, s. d. (1925)). — Alexandre Isvolsky, *Mémoires* (trad. franç.), P. Payot, 1923. — Edward Grey, vicomte de Fallodon, *Mémoires* (trad. franç., Paris, Payot, 1927. — Henry Wickham Steed (correspondant du *Times* à Vienne), *Mes souvenirs* (trad. franç.), Paris, Plon, 1926. — Baron M. de Taube, *La politique russe d'avant-guerre et la fin de l'empire des tsars, 1904-1917, Mémoires*, Paris, Leroux, 1928.

hongrois, il plaisante. Avec les autres il se contente d'opposer sa passivité : « Je ne comprends pas bien la question ». Les domaines extérieurs lui échappent : se méfiant de Guillaume II, il reste son « brillant second » ; il s'inquiète de l'Italie, de la Russie, mais ne veut ni rompre l'alliance ni faire la guerre.

L'archiduc héritier François-Ferdinand était « d'une intelligence plutôt bornée et d'une volonté obstinée » (Bratianou), « manquait d'équilibre en toutes choses » (Czernin). Passionné de chasses, d'antiquités et de roses, lié dévotement à l'Église, aveuglé par son éducation aristocratique qui l'empêchait de comprendre les problèmes constitutionnels, très Allemand, haïssant les Magyars à tel point que, devant Bratianou, il les traite de « misérables qu'on ne pourrait mettre à la raison que par la force », penchant vers la Russie aristocratique et fuyant l'Italie libérale, il semblait désigné pour présider à une réforme de la Monarchie qui ferait leur part aux Slaves. Il a songé certainement, plus vaguement qu'on ne l'a dit, au trialisme, à l'unification sudslave sous le sceptre des Habsbourg. Mais ces idées ne sont pas claires : « Quand je serai généralissime, dit-il à Conrad le 20 mars 1909, je ferai ce que je voudrais. Malheur à ceux qui feront autre chose : je les ferai fusiller ! » Il aime son métier de soldat, mais il n'admet pas qu'on résiste à ses volontés sans puissance : « La Monarchie, écrit-il à Conrad le 18 février 1908, est maintenant totalement dans la main des Juifs, des francs-maçons, des socialistes et des Hongrois, et tous ces éléments veulent mécontenter et désorganiser l'armée et le corps des officiers, afin que moi, je ne puisse plus compter sur l'armée quand cela sera nécessaire... Savez-vous ce que je ferais si j'étais l'empereur : je ferais venir Wekerlé, Beck, Sieghart et Schönaich, et je leur dirais : Je vous envoie tous au diable si avant huit jours je n'ai pas l'augmentation des recrues et des soldes d'officiers pour mon armée. Et vous verriez qu'en vingt-quatre heures j'aurais tout, tandis que maintenant les ministres savent qu'il ne leur arrivera rien, que l'armée n'obtiendra rien et que les Juifs, les socialistes et les Hongrois triompheront. » En réalité, c'est un malade, rageur, incapable de se maîtriser, donnant à ses visiteurs le spectacle d'extraordinaires scènes de violence, impatient de régner. Sa vie privée, son mariage morganatique, la terreur de ses folies où il plongeait la cour, faisaient à Vienne redouter son accession au trône, et ceux mêmes qu'il avait choisis, Conrad, Aehrenthal, se défiaient de lui, ne furent pas du tout les instruments de ses velléités. L'empereur défendait à Conrad de tout révéler à l'archiduc, beaucoup trop partisan des Slaves.

Conrad von Hotzendorff, devenu chef d'état-major en cet automne 1906, où le personnel gouvernemental est presque entièrement

renouvelé, se pique dans ses Mémoires, *Aus meiner Dienstzeit*, de s'être occupé de politique autant que de questions militaires. Il a deux idées fixes, l'une à plus lointaine échéance, guerre contre l'Italie, l'autre de réalisation immédiate, annexion de la Serbie : « La politique extérieure de la Monarchie doit être considérée sous un double rapport : d'un côté la conservation et l'entière intégrité de l'État, de l'autre l'ouverture de régions qui offriraient à la Monarchie des possibilités de développement économique et dont elle a ainsi un besoin vital... Le seul but qui satisfasse la politique balkanique de la Monarchie est la réunion dans le cadre de l'Autriche-Hongrie de tous les Yougoslaves, y compris la Serbie. Il me semblait que la réunion de la Serbie sous forme d'un État allié, comme par exemple la Bavière en Allemagne, pouvait être obtenue pacifiquement ». Mais il ne s'arrête pas longtemps à cette solution. Dès 1906, il écrivait : « La propagande panserbe, qui aspirait à créer un État indépendant réunissant tous les Yougoslaves sous la direction serbe, la prépondérance en Serbie du parti radical hostile à l'Autriche-Hongrie, le soutien par la Russie de ces tendances et aussi par la France et l'Italie, la propagande panslave à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie, et finalement certaines dissensions économiques, provoquées surtout par la Hongrie, ont accru l'hostilité entre la Serbie et la monarchie dans une mesure qui fait paraître tôt ou tard inévitable la solution militaire de la question. » Et c'est à Aehrenthal qu'il expose, le 18 décembre 1907, un programme plus précis encore : « La solution du problème yougoslave ne peut être trouvée qu'en Serbie et ne peut être réalisée que par une grande action, dont le but final serait l'annexion de la Serbie ». La résistance des Puissances doit être neutralisée, la Russie par la diplomatie et l'Italie par les armes : « Je résume, conclut-il : 1^o la solution du plus prochain problème balkanique qui se posera pour nous est à poursuivre en un grand style, c'est-à-dire par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie ; 2^o rapports de voisinage amical avec le Monténégro ; 3^o écrasement de l'Italie, pour se débarrasser à temps d'un adversaire probable. »

L'homme, qui est chargé de préparer le moment pour ces opérations de « grand style », est le baron Aloïs de Lexa Aehrenthal, Allemand de Bohême qui, après de longs passages à Pétersbourg comme conseiller, à Bucarest comme ministre, derechef à Pétersbourg comme ambassadeur durant sept ans, à cinquante-deux ans prend la place de Goluchowski, tombé sous les coups combinés de Guillaume II et des Hongrois. Goluchowski avait présidé les accords avec la Russie dans les Balkans, le partage des influences, la politique de Mürzsteg. Après les défaites russes, le *statu quo*, inscrit dans le programme de Mürzsteg (2 octobre 1903), ne semble plus utile. Le 21 octobre 1906, Aehrenthal est chargé

de poursuivre une politique nouvelle. Ayant une haute opinion de sa finesse diplomatique, très entêté, peu scrupuleux, il est l'espoir du parti des « jeunes ». Il s'agit d'empêcher que l'unité sudslave ne se fasse — comme se sont faites l'unité italienne et l'unité allemande — contre la monarchie des Habsbourg. Avec Aehrenthal la politique autrichienne se réveille, active. Cet ancien ambassadeur en Russie ne revient pas à Vienne avec des idées hostiles. Dans une curieuse conversation qu'il a le 18 novembre 1907 avec Conrad, qui nous la livre, il nous montre assez le fond de sa politique : « La Russie, dit-il, s'est refaite plus vite qu'on ne le pensait ; elle a fixé les bornes de sa politique asiatique, grâce à ses traités avec les États d'Asie et l'Angleterre ». Elle peut reprendre une politique balkanique, où elle ne réclame que la liberté des Détroits pour ses vaisseaux. Il est donc d'avis qu'on peut agir d'accord avec elle, même si cela ne plaît pas à l'Allemagne qui, après tout, s'entend avec la Turquie. On peut donc « céder à la Russie la solution de la question des Détroits ». C'est ce qu'il dit encore à Schœn dans l'entretien de Berchtesgaden le 5 septembre 1908 : « Mieux vaut la Russie aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne qu'aux côtés de l'Angleterre ». Mais la condition nécessaire de l'entente est, moyennant les Détroits, la place laissée libre à l'Autriche dans tout le domaine balkanique slave, en Vieille-Serbie avec les chemins de fer qui iront vers la Macédoine, en Bosnie par l'annexion, en Serbie même.

2. *Le domaine : la Macédoine.* — A l'origine, l'Autriche-Hongrie n'a pas dans les Balkans de politique commerciale. Dans la grande entreprise allemande de conquête économique, qui se manifeste par l'ambassade de Radowitz (1884), les premières concessions de chemins de fer à la *Deutsche Bank* en Anatolie (1888), le traité de commerce avec la Turquie (1890), l'apparition à Constantinople des premiers paquebots de la *Deutsche Levante Linie* (1890) et des immigrés en masse (1898), enfin le voyage sensationnel de Guillaume II à Stamboul et Jérusalem (1898), les Balkans paraissent d'abord délaissés. C'est qu'on série les questions, on partage les besognes, on pousse en avant un fourrier.

C'est précisément le moment où la ferme hongroise s'industrialise. En 1881, premières subventions de l'État hongrois à l'industrie. En 1889, création d'un ministère du Commerce. En 1890, nouvelle aide pécuniaire donnée par l'État aux usines. De 1890 à 1900 on distribue plus de 100 millions de couronnes. La production croît en conséquence : au lieu de 2 millions de quintaux de sucre en 1898, 2.800.000 en 1901 ; au lieu de 13.000 kilomètres de voies ferrées en 1895, 17.000 en 1902. Mais où va ce sucre, où vont ces troupeaux, ces farines ? Surtout en

Autriche et en Allemagne, signe de la prospérité agricole hongroise, mais symptôme aussi de l'esclavage économique vis-à-vis des pays germaniques. Or, les exportations magyares en Turquie sont stationnaires : 10 millions de couronnes. Pour retirer à Vienne et à Berlin le contrôle du commerce hongrois — les 5/6 — il faut de nouveaux marchés.

Précisément les théoriciens autrichiens, qui ne sont guère soucieux des réalités économiques, viennent à la rescousse des appétits. C'est en 1907 que paraît le livre de Léopold von Chlumecky, *Oesterreich-Ungarn und Italien*. Chlumecky est un député au Reichsrat, représentant des grands propriétaires fonciers, porte-parole de cet impérialisme des jeunes gens », qui rôdent autour d'Aehrenthal. Il trace le programme extérieur de son parti : l'accès de la Méditerranée orientale ; la domination des Balkans. « Il ne faut pas que, sous l'égide des puissances étrangères, il se forme dans les Balkans des groupements nationaux ou politiques qui, dissimulant en eux de nombreuses causes de conflit, porteraient le germe de graves agitations jusqu'en Bosnie, en Dalmatie, en Croatie. Toute tentative qui détacherait la Macédoine de la Turquie, hors de l'initiative prépondérante de l'Autriche, toute constitution d'une autonomie macédonienne, qui ne s'accomplirait pas par nous et avec nous, comme aussi toute « Confédération balkanique », entraînerait les plus graves ébranlements pour la monarchie... Un tel État chercherait nécessairement à se consolider en attirant à lui d'autres peuples balkaniques... Nos provinces occupées (Bosnie-Herzégovine) et les provinces autrichiennes du Sud seraient menacées par un nouvel irrédentisme. Ce n'est là qu'un intérêt négatif. Il s'y joint pour nous un notable intérêt positif : maintenir ouverte pour nous la route commerciale de Salonique... Salonique est prédestinée à être la poterne la plus avancée au Sud-Est du commerce de l'Autriche du Sud et de la Hongrie. Salonique est notre espérance d'avenir. Un jour, quand l'Asie antérieure sera ouverte à la civilisation, quand le chemin de fer traversera la Mésopotamie et que le rail joindra Smyrne au golfe Persique, la Macédoine territoire de transit pour le grand trafic transcontinental qui passera de l'Europe centrale à l'Asie antérieure, atteindra une floraison nouvelle, et Salonique aura une importance considérable ».

Ainsi la politique austro-hongroise se promet la Macédoine.

Opportunément la Macédoine s'agite. La révolte macédonienne a éclaté en 1903. Il s'agit d'abord d'empêcher les voisins d'intervenir. A la Bulgarie, qui prend prétexte des massacres pour parler, tout en rejetant la complicité des « révolutionnaires » macédoniens (mémoire bulgare du 10 août 1903), le vieux Goluchowski réplique en traitant la note bulgare de « défi jeté aux Puissances », en faisant présenter au Sultan le « programme de Mürzsteg », qui impose « le maintien du statu

quo » et deux agents civils, russe et autrichien auprès du gouverneur général de la Macédoine (22 octobre). La Bulgarie est contrainte de signer un accord avec la Turquie (8 avril 1904), par lequel elle s'engage à dissoudre les bandes réfugiées sur son territoire : la Porte promettait des réformes. Quand la Bulgarie proteste contre l'inexécution des promesses, l'Autriche et la Russie l'engagent à « une attitude correcte et loyale » (janvier 1905) et laissent le Sultan s'offrir le luxe de réprimander l'« État vassal » — la Bulgarie — pour les massacres des Grecs à Varna, Anchialos et Philippopoli (août 1906).

De l'autre côté, c'est à la Serbie que l'on fait sentir le joug économique. Le nouveau roi Pierre Karageorgévitch (1903) s'appuie sur les radicaux, se rapproche de Sofia (traité de commerce secret du 12 avril 1904). L'Autriche jusqu'alors, et surtout du temps de Milan, avait pris l'habitude de contrôler les exportations serbes, 80 pour 100 des sorties du petit royaume. Sous un prétexte quelconque, elle interdit l'entrée du bétail serbe (24 juin 1906). Cette « guerre des porcs » va durer deux ans.

Débarrassée de la Bulgarie, tenant la Serbie en tutelle par le chantage commercial, les militaires et les diplomates autrichiens ont le champ libre en Macédoine.

Ici encore nous possédons le dossier des espérances autrichiennes. En 1905, le journal officieux de l'état-major autrichien, la *Danzer's Armezeitung*, publie une longue étude, *Mazedonien, eine militär-politische Studie*. Deux grandes routes commerciales : la voie Morava-Varadar, Belgrade-Salonique et la ligne Nich-Sofia-Constantinople. Une voie secondaire : Saraïëvo-Novipazar-Mitrovitsa-Uskub-Salonique. La Macédoine est en grande partie albanaise (dit l'auteur anonyme). La Macédoine est un pays riche. Il faut la soustraire à « un gouvernement désordonné et corrompu ». Deux moyens : l'autonomie politique, comme la Roumélie orientale ; ou bien « une autre forme juridique », comme l'Égypte ou la Bosnie. Le plus simple est d'en confier le mandat à un grand État européen, qui aurait à sa disposition une force militaire. « Pour la conquête de ce pays, quatre grandes routes peuvent s'offrir : au Sud l'entrée de Salonique ; à l'Ouest la route qui part de l'Adriatique (de Scutari vers Diakovo) ; au Nord la route de Bosnie à travers l'ancien sandjak de Novipazar ; et enfin la trouée serbe par la vallée de la Morava ». Après avoir étudié en détail ces itinéraires, l'auteur conclut que l'on ne peut facilement atteindre la Macédoine qu'à travers la Serbie : « La diplomatie aurait à nous garantir le passage sans obstacles à travers la Serbie par une entente avec les grandes Puissances voisines : Allemagne, Russie, Italie ; sinon il faudrait alors chercher la solution non pas ici, mais sur le théâtre d'une guerre dans l'Europe centrale ».

Tout le plan diplomatique autrichien est latent dans ce programme : l'écrasement de la Serbie, la mainmise sur la Macédoine, le débouché sur Salonique. Tout ceci au prix d'une guerre balkanique s'il est utile, voire d'une guerre européenne. Naturellement il en résulterait le remaniement de la Monarchie : « Et que pourrait-on désirer de mieux qu'un État yougoslave puissant, qui embrasserait la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Vieille Serbie et la Serbie ? Ce serait un pas en avant dans le développement historique qui tend à unir les peuples de même langue. Il serait digne d'un grand homme d'État de travailler à la solution de ce problème dans l'intérêt du grand État danubien. Il est possible que le dualisme de la Monarchie cède alors la place à de nouvelles formes constitutionnelles ». Telle est la conclusion de ce « militaire remarquablement informé », comme le qualifie la rédaction de la *Danzer's Armeezeitung*.

L'Autriche, devenue « puissance balkanique », selon le mot d'Aehrenthal aux Délégations le 27 janvier 1908, a deux procédés d'intervention :

1^o l'opposition apportée aux réformes que l'Europe pourrait imposer à l'Empire ottoman vermoulu, afin de l'empêcher de se rajeunir ;

2^o la pénétration financière et commerciale, les facilités données à la future pénétration militaire et politique à l'aide des chemins de fer, dont elle aurait l'exploitation.

3. *Les obstacles : la Russie et l'Italie*. — La simplicité du plan autrichien rencontre pourtant des obstacles. Ils sont d'ordre intérieur et de pression étrangère. D'une part les peuples slaves de la Monarchie ne suivent pas les dirigeants sur la route serbe et macédonienne. D'autre part deux Puissances sont décidées à empêcher, dans la mesure où elles connaissent ce plan, la réussite de l'hégémonie autrichienne sur les Balkans : en dépit du traité de la Triple-Alliance ou du pacte de Mürzsteg, ni l'Italie ni la Russie ne peuvent permettre le succès du *Drang*.

Quand, après l'assassinat du roi Alexandre de Serbie le 15 juin 1903, le nouveau roi de Serbie, Pierre Karageorgévitch, traversa Vienne pour se rendre à Belgrade, il fut accueilli à la gare par des hymnes patriotiques sudslaves et aux cris de « Vive le roi de Croatie ». Cette éclatante manifestation de l'union des Serbes et des Croates correspondait à la formation, dans les provinces slaves administrées par Vienne ou par Pest, de la « coalition serbo-croate », qui, renonçant au pancroatisme égoïste d'Anté Startchévitch, préconisait l'unité des efforts. Deux ans après, la « résolution de Fiume » : les députés cisleithans d'Istrie et de Dalmatie, les députés transleithans de Croatie, présidés par le maire de Split, Troumbitch, affirmaient leur volonté de reconstituer le « royaume triunitaire de

Dalmatie-Croatie-Slavonie » (2 octobre 1905), et partout les *Sokol*, les gymnastes, les étudiants, à Zagreb, à Lioubliana, à Zadar (Zara), à Saraïévo, réclamaient l'Unité sudslave. La génération nouvelle, élevée en partie dans les écoles secondaires, nées de la propagande de Strossmayer, où l'on enseignait en serbo-croate, instruite aussi à Prague, à Graz ou à Vienne dans la doctrine « réaliste » de Masaryk, regarde de plus en plus vers le royaume serbe comme vers le Piémont des Yougoslaves.

Une telle tâche ne pouvait que trouver l'appui de la Russie. Pétersbourg a toujours considéré la Serbie comme un enfant, parfois ingrat, mais dont on pardonne l'ingratitude. La politique de partage commencée en 1897 (première entente austro-russe, avril 1897), poursuivie en 1903, n'a pour but que d'éloigner l'Europe, de faire de la Macédoine une chasse gardée. En 1902, le ministre des Affaires étrangères Lamsdorf va faire un tour en Europe. Il en rapporte des impressions un peu vagues, dont il fait part à Kouropatkine. C'est par le journal de celui-ci, publié récemment dans les *Krasny Arkhiv*, que nous les connaissons. On a assuré au comte Lamsdorf, à Vienne, que nul n'a l'intention d'annexer la Bosnie, pour ne pas augmenter le nombre des députés sudslaves. En revanche, on veut bien exercer une forte pression sur la Turquie pour la contraindre à exécuter des réformes en Macédoine, mais il ne sait pas trop quelles réformes : « Il y aurait, répond-il vaguement le 25 décembre 1902 aux questions de Kouropatkine, un commissaire ture, on mettrait fin à la ruine du peuple et on établirait un contrôle sur le revenu et les dépenses, contrôle exercé par les Russes et les Autrichiens par l'entremise de leurs ambassadeurs. » Mais le 8 septembre de l'année suivante il avoue qu'il est moins satisfait : il voudrait un contrôleur russe. Il n'est au reste pas très au courant de la question, déclare « qu'il n'y a pas de Macédoniens, mais seulement un conglomerat de nationalités et une masse de Turcs ».

Bref, l'Autriche prend déjà la haute main sur l'association. Elle est signée encore une fois à Mürzsteg (2 octobre 1903), présentée aux Turcs comme un programme commun (22 octobre), que Goluchowski définit le 14 décembre en ces termes : soustraire les affaires balkaniques « à l'encombrant appareil du concert européen et les mettre aux mains de deux puissances, l'Autriche-Hongrie et la Russie, sur les bases d'un mandat à obtenir des signataires du traité de Berlin (1) ». C'est une méthode et un but.

(1) La « déclaration commune austro-hongroise-russe, relative à l'observation de la neutralité » signée à Pétersbourg le 15 octobre 1904, « ne s'applique naturellement pas aux pays balkaniques, dont les destinées se rattachent évidemment à l'accord établi entre les deux Empires voisins. » (dernier paragraphe).

Six mois avant l'arrivée d'Aehrenthal au ministère austro-hongrois, Lamsdorf est remplacé au ministère russe. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Isvolsky, est un autre homme que le timide et l'effacé Lamsdorf. Haut de carrure, le visage sévère dans ses favoris à l'Alexandre III, il prend des allures imposantes et se croit le rénovateur de la politique russe. Il s'attache à un but, les Détroits, à une idée, la reprise de la politique traditionnelle, la marche vers la mer libre. Il connaît mal la situation de l'Europe, ignore en particulier les engagements antérieurs de la Russie vis-à-vis de l'Autriche à propos de la Bosnie (entrevues de Reichstadt et de Pest, 1876). Arrivé au pouvoir après les défaites d'Extrême-Orient, il poursuit la « mission historique », la politique de prestige sur le terrain contumier des efforts russes, le Proche-Orient. Le programme de Mürzsteg a fait son temps. C'est ce qu'a fort bien vu von Marschall, l'ambassadeur avisé d'Allemagne à Constantinople : « La guerre russo-japonaise est terminée, écrit-il à Bülow, le 14 décembre 1907. La situation de l'Empire des Tsars commence à se consolider. Et maintenant Pétersbourg dit à Vienne : « Le Maure a fait son devoir, le Maure peut s'en aller... » M. Isvolsky indique que la Russie, après avoir perdu l'Extrême-Orient, doit entreprendre maintenant une politique active dans le Proche-Orient. C'est pourquoi elle revient à son ancienne ambition.

Aussi la Russie lâche-t-elle l'Autriche dans la question des réformes. Et elle se rapproche de l'Angleterre. C'est ce qui fait dire à Kiderlen, le 27 juin 1907, qu'Isvolsky « voit l'Orient avec des yeux anglais ».

Une autre conséquence sera l'entente contre l'Autriche de la Russie et de l'Italie. L'Italie est un autre obstacle à cette politique balkanique d'Aehrenthal et des « jeunes gens ». Au fur et à mesure que se dévoile l'activité autrichienne, les répulsions italiennes se font plus vives. Le traité de la Triple-Alliance, renouvelé en 1902, arrivait à expiration le 8 juillet 1907. D'Italie on surveillait de plus en plus les menées autrichiennes sur tout le littoral Adriatique, en Herzégovine comme en Albanie. Le mouvement irrédentiste s'exaspérait. L'Allemagne cherche à faire la médiatrice, à empêcher le retrait de l'Italie de l'alliance. En 1904 et 1905, aux entrevues d'Abbazia et de Venise entre Tittoni et Goluchowski, l'Autriche promet de s'abstenir de politique agressive, tout en exceptant la Bosnie-Herzégovine et le sandjak de Novipazar. Mais, en 1906, amertume de Guillaume II, qui ne pardonne pas à l'Italie son attitude francophile à Algésiras : il déclare à Szögyeny, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, « qu'il éprouverait une vive satisfaction... de lui donner, de concert avec nous (les Autrichiens), éventuellement les armes à la main, une leçon salutaire » (télégramme de Szögyeny du 8 avril). Cet accès d'humeur passa vite et l'on chercha surtout à tenir

l'Italie. Le 19 octobre, Tittoni déclare au comte Lützow, ambassadeur allemand à Rome, que « personne ne songe à dénoncer » le traité d'alliance et, le 18 décembre, à la Chambre italienne il démentait publiquement les méchants bruits. Le 8 juillet 1907, par tacite reconduction, la Triple-Alliance fut prolongée de six ans.

Il ne s'ensuivait pas cependant que l'Italie acceptât dans les Balkans la suprématie autrichienne. Mais elle était plus occupée alors de cueillir une partie des dépouilles de l'Empire ottoman, qui semblait aller en lambeaux. Depuis 1904 la révolte arabe mettait en péril la domination ottomane en Asie. Depuis 1901, date à laquelle elle avait installé de force un bureau de poste à Bengazi, l'Italie lorgnait la Tripolitaine. Sa doctrine fut toujours la surveillance de l'Albanie. Le renouvellement tacite de la Triple-Alliance n'empêchait pas la lutte d'influences à Belgrade. Témoin cette singulière mission qu'Aehrenthal confia, en avril 1907, à Henry Wickham Steed, correspondant du *Times* à Vienne : « Demandez à M. Tittoni, dit le ministre au journaliste, de donner à son ministre à Belgrade, le marquis Guiccioli, des instructions afin qu'il n'encourage pas les Serbes. » Et le mois suivant, le roi d'Italie s'étant rendu à Athènes, Aehrenthal l'accuse devant Steed d'encourager les Grecs, de contribuer à la recrudescence des troubles macédoniens.

Mais ni la politique russe, ni la politique italienne ne savent exactement sur quels points précis portera leur résistance. Isvolsky ne semble avoir aucun programme, sinon ses vagues visées sur les Détroits. Tittoni louvoie, ne voulant ni se lier par trop avec l'Autriche ni se compromettre avec l'Angleterre ou la France. Bülow pourra soutenir, dans sa *Deutsche Politik*, que jamais l'Italie n'a songé à se séparer des Puissances centrales. Et au programme positif d'Aehrenthal les deux adversaires latents n'ont rien du tout à opposer.

4. *Le chemin de fer du sandjak.* — Le pays serbe, que les documents administratifs appellent le sandjak (département) de Novipazar, est une région à peu près fermée, qui s'élève à plus de 1.000 mètres, formée de hauts plateaux calcaires boisés, criblée de petites plaines, marécageuses ou cultivées. De là des rivières divergent, qui coulent en gorges profondes, soit vers le Nord, la vallée du Lim, affluent de la Drina, la vallée de l'Ibar, affluent de la Morava; soit vers le Sud, les vallées affluentes du Drin. Entre ces gorges et les hauts murs calcaires vivent des bergers sédentaires, en villages éparpillés dans les clairières des forêts. Les Serbes nomment *Stari Vlahi*, « Vieille Valachie », ce pays sauvage.

C'est là que les Autrichiens eurent l'idée de faire passer un chemin de fer. Entre la frontière bosniaque (Ouvats), où aboutit la ligne qui vient de Saraiëvo, et la frontière ottomane (Mitrovitsa), terminus de la voie

ferrée partie de Salonique et d'Uskub, construite par la compagnie austro-allemande des *Chemins de fer orientaux*, la carte seule montre un hiatus de 150 kilomètres. Mais entre la vallée du Lim (Ouvats), qu'il n'est même point facile de remonter, et le début du Kossovo polié (Mitrovitsa), il faut gravir des monts de 440 à 1.060 mètres, redescendre à 540 (à Novipazar), grimper sur la Rogozna et en dévaler les pentes orientales : entreprise qui n'est pas impossible, mais dont le rendement économique semble assez aléatoire.

En février 1907, conférence à Vienne, sous la présidence d'Aehrenthal, à laquelle assiste le nouvel ambassadeur autrichien à Constantinople, le marquis Pallavicini. On arrête le programme : 1^o jonction des réseaux bosniaques et serbes ; 2^o construction de la ligne Ouvats-Mitrovitsa, et éventuellement jonction avec les chemins de fer grecs ; 3^o si l'Italie réclame une ligne Antivari-Scutari, concession à l'Autriche de la ligne Saint-Jean de Medua-Scutari, qui permettra de contrôler l'aboutissant du Roumanie-Adriatique, dont la Russie commence à parler ; 4^o étude du projet bulgare d'une ligne Uskub-frontière bulgare. Le 15 mars l'ambassadeur allemand à Vienne, comte de Wedel, attire l'attention de son gouvernement : l'Autriche demande l'appui de l'Allemagne ; c'est une question vitale pour la Double Monarchie.

Durant l'année 1907, Pallavicini multiplie ses démarches auprès de la Porte, soutenu par le baron von Marschall, l'ambassadeur allemand. Dès avril, durant son séjour à Berlin, Aehrenthal en a entretenu Bülow. Mais il s'en est ouvert aussi à Tittoni (entrevue de Desio, 15 juillet 1907), à Isvolsky (lettre de celui-ci au comte Osten-Sacken, le 27 février 1908). Le Sultan se fait tirer l'oreille. Alors Aehrenthal développe publiquement son plan. Aux Délégations, le 27 janvier 1908, il parle pour l'Europe : « Dans les Balkans notre mission est une mission de civilisation et une mission économique... Nous sommes, nous aussi, de par la possession de la Bosnie, une puissance balkanique... Je dis cela en prévision d'une politique de chemins de fer... Nous songeons avant tout à prendre des mesures pour la jonction avec Mitrovitsa... J'espère fermement que le Sultan accordera sous peu cette autorisation, afin qu'un syndicat de banques autrichiennes et hongroises puisse entreprendre les travaux du tracé ».

Le Sultan cède (iradé du 31 janvier).

Le discours du 27 janvier réveille la Russie. Zinovief, ambassadeur russe à Constantinople, le qualifie de « déplorable ». Aehrenthal abandonnait le plan à deux pour tracer seul son programme. « Le coup du chemin de fer », pour parler comme le comte de Metternich, ambassadeur allemand à Londres, inquiète la Serbie, démolit l'entente des Puissances à Constantinople, fortifie la résistance du Sultan aux réformes : l'Au-

triche et la Russie se regardent « comme des chiens de faïence ». « C'est une bombe qu'il m'a jetée entre les jambes », dit Isvolsky en parlant du chemin de fer d'Aehrenthal. Mais l'Allemagne se met derrière l'Autriche, en dépit des tentatives faites par Osten-Sacken, chargé par Isvolsky d'intervenir à Berlin. Le droit de construire un chemin de fer, répond Bülow, résulte du traité de Berlin : *Qui suo jure utitur, neminem laedit*. Le programme autrichien, ajoute Bülow au comte de Pourtalès, son ambassadeur à la cour russe, a les sympathies allemandes, « parce que nous y apercevons non seulement un moyen pour développer ultérieurement le commerce et les communications dans les Balkans, mais encore parce que pour nous l'entreprise apparaît comme susceptible d'aider à la pacification, souhaitée, urgente, de la Macédoine. » (17 février 1908).

Avec son amour-propre exagéré, son affectation, sa vanité, Isvolsky se laisse traîner sur le terrain politique. Il considère l'affaire du chemin de fer comme une défaite diplomatique personnelle : « Le baron d'Aehrenthal, écrit-il à Osten-Sacken le 27 février, a fait bon marché des difficultés qu'il nous créait. » Il cherchera donc une revanche. Tout d'abord il espère que l'Allemagne ne soutiendra pas l'Autriche. Il est encouragé dans cette vue par la tactique de Pourtalès, que ses instructions (3 mars) poussent à ménager la Russie, à lui remontrer l'étrangeté d'une alliance avec les Puissances occidentales, la France, « république mangée par le radicalisme et minée par les socialistes », l'Angleterre qui s'écrie avec Campbell Bannerman : « La Douma est morte, vive la Douma ! » Isvolsky est au reste intimidé par la puissance de l'Allemagne. Il accepte le chemin de fer autrichien, mais réclame un « Danube-Adriatique », c'est-à-dire Nich-Mitrovitsa-Prizren-Scutari-Duleigno, qui ne répond pas à des courants économiques, mais qui coupera ou surveillera la pénétration autrichienne. Et à la Douma, le 17 avril, il déclare que le moment est venu de reprendre « la mission historique de la Russie dans les Balkans ».

Cette tentative pour mêler les questions, pour jeter aux appétits européens cette mixture de chemins de fer, *in einem internationalen Topf zu werfen*, dit Aehrenthal, l'Autriche la repousse et, si l'Allemagne ne dit pas non, elle ne se fait pas moins l'avocat des chemins de fer autrichiens, *Kulturträger zur Pazifizierung*, comme dit Pourtalès au tsar. Dès lors le choix d'Isvolsky se fixe en faveur de l'Angleterre.

5. *Le renversement des Ententes.* — Il y avait beau temps que l'Angleterre libérale était intervenue dans les Balkans. Comme au moment de la crise grecque ou de la crise bulgare, la crise macédonienne trouve l'opinion britannique courroucée et les hommes d'État anglais munis de pro-

jets de réformes. Il y a à la fois le désir de soutenir les chrétiens massacrés et l'Empire ottoman, qu'on consolide, de peur que Constantinople ne devienne la proie d'une grande Puissance. Depuis le début de la révolte macédonienne, le Foreign Office, servi par les voyages d'Édouard VII, ne cesse de proposer des réformes, administrative (Vienne, août 1903), financière (Ischl, août 1905), judiciaire (Ischl, août 1907). Les entrevues du roi préparent, avec la paix européenne, l'extinction de l'incendie macédonien. L'accord asiatique anglo-russe (30 août 1907) va permettre l'accord balkanique. C'est sur le terrain des réformes que la Russie, abandonnant l'entente autrichienne, se rallie à l'entente anglaise.

En décembre 1907, le projet anglais des réformes macédoniennes est présenté à la Porte : renforcement de la gendarmerie européenne, réduction des troupes turques, nomination d'inspecteurs, d'adjoints, d'agents civils, de délégués financiers. Le 25 février, aux Communes, sir E. Grey réclame en outre un gouverneur général chrétien. Le 8 mars, le Sultan reçoit cette communication, un peu édulcorée : un gouverneur sujet turc, mais nommé avec l'assentiment des Puissances, des officiers européens, payés sur le budget de Macédoine. Après plusieurs semaines d'hésitations, Isvolsky se décide à accepter, après avoir demandé des précisions complémentaires, les suggestions de Londres (2 avril). Le 3, Schœn, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, faisait savoir au Foreign Office qu'il considérait le projet anglo-russe comme impraticable. De Constantinople Marschall avait soufflé la réponse. « Les réformes, écrit-il encore en revenant le 22 avril à la charge, pousseront avant peu à la catastrophe balkanique ; les projets anglais nous y mènent directement ». Le but de la réforme est de maintenir la domination turque. Or, on affaiblit l'autorité du Sultan dans tous les domaines. Les Anglais subissent l'influence du fameux *Balkancomitee*. Et le 26 avril l'ambassadeur turcophile, après avoir fait la critique de l'intervention des Puissances, conclut : « Si les ouvriers réparent une poudrière avec des torches flambantes, on ne doit pas s'étonner qu'une explosion se produise ». Cette remarque enthousiasme Guillaume II, qui jette en marge : « Grandiose ! Tout à fait vrai ! »

Ainsi les positions sont prises. D'un côté la Russie et l'Angleterre, auxquelles s'associe la France, et leur programme de réformes. De l'autre l'Autriche et l'Allemagne, résolues à poursuivre dans les Balkans « une politique conservatrice et amicale envers la Turquie » (*eine türkenfreundliche konservative Politik*), écrivait, le 20 juin, Schœn à Tschirschky, son ambassadeur à Vienne.

L'entente anglo-russe est entreprise à Reval, où se rencontrent Édouard VII et Nicolas II (9 et 10 juin). Nous avons surtout pour nous

renseigner le rapport que sir Charles Hardinge, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, qui accompagnait son roi, adressa le 12 juillet à son ministre, sir Edward Grey. Sir Charles et Isvolsky s'entretenirent d'abord de « la réforme macédonienne » : « M. Isvolsky déclara que ce projet de réformes lui tenait, ainsi qu'à l'opinion russe, très à cœur... Mais il savait pertinemment que ce projet aurait rencontré une violente opposition en Allemagne et en Autriche, et prévoyait même actuellement des difficultés considérables... Il me rappela que la Russie se trouvait toujours dans une situation difficile vis-à-vis de l'Allemagne, à cause de la suprématie militaire de cette dernière sur la frontière ». On en arriva aux chemins de fer balkaniques. Isvolsky réitéra ses plaintes : « M. Isvolsky me dit qu'il éprouvait de grandes inquiétudes au sujet des questions des chemins de fer balkaniques, qu'il était convaincu que celui du sandjak serait poussé avec la plus grande vigueur par l'Autriche, et qu'à son avis il était absolument indispensable que la ligne Danube-Adriatique fût menée sur le même pied ». Hardinge trouvait que les chemins de fer avaient une « influence civilisatrice » et que le gouvernement anglais pouvait appuyer la construction des deux lignes.

On voyait poindre le système d'Isvolsky, celui des compensations. Mais le ministre songeait déjà à des compensations plus larges. Il ne cessait, dans les conversations privées, de se dire qualifié pour reprendre une politique d'envergure, et il croyait possible d'obtenir de la Grande-Bretagne son consentement à l'ouverture des Détroits. Hardinge ne souffle mot des paroles échangées à cet égard. Mais non les interlocuteurs russes d'Isvolsky à son retour, entre autres le baron de Taube, professeur de droit international à l'Université de Pétersbourg et jurisconsulte du ministère russe des Affaires étrangères : « Isvolsky, écrit celui-ci dans ses mémoires, était rentré de Reval avec l'impression très nette d'un encouragement et d'un soutien éventuel de la Grande-Bretagne à sa nouvelle politique de revision du problème des Détroits ».

Dès lors Isvolsky se croit paré pour répondre à Aehrenthal. L'aide-mémoire autrichien du 1^{er} mai sur les chemins de fer balkaniques et les réformes macédoniennes attendait encore une riposte. Le 2 juillet Isvolsky réplique par un long aide-mémoire en trois points : il amorce l'idée d'un Danube-Adriatique ; il s'en tient vaguement « aux principes de désintéressement » formulés par l'accord de 1897, mêle les questions de la Bosnie et des Détroits, qui l'une et l'autre ont « un caractère éminemment européen » ; on s'en tiendra donc au *statu quo*. « Néanmoins, ajoute-t-il, vu l'importance qu'il y aurait pour les deux pays de voir les deux questions susmentionnées réglées conformément à leurs intérêts réciproques, le gouvernement impérial serait prêt à en accepter la discussion dans un esprit d'amicale réciprocité ». Et il se félicite, en termi-

nant, des « rapports les plus amicaux et les plus confiants » qui existent entre l'Autriche et la Russie.

Le danger de cette politique allemande, qui appuie l'Autriche dans toutes ses manifestations, qui excite contre l'Allemagne l'opinion européenne, et jette la Russie dans les bras anglais, est parfaitement montré par Metternich, l'ambassadeur allemand à Londres, dès le 20 juin. A cette date un communiqué du Foreign Office précisait l'entente anglo-russe sur les réformes macédoniennes. Les avertissements de Metternich, communiqués à Marschall, n'amènent de celui-ci, alors en Allemagne, en congé, que des critiques acerbes. De Macédoine surgit toute la politique européenne. La Russie, écrit Marschall le 6 juillet, cherche une revanche de l'affaire du chemin de fer : « Les faiblesses que nous montrions seront ressenties avec peine par l'âme du peuple allemand » ; il faut se tenir aux côtés de l'Autriche, reprendre la formule bismarckienne de « l'honnête courtier » pour l'Autriche ; sinon, « l'encercllement de l'Allemagne, dont on parle tant aujourd'hui, deviendra une vérité ».

C'était évidemment du côté de Berlin qu'Isvolsky sentait les obstacles à ses projets de troc. D'où, durant l'été de 1908, toute une campagne de préparation diplomatique. Le baron de Taube fut envoyé à Berlin pour assurer la Wilhelmstrasse qu'il n'y avait dans l'entente ébauchée à Reval nulle pointe contre l'Allemagne. Isvolsky était toujours craintif devant Berlin, qui lui en imposait. Mais il n'avait ni programme précis ni même dans ses desseins une parfaite constance. Ses conversations de juillet avec le comte de Pourtalès sont seulement des plaintes monotones sur Aehrenthal, une tentative de chantage, la menace d'une alliance anglaise, que Pourtalès prend pour du « bluff », et une vague esquisse d'un plan russe dans les pays balkaniques, dont il demande, somme toute, la possibilité à la passivité allemande : la Russie, dit-il le 9 juillet, ne cherche aucune acquisition territoriale ; elle ne veut que l'entrée et la sortie libre de ses vaisseaux dans la mer Noire, non en vue de la guerre, mais « pour qu'elle puisse jouer dans la Méditerranée un rôle correspondant à sa puissance » ; la réalisation de ce « rêve » est parfaitement possible sans la possession de Constantinople ; la Russie n'a besoin que de « droits juridiques », soit une novation au traité de Paris ; elle offrira toutes les garanties qu'on souhaiterait, notamment le maintien de l'intégrité de la Turquie, la renonciation à toute influence politique et économique dans ce pays ; dans la Méditerranée, la Russie ne songe qu'à une balance égale des forces ; le vieux panslavisme a perdu toute influence sur la politique extérieure.

Au moment où le Russe trace son programme si imprécis, si anodin, la Révolution vient d'éclater en Turquie.

6. *La révolution Jeune-Turque.* — Précisément en même temps que l'entente anglo-russe sur la Macédoine, que l'accord du 10-20 juin, appuyé le 3 juillet par une démarche française et une démarche italienne à Constantinople, l'on apprend l'effervescence des officiers « Jeunes-Turcs », qui mobilisent, contre les Puissances et le Sultan trop faible, les garnisons de Macédoine. Du 6 au 23 juillet, le pronunciamiento, parti de Resna, gagne Salonique, et Abd-ul-Hamid, recommençant la comédie de 1876, convoque le Parlement. Les Jeunes-Turcs prétendaient substituer à la religion un patriotisme qui renforcerait la puissance de l'Empire, créer, à l'instar des « nations » chrétiennes, une « nation ottomane », donc prendre eux-mêmes en mains les réformes. Les États opposés aux réformes, connus pour le soutien apporté au Sultan, par leurs initiatives en matière de concessions, de chemins de fer, étaient donc devenus suspects. « Il y a en ce moment contre l'Allemagne, écrit le 27 juillet l'ambassadeur intérimaire von Kiderlen, une incroyable méfiance », d'abord à cause des bonnes relations entre l'ambassade et la Porte, ensuite parce que les Jeunes-Turcs ne comprennent que le français.

Cet état d'esprit fut le point de départ de toute une évolution savante, où l'Allemagne, protectrice avouée du « Sultan rouge », se mua en contemptrice de l'absolutisme et protagoniste des réformes. Dès le 29 juillet Tewfik pacha, ambassadeur turc à Berlin, dit à Schœn que si l'Allemagne conseille au Sultan le rétablissement de la Constitution, elle s'assurera « la reconnaissance éternelle de toute l'armée turque et du peuple turc ». Ce conseil ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd. Immédiatement le Secrétaire d'État envoie une note à ses services : « Il faut soutenir notre position en Turquie face à l'Angleterre, recommander la mise en marche franche de la Constitution ». Il est vrai que Bülow freine : on se contentera d'engager le Sultan à ne pas revenir sur les concessions (note du 3 août).

A Londres, on est surpris, mais on se réjouit ferme. Sir Charles Har- dinge, de passage à Wilhelmshöhe, voit dans le mouvement Jeune-Turc « une issue pour sortir de l'impasse macédonienne » ; mais il en profite aussi pour déclarer que l'Angleterre ne soutiendra pas la politique des chemins de fer d'Aehrenthal. En France on est satisfait de la victoire des constitutionnels, qui écarteront les dangereuses interventions. En Italie, Tittoni fait savoir au chancelier allemand par l'entremise du comte de Monts, ambassadeur à Rome, que l'Italie ne profitera jamais de la situation difficile des Turcs pour assouvir ses ambitions : « Si un certain nombre de politiciens jette des regards convoiteux sur la côte Adriatique d'en face, si force criailleries réclament des morceaux du territoire turc, le gouvernement actuel de l'Italie est résolu à ne pas céder à ces aspirations, qui ne sont pas mûres », et il préférerait « se retirer des

affaires plutôt que de poursuivre une politique si incompréhensible » (24 août). A Berchtesgaden il rencontre Schœn et se contente de se plaindre de la politique particulariste d'Aehrenthal.

Qui aidera la Turquie ? L'Allemagne ou l'Angleterre ? C'est ainsi que la question se pose, que la pose fort justement un mémoire de Metternich en date du 14 août. Seules la France et l'Angleterre ont avantage au triomphe final du mouvement Jeune-Turc, ajoute l'ambassadeur : « Les impondérables parlent en leur faveur... Qui a misé sur le bon cheval acquiert naturellement l'influence... L'influence étrangère en Orient est de nature économique ou politique... Qui détient la plus forte influence politique détient la meilleure place pour obtenir les concessions, les entreprises commerciales ». Que va devenir en conséquence cette politique des chemins de fer, annoncée à grands fracas par le ministre autrichien ? Dans cette politique l'Allemagne avait sa part, qui poussait son fourrier vers l'Est. La conquête économique de la Turquie d'Europe est une entreprise qui a fait faillite.

Alors l'Allemagne songe à une autre. Dans sa politique orientale elle est sujette à varier. Quand une méthode échoue, elle en a une de rechange. Dans sa diplomatie les deux tendances s'affrontent. De Londres, Metternich envoie des rapports, où il tente de montrer la nécessité de ne plus contrecarrer les réformes, de rechercher l'amitié anglaise. Mais Guillaume II les annote de signes rageurs, d'exclamations, d'interrogations : « La Révolution, écrit-il en marge du mémoire du 14 août, n'a pas été faite par les Jeunes-Turcs de Paris et de Londres, mais seulement par l'armée, et, en vérité, exclusivement par les officiers formés en Allemagne, appelés « officiers allemands ». Une pure révolution militaire. Ces officiers ont l'épée en main, et ont pensé en vrais Allemands. Un renforcement de la Turquie avec l'aide de l'Angleterre, la Russie ne le souffrira jamais. Et là peut-être est le point de sérieuses divergences dans l'avenir ».

De Constantinople, un de ses diplomates favoris, le baron de Marschall, le flatte et lui fait écho. Il n'y a pas d'autre rénovation de la Turquie possible, lui écrit-il le 3 septembre dans « un morceau tout à fait classique » (c'est l'Empereur qui le note ainsi), que la réforme militaire. La révolution Jeune-Turque a été faite pour empêcher la Macédoine de tomber sous la protection étrangère. Hakki bey, le nouveau ministre de l'Intérieur, interrogé sur les causes du mouvement, a répondu : « Reval ». C'est l'éveil du « furor islamiticus ». Présentement le Comité est tout-puissant, mais « sans aucune expérience politique ». Ce n'est pas lui qui reformera l'Empire. « J'attends le salut de la Turquie de la réorganisation de l'armée. » Elle sera faite par des officiers allemands. On commence, et on appelle le général von der Goltz. Mais il faudra des années.

En attendant, il entreprend de remonter le courant hostile à l'Allemagne : un diplomate accepte le système gouvernemental ; il est réactionnaire en pays autocratique, libéral en pays constitutionnel. Entre l'Autriche et l'Italie, qui guettent des dépouilles, la Russie ambitieuse et la France, son alliée, de la Turquie « l'unique amie » est l'Allemagne.

II. — L'ANNEXION DE LA BOSNIE : (1)

LES CONFLITS AUSTRO-SERBE ET GERMANO-RUSSE (1908-1909)

1. *La Bosnie et les rapports austro-serbes.* — La révolution Jeune-Turque réveillait les nationalités balkaniques, endormies depuis 1878. A cet égard nulle ne s'était considérée comme plus atteinte par le traité de Berlin que la nation serbe. La guerre turque avait été déclenchée par l'insurrection serbe de Bosnie, tout comme par l'insurrection bulgare. « La Bosnie-Herzégovine, dit le géographe serbe Tsviitch (Cvijic), n'est pas seulement pour nous ce que sont le Trentin et Trieste pour l'Italie, les provinces alpestres pour l'Allemagne. Elle a pour la Serbie l'importance qu'ont pour la Russie les environs de Moscou, pour les Allemands et les Français les parties les plus vitales de l'Allemagne et de la France. C'est en Bosnie qu'a été écrit en 1189 le premier document serbe connu, la lettre du ban Kouline ; Vouk Karadjitch et les Croates ont accepté comme langue littéraire le dialecte qu'on y parle ; elle a fourni à la Renaissance nationale quelques-uns de ses meilleurs ouvriers. Nulle part les traditions populaires ne se sont conservées plus vivantes, les chanteurs de *pesmé* (chants héroïques) ne possèdent un plus magnifique répertoire. »

Le traité de Berlin faisait de la Bosnie une Alsace-Lorraine serbe. Le poète Zmaï Iovanovitch pleurait, dans une chanson célèbre, la « mutilation » de la Serbie : « La nuit ne s'est dispersée que pour que les Serbes ne puissent plus rêver à leur unité, à cette unité pour laquelle ils ont supporté tant de sacrifices ». « La Bosnie est le centre autour duquel tournent tous les désirs et toutes les espérances des hommes d'État serbes »,

(1) DOCUMENTS. — Von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke zur Geschichte der Ententepolitik der Vorkriegsjahre*, Berlin et Leipzig, 1921. — *Un livre noir : diplomatie d'avant-guerre* d'après les documents des archives russes, t. II, P., Librairie du Travail, 1923. — *Konstantinopol'i Prolivny* (« Constantinople et les Détroits »), suivant les documents secrets de l'ancien ministère des Affaires étrangères, t. I, Moscou, 1925. — *Krasny Arkhiv* (« Archives rouges »), t. X ; Annexion de la Bosnie-Herzégovine : lettres de François-Joseph et de Nicolas II. — *Die Grosse Politik*, vol. XXVI, 1^{re} et 2^e parties, Berlin, 1925. — *British Documents on the Origins of the War*, vol. V : *the Near East*, Londres, 1928.

TÉMOIGNAGES. — Conrad, *op. cit.* — Bülow, *La politique allemande* (trad. franç.), Paris Lavauzelle, 1914. — Schœn, *Mémoires* (trad. franç.), Paris, Plon, 1922. — *Kiderlen-Waechter intime, d'après ses notes et sa correspondance* (trad. franç.), Paris, Payot, 1926. — Taube, *op. cit.* — Boghitchévitch, *Les causes de la guerre* (trad. franç.), Paris, Rieder, 1925 ; annexes. — Grey : *op. cit.* — Steed, *op. cit.* — Seton-Watson, *Sarajevo. A study in the origins of the Great War*, Londres, 1926.

« l'idée de sa possession est le principe fondamental de toutes les aspirations serbes », écrivait en 1868 le futur administrateur de la Bosnie, Benjamin de Kallay, alors ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.

Ce fut Kallay qui, comme ministre des Finances de la Double Monarchie, eut, de 1882 à 1903, la charge de la Bosnie-Herzégovine. Entre les religions qui se partageaient le pays — 673.000 orthodoxes, 548.000 musulmans, 334.000 catholiques au recensement de 1895 — il pouvait pratiquer la vieille politique viennoise : *Divide ut imperes*. Les *aga*, les *beg* musulmans, Serbes convertis, tenaient en servage la masse des paysans ou *kmet*. En entrant dans les nouvelles provinces, le général Philippovitch avait promis « de garantir à tous les habitants des droits égaux », de donner aux serfs la liberté. Mais l'administration autrichienne au contraire s'appuya sur les musulmans. Elle multiplia pour les chefs de l'aristocratie les privilèges et les faveurs : les mosquées sont entretenues et les fondations pieuses préservées ; à Saraïëvo on élève un superbe Institut du *Chériat* où l'on étudie le droit coranique. Les paysans sont toujours contraints de verser aux propriétaires la *trétina*, les 3/10 de la récolte. Les forêts, jadis biens sans maîtres, sont distribuées aux grands terriens ou à des spéculateurs. Bref, les Serbes sont remis sous le joug.

Tandis qu'on favorise l'Islam, on persécute l'Église orthodoxe. Témoin les trois mémoires officiels présentés par les Serbes de Bosnie à l'Empereur en 1896, 1897 et 1900. Depuis l'occupation ce n'était plus le patriarche de Constantinople, mais le ministère de Vienne qui nommait les évêques bosniaques. On remplissait le séminaire de professeurs autrichiens. On contraignait le métropolite Kossanovitch à se démettre. On soumettait les assemblées religieuses au règlement des réunions publiques. On interdisait aux communautés de recevoir des dons ou legs. On allait jusqu'à proscrire le nom de saint Sava, patron de l'Église serbe. Les mémoires constatent que l'exercice du culte est sans cesse entravé.

Après la religion, la langue. Le baron de Kallay invente la « nationalité bosniaque » et l'on pourchasse le mot « serbe ». Les journaux sont accablés d'amendes, confisqués ou interdits. Les pétitionnaires de 1896 sont emprisonnés. Dans les écoles on impose des manuels spéciaux d'histoire. Les instituteurs, jadis désignés par les communautés, sont soumis à l'investiture gouvernementale. On rejette la création d'un lycée serbe à Saraïëvo, d'une école de filles à Mostar, aux frais mêmes de ces villes. « Notre peuple, dit le mémorandum de 1900, est mis hors de lui : tous les moyens sont bons pour l'opprimer. On le frappe dans son existence matérielle : on empêche les artisans et les marchands de gagner leur vie. »

L'administration autrichienne, certainement supérieure à l'incurie ottomane, crée hôpitaux, routes, chemins de fer, en particulier la ligne

Sud-Nord, qui de Metkovitch, non loin de l'Adriatique, par Mostar et Saraiévo, mène à la Save et vers la Hongrie. Mais cette voie difficile n'est pas un débouché économique. La Bosnie, qui a toujours souffert d'être séparée de la mer par le mur dalmate, souhaitait la ligne Saraiévo-Spalato, vers le seul port possible. Or, la « politique des chemins de fer » n'entend pas unir la Bosnie slave à la Dalmatie également slave.

Le sentiment de l'unité yougoslave se faisait jour de plus en plus. La coalition serbo-croate se forme en 1903. Deux ans après, la résolution de Fiume, rédigée par des députés d'Istrie, de Dalmatie, de Croatie sous la présidence du maire de Split (Spalato), Troumbitch, précisait la volonté de poursuivre le rétablissement du royaume triunitaire Dalmatie-Croatie-Slavonie (2 octobre 1905). En 1906 la coalition serbo-croate l'emporte dans les élections de Croatie. Partout les étudiants manifestent en faveur de l'union, à Lioubliana (Laybach), Zagreb (Agram), Zara, Saraiévo. A Saraiévo une *Skoupchtina* (assemblée) serbe, réunie du 9 au 14 novembre 1907, vote une série de résolutions, qui sont autant de revendications populaires : constitution démocratique, exclusion des éléments étrangers, autonomie complète avec droit de libre disposition, gouvernement responsable et formé seulement d'indigènes, liberté et indépendance des corps de l'État, réforme de la justice, des impôts, solution des questions agraires, enfin division en trois groupes, serbe, turc (c'est-à-dire musulman), catholique, chaque groupe élisant des députés en nombre proportionnel à sa force et l'ensemble décidant, à la majorité absolue, à qui appartiendra la Bosnie et l'Herzégovine. Il y a une majorité écrasante en faveur de l'indépendance absolue.

Vienne alors se décide à l'offensive. Dès octobre 1907, on révélait un complot, soi-disant ourdi à Belgrade, qui devait faire sauter le palais du prince de Monténégro, et on faisait déposer dans le procès un journaliste stipendié par l'administration de Saraiévo. Le 19 novembre, Conrad, dans une lettre à Aehrenthal, se montre préoccupé des troubles, proclame que « l'annexion est la chose la plus urgente ». Le 1^{er} décembre se réunit le Conseil des ministres. Le baron Burian, ministre commun des Finances et, comme tel, chef de l'administration bosniaque, avoue la faillite du système : on a eu tort de s'appuyer sur les musulmans, une minorité, au lieu de s'étayer sur les Serbes : il faut réformer le gouvernement. Pour Aehrenthal on ne peut convoquer un Parlement qu'après l'annexion. Wekerlé, le président du Conseil hongrois, met en garde contre la résolution de Fiume, contre la formation d'un bloc slave dans la Monarchie. On décide que l'annexion se fera dès que le permettront les circonstances et que la Bosnie sera un *Reichsland* commun.

Durant l'an 1908 on chercha le prétexte. Le ban de Croatie, baron Rauch, accuse de trahison la coalition serbo-croate (janvier), mais refuse

de fournir ses preuves, se soustrait « à toute polémique » (avril). Un pamphlet, *Finale*, rédigé par l'espion Nastitch, dénonce la propagande du club de Belgrade, *Slovenski Ioug* (le « Sudslave ») et en publie les statuts (juillet) : le procès de Zagreb en sortit, quinze mois d'entreprises contre la coalition et le royaume serbes, une instruction qui refusait la parole aux avocats et fracturait leurs valises, un tribunal trié sur le volet, la condamnation de trente et un Serbes aux travaux forcés pour affiliation à des sociétés serbes. Le 25 mars suivant, le professeur Friedjung publiait dans la *Neue freie Presse* des procès-verbaux du *Slovenski Ioug*, qui devaient montrer la complicité des Serbes du dehors et du dedans : mais ils avaient été fabriqués à la légation austro-hongroise de Belgrade. prouva le savant tchèque Masaryk.

Ainsi la question bosniaque n'était pas seulement une question de droit international ou d'équilibre européen. Elle n'était pas seulement non plus une question interne de la Monarchie. C'était une question serbe, qui passionnait les masses, moins préoccupées de l'ordre qui régnait en Bosnie que d'aspirations intellectuelles. Or, l'Autriche prétend les ignorer. « L'Autriche est un sultanat, disait à Wickham Steed un des chefs polonais, le comte Dzieduszycki : le Sultan est un vieil homme pressé qui se hâte d'autant plus qu'il se sent vieillir. Son seul principe directeur est : « Encore des hectares ». Il a été chassé d'Allemagne, chassé d'Italie, et, s'il n'y prend garde, il sera chassé des Balkans. Mais il veut, avant de mourir, ajouter à ses domaines quelque chose que la postérité puisse considérer comme une compensation de ses pertes par ailleurs... Il fera quelque chose ou sanctionnera un projet insensé quelconque, qui fera pour toujours sombrer la Monarchie. Il se peut qu'incidemment il entraîne aussi l'Europe dans son naufrage ».

2. *Les politiques russe et austro-allemande.* — La Russie n'est pas en état de s'opposer à la politique autrichienne (1).

Le 21 janvier 1908 se réunirent dans une conférence à Pétersbourg le président du Conseil Stolypine, les ministres des Finances, des Affaires étrangères, de la Marine, le chef d'état-major et les deux adjoints aux ministres des Affaires étrangères et de la Guerre. Isvolsky y expose les vues de la politique extérieure russe. En paroles il a une politique grandiloquente, active : il indique « les buts historiques de la Russie en Orient », proteste contre la politique « négative » de son prédécesseur, le

(1) Les recueils d'inspiration allemande, les *Diplomatische Aktenstücke* de Siebert, conseiller à l'ambassade russe de Londres, et la *Grosse Politik* (vol. XXV et XXVI) visent à donner l'impression que, sous l'inspiration d'Isvolsky, la Russie tsariste a une politique d'envergure qui veut dominer les Balkans et l'Europe. Ce n'est pas l'idée qui se dégage des documents fragmentaires des recueils soviétiques, le *Livre noir* et *Konstantinopol'i Prolivny* (« Constantinople et les Détroits ») t. I et II, qui livrent peu de textes pour les années 1908 et 1909, mais du premier intérêt.

comte Lamsdorf, énonce plus vaguement une intervention en Turquie combinée avec celle de l'Angleterre, et, surtout, pose une question : « La Russie doit-elle rester passive » devant les événements autrichiens qui se préparent en Orient ? Et chacun dans sa sphère de répondre : la Russie n'est pas prête, ne peut rien faire. Isvolsky demande nettement s'il peut « parler avec la fermeté qui convient au ministre d'une grande Puissance, sûr de pouvoir résolument défendre ses intérêts ». Et Stolypine réplique que « le ministre des Affaires étrangères ne peut compter, pour une politique de fermeté, sur aucun soutien... Une politique autre qu'une politique exclusivement défensive serait en ce moment le délire d'un gouvernement qui aurait perdu la raison ». Une semaine après, le 28 janvier, on tint strictement le même langage au « Conseil de la Défense nationale ».

Cette situation de fait, qui ôte à Isvolsky tout moyen de poursuivre une grande politique, est parfaitement connue de l'Allemagne. Dès le 20 février, d'ordre de son ministre, Osten-Sacken, ambassadeur de Russie à Berlin, assure que les intentions de son gouvernement sont pacifiques. Surtout Bülow est renseigné par les rapports de son ambassadeur à Pétersbourg, Pourtalès, et Guillaume II par les rapports directs de ses « plénipotentiaires militaires », le major général von Jacobi, puis le capitaine de vaisseau von Hintze. Pourtalès a vite percé à jour les pauvres moyens et la faiblesse d'Isvolsky, dont la mauvaise humeur vis-à-vis de l'Autriche n'est, dit le diplomate, que du « bluff » : « Nous n'entrons ni n'entrerons jamais dans une combinaison de politique générale hostile à l'Allemagne », affirme Isvolsky dans une lettre qu'Osten-Sacken communique à Bülow (27 février) et en marge de laquelle le chancelier écrit ces mots brefs, mais clairs : « Tout est là ». Isvolsky n'a guère d'illusion sur sa faiblesse à l'égard de l'Allemagne : « L'Allemagne, c'est l'Europe », avoue-t-il avec humilité à l'ambassadeur d'Autriche, mot que Pourtalès ne peut cacher, tout en attirant l'attention sur le « chauvinisme » de la cour de Russie (16 mars). Et celui-ci recevra encore d'Isvolsky cette confidence : « Je désire une Bulgarie moyenne, une Serbie moyenne et un Monténégro moyen » (9 juillet). Bülow résume fort bien la situation dans une dépêche aux ministres de Prusse à Munich, Dresde et Stuttgart, que Tschirschky communique à Achrenthal le 1^{er} juillet : « La Russie n'est pas encore consolidée pour entreprendre une politique agressive. La France ne veut pas provoquer une guerre contre l'Allemagne... elle est à la limite de ses capacités militaires. »

Sans doute Isvolsky tentera de tirer de la crise le plus possible. Dès que la note autrichienne du 1^{er} mai paraît vouloir porter atteinte au *statu quo*, il en calcule les profits possibles. La Russie, écrit-il dans son aide-mémoire du 2 juillet, « reste fidèle aux principes de désintéressement énoncés d'un commun accord en 1897... Il nous paraît en même temps

désirable de définir d'une manière plus précise certains points de cette entente, ce qui pourrait servir à écarter des malentendus et à donner à tout l'accord plus de valeur pratique et de stabilité. Nous devons reconnaître en premier lieu l'entière conformité de vues qui continue à exister entre le gouvernement impérial et le gouvernement austro-hongrois au sujet de la nécessité de maintenir le *statu quo* actuel aussi longtemps que les circonstances le permettront et de la possibilité d'une entente entre la Russie et l'Autriche-Hongrie pour parer aux éventualités qui pourraient surgir sur la presqu'île balkanique... Nous continuons notamment à être d'avis que la modification de l'état de choses établi par l'article 25 du traité de Berlin, c'est-à-dire l'annexion de la Bosnie, de l'Herzégovine et du sandjak de Novipazar, a un caractère éminemment européen et n'est pas de nature à être réglée par une entente séparée entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Nous sommes prêts, d'autre part, à reconnaître que la même réserve s'applique à la question de Constantinople, du territoire adjacent et des Détroits ».

On voit donc où Isvolsky veut en venir. Il poursuivra la politique traditionnelle russe, son « rêve », comme dit Pourtalès, le « débouché » sur la mer libre, l'ouverture des Détroits. Mais, calcul profond ou simple prudence, il déclare sans cesse à ses interlocuteurs que cela peut fort bien se concilier avec le maintien des Turcs à Constantinople : la Russie, dit-il le 9 juillet à Pourtalès, n'a besoin que de « droits juridiques », soit « une simple novation au traité de Paris » ; le vieux panslavisme a perdu toute influence sur la politique étrangère russe, et, dans la Méditerranée, la Russie ne s'efforce que de tenir la balance égale entre les Puissances maritimes.

L'initiative ne lui appartient pas. C'est le parti militaire autrichien qui la prend au printemps 1908. Le 17 avril, Conrad adresse un *mémorandum*, qui de la question bosniaque fait une question serbe : « Il faut entreprendre l'attaque contre la Serbie soudainement, par surprise et avec la plus grande énergie : 1^o Parce que le fait accompli a toujours un résultat définitif ; 2^o afin de pouvoir libérer le plus vite possible, pour les employer ailleurs, les troupes engagées en Serbie... On doit au moins procéder à l'occupation durable et assurée de Belgrade ». Et il envisage même une guerre européenne. Il propose, dans cette vue, une entente entre les États-majors allemand et autrichien. Mais Aehrenthal se méfie des initiatives du feldmarschall, lui écrit le 15 juillet qu'il n'y a pas de raison : « Je porte à la connaissance de Votre Excellence, d'une façon strictement confidentielle et personnelle, que j'ai réussi à avoir il y a quelques jours des propositions de M. Isvolsky, qui reconnaissent tout le prix que le gouvernement russe attache à s'entendre avec nous sur les questions balkaniques ».

Ce fut la révolution Jeune-Turque, victorieuse le 23 juillet à Salonique, la crainte d'une régénération, d'une consolidation de l'Empire ottoman, qui précipitèrent les événements. Les aide-mémoire précédents, l'autrichien du 1^{er} mai, le russe du 2 juillet, sont encore des discussions académiques sur les principes de l'entente austro-russe (celle de 1897, censée durer encore, sans qu'on s'en doutât), des chemins de fer balkaniques et des réformes macédoniennes. Dans le Conseil des ministres du 19 août, Aehrenthal indique comme la question se pose : on est sûr de l'Allemagne ; la Russie a garanti la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche par le traité des Trois-Empereurs, puis a changé de point de vue : elle lie cette question à celle de Constantinople et des Détroits ; mais il conclut que la Russie aura une attitude amicale et que l'annexion de la Bosnie est possible. Le président du Conseil hongrois, Wekerlé, admet que ces explications écartent toute idée de guerre européenne, mais exige, pour autoriser l'annexion, que le tribalisme soit exclu, que la Bosnie ne soit jamais unie aux autres provinces slaves, et indique ses préférences pour une réunion à la Hongrie. Là-dessus protestations du président du Conseil autrichien, Beck. On se décide pour l'annexion à la Monarchie en bloc. Conrad rassure sur la situation militaire : « Nous sommes sûrs de l'Allemagne. La Russie est à peine en état de faire une grande guerre européenne, surtout si elle a pour adversaire l'Allemagne. La Serbie est militairement arriérée ».

Aussi, le 27 août, Aehrenthal adresse-t-il à Isvolsky un nouvel aide-mémoire, où, pour la première fois officiellement, il envisage des éventualités tout autres : d'abord il se refuse à mettre sur le même rang le chemin de fer du sandjak, dont la construction a été prévue par les traités, et le chemin de fer dit « Danube-Adriatique », que la Russie réclamait en compensation. Puis il ajoute : « Les deux cabinets resteront fidèles à leur résolution de maintenir le *statu quo* actuel en Turquie aussi longtemps que les circonstances le permettront... Si toutefois des circonstances impérieuses obligeaient l'Autriche-Hongrie à s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, le gouvernement Impérial (la Russie) donnerait l'assurance de vouloir observer à l'égard de cette mesure une attitude bienveillante et amicale » ; en retour, l'Autriche retirerait ses troupes du sandjak et promettrait de se prêter « à un échange de vues confidentiel et amical » sur la question des Détroits. C'est l'appât tendu.

Mais les initiatives autrichiennes ont besoin de l'aide allemande.

Le 5 septembre, à Berchtesgaden en Bavière, presque à la frontière du Salzbourg, Aehrenthal rend visite à Schœn, secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, et lui dévoile ses plans : pas d'opposition aux vues russes sur les Détroits ; au moins on laissera poser la question :

Mieux vaut la Russie aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne qu'aux

côtés de l'Angleterre ». Mais il s'agit d'élever un « mur de bronze » pour arrêter les projets serbes appuyés par la Russie. Le but ultérieur, déclare Aehrenthal, sera « l'abolition complète du nid révolutionnaire serbe ». « Il compte sur notre appui, continue Schœn, qui conte la scène à Bülow. La Serbie pourrait être donnée à la Bulgarie, ce qui apporterait aussi à l'Autriche cet important avantage d'avoir pour voisin un État avec de solides limites ethnographiques ». A l'objection qu'il n'était pas sans danger d'accroître la Bulgarie, Aehrenthal réplique : « Les Bulgares ont l'étoffe d'un État tranquille, ordonné, qui formerait, malgré toute la parenté de race, un rempart contre la marée montante des Russes et Slaves dans les Balkans. Et la Bulgarie est flanquée de la Roumanie, qui la garderait des aventures ». Il revient sur cette idée dans une lettre à Bülow, dont nous n'avons pas le texte ; mais le chancelier l'analyse le 30 septembre en donnant ses instructions à la Wilhelmstrasse : y éclate, dit Bülow, « la haine de la Serbie ».

Toute la politique des dirigeants allemands vise non à calmer, mais à exciter l'Autriche. D'abord les sous-ordres. Le 10 juillet 1908, Schœn envoie à Kiderlen, alors ambassadeur par intérim à Constantinople, des instructions que celui-ci a reproduites dans ses mémoires : « Le point essentiel, y est-il dit à propos des réformes en Macédoine, sera de faire en sorte que le baron Aehrenthal reste ferme. D'après nos informations de Vienne, il semble devenu très nerveux. Nous essayons de l'influencer, pour que, le plus vite possible..., il nous communique les propositions russes et maintienne son point de vue antérieur », c'est-à-dire qu'il ne cède pas. Devenu secrétaire d'État par intérim, Kiderlen poursuit cette politique de vigilance : « Il faudrait, écrit-il au début de décembre, présenter au baron Aehrenthal des propositions, ou — afin de ménager son amour-propre — des « idées »... On pourrait ensuite, sous une forme tout amicale, exprimer au baron le désir que les échanges de vues deviennent plus actifs entre lui et nous... Comme nous serions presque aussi directement atteints que l'Autriche elle-même par des concessions soudaines, nous avons le droit d'être instruits à l'avance des projets autrichiens ». Que ce soit à propos de la Turquie ou de la Serbie, la grande crainte est que l'Autriche ne fasse une politique séparée. De temps à autre on se charge de l'avertir des dangers.

Bülow a essentiellement deux soucis : rester l'allié de l'Autriche, mais l'ami de la Turquie. Au moment de l'annexion, c'est fort difficile. Au fond, il ne s'en tire qu'en choisissant, qu'en soutenant à fond l'Autriche, malgré les avis de Marschall, le turcophile ambassadeur à Constantinople. La Turquie, explique le chancelier à l'Empereur le 7 octobre, est affaiblie par les Jeunes-Turcs ; l'Autriche craint surtout l'irrédentisme serbo-croate, et, dans les Balkans, joue des Bulgares contre les

Serbes : une Bulgarie forte s'opposera aux desseins russes. Ainsi point la politique russophobe. « Nous ne pouvons, écrit-il encore à ses bureaux le 7 octobre, être plus turcs que les Turcs ». Les Turcs pourront dire que sans l'Allemagne l'Autriche n'eût pas osé. Et Bülow encourage Aehrenthal à refuser un congrès européen : la dignité de la Monarchie ne peut être « soumise à la critique ni à l'arbitrage d'une conférence » ; au surplus pas de complications à redouter : l'Angleterre, la France, la Russie ne veulent ni peuvent faire la guerre (dépêche à Tschirschky, 13 octobre).

3. *La crise bosniaque.* — A l'appât de l'aide-mémoire autrichien, du 27 août, Isvolsky mord. Il croit, depuis l'entrevue de Reval en juin, avoir l'acquiescement de l'Angleterre à la réouverture des Détroits. Il ignore profondément, aux dires de ses plus immédiats collaborateurs, les antécédents de la politique russe, en particulier les engagements pris au sujet de la Bosnie dans les traités secrets de 1876, de Reichstadt et de Pest. Dans ces conditions, très sûr de soi, il arrive à Buchlau en Moravie, où il rencontre Aehrenthal. Comme l'écrivait celui-ci peu après à Bülow (26 septembre), pour obtenir l'annexion aux moindres risques il fallait bien s'entendre avec la Russie. Des entretiens du 16 septembre on a deux versions fort différentes. Aehrenthal écrit à Bülow : Isvolsky « s'est déclaré d'accord avec moi en vue de cette conjoncture (l'annexion) et m'a assuré de l'attitude amicale de la Russie ». Mais aussi il pense « le moment venu de mettre le cap sur le grand but, une modification des stipulations sur les Détroits » ; les Détroits resteraient sous la domination turque ; il ne demande que « la permission légale pour les Puissances riveraines de faire passer leurs vaisseaux de guerre un à un dans les Détroits ». L'autre n'y contredit pas, pour, dit-il, « éloigner quelque peu la Russie de l'Angleterre ». Tout au plus énonce-t-il que la question regarde Londres. Isvolsky en fait son affaire.

Cependant Isvolsky ne raconte pas les choses de la même manière. Il y a d'abord les articles qu'il inspira. Il n'aurait cessé de dire que la question de l'annexion était d'ordre européen, qu'il fallait réunir une conférence ; Aehrenthal en aurait convenu. C'est ce qu'il raconta à un journaliste anglais Dillon, qui fit paraître cette interview dans la *Fortnightly Review* (septembre 1909). Il y a aussi le témoignage de Schœn, qui vit accourir à Berchtesgaden dès le 26 septembre le ministre russe. Frais émoulu de l'entrevue, celui-ci parla des projets d'Aehrenthal pour les critiquer, mais sans souffler mot de son consentement prétendu : on marche, affirma-t-il, vers une revision complète du traité de Berlin ; il fit des avances pour que l'Allemagne détournât l'Autriche des projets annexionnistes ; en passant, il ajouta qu'il considérait « l'alliance avec la

France comme une faute néfaste de la politique russe, comme une chaîne pesante, dont la Russie ne peut s'arracher jusqu'à nouvel ordre ». En somme, il invite l'Allemagne à payer dans les Balkans le renoncement à l'alliance française.

Aehrenthal, après Buchlau, fait savoir à Tschirschky qu'il est résolu à l'annexion, « réponse à la propagande panserbe » (28 septembre). L'ambassadeur le dit à Berlin, qui plus tard prétendra avoir été placé devant le fait accompli. Le 29 septembre, François-Joseph adresse à Guillaume II une lettre personnelle : « Ces provinces, dont la civilisation et l'état matériel se développaient de manière à nous réjouir, avaient depuis longtemps exprimé le désir de recevoir un régime constitutionnel : en présence des changements survenus dans l'Empire ottoman, elles ont si énergiquement fait valoir leurs désirs, que mon gouvernement ne croit pas pouvoir s'y opposer plus longtemps » : c'est ce qu'il nomme « la pression d'une nécessité inéluctable ».

La lettre ne fut remise officiellement que le 6 octobre. Mais le gouvernement allemand la connaissait, ou au moins en savait la teneur. Le 30 septembre Bülow y fait allusion et donne à la Wilhelmstrasse ses instructions pour la réponse : « Dans la possession de ces deux provinces, écrit le chancelier à son secrétaire d'État, le vieil Empereur François-Joseph et l'Autriche officielle avec lui voient une compensation pour la perte de l'Italie et de l'Allemagne... Dans la réponse de notre Empereur à la lettre de l'Empereur François-Joseph, nous pouvons peut-être glisser l'idée que la circonspection et l'habileté du baron d'Aehrenthal parviendront à mener l'annexion de façon à ne pas trop blesser l'amour-propre turc, et notamment à ne pas la présenter comme un encouragement aux États balkaniques à prendre des initiatives hostiles à l'Empire turc ».

Cette suggestion était bien tardive. François-Joseph signait, le 5, le décret d'annexion. Mais, le jour même, le prince de Bulgarie se couronnait roi et proclamait l'indépendance bulgare. De cela l'Allemagne n'avait pas été avertie. Pourtant Schœn télégraphie dès, le 5, à Marschall en le priant de « s'abstenir de toute critique sur la conduite de l'Autriche-Hongrie ». La veille, 4 octobre, le comte Khevenhüller, ambassadeur d'Autriche à Paris, remettait au président Fallières une lettre autographe de François-Joseph qui lui notifiait l'annexion, et le diplomate, imprudent ou trop habile, affirmait à Pichon que Vienne avait le consentement de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie. Le 7, Guillaume II, recevant Szögyeny ambassadeur d'Autriche-Hongrie, désapprouve la manière dont l'annexion a été présentée au monde : le prince bulgare et le « vieil Empereur » passent pour les « spoliateurs de la Turquie ». Mais il s'incline devant le « fait accompli », et veut surtout éviter qu'une

conférence européenne ne revienne sur ce point acquis. Le 14, il adresse sa réponse à François-Joseph : « Tu peux compter sur mon amitié personnelle immuable et mon respect, comme sur l'alliance étroite et amicale qui unit nos deux États. Certainement l'annexion sera une bénédiction pour ces deux provinces, qui se sont si remarquablement développées sous ton administration. » A la fin, le conseil discret d'« épargner et fortifier » la Turquie : il ne faut pas que, par dépit, le Sultan se jette dans les bras du Tsar. Le 6 novembre, les deux Empereurs se rencontrent à Schœnbrunn : ils se congratulent sur l'alliance, se plaignent des intrigues italiennes, des armements de la Serbie et du Monténégro. Devant Guillaume II, Aehrenthal se lamente sur les « mensonges » d'Isvolsky, qui prétend « n'avoir rien su de l'action autrichienne », avoue qu'il avait partie liée avec Ferdinand de Bulgarie, que « la simultanéité des actions austro-hongroise et bulgare a été une faute » (Guillaume trouve que Ferdinand eût pu attendre : voilà la cause de sa méchante humeur), « a aggravé la situation ». La conclusion est que dans les Balkans l'Allemagne soutiendra « ce que l'Autriche croira devoir faire comme nécessaire à ses intérêts ». On ajoute, il est vrai : pour « le maintien de la paix ».

La politique d'Isvolsky est une double tentative pour se rapprocher de l'Allemagne et poser la question des Détroits. Il court l'Europe à la recherche de cette compensation, l'ouverture des Détroits au moyen d'une conférence. Foin de la Bosnie. Il engage la Serbie à se résigner, comme il le dit à Vesnitch dès le 5 octobre à Paris. Et il annonce à l'ambassadeur d'Autriche que les Puissances en majorité sont favorables à sa conférence. Il en oublie le congrès de Berlin, et quémande la médiation allemande : il souhaite pour Bülow l'office d'« honnête courtier », dit-il à Metternich le 10 à Londres. A Pétersbourg son adjoint, Tcharykof, déclare le 12 au chargé d'affaires allemand que, tout comme les Allemands « les Russes sont les amis des Turcs » : on doit donc s'entendre. Bülow, répète encore Isvolsky à Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, est « le seul et vrai arbitre de la situation » : « Quel intérêt aurait l'Allemagne à humilier la Russie ? » (17 octobre.)

Isvolsky prend ses désirs pour des réalités. A Paris, Pichon emboîte le pas, non sans inquiétude, et préconise une conférence « protectrice de la Turquie » : on lui offrirait en compensation l'abolition des Capitulations. Mais la presse anglaise accueille très mal et l'idée d'une conférence et une modification du régime des Détroits. Grey dit à Isvolsky « que le moment était tout à fait inopportun » (12 octobre). La Porte ne veut rien entendre : « Il ne reste qu'un sauveur, l'Angleterre », dit Kiamil pacha à sir Gérard Lowther, et, pour la gagner, il est prêt à lui concéder la prépondérance sur le Bagdad-Golfe Persique. Le 14 octobre, sir Edward Grey remet sa réponse : « L'opinion anglaise... serait vraiment désap-

pointée si la Russie, après avoir protesté contre l'action de l'Autriche, avait l'air de profiter de l'occasion pour s'assurer un privilège qui aurait quelque apparence de porter préjudice à la Turquie ou de modifier le *statu quo* au désavantage d'un tiers ». Ainsi échaudé, Isvolsky arrive à Berlin le 24 octobre.

Bülow ne veut ni de la réouverture des Détroits ni de la conférence. Il ne songe qu'à isoler la Russie. Il télégraphie à Metternich, anglophile, ou, pour le moins perspicace, qu'il y a tout intérêt à faire traîner la rivalité Isvolsky-Aehrenthal : « Peut-être est-il plus utile que le monde s'occupe quelque temps encore intensivement des affaires orientales, au lieu de laisser apparaître au premier plan le Maroc ou l'opposition germano-anglaise... Adoucir cette opposition est notre plus sincère désir, et je suis maintenant d'accord sur ce point, non seulement avec Sa Majesté l'Empereur, mais aussi avec l'amiral Tirpitz. On se fait en Angleterre des idées tout à fait fausses de nos plans navals et de notre politique soi-disant machiavélique » (13 octobre). Il sait à quoi s'en tenir sur la faiblesse militaire et diplomatique des Russes : nulle raison, écrit-il à l'Empereur, de « sortir Isvolsky de son bourbier » (22 octobre), et il expose son programme : une conférence, soit, mais qui ne sera qu'« un bureau d'enregistrement » ; se tenir aux côtés de l'Autriche, parce que c'est « une grande Puissance indépendante, qui a une politique balkanique indépendante », et de la Turquie pour l'arracher à l'influence de l'Angleterre, « qui est plus turque que les Turcs » ; pousser ceux-ci en avant : « Ainsi nous n'encourons aucune responsabilité et aurons les mains libres ». Aussi Isvolsky, les 24 et 25 octobre, ne put-il obtenir de Bülow que cette réponse : l'Autriche ne peut aller à une conférence comme à un tribunal : « Le *leit motif* doit être : fidélité, honnêteté, amour de la paix, politique franche et correcte, fermeté, tranquillité ». « Nous nous sommes refusés, mande-t-il à Vienne en guise de conclusion le 26, à ces désirs et à ces prétentions russes. »

Donc le 26 octobre Isvolsky remet à Schoen un mémorandum confidentiel, où il se dit prêt « dans le but de faciliter la solution de la crise actuelle, à exclure la question des Détroits du programme de la conférence ». Première défaite diplomatique. Le 31, par l'intermédiaire de Berlin, il communique à Aehrenthal un second mémorandum où sont traitées une à une les questions soumises à la conférence : autrement dit il accepte que la conférence, « un pis aller », disait Bülow, ne soit, comme le voulait celui-ci, qu'un simple « bureau d'enregistrement ». Seconde défaite diplomatique de la Russie.

Les négociations préalables entre l'Autriche et la Russie, c'est l'Allemagne qui les dirige. Le mémorandum du 31 octobre n'est expédié à Vienne qu'avec les observations de Schoen : l'Allemand exige « un accord

complet préalablement établi entre les Puissances signataires du traité de Berlin » avant la réunion de la conférence : autant dire qu'elle ne se réunira jamais. L'indépendance bulgare ne sera reconnue que quand la Bulgarie aura indemnisé la compagnie des chemins de fer orientaux (elle en a confisqué les lignes sur son territoire) et la Turquie. L'annexion de la Bosnie sera considérée « comme un fait accompli hors de discussion ». Les modifications demandées par la Russie à certains articles de Berlin (art. 23 sur les réformes, art. 29 sur la souveraineté du Monténégro) n'auront l'adhésion de l'Allemagne qu'après l'approbation de l'Autriche (or, l'Autriche y est hostile). Un mois entier, Isvolsky résiste à ces exigences. D'autre part il doit calmer Pachitch, qui est envoyé de Belgrade en mission spéciale à Pétersbourg : le 25 novembre, recevant le Serbe en audience, le tsar lui prodigue des conseils de modération : « Il ne croit pas, écrit Pachitch, que l'Autriche-Hongrie attaque la Serbie ; mais il ne faut pas la provoquer... Que notre ligne de conduite soit : entente avec la Turquie, attitude pacifique, préparation militaire et expectative ». Est-ce cette visite qui inquiète l'Allemagne ? Le 29 novembre, Bülow fait tenir par Pourtalès un langage plus net, sorte de menace voilée : « Si Isvolsky s'oppose au désir qu'a l'Autriche de soustraire à toute discussion la question bosniaque, c'est qu'il joue le jeu anglais qui veut empêcher une entente amiable entre la Turquie et l'Autriche-Hongrie, et mener à la guerre... Veut-il que la question bosniaque conduise à un conflit sanglant ? » Il doit donc se demander « si la Monarchie est assez forte pour envoyer la garde russe aux frontières. »

Ainsi la question n'est plus une querelle austro-serbe. Elle n'est même plus un conflit austro-russe. Les deux antagonistes sont l'Allemagne et la Russie (1).

Dès le 22 octobre, le field-marschall Conrad prévoyait cependant qu'il fallait encore six mois de préparatifs militaires, demandait que l'on fût prêt le 1^{er} mars pour une guerre contre la Serbie et au besoin l'Italie. Le 12 novembre, il prie Aehrenthal d'intervenir auprès des Magyars afin d'épargner le sentiment national des troupes croates, serbes ou roumaines, destinées à marcher contre la Serbie, et proteste contre le projet de loi électorale qui sacrifie les nationalités non-hongroises. Le 8 décembre, Aehrenthal demande à Bülow de préparer une rencontre entre les deux états-majors, entre Moltke et Conrad, en vue d'une guerre européenne. On ne parle plus guère de la Bosnie, du panserbisme. Toute l'affaire est devenue une question de prestige : « Amener l'Autriche-Hongrie, et avec elle l'Allemagne, à plier les genoux devant

(1) « C'est l'Allemagne, note sir Edward Grey le 6 décembre, qui se trouve dans la meilleure situation pour exercer une influence conciliatrice sur l'Autriche, et jusqu'ici nous n'avons aucune indication qu'elle ait tenté de le faire. »

le groupement que l'Angleterre s'efforce de créer, c'est le but que se proposait Delcassé », écrit Pourtalès le 9 décembre; l'Allemagne et l'Autriche mises en état d'infériorité en Europe, « il ne restera qu'un moyen de salut, une guerre ». Et, comme les notes s'échangent entre Pétersbourg et Vienne sans résultats, comme Isvolsky parle même de suspendre ces conversations, de s'en tenir aux relations officielles (2 janvier 1909), Bülow écrit à Aehrenthal le 8 : si Isvolsky continue d'interpréter à sa manière les communications, d'« empoisonner l'opinion publique en Russie et dans le monde slave », de donner à son Empereur des informations fausses, on se demande « s'il ne serait point temps de faire juge le public, et, sans plus de considérations, de lui montrer que matériellement on serait capable de l'écraser ».

4. *La crise européenne.* — Au début de 1909 l'Autriche n'est pas encore certaine de l'attitude de l'Allemagne. Elle provoque une crise. Cependant le traité d'alliance n'envisage l'intervention militaire allemande qu'en cas d'attaque par un tiers. Le préambule du traité de 1879 le dit expressément : « Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie, et l'Empereur d'Allemagne, en se promettant solennellement de ne jamais donner à leur accord purement défensif une tendance agressive en aucun sens, ont décidé de conclure une alliance de paix et de défense mutuelle ». Et l'article premier ne prévoit le *casus fœderis* que si « l'un des deux États était attaqué du côté de la Russie ».

L'Autriche devait s'efforcer d'étendre l'alliance au cas actuel. Le 1^{er} janvier 1909, sur l'ordre de François-Joseph et avec l'assentiment d'Aehrenthal, Conrad von Hoetzendorf, chef de l'état-major autrichien, adressé à son collègue allemand, le général von Moltke, une demande d'interprétation du traité. Il nous a livré cette lettre dans ses volumineux mémoires, *Aus meiner Dienstzeit* : « Par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, disait-il, se sont posées des questions qui étaient mûres depuis longtemps et qui sans doute eussent été soulevées par les adversaires de la Monarchie au moment qui leur eût convenu, si la Monarchie ne les avait devancés à cet égard. La dernière conséquence de cette initiative (autrichienne) fut de faire apparaître l'hostilité de la Serbie et du Monténégro, qu'il faut faire remonter aux aspirations panserbes, et qui, à vrai dire, est soutenue, tant matériellement que moralement, par d'autres États européens... La conduite de la Russie éveille peu de confiance, de sorte qu'on doit compter sur la possibilité, au cas d'une guerre des Balkans austro-hongroise, de voir la Russie se ranger parmi les adversaires de la Monarchie, entreprendre des actes belliqueux, c'est-à-dire mobiliser contre la Monarchie... Si, dans ce cas, selon le traité de 1879, l'Allemagne se range aux côtés de la Monarchie, la première ques-

tion est de savoir si la France attaquera l'Allemagne ou réciproquement, donc de savoir si l'Allemagne se verra forcée de prévenir la France. Il est important de savoir de quel côté l'Allemagne portera ses premiers coups. L'Italie peut profiter du moment pour attaquer la Monarchie dès que celle-ci sera entraînée à des complications balkaniques... Il est de la plus haute importance de savoir quelle sera l'attitude militaire de l'Allemagne, si et comment l'Allemagne pourra militairement couvrir dans le dos la Monarchie contre la Russie ».

Il fallut trois semaines de réflexion aux dirigeants allemands pour envoyer leur réponse. Avec l'approbation de Bülow, Moltke répliqua le 21 janvier : « Bien que je considère comme probable que le gouvernement russe évitera tout ce qui pourrait entraîner l'État russe dans une nouvelle guerre, il n'est pas exclu que, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement russe se voie forcé d'aller plus loin qu'il ne le désire lui-même... La Serbie, privée par l'entente austro-turque d'un nouvel espoir de secours actif, et souffrant de difficultés toujours croissantes à cause de la crise économique, dont elle est elle-même responsable, cherche une guerre de désespoir contre l'Autriche. Il faut prévoir le moment où la longanimité de la Monarchie devant les provocations serbes aura une fin. Alors il ne restera à la Monarchie d'autre ressource que d'entrer en Serbie... Je crois que seule l'entrée de l'Autriche en Serbie pourrait éventuellement déclencher une intervention active de la Russie. Ainsi le *casus fœderis* serait fourni à l'Allemagne. Les opérations militaires, qui s'ensuivraient, se baseraient — selon la communication de Votre Excellence — sur le fait que l'Autriche ne pourrait au début réunir contre la Russie en Galicie orientale que trente divisions... Au moment même où la Russie mobiliserait, l'Allemagne mobiliserait également, et sans aucun doute son armée entière. »

Ainsi à la question posée le chef d'état-major allemand, d'accord avec le chancelier, répond en élargissant le *casus fœderis*, en ajoutant au traité d'alliance purement défensif un véritable codicille secret. L'Autriche peut prendre l'initiative des opérations contre la Serbie. Il suffit que la Russie entre en scène pour que l'Allemagne appuie l'Autriche de toute sa force militaire, dût-il en sortir une guerre européenne. Cet échange de lettres explique pourquoi soudain, au début de 1909, la crise bosniaque rebondit, s'amplifie en crise européenne. De la part de l'Autriche il n'y a plus d'hésitation. Sans doute Aehrenthal ne suit pas Conrad avec enthousiasme : il trouve irréalisable l'incorporation de la Serbie ; l'Autriche ne pourra la « digérer », dit-il le 17 janvier au chef d'état-major. Conrad lui rétorque que l'annexion de la Bosnie est impossible si la Serbie reste un autre « Piémont », l'accuse d'être sous l'influence des Magyars. Ces discussions durent deux mois.

De Berlin on vient à la rescousse, et par une double manœuvre.

D'abord on veut intimider la Russie. L'opinion est que l'occasion est bonne de frapper un grand coup, d'empêcher la formation d'une Triple Entente, l'« encerclement » de l'Allemagne. C'est le sentiment qui se fait jour dans une lettre que, le 5 janvier, Guillaume II écrit à Nicolas II : la grande question est posée. La Russie, dit-il, « évolue toujours davantage vers une combinaison de Puissances qui nous est hostile. On parle, par tout le monde, comme d'un fait accompli, d'une Triple Entente entre la France, la Russie et l'Angleterre... Ailleurs, en Perse, en Chine, la politique russe montre vis-à-vis de la politique allemande une défiance injustifiée... Inutile de vous assurer que toutes ces questions sont fort graves. Je pense qu'il est de mon devoir d'attirer votre attention sur la situation réelle avant qu'il ne soit trop tard ». Après la menace, le chantage : « Nous n'avons pas le plus léger doute : l'Autriche n'attaquera pas la Serbie. Cela ne ressemblerait pas à l'Empereur François-Joseph, qui est avisé, judicieux et un si vénérable *gentleman*. Nous ne croyons pas non plus qu'Aehrenthal arbore de tels plans. Naturellement, quant aux petits États des Balkans, il leur est nécessaire d'être prudents, loyaux, d'éviter toutes provocations, d'arrêter tous préparatifs de guerre. Ces petits États sont terriblement nuisibles. Quantités négligeables ! Le plus léger encouragement les rend frénétiques ».

En second lieu, afin de laisser l'Autriche et la Serbie face à face, il faut écarter l'intervention de l'Europe.

La France et la Grande-Bretagne sont inquiètes. Le 10 janvier, le *Temps* laisse prévoir une médiation souhaitable. Le 20, l'ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, d'accord avec les ambassadeurs d'Angleterre et d'Italie, sonde Bülow pour savoir ce qu'il pense de cette idée de médiation « lancée dans la presse », médiation des Puissances occidentales « en liaison avec l'Allemagne » : « Le moment voulu, dit Cambon, l'Allemagne à Vienne et la France à Saint-Pétersbourg pourraient s'enquérir si elles pouvaient être agréables aux deux cabinets. » Le chancelier n'ose pas dire non. Le 30, une dépêche de Pourtalès lui confirme que la Russie est décidée à ne pas faire la guerre : le Tsar a déclaré au prince héritier de Serbie « qu'en cas d'une attaque contre l'Autriche, on n'aurait pas à compter sur l'aide de la Russie ». Alors Bülow agit à Vienne.

Les ambassadeurs de France et d'Italie, écrit-il le 6 février à son ambassadeur, insistent pour une démarche concertée : « Nous ne pouvons admettre surtout une médiation quelconque en commun avec la France. Une tentative de médiation entre la Russie et l'Autriche, qu'elle plaise ou non, éveillerait en tout cas contre nous de la méfiance à Vienne et nous ferait passer, non seulement aux yeux des Autrichiens, mais à

l'égard de tout le monde, pour des amis tièdes. Que cela soit représenté et exploité comme une défaite politique de l'Allemagne : c'est clair comme le jour. Sans compter que, vis-à-vis de la Russie, qui en retirerait un avantage total, la France s'attribuerait le profit exclusif. L'idée française d'une médiation est née seulement de la crainte d'un conflit belliqueux qui jaillirait de l'Orient. Cette crainte est inspirée aux Français par leur méfiance de la politique d'Isvolsky. Mais une conflagration générale n'est d'aucun profit pour les Français : ils n'ont nulle envie de se battre contre nous, parce que les Russes veulent empêcher l'Autriche de châtier une agression des Serbes. Ils savent parfaitement que leur allié n'est pas du tout prêt à une guerre, et ils craignent naturellement, *last not least*, pour leur argent prêté aux Russes. Si nous refusons notre appui à une médiation, les Français chercheront seuls à empêcher les éruptions guerrières, c'est-à-dire feront des remontrances à Pétersbourg et conseilleront le calme et la souplesse. C'est pour les Français extrêmement gênant, car ils savent qu'ils s'aliéneront fort les Russes. C'est pourquoi ils voudraient nous entraîner. Nous n'avons naturellement nulle raison de nous prêter à ce jeu ni de tirer à notre dam pour les Français les marrons du feu russe. Tout le profit d'une telle action serait pour la France, tout le dommage pour nous. Si nous restons cois, la France devra agir d'elle-même, et par là sautera l'anneau de l'encerclement, qui depuis longtemps est devenu fragile ».

Quatre jours (8-11 février), Edouard VII, accompagné de sir Charles Hardinge, sous-secrétaire d'État permanent au Foreign Office, est à Berlin. On n'a pas parlé politique, mande Guillaume à François-Joseph le 12. Hardinge a cependant une longue conversation avec Bülow. Bülow lui déclare le 10 février que « la décision du baron d'Aehrenthal de mettre fin à l'agitation panserbe dans les deux provinces a peut-être été justifiée » ; sans doute il blâme les « procédés irréfléchis » du ministre austro-hongrois, mais termine en disant que le gouvernement allemand est « contraint » de l'appuyer, et que, vu la « susceptibilité » d'Aehrenthal, il ne peut lui donner de conseils. Et il engage l'Angleterre à s'entre-mettre. « L'Allemagne et l'Angleterre veulent la paix », déclare sir Charles, qui manifeste son mépris de la diplomatie isvolskienne. Bülow est fixé.

Le 18, à Londres, Grey propose encore une coopération germano-anglo-française. Metternich lui répondit que « le danger était à Belgrade, non à Vienne. La Serbie provoque l'Autriche depuis des mois. Il faut agir sur la Serbie si l'on veut maintenir la paix ». Le secrétaire d'État réplique qu'il ne s'agit pas de pression, mais de conversation amicale : « Si on laisse courir les choses, on va à la guerre entre l'Autriche et la Serbie ». Bülow fait tenir le même langage à Rome et à Paris. Sa réponse officielle tient dans l'aide-mémoire du 21 février, transmis aux ambassa-

deurs de France et d'Angleterre : il refuse d'intervenir : « Nous ne pouvons demander à l'Autriche-Hongrie de faire, par l'entremise d'autres grandes Puissances, des avances ni des promesses à la Serbie qui l'a menacée et la menace encore d'actes d'hostilité. En cédant à une pareille proposition, l'Autriche-Hongrie s'exposerait à l'apparence de plier devant une pression... Les menées et les menaces, dans lesquelles la Serbie continue à se complaire, sont *seules* de nature à créer une situation intolérable pour la grande Monarchie voisine, et à forcer cette dernière d'user du droit qu'a incontestablement toute Puissance de rétablir l'ordre et la tranquillité à ses frontières... Le gouvernement impérial estime que, dans l'intérêt même de la Serbie, il y aurait lieu de faire une démarche à Belgrade, pour demander à la Serbie de donner des garanties contre la continuation de son attitude provocatrice envers l'Autriche-Hongrie, de conformer ses faits et gestes aux assurances pacifiques qu'elle vient encore de donner aux Puissances ». Ainsi l'Allemagne défend le prestige autrichien.

Elle le défend encore d'un autre côté, vis-à-vis de la Turquie.

Les Jeunes-Turcs avaient répondu à l'annexion de la Bosnie, territoire ottoman, par le boycottage des produits autrichiens dans tout l'Empire. Aehrenthal menace de rappeler son ambassadeur de Constantinople, voire de recourir aux armes. Mais on négocie. L'Allemagne offre ses bons offices pour une entente austro-turque, qui serait « un jet d'eau froide sur l'imagination échauffée de M. Isvolsky », comme le dit le 7 janvier Aehrenthal. Après avoir crié comme de beaux diables qu'ils ne consentiraient jamais à vendre une province, les Turcs marchandent la cession. Kiamil pacha réclame trois millions de livres turques. Pallavicini accepte, mettant, disait-il le 12 janvier, l'amitié turque au-dessus de quelques millions de plus ou de moins. Le 26 février, à Constantinople, un protocole austro-turc reconnaissait l'annexion de la Bosnie.

Enfin il s'agissait d'empêcher un accord russo-bulgare. Ici c'est l'Autriche qui convertit l'Allemagne. Guillaume II n'avait aucune sympathie pour le nouveau « roi » Ferdinand, qu'il traitait en parvenu. Mais la Russie agissait à Sofia et s'efforçait d'amener les Turcs à reconnaître l'indépendance bulgare : elle offrait à Constantinople la remise d'une partie des indemnités, encore dues depuis la guerre russo-turque de 1877-78 ; la Bulgarie deviendrait débitrice de la Turquie. Fureur à Berlin : « Ce projet, écrit Schœn (1^{er} février), est une contre-attaque d'Isvolsky contre l'effort tenté par Aehrenthal pour enchaîner la Bulgarie à l'Autriche-Hongrie ». Aussi l'Allemagne s'y oppose-t-elle, sous prétexte que la Turquie a besoin d'argent frais et que la question, dit Kiderlen (5 février), « semble du domaine intérieur de la Bulgarie ».

Cet effort de la diplomatie allemande échoue. Profitant des obsèques du grand-duc Vladimir, le nouveau « tsar des Bulgares » se rend à Pétersbourg, fier de s'y faire recevoir avec les honneurs royaux (21 février). Quelques semaines après était signé à Pétersbourg un protocole turco-russe, mi-financier mi-politique, où, en échange de vingt-cinq millions de roubles avancés par la Russie, la Turquie promettait de reconnaître l'indépendance bulgare (19 mars).

5. L'« épreuve de force » austro-allemande. — La voie est donc libre pour l'Autriche. Elle prétend régler ses comptes avec la Serbie.

L'annexion de la Bosnie serbe avait eu un profond retentissement dans le petit royaume. Dès le 7 octobre, « invoquant d'une part les droits incontestables du peuple serbe, qui sont le principe même de l'existence de la Serbie, et d'autre part les termes clairs et précis de l'article 25 du traité de Berlin », le gouvernement de Belgrade protestait « de toute son énergie » contre la réunion de la Bosnie à l'Autriche, en appelait aux Puissances signataires de Berlin « pour réclamer justice et violation contre cette nouvelle et flagrante violation, qui s'accomplit unilatéralement en vertu du droit du plus fort », et demandait pour le moins une « compensation correspondante afin de maintenir les garanties nécessaires à son existence d'État indépendant ». Les manifestations se multiplient contre l'Autriche. Mais le ministère reste calme. Au début de janvier 1909 le ministre Milovanovitch dit encore à la *Skoupchtina* qu'il se fie à l'Europe : « La Serbie doit attendre patiemment les résultats de la conférence, où sa voix sera certainement entendue. Quant à l'Autriche, elle sait ce que demande la Serbie. Si elle veut l'amitié serbe, qu'elle considère la Save et le Danube comme les limites de sa souveraineté. Autrement, elle imposerait à la Serbie une lutte à vie et à mort. »

Contre ces « provocations » serbes, à Vienne l'état-major s'agite. De l'aveu de Conrad, en mars un million d'hommes sera prêt à envahir la Serbie. La presse autrichienne, dès février, prépare le terrain. Les 11, 13 et 16 février la *Neue Freie Presse* demande successivement le désarmement de la Serbie sous peine d'invasion, un mandat de l'Europe pour l'Autriche chargée d'« occuper provisoirement la Serbie », enfin une confédération des « États-Unis du Danube » sous la présidence de l'Autriche-Hongrie. « Nous voulons que la Serbie reconnaisse définitivement que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine n'a lésé aucun droit de la Serbie, n'a donné à la Serbie aucun droit à une compensation d'aucune sorte », écrit l'officieuse *Wiener Allgemeine Zeitung* (20 février). Et, le 25, la *Danzer's Armeezeitung*, rédigée, dit son titre, « par un groupe d'officiers supérieurs », réclame tout net la conquête : « Dès que nous estimerons le moment venu, la Serbie devra être combattue d'après les

principes que nos esprits militaires dirigeants ont inculqués à l'armée... L'armée impériale et royale devra se ruer de toutes parts, comme un ouragan, à l'assaut de l'insolent drôle et se déverser dans son pays comme un torrent... Si le peuple serbe tentait de se soulever contre nous, nous saurions alors ce que nous avons à faire... Ce sera une guerre d'extermination... La création artificielle, qui s'appelle le royaume de Serbie, représente aujourd'hui un abcès purulent qui menace de tout infecter. Il doit être opéré... Nous châtierons la Serbie, nous la conquerrons, nous la garderons... Si cela déplaît à quelqu'un, qu'il vienne donc ! »

Le Ballplatz résiste d'abord. Aehrenthal soutient qu'il n'est pas mené par Conrad. Longues discussions durant tout le mois de février : le chef d'état-major veut envoyer tout de suite des troupes à la frontière bosniaque et donner le commandement en chef à l'archiduc François-Ferdinand ; le ministre des Affaires étrangères demande qu'on attende la fin des pourparlers avec la Serbie. Le 20 février il dévoile sa pensée à Bülow : « Je ne poursuis, lui écrit-il, nul plan d'acquisition territoriale ni d'inauguration d'une politique de prestige... Une guerre avec la Serbie serait actuellement sans objet... Dans une phase si décisive... de l'évolution de l'Empire, on doit bien songer à tous les moyens avant d'avoir recours à l'*ultima ratio* de la vie des peuples ». Pourtant il est décidé « dans le courant du mois de mars à tirer au clair » les rapports austro-serbes, à contraindre la Serbie à l'abandon de ses préparatifs militaires, de ses prétentions à une compensation territoriale, de ses exigences sur l'autonomie de la Bosnie. Sinon, « le moment serait venu d'un ultimatum, qui mènerait nos relations à la phase suprême et décisive ». En fin de compte « tout dépendra de la manière dont l'Allemagne jouera de son influence à Pétersbourg ».

Mais Aehrenthal finit par capituler devant les exigences de l'état-major. Le 2 mars le *Fremdenblatt* donne le ton officieux : « La Serbie doit déclarer définitivement et sans aucune restriction qu'elle renonce pour jamais à ses prétentions sur les provinces annexées. Précisément, pour bien assurer la paix dans l'avenir, on ne saurait rien lui passer en ce qui touche la forme de la déclaration par laquelle sa renonciation deviendra absolue et irrévocable ».

La question serbe n'intéresse guère l'Europe. Elle veut surtout éviter les complications. La France, affirme Bülow à son souverain le 22 février, ne se battra pas « pour les utopies de la fraternité slave ». « Si dans cette affaire, disait imprudemment, à son collègue Marschall, Constans, ambassadeur de France à Constantinople, les Russes comptent sur leurs alliés, ils se mettent, comme des bébés, le doigt dans l'œil » (24 février). Le 26, Pichon, ministre des Affaires étrangères, fait déclarer à Pétersbourg que l'opinion publique française est contre la guerre si les

intérêts vitaux, russes ou français, ne sont pas menacés. Cette communication, mande le 27 Isvolsky à son représentant en France, « a provoqué chez nous une impression pénible ». Et Pichon doit se défendre d'être infidèle à l'alliance (3 mars).

A Londres, Grey conseille une pression commune sur Belgrade et sur Vienne (24 février), mais blâme la demande serbe de compensations territoriales, suggère des compensations « économiques », enfin pose comme condition d'une démarche à Belgrade la franchise du jeu autrichien : que l'Autriche précise les garanties qu'elle exige, les concessions économiques qu'elle accorde (27 février). Sur la pression de la France et de l'Angleterre, Isvolsky se décide à promettre d'user de son influence pour calmer Belgrade, et, le 28, il télégraphie à Berlin qu'il conseille à la Serbie « de s'abstenir de tout ce qui pourrait amener un conflit armé avec l'Autriche-Hongrie et de déclarer nettement... qu'elle ne maintient pas ses revendications territoriales ». Alors Bülow refuse carrément la démarche à Vienne, proposée par Londres : « L'Autriche-Hongrie, fait-il répondre à Grey, ne pourrait jamais admettre que les autres Puissances s'immiscent dans ses négociations avec un autre État indépendant, d'autant moins qu'elle négocie... des concessions, qui ne seront pas accordées en raison de droits, mais pour des considérations d'équité. Nous ne pouvons pas demander à notre allié de se trouver en face de Puissances mandataires de la Serbie, et, dans cette supposition, nous ne pouvons pas participer à une démarche à Belgrade. » (2 mars).

Ainsi jamais Vienne ne reste seule face à Belgrade. Il y a pression constante de Bülow sur la Russie, sur les Puissances de l'Entente. Isvolsky se décide à la démarche promise : il sait, fait-il dire à Belgrade le 2 mars, « que la déclaration de la Serbie relative à des acquisitions territoriales ne rencontrerait auprès des Puissances ni sympathie ni appui, et que la Serbie ne peut conserver leur bienveillance qu'en ne persistant pas dans les susdites revendications, qui peuvent provoquer un conflit armé avec l'Autriche-Hongrie. Vu l'intention exprimée par le gouvernement serbe de tenir compte des désirs des Puissances, la Russie lui conseille de déclarer catégoriquement qu'il ne persiste pas dans ses revendications territoriales, et que, sur toutes les questions à l'ordre du jour, il s'en remet entièrement à la décision des Puissances ». Ces conseils sont appuyés par les ministres anglais, français et italien à Belgrade.

La Serbie s'incline. Elle affirme à Berlin le 3 mars qu'elle renonce aux compensations territoriales, désire reprendre les relations normales avec son voisin ; mais, espère-t-elle, on comprendra qu'elle « veuille sauvegarder son honneur et le sentiment national ». (« Ils n'existent pas », jette Guillaume II en marge de la communication.) Alors, sans attendre

le texte de la réponse, Aehrenthal accroît ses exigences. Le 6, Forgach, son ministre à Belgrade, déclare d'une part que l'Autriche-Hongrie regrette « de ne pouvoir faire sanctionner par les pouvoirs parlementaires le traité de commerce avec la Serbie », d'autre part que « le gouvernement austro-hongrois nourrit le ferme espoir que la Serbie qui, d'après ce qu'on annonce d'une manière générale, est décidée à suivre le conseil des Puissances et à modifier sa politique relativement à la Bosnie et à l'Herzégovine, fera connaître à Vienne cette sage résolution et son intention d'entretenir des relations pacifiques et de bon voisinage avec l'Autriche-Hongrie ». Ainsi plus de compensations économiques, la fermeture des débouchés du Nord pour les exportations, le bétail, serbes, et une démarche humiliante à Vienne.

Cependant pour la seconde fois la Serbie s'incline. La note du 10 mars aux Puissances déclare que « la Serbie n'a ni l'intention de provoquer la guerre avec la Monarchie voisine ni le désir de changer ses relations juridiques avec elle, en continuant sur la base de la réciprocité à remplir ses devoirs de voisinage et à entretenir, comme par le passé, des relations provenant d'intérêts matériels réciproques, dans un esprit de droiture auquel la Serbie s'est toujours conformée ». De plus, considérant la question bosniaque comme « une question européenne », la Serbie « remet sa cause sans réserve aux Puissances comme au tribunal compétent, et ne demande en conséquence à cette occasion à l'Autriche-Hongrie aucune compensation ni territoriale, ni politique, ni économique ». Cette soumission ne satisfait pas Vienne. La note serbe, dit Aehrenthal à Tschirschky le 12, « contient du bon et du mauvais ». La Serbie renonce à critiquer l'annexion. « Mais inadmissible est la prétention que la question de fait de l'annexion soit encore soumise à la discussion des Puissances ». Berchtold, ambassadeur austro-hongrois en Russie, invite le 12, Isvolsky à faire pression pour que Belgrade reconnaisse « l'annexion comme un fait matériellement accompli ». Bülow, étayant son allié, prie le 14, Osten-Sacken, ambassadeur de Russie, d'engager son gouvernement à « amener effectivement et sérieusement la Serbie au calme ». L'Autriche expédie des troupes en Bosnie, Herzégovine et Dalmatie (15 mars).

La manœuvre de Bülow est de faire le vide autour de l'Autriche, laissée seule vis-à-vis de la Serbie. La situation est « sérieuse », affirme Bülow le 16 mars à sir F. Goschen : la réponse « impertinente » de la Serbie aux propositions « conciliantes » d'Aehrenthal pousse à bout l'Autriche; la Serbie doit désarmer d'abord (quoique l'Autriche s'y refuse de son côté), reconnaître l'annexion et promettre des négociations commerciales. Goschen objecte qu'il faut tenir compte de l'opinion publique. Bülow réplique que « les peuples (balkaniques) font tou-

jours ce que leurs gouvernements leur disent de faire ». Et quand Goschen regrette que l'Allemagne ait refusé de s'associer aux démarches collectives proposées à Vienne, le chancelier allemand repartit brièvement que c'était « absolument impossible » et qu'au surplus Guillaume II avait répondu par « un non catégorique ». Goschen de conclure : « Le prince de Bülow est en ce moment plus autrichien que les Autrichiens. »

Pour la troisième fois la Serbie acquiesce. « La Serbie, dit la note du 15 adressée cette fois-ci à Vienne, considérant que les rapports juridiques entre elle et l'Autriche-Hongrie sont restés normaux, désire continuer à remplir envers la monarchie voisine, sur la base de la réciprocité, les devoirs de bon voisinage et à entretenir avec elle les relations dérivant des intérêts mutuels d'ordre matériel ». Forgach ne cache pas sa « mauvaise impression » (16 mars) et insiste sur le désarmement serbe, tandis que les troupes autrichiennes se massent à la frontière. « Cela a coûté jusqu'à présent 200 millions et ne peut pas continuer », notait Guillaume II le 12. Toujours pressé par ses alliés, Isvolsky promet à Berchtold qu'« en cas de conflit austro-serbe, en aucun cas, la Russie ne sortira de la neutralité » (17 mars). Poussant à la roue, Bülow télégraphie à Vienne : « C'est le moment où la patience de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis de la Serbie doit avoir une fin : nous l'envisageons avec une pleine confiance » (18 mars).

Après une conversation avec Conrad, qui affirme que « la seule garantie certaine pour l'Autriche réside dans la défaite de l'armée serbe », Aehrenthal rédige en français le 19, l'ultimatum à présenter : « La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été lésée dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine ; elle déclare qu'ayant appris l'arrangement survenu à Constantinople entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman, par lequel le nouvel état de choses se trouve matériellement réglé, elle abandonne l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage en outre à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie, pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage ». Son armée sera remise dans l'état où elle était au printemps de 1908 ; les bandes de volontaires seront licenciées et désarmées. Cependant au moment décisif Aehrenthal hésite : ce même jour, 19 mars, il affirme à Tschirschky qu'il ne veut pas toucher à la Serbie : « On doit rejeter l'idée d'un partage de la Serbie entre l'Autriche, la Roumanie et la Bulgarie » à cause des complications européennes, et « une annexion de toute la Serbie à la Monarchie serait une faute du point de vue de la politique intérieure austro-hongroise » : on se contenterait d'une indemnité de guerre, peut-être d'un changement de régime. François-Ferdinand est

partisan d'une solution pacifique. Conrad et l'Empereur François-Joseph estiment la guerre inévitable.

Cependant « l'épreuve de force diplomatique », comme disait dès le 24 février le clairvoyant ambassadeur allemand à Londres, Metternich, tentée par l'Autriche sur la Serbie, était reprise par l'Allemagne à l'égard de la Russie. L'invitation faite par Bülow à Osten-Sacken le 14 prenait déjà un ton comminatoire. Isvolsky avait donc affiché le 17 sa neutralité éventuelle. Le 20 il se déclare prêt encore à agir dans le sens de la paix à Belgrade, mais demande que Berlin travaille dans le même esprit à Vienne et que ces démarches n'excluent pas la possibilité d'une conférence. Le manque de netteté de la note russe fournit à Bülow le prétexte cherché : avant toute action à Vienne, écrit-il le 21,

« Nous devons savoir d'une manière précise si la Russie accepte la note austro-hongroise et donne assentiment formel et sans réserve à l'abrogation de l'article 25 (du traité de Berlin, autrement dit approuve l'annexion de la Bosnie). Votre Excellence voudra dire nettement à M. Isvolsky que nous attendons une réponse précise : oui ou non. Une réponse évasive, conditionnelle, obscure sera considérée par nous comme un refus. Alors nous nous retirerons et nous laisserons les choses suivre leur cours. La responsabilité de tous les événements ultérieurs retombera sur M. Isvolsky. »

Cet ultimatum, Pourtalès le présente à Isvolsky le 22 mars. Décontenancé, Isvolsky convoque le Conseil des ministres. Il a raconté la scène à Nicolson, l'ambassadeur anglais : « Cédez », conseille le ministre des Finances, qui menace du cours forcé. « Cédez », renchérit le ministre de la Guerre, qui avoue que l'armée n'est pas prête. Isvolsky tente de passer la parole au Tsar qui, le même jour, adresse une lettre personnelle à Guillaume II, en appelle au désir toujours manifesté d'une entente russo-allemande « pour le maintien de la paix et des institutions monarchiques », accuse la politique « aventureuse » d'Aehrenthal. A ce télégramme l'Empereur allemand ne répond pas. Isvolsky doit se soumettre : au cas où le Cabinet viennois demanderait aux Puissances l'abrogation de l'article 25 de Berlin, le gouvernement russe « ne manquera pas d'y répondre en donnant sans réserve son adhésion formelle à cette demande » (24 mars) ; il se déclare « prêt à accepter toute formule qui aurait l'assentiment des autres Cabinets, et, d'accord avec les autres Puissances, de conseiller à Belgrade la remise d'une déclaration dans le sens de cette formule » (25 mars).

L'Entente est donc disloquée par l'humiliation de la Russie. Mais la manœuvre n'est pas achevée. Car Grey ne consent pas à s'associer à l'ultimatum autrichien. Il veut bien conseiller à la Serbie le calme ; mais lui imposer les termes de soumission rédigés par Aehrenthal, il trouve que c'est aller un peu fort. « Anglais et Gaulois, s'exclame Guil-

laume II, font des difficultés qui mettent de nouveau la paix en danger, tandis que Russes et autres sont d'accord. Un signe du doigt pour arriver à la conférence ! » (25 mars). Et Bülow : « Le bluff d'Isvolsky, écrit-il le 27 faisant la leçon à son Empereur, ayant échoué par la ferme attitude de l'Allemagne, l'Angleterre cherche ouvertement à prendre en mains la partie... Aussi devons-nous montrer que, pour nous, la situation reste sérieuse, que nous ne nous laisserons pas intimider ». Il refuse de s'associer à une démarche qui n'imposerait pas à la Serbie la formule de soumission, la mise en demeure du 19 mars. Ce 27 mars, Guillaume II se décide à répondre au Tsar, mais se dit « incapable d'exercer une pression sur le gouvernement de Vienne », se contente d'espérer que les relations austro-russes ne seront pas troublées, « même si l'Autriche était contrainte, malgré elle, de prendre des mesures militaires ».

Or, à Vienne les deux tendances se heurtaient toujours. Conrad réclamait 800 millions de couronnes pour une guerre de trois mois, et le ministre des Finances les estimait possibles (27 mars). Le 29, le Conseil des ministres décidait la mobilisation contre la Serbie. Aehrenthal cependant écrivait à Bülow qu'une guerre lui semblait fort difficile : « Une politique de violence est dans notre siècle bien malaisée à justifier et eût amoncelé pour l'avenir une foule dangereuse de matières inflammables » ; il faut « laisser les affaires yougoslaves mûrir lentement » (28 mars). Pourtant, les Puissances sont toutes persuadées qu'il ne reculera pas devant la guerre, et elles cèdent. Par une démarche collective, à laquelle se joint l'Allemagne, elles imposent à la Serbie une note, que leurs ministres rédigent (30 mars), que Belgrade envoie à Vienne (31 mars) :

« La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli, créé en Bosnie-Herzégovine, et qu'elle se conformera par conséquent, à telle décision que les Puissances prendront par rapport, à l'article 25 du traité de Berlin. Se rendant aux conseils des grandes Puissances, la Serbie s'engage, dès à présent, à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et s'engage en outre à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie, pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage. Conformément à ces déclarations, et se confiant dans les intentions pacifiques de l'Autriche-Hongrie, la Serbie ramènera son armée à l'état du printemps 1908, en ce qui concerne son organisation, sa dislocation et son effectif. Elle désarmera et licenciera ses volontaires et ses bandes, elle empêchera la formation de nouvelles unités irrégulières sur son territoire ».

Pour certains, ce n'était que partie remise. « L'apparence diplomatique était sauve, concluait Conrad... Dans les années 1908-1909, ni la Serbie ni la Russie n'étaient prêtes à la guerre. L'Autriche-Hongrie l'était. Jamais décidée à profiter des moments favorables, la vieille

Monarchie alla au-devant du désastre ». D'autre part, constatait Nicolson le 29 mars en résumant pour Grey la leçon de la crise, toute la Russie sentait cette « profonde humiliation ». Enfin « l'appui actif par l'Allemagne à l'Autriche », concluait Hardinge dans un mémorandum d'avril « a permis à l'Allemagne d'attendre de son allié un appui similaire sans prétentions ».

CHAPITRE IV

Le système des ententes européennes de 1905 à 1909 (1)

Entre les événements dont on vient de lire le récit, il est facile d'apercevoir une étroite corrélation : c'est la défaite des armées russes dans la guerre de Mandchourie qui domine, en somme, l'histoire des relations internationales de 1905 à 1909. A la suite de ses échecs militaires, et des troubles révolutionnaires qui en ont été la conséquence directe, la Russie est affaiblie ; elle est hors d'état pour quelques années de prendre part à un grand conflit. D'autre part, les événements de 1905 ont nécessairement modifié l'orientation de sa politique générale : obligée de renoncer à la politique d'expansion qu'elle avait menée en Extrême-Orient depuis 1895, elle est « rentrée en Europe ». Mais, dès lors, la question des Détroits et les problèmes de l'Europe sud-orientale, qu'elle avait négligés pendant qu'elle poursuivait son grand programme asiatique, ont repris leur place, au premier rang de ses préoccupations. Elle commence le travail diplomatique qui doit lui permettre, le jour où ses forces militaires auront été reconstituées, d'intervenir à nouveau dans la politique balkanique.

Les Puissances centrales — nous l'avons vu — ont conscience des avantages temporaires et des risques permanents que comporte cette situation nouvelle : l'Allemagne met à profit l'affaiblissement de la Russie pour soulever l'affaire marocaine et pour tenter, à titre d'alternative, la formation d'une alliance continentale. L'Autriche-Hongrie veut

(1) DOCUMENTS. — *British Documents on the origins of the war*, t. III et IV. — *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, Tome 27, I. — SIEBERT. *Diplomatische Aktenstücke der Ententezeit der Vorkriegsjahre*, Berlin, 1920.

Les deux volumes de Lee : *Life of King Edward* et Spender : *Life of Sir Campbell Bannerman* ; et le recueil de propagande soviétique, *Les Alliés contre la Russie*, Paris, Delpeuch, 1925, reproduisent des fragments de correspondance.

TÉMOIGNAGES. — Grey of Fallodon (Lord), *Thirty Years*, Londres, 1925, 2 vol. in-8°. Trad. fr. *Mémoires*, Payot, 1927. — Repington (colonel). *The First World War*, Londres, Constable, 1920, 2 vol. in-8°, 621 et 581 p. Trad. fr. : *La première guerre mondiale*, Paris, Payot, 1922-1924, 2 vol. in-8. — Huguet (colonel). *L'intervention militaire britannique en 1914*, Paris, Berger-Levrault, 1928. — Hayashi (Count), *Memories*, Londres, 1921. — Gérard (A.), *Ma mission au Japon, 1906-1914*, Plon, 1919. — Callwell (E.), *Field-Marshal Sir Henry Wilson. His Life and diaries*, Londres, 1927. — Laube (baron M. de) *La politique russe d'avant-guerre et la fin de l'Empire des tsars*, Paris, Teroux, 1928.

devancer l'action de la politique russe dans les Balkans, et obtenir un succès, dans l'affaire bosniaque, à un moment où l'armée du tsar n'est pas encore reconstituée.

Mais à ces circonstances nouvelles répondent des modifications importantes dans les systèmes d'ententes et d'alliances entre les grandes Puissances : l'affaiblissement de la Russie a pour premier résultat de provoquer un rapprochement plus étroit entre la France et l'Angleterre. En même temps, la situation nouvelle qui en résulte, dans les relations internationales, donne à l'Angleterre et à la Russie le désir d'apaiser leurs querelles traditionnelles : dès lors que la politique russe abandonne son effort en Extrême-Orient, l'existence de l'alliance anglo-japonaise n'est plus un obstacle à un rapprochement russo-anglais, et, d'autre part, la menace d'une alliance continentale incline le gouvernement anglais à chercher ce rapprochement. Ainsi commence à se nouer, en 1907, l'entente de l'Empire des tsars avec la Grande-Bretagne.

I. — LES CONVERSATIONS ANGLO-FRANÇAISES (1905-06)

L'accord de 1904, qui avait réglé les difficultés coloniales pendantes entre la France et l'Angleterre, avait rendu possible une politique de collaboration amicale. L'attitude de l'Allemagne dans la question marocaine avait donné l'occasion au gouvernement anglais de montrer sa solidarité avec le gouvernement français, et de pratiquer plus étroitement l'Entente cordiale. La Grande-Bretagne abandonnait la politique de l'isolement; elle s'orientait vers une attitude nouvelle, vers une intervention directe dans les affaires du continent européen. L'effacement de la Russie l'y obligeait : lorsque la France pouvait compter sur l'appui des forces russes, l'équilibre du continent pouvait être assuré, sans l'intervention de l'Angleterre. Il n'en était plus de même depuis la fin de la guerre russo-japonaise. Si le gouvernement britannique estimait nécessaire l'existence d'un « contrepoids » à la puissance allemande, il lui fallait consentir à prendre sa part de l'effort. Le Cabinet de Londres, sans accepter de se lier par un *engagement*, se trouve donc progressivement amené à envisager l'éventualité d'une participation de l'armée anglaise à une guerre continentale (1).

C'est dans le courant de mai 1905 — au moment où l'Allemagne refusait de discuter avec la France la question marocaine — que le gouvernement de Londres avait été obligé d'envisager l'attitude qu'il adopterait en cas de conflit franco-allemand.

(1) Voir sur ce point l'article de J. B. Manger. *L'Entente cordiale*, dans la *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, juillet 1927, page 209.

La question est de celles qui ont, pendant longtemps, provoqué les discussions les plus vives : Delcassé avait dit, en Conseil des ministres, le 6 juin 1905, qu'il avait reçu de Londres, quelques jours auparavant, « une proposition d'entente écrite ». C'est la version qu'il a fait répandre, après sa démission, dans la presse française (1).

Mais le Foreign Office a toujours démenti la version de Delcassé. Lorsque, au milieu de juin 1905, le bruit commençait à courir, à Paris, que la Grande-Bretagne avait fait à la France une offre d'*alliance*, la Wilhelmstrasse avait demandé à Londres des explications. Le secrétaire d'État des Affaires étrangères, lord Lansdowne, avait aussitôt répondu à l'ambassadeur d'Allemagne que la nouvelle d'une alliance anglo-française était « absolument sans fondement ». Il n'a pas cessé de le répéter : il n'y avait eu, disait-il encore le 10 juillet, aucune « offre » faite à la France ; il n'y avait même pas eu d'échange de vues à ce sujet.

En réalité, d'après les documents anglais connus aujourd'hui (2), un échange de vues avait bien eu lieu, au milieu de mai 1905, entre le gouvernement anglais et le gouvernement français, mais il n'avait pas eu toute la signification que lui attribuent les déclarations de Delcassé. Lord Lansdowne avait dit à l'ambassadeur de France, Paul Cambon, le 17 mai, que les deux pays devaient se garder une mutuelle confiance, et « discuter d'avance les éventualités en face desquelles ils pourraient se trouver, par suite des événements ». L'ambassadeur avait eu soin, le 24 mai, de prendre acte par écrit de ces déclarations :

« Vous avez ajouté » écrivait-il à lord Lansdowne, « que dès à présent, si les circonstances l'exigeaient, si par exemple nous avions des raisons sérieuses de croire à une agression injustifiée de la part d'une certaine puissance, le gouvernement britannique serait tout prêt à se concerter avec le gouvernement français sur les mesures à prendre. »

Le secrétaire d'État britannique avait confirmé par écrit la nécessité de cette « discussion confidentielle » entre les gouvernements ; mais il en avait indiqué, d'une façon plus précise, le caractère : l'échange de vues franco-anglais, il l'envisageait, disait-il, « non pas tant *en conséquence* d'actes d'agression non provoquée par une tierce puissance, qu'en *prévision* des complications qui pouvaient survenir dans la période que nous traversons. » L'éventualité qui préoccupait

(1) Les articles du *Gaulois* (12 juillet 1905) et du *Matin* (6 et 13 octobre), affirmaient qu'en cas de guerre franco-allemande, les Anglais avaient offert de débarquer 100.000 hommes en Slesvig-Holstein. Dans les interviews qu'il a données, en 1922 (*Figaro* du 24 mars 1922, *Correspondance d'Orient* du 31 décembre), Delcassé a maintenu formellement ses dires : lorsque, le 6 juin 1905, ses collègues ont refusé d'approuver sa politique, il avait entre les mains, « depuis quarante-huit heures », une offre anglaise de concours militaire. Un courrier spécial lui avait apporté, dit-il, « le texte du traité proposé par le Roi ». Voir ci-dessus, p. 31.

(2) Le tome III des *British Documents on the Origins of the War*, publié en août 1923.

alors la Grande-Bretagne, c'était surtout l'installation de l'Allemagne dans un port marocain. En pareil cas, elle serait prête, disait Lansdowne, à envisager avec la France toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à la tentative allemande.

Il n'y avait donc pas eu offre d'alliance *immédiate*, avec les engagements précis qu'une proposition de ce genre aurait comportés (la promesse d'envoyer un corps expéditionnaire), mais seulement offre de *conversations* « qui pouvaient se terminer par une alliance ». La proposition anglaise n'en était pas moins un acte d'une grande portée.

Dans le courant de ce mois, le roi Édouard tenait d'ailleurs à l'ambassadeur Paul Cambon des propos significatifs : « Nous ne permettrons pas cet abaissement de la France. » L'état-major anglais avait sans doute été appelé à étudier les conditions d'une intervention, — sans en faire encore l'objet d'une étude concertée avec l'état-major français.

Six mois plus tard, les hommes d'État anglais se décident à faire un pas de plus dans la voie de l'entente avec la France. Au premier abord, cependant, les circonstances de la politique intérieure anglaise ne paraissent pas favorables à cette orientation. Lord Lansdowne a quitté le pouvoir (4 décembre 1905). C'est un Cabinet libéral qui vient de se former, et les Affaires étrangères sont confiées à sir Edward Grey. Or, la tradition libérale est hostile à toute initiative qui pourrait entraîner l'Angleterre dans une guerre continentale. Mais la Conférence d'Algésiras est convoquée ; elle doit se réunir en janvier 1906. Les politiques de la France et de l'Allemagne vont se heurter, et l'Angleterre, tant à cause de l'accord de 1904 qu'à cause de ses intérêts propres, doit soutenir le point de vue français dans l'affaire marocaine. L'ambassade de France à Londres se demande si le nouveau Cabinet acceptera de renouveler les « bonnes assurances » que lord Lansdowne avait données dans le courant de mai. Le 29 décembre, l'attaché militaire, colonel Huguët, indique ces préoccupations au colonel Repington, rédacteur au *Times* : le 30 décembre, Grey, mis au courant de l'entretien, fait répondre qu'il ne désavoue pas l'attitude que son prédécesseur a prise envers la France.

Repington, d'accord avec le secrétaire du Comité de défense impériale, se prête alors à servir d'intermédiaire officieux entre l'état-major anglais et l'état-major français, pour étudier, conformément aux suggestions du colonel Huguët, la possibilité d'une coopération militaire et navale (1). Le 7 janvier 1906, il fait remettre à Paris une liste de questions : le gouvernement français envisage-t-il cette coopération ? Dans quelles condi-

(1) Il est certain, sans que les documents connus permettent de préciser la forme de ces conversations, que l'amirauté anglaise avait eu, elle aussi, un contact « non-officiel » avec l'attaché naval français.

tions voudrait-il l'organiser ? Promettrait-il de ne pas violer la neutralité de la Belgique ? La réponse est donnée aussitôt : la neutralité belge sera respectée. La collaboration militaire anglaise, pour être efficace, devrait se manifester dès le début des hostilités, et « sur le théâtre d'opérations principal », c'est-à-dire sur la frontière nord-est de la France. Ces suggestions ne cadrent pas tout à fait avec les vues de l'état-major anglais, et surtout avec celles de l'Amirauté, où l'on préférerait intervenir par un débarquement sur le littoral allemand de la mer du Nord et de la Baltique.

Cependant, la diplomatie française s'efforce de donner à l'échange de vues un caractère régulier. L'ambassadeur Paul Cambon fait une démarche auprès de sir Ed. Grey le 10 janvier, pour suggérer qu'à tout le moins des « conversations non-officielles » continuent entre les états-majors pour déterminer les modalités d'une collaboration. De son côté, le général Grierson, directeur des opérations au War Office, représente au Foreign Office que l'armée anglaise, si elle est amenée un jour à intervenir sur le continent, a besoin, pour préparer ses plans, de recueillir des « informations » auprès de l'état-major français. Le secrétaire d'État des Affaires étrangères se met d'accord avec son collègue Haldane, ministre de la Guerre. Tous deux entretiennent le Premier Ministre, Campbell Bannermann. Sans consulter le Cabinet — car on est en période électorale, et la plupart des ministres sont absents de Londres — le Premier autorise ses collaborateurs à faire engager des entretiens officiels, par un représentant de l'état-major. C'est le 17 janvier 1906 que le général Grierson, chargé de ces pourparlers, entre en rapports avec l'attaché militaire français. Les conversations, qui ont pour objet d'étudier « les bases d'une action militaire commune », sont engagées. Elles sont complétées par des entretiens analogues avec l'état-major belge : le colonel Barnardiston, attaché militaire à Bruxelles, déclare au chef d'état-major belge, général Ducarne, que l'Angleterre interviendrait pour défendre le territoire belge, si la neutralité était violée par l'Allemagne en cas de guerre franco-allemande ; il étudie avec l'état-major belge les modalités pratiques de cette intervention. Les conversations franco-anglaises aboutiront, en janvier 1908, à une première rédaction, qui déterminera les principales dispositions à réaliser de part et d'autre. Elles se poursuivront jusqu'en 1914.

Mais, en donnant son autorisation de principe, en janvier 1906, le chef du gouvernement anglais avait eu soin de spécifier que ces conversations techniques entre états-majors ne pourraient, en aucun cas, lier les gouvernements eux-mêmes. Les militaires étaient seulement autorisés à étudier d'avance les modalités de leur collaboration éventuelle, parce qu'il aurait été trop tard, une fois la guerre déclarée, pour

les établir (1). Les mesures envisagées en commun n'impliquaient aucun engagement. Seule, une décision du gouvernement pourrait mettre en vigueur les dispositions techniques envisagées par les états-majors. Dès le premier entretien, le représentant de l'état-major anglais avait fait enregistrer cette déclaration, dans un protocole.

Or, dans l'espèce, c'était en vain que la France avait demandé à la Grande-Bretagne la promesse d'une assistance armée, en cas de rupture avec l'Allemagne au sujet du Maroc. Le 10 janvier 1906, l'ambassadeur Paul Cambon avait exprimé le désir d'ouvrir un échange de vues, pour « prendre en considération » l'éventualité d'une guerre prochaine. Sir Edward Grey s'était borné à répondre, à titre personnel, que, si l'Allemagne attaquait la France, à propos de l'affaire marocaine, « l'opinion publique » anglaise serait sans doute favorable à une intervention. Mais il ne pouvait pas donner une réponse plus précise :

« Nous avons promis de donner et nous donnons un appui diplomatique », écrivait Grey à l'ambassadeur britannique à Paris, dans une lettre personnelle (15 janvier 1906). « Donner d'avance une promesse qui engage ce pays-ci à prendre part à une guerre continentale, c'est une toute autre affaire, et autrement grave. Il s'agit de transformer l'entente en alliance, et les alliances, surtout les alliances continentales, ne s'accordent pas avec nos traditions. A mon avis, si la France est amenée à une guerre avec l'Allemagne, à l'occasion de notre accord sur le Maroc, nous ne pouvons pas rester à l'écart, nous devons prendre parti du côté de la France. Mais prendre délibérément et de sang-froid un engagement qui lie ce pays-ci, avant que les causes de conflit soient connues ou commencent à apparaître, ce serait aller bien au delà de ce que le précédent gouvernement avait dit, bien au delà de ce que j'envisage. »

C'est en somme le même thème que développe sir Edward Grey dans une nouvelle conversation avec l'ambassadeur de France, le 31 janvier : Si l'Angleterre donnait une promesse de concours armé, c'est par écrit qu'elle devrait prendre cet engagement. Il faudrait donc conclure un traité d'alliance défensive, et le soumettre au Parlement. Cela n'irait pas sans difficulté, dans le sein même du gouvernement, où plusieurs membres sont des pacifistes résolus. Est-il donc bien nécessaire de soulever une controverse ? Sans doute, Grey admet que « la pression des circonstances » puisse amener, un jour ou l'autre, la transformation de l'entente en alliance. Mais il ne croit pas, pour le moment, que cette transformation soit opportune ou nécessaire.

(1) La lettre du Foreign Office au général Grierson dit qu'il s'agit d'étudier « les meilleures méthodes selon lesquelles un concours militaire peut, en cas de besoin, être donné par nous à la France, et vice versa. » Les conversations avec l'état-major belge auront, le même caractère « sous réserve et sans engagement » (*provisional and non-committal*). « Il doit être bien entendu que ces conversations n'engageront pas les gouvernements », écrit encore Grey le 25 Janvier.

Toute limitée qu'elle fût à un objet précis, — la collaboration des états-majors —, l'orientation nouvelle de la politique anglaise était significative ; les milieux officiels britanniques s'accoutumaient à l'idée d'une intervention armée dans une guerre continentale.

II. — LA COLLABORATION MILITAIRE FRANCO-RUSSE

Dès lors qu'il parvenait à consolider et à développer l'Entente cordiale, le gouvernement français pouvait avoir, à l'égard de la Russie, une liberté d'action plus grande. Pendant dix ans, l'alliance russe avait paru indispensable à la sécurité de la France. Elle n'avait plus tout à fait le même caractère, depuis que la guerre russo-japonaise avait mis l'armée russe hors d'état d'intervenir dans une guerre continentale, et depuis que la Russie n'était plus la seule grande puissance qui eût avec la France une solidarité d'intérêts. Les conséquences de cette situation nouvelle apparaissent lors de la Conférence des chefs d'état-major russe et français, en avril 1906.

Le chef d'état-major russe, général Palitzine, reconnaît que, pendant un an encore, ses troupes sont absolument incapables de combattre. A partir d'avril 1907, les cadres seront reconstitués, la mobilisation réorganisée. L'armée russe pourra donc prendre part à une guerre ; mais, faute de matériel, elle ne sera pas encore vraiment apte à de « grandes opérations ». Il est donc logique de réduire les engagements mutuels au strict minimum. Or, c'est l'Allemagne qui, dans l'esprit du gouvernement français, a toujours été considérée comme l'« adversaire principal ». Les deux états-majors sont d'accord pour *interpréter* l'article 2 de la convention militaire franco-russe (1). Si la mobilisation *allemande* doit les obliger à mobiliser « immédiatement et simultanément » toutes leurs forces, « sans concert préalable », ils estiment qu'en cas de mobilisation partielle ou même générale de l'Autriche ou de l'Italie seules », ce concert préalable est indispensable. L'amendement est conforme à la thèse que le gouvernement français avait soutenue, mais en vain, lors de la conclusion de la convention. Il présente une importance particulière, au moment où la Russie « rentre en Europe », et où les risques d'un conflit austro-russe deviennent plus grands : du côté français, on cherche évidemment à restreindre les obligations de l'alliance. La portée politique de cette clause nouvelle dépasse, il est vrai, la compétence des chefs d'état-major. Elle ne peut donc entrer en vigueur que si les gouvernements eux-mêmes donnent leur approba-

(1) Voir sur cette convention, le chapitre iv de la troisième partie (Tome I).

tion, et le gouvernement russe, alors, ne s'y prête pas. Mais elle indique une tendance.

D'autre part, les liens nouveaux qui unissent la France et l'Angleterre ne sont pas sans inquiéter le gouvernement du tsar. Quelle serait l'attitude de la France en cas de conflit anglo-russe ? Au cours des conférences précédentes, les deux états-majors alliés avaient envisagé l'éventualité d'une action commune contre l'Angleterre. Cette hypothèse était maintenant écartée. « Jusqu'à présent, — disait au ministre des Affaires étrangères le diplomate russe Nélidof — nous étions liés par la communauté des intérêts, non seulement à l'égard de l'Allemagne, mais aussi vis-à-vis de l'Angleterre... Actuellement, la situation n'est plus la même, la menace de guerre avec l'Angleterre n'existe plus pour la France, alors qu'elle existe toujours pour nous. » Si un conflit anglo-russe survenait, la France resterait neutre. Les déclarations du chef d'état-major français ne pouvaient laisser de doute à cet égard.

La Russie ne pouvait donc pas attendre de l'alliance française tout le concours qu'elle aurait pu en obtenir dans le passé. C'était la conséquence logique de la défaite subie en Extrême-Orient, et de l'effacement temporaire de la puissance russe. Le représentant du tsar à Paris, Nélidof, se plaignait de l'« indifférence avec laquelle le gouvernement français considère les événements de politique internationale, tant qu'ils ne touchent pas directement la France et ses intérêts vitaux ». La diplomatie russe pouvait-elle réagir ? Non, disait Nélidof : « il y a toujours la question de nos emprunts et du marché *unique* de Paris. » La Russie avait trop besoin du concours financier de son alliée pour se laisser aller à des reproches. La sagesse, concluait le diplomate russe, « est de bien utiliser ce qui reste et de faire bravement notre deuil de ce qui n'est plus... »

III. — LE RAPPROCHEMENT RUSSO-ANGLAIS ET L'ACCORD RUSSO-JAPONAIS

1. *Le traité russo-anglais du 31 août 1907.* — L'intérêt de la France, alliée de la Russie, mais unie à l'Angleterre par l'Entente cordiale, était donc évidemment de concilier les intérêts de son alliée et de son amie. Il était naturel qu'elle cherchât à rapprocher la Russie de l'Angleterre, et à obtenir par cela même une double garantie contre l'Allemagne. Le Cabinet de Paris, disait Nélidoff, « redoute plus que tout au monde le dilemme : *La Russie ou l'Angleterre*. Il fait tous ses efforts et les continuera pour réaliser la formule qui résume son idéal : *La Russie et l'Angleterre* » (1).

(1) La publication des *British Documents* montre qu'en novembre 1903, il avait déjà été question d'engager une « conversation » anglo-russe. Mais la guerre russo-japonaise avait entraîné l'abandon de ce projet.

La diplomatie russe avait conscience de cette situation. Elle savait que l'Empire avait besoin de repos. Elle avait renoncé, pour le moment, à une politique d'expansion hors d'Europe. Or, c'était en Asie surtout que les intérêts de la Russie et de l'Angleterre étaient contradictoires. Si la Russie abandonnait l'effort qu'elle avait fait pour établir sa domination en Perse, si elle se contentait de rester sur la défensive dans l'Asie centrale — comme sa situation militaire l'y contraignait — il n'y avait plus d'obstacle fondamental à un rapprochement anglo-russe.

L'Angleterre avait aussi de bonnes raisons pour songer à ce rapprochement. Elle n'avait pas ignoré les projets d'alliance continentale que Guillaume II avait essayé de réaliser en 1904-1905 (1). Pour se protéger contre une nouvelle tentative, elle avait intérêt à apaiser les conflits d'intérêts qui la séparaient de la Russie. D'ailleurs, si un conflit survenait avec l'Allemagne, l'Angleterre pouvait trouver dans la flotte russe un appui utile. D'autre part, il n'était pas possible de poursuivre à la fois « une politique d'accord avec la France, et une politique d'alliances dirigées contre la Russie. » C'est dans ce sens que sir Ed. Grey a pu dire qu'un « arrangement » avec la Russie était à ses yeux « le complément direct d'un arrangement avec la France. »

Pour parvenir à un accord, c'était la question de Perse qu'il fallait régler : la faiblesse du gouvernement persan, l'état de ses finances, les désordres qui se produisaient à chaque instant étaient des conditions favorables à une intervention des deux grandes puissances dont la domination s'étendait de part et d'autre du plateau de l'Iran. L'influence russe pouvait s'exercer aisément dans le nord de la Perse, l'influence anglaise dans le sud. La situation géographique de la capitale, Téhéran, favorisait les desseins de la Russie, qui avait songé à établir en territoire persan une voie ferrée, pour atteindre le golfe Persique et obtenir ainsi un accès à « la mer chaude ». C'était, pour la politique anglaise, une question très grave : depuis la première moitié du XIX^e siècle, la protection de la frontière nord-ouest de l'Inde avait été, sans cesse, un des soucis dominants du gouvernement britannique. Pour assurer cette protection, l'existence d'un état-tampon était nécessaire. Tel était le rôle dévolu à la Perse. Si la Russie réussissait à dominer le gouvernement de Téhéran, à la faveur d'un incident quelconque, la sécurité de l'Inde était menacée. Aussi les agents russes et anglais en Perse étaient-ils en rivalité permanente.

À côté de ces intérêts stratégiques, les intérêts économiques n'étaient encore, à ce moment, qu'un rôle secondaire. Cependant, depuis quinze ans déjà, un banquier anglais, Julius de Reuter, avait fondé l'*Imperial Bank*

(1) Le gouvernement anglais avait-il connu la portée exacte de l'entrevue de Björkoe ? Il n'est pas possible de l'affirmer. Mais il savait que le comte Witte agissait en faveur d'un rapprochement russo-allemand, et il n'ignorait pas la conversation Rouvier-Nélidof (voir p. 42).

of Persia, qui avait pour but d'investir des capitaux dans des exploitations minières, mais qui faisait surtout au Trésor persan des prêts dont l'objet politique était évident. Le gouvernement russe soutenait une banque rivale, et cherchait à obtenir lui aussi des concessions de pétrole ou de charbon.

En même temps, le Tibet et l'Afghanistan étaient, eux aussi, des champs de rivalité.

Le Tibet était vassal de l'Empire chinois ; mais la seule autorité effective était celle du Grand Lama, chef religieux ; la ville sainte de Lhassa était longtemps restée inaccessible aux Européens. Depuis quelques années, les autorités de l'Inde avaient vainement essayé d'établir avec le Grand Lama des relations diplomatiques ; elles craignaient ou feignaient de craindre que la Russie eût été plus heureuse. En 1904, lord Curzon, vice-roi de l'Inde, s'était décidé à envoyer au Tibet une expédition militaire. Le colonel Younghusband était entré à Lhassa, et avait imposé au représentant du Grand Lama un traité, qui réservait à la Grande-Bretagne le monopole des concessions de mines ou de travaux publics. Aux termes de l'article 9, aucune autre puissance ne pourrait, à l'avenir, intervenir dans les affaires tibétaines, sans l'assentiment de l'Angleterre. Le traité avait été confirmé, en 1906, par le gouvernement chinois.

L'Afghanistan avait réservé bien des inquiétudes à la politique anglaise. L'Émir Habibullah, parvenu au trône en 1901, semblait vouloir échapper à l'influence britannique. Les Russes continuaient, au delà de la Caspienne, la construction de leurs chemins de fer, et poussaient une ligne transversale vers la frontière nord de l'Afghanistan. Aussi le Cabinet de Londres avait-il déclaré publiquement, le 11 mai 1905, que toute tentative pour établir, en Afghanistan, une voie ferrée qui rejoindrait le réseau russe serait considérée comme un acte d'hostilité, comme une menace dirigée contre l'Empire des Indes. Pour dissiper cette atmosphère de méfiance, la Russie voudrait-elle se prêter à un accord, et promettre de renoncer à une initiative qui pouvait compromettre les intérêts britanniques ?

Dès le mois d'octobre 1905, il avait été question d'étudier un « arrangement général » entre les deux pays ; mais la mise en train de ces pourparlers avait été lente. C'est à la fin de mai 1906 que les négociations s'engagent. Le 17 novembre, sir Edward Grey autorise l'ambassadeur anglais à Pétersbourg, sir Arthur Nicolson, à remettre au ministre des Affaires étrangères russe, Isvolsky, un projet d'accord qui délimite les sphères d'influences respectives en Perse. Il est clair que cet arrangement est surtout à l'avantage de l'Angleterre, puisqu'il s'agit pour elle de protéger une partie essentielle de son Empire, tandis que la Russie ne peut pas éprouver de craintes aussi directes et aussi

sérieuses, même si l'influence anglaise marquait quelques progrès dans l'Asie antérieure. Le gouvernement russe, pour prix de cette concession, ne va-t-il pas demander une contre-partie ? S'il accepte de limiter son activité en Perse, ne va-t-il pas essayer d'obtenir en échange quelque promesse au sujet du Bosphore et des Dardanelles ? Sir Edward Grey ne veut pas laisser la négociation s'étendre à ces problèmes. Il déclara seulement (27 avril) qu'il sera possible, une fois l'accord asiatique signé, d'envisager un règlement partiel de la question des Détroits, qui donnerait à la flotte russe des facilités de passage, — à condition que les pourparlers s'étendent également aux questions relatives à l'Égypte et au chemin de fer de Bagdad. Mais ce serait l'objet d'une négociation postérieure, qu'il ne veut pas confondre avec la première.

Le gouvernement du tsar se résigne. Dans une séance secrète du Conseil des ministres, le 1^{er} février 1907, Isvolsky, malgré l'opposition des milieux militaires, s'est prononcé en faveur de l'arrangement ; il a montré que le projet d'un chemin de fer « transpersan » était irréalisable, parce qu'il se heurterait à une résistance obstinée de l'Angleterre. Il n'y a donc rien de mieux à faire que d'accepter un accord.

La convention est signée le 31 août 1907. Elle se compose de trois arrangements, l'un relatif à la Perse, l'autre à l'Afghanistan, le troisième au Tibet.

Au Tibet, c'est l'Angleterre qui donne des gages de conciliation. Elle promet d'évacuer le territoire et de le rendre à la Chine. Il est convenu qu'aucune de ces deux puissances n'enverra de représentant à Lhassa, ou ne cherchera à obtenir des concessions de mines et de travaux publics.

En Afghanistan, au contraire, la Russie renonce à toute action. Le royaume reste dans la sphère d'influence anglaise. C'est seulement par l'intermédiaire du représentant britannique à Caboul que les puissances étrangères pourront entrer en relations avec l'Émir. Mais la Grande-Bretagne s'engage à ne pas transformer ce quasi-protectorat en annexion.

L'accord relatif à la Perse commence par affirmer, dans son préambule, « le respect de l'intégrité et de l'indépendance » du pays ; mais il le divise en trois zones d'influence. La zone nord — à peu près la moitié du territoire — est la sphère d'influence russe. La zone sud-est appartient à l'influence anglaise. Chacune des puissances se réserve, dans sa zone, les concessions de mines et de travaux publics. Entre les deux zones, existe une région « neutre », où les deux États pourront agir concurremment (1). L'esprit de l'accord est d'établir en Perse un monopole éco-

(1) La limite sud de la zone russe est jalonnée par Kaffri-Khirim, Ispahan, Eyzd, Khakhl, puis rejoint la frontière russo-afghane ; la limite nord de la zone anglaise, par Gazik, Birdjand, Kirniav, Bender-Abbas

nomique anglo-russe, en écartant les tentatives des autres puissances — et surtout de l'Allemagne, qui songe à pousser vers la frontière occidentale du pays un embranchement du chemin de fer de Bagdad. En particulier, l'Angleterre et la Russie conviennent d'exercer en commun le contrôle des finances persanes.

La Convention du 31 août 1907 a donc le même caractère que l'accord franco-anglais du 8 avril 1904. Elle règle des questions litigieuses ; elle met fin à un conflit d'intérêts, qui pouvait, d'un moment à l'autre, entraîner des conséquences graves. Par là même, elle rend possible un rapprochement anglo-russe, sur le terrain de la politique européenne. Mais elle ne contient à cet égard aucune promesse de coopération. Elle n'est qu'un point de départ.

2. *L'accord russo-japonais.* — Il est vrai qu'au même moment la question d'Extrême-Orient, où l'Angleterre, alliée du Japon, avait fait échec à la politique russe, cesse d'être un élément de discorde entre Londres et Pétersbourg. La Russie, sous l'impulsion de la diplomatie française, accepte sa défaite de Mandchourie, et manifeste, par un traité, sa résignation.

Le gouvernement japonais, après sa victoire, avait besoin de laisser au pays un temps de repos. L'effort avait été rude. Pendant la guerre, le Japon avait dû contracter, à Londres et à New-York, des emprunts très lourds. Pour assainir sa situation financière, il lui fallait le concours du marché financier français. Aussi le comte Hayashi, ministre des Affaires étrangères, avait-il exprimé à Gérard, ambassadeur de France au Japon, son désir de conclure avec la France un accord propre à consolider le *statu quo* en Extrême-Orient et à fixer les bases d'une politique d'entente, « à laquelle la Russie pourrait ensuite se rallier ». En mars 1907, le gouvernement français avait autorisé l'émission, sur la place de Paris, d'un emprunt japonais 5 %, dont le produit (300 millions de francs) permettrait au Japon de rembourser les emprunts plus onéreux qu'il avait contractés auprès des banques anglaises et américaines. L'emprunt avait réussi.

Aussi est-il possible, au printemps de 1907, de pousser plus activement la négociation de l'accord politique proposé par le comte Hayashi. La France accepte de reconnaître les résultats de la guerre russo-japonaise, le Japon promet, de respecter les droits territoriaux de la France en Asie, c'est-à-dire en Indo-Chine. En outre, pour « resserrer les liens d'amitié », et écarter tout malentendu à l'avenir, les deux États s'engagent à se donner un appui mutuel pour maintenir l'indépendance et l'intégrité de la Chine, et pour assurer l'ordre et la paix dans les régions de l'Empire chinois voisines de leurs possessions. Une convention annexe promet

aux sujets japonais établis en Indo-Chine le traitement de la nation la plus favorisée pour leurs personnes et pour leurs biens. L'acte est signé le 10 juillet 1907.

L'attitude du gouvernement français n'avait pas été sans provoquer des objections de la part de la Russie. Mais, devant le fait accompli, le gouvernement du tsar accepte de se rallier à cette politique ; il se résigne à signer l'acte de « réconciliation », que le Japon désire obtenir. L'accord russo-japonais (30 juillet 1907), confirme les résultats du traité de Portsmouth. Chacun des deux États s'engage à « respecter l'intégrité territoriale » de l'autre, et à maintenir le *statu quo* dans l'Empire chinois, tout en acceptant les arrangements antérieurs conclus par l'un d'eux avec le gouvernement chinois. Ce traité prépare la délimitation de sphères d'influence en Mandchourie et en Mongolie. Il sera complété, le 4 juillet 1910, par un arrangement qui aura pour but d'assurer la « coopération amicale » dans la question du chemin de fer de Mandchourie. La Russie renonce donc à une revanche, qu'elle était d'ailleurs incapable de prendre de longtemps. Le Japon limite provisoirement son programme d'expansion, et cette sagesse répond à une nécessité.

Il n'est pas douteux que, dans l'esprit des gouvernements intéressés, ces traités étaient en relation avec le progrès de la négociation anglo-russe. La conclusion n'en a été annoncée qu'au moment où un accord de principe a été réalisé entre Pétersbourg et Londres.

Pour qu'une entente plus étroite pût se nouer entre la Russie et l'Angleterre, il fallait d'abord attendre les résultats pratiques de l'accord persan : dans la zone d'influence qui lui était reconnue, la politique russe respecterait-elle l'« indépendance » du gouvernement de Téhéran ? Les Russes avaient obtenu des concessions de travaux publics ; ils avaient fait à la Perse des prêts importants. Leurs agents accepteraient-ils les directives du gouvernement, et se soumettraient-ils à la discipline du traité ? L'Angleterre, de son côté, qui était bien décidée à surveiller, avec un soin jaloux, l'exécution de l'accord, ne renonçait pas aux initiatives qui pouvaient consolider le gouvernement persan et lui permettre d'échapper à l'influence russe. L'application de l'arrangement du 31 août 1907 était d'autant plus délicate qu'un mouvement « nationaliste » s'éveillait, pour protester contre l'influence étrangère. Contre ses sujets révoltés, c'était au concours de la Russie que le Chah s'adressait de préférence. Il n'en fallait pas davantage pour éveiller les inquiétudes anglaises, qui ne voulaient pas voir une troupe russe s'installer en territoire persan. L'accord était donc précaire ; s'il avait été rompu, l'état des relations russo-anglaises aurait été pire qu'il n'avait été avant 1907.

Or, l'arrangement n'avait pas de point d'appui dans les milieux politiques des deux pays. A la Chambre des Communes, la majorité libérale n'avait que mépris pour le régime tsariste, et ne pouvait pas approuver l'attitude que le gouvernement russe avait prise à l'égard de la Douma (1). A Pétersbourg, l'entourage de l'Empereur et les militaires avaient combattu, en 1907, la politique « anglophile » et ne s'étaient pas résignés sans peine aux concessions nécessaires. Les milieux conservateurs étaient hostiles à un rapprochement avec l'Angleterre.

A peine l'accord anglo-russe était-il signé, Isvolsky lui-même affectait de déclarer qu'il entendait ne pas laisser « ses tendances anglophiles » provoquer un « refroidissement » des relations germano-russes. « Il faut se garder de conclure des traités d'alliance généraux », disait-il à son collaborateur le baron de Taube. « Une politique vraiment réaliste et un sain égoïsme demandent au contraire la conclusion d'arrangements de toutes sortes avec toutes sortes de puissances, pour la solution de problèmes *concrets*, lesquels peu à peu peuvent nous mener éventuellement à de nouvelles combinaisons dans la grande politique mondiale. » Il ne voulait donc pas perdre le contact avec le gouvernement allemand. Non pas qu'il songeât à reprendre le traité de Björkoe. « Je n'ai rien contre son esprit, mais je proteste contre sa forme. Pour moi, c'est en même temps trop sentimental et trop peu précis ». Mais il était disposé à engager avec l'Allemagne des « conversations amicales et confidentielles » sur une série de questions « pratiques et concrètes ». Le fait est que, dans l'été de 1907, il fait préparer un projet de protocole germano-russe, au sujet des questions de la Baltique. Les principes de l'accord sont le maintien du *statu quo* dans cette région, et l'exclusion de toute puissance qui ne serait pas riveraine de la mer Baltique, c'est-à-dire de la Grande-Bretagne. Le voilà tout prêt à signer un acte secret, « franchement désagréable aux Anglais ». Et si, dans le texte adopté en fin de compte le 29 octobre, après l'entrevue de Swinemünde, les stipulations qui visent directement l'Angleterre disparaissent, ce n'est pas le ministre russe qui a pris l'initiative de cette suppression.

D'autre part, il fallait bien s'attendre à voir la Russie chercher à obtenir la compensation que sir Edward Grey avait provisoirement écartée lors de la négociation de la convention de 1907 : l'ouverture des Détroits aux navires de guerre. Isvolsky n'a pas manqué de faire un effort dans ce sens. Les entretiens de sir Edward Grey et du ministre

(1) En juillet 1906, un incident s'était produit qui avait failli arrêter les premiers pourparlers anglo-russes. Dans une réception offerte à des parlementaires russes, au lendemain de la dissolution de la Douma par le Tsar, le Premier, Campbell Bannermann s'était écrié : « La Douma est morte ; vive la Douma. » Et la diplomatie anglaise avait eu grand-peine à « expliquer » cette manifestation.

présente alors la question des Détroits pour l'avenir des relations anglo-russes (1). Isvolsky veut obtenir l'adhésion de l'Angleterre à un arrangement qui donnerait aux vaisseaux de guerre russes *seuls* le libre passage des Détroits. Sir Edward Grey n'accepte qu'une mesure générale, qui ouvrirait les Dardanelles et le Bosphore aux flottes de tous les pays. Est-ce un refus définitif ? Si, au moment où se pose la question des Détroits, l'Angleterre « met obstacle à sa solution », alors, dit Isvolsky, les milieux russes seront obligés de constater qu'ils ne tirent aucun profit de l'arrangement de 1907. Cette attitude du Cabinet anglais serait fatale au rapprochement anglo-russe. C'est en vain qu'il insiste. En fin de compte, les demandes de la Russie sont repoussées.

L'expérience de ces négociations suffit à montrer le caractère précaire des relations russo-anglaises. L'arrangement du 31 août 1907 était négatif. La Russie, faible encore, avait intérêt à le respecter, sans renoncer pour cela à garder le contact avec l'Allemagne. Mais, pour qu'un rapprochement fût durable, pour qu'une collaboration fût possible, il fallait que la Russie pût espérer d'autres avantages ou qu'elle eût éprouvé d'autres déceptions. A cet égard l'humiliation qu'elle subira, en mars 1909, dans l'affaire bosniaque, sera, pour Isvolsky, une raison nouvelle de consolider les relations avec l'Angleterre.

Cependant, la transformation qui s'est opérée, de 1905 à 1907, dans les relations de l'Angleterre et de la France, de l'Angleterre et de la Russie, inquiète le gouvernement allemand. En face de la Triple-Alliance, la Triple Entente est en train de se former. Est-ce un effort pour « encercler » l'Allemagne ? Le rapprochement russo-anglais n'est pas une menace directe pour les intérêts allemands ; il n'est pas encore solide ; il peut se relâcher bien vite. L'Entente franco-anglaise est solide, mais ni la France ni l'Angleterre n'ont d'intentions agressives. L'alliance franco-russe garde en apparence toute sa valeur ; mais les journaux russes accusent le gouvernement français de pratiquer une politique égoïste, et les diplomates, tout en multipliant les démentis, avouent « à huis clos » que l'attitude de la France « prête le flanc aux critiques les plus amères ». De Pétersbourg à Paris, et de Pétersbourg à Londres, la confiance n'est pas sans réserve. En tout cas, le Cabinet britannique est bien décidé à ne pas encourager les désirs éventuels de la France ou de la Russie. En russe, à Londres, en octobre 1908, montrent toute l'importance que

(1) Ces pourparlers sont liés à la question de Bosnie-Herzégovine. Voir chapitre III, p. 82-83.

signant les accords, le gouvernement de Londres a voulu surtout se protéger contre les incartades de l'Empereur Guillaume, contre l'alliance continentale. La Triple Entente, à cette date, n'est qu'un geste de défense contre une activité allemande qui s'est manifestée à Tanger et à Björkoe.

La diplomatie de la Wilhelmstrasse ne le comprend pas (1). Lorsque, de juin à octobre 1907, la seconde Conférence de la paix siège à La Haye, pour étudier les moyens de résoudre à l'amiable les conflits internationaux, cette Conférence ne remplit pas son but. Elle arrive bien à mettre sur pied une convention pour le règlement arbitral des différends internationaux, mais elle admet qu'un État puisse se soustraire à l'arbitrage si son « honneur » ou ses « intérêts vitaux » sont en question. Elle se contente de voter des conventions relatives à la conduite de la guerre, au droit des neutres, au blocus : elle cherche à établir un droit de la guerre; elle renonce à fonder les bases de la paix. Lorsque l'initiative d'un délégué la met en face de la question de la limitation des armements, elle se dérobe. Cet échec partiel, c'est la politique allemande qui en porte surtout la responsabilité. Si elle se trouve d'accord avec la Russie pour refuser une limitation des armements, c'est bien l'Allemagne seule qui s'oppose au principe de l'arbitrage obligatoire.

C'est sur un développement de ses armements qu'elle compte pour maintenir sa position en Europe.

IV. — LE RAPPROCHEMENT RUSSO-ITALIEN (1909)

1. *La politique balkanique de l'Italie.* — L'Italien ne porte ses regards sur l'Empire ottoman qu'après les déceptions coloniales, les désastres d'Abyssinie. Le commerce ouvrait les voies. La révolution Jeune-Turque parut donner l'espoir d'une proche liquidation ottomane. Dès 1909, les marchands italiens sont en bonne place dans l'Empire. Ils y vendent pour 79 millions de francs, beaucoup moins sans doute que les Anglais (190 millions et même les Allemands (97 millions), mais pas très loin derrière les Austro-Hongrois (95 millions), dépassant les Russes (73 millions), les Français (68 millions). Ils y achètent pour 71 millions de francs, moins que la Grande-Bretagne (112 millions) et la France (98 millions), mais déjà plus que l'Allemagne (70 millions) et l'empor-

(1) Il faut ajouter, il est vrai, que l'Allemagne s'inquiète, au point de vue économique, des conséquences que peuvent avoir les accords franco-anglais et russo-anglais. Cf. ci-dessous, p. 141.

tant de beaucoup sur l'Autriche-Hongrie (46 millions), la Russie (23 millions). Selon les doctrines en cours, le commerce précède le drapeau.

Dans toutes les conversations de villégiatures, qui sont reprises presque chaque année par les ministres de la Triple-Alliance, l'Italien rappelle ses ambitions économiques sur les Balkans. Tandis que l'irréductibilisme trentin et triestin est évoqué jusque dans la Chambre italienne, on surveille l'activité balkanique de l'Autriche, le concurrent. La « politique des chemins de fer » fut contrecarrée à Rome, où à la ligne du sandjak et du Vardar on ne manqua pas d'opposer le « Danube-Adriatique », préconisé par la Russie, ou des projets plus strictement d'inspiration italienne, un Monastir-Okhrid-Vallona : dès octobre 1906, un groupe franco-anglo-italien est, dit-on, disposé à construire une de ces transversales balkaniques, qui couperaient la ligne autrichienne : en février 1908 Tittoni, invoquant les nécessités commerciales, demande à l'Allemagne une reconnaissance officielle du droit italien sur le « Mer Noire-Adriatique », et le comte Monts, ambassadeur allemand à Rome, est invité à poser la question à Berlin. En septembre 1908, Tittoni rencontre Aehrenthal à Salzbourg et Isvolsky à Desio. Entre les deux visites se place l'entrevue de Buchlau (16 septembre) : selon Aehrenthal, Tittoni aurait souscrit à l'annexion, mais demandé, par une lettre du 4 octobre qu'elle fût précédée d'un échange de vues entre l'Autriche, l'Italie et la Russie ; la conversation de Desio (29 septembre) reste obscure, Tittoni prétendant qu'il n'avait reçu qu'une communication « académique » (dit-il à Monts le 23 octobre) et Aehrenthal affirmant qu'il était « autorisé à croire que l'Italie et la Russie étaient gagnées à l'annexion » (lettre à Bülow, du 15 octobre).

La politique italienne n'est pas si désintéressée (1). Donnant donnant, déclare en substance Tittoni à Monts dès le 23 octobre : ce sera le Danube-Adriatique, pour lequel l'Italie n'a pas d'argent ; on assurera une garantie pour l'emprunt projeté par les trois Puissances de l'Entente, auxquelles se joint l'Italie. Le 27 octobre, il revient à la charge sous une forme plus menaçante : « L'Italie, dit-il à Monts, ne peut être qu'alliée ou adversaire de l'Autriche » ; dans un conflit entre l'Autriche et l'Angleterre « l'Italie serait sans restrictions du côté de l'Angleterre », et il invoque les sentiments populaires. A quoi Bülow réplique, prati-

(1) Article 7 de traité de la Triple-Alliance du 28 juin 1902, renouvelé le 8 juillet 1907 : « Dans le cas où, par suite des événements, le maintien du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes et îles ottomanes dans l'Adriatique et dans la mer Égée deviendrait impossible, et que... l'Autriche-Hongrie ou l'Italie se verraient dans la nécessité de le modifier, par une occupation temporaire ou permanente de leur part, cette occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable entre les deux puissances, basé sur le principe d'une compensation réciproque... »

quant le même chantage : « Les courants populaires passent. Les intérêts réels et les rapports des forces restent ».

Les rapports des forces sont tels en effet que l'Italie ne se risque pas à réclamer une victoire. Tout un parti en Autriche, le maréchal Conrad von Hoetzendorff en tête, réclamait la guerre contre l'Italie. Ce dernier dans ses Mémoires ne cesse de répéter son *Delendam esse Carthaginem*, qui est double : « D'abord l'Italie, puis les Balkans », c'est-à-dire la Serbie. La « politique de Triple-Alliance » d'Aehrenthal, dit le maréchal, suppose une confiance entière dans la loyauté de l'Italie. La sienne n'était pas de « laisser à ses ennemis tout le temps de se préparer à l'écraser », dit-il en rappelant ces mots de Frédéric II. En somme le concurrent, c'est, pour l'Italie, l'Autriche. Mais c'est aussi son ennemie.

2. *L'accord russo-italien du 24 octobre.* — La crise bosniaque est passée. Tittoni ne réclame en public que la renonciation de l'Autriche à l'article 29 du traité de Berlin (droits au Monténégro). Le 11 avril 1909, à Venise, il jure à Bülow — c'est celui-ci qui le rapporte — que « tous les partis en Italie comprennent que le pays n'est pas en état de se mesurer avec l'Autriche », et il met l'agitation austrophobe de l'opinion italienne sur le compte des excitations de la presse anglaise. Le 9 juin, Victor-Emmanuel voit Edouard VII à Baïes, et Tittoni l'accompagne.

En fait, Tittoni se tourne à la fois vers l'Autriche et vers la Russie. Sans doute n'a-t-il cessé de garder le contact, durant la crise, avec Isvolsky, et les deux ministres, également vexés de la victoire autrichienne, sont prêts à s'entendre. Nous ne sommes pourtant pas renseignés encore sur les origines d'un accord, qui, isolé, ne serait pas dans les manières de la diplomatie italienne. Elle connaît le prix d'un double concours et elle ne laisse pas ignorer aux partenaires ses négociations avec leurs rivaux. Dès juin 1909, Tittoni propose à Aehrenthal de parler à cœur ouvert : aucun des deux ne conclurait avec un tiers un accord sur les Balkans sans en donner connaissance à l'autre; un tel pacte fortifierait « la confiance réciproque ». Aehrenthal accueille cette proposition, écrit Tschirschky le 13 juin, avec un « sourire sarcastique » : Tittoni le croit trop naïf s'il pense le prendre « à cette glu » ; il sait que l'Italie cherche à conclure un accord avec la Russie ; il répondra qu'il ne voit aucune raison à une nouvelle entente austro-italienne. Tittoni déclare à Berlin : l'article 7 du traité de la Triple-Alliance oblige l'Italie et l'Autriche à se concerter. Or, l'accord de Münzsteg, déterré pour l'occasion, n'est pas conforme à l'esprit du traité : un second Münzsteg signifierait la fin de la Triple-Alliance. « Quant à moi, je quitterais la Consulta dans les vingt-quatre heures, parce que je n'y aurais plus rien à faire ».

Et il propose l'accord négatif : pas d'entente avec un tiers l'un sans l'autre ; pas de nouvelle occupation autrichienne sans entente préalable avec l'Italie.

Bülow saisit la balle au bond : il n'est pas enthousiaste ; mais un tel accord empêchera peut-être le rapprochement russo-italien. Il morigène Aehrenthal. Celui-ci fait répondre le 24 juin. « Il croit le ministre (italien) capable de bien des perfidies. Mais il lui semble impossible que M. Tittoni prenne, en contradiction avec le traité d'alliance, des engagements dirigés contre l'Autriche ». Il ne comprend pas au reste les craintes italiennes. Il n'est pas question d'un second Mürzsteg. L'Autriche, il l'a expressément déclaré à Tittoni, « poursuivra dans les Balkans une politique de *statu quo* et de non-intervention ». En conclusion il négociera amicalement, mais d'une façon aussi dilatoire que possible. Et le 1^{er} juillet, il propose au duc d'Avarna, ambassadeur italien à Vienne, cette formule : « Au cas où le *statu quo* des Balkans serait sérieusement menacé, les deux États s'engageraient, comme il en a déjà été parlé à Desio en 1907, à une politique de non-intervention. Ils déclarent qu'il n'est pas compatible avec l'esprit du traité de la Triple-Alliance de conclure des accords avec une tierce puissance, qui contredisent cette politique de stricte non-intervention et qui aient rapport à l'Empire ottoman ».

Aehrenthal se fait tirer l'oreille. Sans doute les bonnes relations avec l'Italie sont précieuses, expose-t-il dans une note que son ambassadeur remet à Berlin le 4 août. Mais la Monarchie ne peut aliéner sa liberté d'action. Il reconnaît que l'Italie peut réclamer des compensations. Mais il s'en tient à sa formule qui empêcherait un accord entre la Russie et l'Italie. Encouragé par le succès diplomatique de mars, dont il s'attribue le mérite, Aehrenthal manifeste des velléités d'indépendance. Il se fait rappeler à l'ordre. Tandis que le nouveau chancelier, Bethmann-Hollweg, invité par l'ambassadeur d'Italie à donner de bons conseils à Aehrenthal, s'en tire, dit-il lui-même ingénument (26 juillet) « par le silence », Schœn, qui a été à l'école de Bülow, ne se gêne pas pour rabrouer poliment son collègue austro-hongrois : le baron d'Aehrenthal nous place devant le fait accompli, note-t-il le 5 août, en adressant, sans nous consulter sa réponse à Rome ; certes « l'Italie vit sans cesse dans l'espoir illusoire de faire de l'Adriatique un *mare clausum* italien et, dans cette vue, de réaliser ses aspirations en Albanie ». Mais « avant tout il faut empêcher l'Italie d'arriver derrière notre dos à un accord avec une Puissance de l'Entente dans les questions balkaniques ». L'autre cède.

Tittoni alors veut davantage : « Je me réjouis de constater, écrit-il en octobre à son ambassadeur, que le comte d'Aehrenthal... a reconnu à l'Italie le droit de demander des compensations », si l'Autriche occupait un nouveau territoire. Mais l'engagement à prendre par les deux gouver-

nements ne peut viser seulement des accords qui modifieraient le *statu quo* dans la péninsule balkanique, l'Adriatique et l'Égée ». « Il ne me semble pas opportun de limiter d'une telle manière l'entente à conclure... L'entente qu'il s'agirait de négocier resterait, à mon avis, toujours défectueuse et imparfaite si elle ne devait pas comprendre l'engagement de chacune des deux Puissances contractantes à ne pas conclure des accords avec la Russie sans l'intervention de l'autre. »

Tittoni se donnait l'air de craindre un nouveau Mürzsteg et communiquait à Vienne un projet d'accord : « Les deux Cabinets s'engagent à ne pas stipuler un accord quelconque avec une tierce Puissance concernant les questions balkaniques, sans que l'autre Puissance soit admise à y prendre part sur un pied d'égalité absolue et à se communiquer en outre toute proposition qui lui serait faite par une tierce Puissance, allant à l'encontre du principe de non-intervention et se rapportant à une modification du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes ou des îles ottomanes dans l'Adriatique et de la mer Égée ». Or, au moment même où ce texte parvenait à Vienne (18 octobre), le Tsar, faisant un détour, évitait le territoire austro-hongrois, et, accompagné d'Isvolsky, arrivait le 22 en territoire italien, au sud de Turin, à Racconigi.

Isvolsky avait trouvé une occasion de reprendre sa politique de troc : à Buchlau les Détroits contre la Bosnie, à Racconigi les Détroits encore, mais contre la Tripolitaine, autre morceau ottoman que convoite l'Italie.

« Les circonstances actuelles confèrent à cette visite une grande importance politique », écrivait Isvolsky ce jour-là à son ambassadeur à Berlin. Tittoni, ayant joué Aehrenthal, signait avec son collègue russe l'accord du 24 octobre, dont le texte fut soigneusement caché. Les deux ministres se contentèrent, même pour leurs fonctionnaires, de commenter les conversations et les toasts. Dès le 22, d'accord avec Isvolsky, l'agence Stefani lançait un communiqué à la presse : « La Russie et l'Italie poursuivent dans leur politique balkanique la même fin, c'est-à-dire le raffermissement du *statu quo* politique de la Turquie, de même que l'indépendance et le développement normal et paisible des États balkaniques ». Ainsi présenté, ajoutait le Russe pour son ambassadeur, à Berlin, ce rapprochement ne peut « inquiéter personne ». Il n'est pas dirigé contre l'Allemagne ni l'Autriche. « Toute tentative de renversement des alliances, sur lesquelles la paix de l'Europe a si longtemps reposé, pourrait signifier une grave menace pour cette paix ».

A vrai dire, le commentaire adressé aux représentants russes dans les capitales balkaniques est beaucoup moins anodin. Non qu'il y faille

chercher des intentions belliqueuses : « Les États balkaniques doivent être convaincus, écrit Isvolsky le 4 novembre à Sofia, Belgrade, Tsétinié, qu'une transgression de la situation politique actuelle dans les Balkans ne trouvera l'approbation ni la protection ni de l'Italie ni de la Russie ». Mais il ajoute : « Cela ne peut naturellement que raffermir les États balkaniques dans leur conviction qu'ils sont assurés contre n'importe quelle attaque du dehors ». La Russie, « protectrice des intérêts des Slaves balkaniques », les pousse à l'union. Racconigi « contribuera au développement du principe fondamental de notre politique dans le Proche Orient. Ce principe peut être exprimé en bref : les Balkans aux peuples balkaniques ». L'ambassadeur allemand à Rome ne veut pas être dupe, qui écrit le 31 octobre que Racconigi est une contre-assurance italienne contre l'Autriche. Ce n'était guère qu'une revanche de la Russie, une défense avant la lettre contre une nouvelle descente autrichienne dans les Balkans.

L'accord signé le 24 octobre ne fut connu ni de l'Autriche — en dépit des propositions faites par Tittoni en juin — ni de l'Allemagne. Isvolsky ne mit pas davantage au courant la France, et, quand Sazonof l'autorisa, le 15 novembre 1912, à communiquer à M. Poincaré le texte de l'accord, il demanda au président du Conseil de « garder le silence » devant ses collègues du Cabinet. Celui-ci se contenta d'en donner la substance (1). L'accord ne fut donc connu que bien plus tard par les publications soviétiques. Il paraît plus anodin qu'on eût voulu le faire supposer :

« 1^o La Russie et l'Italie doivent s'employer en première ligne au maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans ;

« 2^o Pour toute éventualité qui pourrait se produire dans les Balkans, elles doivent appuyer l'application du principe des nationalités par le développement des États balkaniques, à l'exclusion de toute domination étrangère ;

« 3^o Elles doivent s'opposer par une action commune à tout agissement en sens contraire aux fins ci-dessus : par « action commune » on doit entendre une action diplomatique, toute action d'ordre différent devant naturellement demeurer réservée à une entente ultérieure ;

« 4^o Si la Russie et l'Italie voulaient stipuler pour l'Orient européen des accords nouveaux avec une tierce Puissance en dehors de ceux qui existent actuellement, chacune d'elles ne le ferait qu'avec la participation de l'autre ;

« 5^o L'Italie et la Russie s'engagent à considérer avec bienveillance,

(1) Cf. Poincaré, *Au service de la France*, t. II, p. 363-366.

l'une les intérêts russes dans la question des Détroits, l'autre les intérêts italiens en Tripolitaine et Cyrénaïque ».

Donc, l'accord de Racconigi peut paraître beaucoup plus redoutable à ceux qui ne l'ont pas lu qu'à ceux qui le liront. C'est ainsi que la Porte s'effraie, abreuvée au reste à des sources austro-hongroises : on laisse entendre que la Russie et l'Italie se sont promis mutuellement des « compensations » aux dépens de la Turquie.

3. *L'accord austro-italien du 19 décembre.* — L'Allemagne aussi s'inquiète de cette « nouvelle constellation, l'entente russo-italienne », qui apparaît « au ciel politique » ; les Affaires étrangères avaient rappelé le comte Monts, qui l'avait signalée en style imagé, mais n'avait pas su l'éviter. On le remplaça par une des lumières de la Wilhelmstrasse, von Jagow. Dès le 24 octobre, celui-ci furette, mais ne recueille que des bribes vagues : « Communauté de vues et d'intérêts ». « Sympathies toujours croissantes ». « Coopération à l'œuvre de la paix générale ». Dans ses dépêches il indique la fierté italienne du coup qui a réussi : l'idée générale à Rome est que l'Italie est devenue une grande Puissance, qui a trouvé son assiette dans le système « de ses alliances et de ses amitiés », écrit-il le 27 octobre.

Mais tout de suite il tente de parer le coup en raffermissant les liens de la Triplice sur le terrain balkanique. Tittoni, de retour à Rome, ne cache pas sa satisfaction. Il ne cèle pas à Jagow qu'Isvolsky, qui perd tout « son calme » en parlant d'Aehrenthal, partage son contentement : il a assouvi sa rancune. Mais Tittoni n'est pas opposé à la reprise des pourparlers avec Vienne, et communique à Aehrenthal un compte rendu tronqué de l'accord de Racconigi. Celui-ci prend bonne note, le 27 octobre, de ce qu'il veut envisager comme un simple « échange de vues » ; il se plaît à constater que l'Italie n'a pas porté atteinte à l'article 5 de la Triple-Alliance ; il en prendra acte publiquement, aux Délégations.

Décidément la double négociation italienne, « la politique compliquée du remuant M. Tittoni », comme dit Bethmann-Hollweg à l'Empereur le 3 novembre, rend difficile la tâche de l'Allemagne. Isvolsky sans doute s'efforce de convaincre Berlin que les accords se complètent : « Et maintenant un de vos amis est aussi le nôtre ! », dit-il le 4 novembre au chargé d'affaires à Pétersbourg. « Jésuite ! » note rageusement Guillaume II en marge d'une longue explication qu'Osten-Sacken a remise dès le 22 octobre. « Voilà des paroles pour cacher les pensées ! » En attendant, de Berlin on s'efforce de persuader à Tittoni que la Russie dans les Balkans est tout aussi redoutable pour l'Italie que l'Autriche. L'ambassadeur autrichien à Rome, comte Lützow, attire l'attention sur les buts

russe : une confédération d'États slaves et la possession de Constantinople.

Tittoni ne demande qu'à se laisser convaincre. Son assurance russe n'est pas exclusive d'une contre-assurance austro-hongroise. « Qui trompe-t-on ici ? » se lamente Jagow le 26 novembre. « La politique extérieure d'ici, sous la direction d'un ministre parlementaire, est essentiellement subordonnée aux considérations de politique intérieure, et les petits-fils de Machiavel, qui mènent aujourd'hui les destins de l'Italie, sont descendus à des ruses d'avocats ». L'Allemagne oblige l'Autriche à interpréter l'article 7 du traité de la Triple-Alliance comme le désire l'Italie.

Cet accord, par lequel le ministre austro-hongrois se lie les mains, n'est qu'un échange d'instructions des deux gouvernements à leurs ambassadeurs à Vienne et à Rome. Entre la rédaction de la minute autrichienne (30 novembre) et celle de la minute italienne (15 décembre), le ministère romain était tombé (2 décembre). Tittoni fut remplacé par le comte Guicciardini. Mais la politique italienne n'était pas suspendue à une vie ministérielle. Le nouveau chef de la Consulta approuve l'accord austro-italien. L'échange des copies des instructions a lieu le 19 décembre :

« Si... par suite de l'impossibilité du maintien du *statu quo* dans les Balkans, l'Autriche-Hongrie était amenée par la force des événements à procéder à une occupation temporaire ou permanente du sandjak de Novipazar, cette occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable avec l'Italie, basé sur le principe d'une compensation... »

« Chacun des deux Cabinets s'engage à ne pas contracter un accord quelconque avec une tierce puissance concernant les questions balkaniques sans que l'autre Cabinet y participe sur un pied d'égalité absolue; de même les deux Cabinets s'engagent à se communiquer toute proposition qui serait faite à l'un ou à l'autre par une tierce puissance, allant à l'encontre du principe de non-intervention et se rapportant à une modification du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes ou des îles ottomanes dans l'Adriatique et de la mer Égée. »

Comme l'accord de Racconigi, celui-ci est purement négatif, et il n'est pas moins dirigé contre l'Autriche que le pacte russo-italien. Au contraire de l'accord de Racconigi, celui-ci ne saurait invoquer le principe des nationalités, le bât qui blesse l'Autriche. Mais tandis qu'à Racconigi l'Italie ne peut réclamer de son partenaire que la « bienveillance » eu égard à ses intérêts positifs, le 19 décembre elle obtient de son alliée, si celle-ci veut agir, une promesse de « compensations ». On saisit sur le vif cette manière de tirer tout le profit de ses amitiés et de ses alliances. Les unes comme les autres sont chargées d'arrêter l'Autriche dans sa

descente aux Balkans. C'est ce que l'ambassadeur italien à Berlin, seule capitale mise dans le secret d'après les termes mêmes du second accord, dit sans grands ambages au chancelier en résumant pour celui-ci le pacte de Racconigi : « En première ligne, maintien du *statu quo* ; en seconde ligne, non-immixtion et limitation du nouvel ordre de choses aux États balkaniques d'après le principe des nationalités au cas où le *statu quo* ne pourrait être maintenu » (14 décembre). Mais, le 28, le nouveau président du Conseil Sonnino, se félicitant devant Jagow de l'accord du 19 décembre, lui en fait saisir la faiblesse : « Son désir, rapporte l'ambassadeur, fut toujours d'approfondir et de parachever l'Alliance » ; mais « il serait très difficile de conclure des accords précis pour certaines éventualités ».

Autrement dit, à Rome on prépare un nouveau marchandage.

SIXIÈME PARTIE

Triple Entente et Triple-Alliance

CHAPITRE PREMIER

Les grands problèmes internationaux : la question du Pacifique

La victoire du Japon en 1905 avait, on l'a vu, entraîné des conséquences imprévues en Europe, amené de profonds changements dans les alliances, marqué le point de départ de la « rentrée » des Russes dans les affaires occidentales. Les accords asiatiques de 1907 consolidèrent cette situation. Les pactes conclus entre l'Angleterre, la Russie, le Japon et la France avaient en somme pour objet de maintenir le *statu quo* en Extrême-Orient, tant que les crises européennes dureraient et occuperaient l'attention des grandes Puissances de l'Ancien Monde. Mais ils devaient naturellement permettre aux peuples de l'Asie orientale de poursuivre leur développement sans être, comme naguère, directement influencés par les « étrangers » d'Europe. Les années qui suivent 1910 voient ainsi commencer ce que les Américains appelleront *the awakening of the East*, l'éveil de l'Orient.

1. *Le Japon et les États-Unis*, — Le Japon fut le premier à profiter de cette situation avantageuse. Dès 1905, il avait, par un traité du 17 novembre, assuré sa position en Corée ; le gouvernement coréen reconnaissait, conformément au traité de Portsmouth, que sa représentation à l'étranger serait désormais assurée par le Japon, et accueillait à Séoul un résident général, qui fut le marquis Ito. Mais dans l'été de 1907, on apprit à Tokio que l'empereur de Corée avait formulé contre ce régime une protestation secrète transmise par un envoyé spécial à la cour permanente d'arbitrage de La Haye. Sur l'injonction de la puissance protectrice, le souverain dut abdiquer en faveur de son fils, à qui fut imposée, le 25 juillet, la signature d'une convention nouvelle

BIBLIOGRAPHIE. — Voir ci-dessus, p. 3, et en outre : *China year book*, 1911 et suiv. — Mac Murray, *Treaties and Agreements with and concerning China*, t. II (1921). — Malloy, *Treaties, conventions... betw. the U. S. A. and other Powers*, t. III (1923). — *British documents on the origins of the war* t. III (1928). — Le livre de H. J. Latané, *A history of American foreign policy* (1927) donne une bibliographie plus complète.

soumettant, d'une façon expresse, à l'assentiment du résident général japonais tous les actes du nouvel empereur et de son gouvernement. L'héritier du trône fut placé sous la tutelle personnelle du marquis Ito, pourvu à cette occasion du titre de prince, et on l'envoya un peu plus tard achever son éducation au Japon, sous la surveillance du gendre d'Ito, ce même vicomte Suyematsu, qui pendant la guerre de 1904-1905, avait dirigé la propagande japonaise dans la presse européenne. La mise en valeur économique du pays fut en même temps entreprise par les soins d'une compagnie dite « du développement oriental » fondée par le marquis Katsoura, ancien président du Conseil, revenu au pouvoir en 1908. La compagnie obtint un bail de cent ans, avec des concessions de terrain très étendues ; les Coréens et les Japonais devaient, en principe, y être admis sans distinction. Bientôt, le rattachement à l'administration japonaise de plusieurs services publics coréens (justice, enseignement, mines, forêts) prépara l'annexion. Elle aurait peut-être eu lieu dès 1909, si l'assassinat du prince Ito par un Coréen, à Kharbine, le 26 octobre de cette même année, n'eût fait craindre des troubles et retarder les mesures préparées. Le délai fut mis à profit pour organiser et encourager un parti annexionniste, qui réclamait l'« amalgame » des deux pays. Les affaires de Corée furent confiées, à Tokio, à un service des colonies à qui ressortissaient déjà celles de Formose et de Sakhaline, et finalement, le 24 juin 1910, ce qui restait du gouvernement coréen transféra, par *mémoire* spécial, ses pouvoirs d'administration et de police au Résident général. Le dernier acte fut consommé par un traité du 22 août 1910, où l'Empereur coréen fit abandon de toute souveraineté au bénéfice du Mikado. Une déclaration du 29 août notifia ce changement aux Puissances, avec lesquelles le Japon conclut, de 1911 à 1913, une série d'accords de détail visant la destinée des anciennes concessions reconnues à chacune d'elles dans les ports ouverts par l'ancien gouvernement coréen.

Cette politique d'expansion, dont les procédés furent parfois jugés au dehors avec une assez grande sévérité, était, dans une mesure importante, imposée au Japon. Il lui fallait, de toute nécessité, assurer des débouchés à un excédent de population qui s'élevait, dès cette époque, à près de 500.000 individus par an. Livré à lui-même, ce flot d'émigration se serait presque en entier dirigé vers les pays dont le climat convient le mieux au travailleur japonais originaire du Grand Archipel : l'Australie, les îles Hawaï, la Californie. Mais les colonies australiennes avaient, dès 1900, pratiquement exclu tous les immigrants d'origine asiatique, et, à partir de 1905, des difficultés s'élevèrent, sur le même sujet, avec les États-Unis. La présence d'un assez grand nombre de travailleurs

d'origine japonaise dans les États riverains du Pacifique (et notamment à San-Francisco) amenait des protestations et des démonstrations d'hostilité de la part de la population blanche, surtout des ouvriers de race européenne, eux-mêmes récemment immigrés, qui supportaient mal la concurrence des Asiatiques moins exigeants sur les salaires. La législation californienne se ressentait déjà de ces sentiments.

L'opinion japonaise s'en émut, surtout lorsqu'en 1906 les autorités scolaires de San-Francisco eurent l'idée d'interdire aux enfants japonais, coréens et chinois l'accès des écoles publiques et de les confiner dans des écoles spéciales dites « orientales ». Cet acte de « discrimination » semblait intolérable, après la déférence dont le Japon avait fait preuve, aux conférences de Portsmouth, pour l'intervention et les conseils de Roosevelt. Aussi le Président fit-il, dans son message du 4 décembre 1906, une déclaration favorable au principe de l'égalité de traitement entre les races. Une enquête prescrite par lui en Californie et des pourparlers engagés à Washington et à Tokio aboutirent au *modus vivendi* de 1907. La décision des autorités scolaires de San Francisco fut rapportée. En retour, le gouvernement japonais se déclara prêt à limiter lui-même, spontanément, l'immigration de ses nationaux aux États-Unis, en ne donnant plus de passeports aux travailleurs manuels, et en prenant des mesures pour qu'ils ne puissent pénétrer sur le territoire de l'Union par voie indirecte, après avoir passé par les îles Hawaï, le Mexique ou le Canada. L'acte d'immigration voté par le Congrès le 20 février 1907, suivi d'un ordre présidentiel du 24 mars, mirent la législation fédérale en accord avec cet arrangement.

Mais au mois de juillet suivant, de nouvelles manifestations anti-japonaises, très violentes, se produisirent en Californie, suivies, un peu plus tard, de troubles analogues en territoire du Dominion Canadien, et notamment à Vancouver. Ces nouvelles produisirent une vive émotion au Japon, d'autant qu'une croisière de la grande flotte américaine de l'Atlantique était annoncée pour l'année suivante dans les parages des Philippines et de l'Asie orientale. Les deux gouvernements japonais et américain désiraient éviter les graves conséquences où pouvait conduire l'agitation de la presse et de l'opinion dans leurs pays respectifs. Le ministre de la Guerre des États-Unis, William H. Taft, qui se rendait aux Philippines pour une mission d'inspection, passa par Tokio, et, un peu plus tard, en janvier et février 1908, un accord eut lieu par échange de lettres entre le vicomte Hayashi et l'ambassadeur américain O'Brian. Sans avoir de caractère contractuel à proprement parler, cet arrangement rétablissait, en le précisant, le *modus vivendi* de l'année précédente. Au mois d'octobre, la flotte américaine, répondant à une invitation du Mikado, visitait le port de Yokohama, et y était reçue avec une courtoisie

particulière, qui contribua à rétablir des rapports amicaux entre les deux pays.

Le gouvernement japonais en profita très adroitement pour amener les États-Unis à reconnaître, comme l'avaient fait déjà les autres Puissances, l'importance de sa situation politique en Extrême-Orient et tout spécialement à l'égard de la Chine. Le 30 novembre 1908, était signé à Washington, entre le nouvel ambassadeur japonais et le secrétaire d'État Elihu Root, ce qu'on appela l'*accord Tokahira-Root*. Les deux gouvernements s'entendaient pour maintenir le *statu quo* dans la région du Pacifique, respecter leurs possessions territoriales respectives, maintenir l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe d'égalité commerciale de toutes les nations dans cet Empire. Cet accord avait pour le Japon un avantage particulier : celui de consolider sa situation politique et économique en Chine, et spécialement en Mandchourie, au moment où la mort presque simultanée à Pékin (10 et 13 novembre 1908) de l'Empereur Kouang-sin et de l'Impératrice douairière Tseu-hi allait inaugurer une nouvelle période de troubles en Chine et mettre en péril l'union des Puissances occidentales.

2. *La crise chinoise.* — Le gouvernement japonais était, mieux que tout autre, au courant de la transformation politique qui se préparait dans l'Empire chinois. C'était le Japon qui avait, après l'échec de la réforme des « Cent-Jours », servi d'asile à Kang-Yéou Weï et à ses amis fugitifs. C'est aussi du Japon qu'était parti en 1906 Sun-Yat Sen pour aller organiser l'insurrection républicaine et antimandchoue de la vallée du Yang-tsé, qui avait amené Tseu-hi à promettre dès cette époque une réforme constitutionnelle et à convoquer des Conseils provinciaux. Mais, tandis qu'il suivait de près, à tout événement, le mouvement national chinois en formation dans le sud, le Japon ne négligeait pas de s'assurer, dans le nord et spécialement en Mandchourie, une situation prépondérante. Il avait déjà, depuis 1905, conclu avec le gouvernement de Pékin une série d'arrangements relatifs aux chemins de fer du sud de la Mandchourie et à leur raccordement avec les voies chinoises et coréennes, ainsi qu'à l'exploitation des mines de cette région. Des conventions définitives intervinrent à ce sujet en août et septembre 1909.

Au même moment, un rapprochement s'opérait entre le Japon et la Russie, en vue d'un accord général sur leur politique en Mandchourie. Le ministre des Finances de Nicolas II, Kokovstov, eut à ce sujet une entrevue avec le prince Ito, le 26 octobre 1909, dans le train qui les conduisait de Tchang-tchoun à Kharbine. Mais en arrivant à destination,

Ito fut assassiné par un Coréen émigré qui voulait venger son pays sur la personne de l'ancien résident japonais à Séoul. L'émotion causée par cet attentat appela l'attention sur les négociations engagées et sur la politique du Japon en Mandchourie. Au Sénat américain, une opposition assez vive se marqua contre les termes de l'accord Tokahira-Root : on craignait qu'en ratifiant le *statu quo* d'Extrême-Orient, les États-Unis ne se fussent engagés implicitement à respecter des arrangements secrets du Japon avec la Chine et la Russie au sujet de la Mandchourie. Pour répondre à ces craintes, le nouveau secrétaire d'État Knox mit en avant, au mois de décembre 1909, une proposition (connue sous le nom de *Memorandum Knox*) d'un genre tout à fait nouveau. Elle consistait à transférer tous les chemins de fer de Mandchourie à un syndicat financier et industriel international, qui rachèterait les droits des possesseurs actuels, États ou compagnies, et construirait en outre une nouvelle ligne nord-sud entre Aïgoun sur l'Amour à l'embouchure du Liao-ho. Des capitalistes anglais et américains s'occupaient déjà de réunir les fonds pour l'exécution de ce programme, destiné, pensait-on à Washington, à « faire sortir du domaine de la politique » la question des chemins de fer de Mandchourie.

Le Japon et la Russie ne s'émurent pas de cette intervention, qui portait, selon le mot d'un publiciste américain, la trace d'une « candeur réjouissante ». Ils firent remarquer que la proposition Knox était contraire, non seulement aux accords du Japon et de la Russie avec la Chine, mais aux termes même du traité de Portsmouth, conclu sous la médiation américaine. Bien mieux, leur rapprochement s'en trouva facilité, et aboutit à la conclusion, le 4 juillet 1910, d'un accord très bref, mais significatif. Les deux puissances s'engageaient à une assistance mutuelle et sans concurrence pour l'établissement des voies ferrées en Mandchourie. Elles acceptaient de maintenir le *statu quo* et se promettaient d'entrer en pourparlers pour une politique commune au cas où il serait menacé. Une phrase significative indiquait que le *statu quo* en question était défini par les « traités existants » avec la Chine, que les deux contractants s'étaient mutuellement communiqués. Les États-Unis n'avaient pas protesté, ni davantage la Chine. L'Allemagne seule fit des réserves dont le Japon ne crut pas devoir tenir compte. Quelques jours plus tard, il publiait le traité d'annexion de la Corée.

Il ne restait plus qu'à mettre cette situation nouvelle en harmonie avec le texte du traité d'alliance anglo-japonais. Le gouvernement britannique n'entendait pas rompre avec son allié, qui l'avait du reste régulièrement tenu au courant de ses pourparlers avec la Russie. Mais il ne lui convenait pas de risquer, par fidélité à l'alliance, un conflit avec les États-Unis, ne fût-ce qu'en raison de l'opposition certaine du

Canada. Le traité fut donc modifié sur deux points. Les alliés se promettaient entente et appui dans « les régions de l'Asie Orientale et de l'Inde » contre toute « attaque non provoquée ou action agressive » d'où qu'elle vînt et prévoyaient des ententes navales à établir « de temps à autre ».

Le *casus fœderis* ne souffrirait donc cette fois aucune exception apparente. Mais il ne devait pas jouer à l'égard de toute puissance qui viendrait à conclure un traité d'arbitrage permanent avec l'un des contractants. C'était précisément le cas entre l'Angleterre et les États-Unis. Cette disposition qui fut très bien accueillie en Amérique, contribua à maintenir l'excellente situation diplomatique que le Japon s'était acquise depuis 1908, mais l'inclina d'autre part à fortifier son entente avec la Russie.

Au commencement de 1911, des négociations financières avaient été entamées entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis en vue d'un grand emprunt international, destiné à la réforme monétaire et au développement de l'industrie en Chine. Le Japon et la Russie avaient été invités à prendre leur part de ce consortium, mais les conditions proposées furent l'objet de vives objections de leur part. Tous deux s'opposaient à ce que les revenus de la Mandchourie fussent inscrits parmi les gages du futur emprunt, et le Japon mettait obstacle au privilège que le consortium entendait se faire réserver pour tous les emprunts futurs. Il s'inquiétait aussi de voir les États-Unis prendre une part importante dans les affaires de Chine, et désigner notamment l'« expert » appelé à diriger la réforme monétaire.

A ce moment se produisit la révolution chinoise d'octobre 1911. Cette révolte était en partie le résultat de la politique d'intervention financière que les puissances poursuivaient en Chine, sur l'initiative des États-Unis, et dont le Japon, plus encore que la Russie, semblait avoir prévu les conséquences. C'est en effet le décret impérial du 9 mai 1911 ordonnant le rachat des chemins de fer chinois (pour en confier ensuite la gestion au consortium) qui provoqua dans la région du Yang-tse les troubles et le *pronunciamiento* de Wou-Chang, point de départ du mouvement révolutionnaire.

Les puissances européennes, occupées de la dangereuse crise provoquée en Occident par le « coup d'Agadir », ne prêtèrent longtemps qu'une attention distraite aux affaires de Chine. Mais le Japon et les États-Unis suivaient les événements avec intérêt. Au début, le parti républicain du Kouo-min-tang et son chef Sun-Yat Sen, qui était arrivé d'Amérique à Nankin pour se faire élire président provisoire, recueillirent toute la sympathie de l'opinion américaine et du gouvernement de Washington. Mais quand, usant à la fois de la force et de la diplomatie,

Yuan-chi Kaï eut réussi à supplanter son adversaire et à s'emparer du pouvoir, l'Amérique et l'Angleterre accueillirent volontiers l'offre de la France de soutenir le chef du nouveau régime et de lui accorder l'assistance financière qu'il demandait. Alors, ce fut le Japon et surtout la Russie qui s'y opposèrent. La conférence bancaire de Paris, réunie au printemps de 1912, ne réussit pas sans peine à vaincre cette résistance et ce fut seulement après de laborieuses négociations qu'une convention du 18 juin consacra l'entrée des banques russes et japonaises dans le « consortium » qui devait financer la réorganisation de la Chine.

Cet arrangement, au reste, n'empêcha pas les deux gouvernements de mettre à profit les circonstances pour étendre, d'un commun accord, leur influence dans les parties de la Chine limitrophes de leurs frontières respectives. Le 8 juillet 1912, était signé à Saint-Petersbourg, entre l'ambassadeur japonais Motono et le ministre Sazonof, un arrangement secret définissant, en Mandchourie et Mongolie orientale, les zones d'influence respectives de la Russie et du Japon, séparées par une ligne qui suivait le méridien 116° 27' Greenwich, lequel passe par Pékin et Nertchinsk. La presque totalité de la Mandchourie entra ainsi dans la zone japonaise. Par compensation, la Russie se croyait en état de transformer la Mongolie en pays de protectorat. Dès le début de la révolution chinoise, les Mongols, aidés par les Russes, avaient proclamé leur indépendance et chassé les garnisons chinoises, et, le 3 novembre 1912, le conseiller d'État Korostowetz, agent russe à Ourga, signait avec les six ministres du gouvernement mongol un traité d'alliance et de commerce qui réservait aux Russes une influence politique et des privilèges économiques à peu près exclusifs.

Il restait à faire reconnaître par la Chine ce qui venait d'être fait. Le Japon et la Russie y travaillèrent pendant près d'un an. C'est le Japon qui y réussit le premier, non sans avoir éprouvé, de la part de Yuan-chi Kaï, une résistance prolongée, surtout après la victoire remportée par lui sur les républicains de Nankin. En fin de compte, et peut-être en retour d'un appui financier indispensable pour assurer son élection à la présidence, Yuan signait avec le Japon la convention du 5 octobre 1913 qui lui accordait le droit de construire quatre lignes de chemin de fer en Mandchourie et Mongolie orientale, avec droit de préférence pour trois autres lignes futures. En récompense, le Japon reconnut, un peu plus tôt que les autres gouvernements étrangers, le nouveau président de la République chinoise. Un mois plus tard, le 5 novembre, Yuan-chi Kaï, passant outre à l'opposition du Parlement de Pékin, consentait à signer avec le ministre russe Kroupensky une déclaration reconnaissant en fait le protectorat russe en Mongolie occidentale. La

Russie admettait le principe que ce pays fait partie de la Chine. Mais en regard de cette déclaration platonique, la Chine s'engageait à n'avoir de rapports avec lui que par l'intermédiaire des Russes, et à n'y envoyer désormais ni troupes, ni fonctionnaires, ni colons.

L'Angleterre aurait souhaité faire reconnaître aussi par la Chine l'indépendance du Tibet, afin d'y établir sa propre influence. Mais l'accord anglo-russe de 1907 l'obligeait à en respecter l'intégrité territoriale. Elle engagea donc, à Pékin et à Simla, des pourparlers en vue d'une révision du traité de 1906 qui avait défini, au Tibet, la suzeraineté chinoise et l'autonomie du pays. Mais l'accord, ébauché en juin 1914, n'avait pu se réaliser quand la grande guerre éclata en Europe.

A cette époque, la politique des autres puissances en Extrême-Orient se bornait de plus en plus à soutenir les entreprises économiques et financières de leurs nationaux. La France, alors le plus grand marché européen de capitaux, avait pris la tête de ce mouvement depuis plusieurs années. C'est elle qui avait, en 1912, préparé les contrats du grand emprunt international de 125 millions de dollars, dit de réorganisation. Mais au dernier moment, les financiers américains, avant de signer, avaient désiré que le Président Wilson, nouvellement élu, renouvelât le patronage donné à l'entreprise par son prédécesseur. Il s'y refusa, considérant cette intervention comme attentatoire à l'indépendance de la Chine : « Nos intérêts, dit-il, sont ceux de la porte ouverte, une porte d'amitié et d'avantage mutuel. Nous n'avons souci d'entrer par aucune autre ». Cette déclaration, assurément sincère, n'énonçait qu'un des motifs de l'abstention pratiquée en Extrême-Orient par les États-Unis. En réalité, l'administration démocrate elle-même soutiendra bien plus énergiquement les intérêts américains dans le Pacifique après 1914, quand le canal de Panama sera ouvert aux forces navales de l'Union. Toute la politique américaine dans le golfe du Mexique et les pays qui le bordent au sud et à l'ouest le montre avec évidence.

3. *Les États-Unis et l'Amérique centrale.* — La Convention avec la République de Panama, signée le 18 novembre 1903, fut ratifiée par le Sénat de Washington le 23 février 1904. Dès ce moment les travaux furent poussés avec activité et le canal devait être ouvert au trafic le 15 août 1914. Mais il fallut presque autant de temps pour régler la controverse avec la Colombie. Une convention tripartite conclue en 1903 fut rejetée par le gouvernement colombien. Le Président Taft fit de vains efforts pour reprendre la négociation et le ministre américain à Bogota, M. Du Bois, ne put réussir à faire agréer les offres généreuses qu'il avait pris sur lui de faire à la Colombie. Celle-ci

ne voulait consentir qu'à un arbitrage. Bryan reprit l'affaire sous la présidence de Wilson, et conclut en juin 1914 un traité, qui fut ratifié seulement le 20 avril 1921 par le Sénat américain et le 1^{er} mars 1922 par la Colombie. Celle-ci reconnaissait la république de Panama et les accords conclus par elle avec les États-Unis moyennant des droits préférentiels pour l'usage du canal et une indemnité de 25 millions de dollars. On prétendit alors dans la presse que la Standard Oil, intéressée dans les exploitations pétrolières de Colombie, venait d'obtenir ce que Roosevelt, jusqu'à sa mort, avait réussi à empêcher.

Maîtres de la future voie interocéanique après 1904, les Américains ne négligèrent rien pour assurer leur prépondérance sur les territoires qui en avoisinent l'entrée. L'état financier et politique de la plupart d'entre eux rendait la tâche aisée à ce qu'on a appelé depuis la « diplomatie du dollar ». Le contrôle financier américain, préface du protectorat, fut appliqué dès 1904 à la République dominicaine, accablée de dettes envers les puissances d'Europe, dont une au moins, l'Allemagne, songeait à prendre des mesures conservatoires. Dans son message du 4 décembre 1904, Roosevelt réserva expressément aux États-Unis ce rôle de « police internationale ». Puis il envoya sur les côtes dominicaines des navires de guerre qui débarquèrent des troupes, et chargea un fonctionnaire américain d'administrer les douanes du pays. Après deux ans de protestations, le Sénat finit par accepter le fait accompli et consentit à ratifier, le 25 février 1907, un traité qui plaçait la République dominicaine sous la direction financière et la « protection » matérielle du gouvernement de Washington.

Les États continentaux du Centre-Amérique devaient être, presque en même temps, soumis à un régime analogue. Le Nicaragua intéressait spécialement les États-Unis à cause des gisements de pétrole que paraissait recéler le sol de ce pays, et aussi parce qu'ils entendaient se réserver la possibilité exclusive de construire un jour sur son territoire un second canal interocéanique. Déjà en 1907, le Président Taft, d'accord avec son collègue mexicain Porfirio Díaz, était intervenu pour empêcher le président du Nicaragua, Zelaya, de faire la guerre au Salvador et au Guatemala, et imposer aux cinq républiques du Centre-Amérique la juridiction d'une cour d'arbitrage permanente. Quand le gouvernement de Washington voulut aller plus loin et soutenir des partis hostiles à Zelaya parce qu'il prétendait conduire une politique active et indépendante, Porfirio Díaz refusa son concours, et désormais les États-Unis agirent seuls. Ils prirent occasion du meurtre de deux de leurs nationaux en novembre 1909 pour renverser Zelaya, et en 1910 ils entreprirent de soumettre le Nicaragua et le Honduras à une « réorganisation » financière, opérée malgré l'opposition du Sénat, qui rejeta en 1911 les traités conclus par le secrétaire d'État Knox. Des troubles politiques

se produisirent alors au Nicaragua, et des marins américains furent débarqués à Corinto, bientôt suivis par un corps d'occupation qui devait rester à Managua jusqu'en 1925. Maîtres du pays, les Américains purent imposer la conclusion d'un traité, dont le texte, remanié à plusieurs reprises sur la demande du Sénat, ne fut arrêté que le 5 août 1914 et ratifié que le 5 août 1916. Moyennant 3 millions de dollars, affectés au remboursement de ses dettes (contractées presque uniquement aux États-Unis), le Nicaragua devait abandonner à ces mêmes États-Unis le droit exclusif de construire un canal par la vallée du Rio San Juan et le Grand-Lac. Il leur cédait en outre, à bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, les îles Corn sur la côte est et une base navale sur la baie de Fonseca, à l'autre extrémité du futur canal.

Cette prétention des États-Unis de demeurer seuls maîtres des voies transocéaniques et de leurs abords amenèrent parfois des conflits avec d'autres puissances. En 1912, l'Angleterre protesta, en invoquant le traité Hay-Pauncefote, contre un acte du Congrès qui dispensait des droits de passage dans le canal de Panama les navires de commerce américains voyageant d'un port à l'autre des États-Unis. Le Président Wilson obtint, en 1914, le retrait de la clause incriminée, que cependant le Congrès persista à déclarer fondée en droit. En 1912 encore, le Sénat avait voté, le 2 août, la résolution Lodge, qui protestait contre l'occupation éventuelle, par tout gouvernement non américain, d'un port ou d'une localité quelconque du Nouveau Monde placés de manière à pouvoir « menacer les communications ou la sécurité des États-Unis ». Cette démarche visait le projet attribué à une société commerciale japonaise d'acquérir des terrains dans la baie de Madgalena, en territoire mexicain.

Le Mexique prenait ainsi rang parmi les pays que l'Amérique entendait réserver à son influence économique autant que politique. Lorsque Porfirio Diaz fut renversé en 1911 par une révolution que dirigeait Madero, on soupçonna que Washington avait eu part dans le soulèvement que Huerta, l'un des généraux de Madero, dirigeait contre lui. Madero fut pris et mis à mort par son adversaire, qui était énergiquement soutenu par l'ambassadeur américain à Mexico. Le ministre britannique soutenait aussi Huerta, en raison, assurait-on, des intérêts qu'il avait dans une entreprise pétrolière qui avait aussi des concessions au Nicaragua et en Colombie. Les entreprises américaines étaient en rivalité avec elle dans les trois pays, et usèrent de leur influence pour empêcher que Huerta ne fût reconnu par les États-Unis. Le Président Wilson devait hésiter longtemps sur le parti à prendre avant de conclure; mais, en 1914, un accord intervint avec l'Angleterre pour écarter Huerta et engager contre lui des opérations navales et militaires qui n'étaient pas encore achevées au moment où la guerre éclatait en Europe.

CHAPITRE II

Les grands problèmes internationaux : les rivalités européennes

La Triple Entente, qui s'est ébauchée en 1907, n'est pas encore nouée solidement en 1908. Pendant la crise balkanique de 1908-1909, la politique russe ne reçoit pas, de Londres et de Paris, un appui actif. La crise bosniaque a montré, au contraire, la solidarité complète de la politique allemande et de la politique autrichienne; mais elle a inquiété l'Italie qui, après avoir négocié, depuis 1900, avec la France, vient de conclure un arrangement avec la Russie. De part et d'autre, les deux groupes de puissances n'ont donc pas une cohésion parfaite. Pendant les deux années qui suivent le règlement provisoire de l'affaire bosniaque, la diplomatie européenne traverse une période de tâtonnement, d'incertitude, où les combinaisons d'alliances pouvaient encore se modifier.

Pour comprendre le caractère des relations internationales à ce moment, il faut apercevoir d'abord les conditions générales qui dominent les rapports des Grandes Puissances, avant d'étudier les problèmes particuliers qui sollicitent leur attention.

1. — *LES CONDITIONS GÉNÉRALES*

I. — LA RIVALITÉ ÉCONOMIQUE

Dans les premières années du ^{xx}e siècle, le mouvement d'expansion coloniale, qui s'était développé depuis 1880, arrive presque à son terme : les territoires « vacants » ont été conquis par les Grandes Puissances. Le partage du monde est effectué. Les possibilités d'annexions nouvelles dans les continents africain ou asiatique sont maintenant très limitées. Cependant les conditions économiques qui avaient provoqué cet effort colonial n'ont pas disparu. L'expansion prend des formes nouvelles, qui intéressent toutes les Grandes Puissances, et surtout les puissances euro-

péennes. Les États-Unis, malgré les progrès rapides de leur développement industriel, n'ont pas encore, à ce moment, dans la vie économique du monde, une place de premier plan. C'est l'Europe qui reste le « pôle économique » du globe, le foyer vers lequel convergent les grands courants commerciaux.

L'évolution économique des grands États européens se poursuit, à un rythme qui varie de l'un à l'autre pays, mais qui présente des caractères communs — ceux-là même qu'avait présentés, longtemps auparavant, l'évolution de la Grande-Bretagne. Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, l'industrialisation de l'Europe occidentale et de l'Europe centrale s'est continuée sans arrêt. L'industrie manufacturière tend à prendre, et elle a pris déjà en Allemagne, comme en Angleterre, la première place dans le système économique. L'agriculture passe au second plan : elle ne suffit plus — et de beaucoup — à produire les denrées alimentaires nécessaires pour la population. Aussi la vie de l'Europe est-elle de plus en plus liée à celle des autres continents : elle leur demande les denrées alimentaires que son sol ne produit plus ; elle leur achète les matières premières nécessaires à son industrie. Mais le développement rapide de la production des objets fabriqués oblige sans cesse davantage les grands pays européens à chercher, au dehors, des débouchés pour leur industrie, des marchés extérieurs. Toutes ces conditions ne sont pas nouvelles ; elles ont commencé à exercer, depuis plus de vingt ans, une grande influence dans la vie internationale. Leur rôle est seulement plus important encore, leur influence plus pressante.

Cette évolution, dont les formes étaient déjà fixées depuis longtemps en Angleterre, a été particulièrement rapide en Allemagne ; elle est plus lente en France, et surtout en Autriche-Hongrie ; elle commence à peine à atteindre l'Italie ; elle n'a pas encore touché l'Empire russe, qui reste, en Europe, le grand réservoir de produits alimentaires et de matières premières. Aussi, tandis que, dans les grands pays industriels, les usines, en appelant à elles la main-d'œuvre disponible, et en prélevant sur l'agriculture un fort contingent de travailleurs, ont à peu près tari l'émigration, les populations rurales de l'Europe méridionale et orientale continuent à chercher, hors d'Europe, leurs moyens de subsistance ; elles sont seules à contribuer à la mise en valeur des pays neufs. Les États dont l'évolution économique est la plus avancée, ceux qui ont besoin d'entretenir des relations actives avec les autres continents, n'y exportent plus leurs hommes.

L'Europe occidentale et centrale devient ainsi un foyer de production intense, dont toute l'activité se concentre dans la vie industrielle, et dont la prospérité dépend de l'exportation des produits fabriqués, de

l'importation des matières premières et des denrées alimentaires. Elle est donc sensible à tous les événements qui peuvent affecter la vie économique des pays lointains. Que la capacité d'achat de ces pays soit réduite, par le jeu de causes naturelles ou artificielles, qu'une barrière douanière nouvelle s'élève, ou qu'un cataclysme ruine certains groupes de population — et voici l'Europe privée des débouchés indispensables. Qu'une mauvaise récolte affecte le coton américain ou le blé de l'Argentine, et la voilà contrainte de subir une hausse des prix des matières premières, qui aura sa répercussion sur la production et sur les salaires.

La spécialisation économique a donc établi, entre les régions du monde qui n'ont pas atteint le même degré d'évolution, entre les pays industriels et les pays agricoles, — entre les *usines* et les *fermes* —, une mutuelle dépendance. La prospérité générale est liée au maintien de ces relations internationales, de cet échange de produits. Par là même, un conflit international doit avoir, pour tous les États, même s'ils ne prennent pas une part directe à la lutte, des conséquences économiques. Cette interdépendance devrait logiquement être une garantie de paix.

Mais les grands pays industriels, avec la vitalité de la jeunesse, ne s'orientent pas vers l'internationalisme économique. Certes, ils ont conscience de la solidarité qui unit leur propre industrie et la production agricole des pays lointains. Mais chacun d'eux cherche à réaliser, pour son compte, les conditions qui assureront sa prospérité ; chacun d'eux cherche à se procurer des marchés où il aura un monopole de fait, à mettre la main sur les réserves de matières premières qui lui permettront d'augmenter sa production. Les nécessités immédiates conduisent ces États à former, ou à essayer de former, aux dépens les uns des autres, un ensemble économique — marchés extérieurs et réserves de matières premières, clients et fournisseurs de leur industrie. L'âpreté de la concurrence augmente, à mesure que les progrès techniques accélèrent le rythme de la production industrielle. Or, dans cette lutte, les producteurs d'un même pays, travailleurs, chefs d'industrie, capitalistes, ont, en fait, un intérêt commun. La prospérité des entreprises est, qu'ils en aient conscience ou non, la condition de la vie sociale. Les progrès que peut réaliser un des grands États européens, en accaparant des matières premières, en développant son exportation, en s'assurant des débouchés nouveaux, c'est souvent et d'abord au détriment de ses concurrents qu'il les obtient, car l'augmentation de la consommation n'est pas en général aussi rapide que celle de la production. Et le vaincu subira le contre-coup de la défaite dans sa vie de chaque jour : l'augmentation des salaires sera plus lente, le niveau de vie restera stationnaire ou tendra même à rétrograder. La concurrence économique n'est donc pas seulement une

rivalité de capitalistes ou de chefs d'entreprises ; elle est, dans une large mesure, une rivalité nationale. Elle devient ainsi une sorte de guerre économique en pleine paix.

Les formes mêmes de cette rivalité économique affectent le caractère des relations internationales (1) L'attention des grands États européens se porte sans cesse davantage vers les pays qui, par la densité et le pouvoir d'achat de leur population, peuvent constituer des marchés de premier ordre : c'est toute l'importance des affaires d'Extrême-Orient, où, longtemps après l'Angleterre, les Grandes Puissances européennes veulent avoir leur part du marché chinois. Elle s'arrête aussi sur les régions susceptibles de produire les matières premières que l'Europe ne peut pas fournir : le coton, que les États-Unis, grand producteur, absorbent de plus en plus pour la consommation intérieure ; le caoutchouc, dont les emplois industriels sont en progression rapide ; ou les produits du sous-sol, que l'Europe produit en quantité insuffisante : le pétrole, que le développement des moteurs à explosion rend indispensable, — les métaux précieux ou simplement nécessaires à l'industrie (cuivre ou étain), — les phosphates, le salpêtre.

Pour atteindre leur but, les hommes d'affaires européens cherchent à obtenir, dans les « pays neufs », des concessions.

Les concessions de travaux publics vont de pair avec la conquête des débouchés. En se faisant accorder le droit d'établir un port, de construire une voie ferrée, la Société concessionnaire ne trouve pas seulement l'occasion d'utiliser sur place les rails, les wagons, les locomotives que produit l'industrie européenne, et par conséquent de favoriser l'exportation de quelques grandes usines ; elle obtient, par le jeu de ses tarifs, par les privilèges qu'elle accordera à ses conationaux, par la connaissance qu'elle acquiert du marché local, le moyen d'exercer une influence plus large ; elle ouvre la voie aux commerçants. C'est autour de la voie ferrée que se développe une zone d'influence économique. Tel est le cas de la Chine en 1898, celui de la Perse en 1907. C'est même, *mutatis mutandis*, le cas des États de l'Amérique latine.

Les concessions minières sont recherchées avec la même âpreté. Dans les régions où le sous-sol paraît riche, les entreprises européennes cherchent à se faire attribuer le droit exclusif de faire des prospections, et le monopole de l'exploitation future. L'accord russo-anglais de 1907, par exemple, détermine les zones où les entreprises de chacun des deux pays exerceront, à cet égard, un monopole de fait.

(1) Le livre de Parker T. Moon, *Imperialism and World Politics* (New-York, Macmillan, 1927, 583 p.) donne, de ces questions, un exposé d'ensemble très suggestif.

Mais ces concessions ne peuvent être obtenues que du gouvernement du pays intéressé. Pour conclure l'affaire, et pour évincer les concurrents européens, la Société concessionnaire cherche donc à se faire appuyer par son propre gouvernement. L'intérêt économique peut d'ailleurs servir, dans l'avenir, des fins politiques. La diplomatie se trouve engagée dans la lutte des intérêts industriels ; elle soutient les entreprises nationales, qui seront en même temps pour elle un moyen d'action. Ici, la politique internationale rejoint donc la rivalité économique.

Le lien est d'autant plus puissant que ces entreprises industrielles ou minières sont formées et soutenues par des groupes financiers. En France, en Angleterre, et, à un moindre degré, en Allemagne, le développement industriel, source de profits plus rapides que l'agriculture, a augmenté la masse des capitaux disponibles. Cet excédent de capitaux cherche une rémunération soit dans les concessions de travaux publics et de mines hors d'Europe, soit dans les emprunts accordés aux États étrangers. Les deux modes d'action sont liés, car les groupes financiers qui font ces avances exigent en retour que les achats de matériel, nécessaires pour l'exploitation des entreprises, soient passés aux établissements industriels dont l'activité est liée à la leur. Les États qui peuvent faire cette exportation de capitaux sur une large échelle sont donc avantagés dans la lutte économique (1). Ils disposent d'ailleurs, dans les relations internationales, d'un moyen de pression dont ils savent se servir. C'est par le contrôle financier que la France a préparé le protectorat de la Tunisie ; l'Angleterre, la domination de l'Égypte. Or les groupes bancaires et les groupes industriels affiliés ont des moyens d'action sur l'opinion publique ; ils ont des intérêts dans les grands journaux et peuvent ainsi provoquer un mouvement d'opinion qui serve leurs desseins ; ils ont quelquefois des occasions d'exercer une influence plus directe sur les milieux parlementaires. Par là, ils sont souvent à même d'imposer à leur propre gouvernement leur volonté, et d'orienter l'action diplomatique dans le sens de leurs intérêts.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir quelle place les questions financières internationales tiennent, par exemple, dans la correspondance diplomatique, en 1912. La formation du « Consortium » bancaire qui doit lancer les emprunts chinois est une affaire de politique internationale. Encore faut-il songer que les documents diplomatiques ne rendent pas toujours compte de l'arrière-plan économique ou financier d'un conflit international, dont les données apparentes sont purement

(1) On estimait, vers 1900, que les placements annuels au dehors s'élevaient aux environs de 4.500.000 francs pour l'Angleterre, de 2.000.000.000 pour la France et de 1.500.000.000 pour l'Allemagne. Cf. Vialatte, *L'Impérialisme économique et les relations internationales dans le dernier demi-siècle*, p. 116.

politiques. Dans quelle mesure l'attitude d'un grand parti, la formation d'une majorité parlementaire sont-elles sujettes à ces influences ? Il n'est généralement pas possible de l'apprécier si l'on ne considère que les nouvelles transmises par les ambassades. Les preuves de cette action sont difficiles à saisir. Les conversations des hommes d'affaires ne figurent pas, en général, dans les archives. Les intérêts économiques ou financiers ont donc pu jouer un rôle, dans bien des circonstances où les pièces officielles n'en portent pas trace. Il y a ainsi une sorte de diplomatie économique et financière en marge de la diplomatie politique, et qui agit sur celle-ci.

Or, dans cette rivalité des grands pays industriels de l'Europe centrale et occidentale, c'est l'Allemagne qui, dans les premières années du ^{xx}^e siècle, marque partout des avantages : l'essor prodigieux de l'industrie allemande a repris, à un rythme accéléré, après la crise de 1901. La production en masse et en série oblige l'Allemagne à s'assurer au dehors des débouchés nouveaux, qui lui sont indispensables pour écouler le surplus de ses marchandises. « Dans l'ensemble, en y comprenant la houille et la fonte, on évalue à 60 ou 70 % la proportion des produits de l'industrie allemande qui reste disponible pour l'exportation ». Il faut donc vendre ce surplus, à tout prix. C'est pour l'Allemagne une nécessité absolue (1). Pour y parvenir, elle cherche à se faire donner une part dans l'exploitation des pays neufs. C'est en ce sens qu'elle va chercher à réaliser un accord avec la Russie dans la question du chemin de fer de Bagdad, avec la France dans la question marocaine. Mais elle travaille surtout à éliminer partout les concurrents étrangers. La conquête des marchés extérieurs se développe, grâce à l'esprit d'initiative des commerçants allemands, à l'organisation de leur service de renseignements, à leur souci constant d'adapter leur activité aux besoins de leur clientèle. Le commis-voyageur allemand évince ses concurrents en Russie, en Amérique du Sud, en Asie Mineure. Les cartels de producteurs organisent systématiquement, après l'enquête de 1903, la politique du *dumping*. Le gouvernement soutient les exportateurs, par son système de tarifs de transport, par les encouragements qu'il donne à l'activité des grands syndicats industriels. Il les aide surtout par la protection qu'il accorde à la marine marchande : « La création des lignes de navigation ne suit pas le commerce, elle le précède ». C'est par ses compagnies de navigation que l'Allemagne arrive à établir vers les pays lointains l'exportation de produits allemands.

Dans cet effort, l'intérêt allemand rencontre à chaque instant l'inté-

(1) Cf. Henri Hauser, *Les méthodes allemandes dans la guerre économique*. Paris, 1915, in-12.

rêt britannique, puisque la prépondérance de l'exportation anglaise avait été sans rivale jusqu'au dernier quart du xix^e siècle. C'est aux dépens du commerce anglais que l'exportateur allemand obtient ses succès. Si la marine, l'industrie et le commerce anglais continuent à grandir, parce que les besoins du monde, en général, se développent, leur progression est nettement inférieure à celle de la marine, de l'industrie et du commerce allemand. De 1900 à 1910, le commerce extérieur de l'Angleterre passe de 20,5 milliards à 28 milliards, tandis que le commerce de l'Allemagne passe de 12,5 milliards à 21,5 milliards.

L'expansion économique de l'Allemagne est donc une menace pour la prospérité de l'Angleterre. Toute la vie économique des Iles britanniques repose sur l'expansion commerciale, sur la puissance de la flotte marchande. Avec la Russie, dont le développement industriel commence à peine, avec la France, qui vit en grande partie sur son marché intérieur, les intérêts économiques de l'Allemagne peuvent s'accorder; il est possible de chercher un arrangement. Avec l'Angleterre, la lutte économique est inéluctable.

Les conséquences de cet état de choses sont apparentes dans la politique internationale. Le gouvernement allemand suit avec inquiétude le développement des accords qui répartissent entre la France et l'Angleterre, en 1904, entre l'Angleterre et la Russie, en 1907, entre la Russie et le Japon, en 1910, des « sphères d'influence » en Méditerranée, dans l'Asie antérieure, en Mandchourie. Ce partage, qui est la forme nouvelle de l'expansion économique, ne va-t-il pas fermer au commerce allemand des régions riches, restreindre son développement, le priver de la « place au soleil » à laquelle il estime avoir droit ?

Les milieux officiels britanniques constatent, surtout depuis 1902, le danger qui menace l'avenir de leur pays. Les Iles britanniques, qui ont devancé les autres nations dans la voie de l'industrialisation, qui ne peuvent se nourrir des produits d'une agriculture insuffisante, qui tirent du dehors la majeure partie de leurs matières premières, ne peuvent vivre, au sens matériel du mot, sans une exportation chaque jour plus intense. Est-ce à dire que les Anglais songent à recourir à la guerre pour rétablir leur situation commerciale, et pour venir à bout d'un concurrent dangereux ? Le remède pourrait être pire que le mal. En tout cas l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, Metternich, était convaincu que cette menace à longue échéance ne pouvait pas suffire à soulever contre l'Allemagne l'opinion publique anglaise. La « Cité » ne voulait pas la guerre; l'opinion libérale ne la souhaitait pas davantage. Mais, à la longue, cet état d'esprit ne pourrait-il pas se transformer ?

Cette rivalité économique fondamentale a pour conséquence une riva-

lité des armements navals. Le développement de la marine marchande allemande appelle le développement de la marine de guerre. Du jour où, sur toutes les mers, le pavillon allemand se déploie, il n'est pas possible que le gouvernement laisse ses navires de commerce à la merci de la flotte de guerre anglaise. Depuis 1900, sous l'impulsion de l'amiral von Tirpitz, l'Allemagne travaille à devenir une grande puissance navale. Et l'Angleterre voit se former sous ses yeux une force, qui n'est pas seulement un instrument de protection, qui peut devenir bientôt un instrument d'offensive. La sécurité des communications indispensable, en cas de guerre, à la vie même des Iles britanniques, ne sera-t-elle pas menacée, dans un prochain avenir ? C'est là un danger immédiat, que chacun peut apercevoir et comprendre, autrement grave, par conséquent, que le lent progrès d'une concurrence économique.

II. — LE PROBLÈME DES NATIONALITÉS

Mais ce serait méconnaître le caractère de la politique européenne, dans ces premières années du ^{xx}^e siècle, que d'attribuer aux préoccupations économiques une place exclusive, ou même prépondérante. Les intérêts industriels et financiers peuvent bien exercer, à l'occasion de faits précis, une action effective sur l'orientation de la politique ; ils peuvent bien provoquer, de temps à autre, un mouvement d'opinion qui favorise leurs entreprises. Il n'en reste pas moins que, dans toute l'Europe, les courants profonds de l'esprit public sont déterminés par des réactions sentimentales. Dans les rapports franco-allemands, la question d'Alsace-Lorraine, sans apparaître au premier plan, continue à être un élément fondamental. Dans les régions de l'Europe centrale et orientale, où des populations sont soumises à une domination étrangère, qui peut les associer à un bien-être économique, mais qui ne veut ni ne peut satisfaire leurs aspirations morales ou religieuses, le désir d'échapper à cette domination subsiste, même si l'indépendance devait entraîner avec elle des difficultés économiques.

1. *La question d'Alsace-Lorraine.* — Le régime allemand ne cesse de poursuivre, en Alsace-Lorraine, son effort méthodique, dans l'ordre démographique, militaire, économique. La Terre d'Empire participe à la prospérité du Reich ; les milieux alsaciens sont sensibles aux avantages matériels que leur vaut cette prospérité. Et pourtant l'administration allemande a conscience qu'elle ne peut venir à bout de la tradition française. Les jeunes générations alsaciennes elles-mêmes, celles qui n'ont pas connu la guerre de 1871 et qui ont été diminuées par l'exode, restent

fidèles à cette tradition. La germanisation a fait faillite. Mais la résistance ne se manifeste plus, sur le terrain politique, avec la même acuité. Au lieu d'élire des députés « protestataires », les électeurs d'Alsace-Lorraine envoient au Reichstag des représentants, socialistes ou catholiques, qui siègent dans les grands partis allemands, Social-démocratie ou Centre. Ils gardent intact « leur patrimoine moral » ; mais ils ont conscience de la responsabilité qui pèse sur l'Alsace-Lorraine. « La guerre, qui voudrait la déclarer ? — disait l'abbé Wetterlé, en 1902, à un rédacteur du *Journal*. Qui supporterait la responsabilité d'un tel acte ? La possession de l'Alsace, avec ses quinze cent mille habitants, vaudrait-elle la mort de plusieurs millions d'hommes ? » Il en est, parmi les Alsaciens, qui consentent à faire le sacrifice de leurs espoirs, et à se contenter de demander l'autonomie, dans le cadre de l'Empire allemand. « L'Alsace-Lorraine, — disait Jaurès le 18 novembre 1909 — a montré le vrai courage lorsque, n'attendant plus le retour de la justice de la fortune et des surprises des armes, elle s'est dit que son devoir, son salut, c'était, du moins dans les cadres territoriaux de l'Europe actuelle, de garder l'originalité de sa pensée, de perpétuer, sous la domination du vainqueur, la parcelle d'âme française qu'elle avait gardée en dépôt. »

L'attitude de la France encourage les Alsaciens-Lorrains à la résignation. Sans que le gouvernement ait jamais fait une allusion, même lointaine, à un abandon, il évite avec soin, pour ménager les « susceptibilités allemandes », d'évoquer le souvenir des provinces perdues. L'opinion publique, qui n'aurait pas permis une ratification explicite du Traité de Francfort, ne semble pas souhaiter que ce silence soit rompu. Dans les jeunes générations, la question d'Alsace-Lorraine n'éveille plus la même amertume et la même espérance que chez leurs aînés. « Qui pourrait dire que, malgré les efforts d'une poignée de patriotes obstinés, dont l'influence sur l'opinion publique ne se manifestait plus guère qu'aux heures de crise nationale, l'oubli, peu à peu, ne venait pas ? » L'émotion nationale, qu'avaient soulevée la crise marocaine et le renvoi de Delcassé, s'était apaisée.

La question d'Alsace-Lorraine n'était donc plus, à ce moment, un obstacle aussi grand qu'il l'avait été dans d'autres temps à un rapprochement franco-allemand. La politique allemande sans pouvoir, — nous venons de le dire, — escompter une renonciation que l'opinion française, dans sa grande majorité, n'aurait certes pas consentie, aurait pu du moins contribuer à l'apaisement, entretenir en Alsace-Lorraine le sentiment de résignation, favoriser en France la tendance à l'ajournement *sine die* de la revendication nationale. Peut-être y a-t-elle songé lorsqu'à la fin de 1910, elle préparait un projet de Constitution pour la Terre d'Empire. Mais l'acte, qui est promulgué le 30 mai 1911, ne donne pas à

l'Alsace-Lorraine une véritable autonomie. Sans doute, les deux provinces sont partiellement affranchies du régime d'exception auquel elles avaient été soumises ; elles obtiennent un Parlement, formé d'une Chambre basse, élue au suffrage universel, et d'une Chambre haute ; elles ont le droit de participer, comme les autres États, aux délibérations sur les questions d'Empire, puisqu'elles envoient trois représentants au Bundesrat. Le mécanisme constitutionnel est cependant agencé de telle sorte que l'Alsace-Lorraine ne peut échapper à la tutelle étroite du gouvernement d'Empire. Le *Staathalter* est libre d'ouvrir et de clore les sessions parlementaires ; l'Empereur garde le droit de légiférer, par ordonnance, dans l'intervalle des sessions ; la composition de la Chambre haute, dont les membres sont en partie nommés par l'Empereur, garantit l'autorité allemande contre les entreprises de la Chambre démocratique. Le choix des représentants au Bundesrat est subordonné à des conditions, qui garantissent la fidélité de ces délégués à la Prusse. La concession faite à l'Alsace-Lorraine est accompagnée de tant de restrictions, de tant de réticences qu'elle provoquera, après coup, une recrudescence de l'irrégentisme alsacien.

2. *Les minorités nationales dans l'Europe centrale et orientale.* — Si le mouvement des nationalités de l'Europe centrale et orientale — que la doctrine allemande de la *race* avait éveillé au milieu du xix^e siècle, — semble s'être assoupi depuis 1871, le fait est que ces minorités, soumises à une domination étrangère, n'ont pas perdu le sens de leur individualité, et n'ont pas abandonné la revendication de l'autonomie ou de l'indépendance nationale. Elles souffrent d'être traitées en inférieures par le gouvernement qui, parfois depuis des siècles, les domine. La revendication traditionnelle est entretenue, confirmée par l'action des intellectuels. L'emploi de la langue maternelle, l'exercice des cultes sont le terrain d'une lutte sourde contre les agents du gouvernement. Les couleurs nationales, le costume même sont autant d'occasions, pour les minorités nationales, d'affirmer la différence qui les sépare des populations voisines. Sans doute, elles ne peuvent guère compter sur un soulèvement, sur un mouvement révolutionnaire, pour réaliser leurs aspirations. Mais une crise internationale peut leur offrir tout à coup l'occasion qu'elles souhaitent. L'existence de ces mouvements séparatistes ou irrédentistes fait donc peser, sur certains grands États, une menace, qui est pour eux une cause de faiblesse dans la compétition internationale. Bien que la Pologne russe, depuis le soulèvement de 1863, paraisse soumise, la politique du Tsar, dans bien des circonstances, n'a-t-elle pas été déterminée par ces souvenirs, par la crainte d'un réveil de la nationalité polonaise ? La présence, en Autriche-Hongrie, d'une minorité italienne

et d'une minorité roumaine n'a-t-elle pas empêché l'alliance austro-italienne et l'alliance austro-roumaine de recevoir l'appui complet de l'opinion publique, à Rome et à Bucarest ? Et les tendances séparatistes des Slaves du Sud n'ont-elles pas été, pour la politique austro-hongroise, après 1908, le mobile d'action dans les Balkans ?

L'Autriche n'a pu maintenir l'Empire qu'en partageant avec les Magyars le soin de dominer les nationalités sujettes. Mais les Allemands ne forment, en 1910, que 36 pour 100 de la population totale de la Cisleithanie ; les Magyars, 47 pour 100 de la population totale de la Hongrie. Les Slaves sont 24 millions, près de la moitié de la population de la Double Monarchie. Sans doute, les Tchèques et les Slovaques, d'une part, les Croates, les Slovènes, etc., de l'autre n'essaient pas de coordonner leur action : la « nation tchèque » possède une forte tradition nationale, et les « Jeunes-Tchèques » revendiquent, au nom du « droit historique », l'indépendance ; les Serbes de Bosnie-Herzégovine sont les plus ardents à résister à la domination autrichienne, parce que la crise de 1908 a réveillé chez eux le sentiment national, et parce qu'ils sont au contact même du royaume serbe, leur centre d'attraction ; les Polonais de Galicie, au contraire, paraissent « ralliés », et forment un élément de la majorité parlementaire. Mais combien de temps ces forces resteront-elles isolées ? Les populations italiennes de Trieste et du Trentin, les populations roumaines de la Transylvanie regardent vers le dehors, vers les foyers nationaux auxquels elles appartiennent par la race, par la langue, par la forme de civilisation. Il y a dix ans que Delcassé, en signant l'accord complémentaire de l'alliance franco-russe (1899), songeait à l'hypothèse d'une dislocation de l'Autriche-Hongrie. L'hypothèse est toujours admise dans les Chancelleries européennes. Et ce sont des diplomates allemands, Jagow à Rome, Wangenheim à Constantinople, qui y feront allusion, en 1912. Le gouvernement austro-hongrois a lui-même si bien conscience de sa faiblesse que l'archiduc héritier François-Ferdinand paraît songer à « reconstruire » la Monarchie sur la base du *trialisme*, en associant les Slaves du Sud aux Allemands et aux Magyars.

L'Empire russe compte, sur ses frontières, des populations allogènes, ni russes, ni orthodoxes, qui forment le quart de la population totale : les Polonais ; les Lithuaniens, les Lettons et les Esthoniens des pays baltiques, soumis à la domination d'une aristocratie d'origine allemande, les barons baltes ; les Finlandais, — sans compter les Roumains de Bessarabie, les musulmans de la Volga, les Allemands et les Juifs. La situation géographique de ces minorités nationales, qui sont établies dans les régions proches de la frontière, constitue un danger pour l'Empire, en cas de guerre européenne. Après la révolution de 1905,

le ministre Stolypine mène une politique de « russification », qu'il applique d'abord à la Finlande.

Ce sont là les deux grands États dont la puissance peut être, un jour, gravement menacée par les revendications nationales. Mais, à vrai dire, bien rares sont, dans l'Europe de 1910, les États qui échappent tout à fait à des difficultés du même genre. La France est au nombre de ces privilégiés. L'Angleterre ne parvient pas à résoudre la question d'Irlande, tandis que la Belgique s'inquiète des progrès du flamingantisme. Il est certain que la diplomatie allemande surveille avec intérêt les embarras de l'Angleterre et de la Belgique. Elle en tiendra compte, le jour venu de la crise européenne. Ce jour-là, aussi, d'autres nationalités s'éveilleront, qu'on pouvait croire résignées ou soumises.

II. — LES QUESTIONS PARTICULIÈRES

C'est l'attitude de l'Allemagne qui, dans ces années délicates, donne à la politique européenne son orientation. Le gouvernement de Guillaume II continuera-t-il à appuyer sans réserve la politique balkanique de l'Autriche, ou cherchera-t-il, au contraire, un arrangement avec la Russie, qui pourrait modifier les conditions des relations anglo-russes? Voudra-t-il donner à ses relations avec la France un caractère nouveau? Mais la question fondamentale est celle des relations de l'Allemagne et de l'Angleterre.

I. — LES ARMEMENTS NAVALS

ET LES POURPARLERS ANGLO-ALLEMANDS (1)

1. *La demande anglaise de limitation des armements navals.* — C'est dans le courant de l'année 1906 que les positions sont prises de part et d'autre. L'Amirauté anglaise vient de procéder à un regroupement de ses forces navales; son alliance avec le Japon lui a permis, à la fin de la guerre russo-japonaise, de rappeler une partie de son escadre d'Extrême-Orient; son entente avec la France facilite une mesure analogue en Méditerranée. Elle a ramené ces navires disponibles vers la mer du Nord, où la flotte allemande a été augmentée, à la suite du vote des lois navales de 1900. Elle établit, sur la côte d'Écosse, la base de Rosyth, pour sa Grande Flotte. En même temps les techniciens prennent,

(1). DOCUMENTS. — *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. XXVIII.

TÉMOIGNAGES : Tirpitz (Gross-Admiral von), *Die Aufbau d. deutschen Weltmacht*, Stuttgart, Cotta, in-8°, 460 p., 1924. — Grey, *op. cit.* — Prince de Bulow, *La politique allemande*. Traduction française, Paris, 1916.

au point de vue des constructions navales, une initiative importante : ils créent le cuirassé type *Dreadnought*, dont la puissance dépasse celle de tous les navires en service. Ils s'assurent ainsi une supériorité, d'autant plus appréciable que la profondeur du canal de Kiel, à cette date, ne permet pas à l'Allemagne d'utiliser des cuirassés d'un tonnage égal.

Mais le *Dreadnought* est une arme à deux tranchants. En Allemagne, l'amiral von Tirpitz fait voter la loi navale de mai 1906, qui sera bientôt complétée par une seconde loi, en novembre 1907. Le programme de constructions établi en 1900 est révisé. La construction de *Dreadnoughts* est décidée, à raison de quatre par an jusqu'en 1910, et ensuite de deux par an. Le canal de Kiel sera approfondi. L'affaire est d'autant plus grave que le programme naval anglais ne comportait que la construction annuelle de trois *Dreadnoughts*. L'initiative malheureuse de l'Amirauté britannique donne donc à l'Allemagne l'occasion inespérée de prendre la supériorité dans la classe des grands cuirassés, qui décideront du sort d'une bataille navale.

Tel est le point de départ de la « concurrence » navale. Pour la première fois, la marine anglaise risque de se trouver inférieure, pour un type de navires, à la marine allemande. La décision des techniciens anglais se retourne contre eux. De leurs propres mains, ils ont « démodé » une partie de leurs cuirassés. S'ils veulent garder leur supériorité — que la loi navale allemande de 1900 n'avait pas mise en cause, — ils sont donc obligés de faire un nouvel effort de constructions. C'est ici que la question technique se complique : les constructions nouvelles seront coûteuses ; or, le parti libéral, qui a pris le pouvoir à la fin de 1905, redoute qu'une augmentation d'impôts soit mal accueillie dans le pays. Le gouvernement est donc amené à penser que, pour éviter les répercussions financières d'un nouveau programme naval, il doit essayer d'obtenir de l'Allemagne qu'elle restreigne ses armements. Les efforts de la diplomatie anglaise vont s'orienter dans ce sens en 1907 et en 1908.

La première tentative est faite à l'occasion de la Conférence de La Haye. Le gouvernement anglais propose que la limitation des armements navals soit mise à l'ordre du jour. L'Allemagne se refuse à discuter la question. La conception de Guillaume II, qu'il exposera, en février 1908, à lord Tweedmouth, lord civil de l'Amirauté, est simpliste : pourquoi chacun ne serait-il pas libre de construire autant de navires qu'il le désire ? C'est refuser de voir que la course aux armements provoque inévitablement, dans l'opinion publique, une excitation d'autant plus dangereuse que chaque gouvernement, pour obtenir du Parlement le vote de ses lois navales, est amené à dénoncer les armements de son voisin.

Après avoir fait préparer le terrain, en chargeant le financier

sir Ernest Cassel d'entrer en rapports avec le directeur de la *Hamburg Amerika*, Albert Ballin, qui a l'oreille de l'Empereur, le Cabinet anglais se décide — bien que les résultats de ce sondage n'aient pas été encourageants — à faire une démarche directe. Le 16 juillet 1908, sir Edward Grey et Lloyd George disent à l'ambassadeur Metternich que la méfiance subsistera entre l'Angleterre et l'Allemagne tant que durera la course aux armements navals. N'est-il pas possible de s'entendre pour limiter de part et d'autre les constructions ? Metternich souligne l'importance de cette conversation. Mais l'Empereur ne veut rien entendre. « Je ne souhaite pas de bons rapports avec l'Angleterre, au prix de l'abandon des constructions navales », note-t-il en marge du rapport. Les propositions de sir Edward Grey restent sans réponse.

Cette réponse, Edouard VII lui-même a l'intention de la demander, lorsqu'il rencontrera Guillaume II, au mois d'août, à Friedrichshof. Mais l'Empereur, pressenti, déclare d'avance que la question navale doit être exclue de l'entretien. La visite a lieu, sans que les souverains abordent le sujet brûlant. Hardinge, qui accompagne le roi, ne se croit pourtant pas tenu d'observer la consigne du silence ; il demande à l'Empereur lui-même si l'Allemagne accepterait de réduire son programme de constructions. Le refus est brutal : l'Allemagne ne supportera pas qu'on cherche à lui imposer une limitation des armements. « Alors, nous nous battons, car c'est une question d'honneur national ».

Devant cette attitude, le Cabinet anglais s'estime obligé de préparer un nouveau programme naval, ainsi que le programme fiscal qui en est le corollaire indispensable. Il le fait à regret, car il sait à quelles difficultés politiques il s'expose. Mais il ne veut pas laisser affaiblir la prépondérance traditionnelle de la flotte anglaise. Le 12 novembre 1908, il déclare aux Communes sa volonté de rester fidèle à la doctrine du *Two-Power Standard*, ce qui revient à dire que les ressources de l'Angleterre en grandes unités navales (*capital ships*) doivent être supérieures de 10 pour 100 aux forces combinées des deux autres puissances navales les plus importantes. En février 1909, le projet financier sera déposé au Parlement.

Dans l'intervalle, un incident survient, qui provoque une vive émotion dans l'opinion publique. C'est l'affaire célèbre du *Daily Telegraph*. Le 27 octobre 1908, l'Empereur Guillaume reçoit un représentant de ce journal, le colonel Stuart Worseley. L'entretien porte, naturellement, sur l'état des relations anglo-allemandes. L'Empereur, qui a conscience d'avoir irrité le gouvernement anglais en refusant obstinément d'écouter ses demandes, veut donner une preuve de la « bonne volonté » qu'il a montrée, dans le passé. Il déclare à son interlocuteur que, pendant la

guerre sud-africaine, c'est lui qui a empêché la Russie et la France d'intervenir contre l'Angleterre; il a même fait donner par son état-major des conseils au gouvernement anglais, pour la conduite des opérations contre les Boers. Le journaliste anglais recueille les propos. Il soumet à l'Empereur le manuscrit de son article. Guillaume II l'approuve, après avoir pris l'avis des bureaux de la Wilhelmstrasse, mais non pas du Chancelier lui-même. Il a fait un faux calcul. L'interview, qui devait, croyait-il, lui concilier l'opinion publique anglaise, a un résultat tout opposé. L'amour-propre britannique ne supporte pas que l'Empereur d'Allemagne puisse se vanter d'avoir contribué à une victoire britannique. Ce manque de tact exaspère la presse anglaise, qui le fait bien voir. La situation de l'Empereur est grave : Bülow lui reproche âprement la maladresse qu'il vient de commettre ; la Commission du Reichstag se demande même si l'homme qui commet de telles bévues peut diriger l'Empire. Le mot d'abdication est prononcé. La crise se dénoue cependant. Bülow, qui avait donné sa démission, la reprend ; mais il exige de l'Empereur la promesse de ne plus se livrer à une manifestation politique sans avoir pris l'avis de son Chancelier. L'incident aura, dans la politique intérieure allemande, des répercussions lointaines, car le prestige de l'Empereur est atteint. Mais il a des conséquences immédiates dans les relations anglo-allemandes. Au cours du débat public qui s'engage au Reichstag sur l'affaire du *Daily Telegraph*, le Chancelier est obligé de « couvrir » le souverain ; bien qu'il s'acquitte de ce devoir avec une certaine mollesse, il n'en reste pas moins que le gouvernement allemand endosse la responsabilité d'un propos maladroit et qui a profondément irrité l'opinion publique anglaise.

2. *Le projet allemand d'un accord politique.* — Il est vrai que, par contre, l'affaire du *Daily Telegraph*, précisément parce qu'elle atteint l'autorité de Guillaume II, ouvre la voie à une orientation nouvelle de la politique navale allemande. En prenant à l'égard des demandes anglaises cette attitude purement négative, en refusant systématiquement toute discussion, l'Empereur avait suivi son sentiment personnel. Il le pouvait d'autant plus aisément que ses conseillers n'étaient pas d'accord. Ses diplomates, en particulier l'ambassadeur à Londres, Metternich, lui répétaient que le développement de la marine de guerre allemande inquiétait réellement l'Angleterre; l'amiral von Tirpitz répliquait que cette inquiétude était feinte : ce n'est pas la question des armements navals, disait-il, qui est la cause profonde de la tension anglo-allemande, c'est « la situation économique générale ». Le Chancelier n'avait pas essayé jusque-là de contrarier une politique dont il voyait cependant le danger. Après l'échec personnel que Guillaume II venait de subir, le

prince de Bülow pouvait intervenir. Sous son impulsion, la tactique de l'Allemagne va se modifier. Au lieu d'opposer un refus pur et simple à toute proposition de limitation des armements navals, la diplomatie allemande songe à accorder des concessions, à condition que l'Angleterre se décide à en payer le prix. Cette orientation nouvelle, Bülow l'indique à l'ambassadeur Metternich, le 25 décembre 1908. L'Allemagne, écrit-il, pourrait amender son programme de constructions navales si elle avait la perspective « qu'en cas de complications guerrières, nous ne trouverons pas l'Angleterre du côté de nos ennemis ». La limitation des armements navals doit donc avoir pour contre-partie un arrangement politique. C'est l'idée à laquelle, pendant trois ans, l'Allemagne va revenir sans cesse dans ses discussions avec l'Angleterre. Il ne s'agit d'ailleurs pas, pour l'Allemagne, de *renoncer* à l'augmentation de sa flotte ; il s'agit seulement de *modérer* cet accroissement.

C'est seulement au début d'avril 1909 que Bülow croit possible de faire une tentative. Un des hauts fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, Stumm, qui a été premier secrétaire d'ambassade à Londres, est chargé d'aller sonder les dispositions du Cabinet anglais (30 avril). Il ne réussit pas à engager la conversation, mais il n'est pas découragé. Le gouvernement anglais, écrit-il dans son rapport (7 mai) « aura du mal à se décider à compromettre, en nouant des relations cordiales avec nous, les relations qui le lient au groupe franco-russe » ; mais il s'y déciderait peut-être, s'il était possible de faire aux intérêts anglais, dans la question des armements navals, de *larges concessions*.

C'est l'étendue de ces concessions qu'il faut donc déterminer, avant de faire une démarche officielle. Mais Bülow, dans une conférence réunie à Berlin, le 3 juin 1909, se heurte à la résistance du Grand-Amiral von Tirpitz, qui ne veut pas abandonner son programme naval. L'autorité de Bülow n'est pas suffisante pour obliger l'Amirauté à s'incliner. D'ailleurs, six semaines plus tard, le Chancelier, mis en minorité au Reichstag sur une question financière, donne sa démission. L'Empereur, qui ne lui a pas pardonné son attitude dans l'affaire du *Daily Telegraph*, le laisse partir sans regret.

Lorsque le nouveau chancelier, Bethmann-Hollweg, prend possession de ses fonctions (14 juillet 1909), la question des armements navals est une des premières dont il ait à s'occuper. Dès le 15 juillet, il est mis au courant par un mémorandum du conseiller von den Bussche, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse. Il a d'ailleurs pris part à la conférence du 3 juin. Il est partisan d'un accord avec l'Angleterre. C'est lui qui réussit à obtenir enfin de Tirpitz une déclaration précise sur les intentions de l'Amirauté : l'Allemagne construirait trois grands cuirassés par an jusqu'en 1910, deux seulement à partir de 1910. L'Angleterre pourrait

en construire quatre par an jusqu'en 1910, trois ensuite. Après ce long débat, les conditions allemandes sont enfin déterminées.

3. *Les pourparlers anglo-allemands.* — Bethmann-Hollweg n'hésite pas à prendre l'initiative d'une négociation officielle. Le 22 août 1909, il fait des ouvertures à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Ed. Goschen. Il accepterait, dit-il, de réduire le programme naval ; il considère seulement que cette concession implique, de la part de l'Angleterre, une politique générale de « cordialité » à l'égard de l'Allemagne. On voudrait avoir à Berlin la certitude que la Grande-Bretagne ne sera *jamais* aux côtés de la France et de la Russie. Le gouvernement anglais est-il disposé, en principe, à négocier sur cette base ? Aussitôt que le projet allemand est défini (5 novembre), le Foreign Office objecte que le marché ne serait pas égal : l'Allemagne offre un ralentissement de ses constructions navales, qui n'assurerait à l'Angleterre qu'une sécurité de *quelques années* ; au contraire, l'engagement politique qu'elle demande réagirait sur tout le système d'ententes établi par l'Angleterre *pour l'avenir*. La discussion, pour le moment, ne va pas plus loin. La résistance de la Chambre des Lords aux projets financiers de Lloyd George ouvre une crise politique, qui oblige le Cabinet anglais à faire des élections générales. Les négociations sont suspendues. L'Allemagne attend que le gouvernement de Londres veuille les reprendre.

Elles sont reprises, en effet, au mois d'août 1910, par une initiative anglaise. Goschen remet un mémorandum qui reconnaît « la valeur » des propositions allemandes relatives à la limitation des armements. Mais, de part et d'autre, on mène la négociation avec lenteur. Il faut trois mois pour que la Wilhelmstrasse se décide à répondre au mémorandum anglais. La réponse rappelle que l'accord naval est subordonné à l'accord politique. C'est la rédaction de cette formule qui reste la pierre d'achoppement. L'Angleterre, dit sir Edward Grey le 17 décembre, pourra-t-elle donner, sans rompre les liens qui l'unissent à la France et à la Russie, un engagement qui satisfasse l'Allemagne ? Toute la question est là. Dans la conception anglaise, la formule politique de l'accord anglo-allemand servirait à *rapprocher* les deux groupes de puissances qui se font équilibre en Europe, sans porter atteinte à l'unité de chaque groupe. Dans l'esprit du gouvernement allemand, la formule doit servir à dissocier la Triple Entente. L'Angleterre fait remarquer qu'elle a seulement, avec la France et la Russie, des « arrangements limités à quelques questions » (Maroc et Perse), qui ne comportent pas d'engagement *général* ; elle ne peut pas donner davantage à l'Allemagne sans compromettre ses relations avec Paris et avec Pétersbourg ; elle serait donc disposée à conclure un arrangement limité (par exemple sur la question du Bagdad

ou sur les questions coloniales), symétrique à ceux qu'elle a déjà conclus. L'Allemagne réplique qu'elle tient essentiellement à une formule générale, et à un engagement de *non-agression* ; c'est la condition *sine qua non* d'une limitation réciproque des armements navals (note anglaise du 8 mars 1911 ; note allemande du 9 mai).

Les pourparlers anglo-allemands, qui ne sont pas sortis, pendant toute cette période, du domaine des généralités, et qui n'ont pas eu pour objet un texte précis, ont donc abouti, au début de 1911, à une impasse. Ils ne sont pas sans intérêt, parce qu'ils préparent et qu'ils annoncent la négociation beaucoup plus poussée qui s'ouvrira en février 1912. Dès maintenant, l'attitude de l'Allemagne est clairement définie : elle sait que le développement de ses armements navals est considéré à Londres comme une menace directe ; elle n'ignore pas le danger de cette course aux armements ; elle ne veut pourtant y renoncer qu'en échange d'une orientation nouvelle de la politique anglaise : la rivalité navale est pour elle un moyen de pression politique. Elle compte sur la lassitude de l'opinion anglaise, sur les difficultés financières du gouvernement britannique. Pour le moment, elle n'a réussi qu'à entretenir, entre Londres et Berlin, un état de tension, qui maintient la cohésion de la Triple Entente.

II. — LA QUESTION MAROCAINE ET L'ACCORD DE 1909

L'Acte d'Algésiras n'avait pas donné à la France la liberté d'action au Maroc (1) ; le fonctionnement du régime international devait être l'occasion — la diplomatie l'avait prévu — de difficultés dont il serait possible de profiter, en Allemagne, pour faire payer à la France, par des concessions économiques, les autorisations que celle-ci serait obligée de demander aux puissances signataires. En décembre 1906, au Reichstag, le prince de Bülow faisait allusion à la possibilité pour les deux peuples « de se rapprocher sur le terrain des affaires industrielles et financières, ou même de s'entendre un jour sur telle ou telle question coloniale ». C'est cet accord économique que la diplomatie allemande va chercher à obtenir de la France, en favorisant, d'une part, les troubles

DOCUMENTS. — *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. XXIX. — *Livre jaune, Maroc*, VI. — Rouard de Card, *Documents diplomatiques sur l'affaire marocaine*, Paris, 1911. — Louis Maurice, *La politique marocaine de l'Allemagne*, Paris, 1916 (documents allemands saisis à Casablanca).

TÉMOIGNAGES. — Caillaux, *Agadir, ma politique extérieure*, Paris, Albin Michel, in-12, 244 p., 1919. — Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, Paris, Calmann-Lévy, in-8°, 619 p., 1912. (La première partie de l'ouvrage est tout entière relative aux tentatives de condominium économique, sur lesquelles l'auteur a eu des renseignements de première main.)

(1) Voir ci-dessus, p. 53.

marocains et en montrant, d'autre part, à toute occasion, que l'Acte d'Algésiras lui laisse le moyen de s'opposer aux initiatives françaises.

La domination du sultan Abdul-Aziz, un an après l'Acte d'Algésiras, était menacée par son frère Moulaï-Hafid. Sur les confins de l'Empire chérifien, à Oudjda, au Tafilalet, en Mauritanie, les tribus se soulevaient en faveur du prétendant. La mission allemande à Fez, que dirigeait M. von Rosen, leur procurait des armes et des munitions. La France, chargée de la police dans les ports de la côte occidentale offrait son aide au Sultan, et proposait de lui fournir des troupes. L'Allemagne conseillait au Sultan de refuser ce secours. Au cas où le gouvernement français se déciderait à une intervention, l'Acte d'Algésiras permet à la politique allemande de faire des objections. Tel est le sens général des incidents qui se succèdent en 1907.

Le 23 mars, un médecin français, le docteur Mauchamp, est assassiné à Marrakech. La France demande aussitôt que l'application d'un programme de réformes dans l'Empire chérifien soit imposé au Sultan. Quelle attitude l'Allemagne va-t-elle prendre ? Pour s'opposer aux demandes françaises, il faudrait qu'elle fût décidée à donner à Abdul-Aziz un appui direct. Ce serait soulever de nouveau toute l'affaire marocaine, sans plus de profit qu'à la conférence d'Algésiras. Il vaut donc mieux, dit Rosen, chercher une autre solution : celle qu'il propose est conforme aux lignes directrices de la politique allemande. Pourquoi ne serait-il pas possible d'accorder à la France la liberté d'action qu'elle désire, si l'on obtenait en échange des « compensations » ?

Le 27 août, les troubles s'étendent. A Casablanca même, neuf Européens sont massacrés. Abdul-Aziz se réfugie à Rabat, tandis que Moulaï-Hafid s'installe à Fez. Le gouvernement français est fondé, aux termes de l'Acte d'Algésiras, à assurer la protection des colons, dans les villes où il a reçu le mandat de police. Il débarque donc des troupes dans la Chaouïa. Mais l'Allemagne ne supporte pas que ces troupes pénètrent dans l'intérieur du pays. Et l'anarchie marocaine continue.

L'incident des légionnaires de Casablanca, l'année suivante, est caractéristique des procédés de la mission allemande. Le 17 septembre 1908, six soldats, déserteurs de la Légion étrangère, cherchent à quitter le Maroc, avec la complicité du Consul allemand, qui a préparé leur embarquement. La police française arrête les déserteurs, malgré les protestations du Consul, qui réclame ces hommes comme des nationaux allemands. Aussitôt le gouvernement allemand intervient ; il exige la libération de trois des légionnaires et veut obtenir réparation pour les « violences » qu'aurait subies, au moment de l'arrestation, un agent du consulat allemand. La France réplique en montrant que

l'attitude de cet agent et celle du consul lui-même ont été contraires à tous les droits et à tous les usages. Le 31 octobre, l'ambassadeur Radolin effectue, sur l'ordre du chancelier Bülow, une démarche comminatoire : de la solution de cette affaire dépendront le « développement futur de l'affaire marocaine » et l'« avenir » même des relations diplomatiques franco-allemandes. Le gouvernement français propose un échange d'excuses et suggère (en s'appuyant sur une conversation précédente de Bülow et de Jules Cambon) le recours à l'arbitrage ; mais il refuse absolument la libération des légionnaires. Le 2 novembre, l'Allemagne se décide à abandonner cette revendication et à accepter les propositions françaises.

Cette série d'incidents montrait à quelles difficultés graves l'application stricte de l'Acte d'Algésiras devait nécessairement donner lieu.

Cependant, dès ce moment, le gouvernement allemand a conscience qu'à la longue, il ne parviendra pas à éviter que le Maroc devienne français. Le Sultan, à moins que l'Allemagne ne se résolve à lui donner un appui actif — et le pourrait-elle après l'expérience d'Algésiras ? — finira par s'entendre avec la France. Le plus sage ne serait-il pas de s'y résigner — comme le conseille Rosen — en obtenant en revanche une part déterminée dans les concessions de mines et de travaux publics ? C'est dans ce sens que s'engagent à Tanger des conversations entre le chargé d'affaires allemand Langwerth et le directeur de la *Dépêche coloniale*, Raynaud.

À l'automne de 1908, Guillaume II exprime le désir de donner à ces pourparlers un tour plus précis, car les affaires marocaines lui paraissent alors secondaires, en face des préoccupations que va lui réserver la crise orientale. « A un moment où des questions graves sont en jeu », — écrit-il le 5 octobre 1908 (c'est-à-dire à l'heure même où l'Autriche-Hongrie vient de proclamer l'annexion de la Bosnie-Herzégovine), — il faut « en finir avec ces frictions ». Sur son désir, la Wilhelmstrasse propose à l'ambassadeur de France (4 janvier 1909) un accord, où l'Allemagne laisserait à la France la liberté d'action au Maroc pour y maintenir l'ordre, tout en respectant l'indépendance du Sultan, et où elle obtiendrait, en échange, la promesse d'une égalité économique entre ses nationaux et les ressortissants français. En face des ouvertures de la Wilhelmstrasse, le gouvernement français éprouve, au premier abord, une certaine surprise, et même quelque méfiance. Il se prête pourtant à la négociation qui, en un mois à peine, aboutit à la signature d'un arrangement.

L'accord du 9 février 1909, qui maintient, bien entendu, le principe de « l'intégrité et de l'indépendance » de l'Empire chérifien, reconnaît

les « intérêts spéciaux de la France », et garantit les « intérêts du commerce allemand et de l'industrie allemande », par la promesse de l'égalité économique. Mais il va plus loin. Les deux gouvernements s'engagent à « chercher à associer leurs nationaux dans les affaires dont ils pourraient obtenir l'entreprise ». Il s'agit d'établir un partage des bénéfices de l'exploitation, un *condominium* économique, — qui suppose une coopération entre les deux pays. Sans doute le gouvernement allemand n'a pas l'intention de se désintéresser des affaires marocaines ; il entend bien surveiller les « excès de zèle » des Français ; mais le Quai d'Orsay acceptera d'examiner les plaintes des ressortissants allemands : le ministre Pichon en a pris l'engagement. De part et d'autre, on paraît disposé à renoncer aux méthodes de combat.

L'accord peut même avoir des résultats plus importants. Le 28 juillet 1909, Pichon dit au chargé d'affaires allemand Lancken que l'arrangement marocain doit être la préface d'un « rapprochement franco-allemand ». C'est une œuvre de longue haleine : il faut laisser à la plante « le temps de pousser ses racines », et éviter, des deux côtés, les manifestations nationalistes. La bonne volonté du gouvernement français se manifeste dans des déclarations publiques : le 12 octobre, Pichon constate que les rapports franco-allemands sont devenus normaux, « et même confiants ». Le 23 novembre, à la Chambre des députés, il se félicite de la « loyauté de l'Allemagne » dans l'exécution de l'accord marocain. A ces avances, le gouvernement allemand est prêt à répondre. Guillaume II, qui n'avait vu d'abord dans l'accord marocain qu'une œuvre de circonstance — nécessaire au moment de la crise orientale — insiste personnellement pour que les déclarations du ministre des Affaires étrangères français trouvent un écho dans les déclarations officielles allemandes. Lui-même veut y faire allusion dans le Discours du trône. En vain le nouveau chancelier, Bethmann-Hollweg, fait des objections : une intervention solennelle de l'Empereur serait « extraordinaire » ; elle est difficile « à cause des autres pays ». Guillaume II insiste : « Si nous avons l'intention d'en venir à un accord avec les Français, nous devons avoir égard à leur susceptibilité. Il n'y a pas lieu de tenir compte des autres pays ».

En décembre 1909, lorsque le sultan Moulaï-Hafid fait savoir à Berlin qu'il serait disposé à concéder à l'Allemagne une station de charbon sur la côte Atlantique, la Wilhelmstrasse repousse la proposition, qui mettrait fin à l'accord de 1909 — et qui soulèverait d'ailleurs des difficultés avec l'Angleterre aussi bien qu'avec la France. Il semble donc que la diplomatie allemande soit résolue à laisser sommeiller l'affaire marocaine. Cette méthode nouvelle se rattache évidemment à des préoccupations de politique générale. En libérant la France de ses inquiétudes

immédiates, l'Allemagne espère que l'opinion française attachera moins de prix à l'Entente cordiale. « Si nous voulons écarter de notre chemin la coopération diplomatique franco-anglaise, nous devons laisser les Français agir au Maroc à leur gré, afin que l'Angleterre soit à même de rayer la dette qu'elle a contractée à l'égard de la France », écrit Kiderlen. C'est dans le même but que la Wilhelmstrasse cherche, au même moment, un arrangement avec la Russie sur la question du chemin de fer de Bagdad (1).

Mais le succès de cette politique ne dépend pas seulement des diplomates. Pour que l'accord de février 1909 puisse servir de base à un rapprochement, il faut que le « condominium » économique ne soulève pas de difficultés sérieuses. Les entreprises françaises accepteront-elles de partager avec les Allemands les bénéfices de l'exploitation du Maroc ? Et les hommes d'affaires allemands ne chercheront-ils pas à étendre ce partage à des affaires qui, par leur importance, présentent, pour le maintien de l'ordre dans l'Empire chérifien, un intérêt politique, — les chemins de fer, par exemple ? Bethmann-Hollweg avait dit à l'Empereur, à la fin de 1909, que l'application de l'accord serait délicate : « Du point de vue des grands industriels et des grands commerçants, il est possible que surviennent des conflits d'intérêts, qui pourraient mener à des difficultés ».

Les difficultés ne tardent pas à survenir. Les unes résultent de l'attitude du Sultan, qui résiste à l'emprise économique des puissances ; les autres, comme Bethmann-Hollweg l'avait prévu, du jeu des intérêts particuliers.

Le gouvernement chérifien avait des dettes envers des entreprises étrangères, et ne les payait pas. Depuis plusieurs mois, la France lui proposait un emprunt international (où la part des banques françaises devait être de 40 %). Cet emprunt devait servir à désintéresser les créanciers de l'Empire chérifien. Moulaï-Hafid, après avoir fait traîner en longueur la négociation, refusait décidément d'accepter les conditions que la France avait mises à ses offres. Le 19 février 1910, le gouvernement français annonce son intention d'exiger la signature dans les quarante-huit heures. En cas de refus, le Consul de France quittera Fez. Bien que le gouvernement allemand soit surpris de cette initiative, il ne conteste pas à la France le droit de prendre des mesures énergiques. Il est vrai que, dans cette affaire, les intérêts allemands s'accordent avec les intérêts français, — car, parmi les créanciers du Sultan, les commerçants allemands sont nombreux. Il en serait tout

(1) Voir page 169.

autrement si l'action de la France n'avait en vue que ses intérêts particuliers. Le 5 août 1910, Kiderlen-Waechter fait avertir le Quai d'Orsay qu'en pareil cas, il conviendrait d'éviter toute entreprise militaire, « dans l'intérêt du commerce et de la prospérité économique du Maroc ». Par cette voie indirecte, la diplomatie allemande veut donc garder un droit de regard et de contrôle sur la politique marocaine de la France.

La formation de syndicats internationaux pour l'exploitation des mines et la construction des routes, des ponts, des voies ferrées, soulève d'autres objections. Les grandes entreprises métallurgiques constituent une « Union des Mines », où les sociétés françaises ont une part de 50 %, Krupp une part de 20 %, le reste étant attribué à des groupes anglais, espagnols et italiens. Une compagnie des travaux publics marocains réunit des capitaux français et allemands. C'est un premier pas dans l'application de l'accord. Mais les obstacles surgissent bientôt. Sans parler des critiques que provoque en Angleterre le « monopole » économique franco-allemand, certaines initiatives mettent en danger le « condominium ». La firme allemande Mannesmann par exemple, réussit, en prêtant de l'argent au Sultan, à obtenir des concessions minières importantes, en dehors de l'« Union des Mines ». — La construction des chemins de fer est l'occasion d'une autre difficulté : les entreprises allemandes veulent participer à l'exploitation du réseau, et fournir une partie du personnel ; mais les « intérêts politiques spéciaux de la France » ne seraient-ils pas menacés si le fonctionnement des chemins de fer marocains pouvait être entravé par des agents allemands ?

La « collaboration » économique franco-allemande n'a pas plus de succès sur un autre terrain, où il avait été question de la réaliser après l'accord de février 1909 : l'Afrique équatoriale. Sur les confins du Congo et du Cameroun, des difficultés s'élevaient entre colons français et colons allemands, ou plutôt entre sociétés concessionnaires. N'était-il pas possible de les résoudre, en établissant, dans cette région, une forme de « condominium » économique ? Sous l'égide des deux gouvernements, une société franco-allemande avait été formée : c'est l'affaire de la N'goko-Sangha. Mais le contrat signé en juin 1910 s'était heurté à l'opposition du Parlement français, hostile aux concessions coloniales. Le projet est abandonné au printemps de 1911.

Le gouvernement français voulait-il, oui ou non, exclure « toute entente d'affaires » avec son partenaire de 1909 ? C'est la question que posait, en mars 1911, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Dans cette association d'intérêts, l'Allemagne avait compté qu'elle aurait la meilleure part ; elle était déçue.

III. — LES RIVALITÉS RUSSO-ALLEMANDE ET ANGLO-ALLEMANDE EN ORIENT (1909-1911)

1. *La question des Détroits.* — A chaque occasion propice, la diplomatie russe pose la question de la « mer libre », du passage des Détroits. Au début du ^{xx}^e siècle, elle la pose avec plus de netteté encore. C'est que d'une part le problème, revêtant la forme économique de nombreux problèmes politiques d'alors, semble plus angoissant à la vie russe. Et, d'autre part, au fur et à mesure que la politique austro-allemande se révèle dans les Balkans plus active, il importe de se hâter.

La Russie s'est transformée dans le dernier quart du ^{xix}^e siècle. Elle a construit des chemins de fer, permis l'exportation de son blé, de son minerai de fer qui enrichissent le Sud. Le trafic des ports de la mer Noire — 36 millions de roubles en 1877, à la veille de San Stefano — monte à 351 millions en 1889, à 456 millions en 1903, à 628 millions en 1909. L'exportation par les Détroits représente, pour les années 1903-1913, 37 pour 100 de l'exportation totale de la Russie. C'est ce trafic de la mer Noire qui soldait en un fort actif la balance commerciale de la Russie. Les trois quarts de la production de blé de l'Ukraine (8.500.000 tonnes récoltées en 1909) sont exportés par les Détroits.

La politique russe se transforme à l'avenant. Isvolsky critique son prédécesseur le comte Lamsdorf, lequel « s'en tenait à la politique préservatrice ». Il prévoit que des événements se préparent en Orient qui pourraient bien, si la Russie n'y prend garde, lui arracher « le fruit d'efforts séculaires ». Dans la conférence interministérielle du 21 janvier 1908 — le procès-verbal a été publié dans le recueil soviétique *Constantinople et les Détroits* — il constate que « l'Autriche-Hongrie ne cache plus ses désirs égoïstes particuliers », que les réformes macédoniennes se butent « sur un obstacle sérieux ». Aussi recommande-t-il « un rapprochement étroit avec l'Angleterre », qui serait « capable d'amener des résultats brillants et d'aider à la réalisation des buts historiques de la Russie ». « Une telle politique pourrait remettre en question le problème turc tout entier ».

On posera donc la question des Détroits aux grandes Puissances. Les conversations de Buchlau semblent à Isvolsky éminemment favorables et il utilise les bonnes dispositions autrichiennes pour parler de

DOCUMENTS. — Von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke.* — *Un livre noir*, t. II. — *Konstantinopoli Proliy*, op. cit. — *Krasny Arkhiv*, t. III, Rapports de Sazonof (1910-1912). — *Die Grosse Politik*, vol. XXVII, 2^e partie, Berlin, 1926. — Andler, *Collection de documents sur le pangermanisme.* — Conard, *Le pangermanisme colonial sous Guillaume II*, Paris, 1916. TÉMOIGNAGES. — Grey, op. cit. — Sazonov, *Les années fatales (1910-1916)*, Paris. Payot, 1927. — Kiderlen-Waechter, op. cit.

ce qui lui tient à cœur. Si l'on en croit Aehrenthal, qui raconte l'entretien à Bülow dès le 26 septembre, Isvolsky a profité de l'occasion pour envisager une revision du traité de Berlin « dans une voie pacifique » ; il pense « le moment venu de mettre la voile sur son grand but, une modification des stipulations concernant la question des Détroits ; ... il affecte de récuser toute prétention territoriale à ou autour de Constantinople » ; en cas de dissolution turque, la Russie laisserait à la Turquie Constantinople et « le territoire adjacent : « le changement serait seulement de permettre en droit aux Puissances riveraines de la mer Noire de pouvoir faire passer leurs vaisseaux de guerre un à un dans les Détroits ». On sait la réponse évasive d'Aehrenthal qui promet « une attitude amicale pour la satisfaction des désirs russes », en spécifiant toutefois que les changements projetés « ne toucheraient ni à l'indépendance ni à la sécurité de la résidence du Sultan ».

Dans son tour d'Europe (octobre 1908), Isvolsky ne manque pas de poser à sir Edward Grey la question qui lui tient à cœur, et avec une telle insistance que le Secrétaire au Foreign Office se demande si le ministre russe n'a pas recherché une défaite diplomatique sur le front bosniaque afin de remporter une compensation sur les Détroits. Nous connaissons les pourparlers par les *Twenty five years*, les Mémoires de lord Grey. Le 12 octobre, à Londres, Isvolsky interroge (1). Le Cabinet anglais n'est naturellement pas favorable : la fermeture des Détroits fait partie de l'arsenal diplomatique britannique. Grey se réfugie derrière l'opinion hostile : attendons que la confiance se fortifie ; puisque la Russie estime que la Turquie doit être soutenue comme une barrière contre l'Autriche et l'Allemagne, il vaut mieux qu'elle ne brigue rien pour soi. Isvolsky est très vexé de ce refus déguisé, se dit prêt à le télégraphier à Pétersbourg. Grey, qui visiblement ménage la Russie, déclare qu'il n veut pas laisser partir son interlocuteur sur une mauvaise réponse et le 14, il trouve « l'ouverture des Détroits bonne et raisonnable et... ne s'y oppose pas en principe » ; il accepte de ne faire aucune opposition si la Russie accepte l'égalité en cas de guerre de tous les belligérants et se met d'accord avec la Turquie sur l'ouverture. Isvolsky le tranquillise : Constantinople ne sera jamais un Gibraltar russe. Somme toute, il n'obtient qu'un acquiescement dilatoire. C'est cependant une « promesse », dira Grey à lord Bertie en 1914, et qui ne tombera pas à l'eau.

Puis vient le tour de Berlin. Isvolsky y arrive le 24 octobre avec son

(1) Il présente peut-être cet avant-projet qu'a publié le *Livre noir*, II, p. 457 : « Le principe de la clôture des Détroits des Dardanelles et du Bosphore est maintenu. Exception est faite pour les bâtiments de guerre des États riverains de la mer Noire... »

plan de conférence, son « borbier » — comme dit Bülow — où il s'empêtre de plus en plus. Le Chancelier trace à l'Empereur les réponses qu'il doit faire : « Dans la question des Détroits nous n'avons aucun intérêt primordial » ; nous ne combattons pas la politique de la Russie, mais nous serons du côté de nos amis et alliés. Isvolsky repart le 26 sans avoir obtenu de réponse précise, et il continue à négocier à Pétersbourg avec Pourtalès. Celui-ci reçoit ses instructions, rédigées le 14 décembre : « Nous n'hésiterons pas à exprimer publiquement que nous allons au-devant des désirs de la Russie dans la question des Détroits et nous ne doutons pas des bonnes dispositions de notre allié. Mais nous demanderons s'il est opportun pour la Russie de poser la question avant de s'être entendue avec l'Angleterre et la France. « En somme le gouvernement allemand doute fort du consentement anglais, et, prodiguant les bonnes paroles, il ne veut pas s'engager. « Ces offres ou ces encouragements à la Russie, écrit le chancelier allemand le 5 mai 1909, nous coûteraient, sans esprit de retour, les sympathies et la confiance du monde musulman, mettraient en défiance l'Angleterre et la France et éveilleraient en Autriche le soupçon que nous ne pouvions pas attendre de faire de nouvelles avances à la Russie ». Et Bülow de conclure : « N'aller en aucune manière contre les aspirations russes... ; mais attendre que la question soit mûre ».

Le ministère russe rédigea cependant un projet de traité russo-allemand : on n'en connaît que la minute présentée au Tsar le 17 mai 1909 par l'adjoint au ministre des Affaires étrangères, Tcharykof. Six points : « dissiper la mésintelligence russo-allemande » (allusion à l'ultimatum du 22 mars) ; adhésion de l'Allemagne à l'accord austro-russe de 1897 ; l'Allemagne se porte garante que l'Autriche s'abstiendra « de toutes entreprises militaires dans la péninsule balkanique » et, dans le cas contraire, « ne considérera pas l'entrée des armées russes en Autriche-Hongrie comme un *casus fœderis* » ; l'Allemagne prête à la Russie l'appui diplomatique effectif désirable pour une solution définitive de la question des Détroits » ; l'Allemagne appuiera le « Danube-Adriatique » ; l'Allemagne reconnaît les droits russes en Perse, découlant du traité russo-anglais de 1907 ; enfin un article secret : « En cas d'attaque de l'Angleterre contre l'Allemagne, la Russie restera neutre ». Cet utopique projet ne sortit pas des cartons : la Russie seule en eût été la bénéficiaire.

Poursuivant sa quête de parchemins insaisissables, Isvolsky ne manque pas de faire inscrire dans l'accord de Racconigi du 24 octobre l'adhésion de l'Italie. Elle est au reste assez vague : l'Italie s'y engage seulement « à considérer avec bienveillance... les intérêts russes dans la question des Détroits » (art. 5). La France s'inclinait devant les désirs russes, sans plus

de précision au reste, partagée entre son alliance et l'entente avec l'Angleterre. La quête n'était pas très fructueuse.

La Russie était ainsi conduite à poursuivre seule une politique balkanique, qui la mènerait sur les Détroits. C'était au Pont aux Chantres la méthode séculaire. Les déceptions que l'Europe infligeait à la Russie, les inconvénients de cette géographie incommode, qui enfermait les vaisseaux russes en la mer Noire, les diplomates furent toujours tentés de les pallier par des accords directs avec les États balkaniques, l'Empire ottoman — ce fut la politique d'Hunkiar-Iskélessi —, les Nations affranchies — ce fut la politique de l'Exarchat, de San Stefano. Isvolsky devait être conduit à suivre ces exemples, à s'adresser soit aux Bulgares, soit même à la Turquie. En décembre 1909, on rédigea à Pétersbourg un projet de traité russo-bulgare : appui militaire réciproque en cas de guerre contre l'Autriche ou la Turquie ; réfection de la Bulgarie de San Stefano en cas de victoire ; maintien de la Bulgarie dans ses frontières en cas de défaite. Ce ne fut encore qu'une ébauche. Avec la Porte, qui quêtait un emprunt, on avait d'autres armes.

2. *Le chemin de fer de Bagdad.* — La Turquie a besoin d'argent pour la construction de ses chemins de fer. Le 5 mars 1903, un firman du Sultan avait accordé définitivement à la « Société des chemins de fer d'Anatolie », émanation de la *Deutsche Bank*, la concession d'une ligne à voie large de Koniah à Bagdad et Bassorah. La première section de cette *Bagdadbahn*, de Koniah à Boulgourlou au pied du Taurus (198 kilomètres), est terminée en 1905. Les sections suivantes, jusqu'à Tel Helif, à 275 kilomètres de Mossoul (840 kilomètres), la traversée du Taurus, de la Cilicie, de l'Amanus, de l'Euphrate, avant la descente en Mésopotamie, nécessitent des travaux d'art coûteux, et l'on n'a plus d'argent.

L'Allemagne tient à cette construction, plus peut-être qu'à la première ligne. La nouveauté de sa politique des chemins de fer avait fait son premier succès. Tandis que jusqu'alors les financiers français, anglais, n'avaient voulu dans l'Empire turc que des lignes locales, qui menaient aux ports et raflaient les richesses ottomanes, dès 1888, entrant en lice, mais les derniers, les Allemands apportaient un programme d'ensemble, qui devait séduire le Sultan : un grand chemin de fer, moins économique que politique, liant les parties de ce trop vaste Empire, devait surseoir à une liquidation qui sans cesse menaçait. Sans doute le manifeste de l'*Alldeutscher Verband*, de la « Ligue pangermaniste », réclamait en 1896 une part des dépouilles de l'Empire ottoman. Mais la politique allemande n'y songe qu'à une échéance lointaine, et, en attendant, elle s'applique moins à préparer le dépècement de la Turquie qu'à renforcer un Sultanat qui s'appuierait sur elle. Les nécessités admi-

nistratives et militaires priment les nécessités économiques. Et le chemin de fer de Bagdad, qui court à travers les steppes de l'Asie occidentale, est avant tout une entreprise politique et turque.

Tandis que l'Anatolie est un passage, la Mésopotamie est un but. But stratégique pour le Turc, frontières d'un Empire adossé à la Perse, guetté en Arménie par le Russe, et par le Britannique sur le Golfe. Mais pour l'Allemand, pour la première fois se présentent des conceptions nouvelles. La Cilicie, la Mésopotamie sont des plaines alluviales, jadis riches, qu'on peut faire revivre. Dès 1905 les Allemands débarquent à Mersina 50 pour 100 des importations, songent à créer une Banque agricole, à irriguer la plaine d'Adana ; ils prospectent la région minière, le chrome, le cuivre, la galène argentifère, le minerai de fer du Taurus. Remontant les rivières, la marchandise allemande — et italienne — arrive en Arménie : en 1906, à Erzeroum, le consul anglais constate que la cotonnade de Manchester a, depuis 1903, subi un déchet de 25 pour 100, tandis que les importations allemandes et italiennes s'emparent « pour commencer » d'un tiers des ventes accrues. Ainsi dans cette entreprise politique, ce sont les embranchements économiques qui paieront.

C'est pourquoi la question ne reste pas simple. Sur une vague hostilité contre le « Bagdad allemand », comme on le nomme à Berlin, un peu trop haut sans doute, se greffent les intérêts menacés. Il y a d'abord les industriels de Manchester, alarmés par les rapports des consuls, habitués à considérer les bergers arméniens comme des catéchumènes des missions protestantes, comme des clients par-dessus tout. Il y a ensuite les gens d'affaires qui ont construit ou exploitent les tronçons de lignes, assiégeant l'Arménie pour l'inonder de camelote européenne, pour la vider de ses bois, de ses minerais, voire de son blé. Telle la Société anglo-française qui exploite le chemin de fer de Mersina-Adana. Le Koniah-Bagdad vient couper la ligne prolongée, projetée et, de ce chef, les espérances. Il y a surtout au plus lointain — mais la construction du Bagdad s'avance — les entreprises anglaises de la Mésopotamie (1). Une compagnie anglaise, la société Lynch, a, depuis 1834, le monopole de la navigation sur le Chatt-el-Arab, l'Euphrate et le Tigre. Le consul anglais de Bagdad surveille cette grande place où se croisent les fils d'intrigues entre les musulmans arabes et les musulmans hindous. En voyant se profiler à l'horizon ce rail turco-allemand, qui s'avance vers Bagdad, les clameurs commencent à se faire entendre au nom des principes traditionnels : la « route des Indes », la « liberté du Golfe » sont menacés.

L'émotion anglaise devait aller de pair avec l'émotion russe. La

(1) D'après le Service des douanes turques, 65 pour 100 du commerce en Mésopotamie est britannique.

menace allemande préparait le rapprochement sur les questions du Moyen Orient. Le 1^{er} février 1907, un Conseil des ministres russe précisa la position de la Russie : l'accord anglo-russe sur la Perse — en préparation — sera lié à la question du chemin de fer de Bagdad ; la construction de cette ligne est absolument préjudiciable aux intérêts de la Russie ; en cas de négociations éventuelles entre l'Allemagne et l'Angleterre on s'efforcerait d'obtenir des dédommagements : l'Allemagne garantirait qu'aucune ligne ne serait construite vers la frontière persane ; l'Angleterre et l'Allemagne aideraient la Russie à obtenir de la Perse l'engagement de ne construire dans le Nord aucune ligne sans l'assentiment de la Russie ; l'accord de 1900 entre la Russie et la Turquie (lignes du Nord de l'Asie mineure) serait étendu à l'avantage de la Russie. Le 19 décembre de cette même année, Isvolsky précise encore ses craintes à son ambassadeur à Londres : il faut écarter de la Perse l'influence politique et commerciale de l'Allemagne.

La révolution Jeune-Turque fournit l'occasion de se remettre de ces alarmes. La politique anglaise fut toujours favorable aux régimes constitutionnels. L'Allemagne de Guillaume II, ami d'Abd-ul-Hamid, était suspecte aux hommes nouveaux. L'Angleterre se prit à espérer l'annulation du Bagdad, ou, au moins, son innocuité par une surveillance anglaise.

C'est ce que constate le Directeur de la *Deutsche Bank* à Constantinople, Helfferich, qui se plaint au Directeur de la *Deutsche Bank*, von Gwinner, de son « dur labeur » (30 novembre 1908). L'Allemagne a surestimé sa position sous l'ancien régime. Aujourd'hui « l'Angleterre est l'atout » ; la France et l'Angleterre sont au mieux avec la « clique » qui gouverne. Mais alors il faut jouer de l'amitié anglaise : « Je dis surtout : nous avons toujours travaillé à fortifier économiquement et financièrement la Turquie ; si aujourd'hui les Anglais, d'adversaires qu'ils furent, deviennent les amis d'une Turquie qui marche de l'avant, nous nous rencontrons vers un but identique et nous nous réjouissons de pouvoir travailler ensemble ». Et Bülow se dit prêt à une conversation, à une entente, non sans arrière-pensée : « Cela approfondirait la crevasse entre l'Angleterre et la Russie, qui reste fidèle à sa vieille politique et travaille autant que possible à l'affaiblissement de la Turquie ».

Le 2 juin 1908, un iradé du Sultan autorise la construction de la seconde section du Bagdad, depuis Boulgourlou au pied du Taurus, à travers les montagnes, les marais ciliciens et encore des montagnes. Pour couvrir les frais un syndicat se constitue, sous la direction de la *Deutsche Bank*, avec la *Banque ottomane* de Paris, le *Wiener Bankverein* et la *Kreditanstalt* suisse, qui prennent ferme les tranches II et III de l'emprunt ture pour 220 millions de francs. La Turquie assure une garan-

tic kilométrique de 16.500 francs. Mais la Porte réclame des Puissances l'autorisation d'élever de 4 pour 100 ses droits de douane à l'importation. C'est sur ces bases financières et douanières que les négociations sont renouées entre la Turquie, l'Allemagne et l'Angleterre (novembre 1909).

Elles ne tardent pas à prendre tournure politique. L'Angleterre lie les questions et demande : contrôle anglais sur la section Bagdad-Golfe Persique ; construction de cette section avec des matériaux anglais et par des entreprises anglaises ; concession de la navigation sur le Tigre et l'Euphrate ; irrigation de la Mésopotamie (ces deux dernières conditions ne figurent du reste pas sur le mémorandum anglais remis le 19 novembre à Pétersbourg). « Nous sommes entre l'enclume et le marteau », se désole le grand vizir, Hilmi pacha. L'opposition anglaise, prétend l'anglophile ambassadeur allemand à Londres, Metternich, n'est pas contre le Bagdad, mais contre la liaison avec le Golfe Persique. Et von Gwinner dit plus nettement aux Affaires étrangères : « Ce que les Anglais veulent..., ce n'est pas un pourcentage dans l'entreprise du Bagdad, mais un partage géographique en sphères d'influence. Cela m'a été dit directement par sir Ernest Cassel dans l'été 1908... Ce n'est pas une affaire commerciale, mais une affaire politique ».

C'était bien poser la question, en dépit de Marschall, l'ambassadeur allemand à Constantinople, qui n'aperçoit dans la manœuvre anglaise qu'« un coup dans le cœur de la Turquie », et de Guillaume II, qui n'y voit qu'« un coup direct... contre nous ». L'Angleterre ne songe qu'à la zone du Golfe.

La disette pécuniaire des Turcs les contraint à tenir compte des désirs anglais. Ce n'est pas l'Allemagne qui tient la caisse. Le 25 octobre, Hilmi pacha demande aux Allemands de céder, d'accepter une « participation » anglaise à la ligne du Golfe. L'Angleterre ne veut rien savoir sans cela. C'est la condition qu'elle met pour consentir à l'élévation des douanes turques et à l'affectation des 4 % supplémentaires à la garantie du Bagdad. La dragée est bien tenue et les financiers allemands, qui ont besoin de cette garantie, doivent s'entendre avec les financiers anglais, en dépit des hommes d'État, qui clament qu'on vole l'Allemagne (aide-mémoire de Marschall du 18 mars 1910). Les 13, 14 et 15 décembre 1909, à Berlin, Arthur von Gwinner et sir Ernest Cassel se rencontrent, discutent sur la « participation » : l'Anglais réclame non les 50 pour 100 qu'offre l'Allemand, mais l'« absolu contrôle ». Et, en échange de son abandon du Bagdad-Golfe, le gouvernement allemand met en avant d'autres prétentions, en particulier la renonciation anglaise au monopole Lynch (navigation sur le Tigre et l'Euphrate). « Le gouvernement de Sa Majesté, a répondu Grey (mémorandum remis le 15 janvier 1910 à

Berlin) ne peut admettre cette suggestion ». L'aggravation de 4 pour 100 des douanes turques pèserait surtout sur le commerce anglais, écrit Grey à Goschen (5 mai 1910). « Il y aura de vives protestations lorsque se produira cette augmentation, et j'aurai fort à faire pour obtenir de l'opinion publique ici qu'elle reconnaisse que la participation du chemin de fer de Bagdad est un équivalent proportionné à cette nouvelle imposition sur le commerce britannique ».

Les négociations traînent de mois en mois. Pour l'Allemagne « la question du Bagdad est devenue une question de prestige », écrit Schœn le 20 juillet à son chargé d'affaires à Constantinople : renoncer à la section Bagdad-Golfe serait regardé comme « une reculade devant l'Angleterre ». Et, portant de l'eau au moulin berlinois, Marschall insiste le 14 octobre sur le double danger des concessions : « danger financier », car la ligne Bougourlou-Tel Helif a besoin d'une forte garantie kilométrique ; « danger politique », car les Anglo-Français font tous leurs efforts pour contrecarrer le Bagdad, les Anglais tirent des plans pour leur domination sur le Golfe.

Cependant le ministre des Finances turc, Djavid bey, court les capitales européennes pour placer son emprunt : il demande 600 millions. A Paris et à Londres on y est prêt, à condition que l'emprunt serve « à obtenir une entente politique pour rendre la Turquie favorable à la Triple Entente, notamment dénouer les liens entre l'Allemagne et la Turquie », dit Pichon, ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur russe le 30 juin. Mais les Jeunes-Turcs sont très chatouilleux à cet égard : ils considèrent que les conditions posées (« chef comptable » français au ministère des Finances) sont inconciliables avec l'indépendance politique de la Turquie (note de l'ambassadeur russe le 24 octobre), et ils se tournent vers Berlin et Vienne. Les conversations entre Marschall et Djavid, menées en réalité par Helfferich, aboutissent à l'accord du 9 novembre : la *Deutsche Bank* constitue un syndicat des grandes banques de Berlin et de Vienne, se charge de placer les Bons du Trésor turcs, verse au gouvernement turc 7 millions de livres turques. Cet emprunt assure les sympathies des Jeunes-Turcs à l'Allemagne et les détourne des Puissances occidentales, constate le ministre belge à Berlin.

Dès lors l'affaire du Bagdad est réglée. Le 20 mars 1911 est signé un iradé du Sultan sanctionnant les conventions passées entre la *Deutsche Bank* et le gouvernement turc : la section Boulgourlou-Bagdad formera un tout, gagé sur « les excédents de revenus concédés et le surplus des recettes gagées pour le chemin de fer d'Anatolie » ; la Compagnie renonce à l'élévation des droits de douanes ; la Compagnie reçoit la concession de l'embranchement Osmanié-Alexandrette, d'une ligne Alep-Alexandrette, et la construction du port d'Alexandrette. Autrement dit l'Alle-

magne évince l'Angleterre du Bagdad-Golfe et la France des ports syriens (car la ligne Alep-Alexandrette est plus courte que la ligne française Alep-Illoms-Tripoli). Kiderlen peut écrire le 24 mars : « Le chemin de fer vers Bagdad signifie l'échec de l'espoir anglais de placer la Mésopotamie sous l'exclusive influence anglaise. Il signifie une défaite de la France, qui en 1903 a été induite par M. Delcassé... à rompre la participation offerte à l'œuvre allemande et à poursuivre des entreprises purement françaises ». Et c'est surtout une première mainmise, une mainmise financière, de l'Allemagne sur la Turquie.

3. *La question persane.* — Au delà de la Mésopotamie, pour l'Angleterre, autres sujets d'inquiétudes. En Perse elle mettait fin, avec prudence, à la rivalité russe, qui venait déborder sur cette « frontière scientifique » de l'Inde. La convention de Pétersbourg du 31 août 1907 divisait — on l'a vu (1) — la Perse en trois zones, l'anglaise au Sud-Est, la russe au Nord, et une neutre entre les deux. Encore fallait-il, tout en surveillant la politique russe, que la zone centrale restât vraiment neutre. Or, à Téhéran, situé dans la zone russe, l'Allemagne agit : un ministre actif, von Quadt, jaloux des lauriers du ministre russe Hartwig, qui considère la Perse comme « un fruit mûr » ; une politique dont il n'est pas très difficile de deviner les mobiles, mais qui peut porter sur le parti nationaliste persan, « une politique d'abnégation », dit von Quadt. Il est vrai qu'il ajoute, mais pour son gouvernement : « Le Nord de la Perse doit rester pour nous un objet de compensation vis-à-vis de la Russie, le Sud vis-à-vis de l'Angleterre » (3 juillet 1908). Abnégation, mais pas renonciation, répond-on de Berlin. Et Schœn dresse le programme : « L'Allemagne ne poursuit en Perse nulle vue politique, mais n'a que des devoirs économiques ». La Russie et l'Angleterre ont toujours déclaré qu'elles voulaient « le maintien de la porte ouverte pour toutes les nations » : en conséquence « il faut les laisser cuire dans leur jus » (15 février 1909).

La Perse s'agite et les révolutions sont perpétuelles. L'Angleterre en profite pour débarquer des troupes indiennes à Bouchir (juin 1908), la Russie pour envoyer un détachement de 4.000 hommes, à Tabris (octobre), initiative qui semble au reste prise par Hartwig et malgré Isvolsky en voyage. Le Chah, détrôné le 16 juillet 1909, se réfugie à la légation russe. Les progrès russes ne sont pas sans inquiéter Londres, qui avertit amicalement Pétersbourg. Mais la visite du Tsar à Cowes (2-4 août) fait passer sur ces incidents lointains, et les deux Cabinets se mettent d'accord pour reconnaître le nouveau « Sultan » et

(1) Voir p. 108.

lui adjoindre des conseillers administratifs français (11 décembre). Il y a déjà à Téhéran un conseiller financier français.

L'Allemagne alors saisit l'occasion, proteste contre cette mainmise anglo-russe, et, comme Isvolsky fait l'innocent, affirme « le droit du gouvernement persan de pouvoir choisir à son gré les personnes qu'il désire avoir à son service » (31 janvier 1910). Schœn fait répondre par Pourtalès : « Nous devons réclamer la parfaite égalité avec les Français dans l'administration des finances et le contrôle » (27 février). Il prend pour prétexte le traité germano-persan du 11 juin 1873. Grey, qui reçoit la même réclamation, déclare que le commerce russe est prépondérant dans le Nord de la Perse, le commerce anglais dans le Sud, et qu'au surplus les deux gouvernements ont prêté 400.000 livres sterling à l'État persan. Et Isvolsky réplique : « La Russie et l'Angleterre, doivent jouir d'un droit prépondérant de guider la Perse de leurs conseils en matière de réformes financières, base de toute autre réforme » (23 mars).

En somme en Perse, comme partout ailleurs, comme au Maroc, comme le long du Bagdad, l'Allemagne ne poursuit guère qu'une politique de prestige. Elle est prête à faire « un Maroc russe en Perse », selon le mot d'un journal russe, que le conseiller de Schœn, Zimmermann, répète avec complaisance. « L'Allemagne, dans un dessein inamical, semble vouloir rendre encore plus difficile à l'Angleterre et à la Russie le devoir » qu'elles ont assumé en Perse », déclare sir Charles Hardinge, de passage à Vienne. Et, se prémunissant contre ces ambitions tard-venues, les deux Puissances de l'Entente réclament du gouvernement persan une déclaration de préférence (7 avril) : la Perse ne donnera à nul tiers de concession politique ni stratégique sans leur consentement ; elle ne garantira pas un emprunt éventuel fait chez une tierce puissance avec ce qui sert de gage aux précédents emprunts, et le nouvel emprunt lui-même servira à l'amortissement des dettes contractées en Angleterre et en Russie. Puis elles définissent les concessions « politiques » : chemins de fer, routes, navigation, postes et télégraphes (juin). Cela visait directement les prétentions de l'Allemagne.

L'Allemagne profitait du chemin de fer de Bagdad pour amorcer une pénétration en Perse dans la zone laissée neutre par l'accord anglo-russe. « Elle réclame, dit une note de Zimmermann, la reconnaissance de l'égalité des droits dans toutes les autres questions économiques (autres que les chemins de fer, routes et télégraphes du Nord de la Perse), la liaison des chemins de fer russes projetés à la future ligne Bagdad-Khanikine (1) et l'assurance que la Russie ne nuira pas aux relations

(1) A la frontière persane, 160 kilomètres au nord-est de Bagdad ; la ligne devait être prolongée en territoire persan jusqu'à Kermanschah et Téhéran.

commerciales internationales sur cette ligne par des mesures douanières ou tarifaires ». C'est ce qu'à la *Wilhelmstrasse* on appelle une « interprétation de la porte ouverte en Perse ». Nous ne pouvons admettre qu' « on nous ferme la porte au nez », déclare Schœn à Isvolsky qui lui rend visite à Berlin (7 mai 1910).

Malgré l'apparence économique, cette politique n'est qu'une politique de prestige. C'est ce que note assez courageusement Metternich, l'ambassadeur allemand à Londres : « Je n'ai jamais cru, écrit-il le 13 mai au chancelier, qu'en Perse, le point le plus sensible de la politique anglaise, nous devions chercher beaucoup de difficultés diplomatiques ; mais, comme nous sommes engagés là-bas, nous devons voir comment nous tirer d'affaire avec bienséance ». Mais on n'écoute guère ces conseils à Berlin : le 23 août Pourtalès est encore chargé de dire au nouveau ministre Sazonof : « Si vous nous ouvrez de quelque manière une entrée en Perse soit par la liberté du transit par le Caucase, soit par l'établissement d'une jonction d'un embranchement de la *Bagdadbahn* à Khanikine, notre défiance contre vos plans en Perse cessera aussitôt. » A quoi Sazonof réplique qu'il ne craint pas la concurrence allemande : « Il vaut mieux se combattre à coups de pains de sucre qu'avec des obus ».

Le gouvernement persan trouve dans la protection opportune de l'Allemagne un levier pour se débarrasser des demandes gênantes de l'Angleterre et de la Russie. Le 3 septembre il répond à la note anglorusse du 7 avril qu'il « ne peut s'empêcher de prendre en considération la garde de l'indépendance et des libertés incontestables du pays » et espère que « les propositions ne seront pas maintenues ». Un nouveau Cabinet se forme (23 septembre), mal disposé pour les deux protecteurs. Le 17 octobre une démarche anglaise réclame la police des routes du Sud de la Perse sous la direction d'officiers de l'armée des Indes. Le 23 un meeting de protestation turco-persan, qui se tient à Constantinople adresse un télégramme à Guillaume II, « protecteur de l'Islam ». Le 27, 160 soldats anglais débarquent à Lingah dans le golfe Persique.

Cette fois-ci ce sont les Russes qui prennent ombrage des progrès anglais.

L'Allemagne va essayer d'en tirer profit.

Le nouveau ministre russe des Affaires étrangères Sazonof n'a pas, vis-à-vis de l'Allemagne, les défiances d'Isvolsky. Ce petit homme, étriqué dans son corps maigre, le visage effacé entre de doux yeux bleus et une fine barbe blonde, n'a rien de la carrure, de la hauteur d'Isvolsky. Il remplace un diplomate infatué, cassant, entêté, maladroit, qui ne savait pas déjouer les manœuvres, mit l'Europe à deux doigts de la guerre, et, malgré ses grands airs, subit les volontés fortes d'Aerenthal et de Bülow. A l'inverse, le successeur est un homme paisible, effacé, timide.

Bon fonctionnaire, Sazonof conservait dans ses tiroirs les traditions du Pont aux Chantres et restait un docile serviteur du Tsar et du régime. Apparenté aux ministres les plus réactionnaires, beau-frère de Stolypine, il était plutôt enclin à s'éloigner des Puissances libérales, et, bien que, par son honnêteté naturelle et ses habitudes bureaucratiques, il ne cherchât jamais à s'évader, il était tout disposé à écouter les avances allemandes. Sazonof, observait fort justement le ministre prussien à Darmstadt, von Jenisch, appartient au parti réactionnaire qui veut le maintien des bonnes relations avec l'Allemagne et doit en conséquence être « sympathique » à Berlin. Dès le 23 août il s'ouvrait à Pourtalès des avantages d'une « explication franche et loyale », qui amènerait une « détente » dans les relations russo-allemandes ; il voyait l'occasion de pourparlers dans la question persane ; et il insistait à plusieurs reprises.

De quoi pouvait-on parler en effet ? Sur les Détroits, sur le chemin de fer de Bagdad les conversations stagnent : les questions ne sont pas mûres. Au surplus les intérêts russes et allemands sont trop nettement en antagonisme. Sazonof, qui se dit préoccupé des problèmes orientaux, qui agite devant Pourtalès le spectre du panislamisme, des préparatifs militaires turcs à la frontière de Perse (29 octobre), propose une entrevue entre les deux Empereurs « sur le sol allemand ».

4. *Les « accords de Potsdam »*. — Sazonof trouve naturellement les hommes d'État allemands dans les dispositions les meilleures. « Le nouveau ministre des Affaires étrangères russe, écrit Bethmann-Hollweg à l'Empereur pour le préparer aux conversations, fait l'impression, au contraire de M. Isvolsky, d'un homme sobre et réfléchi, qui, sans vouloir briller par des pointes spirituelles, sait suffisamment ce qu'il veut. Et ce qu'il veut, c'est avant tout seulement la consolidation intérieure de la Russie, sans amalgamer à ce devoir présent quelques fantasques problèmes d'avenir ». Et Kiderlen, dans une note du 30 octobre, indique l'objet et la portée des entretiens qui vont commencer : l'Allemagne a soutenu l'Autriche dans la crise bosniaque, « solidarité surtout défensive », commandée par l'attitude de l'Angleterre, de la Russie et de la France qui visaient à une « exclusion ostentatoire de l'Allemagne ». Mais elle ne désire pas que ses bons rapports avec l'Autriche nuisent à ses bons rapports avec la Russie. « Nous pouvons assurer à M. Sazonof que nous ne sommes ni engagés, ni résolus à plaider pour des plans ambitieux de l'Autriche en Orient ». Dans le Bagdad elle ne poursuit que des conquêtes économiques. Dans les Dardanelles elle a toujours accueilli favorablement les propositions russes. Et il y a d'autres sujets d'entente, la défense des intérêts monarchiques, mis en péril en Europe, ainsi par la proclamation, le 4 octobre, de la République portugaise.

L'entrevue des souverains et des ministres a lieu à Potsdam les 4 et 5 novembre. Pour tranquilliser François-Joseph, Guillaume II lui adresse le 6 un télégramme sur Nicolas II : « J'ai eu la ferme impression que, comme Toi et Moi, il s'efforce sincèrement d'assurer la paix et que spécialement il admet le *statu quo* dans les Balkans ». Nous sommes mieux renseignés sur les conversations des ministres, qui adressèrent leurs rapports. Sazonof manifesta devant Guillaume II ses craintes sur le rôle de « protecteur des musulmans » assumé par le Kaiser, sur ce « Khalifat de Berlin », alors que la Russie comptait plus de 20 millions de sujets musulmans : l'autre ne manqua pas de récuser toute complicité dans le mouvement panislamique ; on s'entretint « du danger que présente pour la paix générale et la stabilité du principe monarchique l'activité des loges des francs-maçons » et des armements navals. Kiderlen assura Sazonof que l'Allemagne assumerait volontiers le rôle « d'intermédiaire » entre l'Autriche et la Russie — Bismarck avait déjà donné le modèle de « l'honnête courtier » —. Bethmann, allant plus loin, affirma que Berlin ne soutiendrait jamais une politique agressive de Vienne dans les Balkans. Et l'on en vint aux questions précises, l'entente russo-allemande dans le Proche et le Moyen Orient.

La « vitalité » de la Turquie doit être maintenue, dit le chancelier allemand : sa ruine menacerait la paix balkanique. L'Allemagne ne cherche qu'à la consolider. D'où sa politique militaire, vente de vaisseaux, etc., sa politique financière, l'emprunt qui n'est fait que pour empêcher un monopole industriel de la France en Turquie. En Perse l'Allemagne ne cherche pas à protéger le gouvernement contre la Russie : elle n'a aucune indulgence pour les avances que lui fait la Perse, ne veut que l'égalité économique. C'est là le terrain d'entente. Si l'Allemagne, propose Sazonof, renonce à des concessions de chemins de fer, de routes, de télégraphes dans la zone russe, Sazonof prend l'engagement de ne faire aucun obstacle à la construction de la *Bagdadbahn* jusqu'à Bagdad, de construire une ligne Djoulfa-Tabris-Téhéran et de la relier au chemin de fer de Bagdad à Khanikine, sans aucune discrimination tarifaire ni ligne concurrente.

Il s'agit maintenant de fixer par écrit le résultat des conversations de Potsdam. Gardera-t-on le secret ? A Berlin, Kiderlen répond à l'ambassadeur de France, qui lui demande si on a parlé de la Perse : « Tout à fait en général. J'ai eu l'impression que la Russie ne songe pas à l'annexion, mais qu'elle veut la tranquillité sur sa frontière, à quoi elle a bien droit. » Et, quand Sazonof, plus scrupuleux donne au *Novoïé Vrémia* une interview, où il prend acte des promesses allemandes, Kiderlen proteste (11 novembre). Le 15 novembre part de Berlin un projet d'échange de notes qui, quelque peu modifié, est remis par Pourtalès le 1^{er} décembre

à Sazonof. L'enfant de Potsdam n'est plus reconnaissable. Et Sazonof de s'en étonner.

L'Allemagne, satisfaite des bonnes dispositions de la Russie, songe à reprendre sa grande politique, celle déjà tentée à Björkoe, séparer la Russie de l'Angleterre. Et elle élargit le champ persan : « Le gouvernement impérial d'Allemagne, dit l'article premier du projet, qui a reçu de la part du gouvernement impérial et royal d'Autriche les assurances les plus nettes que celui-ci n'a pas l'intention de suivre en Orient une politique expansive, déclare qu'il n'a pris aucun engagement et n'a non plus l'intention de soutenir une pareille politique qui pourrait être suivie par l'Autriche-Hongrie ». En échange, l'article 2 : « Le gouvernement impérial de Russie déclare qu'il ne s'est pas engagé et qu'il n'a pas l'intention d'appuyer une politique hostile à l'Allemagne que pourrait suivre l'Angleterre ». Les autres articles ne sont que l'accessoire : maintien du *statu quo* dans les Balkans, et, en cas de conflit, efforts « pour empêcher une conflagration générale » ; nulle faveur apportée à « une politique agressive de la part de la Turquie ni de la part des États balkaniques ». Enfin maintien de « l'intégrité de la Perse » et du « rétablissement de l'ordre » sans l'intervention d'aucune puissance.

Sazonof voit alors sur quel terrain Berlin veut l'entraîner. La déclaration demandée à la Russie (article 2) a, dit-il le 2 décembre à Pourtalès, « beaucoup plus de portée et de poids » que celle que fera l'Allemagne à propos de l'Autriche : car celle-ci ne vise que les Balkans et l'autre a un caractère général. Et il demande de séparer les deux questions : la Perse, la politique générale. Mais Kiderlen tient justement à mêler les deux affaires : « L'assurance russe, relative à ses rapports avec l'Angleterre est pour moi l'alpha et l'oméga de tout l'accord », écrit-il à Pourtalès le 4 décembre. « Il faut faire en sorte que le jour où il viendra à la connaissance des Anglais, il soit compromettant pour les Russes ». Et il ajoute : « Il serait bon de brûler cette lettre », que les archives allemandes nous ont récemment livrée.

L'effort pour compromettre la Russie est visible dans le discours que Bethmann-Hollweg prononce au Reichstag le 10 décembre : « Les deux gouvernements, dit-il au sujet des conversations de Potsdam, n'entreront dans aucune combinaison qui pourrait avoir une pointe agressive contre l'autre. » A tel point que Guillaume II lui-même trouve qu'il exagère, et s'écrie : « Je ne sais rien de cela ; Je n'ai reçu ni pris un tel engagement. Je sais seulement que la Russie ne veut pas aider l'Angleterre contre nous au cas où l'Angleterre saisirait un prétexte de guerre. » Sazonof, soit qu'il n'ait compris la manœuvre, soit par timidité, fait dire qu'il a eu une « excellente impression » de ce discours, mais il résiste à Pourtalès qui le presse de signer : aucun homme d'État russe ne signera

une déclaration aussi peu précise ; que signifie une « politique hostile à l'Allemagne » ? La Russie sera-t-elle entraînée dans la rivalité économique anglo-allemande ? Si l'Anglais et le Russe ont marché la main dans la main, c'est la faute aux agents allemands, Marschall ou Quadt, qui travaillaient, à Constantinople, à Téhéran, contre les intérêts russes. En réalité la flotte allemande menace l'Angleterre. En conclusion il donne à entendre que la Russie demande à l'Allemagne de s'engager à n'avoir pas de politique agressive envers l'Angleterre. Somme toute, sa préférence est qu'il n'y ait pas entre les deux gouvernements « de feuille de papier secrète » (12 décembre). Il faut se contenter de cette vague assurance que le Tsar ne soutiendra aucune politique de l'Angleterre hostile à l'Allemagne, tandis que le Kaiser a assuré que l'Allemagne n'appuiera pas une politique agressive de l'Autriche : ce furent les promesses de Potsdam. « Ces deux déclarations échangées entre les souverains ont plus de valeur aux yeux du Tsar qu'un échange de notes écrites », dit Sazonof le 14 décembre.

La manœuvre allemande a échoué.

Faute de la grive européenne, on mangera le merle persan.

Le jour même où il rejetait la proposition allemande (12 décembre), Sazonof remettait à Pourtalès un projet d'échange de notes sur la seule question persane selon les principes posés à Potsdam : la Russie ne fera aucune opposition au Bagdad ; elle construira le raccordement aux chemins de fer persans ; l'Allemagne ne construira aucune ligne au Nord du Bagdad-frontière persane et ne cherchera pas à obtenir en Perse des concessions de chemins de fer, de routes, de navigation, de télégraphes ; enfin parfaite égalité de traitement pour le commerce allemand en Perse. Mais le projet porte entre autres : « Le gouvernement allemand reconnaît n'avoir en Perse aucun intérêt d'ordre politique et n'y poursuivre que des buts commerciaux ». C'est entièrement conforme à toutes les déclarations allemandes. Cependant Bethmann-Hollweg refuse aussitôt : aucune grande Puissance, écrit-il à Pourtalès, ne peut faire une déclaration semblable « sans qu'il en coûte des dommages à son prestige ». Et Kiderlen précise : on ne peut se contenter de vagues promesses ; l'Allemagne construira le Bagdad-Khanikine, mais si la Russie ne fait pas tout de suite le raccordement promis jusqu'à Téhéran, c'est l'Allemagne qui doit s'en charger (29 décembre). Cette liaison germano-russe des chemins de fer a en réalité des buts politiques : l'Allemagne au centre persan.

Déjà des bruits courent dans les capitales. A Londres, à Paris on s'inquiète de toutes ces conversations. Pichon à la Chambre est obligé de rassurer l'opinion : « La fidélité aux alliances reste la base de la politique russe... » (12 janvier 1911). L'*Evening Times* du 7 janvier publie sur

l'accord germano-russe en préparation des révélations et toute la presse anglaise se réveille. L'ambassadeur russe à Londres, Benckendorff, doit déclarer à Nicolson que la Russie ne connaît que le chemin de fer jusqu'à Bagdad. Grey fait répondre qu'il est de la dernière importance stratégique que l'Allemagne n'entre pas en Perse : les chemins de fer du nord de la Perse doivent rester à la Russie (17 janvier). La presse française prend le même ton pessimiste : le 1^{er} février *Paris-Journal* donne la parole au général Bonnal sous le titre « La fin de l'alliance » : « L'armée russe n'a plus comme mission de défendre la frontière Ouest ». Et Benckendorff d'avertir son gouvernement : si on ouvre à l'Allemagne la porte de la Perse, la convention anglo-russe est menacée dans ses racines (14 février).

Le résultat fut que l'Angleterre et la France offrirent à la Russie leur appui financier : grâce à cette offre, la Russie pourra construire la ligne Khanikine-Téhéran, qui échappera à l'Allemagne (4 février). Abandonner la ligne à l'Allemagne, fait-on savoir de Londres à Pétersbourg, c'est entraîner la démission du Cabinet anglais. Cette petite voie ferrée devient l'axe de la situation politique générale, peut entraîner une nouvelle orientation de la politique britannique, constate l'ambassadeur russe à Londres. Mais, peut-être à la suite d'enquêtes financières et techniques, les cercles financiers anglais refusent leur participation (15 février), et Grey accepte l'abandon de la ligne Khanikine-Téhéran à l'Allemagne pourvu que les chemins de fer du sud de la Perse restent entre les mains des Anglais (17 février).

Dès lors l'entente est possible. Les négociations durent six mois encore, prolongées par l'Allemagne, qui prétend réclamer l'engagement « de respecter l'intégrité et l'indépendance de la Perse » (projet de note du 29 avril). Le 19 août l'accord persan est signé à Pétersbourg : les deux gouvernements partent « du principe de l'égalité de traitement pour le commerce de toutes les nations en Perse », considèrent les « intérêts spéciaux » de la Russie et les seuls « buts commerciaux » de l'Allemagne ; l'Allemagne renonce à toute concession de chemins de fer, routes, navigation, télégraphes dans le Nord de la Perse ; la Russie s'engage à construire ou faire construire le Khanikine-Téhéran dès que sera construit l'embranchement venu du Bagdad et dans un délai de deux ans ; sinon la Russie renoncera et l'Allemagne « sera libre... de rechercher dans ce cas la concession » ; la Russie n'apportera aucun obstacle à la construction du chemin de fer de Bagdad.

La montagne de Potsdam accouchait d'une souris.

CHAPITRE III

La crise d'Agadir

En signant l'accord marocain de février 1909 (1), l'Allemagne n'avait pas abandonné les droits qu'elle tenait de l'Acte d'Algésiras. Ainsi, dès lors que le « condominium » économique n'avait pas donné aux entreprises allemandes tous les avantages qu'elles en espéraient, il fallait bien prévoir que la Wilhelmstrasse chercherait à paralyser toute initiative importante du gouvernement français dans l'Empire chérifien. Or, c'était la France qui subissait le plus directement, dans ses intérêts politiques et économiques, la conséquence des troubles marocains. Le jour où elle voudrait prendre des mesures énergiques pour la protection de ces intérêts, elle serait amenée à dépasser le cadre que l'accord international fixait à son action. L'Allemagne, alors, serait fondée à protester.

C'est au printemps de 1911 que le cours des affaires marocaines allait mettre en relief les difficultés de cette situation, et donner à la politique allemande l'occasion d'intervenir.

I. — LA MARCHÉ SUR FEZ ET LES PRÉLIMINAIRES DES NÉGOCIATIONS

1. *L'expédition française.* — Dans les premiers jours de mars 1911, des troubles éclatent à Fez. Le chef de la mission militaire française établie dans la ville, le commandant Mangin, a fait adopter par le Sultan un nouveau règlement qui a provoqué du mécontentement dans l'armée chérifienne. Il y a eu des cas de désertion, qui ont été punis de

DOCUMENTS. — *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. XXIX. — Livre jaune. *Affaires du Maroc*, VI, Paris, Imprimerie nationale, 1912. — Siebert, *op. cit.*, et le *Livre noir*, qui ne donnent pas la série complète des pièces les plus importantes.

TÉMOIGNAGES. — Jäck (Ernest), *Kiderlen-Waechter. Der Staatsmann und der Mensch.*, Berlin, 1926. Traduction française. *Kiderlen-Waechter intime*, Paris, Payot. — Caillaux (Joseph), *Agadir*, 10^e édit., Paris, 1921, in-12. (La 10^e édition reproduit des documents annexes que ne donnent pas les précédentes.) — Grey, *Twenty-five Years, 1892-1916*, Londres, Hobber, 1925, 2 vol. in-8°. Il faut y joindre, pour quelques détails, les pièces du procès Caillaux devant la Haute-Cour de Justice.

(1) Voir ci-dessus, chapitre II, p. 154-155.

mort. La population a protesté. Parmi les tribus voisines de la ville, des groupements rebelles se sont formés : la route Fez-Tanger est coupée, les courriers arrêtés. Le gouvernement français — c'est, depuis le début de mars, le Cabinet Monis, où le portefeuille des Affaires étrangères a été donné à Cruppi — décide, le 15 mars, de mettre une force armée à la disposition du Sultan pour lui permettre de maintenir son autorité sur les tribus et d'assurer la protection des Européens qui résident à Fez. Moulaï-Hafid, bloqué dans la ville par la rébellion, ne tarde pas à demander ce secours. Alors le gouvernement annonce son intention d'organiser un corps expéditionnaire qui doit occuper Rabat, délivrer Fez, et, en cas de nécessité, sauver la mission militaire et les Européens (note du 6 avril). La ville de Fez sera évacuée, dit-il, dès que la situation du Sultan sera raffermie. Quelques jours après, il fait envoyer de France 10.000 hommes de renfort.

Les événements ont donc amené le gouvernement français à prendre une initiative qui dépasse les limites fixées par l'Acte d'Algésiras, puisque le « mandat de police » n'a été accordé à la France que dans les ports du Maroc occidental. Le Quai d'Orsay déclare sans doute que l'occupation, nécessaire pour protéger la vie des colons européens, n'aura qu'un caractère temporaire, et il espère éviter par là les répercussions internationales que sa décision pourrait provoquer. Mais ni l'ambassadeur de Russie à Paris, Isvolsky, ni l'ambassadeur d'Angleterre, sir F. Bertie, ne partagent l'optimisme du ministre des Affaires étrangères. Que le gouvernement français agisse « sous la pression de la plus extrême nécessité » qu'il ait le devoir de ne pas laisser massacrer sa mission militaire, cela paraît évident ; il est même possible qu'il compte respecter « l'esprit de l'Acte d'Algésiras ». Il n'en est pas moins vrai que les termes mêmes du traité ne l'autorisent pas à procéder à cette occupation. L'Allemagne trouve donc l'occasion de provoquer, si elle le désire, une complication internationale.

2. *Les intentions de l'Allemagne.* — Lorsque le gouvernement français fait aviser Kiderlen de son intention, le Secrétaire d'État se montre très réservé. L'occupation de Rabat serait, dit-il, considérée par l'opinion allemande comme « une étape vers l'élimination de l'acte d'Algésiras ». Il demande donc à la France de ne procéder à un acte d'occupation militaire « qu'au moment de la plus extrême nécessité ». Ce jour-là, le gouvernement allemand serait « tout disposé à entrer avec le gouvernement français dans un échange de vues sur les mesures que celui-ci jugerait alors devoir prendre » (7 avril). Kiderlen donne donc clairement à entendre qu'une conversation franco-allemande doit *précéder* l'expédition. Mais, lorsque les communications du gouvernement français font

prévoir l'imminence d'une action militaire, la diplomatie allemande se dérobe. L'ambassadeur à Paris, Schœn, se contente de mettre Cruppi en garde contre les « inconvénients graves » d'une occupation qui pourrait provoquer au Maroc un soulèvement général : si la domination du Sultan n'était soutenue que par les baïonnettes françaises, elle serait « un objet de haine pour les musulmans », qui proclameraient la guerre sainte. Le gouvernement allemand ne peut pas donner un assentiment qui équivaldrait à prendre une part de responsabilité (20 avril). D'ailleurs, l'Acte d'Algésiras n'a jamais prévu que le Sultan puisse recevoir l'appui *d'une seule* puissance : la marche sur Fez provoquerait, dans l'opinion publique allemande, un mouvement de nervosité, qui ouvrirait « une nouvelle ère de méfiance ».

Cependant les troupes françaises commencent leur mouvement. Le gouvernement allemand, qui se déclare toujours disposé à approuver l'initiative française *si la nécessité en est démontrée*, a tendance à croire que les rapports français exagèrent à dessein le danger auquel sont exposés les colons européens. Pourtant, il ne s'oppose pas nettement à la marche en avant. Il se contente de prédire que l'occupation ne *pourra* pas être temporaire, comme on l'affirme à Paris. « Lorsque vous serez à Fez, pourrez-vous abandonner Moulaï-Hafid ? Pourrez-vous quitter Fez ? » dit Bethmann à Jules Cambon le 25 avril. Et Kiderlen ajoute, le 28, un avertissement grave : « Si une fois entrés à Fez, vous ne pouvez en sortir, si, pour être maintenu, le Sultan a besoin des baïonnettes des soldats français, nous ne pourrions plus voir en lui le Sultan établi par l'Acte d'Algésiras. Nous ne considérerons pas que les conditions de l'Acte d'Algésiras sont respectées et nous reprendrons notre liberté. » Cette déclaration est confirmée publiquement par une note officieuse, que publie, le 30 avril, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* :

Une transgression des dispositions essentielles de l'Acte, même si elle a lieu sous la pression de circonstances extérieures et contre le gré de la puissance qui en prend l'initiative, rendrait aux autres puissances leur liberté d'action, et pourrait entraîner des conséquences qui ne peuvent être prévues pour l'instant.

Ces conséquences, le gouvernement allemand est précisément en train de les déterminer. Au premier abord, l'opinion personnelle de l'Empereur contrarie les dispositions de la Wilhelmstrasse : « Si les Français s'engagent à fond, au point de vue militaire et financier, tant mieux pour nous ; à mon sens, nous n'avons pas intérêt à les en empêcher. S'ils transgressent les dispositions de l'Acte d'Algésiras, c'est à d'autres puissances, — à l'Espagne surtout — que nous devons laisser d'abord le soin de protester », écrit Guillaume II, de Corfou, le 22 avril. Le 26, il note encore,

en marge d'un télégramme du Chancelier : « Cela m'est tout à fait égal qu'ils entreprennent l'expédition, car ils ne feront ainsi que s'affaiblir sur notre frontière occidentale ». Mais Kiderlen ne se tient pas pour battu. Le 3 mai, il fait rédiger par ses collaborateurs de la Wilhelmstrasse un mémoire qui expose son « programme marocain ».

L'Allemagne, dit le mémoire, ne doit pas protester contre l'entrée à Fez d'une colonne française, puisqu'il s'agit de protéger la vie des Européens. Mais il faut escompter que le cours des événements ne permettra pas au gouvernement français d'évacuer la ville : en admettant même que les troubles soient vite réprimés, le repli du corps expéditionnaire serait interprété par les Marocains comme un acte de faiblesse, et encouragerait les rebelles à prendre de nouveau les armes ; une seconde expédition serait alors nécessaire. L'occupation « temporaire » est donc impossible : les troupes françaises resteront à Fez. Le gouvernement allemand sera fondé à dire que l'indépendance du Maroc, base de l'Acte d'Algésiras, est compromise. Ce nouvel état de choses autorisera l'Allemagne à reprendre sa liberté d'action, et à adopter, dans les affaires marocaines, une politique nouvelle.

C'est cette politique que suggère le Secrétaire d'État. Il serait vain, dit-il, de protester. Ce qu'il faut, c'est *prendre un gage* qui oblige la France à offrir des *compensations*. Il existe, à Mogador et à Agadir, des entreprises allemandes. L'Allemagne pourra donc envoyer, dans ces ports, des navires de guerre, en alléguant la nécessité de protéger ces entreprises, — comme la France protège, à Fez, ses nationaux. Ces ports sont les plus éloignés de la Méditerranée ; il est donc « peu vraisemblable » que l'Angleterre élève des objections. Lorsque l'Allemagne aura ce gage entre les mains, elle se contentera d'attendre : « Nous pourrions voir alors si la France est disposée à nous offrir, dans son domaine colonial, des compensations appropriées, en échange desquelles nous abandonnerions les deux ports ».

De cette action, le gouvernement allemand peut attendre surtout un succès de prestige. Il aura l'occasion « de donner aux affaires marocaines un tour qui puisse faire oublier les échecs précédents (1) ». Comment la laisserait-il échapper ? L'opinion publique, à l'exception des socialistes, ne comprendrait pas une abstention. Le succès aura des répercussions heureuses en politique intérieure, et exercera une influence appréciable « sur le résultat des prochaines élections législatives ».

Devant ces arguments, l'Empereur retire ses objections. Il avait

(1) La marche sur Fez, écrit encore Kiderlen, a été « l'occasion désirée de prendre les Français en flagrant délit de violation de l'acte d'Algésiras ». (Lettre à Bethmann-Hollweg, 19 juillet, citée par Jäck, p. 296).

pourtant prévu, depuis quinze jours, les suggestions de son ministre. Il s'attendait à se voir proposer l'envoi d'un navire de guerre, et il avait, d'avance, fait connaître au Chancelier sa volonté de s'y opposer, puisque, disait-il, « nous ne voulons pas de guerre à propos du Maroc ». Mais, lorsque le 5 mai, à Karlsruhe, Kiderlen lui expose ses intentions, il ne trouve pas la force de résister. « L'Empereur », écrit le Secrétaire d'État à la suite de cet entretien, « a approuvé mon programme marocain, y compris les bateaux pour Agadir (1) ».

L'orientation de la politique allemande est donc maintenant fixée. Mieux que le gouvernement français, Isvolsky l'avait devinée : « Tout dépendra évidemment de l'humeur de Berlin et de la mesure dans laquelle le gouvernement allemand voudra utiliser cet événement pour ses propres fins », écrivait-il le 24 avril.

L'optimisme de Kiderlen reposait — quoi qu'il en ait dit plus tard (2) — sur une appréciation erronée de l'attitude de l'Angleterre. Lui qui, l'année précédente, voyait dans le « condominium économique » franco-allemand au Maroc un moyen d'affaiblir l'Entente cordiale, il s'imaginait maintenant que le Cabinet britannique accepterait la présence d'un navire de guerre allemand dans le Sud-marocain et la menace d'une installation des Allemands sur le littoral de l'Atlantique. Le mémoire du 3 mai exprime cette conviction ; il ne fait même pas allusion à l'éventualité dans laquelle l'Angleterre donnerait à la France un appui immédiat, en vertu de l'accord de 1904. L'acte essentiel, aux yeux de Kiderlen, devait être la prise de gages, le « Faustpfand », qui était bien de nature à provoquer une réaction des puissances. Les « compensations coloniales » auxquelles faisait allusion le mémoire, il ne voulait les envisager, les négocier qu'après avoir frappé le « coup d'Agadir ». Il admettait d'ailleurs, comme une éventualité heureuse, qu'il pouvait être amené à conserver le « gage ». Le 12 Juin, le sous-secrétaire d'État Zimmermann écrivait qu'à tout le moins l'Allemagne s'assurerait la possession d'un territoire dans le Sud-marocain, dont le sous-sol était riche.

Ce sont ces intentions qui déterminent l'évolution des événements. Elles expliquent l'accueil que va trouver à Berlin la politique française, aussitôt connue la nouvelle de l'occupation de Fez (4 mai) (3).

3. *L'entrée à Fez et les entretiens de Kissingen.* — L'ambassadeur de France à Berlin s'était rendu compte, dès le 9 avril, que la presse allemande profiterait de « l'entrée à Fez » pour rouvrir la question du Maroc. Il s'attendait à voir la main de l'Allemagne se tendre vers le littoral

(1) Jäck, *ouv. cité*, p. 284.

(2) Dans une lettre du 12 août 1911, citée par Jäck, p. 304 de l'édition française.

(3) L'entrée des troupes avait eu lieu le 26 avril ; mais c'est seulement le 3 mai au soir que le gouvernement français en a reçu avis.

atlantique de l'Empire chérifien. « Kiderlen voudrait en finir avec l'indépendance du Maroc, si nous abandonnons à l'Allemagne un port sur l'Atlantique. Il nous donnera à cette condition tout ce que nous voudrions ; mais c'est justement cette condition, si dangereuse pour nous, dont l'Angleterre ne veut à aucun prix. » Puisqu'il était impossible de songer à laisser l'Allemagne s'établir à Mogador ou à Agadir, n'était-il pas nécessaire de lui offrir des avantages sur un autre terrain ? L'idée vague encore, apparaît dans la presse française dès le début de mai. L'ambassadeur d'Allemagne la signale à son gouvernement. Le 7 mai, le conseiller de l'ambassade, Lancken, a un entretien avec le ministre des Finances, M. Caillaux : « La France », écrit-il, « est volontiers prête, si nous reconnaissons sans réserve ses intérêts vitaux au Maroc, à nous faire, ailleurs, une concession. Malheureusement, il y a peu de régions où la bonne volonté de la France pourrait nous valoir des avantages appréciables. En fait, c'est le domaine colonial, seul, qui est en cause ». Il semble donc qu'en France certains hommes de gouvernement acceptent d'ores et déjà l'idée de « compensation ». Mais le gouvernement allemand ne relève pas ces propos, qui répondent pourtant au but qu'il s'est assigné. L'ambassadeur, Schœn, reçoit avis de ne rien dire : « L'ambassadeur, note Kiderlen, ne doit pas montrer trop d'intérêt pour les nouvelles françaises sur le soi-disant état de choses à Fez et au Maroc en général, ni pour les plans français ». Kiderlen en revient donc purement et simplement à la tactique qui avait été celle de Bülow en 1905 : « faire le sphinx ». Il ne veut pas amorcer la discussion de concessions coloniales avant d'avoir pris en mains le gage qu'il a choisi. S'il dévoile trop tôt son programme, ne risque-t-il pas de voir la France restreindre aussitôt son action au Maroc, et se dérober ainsi à l'octroi d'une compensation ? Le silence persiste pendant six semaines.

Le gouvernement français s'inquiète. Il sent bien que ce mutisme est de mauvais augure. L'inquiétude s'accroît quand, le 10 juin, l'Espagne saisit l'occasion de troubles locaux pour débarquer des troupes à Larache : le gouvernement de Madrid déclare que cette action est tout à fait analogue à la marche sur Fez, bien qu'il ne s'agisse pas, en l'espèce, de protéger la vie de colons européens. L'intervention espagnole peut donner prétexte à l'intervention d'autres puissances. Peut-être est-ce l'Allemagne, pense-t-on à Paris, qui a encouragé l'initiative (1) ?

Le 11 juin, l'ambassadeur Jules Cambon a un entretien avec le chancelier Bethmann-Hollweg. Il fait allusion aux compensations éventuelles.

(1) L'intervention espagnole, escomptée par Guillaume II, servait évidemment les desseins de la Wilhelmstrasse ; mais les éditeurs de la *Grosse Politik* disent que les archives allemandes ne contiennent aucun indice d'un encouragement direct donné par Berlin à Madrid.

« Nous pourrions... chercher à donner à l'opinion allemande des satisfactions qui lui permettraient de voir sans inquiétude le développement de l'influence politique française au Maroc. » Le 15, le ministre des Affaires étrangères reçoit l'ambassadeur d'Allemagne : il est question des projets de collaboration économique franco-allemande en Afrique équatoriale, en particulier du projet d'un chemin de fer Congo-Cameroun, que les Allemands ont suggéré après l'échec de l'affaire de la N'goko-Sangha. « Cruppi m'a laissé entendre clairement », rapporte l'ambassadeur, « que le gouvernement français ferait volontiers de ces riches entreprises l'objet d'un échange de vues qui s'étendrait à toute l'Afrique du Nord ». Mais le chancelier prescrit à l'ambassadeur d'éviter toute conversation à ce sujet, et « de se borner à écouter ».

Cependant l'ambassadeur de France cherche à prendre contact avec le Secrétaire d'État Kiderlen, absent de Berlin. Il y réussit le 20 et le 21 juin. Ce sont les conversations de Kissingen. Kiderlen commence à découvrir son jeu : « C'est un véritable protectorat que vous êtes en train d'organiser, au Maroc », dit-il à l'ambassadeur. L'Allemagne se montrerait conciliante dans l'affaire marocaine, si elle recevait une compensation. Quelle compensation ? « Si vous souhaitez d'avoir quelque part au Maroc, il vaut mieux ne pas commencer la conversation »..., réplique Jules Cambon ; mais il ajoute : « On peut chercher ailleurs ». « Oui, on le peut », reprend Kiderlen, « mais il faut nous dire ce que vous voulez ». L'ambassadeur ne peut encore donner aucune précision ; il va se rendre à Paris, et verra les membres du gouvernement. « Rapportez-nous quelque chose de Paris », lui dit le Secrétaire d'État, à la fin de l'entretien.

La politique française est donc maintenant orientée. L'ambassadeur de France a fait aux compensations coloniales une allusion conforme, dit-il, aux intentions qu'avait « esquissées » le ministre des Affaires étrangères Cruppi. Le Secrétaire d'État a accepté l'idée. L'affaire est engagée. Mais si Kiderlen, le 21 juin, a rompu le silence, il l'a fait à bon escient. Le voyage de Jules Cambon à Paris lui donne la certitude qu'il ne recevra pas, avant quelques jours, une proposition française précise. Or, d'ici là, l'Allemagne aura pris le gage qu'elle désire. Lors de l'entretien de Kissingen, toutes les dispositions sont déjà prises pour le « coup d'Agadir ».

II. — LE « COUP D'AGADIR »

Depuis l'entrée des troupes françaises à Fez, le gouvernement allemand attendait le moment favorable pour entreprendre l'action qu'il avait décidée. Il estimait que, sans proclamer un protectorat, le gouver-

nement français était en train d'établir, dans l'Empire chérifien, une domination de fait. Le débarquement espagnol, à Larache, le 10 juin, avait donné matière à des réflexions du même genre. Le sultan avait protesté contre l'initiative espagnole, sans doute sur la demande de la France. Le dessein du Quai d'Orsay n'était-il pas d'amener les puissances signataires à prendre position contre la décision du gouvernement de Madrid, et « d'obtenir par ce moyen une sanction indirecte de ses propres initiatives » ? Si ce plan réussissait, l'Allemagne ne pourrait plus mettre à exécution le programme qu'elle avait préparé.

Pour toutes ces raisons, le sous-secrétaire d'État Zimmermann estimait, le 12 juin, qu'il était grand temps d'agir. Sinon la France se contenterait d'offrir quelques « rectifications de frontières coloniales », quelques « petites cessions », peut-être aussi « des sacrifices financiers » ; rien de sérieux. Seule la présence des Allemands dans le Sud-marocain pouvait l'obliger à faire des offres « acceptables ». Zimmermann proposait donc d'annoncer aux puissances signataires que l'Allemagne reprenait sa liberté d'action, puisque le Sultan n'était plus « le maître souverain prévu par l'Acte d'Algésiras », puis, tout aussitôt, d'envoyer deux croiseurs à Mogador, deux autres à Agadir. Le 16, Kiderlen approuve les propositions de son collaborateur, qui sont soumises à l'Empereur, « avant le départ de Sa Majesté pour le voyage du Nord ». Les préparatifs sont donc en cours quand, quatre jours plus tard, le Secrétaire d'État reçoit l'ambassadeur de France. La tournure prise par la conversation de Kissingen n'est pas un motif pour les retarder, bien au contraire. Aux yeux de Kiderlen, l'occupation d'un port marocain reste le meilleur moyen d'« assurer la situation, en vue des négociations futures ».

Le 26 juin, Kiderlen avise la Wilhelmstrasse que les dernières dispositions sont prises : « Le bateau est prêt ». Pour éviter toute perte de temps, on s'est décidé à réduire le déploiement de forces. L'envoi de quatre croiseurs, de la mer du Nord au Maroc, aurait demandé plusieurs jours. Or, l'Amirauté a, presque sur place, une canonnière, la *Panther*, qui revient du Sud-Ouest africain, et doit faire relâche, le 27, à Ténériffe. C'est ce petit navire qui reçoit l'ordre de se rendre à Agadir, où il doit arriver le 1^{er} juillet. Ce jour-là l'ambassadeur Schœn avisera le gouvernement français que les entreprises allemandes établies à Agadir ont demandé protection, parce que des troubles se sont produits dans la région : la Wilhelmstrasse avait eu soin de provoquer, dix jours auparavant, cet appel des colons allemands, qui n'avaient fait d'ailleurs aucune allusion à un danger immédiat quelconque. Le gouvernement allemand annoncera, en même temps, que le navire de guerre sera retiré, dès que l'ordre aura été rétabli. Ainsi l'initiative allemande aura la

même forme que l'initiative prise par la France lors de l'occupation de Fez.

Le programme est exécuté. Dans l'intervalle, — à Paris —, le ministère Monis, mis en minorité le 23 juin, a été remplacé par un Cabinet présidé par M. Caillaux, où de Selves a reçu le portefeuille des Affaires étrangères. Le 1^{er} juillet, au moment où la *Panther* arrive à Agadir, la communication prévue est faite par l'ambassadeur Schœn. Elle développe le thème indiqué par le sous-secrétaire d'État Zimmermann : les derniers événements ont montré que l'indépendance du Sultan était une illusion ; l'Acte d'Algésiras est donc, en fait, abrogé ; il faut envisager « dans un échange de vues amical » une solution nouvelle de l'affaire marocaine.

Sous le coup de l'émotion que l'acte de force du gouvernement allemand a provoquée dans l'opinion publique, le gouvernement français va-t-il réagir ? L'envoi d'un navire de guerre est-il une préface heureuse à la conversation « amicale » que la diplomatie allemande prétend engager ? Le premier mouvement du ministre des Affaires étrangères est de répliquer du tac au tac, pour peu que le Cabinet de Londres s'associe à l'action de la France : « Il serait possible que nous fussions amenés à envoyer un navire de guerre à Mogador. Le gouvernement anglais serait-il disposé à prendre, le cas échéant, une mesure analogue ? » télégraphie de Selves à l'ambassadeur à Londres, le 1^{er} juillet. Mais cette initiative est prise en dehors du Cabinet qui n'a pas eu connaissance des intentions du ministre des Affaires étrangères. Le président du Conseil désavoue cette démarche. Le 4 juillet, alors que de Selves est à La Haye, où il a accompagné le président de la République, M. Caillaux donne à l'ambassadeur Paul Cambon des instructions nouvelles : « Je vous prie d'éviter de préjuger, vis-à-vis du gouvernement anglais, tout envoi de notre part, pour le moment, de bâtiments de guerre, soit à Agadir, soit même à Mogador ». Le gouvernement (en l'espèce le président du Conseil), est donc décidé à supporter le procédé insolite dont a usé le gouvernement allemand, à négocier des compensations, à payer sa liberté d'action au Maroc.

Le 8 juillet, de Selves déclare à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il a donné à Jules Cambon « une grande liberté de mouvement », et qu'il lui indiquera « de parler, entre autres, d'une possibilité de compensation au Congo ».

Mais, — et l'ambassadeur d'Allemagne s'en rend compte dès qu'il prend contact avec les membres du gouvernement —, « les négociations sont rendues plus difficiles », puisque la Wilhelmstrasse a voulu « créer un fait accompli, par surprise, sans chercher d'abord une entente amicale avec le gouvernement français ». Le coup d'Agadir, en surexcitant l'esprit

public, n'a pas allégé la tâche des négociateurs. Le gouvernement allemand, par sa brusque initiative, a ouvert à son opinion publique de larges horizons : il ne peut plus se contenter d'une demi-satisfaction. Cependant, il a pris une attitude qui n'est pas de nature à lui attirer les sympathies des puissances. En se décidant à un « acte de force », il a menacé tout à coup la paix européenne.

Pour le gouvernement français, la situation n'est pas moins délicate : il doit se préoccuper surtout de l'attitude de la Russie et de celle de l'Angleterre. De l'appui qu'elles peuvent lui donner dépendra l'étendue de ses concessions.

Les documents fragmentaires qui sont aujourd'hui connus (1) ne permettent pas de définir, avec une clarté parfaite, l'attitude du gouvernement russe. Celui-ci estime, au premier abord, qu'il n'a pas à se mettre au premier plan. « Tout cela intéresse le Cabinet de Londres encore plus que nous », dit, le 2 juillet, le ministre-adjoint des Affaires étrangères Nératof. A Berlin, l'ambassadeur russe demande si son gouvernement répondrait au désir de l'Allemagne en conseillant à son allié un « accord direct » franco-allemand. Le 8 juillet, comme l'ambassadeur de France est chargé de demander au gouvernement russe s'il serait disposé à conseiller à l'Allemagne de retirer la *Panther*, les conseillers du Tsar écartent la suggestion, qui n'aurait, disent-ils, aucune chance de succès. Cependant, le 10 juillet, Georges Louis, ambassadeur de France à Pétersbourg, croit pouvoir compter sur les « bons offices de la Russie » dans la négociation marocaine.

Le gouvernement anglais est lié par l'accord de 1904 ; il est prêt à appuyer la politique française dans la question des compensations coloniales. Mais il ne voudrait pas être tenu à l'écart des négociations. La présence du navire de guerre allemand dans le Sud-marocain l'inquiète. Peut-être craint-il de voir le gouvernement français, si la discussion des compensations coloniales ne peut aboutir, s'orienter vers un partage du Maroc entre l'Espagne, l'Allemagne et la France, « dont l'Angleterre serait exclue » ? La note anglaise du 4 juillet reflète ces préoccupations : « L'attitude de la Grande-Bretagne ne peut pas être une attitude de désintéressement dans la question du Maroc... ; nous ne pouvons donc reconnaître aucun nouvel arrangement quelconque qui se conclurait en dehors de nous ». Le gouvernement de Londres demande à connaître « les vues du gouvernement français ».

Tel est l'état de la question au moment où M. Jules Cambon quitte Paris pour rejoindre son poste, et engager la négociation.

(1) Les textes cités par M. Caillaux (*ouvr. cité*) et ceux que donne M. Poincaré (*L'Union sacrée*, I, p. 294 et ss.) paraissent contradictoires.

III. — LA NÉGOCIATION FRANCO-ALLEMANDE (9 JUILLET-4 NOVEMBRE).

La négociation, qui va se poursuivre pendant près de quatre mois, peut se diviser en trois phases : l'une jusqu'à la fin de juillet, traversée d'orages, coupée de périodes de tension, chargée de menaces ; l'autre, à partir du 2 août, où l'intransigeance allemande se relâche, mais où les bases d'une entente ne sont pas encore trouvées ; la dernière, à partir du 4 septembre, où l'affaire est nouée et où les incidents n'ont plus qu'une portée secondaire.

Première phase (9-29 juillet). — Dès son retour à Berlin, le 9 juillet, l'ambassadeur de France a un entretien avec le Secrétaire d'État. Après avoir exprimé ses plaintes au sujet du « coup d'Agadir », il reprend la conversation amorcée à Kissingen. Quelle compensation l'Allemagne entend-elle obtenir ? L'ambassadeur fait allusion aux intérêts allemands dans l'Orient turc (le Bagdad, la Dette ottomane). Kiderlen l'interrompt « sèchement » : l'Allemagne ne désire rien là-bas ; ce qu'elle veut c'est une compensation « réelle » sur le territoire colonial. C'est donc le Congo qui est en question ? Kiderlen le dit nettement ; il ajoute que, pour faciliter l'entente, on pourrait envisager un échange de territoires, une rectification de frontières au Togo, au profit de la France : mais il est bien entendu que l'Allemagne aurait « la part du lion ». L'ambassadeur peut-il se faire donner pouvoir de négocier sur cette base (1) ?

Le 15 juillet, Jules Cambon a reçu ces pouvoirs. Le gouvernement français est prêt à offrir un territoire colonial par une « modification de frontière entre le Cameroun et le Congo ». Que demande exactement l'Allemagne ? « Le Congo français en entier » de l'Océan à la Sangha, déclare alors Kiderlen-Waechter. L'ambassadeur ne cache pas sa surprise. Il proteste : C'est à une cession *partielle* seulement que l'on pourrait songer. Encore faut-il que la partie du Congo qui restera française garde un accès à la mer. Que donnerait l'Allemagne en échange ? Kiderlen offrirait le Togo, en totalité ou en partie.

Le gouvernement français refuse la cession *totale* du Congo. Le 17 juillet, Jules Cambon en est avisé. Kiderlen est décidé à tenir bon. Il lui paraît indispensable d'obtenir « tout le Congo français », de façon à pouvoir « être sur les rangs », le jour où le Congo belge viendrait à être partagé. Il faudra « y aller avec beaucoup de vigueur », écrit-il à l'Empereur. Si la France maintient son refus, l'Allemagne doit exiger l'évacuation du Maroc. « Je ne crois pas que les Français relèvent le gant, mais il

(1) Ces détails sont empruntés à la version allemande de l'entretien.

faut qu'ils sentent que nous sommes décidés à tout. » Guillaume II n'est pas convaincu. Il estime que ses diplomates ont été lents à mettre l'affaire en train et veulent maintenant rattraper le temps perdu, quels que soient les risques. Mais Kiderlen insiste : « Nous n'arriverons à un accord satisfaisant que si nous sommes prêts à aller jusqu'au bout... » Le chancelier se joint au Secrétaire d'État : la manière énergique réussira. La France en viendra à satisfaire les exigences allemandes, car le Maroc est un morceau qui en vaut la peine. Et l'Empereur finit par se ranger à ces avis. Kiderlen, après avoir un instant songé à donner sa démission, a gain de cause (21 juillet).

La situation est donc sérieuse : il semble, à ce moment, qu'une rupture des pourparlers soit probable. Le 20 juillet, Kiderlen dit à Cambon : « Si l'on veut rendre la conversation impossible, nous reprendrons notre liberté d'action, mais nous demanderons l'application intégrale de l'Acte d'Algésiras et nous irons au besoin jusqu'au bout. »

Les exigences de Kiderlen sont, bien entendu, communiquées par le gouvernement français à Pétersbourg et à Londres.

L'attitude de la Russie, — celle au moins de son représentant à Paris — est extrêmement réservée. Elle ne pourrait « s'engager dans une guerre pour le Congo », déclare à Caillaux l'ambassadeur Isvolsky. « Nous vous soutiendrions peut-être — ce serait déjà difficile, s'il s'agissait du Maroc, — mais, pour une question de pourboire plus ou moins important, nous ne pouvons être à vos côtés (1). » Déclaration grave, non seulement par ses conséquences immédiates, mais aussi par ses répercussions lointaines : elle peut donner des doutes sur l'efficacité de l'alliance.

L'Angleterre, au contraire, prend nettement parti, bien que Kiderlen s'efforce de rassurer sir Edward Grey, en lui faisant dire, de la façon la plus formelle, que l'Allemagne n'a « aucune vue sur le territoire marocain », et ne songe nullement « à la création d'un port de guerre sur la côte marocaine ». La Wilhelmstrasse reçoit de Londres un avertissement public, qui est grave. Le 21, le chancelier de l'Echiquier, Lloyd George, prononce un discours au banquet offert en l'honneur du lord-maire de Londres ; il s'adresse à des hommes d'affaires, et traite de l'influence que peut avoir la politique extérieure sur le marché de l'argent. Si l'Angleterre, dit-il, se trouvait dans une circonstance telle que, pour maintenir la paix, elle fût contrainte d'abandonner la situation qu'elle a acquise au cours des siècles, elle n'oublierait pas que « la paix à tout prix est une formule inacceptable pour un grand pays ». Que ce dis-

(1) D'après le témoignage de M. Caillaux.

cours, qui n'est pas une improvisation, soit un acte personnel de Lloyd George, ou qu'il ait été préparé, — comme le Chancelier de l'Echiquier l'a dit par la suite, — par le Foreign Office, le Cabinet anglais en prend toute la responsabilité. Le gouvernement allemand demande des explications. L'entretien de sir Ed. Grey avec l'ambassadeur d'Allemagne, le 25 juillet, prend un tour très vif. Le ministre déclare que les prétentions allemandes au Congo sont excessives. Mais, [réplique l'ambassadeur, pourquoi donner à l'Allemagne cette leçon, au lieu de lui envoyer une communication par la voie diplomatique ? Le gouvernement anglais a donc le désir de compliquer la situation ? L'Allemagne, ajoute l'ambassadeur, ne se laissera pas intimider. Elle exigera le respect de l'Acte d'Algésiras, « que cela plaise ou non à la France » ; elle saura faire reconnaître ses droits, « par tous les moyens, et, au besoin, seule à seule avec la France ». Elle repoussera donc toute ingérence d'une tierce puissance dans les pourparlers. « Plus on nous adressera des avertissements menaçants, et plus nous tiendrons ferme. »

Le ton de la démarche est tel que l'Amirauté britannique avise ses escadres de se tenir prêtes à repousser une attaque éventuelle de la flotte allemande. L'état-major de l'armée a pris contact, dès le 20 juillet, avec l'état-major français : le général Wilson a eu un entretien, à Paris, avec le général Dubail, pour continuer, officieusement, l'étude des modalités d'une coopération. Mais le gouvernement allemand n'insiste pas davantage. Il fait en sorte, au contraire, de calmer l'irritation du Foreign Office. Le 27, il fait demander à sir Edward Grey s'il considère vraiment qu'une cession éventuelle du Congo français à l'Allemagne « atteindrait en fait les intérêts anglais et quels seraient, éventuellement, ces intérêts ». Le Secrétaire d'État des Affaires étrangères répète qu'il considère, pour sa part, cette cession comme impossible, mais il ajoute qu'il n'a pas donné au gouvernement français le conseil de la refuser ; il n'a pas l'intention de se mêler à la conversation directe franco-allemande : c'est ce que confirme le Premier ministre Asquith dans une déclaration aux Communes, le même jour. La situation est donc moins tendue.

En même temps, la conversation franco-allemande, qui, à Berlin, est parvenue à une impasse, a repris, à Paris, par une voie officielle et secrète. L'ambassadeur Jules Cambon lui-même aurait, — d'après le témoignage du Président du Conseil, — conseillé au gouvernement, le 24 juillet, d'aborder la question des compensations « dans un esprit large » et d'offrir autre chose que des « rogatons » : la constitution de l'Empire français dans l'Afrique du Nord en vaut la peine. A l'insu du ministre des

Affaires étrangères, le Président du Conseil accepte qu'un intermédiaire, Fondère, ancien fonctionnaire colonial, et directeur de grandes entreprises dans l'Afrique équatoriale, entre en rapports avec le Conseiller de l'ambassade d'Allemagne, Lancken (1). Dans les entretiens du 25 et du 26 juillet, Fondère répète que la cession totale du Congo français est impossible. Mais il indique que le Président du Conseil désire parvenir à un accord : il abandonnerait la partie de l'Afrique équatoriale française qui se trouve à l'est du Cameroun, la rivière Sangha formant frontière jusqu'à son confluent avec le Congo ; il céderait peut-être aussi, mais secrètement, le droit de préemption que possède la France sur le Congo belge (2). En échange, il faudrait obtenir de l'Allemagne un territoire dans le nord du Cameroun, et un fragment minime du Togo, — concessions indispensables pour faire accepter l'accord par l'opinion publique française. Ces arrangements seraient plus aisés à conclure, s'il était possible d'élargir l'objet de la conversation, et d'arriver à un règlement général des difficultés franco-allemandes : on pourrait donc étendre l'échange de vues à la question du Bagdad, de la Dette ottomane ; au besoin, la France céderait quelques îles en Océanie. Le gouvernement allemand est-il disposé à accepter une conversation sur ces bases ? — Lancken sait que la situation du Président du Conseil français est difficile : bien qu'il désire personnellement faire de larges concessions, conformes aux désirs des milieux financiers, Caillaux est obligé de tenir compte de l'opinion, et n'a pas tort de prétendre que la cession totale du Congo révolterait l'esprit public. Si l'Allemagne cherche à réaliser un accord, qui ne laisse pas derrière lui d'amertume trop vive, elle réussira peut-être à ébranler, dans l'opinion française, « le prestige de l'Entente cordiale ». Au contraire, si elle maintient ses positions, la situation sera « très sérieuse ». Lancken va à Berlin, où il rend compte de ses impressions. Le 31 juillet, il est de retour à Paris. C'est pour déclarer à Fondère que l'Allemagne ne renoncera pas à ses exigences. L'intermédiaire avertit le Président du Conseil, qui fait répondre que, s'il en est ainsi, « il regarde les négociations comme ayant échoué ». Dans l'intervalle, le 27 juillet, le ministre des Affaires étrangères, de Selves, et l'ambassadeur Jules Cambon — qui ignorent encore la négociation secrète (3) — ont eu tous deux l'occasion de réitérer le refus d'une cession totale du Congo français.

(1) Selon Kiderlen, c'est Caillaux qui aurait pris l'initiative de ces pourparlers. Le Président du Conseil français dit au contraire que c'est l'Allemagne qui en a exprimé le désir.

(2) M. Caillaux a nié, au procès de 1920, avoir offert ce dernier point, mais a reconnu que Fondère avait pu le signaler, pour sonder Lancken.

(3) M. Jules Cambon en a été avisé, le 31, par M. Pietri, chef de cabinet du président du Conseil, venu tout exprès à Berlin.

Le nouvel effort du Président du Conseil n'a donc pas réussi ; la Wilhelmstrasse a maintenu son point de vue. La situation, en cette fin de juillet, est aussi critique qu'elle l'avait été dix jours auparavant. Pour obliger la France à céder, pour assurer le succès de sa politique, Kiderlen prendra-t-il des « mesures extrêmes ? » Il le dit. Dans une lettre qu'il adresse, le 29 juillet, à une amie, Mme de Jonina, qui est en villégiature à Chamonix, le voici qui laisse entendre sa volonté d'aller jusqu'à la guerre :

L'Empereur, écrit-il, « m'a solennellement promis d'être prêt à la dernière extrémité quand je le croirais nécessaire... J'ai la ferme conviction que cela n'arrivera pas là ; mais, pour bien traiter, il faut savoir qu'on ne nous lâchera pas au dernier moment. »

La correspondance de Kiderlen avec Mme de Jonina est surveillée : le Président du Conseil a connaissance de cette lettre. Peut-être le Secrétaire d'État savait-il qu'il en serait ainsi ; peut-être avait-il, à dessein, choisi cette voie pour adresser au gouvernement français une menace officieuse ? Ce procédé d'intimidation est bien dans sa manière. Mais la menace répondait-elle à une conviction bien arrêtée ? Cela n'est pas certain. Lorsque le Secrétaire d'État, à Swinemünde, rend compte à l'Empereur de la situation, le ton n'est pas si résolu : les nouvelles que reçoit l'amiral Tirpitz (1) montrent que l'entourage de l'Empereur craint qu'on en vienne à la guerre, et ne s'en réjouit pas. « Le chef de Cabinet est d'avis que toute l'affaire marocaine a été mal conduite par le ministère des Affaires étrangères : on cherche maintenant seulement à trouver une issue décente »...

En somme, le gouvernement allemand commence à s'apercevoir qu'il ne pourra pas faire prévaloir ses exigences dans toute leur étendue.

Deuxième phase (2-20 août). — Aussi, lorsqu'une fois encore, le gouvernement français fait un pas en avant, la diplomatie allemande abandonne son intransigeance. Le 2 août, l'ambassadeur Jules Cambon propose à Kiderlen la cession d'« un gros morceau » du Congo *intérieur* avec le fleuve Congo pour frontière, et de quelques îles en Océanie. Cette offre officielle a donc quelques traits communs avec la proposition Fondère. L'ambassadeur souligne que l'offre française donne à l'Allemagne un large accès au fleuve Congo. N'est-ce pas « le nœud de l'affaire » ? Le Secrétaire d'État objecte qu'il n'a pas pouvoir de négocier sur cette base ; il reconnaît pourtant qu'un projet de ce genre peut.

(1) Tirpitz, *ouv. citée*, p. 199.

être un « point de départ acceptable » pour de nouvelles entrevues. Le 4 août, il apporte à l'ambassadeur une réponse provisoire : « J'ai dit aujourd'hui à M. Cambon, » écrit-il à Schoen, « que nous serions prêts à négocier sur une base qui ne nous donnerait qu'une partie du Congo. » Mais il entend que l'Allemagne obtienne aussi une façade maritime sur la côte du Gabon. Quant aux îles de l'Océanie, il n'y attache aucune importance ; l'offre lui paraît même « louche » : elle peut avoir pour but de troubler les rapports de l'Allemagne avec l'Angleterre et les États-Unis. Malgré ces réserves, la négociation a fait un pas important. « Enfin, l'affaire est remise sur le terrain où elle aurait toujours dû rester : des pourparlers sérieux et courtois entre nous et la France, sans immixtion anglaise ».

Mais un incident traverse la négociation. A Paris, le Président du Conseil veut pousser son avantage. Selon les rapports allemands, son intermédiaire, Fondère, déclare, le 4 août, que la conversation doit aboutir « la semaine prochaine » ; sinon, le gouvernement français enverra un navire de guerre à Agadir. Kiderlen, aussitôt qu'il a connaissance de ces propos, donne l'ordre d'interrompre les pourparlers. Il n'acceptera pas de négocier sous la menace, lui qui, quelques jours auparavant, usait d'un moyen de pression bien plus brutal. Dans une lettre à Mme de Jonina, il déclare que les procédés du gouvernement français rendent la guerre vraisemblable. Guillaume II, cette fois, est plus sensible encore que son Secrétaire d'État ; il exige que sa diplomatie se montre énergique : « L'intermédiaire doit atteindre Caillaux, et lui dire clairement que, dans les vingt-quatre heures, il doit s'excuser de m'avoir traité de cette façon ; sinon, je romps les négociations ». Le Président du Conseil est absent de Paris. A son retour, le 9, Fondère explique que l'incident n'est que le résultat d'un « malentendu » : Caillaux avait bien fait allusion, devant lui, à l'éventualité dans laquelle les « têtes chaudes » voudraient imposer au gouvernement l'envoi d'un navire de guerre ; mais il n'avait jamais été question d'en parler à l'ambassadeur d'Allemagne. Fondère a donc commis une bétise. L'Empereur Guillaume a satisfaction : « *Er zoppt* ! » Il accepte donc que les pourparlers continuent. Mais il désire maintenant les voir mener avec vigueur : Si les Français ne se prêtent pas aux « justes demandes » de l'Allemagne, les négociations seront rompues. On en reviendra à l'Acte d'Algésiras, c'est-à-dire que les troupes françaises devront « quitter le Maroc ». — Conception simpliste, répond maintenant Kiderlen. Revenir à l'Acte d'Algésiras, « c'est facile à dire » ; mais en admettant que la France consente officiellement à retirer ses troupes, ne cherchera-t-elle pas à les y maintenir, sitôt la crise européenne passée ? Le Secrétaire d'État se rend compte enfin des difficultés que rencontre l'exécution de son programme ; le voici

convaincu qu'il vaut mieux essayer d'aboutir à un règlement amiable.

Les pourparlers reprennent le 9 août. Ils sont difficiles. L'Allemagne exige toujours que la partie du Congo dont elle obtiendrait la cession ait un accès à la mer au nord de Libreville, en même temps qu'un accès au fleuve Congo et à la Sangha. L'ambassadeur de France apporte, le 14, une acceptation de principe — à condition que l'Allemagne cède une partie du Togo, comme elle l'avait laissé entendre auparavant. Kiderlen refuse cette contre-partie : il l'offrait comme prix de la cession *totale* du Congo ; dès lors qu'il ne s'agit plus que d'une cession *partielle*, il ne peut plus y consentir. Tout au plus accepterait-il de céder le « bec de canard » du Cameroun, c'est-à-dire la région située au sud du Tchad, entre le Logoné et le Chari. « Des négociations sur une base différente sont impossibles », déclare-t-il. En vain il fait rappeler à Caillaux, par l'intermédiaire de Fondère, que ses propositions directes du 26 juillet avaient été plus larges. Le Président du Conseil fait répondre que ces offres ne constituaient pas un engagement définitif, et qu'il ne peut plus les maintenir. L'Allemagne a trop attendu. En vain l'ambassadeur Schœn est chargé de notifier, le 16 août, une menace : « On peut craindre une rupture des pourparlers ; et c'est là une éventualité très sérieuse ». « Sans doute », répond de Selves, « mais elle est sérieuse pour nous deux (1). »

Des deux côtés, la situation des négociateurs est malaisée. En Allemagne, les milieux coloniaux, dont le Secrétaire d'État Lindequist est le porte-parole, mènent une violente campagne. Lindequist s'oppose à toute cession au Togo : cette colonie, qui a une population intelligente et laborieuse, commence à vivre par elle-même, sans avoir recours au budget allemand. Au contraire la population du Congo français, dit-il, est paresseuse ; le climat, malsain ; le sol n'est pas favorable à la culture du coton. Le Secrétaire d'État a été obligé de s'incliner cependant devant la volonté de l'Empereur. Mais c'est lui encore qui exige maintenant que le futur Congo allemand ait un accès direct à la mer. Entre Lindequist et Kiderlen, les rapports personnels sont extrêmement tendus. Le Secrétaire d'État des Colonies ne « peut admettre » le ton dont le Secrétaire d'État des Affaires étrangères use à son égard, « un ton qu'on n'emploie d'ordinaire qu'en s'adressant aux jeunes recrues, à la caserne ».

En France, le Président du Conseil éprouve de graves difficultés. Il a mené, en secret, la négociation Fondère. Mais les services du Quai d'Orsay ont pu déchiffrer les télégrammes de Lancken, et ils ont ainsi connu l'initiative de Caillaux. Il n'est pas étonnant que de Selves sup-

(1) C'est le 23 août que le Comité de Défense impériale est convoqué à Londres, pour étudier l'attitude à prendre par l'Angleterre en cas de conflit (Cf. Calwell, *ouv. cit.*, p. 99).

porte avec peine cette situation. L'ambassade d'Allemagne n'ignore pas ces tiraillements. Elle constate aussi que les à-coups perpétuels qui traversent la négociation commencent à énerver l'opinion publique.

Cependant les pourparlers subissent un temps d'arrêt. Kiderlen prend quelques jours de congé, qu'il passe à Chamonix ; Jules Cambon vient à Paris, le 21, pour une dizaine de jours. Mais l'inquiétude persiste : En Allemagne, l'éventualité d'un recours aux armes est toujours envisagée. Guillaume II recommande que les négociations soient menées de telle sorte qu'une rupture ne puisse survenir à l'époque où les troupes seront aux manœuvres. Bethmann lui donne toutes garanties : la diplomatie allemande sera à même de « retarder » une crise, et de laisser aux troupes le temps de regagner leurs garnisons, « avant que l'ordre de mobilisation soit nécessaire ».

Le gouvernement français, de son côté, cherche à déterminer quel appui il peut attendre de la Russie. Or, le 21 août, l'attitude de l'ambassadeur Isvolsky est inquiétante : il avait vivement ressenti, en 1909, les conseils de modération que lui avait donnés le gouvernement français dans la crise bosniaque. A la demande du Quai d'Orsay, il répond en reprenant les termes mêmes de la communication qu'il avait reçue à cette occasion. Il est vrai, que cette initiative grave, il la prend de son propre chef, sans avoir reçu d'instructions. Mais le gouvernement de Pétersbourg, s'il ne prend pas à son compte les propos de son ambassadeur, reste très réservé. Il est « moins ferme dans ses promesses d'appui », parce qu'il craint que la France ne l'entraîne dans un conflit, alors qu'il serait possible d'éviter le pire. C'est seulement au début de septembre, après deux démarches de l'ambassadeur de France, que le Tsar confirme personnellement à Georges Louis sa volonté de rester fidèle à l'alliance ; mais l'ambassadeur comprend bien que la Russie souhaite vivement n'avoir pas à donner ces preuves de fidélité.

Troisième phase (4 septembre-4 novembre). — Le 30 août, avec le retour de Kiderlen et de Cambon à Berlin, les pourparlers sont repris. Depuis huit jours, le gouvernement français a fixé la limite extrême de ses concessions, et en a donné connaissance à l'Angleterre et à la Russie. L'ambassadeur Schœn ne cache pas à son gouvernement que, si l'Allemagne ne fait pas de concessions, de Selves est parfaitement décidé à tenir bon : au cas où le Président du Conseil ne l'approuverait pas, il démissionnerait ; mais la crise ministérielle qui en résulterait ne rendrait-elle pas impossible la situation de Caillaux ? Il faut que la Wilhelmstrasse tienne compte de ces conditions.

Le 4 septembre, cependant, l'ambassadeur de France remet à Kiderlen le texte d'un projet d'accord : Le gouvernement français renonce à

revendiquer le Togo, il consent à céder, au Congo, la région encadrée par la Sangha, le Congo et l'Oubanghi, ainsi qu'une bande de territoire au sud du Cameroun, — à condition de recevoir le « bec de canard » du Cameroun. Il demande en même temps que le régime du Maroc soit défini de façon précise; il faut qu'il soit bien entendu que l'influence politique de la France n'y sera plus contestée désormais, sans que d'ailleurs soit compromise « l'égalité économique entre les nations ».

Le gouvernement allemand accepte ce projet comme « base pour la continuation des négociations ». Les bases de l'accord sont donc trouvées.

C'est le régime économique du Maroc qui est d'abord étudié. La question délicate est celle des chemins de fer, pour la construction desquels l'Allemagne veut imposer un « condominium » franco-allemand. La France, qui est prête à accepter toutes les demandes allemandes « de caractère commercial », repousse catégoriquement cette revendication, qui donnerait aux intérêts allemands une situation privilégiée. La diplomatie russe insiste auprès du Quai d'Orsay pour qu'une formule de conciliation soit étudiée, et ne cache pas au Foreign Office qu'elle n'a « aucun intérêt » dans l'affaire marocaine. La discussion se poursuit pendant tout le mois de septembre et les rédactions de projets et contre-projets se succèdent.

Au début d'octobre, les négociateurs abordent le projet de cession coloniale, qui n'a pas encore été discuté dans ses détails. Caillaux essaie (10 octobre) de reprendre une partie de ce qu'il a, en principe, accordé, ou tout au moins de substituer « d'autres régions » à celles qu'il avait offertes le 4 septembre. Par des intermédiaires, Spitzer, le banquier Schwabach, il fait dire au gouvernement allemand qu'il lui semble bien difficile de faire approuver par le Parlement la cession territoriale envisagée, parce qu'elle couperait en deux tronçons les territoires demeurés français. En outre si l'accord n'est pas conclu avant la rentrée des Chambres, il sera mis en minorité, et ses successeurs seront moins conciliants. Kiderlen se refuse à abandonner l'accès au fleuve Congo; mais il consent à laisser à la France le cours de l'Oubanghi. A la place de la coupure qu'elle demandait, l'Allemagne se contente de deux « piqûres », c'est-à-dire de deux pointes de territoire qui atteignent l'une le cours de l'Oubanghi, l'autre celui du Congo, — le territoire intermédiaire restant français. D'autre part, l'étendue du « bec de canard » du Cameroun est l'objet d'une longue discussion. Il faut à tout prix, écrit Caillaux le 21 octobre, que les tractations « gardent un caractère d'échange ». Alors le traité pourra ouvrir « une ère nouvelle » dans les rapports franco-allemands.

Le conflit italo-turc, qui vient de commencer, pèse d'ailleurs sur cette fin de négociation. La campagne de Tripolitaine peut soulever

des difficultés en Méditerranée et provoquer des complications internationales. C'est l'Allemagne, dans ces dernières semaines, qui s'en inquiète : elle y voit un motif de souhaiter que soit réalisé l'accord marocain. Le 28 octobre, les bases de l'arrangement sont enfin trouvées.

En dépit de la résistance du Secrétaire d'État Lindequist, qui conteste la valeur de la cession coloniale offerte par la France, l'accord est paraphé le 2 novembre ; il est signé le 4. L'Allemagne obtient une partie du Congo français avec deux bandes de territoire le long de l'Oubanghi et de la Sangha, qui lui donnent accès au fleuve Congo, ainsi qu'une bande de territoire avec un accès à la mer près de la baie de Monda ; elle cède en échange le territoire compris entre le Chari à l'est et le Logoné à l'ouest, au nord de la limite des possessions françaises. En outre, l'article 16 indique que le gouvernement français ne fera pas usage du droit de préemption qu'il possède sur le Congo belge sans engager au préalable un échange de vues avec le gouvernement allemand. Par une seconde convention, l'Allemagne déclare accepter que la France ait au Maroc une pleine liberté d'action, qui lui permette « de préciser et d'étendre son contrôle et sa protection » ; mais elle réserve certains intérêts économiques.

*
* *

Le traité du 4 novembre 1911, qui met fin à l'affaire marocaine, et qui assure à la France la liberté d'action qu'elle désirait obtenir depuis 1904, n'apporte pas, dans les relations franco-allemandes, tout l'apaisement que l'on pouvait escompter. Dans les deux pays, une partie de l'opinion publique critique avec âpreté les clauses de l'accord. En Allemagne, les milieux coloniaux estiment que l'Allemagne a fait un marché de dupe. Ni au point de vue des ressources économiques, ni au point de vue de la population, le territoire congolais ne constitue, à leurs yeux, la compensation « sérieuse », à laquelle l'Allemagne pouvait prétendre. Le Secrétaire d'État des Colonies donne sa démission, pour protester contre les résultats acquis.

En France, c'est le principe même d'une compensation que contestent les adversaires du traité. La politique française a été réaliste. Il a paru inévitable aux hommes d'État français — et en particulier à Caillaux — de payer à l'Allemagne le prix du Maroc, de « racheter l'hypothèque politique » consentie en 1906 à l'Allemagne, et « surtout l'hypothèque économique » que comportait la convention de 1909. Le territoire cédé n'est pas considérable ; mais, par le double accès au Congo et à l'Oubanghi, les Allemands arrivent au contact de la frontière occidentale du Congo

belge, dont ils sont déjà les voisins à la frontière orientale. Ainsi l'article 16 de la convention franco-allemande prend une signification importante. La Wilhelmstrasse ne songe-t-elle pas à la fondation d'un « Mittelafrica ? » Mais ce point de vue ne préoccupe pas, alors, l'opinion publique ; ce sont des réactions sentimentales qui la dominent ; elle n'oublie pas le « coup d'Agadir » : une fois de plus, la France a supporté, sans répliquer, un geste de menace ; une fois de plus, elle a vu l'Allemagne recourir à un « acte de force ». Il est bien possible que l'envoi d'un navire de guerre à Agadir n'ait pas sensiblement modifié le résultat final des pourparlers, puisque la diplomatie française, à Kissingen, s'était déjà orientée vers une compensation coloniale. Les apparences sont telles, pourtant, que le sentiment national reste meurtri. Les difficultés qui se sont élevées entre le ministre des Affaires étrangères et le Président du Conseil ont leur écho dans les Commissions parlementaires. A la Commission des Affaires étrangères du Sénat, Pichon révèle l'existence de la négociation secrète menée par le Président du Conseil. Caillaux prétend qu'il n'a pas conduit les pourparlers « derrière le dos » du ministre des Affaires étrangères. De Selves, questionné à son tour, s'abstient de toute déclaration : ce silence en dit long. Après la séance de la Commission, une discussion s'engage entre le Président du Conseil et son collègue : elle aboutit à la démission du ministre des Affaires étrangères. Mais l'autorité de M. Caillaux est atteinte : le Cabinet tout entier se retire. C'est à un nouveau ministère, présidé par M. Poincaré, que sera dévolu le soin d'obtenir la ratification du traité franco-allemand.

Les polémiques de presse qui, en Allemagne comme en France, accompagnent ces discussions gouvernementales, ne sont pas de nature à favoriser l'apaisement.

La diplomatie allemande a-t-elle lieu d'être satisfaite ? Elle n'a pas pu s'en tenir au programme que Kiderlen avait fixé au début de mai. En décidant l'envoi d'un navire à Agadir, le Secrétaire d'État estimait qu'il obtiendrait une « compensation » importante : la totalité du Congo français. L'Acte d'Algésiras, croyait-il, donnerait à ses prétentions une base juridique suffisante. La France serait contrainte d'y consentir. A l'expérience, Kiderlen lui-même avait dû reconnaître que l'Acte d'Algésiras était une arme désuète ; quant à la guerre, elle aurait mis l'Allemagne aux prises avec l'Angleterre : le discours de Lloyd George ne laissait aucun doute ; et le gouvernement allemand n'avait pas donné suite à sa première démarche comminatoire du 25 juillet, bien qu'il n'ait pas cessé de considérer qu'il pouvait être amené à en venir aux armes. Il avait bien fallu, alors, se contenter d'un profit plus modeste. Mais ce profit même avait une contre-partie : les procédés de

Kiderlen-Waechter avaient eu pour résultat direct de provoquer de nouvelles conversations militaires entre les états-majors anglais et français. Aussi, à la fin de 1911, le grand souci de la diplomatie allemande est-il d'effacer, dans l'esprit public anglais, le souvenir d'Agadir. C'est le revers de la politique du « prestige ».

Au point de vue de la politique générale, l'évolution de la crise a montré, plus nettement que par le passé, que la France pouvait compter, en cas de guerre continentale, sur un appui de l'Angleterre : les intérêts britanniques rendent nécessaire cette intervention. Que les chefs du parti libéral, partisans traditionnels d'une politique de paix, aient reconnu cette nécessité, c'est, pour l'avenir, un fait important. Les hommes d'État anglais sont obligés de constater que la Grande-Bretagne, si elle veut conserver « sa situation dans le monde », selon l'expression de Lloyd George, ne doit pas hésiter à prendre une part active à un conflit européen. — D'autre part, il est vrai, la politique du gouvernement russe a été décevante : les réserves que son ambassadeur a exprimées à diverses reprises ont paru inquiétantes pour l'avenir. Sans doute, les termes de l'alliance donnaient à la Russie le droit strict de se tenir, dans toute l'affaire, au second plan. Mais il a fallu beaucoup d'insistance pour lui arracher une promesse. C'est seulement à la fin de septembre que le ministère des Affaires étrangères, à Pétersbourg, a fait savoir à Paris qu'il donnait d'avance son adhésion à *toutes les décisions* que pourrait prendre le gouvernement français dans ses pourparlers avec l'Allemagne. Le moment le plus grave de la crise est alors passé. Il n'est plus douteux que la France réussisse à obtenir sa liberté d'action au Maroc. Encore le gouvernement russe voudrait-il que cette adhésion tardive eût une contre-partie : il espère que la France appréciera son geste, et que, dans un cas analogue, elle saura s'en souvenir, en renonçant « à toute opposition » ou à toute « ingérence » dans une affaire qui mettrait en jeu les intérêts essentiels de la Russie.

Cette affaire, c'est la question des Détroits, au sujet de laquelle le gouvernement suisse, à la faveur de la guerre italo-turque, s'apprête à engager des « actions précises » (1).

(1) Voir ci-dessous, p. 201

CHAPITRE IV

L'effort russe (1911-1912)

La crise ottomane domine. Ce ne sont pas seulement les jeunes États balkaniques qui guettent le développement de la révolution Jeune-Turque et l'émancipation de la Macédoine. Ce sont encore les parties musulmanes de l'Empire qui revendiquent des libertés et sont en pleine révolte, l'Arabie, l'Albanie.

Or, dans chaque groupe européen, une Puissance attend, avec plus ou moins d'impatience, cette dislocation ottomane : ici la Russie, là l'Italie. L'accord de Racconigi a scellé sinon une entente parfaite, au moins la communauté des vues générales. Son article 5, le seul positif, a précisé le double intérêt, « les intérêts russes dans la question des Détroits », « les intérêts italiens en Tripolitaine et Cyrénaïque ». On a vu comme l'Entente ou la Triplice suivaient avec une certaine inquiétude ces pourparlers secrets de partenaires discrets.

La Russie avait appris par la crise bosniaque que la politique triplienne dans les Balkans était menée par l'Allemagne. L'Italie ne peut rien entreprendre contre la Turquie sans l'assentiment, au moins tacite, de Berlin. Durant l'année 1910, sans agir de concert, les deux États recherchent l'appui de la politique allemande. Le nouveau ministre russe Sazonof, le nouveau ministre italien San Giuliano (depuis mars 1910) suivent des voies parallèles : la première devait aboutir aux « accords » manqués de Potsdam et à la convention persane, un peu lointaine ; la seconde devait mener au renouvellement de la Triplice, prévu pour 1912.

L'adversaire essentiel de la Russie dans les Balkans, l'adversaire latent de l'Italie sur l'Adriatique, c'était l'Autriche-Hongrie. La diplomatie allemande, à la fois pour protéger la Turquie et pour retenir l'Italie dans la Triplice, devait s'efforcer d'empêcher les conflits. Ce fut sa tâche durant l'année 1910, où elle avait besoin de ses alliés sur d'autres champs diplomatiques. Elle s'emploie au rétablissement des relations

normales entre Pétersbourg et Vienne, et dès février 1910 Isvolsky lui-même se soumet, envoie à son ambassadeur auprès d'Aehrenthal une formule de bonne volonté : « 1^o Maintien du *statu quo* dans la péninsule balkanique; 2^o Au cas où le nouveau régime turc poursuivrait l'égalité des droits de toutes les populations qui habitent la Turquie, maintien et consolidation de ce nouvel état de choses; 3^o Indépendance, consolidation et développement pacifique des petits États balkaniques » (9 février). Or, malgré les efforts des diplomaties française et italienne d'un côté, allemande de l'autre, l'Austro-Hongrois se dérobe : il refuse de se lier.

D'autre part, le marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères de Rome, ne cesse de faire des avances à l'Autriche : il multiplie les déclarations publiques sur l'utilité de la Triple-Alliance, sur l'inopportunité des manifestations irrédentistes, et, quand il visite Bethmann-Hollweg à Florence, Aehrenthal à Salzburg, à Ischl, durant le printemps et l'été 1910, il est d'accord avec son collègue de Vienne pour ne pas parler des questions brûlantes, des questions balkaniques, sur lesquelles il est difficile d'avoir une politique commune. « La base fondamentale de la politique italienne est le maintien du *statu quo* et de l'intégrité ottomane et balkanique », affirma le ministre devant la Chambre le 27 juin 1910. C'était à peu près la même formule qu'on employait en Russie.

Le quatrième traité de la Triple-Alliance (28 juin 1902) reposait somme toute sur « le maintien, autant que possible, du *statu quo* territorial en Orient » (article 6). Même « l'Allemagne et l'Italie s'engagent à s'employer pour le maintien du *statu quo* territorial dans les régions Nord-africaines sur la Méditerranée, à savoir la Cyrénaïque, la Tripolitaine et la Tunisie » (art. 9). Mais d'autres éventualités sont prévues dans ce même article : « Si malheureusement, en suite d'un mûr examen, l'Allemagne et l'Italie reconnaissaient l'une et l'autre que le maintien du *statu quo* devenait impossible, l'Allemagne s'engage, après un accord formel et préalable, à appuyer l'Italie en toute action sous la forme d'occupation ou autre prise de garantie que cette dernière devrait entreprendre dans ces mêmes régions en vue d'un intérêt d'équilibre et de légitime compensation ». Et la déclaration secrète du même jour de l'ambassadeur austro-hongrois à Rome stipule que « le gouvernement austro-hongrois n'ayant pas d'intérêt spécial à sauvegarder dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque, est décidé à ne rien entreprendre de ce qui pourrait contrecarrer l'action de l'Italie ».

L'action marocaine de la France contraignant l'Italie à « sauvegarder sa position dans la Méditerranée » (art. 10 du traité de 1902), les temps sont révolus.

I. — L'ANNEXION DE LA LIBYE : LA GUERRE ITALO-TURQUE ET LE CONFLIT TURCO-RUSSE (1)

1. *L'Italie en Tripolitaine.* — Tout d'un coup, à la fin de 1910, les journaux italiens commencent à parler des entreprises italiennes sur la côte d'Afrique et prennent prétexte des moindres fautes du gouvernement ottoman. Le marquis di San Giuliano lui-même proteste contre les « contrariétés systématiques et chicanières », que les Turcs apportent dans leurs rapports avec les Italiens en Arabie, en Tripolitaine. Se souciant fort peu des conseils allemands, qui redoutent que l'Italie ne « mette le feu aux Balkans », dit l'ambassadeur à Rome Jagow, l'Italie ordonne à son représentant à Constantinople de protester contre la « politique de piqûres d'épingle » des fonctionnaires turcs à Tripoli : menaces au drogman du consulat, obstacles à l'acquisition des terres, refus de concéder un gisement de phosphates, etc. Puis c'est un avertissement public devant le Parlement italien : « Les Turcs, dit San Giuliano, n'ont pas encore réussi à comprendre une chose qui est pourtant bien claire. L'Italie ne veut pas prendre la Tripolitaine et désire qu'elle reste ottomane, mais cette région, placée entre l'Égypte et la Tunisie, qui se développent de façon si grandiose, ne pourra pas rester éternellement, avec toutes ses ressources, inactive, et notre intérêt à nous est que cette œuvre de développement économique de la Tripolitaine ne s'accomplisse pas par l'influence des autres puissances étrangères, mais uniquement par l'activité ottomane ou l'activité de l'Italie ».

La « question de Tripolitaine » est créée.

À la Porte qui réplique (2 janvier 1911), que la Tripolitaine n'est pas réservée à l'Italie, que les Italiens peuvent participer au développement du pays, mais seulement « en concurrence avec les autres États », Rome déclare ne point admettre l'égalité de traitement, fait dire à Berlin que la seule sanction possible est le débarquement à Tripoli. Et le Cabinet Luzzatti déchaîne la presse italienne, atteinte de « tripolite », dit Jagow ; elle profite de l'arrestation d'un Argentin, jadis expulsé de Tripoli sur la requête italienne, puis devenu protégé du Consul, pour mener grand bruit autour de cet « affront » fait à l'Italie. La campagne dure des mois.

(1) DOCUMENTS. — Von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke*. — *Un livre noir*, t. I et II. — *Konstantinopol'i Prolivny*, op. cit. — *Krasnyi Arkhiv*, t. III : Rapports de Sazonov, t. VIII : Préparation de la guerre balkanique (correspondance de Tcharykov). — Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques. Les affaires balkaniques (Livre jaune)*, t. I, Imprimerie nationale, 1922. — *Die Grosse Politik*, vol. XXX, 1^{re} et 2^e parties, Berlin, 1926. — Pribram, op. cit.

TÉMOIGNAGES. — Conrad, op. cit., t. II, Vienne, 1922. — Kiderlen-Waechter, op. cit. — Poincaré, *Au service de la France : neuf années de souvenirs*, t. I : *Le lendemain d'Agadir*, 1912, Paris, Plon, 1926. — Giolitti, *Mémoires de ma vie* (traduction française), Paris, Plon, 1923.

San Giuliano, toujours ministre dans le nouveau cabinet Giolitti (27 mars), la laisse se poursuivre, tandis qu'à la Chambre il parle de « l'intégrité de l'Empire ottoman » (9 juin) ; il se fait interroger sur l'initiative allemande au Maroc (c'est le moment d'Agadir) (6 juillet), déclare que tout changement en Afrique peut avoir des répercussions sur le commerce de Tripoli (27 juillet). L'Italie doit profiter de « l'occasion », renchérisse les journaux.

La Turquie appelle à son secours l'Allemagne : « Par deux fois, déclare le grand vizir au chargé d'affaires allemand le 11 septembre, l'Italie a cherché à conclure avec nous un traité secret, qui l'autorise seule à s'installer économiquement en Tripolitaine... Nous avons toujours refusé ». On tente de susciter la rivalité commerciale. De son côté, Rome s'adresse aussi à Berlin. On assure d'abord que l'Italie n'a nul accord avec la France et l'Angleterre, sauf ceux de 1900 et 1902 bien connus (8 février). Puis on excite la jalousie contre la France : « Ce que nous voulons, c'est maintenant où se prépare un déplacement de l'équilibre méditerranéen en faveur de la France, que notre situation privilégiée en Tripolitaine, garantie par les accords avec la France et l'Angleterre comme par les traités de la Triple-Alliance, soit reconnue une bonne fois. Nous ne voulons ni un protectorat ni une occupation de la Tripolitaine ; mais nous réclamons seulement que la Turquie nous permette d'occuper librement au point de vue économique la situation privilégiée qui nous a été promise » (déclaration de Bollati, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères au chargé d'affaires d'Allemagne le 19 septembre).

Les Turcs se préparent à envoyer en Tripolitaine des troupes et des munitions. Rome proteste préventivement et mobilise quelques corps d'armée (26 septembre). A une démarche italienne, Kiderlen-Waechter, Secrétaire d'État allemand, répond : « Si l'Italie veut « à tout prix » la guerre avec la Turquie, nous devons le regretter dans son intérêt, mais nous ne cherchons pas à porter atteinte à la libre décision de notre alliée » (27 septembre). L'Italie présente à Constantinople un ultimatum, qui réclame l'adhésion de la Turquie à l'occupation de la Tripolitaine, et, sur le refus de celle-ci, déclare la guerre (28 septembre).

Cet « Agadir de Tripoli », pour parler comme le *Daily Graphic*, met l'Allemagne, qui l'autorise, dans un cruel embarras. San Giuliano avait fait savoir, dès le 26 septembre, qu'il était tout disposé à renouveler le traité de la Triple-Alliance. C'était le prix que l'on payait à la complaisance de Berlin, et naturellement au silence de Vienne. Aehrenthal était résigné : « Il serait, écrivait-il à Kiderlen (10 août), difficile aux hommes d'État italiens, au moment où une nouvelle distribution de vêtements — de tabliers, pour mieux dire — est en train en Afrique, de rester vertueux ». Mais il cherchait à limiter la casse ottomane, à écarter la guerre

italo-turque des Balkans. Le Sultan en avait appelé à Guillaume II, qui l'avait assuré de « sa plus vive sympathie », de ses regrets douloureux, mais avait fait répondre par Marschall que la question était devenue « toute militaire » : « Les diplomates n'ont qu'à se taire et à laisser la décision aux soldats » (30 septembre).

Les Italiens ne pensaient pas faire la guerre. La Turquie va céder, dit San Giuliano à Jagow : l'Italie se contentera de la cession « sous la souveraineté fictive du Sultan » : voyez Bosnie ; et elle « se montrera généreuse sur les compensations » (2 octobre). A l'invite autrichienne de respecter l'Adriatique, le ministre italien répond que « l'Italie souhaite localiser la guerre et est intéressée tout comme l'Autriche au *statu quo* des Balkans ». « Mais il y a des nécessités militaires » : la flotte italienne doit empêcher les troupes turques d'Albanie de passer en Tripolitaine (2 octobre).

Le 4 octobre commence le bombardement de Tripoli. La Turquie a 1.200 hommes en Tripolitaine et Cyrénaïque. Malgré la prise de Tripoli (7 octobre), elle ne propose rien. Alors la presse italienne déclare : pas de souveraineté fictive du Sultan ; l'Italie suivra l'exemple de l'Autriche en Bosnie, de la France en Tunisie, de l'Angleterre en Égypte. Et de Rome on fait toujours miroiter le renouvellement de la Triplique : elle a « du plomb dans l'aile », déclare un jour à von Merey, l'ambassadeur autrichien, le marquis di San Giuliano, tandis qu'il tâche de faire accepter à ses deux alliés une rédaction nouvelle « sur la base des derniers événements de Tripolitaine ». L'Allemagne sert d'honnête courtier entre une Italie, qui tient la dragée haute, et une Autriche menaçante quand la flotte italienne s'avance devant Preveza. Elle voudrait faire conclure un armistice ; en vain. Elle voudrait une intervention, mais n'ose agir seule, de peur qu'on ne la charge « de l'odieux de la médiation », note le 9 octobre le Conseiller référendaire von Rosenberg. Rome hausse ses prétentions : ce sera maintenant une « opération chirurgicale », tout au plus admettra-t-on la souveraineté religieuse du khalife (13 octobre). Giolitti, jadis adversaire de l'expédition, est non moins intransigeant : « ainsi Saül devint un Paul particulièrement zélé », note Jagow. « L'Italien, écrira le 12 décembre cet ambassadeur qui recherche l'esprit, est une *prima donna*, habituée aux applaudissements et qui ne sait point s'en passer. Elle attendait de ses élans de bravoure en Tripolitaine des succès énormes. Au contraire : elle a été sifflée, et surtout par ses amis. D'où un accès d'hystérie dans lequel elle voudrait jeter à ses amis par la figure ce qui lui tombe à portée de la main. Au théâtre le régisseur doit compter avec ces accès chez les actrices gâtées du public. »

L'Italie s'impatiente de la lenteur des opérations. La prise de Bengazi (30 octobre) est encore un point isolé. Les pertes sont graves : au

combat de Chara Chat dans l'oasis de Tripoli il y a eu 374 morts et 156 blessés. Le choléra commence d'autres ravages. Pour atténuer l'effet des difficultés, le gouvernement italien proclame l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque (5 novembre). La Turquie proteste, puis propose, par l'intermédiaire de l'Allemagne, l'abandon de la côte à l'Italie : elle garderait l'hinterland, siège des Senoussi, et la « souveraineté religieuse du Khalife » (20 novembre). Alors San Giuliano demande, avant toute négociation, le rappel des troupes ottomanes (23 décembre), affirme à la Chambre que « l'Italie a assez d'argent pour continuer la guerre des années », pour poursuivre contre les « Barbares » sa « mission civilisatrice » (12 janvier 1912).

En fait il n'est pas très sûr de son succès final et il ne cesse de menacer d'un grand coup, soit sur l'Albanie, soit sur Salonique, soit sur les îles de l'Égée, pour que les Puissances affolées fassent pression sur la Turquie, l'obligent à céder l'Afrique, afin d'éviter de plus grands malheurs. On fait courir le bruit d'un bombardement des Dardanelles.

2. *La Russie devant les Détroits.* — Il semblait que les Russes attendissent ces moments propices pour poser à nouveau la question des Détroits.

Le gouvernement de Pétersbourg était au courant de bonne heure de l'initiative italienne : Nératof, ministre des Affaires étrangères par intérim, fait dire à Rome, dès le 26 août 1911, qu'il n'élève aucune objection. Le 26 septembre, Tittoni, ambassadeur italien à Paris, entretient son collègue Isvolsky des suites possibles d'une intervention militaire, et, à peine la guerre déclarée, le 1^{er} octobre, Nératof annonce à Constantinople qu'il est prêt à reconnaître l'occupation italienne. Comme les Puissances de l'Entente se demandent — mollement — si elles ne pourraient pas offrir leur médiation, de Pétersbourg on fait entendre qu'une telle démarche n'aurait pour résultat que de compromettre les bons rapports avec la Turquie et l'Italie (4 novembre).

La France doit payer l'aide russe pour le Maroc. Nératof envoie ses instructions à son ambassadeur, le 5 octobre : « Tout en étant loin de la pensée de lier la France au sujet des Détroits par une promesse concrète pour un avenir déterminé, nous estimons pourtant que le temps est propice pour nous assurer que notre alliée consent à ne pas s'opposer à notre point de vue et à nos interventions possibles, au moment où nous estimerons nécessaire d'entreprendre sur cette question des pourparlers, et peut-être même des actions précises ». Dans ses conversations avec le ministre des Affaires étrangères de Selves, Isvolsky attire l'attention sur les « changements politiques essentiels » survenus dans la Méditerranée.

née, au Maroc, en Tripolitaine, en Égypte, que la Russie accepte. « Mais nous sommes obligés de penser aussi à nos propres intérêts et au moyen de nous débarrasser de restrictions gênantes imposées à nous dans de tout autres circonstances et actuellement tout à fait désuètes » (11 octobre). Il revient à la charge le 4 novembre, laissant une note écrite : « Je me permets de réitérer la ferme conviction qu'au moment où la France, amie et alliée de la Russie, va asseoir sur de nouvelles et solides bases sa situation dans le Nord de l'Afrique, le gouvernement français, auquel le Cabinet impérial n'a cessé d'accorder à cet effet son appui diplomatique le plus sincère, est prêt à son tour à nous assurer qu'il reconnaît notre liberté d'action dans la région des Détroits... » Mais de Selves hésite, et ne répondra que le 4 janvier de manière fort vague : « Le gouvernement français reste disposé à échanger des vues à cet égard avec le gouvernement russe si des circonstances nouvelles rendaient nécessaire un examen de la question des Détroits ».

C'est qu'à Paris on avait les yeux sur Londres. Le 23 octobre, le comte Benckendorff, ambassadeur russe à Londres avait communiqué au gouvernement anglais les tendances des négociations qui s'ouvriraient à Constantinople : garantie de la ville et libre passage des vaisseaux de guerre. Grey avait fait une réponse évasive : une garantie territoriale quelconque du territoire turc était difficilement compatible avec la neutralité dans la guerre italo-turque (25 octobre). Nératof insiste : il faut fixer dans une formule écrite le point de vue de l'Angleterre (2 novembre). Il n'obtint rien de précis.

L'Allemagne fut avertie des intentions russes le 4 novembre. Pourtalès fut chargé de répondre que, depuis Bismarck, l'Allemagne avait toujours reconnu les intérêts privilégiés de la Russie dans les Détroits et qu'elle ne mettrait nul obstacle à la solution désirée, pourvu qu'elle fût associée aux pourparlers. En fait, elle subordonne son assentiment au consentement de la Turquie (réponse de Kiderlen à Osten-Sacken le 18 novembre) et à celui de l'Autriche (réponse de Guillaume II le 19). Or, naturellement, Aehrenthal fait à Giers, l'ambassadeur russe à Vienne, une réponse des plus vagues : « Dès que la Russie posera une question formelle au sujet des Détroits, il l'examinera en tenant compte des bonnes relations qui existent entre Pétersbourg et Vienne » (20 novembre), et il ajoute pour son alliée : « La Russie doit comprendre qu'il est contraint, du point de vue des intérêts austro-hongrois, de demander qu'elle paie pour cela quelque chose ». « *Do ut des* », dit-il encore le 27.

Le terrain diplomatique est aussi mal préparé que possible quand Tcharykof, l'ambassadeur russe à Constantinople, lance sa « bombe ».

Tcharykof, disait son ancien chef Chouvalof, aimait « administrer des clystères aux mouches » : il se perdait dans les détails, et n'avait

aucune souplesse diplomatique. Le 2 octobre, il avait reçu de Pétersbourg des instructions lui enjoignant de mettre à profit les circonstances pour engager des pourparlers avec la Porte, « sans donner à sa démarche, ajoutait-on le 9, le caractère d'exigences brusques et irréductibles ». Mais l'ambassadeur remania plusieurs fois le texte, y ajouta ses idées personnelles et remit le 12 octobre au grand vizir, Saïd pacha, une lettre privée contenant une déclaration projetée. Les conversations préalables durèrent encore un mois et demi. Ce fut seulement le 27 novembre que fut présentée au ministre des Affaires étrangères, Assim bey, la note officielle, « le grand coup porté contre nous », disait le Turc affolé.

Ce « projet de convention » — qu'a publié le *Livre noir* — a trait à six points, qui ne sont pas d'égale valeur : quelques concessions russes de minime importance pour faire passer l'essentiel : 1^o La Russie se désiste des privilèges obtenus en 1900 pour la construction des chemins de fer d'Asie Mineure; 2^o Elle ne fera pas d'opposition à la réalisation des capitaux nécessaires à la construction de ces voies; 3^o Les chemins de fer russes et ottomans (Asie Mineure de l'Est) ne se feront pas concurrence; 4^o « Le gouvernement impérial de Russie s'engage en outre à donner au Gouvernement ottoman son appui efficace pour le maintien du régime actuel des Détroits du Bosphore et des Dardanelles, en étendant ledit appui également aux territoires adjacents, dans le cas où ceux-ci seraient menacés par des forces armées étrangères. En vue de faciliter l'exécution de la clause précitée, le gouvernement impérial ottoman s'engage, de son côté, à ne pas s'opposer, en temps de paix comme en temps de guerre, au passage des navires de guerre russes par les Détroits, à condition que ces navires ne s'arrêtent point dans les eaux des Détroits, sauf accord... »; 5^o La Russie emploiera « ses bons offices » à faciliter entre l'Empire ottoman et les États balkaniques « des rapports stables de bon voisinage sur la base du *statu quo* »; 6^o Elle est prête « à aborder la question des Capitulations et à envisager favorablement les projets économiques et financiers », dont la Porte l'a saisie.

Quand l'ambassadeur d'Allemagne, Marschall, apprit le contenu de cette note par l'indiscrétion de la Porte, ce ne fut qu'un cri : « Commencement de la catastrophe », « coup dans le cœur de l'Empire turc », « la Russie maîtresse de Constantinople », « les possessions européennes de la Turquie à la merci de la Russie » : tels sont les motifs d'indignation dont il émaille ses dépêches. C'est, dit-il, le renversement des traités de Paris (1856), Londres (1871), Berlin (1878). Il appelle Bismarck à la rescousse, qui a déclaré à Kalnoky « qu'une solution de la question des Détroits dans le sens russe était, par-dessus tout, impossible ». Et la

conclusion : « Il n'y a pour nous qu'une réponse : *Non possumus* ». Guillaume II, qui annote ce rapport du 4 décembre, y souscrit.

La Turquie en appelle à l'Allemagne protectrice, et la question, à Constantinople, devient un duel entre Marschall et Tcharykof. A Berlin on paraît plus calme. Mais Bethmann-Hollweg, qui tente de mettre l'Empereur en garde contre le pessimisme de Marschall et voudrait ne pas prendre position tout de suite, se fait vertement rabrouer : « Ma politique orientale, écrit Guillaume II, maintenue vingt ans, représentée en particulier par Marschall, ne déviara pas. S'entendre avec Stamboul et Vienne. Ici la Turquie a le premier mot. Il n'est pas à supposer qu'elle ait envisagé de faire hara-kiri » (11 décembre). Marschall, qui sent les résistances de la Wilhelmstrasse, prie l'Empereur de le relever de ses fonctions : « Si la Russie atteignait son but, ce serait un succès enivrant pour le slavisme et un coup dur pour le germanisme, surtout pour celui-ci dans l'Empire turc ». Tcharykof ne cherche qu'à « détruire la situation de l'Allemagne sur la Corne d'Or et dans l'Empire turc ».

Ce tintamarre ne fut pas sans écho en Russie. Sazonof, timide, au reste malade, a horreur de tout ce bruit. Dès le 9 décembre, à Paris, interviewé par le *Matin*, il désavouait presque son trop hardi ou trop maladroit ambassadeur, dont les initiatives, approuvées par Nératof, pouvaient n'avoir pas eu son consentement : « La Russie, disait le ministre, ne demande rien, n'a entamé aucune négociation ni tenté aucune démarche. Les Dardanelles sont la porte — une porte un peu étroite — par où s'écoule tout le commerce de la Russie méridionale. La Russie s'est contentée... de rappeler la nécessité de laisser cette porte ouverte à deux battants. Voilà tout. » Il est probable qu'il savait à quoi s'en tenir sur la réserve, à peine hostile de la Grande-Bretagne, sur l'embarras de la France qui finit par une vague et tardive promesse de bienveillance. Le 15 décembre, le ministre télégraphie à Tcharykof : « Nous estimons impossible de mener les pourparlers dans les cadres des textes que vous avez communiqués aux Turcs », et, le 18, Tcharykof est chargé de déclarer que les négociations sur les Détroits ne seront pas poursuivies.

La Russie n'était pas parvenue à rouvrir les Détroits. Mais elle n'était pas moins anxieuse des menaces italiennes, des conséquences possibles, la fermeture des Dardanelles par la Turquie, craignant une attaque navale. Et l'action de Sazonof va s'exercer dans ce sens. Revenu à Pétersbourg, dès le 15 décembre il demande à Berlin de s'unir pour réclamer des belligérants un armistice. L'ambassadeur Osten-Sacken est chargé, le 29 décembre, de renouveler cette démarche et de proposer que la France fût mandataire des Puissances. Kiderlen accepterait, car, dit-il, la médiatrice récoltera sûrement des haines, et mieux vaut que « l'odieux de ce rôle retombe sur la France que sur l'Allemagne ». Ce n'est au reste

pas l'avis de Tschirschky, qui, après Aehrenthal, répète qu'on ne peut laisser « le beau rôle » à la France.

Sazonof essaie d'« unir l'Europe ». Entreprise difficile, car les gouvernements ne tiennent pas à cette mission. Sazonof lui-même avoue que sa proposition n'est pas « pratique » (17 janvier 1912) : il lui en substitue une autre (27 janvier). « Nécessité de tenir compte, d'une part de la situation créée par l'Italie et, d'autre part désir d'épargner autant que possible la susceptibilité turque ». Mais les Puissances ne peuvent demeurer « spectatrices passives ». Il faudrait se placer « au point de vue supérieur de la paix européenne » ; il faut provoquer la cessation des hostilités même « au prix d'une certaine pression ». Pour le moment il se contente d'un « échange de vues ».

Mais à Constantinople l'ambassadeur russe est à peu près isolé. Marschall joue au protecteur des Turcs, au « méchant sorcier de la Corne d'Or ». Pallavicini, le représentant autrichien, ne veut pas entendre parler des projets russes. M. Bompard, l'ambassadeur français, les déclare « inacceptables », et sir Gerard Lowther est du même avis. Or, précisément, les Cabinets accueillent la proposition Grey, qui, à l'idée de « pression » de Sazonof, substitue l'« offre amicale de médiation » (3 février) : on chargera les ambassadeurs à Constantinople de s'informer des projets de la Porte (12 février). Sur la suggestion de M. Poincaré, qui, le 14 janvier a pris les Affaires étrangères avec la présidence du Conseil, on fera une démarche « en même temps et en commun » dans les deux capitales des belligérants (28 février). Le 13 mars, séparément, les cinq ambassadeurs à Rome expriment le désir de connaître « le minimum des conditions auxquelles l'Italie subordonnerait l'acceptation d'une médiation des Puissances ». Le 15, le gouvernement italien répond qu'il est disposé « à mettre un terme à l'état de guerre et à seconder, avec esprit de conciliation, les efforts des Puissances tendant au rétablissement de la paix ». Et il indique ses conditions : la reconnaissance de « la souveraineté pleine et entière de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque » — l'Italie à l'annonce de la démarche des Cinq s'était hâtée de la proclamer par une loi, le 27 février — ; le retrait des troupes turques suffirait à prouver que le Sultan renonce pratiquement à sa souveraineté ; en échange l'Italie ferait certaines concessions, reconnaîtrait la souveraineté religieuse du Khalife, autoriserait la Porte à élever ses douanes, à modifier les Capitulations, s'engagerait à soumettre les litiges privés à la Haye, à donner aux populations arabes « un régime largement libéral », à garantir « l'intégrité territoriale de la Turquie d'Europe », etc..

Une démarche semblable est faite à Constantinople le 16 avril. Les Puissances demandent à la Porte ses conditions. « Le cœur ottoman, répond-elle le 23 avril, bat avec autant de force à Tripoli et Bengazi que

dans toute autre province, et demander au gouvernement impérial d'amputer lui-même un membre aussi vivace de son Empire équivaut à lui proposer le suicide... Un pareil acte provoquerait dans tout l'Empire un bouleversement qui risquerait d'en compromettre la paix intérieure ». Elle accepte la médiation des Puissances, mais sur la base de « la renonciation formelle par l'Italie à l'annexion des provinces ottomanes ». Second échec diplomatique de la Russie.

3. *La flotte italienne dans l'Archipel.* — La guerre libyque même se traînait. L'armée italienne, cantonnée sur la côte, se faisait battre par les irréguliers arabes et les officiers turcs dès qu'elle s'avancait à l'intérieur. La nervosité italienne devenait vive : le 16 janvier 1912, le paquebot postal *Carthage*, le 18 le *Manouba*, autre vapeur français, sont, près de la Sardaigne, arrêtés par des torpilleurs italiens et traînés à Cagliari. L'énergie de M. Poincaré fit relaxer les bateaux ; mais le gouvernement italien prétendit garder prisonniers 29 médecins et infirmiers turcs, membres du Croissant rouge, donc inviolables, passagers du *Manouba*. Ayant renoncé à toute action navale en Orient « par déférence pour l'Europe », il prétendait entraver toute contrebande. « Un nuage qui passe n'assombrira pas l'horizon », dit avec modération M. Poincaré à la Chambre (22 janvier). L'incident fut réglé : les passagers furent libérés ; les points de droit furent plus tard soumis à la Cour de la Haye.

L'Autriche surtout surveillait la flotte italienne. Conrad ne cessait de dénoncer les préparatifs et annonçait même la guerre pour le printemps 1912. Ce fut la source d'un long conflit avec Aehrenthal, qui ne voulait pas compromettre la Triple-Alliance. L'Empereur finit par tancer Conrad : « C'est moi qui fais la politique. C'est *ma* politique... ma politique est une politique de paix. *Tous* doivent se résigner à ma politique. C'est dans ce sens que mon ministre des Affaires étrangères dirige ma politique. Il est possible qu'on en vienne à une guerre. C'est même probable. Mais on ne le fera que si l'Italie nous attaque » (15 novembre 1911). Et il « décharge » Conrad de ses fonctions de chef d'état-major (30 novembre). Mais Aehrenthal ne s'oppose pas moins à l'extension des hostilités dans les eaux balkaniques, invoque l'article 7 de la Triple-Alliance, qui interdit « toute occupation temporaire ou permanente » des côtes et îles de l'Adriatique et de l'Égée sans « accord préalable entre les deux Puissances ». L'Italie menace de soulever l'opinion contre « l'ennemi héréditaire » (14 février 1912).

Aehrenthal meurt (17 février). Son successeur, le comte Berchtold, n'est « qu'un faible et riche magnat austro-hongrois, de manières irréprochables et de tempérament paresseux » (Wickham Steed), incapable de résister au « parti de la guerre » que dénonçait Aehrenthal.

Victor-Emmanuel tentait de faire pression sur Guillaume II à Venise (25 mars) : il insistait sur la popularité de la guerre libyque, acclamée par le peuple, bénie par le Vatican ; mais les Italiens ont les mains liées. « Par qui ? » — « Par l'Autriche ». Les relations avec la France, ajoute le Roi, sont mauvaises. Il faut donc souhaiter la fin de la guerre « pour que l'Italie soit à la hauteur de toutes éventualités, et, à l'occasion, puisse remplir son devoir d'alliée ». L'Empereur promet d'agir. A Brioni, il sermonne l'archiduc François-Ferdinand. Mais l'autre de répliquer qu'il n'y a « qu'à attendre que les Italiens aient de l'eau jusqu'au cou : cela suffira à les rendre accommodants et fidèles à l'alliance » (27 mars).

L'Italie se décide à agir quand même. Elle permet une protestation platonique de l'Autriche. Mais que celle-ci se garde d'élever la voix : « Ce serait porter un coup mortel à l'alliance », déclare à Jagow San Giuliano (4 avril). Berchtold doit céder devant les instances allemandes : il laissera l'Italie libre à Rhodes, Carpathos, Astropalia, à l'écart de l'Égée (15 avril), mais ce ne sera qu'une « occupation temporaire » (17 avril). Le 18, les Dardanelles sont bombardées de loin. On mouille les mines. Les Détroits sont fermés, préjudice considérable au commerce neutre, particulièrement russe et anglais.

Alors les deux Puissances intéressées font pression sur l'Italie. Qu'elle aille ailleurs, pourvu qu'elle s'abstienne d'opérations sur les Dardanelles. Sans perdre de temps, la flotte italienne bombarde Samos (20 avril), débarque des troupes à Astropalia (27 avril), à Rhodes (4 mai), enfin occupe 14 îlots du Dodécannèse. La Turquie ne cède pas, expulse les Italiens de l'Archipel. Alors l'Italie annonce qu'elle poursuivra son occupation au nord, à Chios et Mytilène (25 mai). L'Autriche fait encore des difficultés, finit par admettre une déclaration qui affirme le « caractère provisoire » de l'occupation projetée (21 juin). Une nouvelle attaque des torpilleurs italiens sur les Dardanelles échoue (19 juillet), et, rassurée par cette impuissance, la Turquie rouvre les Détroits (22 juillet).

L'action italienne, dit Sazonof à Pourtalès le 24 juin, crée « une nouvelle question, la question des Iles ». Cette nouvelle conquête italienne met en branle les chancelleries. Dès le 8 mai, dans une conversation avec Riffaât pacha, ambassadeur de Turquie, M. Poincaré proposait une médiation nouvelle sous la forme d'une conférence. Sazonof, qui, le 28 avril à la *Douma*, donne un satisfecit public à « la façon dont l'Italie mène la guerre », fait d'abord grise mine. Paul Cambon suggère qu'on pourrait parler des Détroits, résoudre la question en faveur de la Russie : « Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra rétablir, dans la Méditerranée l'équilibre des forces que la guerre de Tripolitaine vient de rompre en faveur de l'Italie, par suite, de la Triple-Alliance ». Mais M. Poincaré, plus prudent, veut se borner à évoquer le conflit italo-turc : pour poser à nouveau la question

des Détroits, il attendra « l'occasion », rapporte Isvolsky le 6 juin.

Ce fut sans doute cette action française qui déclencha les négociations. Ni la Turquie ni l'Italie ne tiennent à une conférence générale. Des pourparlers officieux s'engagent à Constantinople entre le financier italien Vulpi et différents ministres turcs (17 juin) : le premier propose la cessation des hostilités, une déclaration d'indépendance des provinces africaines, la restitution des Îles, le retour au régime des Capitulations. Ces conversations officieuses sont, depuis le 12 juillet, poursuivies à Lausanne entre Vulpi, deux députés italiens et le Prince turc Saïd Halim qui est venu « privé d'instructions officielles » écrit le député Fusinato : on cherche une formule qui, tout en cédant la Tripolitaine, sauvegarde l'amour-propre turc. On marchandait durant trois mois. Une nouvelle mission turque à Caux (13 août) prétend ne céder que la côte, garder l'hinterland, n'admettre que l'« autonomie ». Mais on cause en même temps à Constantinople. Les deux pays se débattent dans des difficultés financières, qui leur font également désirer la paix. Mais c'est « une question d'honneur », disait le ministre des Affaires étrangères turc au nouvel ambassadeur d'Allemagne, le baron de Wangenheim (3 septembre).

Alors l'Italie reprend son jeu habituel. Son ambassadeur à Vienne déclare le 4 octobre que, si la Turquie sous huit jours n'accepte pas les conditions italiennes, l'Italie songe à étendre la guerre sur d'autres théâtres. Les États balkaniques s'apprêtent à marcher contre la Turquie. Peur de Berchtold à Vienne, de Kiderlen à Berlin. Dès le 2 octobre, Wangenheim a conseillé à la Porte « de conclure la paix avec l'Italie aussi vite que possible : à une guerre contre cinq adversaires la Turquie n'a rien à gagner ». Le 10, il reçoit de Berlin des instructions impératives : « La Porte n'est pas encore arrivée à la conviction que la conclusion de la paix est maintenant pour elle d'une importance vitale. Dites nettement que dans le moment présent il est tout à fait injustifiable de vouloir modifier encore une fois les conditions déjà acceptées et de toujours remettre en discussion de nouveaux points. Nous savons précisément que si l'on n'aboutit pas, l'Italie projette de nouvelles opérations sur mer... Des influences considérables travaillent de leur côté les Puissances balkaniques... Si Noradounghian (le ministre turc) se laisse intimider par quelques étudiants et laisse échapper ce moment de conclure la paix, il pourra faire valoir dans le gouvernement la *force majeure*, puis il sera sans doute pendu, et il l'aura mérité ». Le 13, les Alliés balkaniques présentaient leur ultimatum. « Ce ne sont pas les juristes, ce sont les soldats qui ont maintenant la parole », réplique Wangenheim aux scrupules constitutionnels des Turcs (14 octobre). Mais le temps presse. « La paix à tout prix »,

télégraphie Kiderlen le 15. Le soir même les préliminaires de paix sont signés.

Ces préliminaires ne font que prendre acte de deux engagements annexes. Le gouvernement ottoman promet d'adresser sous trois jours un firman aux populations de Tripolitaine et Cyrénaïque : « Mon gouvernement, se trouvant d'une part dans l'impossibilité de vous donner les secours efficaces qui vous sont nécessaires pour défendre votre pays, soucieux d'autre part de votre bonheur présent et à venir, voulant éviter la continuation d'une guerre désastreuse pour vous et vos familles et dangereuse pour notre Empire... je vous concède une pleine et entière autonomie ». Le gouvernement italien de son côté déclare : « Vu la loi du 25 février 1912, par laquelle la Tripolitaine et la Cyrénaïque ont été soumises à la souveraineté pleine et entière du royaume d'Italie, dans le but de hâter la pacification des susdites provinces, nous avons décrété et décrétons : ARTICLE 1 : Pleine et entière amnistie. — ART. 2 : Les habitants... continueront à jouir comme par le passé de la plus grande liberté dans la pratique du culte musulman... » Le Sultan promet en outre « des réformes administratives et judiciaires » aux habitants des Iles de l'Égée et l'usage de la langue locale. Le traité de paix, signé le 18, n'est qu'une convention d'évacuation des Iles par l'Italie, dès que les troupes ottomanes auront évacué la Tripolitaine et la Cyrénaïque (art. 2), et une promesse italienne de conclure un traité de commerce, d'abolir les Capitulations et les postes italiennes dans l'Empire quand les autres Puissances en auront fait autant.

4. *La nouvelle politique méditerranéenne : Italie et Russie.* — Le résultat de la guerre de Tripolitaine fut moins l'acquisition par l'Italie d'un domaine colonial de faible valeur que son apparition dans la Méditerranée comme une puissance navale qui compte. La politique italienne, jusqu'alors purement continentale, est obligée de regarder vers les autres États maritimes. C'est ce que note fort bien le chargé d'affaires de Russie à Rome, le 25 mars 1912, dans une lettre reproduite par Kiderlen dans ses Mémoires : « La dépendance de l'Italie vis-à-vis de la France et de l'Angleterre s'est trouvée encore accrue par l'établissement en Libye. Désormais enserrée entre les deux Puissances qui règnent sur la côte Nord-africaine, l'Italie a encore plus besoin de relations franches et amicales avec elles. L'étendue de ses routes maritimes oblige l'Italie à compter encore davantage avec la puissance maritime de la France et de l'Angleterre ». Mais, depuis Racconigi et la commune politique de l'Italie et de la Russie contre la Turquie, « le chemin de Rome à Paris passe par Pétersbourg ».

L'Allemagne comprend qu'il est de nécessité première de retenir

l'Italie dans la Triplice, donc de lui offrir des avantages dans le domaine maritime. Toute la fin de l'année 1912, durant que tonne le canon des Balkans, elle fait dans cette vue les plus grands efforts. Dès que l'Italie eut transformé en loi son décret d'annexion de la Tripolitaine (27 février), San Giuliano demandait immédiatement, comme contre-partie au renouvellement de l'Alliance, un protocole additionnel, où l'Autriche s'engagerait à reconnaître la nouvelle conquête, à renouveler l'accord des 20 décembre 1900-9 février 1901 sur le *statu quo* en Albanie et l'accord interprétatif du 30 novembre-15 décembre 1909 sur l'article 7 du traité de la Triple-Alliance. Ces deux actes n'étaient faits que pour lier les mains à l'Austro-Hongrois en Albanie et dans le sandjak. Berchtold, qui s'impatientait des empiètements de l'Italie dans l'Égée, en dépit des promesses de l'article 7, et qui devait faire contre mauvaise fortune bon cœur, refusa toute concession dans l'Adriatique (15 avril). Remontrances de Kiderlen : « Si l'on doit en venir à une guerre avec la France, l'Autriche-Hongrie doit être dégagée à sa frontière Sud-Ouest ». Berchtold s'entête, doute « de la valeur pratique d'une alliance, où une des parties désire s'affranchir des obligations qu'elle a contractées au moment où cela répond à ses convenances », refuse « de donner carte blanche à l'Italie » (8 mai). Les négociations sont ajournées.

Elles reprennent après la paix de Lausanne. La nouvelle guerre balkanique fait réfléchir l'Italie. Sa propre action avait déterminé un mouvement dans les îles grecques de l'Égée, qui réclamaient « l'autonomie ». La faiblesse de l'Empire ottoman, rendue visible par la guerre ito-turque, avait somme toute provoqué la triple déclaration de guerre des 17 et 18 octobre. Les Grecs dans l'Archipel, les Serbes dans l'Adriatique ne paraissent pas moins dangereux aux nouvelles ambitions navales italiennes que l'hypothétique descente des Autrichiens à Salonique, en Albanie. Le 16 juillet la France et la Russie avaient conclu une convention navale, qui ne fut pas ignorée de la Triplice, puisque l'Allemagne et l'Autriche firent demander des explications à ce sujet à Paris et Pétersbourg et que Sazonof s'entretint de cette insolite démarche avec M. Poincaré lors de sa visite en août. Durant l'été 1912, la France renforçait au reste sa flotte méditerranéenne. Les 21 et 23 octobre, le marquis di San Giuliano rencontre le comte Berchtold à Pise et San Rossore, lui fait part de son intention de renouveler le plus promptement possible le traité de la Triple-Alliance. Puis il se rend à Berlin (4 novembre), fait rédiger par Kiderlen les textes qui lui tiennent à cœur : le protocole additionnel devait reconnaître la « souveraineté » italienne sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque et reproduire les arrangements spéciaux avec l'Autriche signés en 1900-1901 et 1909. Les victoires serbes arrachent à Berchtold son consentement (14 novembre).

Ainsi fut renouvelée, le 5 décembre 1912, la Triple-Alliance, et y furent joints les deux protocoles : le premier permettait à l'Italie de rechercher « l'accession de l'Angleterre... aux stipulations du traité... qui concernent l'Orient » ; le second reconnaissait la « souveraineté » italienne en Libye et maintenait les « arrangements » antérieurs entre l'Autriche et l'Italie sur l'Albanie et le sandjak. Victoire diplomatique incontestable de Rome.

Dès que l'Italie parut s'installer dans la mer Égée, la Russie s'inquiéta des répercussions possibles, se préoccupa de tirer parti de cette initiative en faveur d'une politique plus active sur les Détroits. Toutes ses démarches diplomatiques antérieures avaient abouti à un échec : ni sir Edward Grey à Londres, ni M. Poincaré à Paris ne s'étaient départis d'une attitude amicale, mais réservée. Les ambassadeurs russes n'avaient obtenu que de bonnes paroles. « J'avais toujours refusé », écrit M. Poincaré dans ses Souvenirs, *Au service de la France*, « dans mes entretiens avec M. Isvolsky, d'examiner ce que nous ferions si l'Empire ottoman venait à tomber. Je n'entendais pas encourager la Russie à souhaiter, et encore moins à précipiter ce démembrement ». Il semble que la guerre balkanique survenant, en octobre 1912, la politique russe change soudain. Ses ambitions sur les Détroits sortent du cabinet des Affaires étrangères pour s'installer dans les bureaux de l'état-major de la marine. Le 20 octobre, une note du bureau des opérations conclut à la nécessité d'une descente armée : « Vu l'anarchie possible à Constantinople et le danger qui s'ensuivrait pour la population chrétienne, il faudra probablement que nous y expédions nos forces navales... Il serait très important de profiter du moindre prétexte et d'expédier une troupe, si petite soit-elle, sur la rive européenne du Bosphore... L'occupation ferme du Bosphore supérieur résoudrait déjà à moitié la pénible question des Détroits ». Dans la nuit du 25-26 octobre, le ministre de la Marine, amiral Grigorovitch, « à la suite de la prière du ministre des Affaires étrangères, prière approuvée par le président du Conseil des ministres », demande au Tsar l'autorisation d'entrer en relations directes avec l'ambassadeur russe à Constantinople « afin d'expédier un nombre illimité de navires de guerre, ou même toute l'escadre si nécessaire ». Nicolas II consentit.

Les militaires vont plus vite en besogne que les diplomates. Il ne semble pas que Giers, l'ambassadeur qui avait remplacé Tcharykof, disgracié après son échec de l'an passé, ait accueilli cette initiative, pour le moins prématurée. L'état-major naval revient à la charge : long rapport du chef du bureau des opérations, qui fut communiqué et approuvé par les ministres : « La situation politique actuelle, écrit-il le 8 décembre, est extrêmement désavantageuse et humiliante... La Russie, qui est un

grand pays et qui devient un pays industriel, se verra forcée tôt ou tard de modifier cette situation, d'assurer définitivement et pour tous les temps la liberté de navigation commerciale dans les Détroits qui appartiennent actuellement aux Turcs... Le but politique de la Russie est de s'emparer du passage maritime dans la Méditerranée et de raffermir sa possession en obtenant et en annexant au territoire de l'État russe les Détroits du Bosphore et des Dardanelles avec les parties limitrophes de l'Europe et de l'Asie^e Mineure ».

Ces suggestions des marins, Sazonof ne les accepte pas : il se contente de demander à son collègue de la Marine : « Quelles îles doivent rester à la Turquie pour garantir la sécurité des Détroits? D'autre part, quelles îles peuvent passer à la Grèce sans dommage pour nos intérêts directs? (8 décembre) », et il reçoit comme réponse le 10 qu'on doit laisser « entre des mains faibles », de préférence à la Turquie, Imbros, Lemnos, Ténédos, Samothrace. Il a exposé son point de vue dans une lettre à Isvolsky le 28 novembre : l'Angleterre vient de proposer une internationalisation éventuelle de Constantinople et de nouvelles garanties pour les Détroits ; il est sceptique à cet égard : « Les intérêts fondamentaux de la Russie ne peuvent être protégés par des garanties ou des clauses de contrats, car on peut toujours les éluder ». Il faut surtout considérer « quelle puissance effective est véritablement en état de défendre un régime donné des Détroits contre toute offense ». « La Turquie sortira affaiblie de la lutte ». Pas d'arrangements actuels, qui seraient un obstacle au règlement futur de la question des Détroits. Mais s'assurer de l'attitude des grandes Puissances. Si la Russie tient compte des intérêts de l'Autriche dans l'Adriatique, elle doit être payée de retour. Il ne présentera pas pour l'instant des propositions nouvelles, qui donneraient lieu à des demandes de compensations.

Ainsi la Russie observe et se réserve.

II. — LA LIGUE BALKANIQUE.

1. *Les nations balkaniques et l'Europe : la Macédoine et les Îles.* — La révolution Jeune-Turque avait élaboré un programme d'« ottomanisme », qui cherchait à créer un loyalisme impérial. Triple objet :

DOCUMENTS. — Laloy, *Les documents secrets des archives du ministère des Affaires étrangères de Russie publiés par les Bolcheviks* (en 1917-1918), Paris, Bossard, 1919. — *Un Livre noir*, t. I. — *Krasny Arkhiv*, t. VIII et IX ; Préparation de la guerre balkanique, t. XV et XVI ; La première guerre balkanique. — *Livre jaune : Les affaires balkaniques*, t. I. — *Die Grosse Politik*, vol XXXIII, Berlin, 1926.

TÉMOIGNAGES. — Guéchof, *L'alliance balkanique*, Paris, Hachette, 1915. — Boghitchévitch, *op. cit.* — Sazonov, *op. cit.* — Poincaré, *op. cit.*, t. II, *Les Balkans en feu*, 1912, P., Plon, 1926. — Steed, *op. cit.* — Taube, *op. cit.*

mettre fin aux révoltes internes, écarter l'intervention des Puissances, éloigner la menace des petits États voisins. « Les petits États, écrivait un journal turc, le *Chourāi Oummet*, le 21 novembre 1908, ont toujours de « grandes idées », nuisibles pour eux-mêmes et inquiétantes pour les grandes Puissances. Si les États balkaniques veulent renoncer à ces « grandes idées », la Turquie est prête à les grouper autour d'elle et à devenir leur alliée ». Or, aucun des trois États balkaniques ne pense que l'unité est achevée. Les révoltes de Macédoine et de Crète prouvent à l'Europe que les peuples balkaniques non affranchis regardent encore vers le dehors.

La révolution Jeune-Turque a pris naissance en Macédoine. La révolution macédonienne, endémique depuis 1903, a même fourni un exemple au Comité qui a agi : l'« Organisation intérieure » fut le modèle de l'« Union et Progrès ». La tentative de contrôle européen sur le régime turc (1905-1907) est arrêtée par la révolution de 1908. Mais l'« ottomanisme » cache, sous un programme libéral fait pour l'Europe, une tentative d'assimilation, qui reprend les procédés d'autrefois. A peine votée, la Constitution de 1909 est violée ; la liberté d'association est refusée, les chefs des bandes sont assassinés, et la loi de novembre 1909 interdit « toute organisation ayant pour base une dénomination nationale », c'est-à-dire « l'Alliance des clubs constitutionnels bulgares », la plus active ; les articles 11 et 16 de la Constitution révisée, sous prétexte de « protéger l'exercice de tous les cultes » et de « surveiller toutes les écoles publiques », étendent l'action de l'État sur les églises et les écoles. En même temps on essayait de « turquiser » la Macédoine par une colonisation systématique de *mohadjir*, émigrés musulmans de Bosnie et d'Asie mineure : les métayers grecs ou slaves des *tchiflik*, des grands domaines turs, sont expulsés.

L'année 1910 fut décisive : elle consacra la faillite de la révolution Jeune-Turque. L'« Organisation intérieure » se reforma et revendiqua publiquement la responsabilité « de tous les attentats et de toutes les rencontres d'insurgés avec l'armée turque ». Au Parlement ottoman un député bulgare apporta la preuve que, sous prétexte de perquisitions d'armes, l'armée turque avait frappé, maltraité, tué près de 5.000 Slaves, sans compter ceux qui avaient fui dans les royaumes voisins, particulièrement en Bulgarie. Les attentats révolutionnaires alternent avec les représailles gouvernementales. Et, de l'autre côté des frontières, font écho des protestations populaires, meetings, députations à l'étranger.

Les plus ardents, les plus tenaces sont certainement les Bulgares, qui dominent religieusement la Macédoine, depuis que l'Exarque a mis la main sur les principaux diocèses macédoniens, Vélès et Kioustendil dès 1870, Okhrid et Skoplié (Uskub) en 1874, Debar (Dibra), Stroumitsa et

Monastir en 1897. Profitant de l'annexion de la Bosnie et d'accord avec l'Autriche, le 5 octobre 1908 le prince Ferdinand de Bulgarie ceignait à Ternovo, la vieille capitale du tsarat médiéval, la couronne de « Tsar des Bulgares », ce qui indiquait suffisamment ses ambitions au dehors. L'« Organisation intérieure » de Salonique est en rapports constants avec l'« Organisation extérieure », son aînée de Sofia. Le 7 juillet 1910, se réunit à Sofia un Congrès slave, qui se donne pour objectif « l'union des Slaves sur le terrain intellectuel, littéraire, scientifique et économique », et le banquet, qui le clôt, se termine sur ce toast d'un professeur de droit de l'Université : « La Bulgarie est petite, mais grande par ses aspirations vers la civilisation : elle est faible, mais forte par ses sympathies slaves ; pauvre, mais riche d'amour pour les Slaves. »

Du côté serbe, l'annexion de la Bosnie rejetait les espoirs vers la Vieille Serbie du Kossovo, les monastères et les champs de bataille de l'épopée serbe du ^{xiv}^e siècle, et réveillait cette propagande, inaugurée par Ristitch en 1870, puis abandonnée sous la pression conjuguée des Russes et des Autrichiens (1). Et, par delà la Macédoine, les Serbes entrevoyaient, avec toute l'angoisse d'emmurés, dont l'Autriche bouchait les issues adriatiques, la porte égéenne, la mer.

La déception n'avait pas été moins vive sur les terres grecques que sur les terres slaves, sur tout ce littoral égéen, dont la langue grecque était le signe de l'unité tangible, sur la bordure côtière de Macédoine et de Thrace, dans les Iles, en Crète surtout. La Crète, autonome depuis 1897, libérée de la surveillance des troupes européennes depuis 1908, venait une fois de plus de proclamer « l'union avec la mère-patrie » (1909), de réclamer en vain de l'Europe un statut définitif, enfin d'envoyer à Athènes son chef choisi, Venizelos (janvier 1910). Celui-ci, soutenu par la « Ligue militaire », se débarrassait des *kommata*, des clans politiques, en appelait aux électeurs, réformait l'administration, réorganisait l'armée. Le 25 mars 1911, le nouveau premier ministre grec, célébrant la fête nationale, proclamait dans un banquet : « Nous avons l'inébranlable conviction que le parti libéral, notre parti, n'oubliant jamais les principes sur lesquels il s'est fondé, sous lesquels il a marché, sera l'organe de la Renaissance, de la reconstitution, de la transformation de cette nouvelle Grèce, qui répondra entièrement à nos idéaux et à ceux de tout l'hellénisme ». On reparlait de la « Grande Idée ».

Dans l'Empire ottoman, voyant la Crète échapper, le Comité Jeune-Turc organisait les manifestations populaires en faveur de « la Crète Turque ». Presque tout le commerce de l'Empire, bazars et cabotage,

(1) Cf. Haumont, *Les origines de la lutte pour la Macédoine* (1855-1872) in *Le Monde slave*, octobre 1926.

était entre les mains des Grecs. Il se forma partout des « Comités de boycott », arme nouvelle déjà essayée contre l'Autriche lors de l'annexion de la Bosnie. On les groupa même dans un « Comité de guerre économique », qui, empêchant le débarquement des marchandises apportées par les bateaux grecs, atteignit en même temps les puissances méditerranéennes, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. En mai 1911, le Comité fit placarder des affiches violentes à Adana, Mersina, Smyrne. Malgré l'appel de la Grèce qui demandait aux Puissances d'intervenir pour mettre « fin à un état de choses contraire au droit des gens et aux traités », l'Europe ne bougea pas. Il fallut la guerre italienne pour que la Turquie renonçât au boycottage (16 novembre).

L'initiative italienne devait avoir d'autres conséquences. En avril et mai 1912, l'armée italienne s'installait dans les petites îles du Dodécannèse et à Rhodes. Les insulaires crurent que les Italiens les délivraient des Turcs, les accueillirent avec enthousiasme. Mais le Président du « Comité » dodécannésien, Roussos, adressait le 3 juin au gouvernement français une dépêche priant qu'on fixât le sort des Îles : « Ces populations revendiquent donc devant le monde civilisé, devant les grandes nations qui vivent de leur vie nationale, le droit de se gouverner elles-mêmes sous un régime autonome ». Le 17 juin le Congrès de Patmos affirme le désir des « Egéens » d'être unis à la Grèce (1). Ce fut la rupture avec l'Italie. « Une guerre de justice et d'amour », avait dit le général d'Ameglio en prenant possession de Rhodes.

L'Europe elle-même n'était pas fêlée de l'initiative italienne : Kiderlen attire l'attention de l'ambassadeur d'Italie à Berlin sur « les graves responsabilités » que prenait Rome en provoquant les aspirations helléniques. « Toute concession faite aux Grecs de l'Archipel sera réclamée par les populations chrétiennes des Balkans, écrivait le ministre de France à Sofia. On ne pourrait refuser aux uns ce qu'on aurait demandé pour les autres, et, dans une telle aventure, la paix générale ne pourrait, ce semble, que très difficilement être maintenue. » L'effervescence gagnait les autres régions grecques, d'un côté l'Asie Mineure et de l'autre jusqu'à l'Épire.

Le 30 janvier 1912, M. Poincaré, à peine installé au ministère, recevait de Sazonof une communication d'un esprit nouveau. Abandon-

(1) « La Fédération des insulaires de l'Égée... :

1^o Exprime à la nation sœur italienne... la reconnaissance infinie des habitants des îles pour les avoir délivrées du joug insupportable des Turcs ; 2^o proclame la ferme résolution du peuple de ces îles chrétiennes de subir tous les sacrifices plutôt que de retourner sous l'épouvantable tyrannie des Turcs ; 3^o proclame le désir national séculaire des Egéens d'être unis à la Grèce, leur mère ; 4^o proclame l'autonomie complète des îles affranchies, se basant sur les documents officiels du général Ameglio et ses déclarations verbales ; 5^o nomme l'ensemble des îles affranchies : « État de l'Égée » ; 6^o implore la protection du présent décret par la bienfaitrice Italie et les autres puissances civilisées... »

nant le projet de médiation entre la Turquie et l'Italie, le ministre des Affaires étrangères russe attirait l'attention de son collègue français sur les affaires de Macédoine. Les bandes, disait Sazonof à l'ambassadeur français Georges Louis, sont plus nombreuses et actives que jamais. Il faut les contenir. « Le temps des Comitès panslavistes est passé ». Il convient d'agir sur les Turcs. « Le danger est dans les Balkans, ajoute-t-il le 31. Il est visible en Macédoine ». Mais les préoccupations des deux ministres, qui vont donner lieu à des « conversations académiques », selon l'expression de Georges Louis, ne sont pas partagées par les autres gouvernements, au moins au même degré : depuis octobre, Berlin agit à Constantinople, non pour provoquer des réformes, mais pour empêcher la Turquie d'attaquer la Bulgarie, rendue responsable de l'agitation macédonienne. Et le 1^{er} février 1912, Londres, mis au courant des entretiens Louis-Sazonof, trouve « vaine » « l'idée d'élaborer un nouveau programme de réformes en Macédoine,... après nos précédents et infructueux essais ».

Le 14 février, Sazonof remet à l'ambassadeur de France un « questionnaire », qui est bel et bien un programme d'intervention en faveur des réformes : envisageant trois éventualités, une crise intérieure en Turquie, une démarche active de l'Autriche dans le sandjak ou en Albanie (alors en pleine révolte), un conflit armé entre la Turquie et une Puissance balkanique, il prie d'étudier trois questions pratiques : « Jusqu'où laisserait-on aller les événements ? De quels moyens moraux dispose-t-on pour influencer les acteurs directs des événements éventuels ci-dessus indiqués ? Par quelles mesures pratiques pourrait-on appuyer une action diplomatique ? » M. Poincaré ne dit pas non ; mais, se méfiant des initiatives russes, il donne comme instructions : « Nous devons, au cours de ces conversations, attirer l'attention de notre alliée sur les intérêts puissants qui nous attachent fermement au maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman » (14 février). Et, à propos de mouvements de troupes dans le Caucase, il ajoutait à Isvolsky, qu'il écartait autant que possible des négociations délicates : « Il ne suffit pas que vous nous ayez prévenus, il est nécessaire que nous nous soyons concertés... Dès maintenant je dois vous avertir que la France demeure attachée aux principes traditionnels de sa politique en Orient, à savoir l'intégrité de l'Empire ottoman et le maintien du *statu quo* dans les Balkans » (14 mars).

Il semble cependant que Sazonof n'envisageait pas la situation d'une autre manière. On ne s'y trompe pas à Berlin. Le 15 avril, Kiderlen écrira au roi de Roumanie, avec qui il a conservé l'habitude de s'entretenir des affaires balkaniques : « La situation politique en Orient ne me semble pas si menaçante qu'on le dit souvent, parce que visiblement la Russie n'a ni intérêt ni tendance à provoquer ou même à tolérer des complications

en Orient. Cela me paraît ressortir déjà de la volonté nerveuse avec laquelle le gouvernement russe s'efforce de rétablir la paix entre l'Italie et la Turquie ». Et son ambassadeur à Pétersbourg, Pourtalès, le renseignant un peu plus tard (17 mai) sur les efforts faits par Sazonof pour calmer les Bulgares — qui viennent demander un emprunt — et les Grecs — qui réclament la réunion de la Crète —, termine son rapport sur « l'impression que la Russie songe avant tout à éviter toutes complications qui pourraient la contraindre à jouer très prochainement un rôle plus actif dans le Proche Orient ».

Tout le monde a donc l'impression que, dans la partie qui va se jouer aux Balkans, l'action de la Russie est capitale. Le 1^{er} avril, Isvolsky, « le monocle à l'œil, les sourcils froncés et l'air solennel », vient communiquer à M. Poincaré « à titre très confidentiel » la nouvelle de l'alliance serbo-bulgare. Quel rôle a donc joué la Russie (1) ?

2. *Les alliances.* — Les Puissances ont la sensation que tout changement dans la péninsule balkanique peut amener des perturbations en Europe même et s'appliquent à empêcher toutes les réformes : l'Angleterre met son veto à l'union des Grecs de Crète et de Grèce ; l'Allemagne ne songe qu'à ne pas compromettre sa situation à Constantinople en faisant pression sur les Jeunes-Turcs. Ce « fétichisme du *statu quo* », comme diront les enquêteurs de la *Dotation Carnegie* en 1914, ne peut faire l'affaire des États balkaniques, qui désirent profiter de la faiblesse ottomane, de la guerre italo-turque, et au reste sauver des massacres périodiques leurs coreligionnaires non affranchis. La faiblesse de chacun d'eux les conduit naturellement à l'idée d'une alliance balkanique, qui au reste n'est point neuve : elle était apparue déjà dans l'esprit du prince serbe Michel Obrénovitch, de son ministre Garachanine, qui d'accord avec des Bulgares, avaient ébauché un projet d' « Empire yougoslave » (1867), dans la diplomatie des hommes d'État grecs, Tricoupis (1891) qui proposa à Belgrade et Sofia un partage de la Turquie d'Europe (1891), Delyannis au temps de la guerre gréco-turque (1897). Ces idées furent reprises par une jeune génération d'écrivains et de diplomates serbes et bulgares, dont quelques-uns allaient devenir des hommes politiques de premier plan, Pachitch, Milovanovitch, Rizof (1904) : on aboutit même à un traité d'alliance serbo-bulgare (25 avril 1904), divulgué tout de suite à Vienne et devenu caduc dès 1908. La Russie, la grande protectrice slave, n'avait jamais vu de très bon œil ce rapprochement de

(1) Nous sommes mal renseignés encore sur l'action des autres Puissances européennes. La Grande-Bretagne n'a pas encore publié les documents. L'Allemagne, malgré les nombreuses dépêches de la *Grosse Politik* (vol. XXXIII), la plupart insignifiantes, n'a laissé voir que le souci de ses gouvernants de ne pas agir seuls, ni à Constantinople ni dans les capitales balkaniques.

toute sa clientèle et prétendait, donnant des conseils, le noyer dans une alliance commune avec l'Empire ottoman : « Ces trois États, disait Isvolsky à la *Douma*, le 12 décembre 1908 (il s'agissait de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro) doivent se convaincre de la nécessité d'une union morale et politique entre eux. Notre but doit être de rapprocher ces États l'un de l'autre et de les unir à la Turquie dans le souci commun de la défense de leur indépendance nationale et économique ».

L'initiative vint de Grèce. L'homme d'État, passé des coulisses crétoises sur la scène grecque, Venizelos, fit les premières ouvertures à Sofia dès sa prise du pouvoir en octobre 1910. Elles ne trouvèrent un écho qu'en mai 1911, chez le nouveau président du Conseil, Guéchof. En avril, un mois après son arrivée au ministère, Guéchof faisait de sensationnelles déclarations au sujet de l'effervescence macédonienne : « Aucun gouvernement ne peut, dans un pays parlementaire, lutter contre l'opinion publique ». Le premier intermédiaire fut M. Bouchier, correspondant du *Times* dans les Balkans, bulgarophile notoire. Venizelos fit tenir à son collègue de Sofia une lettre secrète où il lui proposait une entente pour la défense des populations chrétiennes de Turquie et une alliance défensive. L'Exarque bulgare se joignait à Constantinople au Patriarche grec pour revendiquer les droits des communautés chrétiennes. Mais la constitution bulgare s'opposait à la signature de traités secrets. En juillet on faisait voter au *Sobranié*, réuni à Ternovo, une nouvelle rédaction de l'article 17, qui permettait au Tsar de négocier et de conclure les traités : « Le gouvernement les communique au *Sobranié* si les intérêts et la sûreté du pays le permettent ».

La guerre italo-turque précipita les événements. Les négociations reprirent à Sofia, plus actives entre le ministre de Grèce, Panas, et le Président du Conseil : le 16 octobre celui-ci déclarait que, si la Turquie attaquait la Bulgarie, la Grèce irait au secours. Des mouvements de troupes avaient lieu en effet en Thrace : la Porte craignait que l'armée bulgare ne profitât de la guerre, tripolitaine pour marcher sur Andrinople. La proposition, communiquée au tsar Ferdinand, fut acceptée et Guéchof déclara que la Grèce pouvait également compter, en cas d'agression turque, sur l'assistance bulgare. Cependant les négociations piétinèrent dès que l'on mit un texte précis à l'étude. Il fallait bien envisager le partage de la Macédoine, et deux conceptions se heurtèrent : les Bulgares, vivant sur les souvenirs de la Grande Bulgarie religieuse de l'Exarchat, de la Grande Bulgarie territoriale de San Stefano, ne voulaient entendre parler que d'« autonomie » de la Macédoine, et la diplomatie bulgare s'appliquait à retarder la décision définitive.

La thèse grecque du partage avait cependant l'appui de la Serbie.

Tandis que se poursuivaient les pourparlers gréco-bulgares, des négociations serbo-bulgares avaient été ébauchées, dès septembre 1911, à Belgrade sur les conseils du ministre russe, Hartwig, entre Rizof, plus partisan du rapprochement que les Comités macédoniens et même le roi Ferdinand, et le premier ministre Milovanovitch. Un aide-mémoire préliminaire, rédigé par Rizof, fut remis à Guéchof, retour de Paris et de Vienne : il comportait le renouvellement du traité d'alliance de 1904, remplaçant les « réformes » prévues en Macédoine par une « autonomie » ou, à défaut d'autonomie, un « partage », les limites des concessions à faire (frontières des sandjak de Prizren et d'Uskub), la détermination des *casus foederis* (attaque contre un des deux pays, agression turque contre un État balkanique, tentative autrichienne pour occuper la Macédoine ou l'Albanie, troubles intérieurs de Turquie, « si les intérêts de la Bulgarie et de la Serbie commandent la liquidation de la question »), enfin adhésion de la Russie et participation du Monténégro.

C'est sur ces bases que l'on discuta. La première conversation entre les deux chefs du gouvernement, Milovanovitch et Guéchof, eut lieu la nuit du 11-12 octobre dans le train qui ramenait Guéchof de Belgrade à Sofia. C'est là qu'on jeta les bases d'un partage éventuel de la Turquie d'Europe, la Thrace à la Bulgarie, la Vieille Serbie jusqu'au Char à la Serbie, la limitation de la Macédoine réservée à l'arbitrage de l'Empereur de Russie. Les négociations continuèrent à Sofia entre Guéchof et Spalaïkovitch, ministre serbe en Bulgarie : toute la discussion porta sur le partage de la Macédoine. Le ministre russe à Sofia, Neklioudof, et l'attaché militaire russe Romanovski intervinrent souvent pour prêcher la conciliation. Cependant la Russie entamait des pourparlers avec la Turquie. Inquiets de cet accord possible, qui aurait sans doute le *statu quo* comme fin, les plénipotentiaires firent des concessions réciproques et, le 13 mars 1912, ils aboutirent.

Les deux instruments diplomatiques, signés à Sofia, sont un « traité d'amitié et d'alliance » et une « annexe secrète ». Le traité garantit l'« indépendance politique et l'intégrité » territoriale de la Bulgarie et de la Serbie : les deux États s'engagent « d'une manière absolue et sans restriction d'aucune sorte à se porter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces » si l'un des deux est attaqué ; même engagement « au cas où l'une quelconque des grandes Puissances tenterait de s'annexer ou d'occuper ou d'appréhender avec ses troupes, même provisoirement, n'importe quelle partie des territoires de la péninsule des Balkans se trouvant actuellement sous la domination turque » ; la paix ne sera conclue « que conjointement et après entente préalable ». Le traité est évidemment dirigé non seulement contre la Turquie, mais encore contre une Autriche qui menacerait le sandjak de Novipazar ou l'Albanie.

L' « annexe secrète » est aussi importante que le traité même. L'article premier prévoit une guerre offensive.

« Au cas où il surviendrait en Turquie des troubles intérieurs de nature à mettre en danger les intérêts nationaux ou d'État des parties contractantes ou de l'une d'elles, comme au cas où des difficultés intérieures ou extérieures, avec lesquelles la Turquie se verrait aux prises, mettraient en cause le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans, celle des deux parties contractantes, qui aboutirait la première à la conviction qu'une action militaire doit être engagée de ce fait, s'adressera, par une proposition motivée à l'autre partie qui sera tenue d'entrer immédiatement dans un échange de vues... »

Si l'on n'est pas d'accord, on s'adressera à la Russie; au cas où l'un des deux États s'engagerait seul, le second interviendrait « si un tiers État prenait le parti de la Turquie ». L'article 2 envisage le partage de la Macédoine : « La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest de la Char planina ». Quant au reste, « si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible », une carte annexée établit une zone contestée d'environ 60 kilomètres de large au sud du Char, de part et d'autre du Vardar, entre la frontière bulgare et le lac d'Okhrid, dont l'attribution est laissée à l'arbitrage du Tsar de Russie.

Une très longue convention militaire du 12 mai complète ces traités politiques; précisée encore par trois arrangements entre les deux états-majors les 2 juillet, 5 et 28 septembre, elle prévoit une offensive mixte en Macédoine, bulgare en Thrace, l'aide bulgare si l'Autriche attaque la Serbie, l'aide serbe si la Roumanie attaque la Bulgarie.

Les négociations gréco-bulgares, interrompues, avaient été reprises en avril. A Sofia, où l'on méprisait un peu l'armée grecque depuis ses défaites de 1897, mais où l'on avait besoin de la flotte grecque pour interdire le transport des troupes turques d'Asie Mineure en Europe, on les considérait comme secondaires. Et surtout on ne voulait pas s'engager sur la délimitation des territoires, avec l'arrière-pensée que l'armée bulgare saurait arriver la première à Salonique. On discuta donc sur « l'autonomie » de la Macédoine du 27 avril au 29 mai, puis soudain Guéchof proposa la signature. « Le temps manquant, explique-t-il dans son livre *l'Alliance balkanique*, on ne put conclure un accord avec la Grèce pour la délimitation des frontières en Macédoine ».

Le traité d'alliance « défensive » gréco-bulgare, signé le 29 mai à Sofia, est d'une portée beaucoup plus restreinte que le traité serbo-bulgare. Le but, disait le préambule, est « la coexistence pacifique des différentes

nationalités en Turquie sur la base d'une égalité politique réelle et véritable et le respect des droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités chrétiennes ». C'était une allusion à l'article 23 du traité de Berlin sur les droits des populations chrétiennes. Les deux gouvernements, ajoutait-on, se promettent « de ne pas donner une tendance agressive quelconque à leur accord purement défensif ». L'article premier prévoit une attaque de la Turquie, soit armée, « soit par une atteinte systématique aux droits découlant des traités ou des principes fondamentaux du droit des gens » : dans ces cas, secours réciproque « avec la totalité » des forces. En vertu de l'article 2, les deux parties « se promettent mutuellement d'un côté d'user de leur influence morale auprès de leurs congénères en Turquie afin qu'ils contribuent sincèrement à la coexistence pacifique des éléments constituant la population de l'Empire, et de l'autre côté de se prêter une assistance réciproque et de marcher d'accord dans toute action, auprès du gouvernement ottoman ou auprès des grandes Puissances, qui aurait pour but d'obtenir ou d'assurer la réalisation des droits découlant des traités ou autrement, concédés aux nationalités grecque et bulgare, l'application de l'égalité politique et des garanties constitutionnelles ». Une déclaration annexe réduit encore la valeur des engagements bulgares : au cas où la guerre éclaterait entre la Grèce et la Turquie « par suite de l'admission dans le Parlement grec des députés crétois », la Bulgarie « n'est tenue qu'à garder vis-à-vis de la Grèce une neutralité bienveillante ».

Ce ne fut que bien plus tard, le 5 octobre, que fut conclue la convention militaire complétant ce traité : elle prévoyait une offensive bulgare en Macédoine ; mais, au cas où la Serbie entrerait en Macédoine avec des forces suffisantes, l'armée bulgare tout entière marcherait sur la Thrace ; elle admettait en outre le règlement de la question crétoise « suivant les vœux des populations de l'île », et, la Turquie attaquant la Grèce, le secours de la Bulgarie.

Enfin le Monténégro se joignit aux alliés. Ce petit pays serbe, la *Tserna Gora*, la « Montagne Noire », qui depuis longtemps convoitait la plaine de Scutari et du lac, un plus large débouché sur la mer que le petit port de Bar (Antivari), ne demandait qu'à s'entendre avec la Serbie et, par le partage du sandjak, devenir son voisin, barrer la route aux ambitions balkaniques de l'Autriche. Il n'y eut pas de conventions écrites : l'entente se fit entre Tsétinié et Belgrade au début de 1912, et les Monténégrins, impatientes, ne cessèrent dès lors de susciter des incidents de frontières avec l'Empire ottoman ; entre Tsétinié et Athènes en mai ; entre Tsétinié et Sofia en août.

Telles furent les conventions séparées, dont la Bulgarie était le pivot, qui formèrent une Ligue balkanique. C'était en somme l'application

de la formule « les Balkans aux peuples balkaniques ». Les peuples étaient derrière les gouvernements qui considéraient avoir une mission nationale à accomplir. Ces accords avaient été provoqués par la faiblesse de la Turquie, par l'initiative italienne, mais aussi par la passivité de l'Europe, qui ne voyait que les « intrigues » des États balkaniques, dont « l'activité turbulente » faisait craindre à M. Poincaré, apprenant la teneur de ces traités, une action de l'Autriche dans le sandjak (13 mai). Et le ministre français accusait l'initiative de la politique russe d'avoir provoqué la rupture du *statu quo*.

3. *La politique balkanique de la Russie.* — La politique russe n'avait jamais perdu de vue l'activité des États balkaniques, particulièrement des États slaves. Lorsque le traité d'alliance entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie de 1896 fut renouvelé (17 avril 1902), au reste renforcé encore peu après par l'accession de l'Allemagne (25 juillet 1902) et de l'Italie (12 décembre), la Bulgarie, inquiète des prétentions roumaines sur le quadrilatère sud-dobrodgeain (Silistrie, etc.), se rapproche de la Russie. On aboutit à la « convention militaire » du 13 juin 1902, qui n'a « en vue qu'une action contre l'Autriche et la Roumanie », « ne peut être dirigée ni contre la Turquie ni aucune autre puissance balkanique » et stipule que « la Russie coopérera avec toutes ses forces à la défense de l'intégrité et de l'inviolabilité du territoire de la Bulgarie » ; l'armée bulgare sera sous les ordres du généralissime russe. Cet accord fut sans doute mis à portée des conjonctures nouvelles par la convention militaire d'Euxinograde, restée secrète (septembre 1907). D'autre part, lors de la proclamation de l'indépendance bulgare (5 octobre 1908), la Russie fit pression sur la Turquie, l'obligea à reconnaître le fait accompli (convention de Constantinople, 19 avril 1909) et accepta d'en payer les frais en abandonnant une partie de l'indemnité de guerre, due depuis San Stefano, contre la renonciation du Sultan au tribut bulgare (convention de Pétersbourg, 8 décembre 1909). Les archives, divulguées par les Soviëts, ont gardé la trace d'un projet de traité russo-bulgare, alliance défensive contre la Turquie et l'Autriche, qui promettait, en cas de victoire, à la Bulgarie « les localités à population bulgare situées entre la mer Noire et la rive droite du Danube » et « les localités à population bulgare... dans les limites fixées dans les préliminaires de paix conclus à San Stefano le 19 février 1878 ». Mais ce ne fut qu'un projet (décembre 1909).

A l'aide militaire se joignit l'assistance financière. Le 25 novembre 1911, le tsar Ferdinand faisait sonder par Neklioudof, ministre de Russie à Sofia, le gouvernement russe, auquel il demandait un prêt de 3 millions de francs gagé sur ses propriétés en Bulgarie. « Notre coopération amiable

et sans marchandage, écrivait Neklioudof, aux affaires pécuniaires de la Cour bulgare augmentera notre influence sur le Roi. Actuellement il se tient au carrefour entre nous et l'Autriche, s'approchant plus vite de nous. Le service personnel que nous lui aurons rendu pourra donner une impulsion de plus à cette tendance ». Après de longues négociations avec le Trésor russe, l'affaire fut conclue à Sofia le 15 septembre 1912 : Ferdinand recevait ses 3 millions, les remboursait en payant 5 % d'intérêts pendant 25 ans et 7 mois, les gageait sur ses immeubles des environs de Sofia.

En même temps, l'État bulgare négociait un emprunt, à la fois à Pétersbourg et à Paris (juin). Mais il ne réussit pas. Les deux gouvernements s'y opposèrent. « L'état d'excitation, qui se manifeste dans le royaume, écrivait M. Poincaré à M. de Panafieu, ministre de France à Sofia, empêchera nos banquiers de procéder à l'émission de l'emprunt et... un ajournement s'impose » (29 août 1912). De cette réponse, M. Kokovtsef, le président du Conseil russe, se montra « très satisfait » (dépêche de Georges-Louis du 5 septembre 1912).

Il n'y a pas de doute que les négociations politiques, qui aboutirent aux alliances, aient été suivies de très près à Sofia par Neklioudof. Dès le 29 septembre 1911, le ministre russe donnait aux Bulgares le conseil de s'entendre avec la Serbie et la Grèce « afin de garder la péninsule des Balkans intégralement aux peuples balkaniques ». Le 11 octobre, il demande à son gouvernement si l'intendance russe peut fournir à l'armée bulgare les 200.000 capotes et 150.000 paires de bottes dont celle-ci a besoin, ainsi que 2.000 chevaux de remonte. Lorsque l'on connaît les bases premières du futur traité serbo-bulgare, Neklioudof propose un autre texte (24 octobre), qui montre les préoccupations russes : l'alliance aura pour but : « 1^o la défense mutuelle des deux pays contre quiconque les attaquerait ; 2^o la défense du *statu quo* territorial dans les provinces turques limitrophes... ; 3^o la défense par un des contractants dans les dites provinces turques des intérêts vitaux des nationalités... » Et il répète le 31 octobre : « Une entente bulgaro-grecque est utile si elle est basée sur le *statu quo* ». Le 6 novembre il dit expressément à Guéchof que « la Russie ne veut pas entendre parler d'offensive ni de projet de partage de la Turquie ».

Neklioudof, à Sofia, paraît un serviteur docile des instructions gouvernementales. A Belgrade était un ministre d'une autre trempe. Hartwig avait jadis débuté à Constantinople sous Ignatief et était féru de cette vieille politique « slavophile », où, selon une tradition séculaire, la Russie apparaissait comme la tutrice naturelle. A Belgrade, il pousse énergiquement, rudement même, de toutes ses forces, à l'union des Slaves des Balkans. Mais il ne paraît pas partisan d'une guerre préven-

tive : « L'Entente, écrit-il le 6 octobre 1911, a en vue, outre la distribution des sphères d'influence, la protection des intérêts mutuels en cas de complications à venir ; par conséquent l'Entente exclut une initiative dans le proche avenir ; les Serbes ne la tenteront pas sans le consentement de la Russie ». Ma tâche, ajoute-t-il, est de concilier les parties au sujet de « la distribution des sphères d'influence ».

Il a cependant sa politique personnelle, plus hardie que celle de Pétersbourg. Quand l'ambassadeur à Constantinople, Tcharykof, et le gérant du ministère des Affaires étrangères, Nératof, proposent une vaste confédération balkanique, qui engloberait la Turquie, donc serait la gardienne du *statu quo*, il trouve cette suggestion fort inopportune : les Serbes, dit-il, ne se résoudront pas à cette démarche humiliante qui « nuirait certainement au rapprochement serbo-bulgare, beaucoup plus important pour les Slaves et pour la Russie qu'une confédération balkanique fort problématique, dirigée par les Jeunes-Turcs, qui ont prouvé leur imprévoyance politique » (2 novembre). Et il continue, sceptique à tous ces « racontars » : « La Russie marche vers deux buts clairs et définis : 1^o facilités données aux nationalités slaves pour réaliser leur idéal suprême, c'est-à-dire partager amicalement entre eux tout le domaine turc de la péninsule des Balkans ; 2^o réaliser son propre but historique de jadis, poser un pied ferme sur les rivages du Bosphore, porte d'entrée du lac russe ». Il combat donc les idées de Tcharykof, qui pousse les Turcs à une alliance avec les Slaves, mais convient que la Turquie est une « base pourrie » : quel avantage y a-t-il à fonder cette confédération sur une « base pourrie », et au moment où dans les mosquées le clergé musulman cherche à provoquer la guerre sainte contre la Russie et l'extermination des *giaour* sujets du Sultan ? En tout cas les Serbes ne feront pas des propositions d'alliance à la Turquie : ce serait provoquer la défiance de Sofia, nuire au rapprochement serbo-bulgare « qui, par son importance politique, inaugurerait une ère nouvelle dans l'histoire des Slaves » (5 novembre).

Ce programme politique ne comporte pas, selon Hartwig, d'intentions offensives. L'alliance est nécessaire, écrit-il encore le 14 novembre, pour que les États ne soient pas pris à l'improviste comme en 1908. L'article 4 du projet de traité indique que les deux parties maintiendront le *statu quo* « jusqu'aux limites du possible » : « Le désir mutuel des contractants de ne pas contrarier les indications générales des missions diplomatiques et de soumettre entièrement leurs actions au contrôle du gouvernement impérial offre la garantie qu'ils ne profiteront pas de l'entente comme d'une arme contre la Turquie ». Durant les négociations, Hartwig ne cesse de donner des conseils de modération, proteste contre l'intervention de l'attaché militaire russe Romanovski, qui soutient la thèse bul-

gare, et finalement fait accepter l'arbitrage du Tsar russe pour les « limites des sphères d'influence ».

Le traité serbo-bulgare signé, Hartwig conteste les intentions belliqueuses des Serbes : ceux-ci ne prennent que des mesures militaires préventives, vu l'effervescence de la Turquie (12 juillet 1912). Il signale la nervosité serbe quand on apprend que la Turquie, poussée à la décentralisation par l'Autriche (14 avril), prétend englober dans l'Albanie les vilayets de Kossovo, Monastir, Ianina et Scutari, peuplés de Slaves et de Grecs (20 août), et surtout quand l'armée turque mobilise (27 septembre). Somme toute, l'action de Hartwig à Belgrade s'est bornée à pousser les Serbes et les Bulgares à la conciliation et à l'alliance.

Au Monténégro, l'influence russe s'exerce de même, accrue par les subsides versés au roi, qui fait chanter le gouvernement russe en menaçant de s'adresser ailleurs (15 décembre 1911). En revanche la Russie ne semble pas chaude en faveur d'Athènes, met en garde Guéchof contre une intervention possible en faveur de la Crète (19 octobre), n'accepte le principe d'une entente bulgaro-grecque que « fondée sur le *statu quo* » (4 novembre). « Le traité gréco-bulgare s'est préparé en dehors de nous », écrivait dès le 29 mai Neklioudof.

Quelle attitude le gouvernement russe lui-même prend-il vis-à-vis de l'alliance balkanique (1) ? Dès le 4 octobre 1911 le gérant du Pont-aux-Chantres, Nératof, déclare à Sofia que l'Entente balkanique ne doit pas prendre l'offensive contre la Turquie. Le 15, il insiste encore : « Nous avertissons le gouvernement bulgare de ne pas se laisser tenter par l'idée qu'une attaque est possible de la part de la Turquie et que, par conséquent, il serait soi-disant plus avantageux pour la Bulgarie de prendre la première l'initiative des opérations militaires ». Et il collabore avec les Puissances pour enjoindre à Sofia de se calmer, pour adresser une dépêche où il se porte garant des intentions pacifiques de la Turquie. Quand on lui communique, en novembre, la première rédaction du traité bulgaro-serbe, il la critique comme basée sur l'idée de la conquête militaire, propose de ne parler que de « sphères culturelles d'influence » (10 novembre). Le 6 décembre, il précise les nécessités auxquelles doit faire face l'alliance : « soutien mutuel en cas de transgression du *statu quo* et délimitation des sphères culturelles d'influence » (instructions à Belgrade et à Sofia). Suivant de près les négociations, c'est lui qui propose que les litiges de frontières soient laissés à l'arbitrage de la Russie

(1) Nous sommes aujourd'hui fort bien renseignés par les documents exhumés dans les *Krasny Arkhiv* (t. VIII et IX), mais qui ne répondent pas sans doute à l'attente des éditeurs. Les conclusions qui résultent de l'étude des « Archives rouges » nous ont été encore confirmées par les impressions d'un témoin oculaire, d'un négociateur du traité serbo-bulgare, M. Spalaïkovitch, ministre de Yougoslavie à Paris, alors ministre de Serbie à Sofia.

(30 janvier 1912), se méfiant sans doute du zèle serbe de Hartwig, qui met en avant la « frontière de Romanovski » pour la zone contestée.

Les traités signés, efforts pour empêcher les initiatives dangereuses. La Russie ne vise qu'à « maintenir le *statu quo* dans les Balkans », énonce le chargé d'affaires à Tsétinié à l'impatient roi du Monténégro (20 juin). Lorsque la mission bulgare, chargée de communiquer le texte du traité d'alliance au tsar russe, se présente en Russie, l'Empereur se déclare satisfait de l'union, mais, à Pétersbourg, Danef a avec Sazonof un entretien qui commence « sur un ton un peu vif ». A Danef, qui parle des troubles de Macédoine, qui ne cache pas que la Bulgarie n'attend que l'occasion de jouer sa partie, le ministre recommande « une politique réfléchie » (Guéchof), se montre sceptique sur l'issue d'une guerre et déclare qu'une initiative bulgare ne trouverait aucune sympathie en Russie (mai). Quand, à la suite de la proposition autrichienne d'une décentralisation turque (14 août) des meetings de protestations ont lieu à Sofia, quant le Congrès des sociétés de bienfaisance macédo-andrinopolitaines invite à la mobilisation le gouvernement bulgare (25 août), Sazonof fait faire des représentations par Neklioudof, déclarant que « si la Bulgarie commençait la guerre, elle le ferait à ses propres risques et n'aurait pas le droit de compter sur un soutien quelconque » de la part de la Russie (29 août).

Le 18 septembre, il réédite ses avertissements sous une forme solennelle : « Le gouvernement impérial, dit-il à Belgrade et à Sofia, a entièrement sympathisé à l'accord entre la Serbie et la Bulgarie..., acte de défense mutuelle et reconnaissance des intérêts mutuels... Mais si actuellement, en dépit de nos avertissements énergiques, ces deux États se décident à profiter de leur traité pour une offensive commune sur la Turquie, offensive qui menace d'infliger une épreuve fatale à leur existence et à leur indépendance, nous considérons comme notre devoir de les prévenir sincèrement que, dans ce cas, nous ne nous laisserons guider que par le souci des intérêts directs et immédiats de la Russie. » Et le 19 septembre il déclare tout net au ministre bulgare à Pétersbourg : « Je vous dis pour la vingt-cinquième fois que vous n'aurez pas à compter sur nous ». C'est encore lui qui, de Paris le 4 octobre, propose que les Puissances avertissent « toutes les capitales balkaniques » qu'elles condamnent « toutes mesures pouvant conduire à la transgression de la paix » et qu'en cas de guerre elles n'admettront « aucune modification du *statu quo* territorial actuel des Balkans ». Il va même jusqu'à demander aux Serbes de proclamer que l'alliance ne jouera pas si la Bulgarie déclare la guerre.

Ainsi Sazonof, attaché à l'idée vague de l'union des Slaves, hypnotisé par la crainte d'une victoire turque, craignait la guerre, ne pensait qu'au *statu quo*.

4. *Les puissances à la veille de la guerre balkanique.* — L'attitude des autres Puissances dépendait à la fois de leurs désirs de paix et de l'opinion qu'elles se faisaient à l'avance de l'issue de la lutte. L'Autriche et l'Allemagne étaient convaincues de la victoire turque. L'Angleterre et la France voulaient par-dessus tout éviter les complications.

Lorsque le 1^{er} avril, M. Poincaré reçut la communication d'Isvolsky, qui ne lui parla que du traité serbo-bulgare, sans mentionner son annexe, le Président du Conseil demanda des renseignements plus circonstanciés aux représentants de la France à Sofia et à Pétersbourg : il ne voulait pas être entraîné à une interprétation abusive de l'alliance franco-russe. Sazonof lui fit répondre d'une part que toute initiative non prévue dans le pacte primitif devait être précédée d'une conversation, d'autre part que dans les Balkans la Russie ne poursuivait aucune aventure, qu'elle ne se préoccupait que de contenir la Turquie et l'Autriche et que toutes les ententes, l'italo-russe comme les accords balkaniques, se faisaient sur la base du *statu quo* (5 avril). M. Poincaré insiste pour que la Russie dévoile ses vues, réponde elle-même à son questionnaire du 14 février et agisse pour « dépister les intrigues des États balkaniques, dont l'activité turbulente risque d'entraîner, par contre-coup, une action de l'Autriche-Hongrie dans le sandjak ». Comme Sazonof insistait sur l'éventualité d'une réoccupation du sandjak par l'Autriche et demandait que les Puissances se concertassent à ce sujet, il ajoutait : « L'appel à l'Europe devrait se produire aussitôt que le *statu quo* de la Péninsule serait menacé par le fait d'un des États slaves » (13 mai). Et, profitant du projet de médiation entre l'Italie et la Turquie, il réclamait des trois Puissances de l'Entente une confirmation écrite de « leur désintéressement » (17 juin). Sazonof refusa : « La Russie a déjà prouvé en fait qu'elle ne veut point utiliser la guerre actuelle pour atteindre n'importe quel but personnel, mais la signature d'un acte international serait interprétée, aussi bien par l'opinion publique russe que par les États slaves, dans le sens d'un renoncement de la Russie, pour l'avenir, à sa politique séculaire dans les Balkans » (18 juin).

Inquiet de ces réserves et méconnaissant la timidité de la diplomatie de Sazonof, M. Poincaré entreprit le voyage de Russie. Le 10 août il eut un long entretien avec Sazonof, qui fut suivi de plusieurs autres. Sur sa demande, il reçut communication du texte des traités serbo-bulgares, qu'il qualifia, immédiatement, de « convention de guerre ». Il fit remarquer à son interlocuteur — nous possédons les deux versions sensiblement semblables — qu'il n'y était « parlé du *statu quo* que pour prévoir le cas où il serait troublé », et que « l'opinion publique en France ne permettrait pas au gouvernement de la République de se décider à une action militaire pour des questions purement balkaniques, si l'Allemagne

n'y prenait point part et si elle ne provoquait pas, *de sa propre initiative*, l'application du *casus foederis* ». « Le traité, concluait M. Poincaré dans ses notes, contient... en germe non seulement une guerre contre la Turquie, mais une guerre contre l'Autriche. Il établit en outre l'hégémonie de la Russie sur les deux royaumes slaves ».

A la même date, l'Autriche-Hongrie proposait une intervention dans les capitales balkaniques (1). La note Berchtold du 14 août, approuvée le 15 par Kiderlen, recommande un échange de vues des Puissances pour conseiller à la Porte une « décentralisation progressive » et agir auprès des États balkaniques « pour qu'ils attendent pacifiquement les résultats de cette politique ». Cette initiative autrichienne déconcerta Sazonof, à qui Bethmann-Hollweg avait prodigué les bonnes paroles à l'entrevue récente de Port-Baltique (4 juillet). En particulier il avait prié le chancelier allemand de lui dire « si le Cabinet de Berlin avait l'intention d'user de son autorité à Vienne dans la vue d'arrêter l'Autriche au cas où elle serait disposée à des actes agressifs sur la péninsule des Balkans » : l'autre lui avait fait « une réponse affirmative », exprimant à son tour l'espoir de voir la Russie « modérer les convoitises des petits États slaves ».

Le 16 août, à Pétersbourg, M. Poincaré et Sazonof se mettent d'accord « pour penser qu'il est possible d'accepter la suggestion autrichienne et de donner des conseils conformes, par voie séparée et non collective, au gouvernement turc, en même temps que l'on recommandera le calme aux États balkaniques ». La pensée autrichienne était indiquée, si l'on peut dire, dans une conversation entre Berchtold et M. Dumaine, ambassadeur de France à Vienne, qui ne parvenait pas à la faire préciser : sans doute songeait-elle surtout à favoriser les Albanais et à faire obstacle à un groupement des Slaves, pensait M. Dumaine (17 août). La Porte s'apprêtait en effet à envoyer des troupes contre les Albanais en révolte. Elle regarda au reste fort mal la démarche autrichienne. Le Cabinet de Berlin la considérait aussi comme « inopportune » (20 août), mais refusa de faire sur son alliée la pression que demandait Sazonof, en conformité des engagements de Port-Baltique (21 août).

Après entente avec la Russie et l'Angleterre, M. Poincaré fait savoir « que le concours de toutes les Puissances lui paraît nécessaire à la solution du problème balkanique » (1^{er} septembre). Les démarches sont faites séparément à Constantinople, même par l'Angleterre, d'abord très récalcitrante ; elles attiraient l'attention de la Porte sur le régime intolérable

(1) « La suggestion du comte Berchtold apparaît comme un coup de maître sur l'échiquier de la haute politique », écrit l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople le 24 août, et il la donne comme un projet qui devait prévenir une entente franco-russe sur les affaires balkaniques.

fait aux populations chrétiennes et sur la nécessité pour elle d'étendre aux chrétiens les réformes promises aux Albanais. « De tout cela il ne restera pas grand'chose », se mit à dire le comte Berchtold, qui se désintéresse des lors de la question (7 septembre) : attitude expliquée par l'attaché militaire autrichien à Constantinople, qui proclamait devant Wangenheim : « La Turquie ne nous est rien ; au contraire l'Albanie est tout. »

C'est pourquoi l'Allemagne se sépare de son alliée. L'Allemagne est la protectrice de la Turquie, qu'elle veut intangible. Elle ne se soucie pas du tout dans l'Empire ottoman de travailler pour ce nouveau roi de Prusse. C'est ce que note Kiderlen dans un rapport au Chancelier (2 septembre) : l'Autriche ne doit pas nous placer devant un « fait accompli » ; nous sommes d'autant moins forcés à la soutenir « qu'il n'y a pas longtemps elle a refusé de nous soutenir contre la France ». « Nous ne voulons pas nous faire le satellite de l'Autriche en Orient ». Et Wangenheim renchérit encore : les projets Berchtold coïncident avec une recrudescence de la propagande catholique en Albanie ; à soutenir l'Autriche, l'Allemagne perdra la confiance des Turcs, fera le jeu de la Triple Entente dans l'Empire ottoman (8 septembre).

Ainsi, l'Allemagne est tout aussi inquiète que la Russie de la politique austro-hongroise. Mais quand Sazonof, revenant à la charge, envoya aux Puissances un mémorandum, insistant pour que l'on priât le gouvernement ottoman de faire des réformes en Macédoine (19 septembre), Kiderlen le repousse, donnant pour raison à Berchtold que ce projet risquait d'accroître l'influence russe : la Turquie, ajoutait-il a seulement besoin « de temps, de tranquillité et de liberté » (12 septembre). L'Allemagne visiblement ne veut rien faire : elle inonde tout au plus les chancelleries de bonnes paroles. Mais l'Autriche veut faire échec à toutes tentatives de réformes : sans consulter son allié, Berchtold avertit la Porte qu'il ne soutiendra pas le projet russe (23 septembre). La mauvaise volonté est si visible que Kiderlen ne peut s'empêcher de se plaindre à Vienne (25 septembre).

La proposition Sazonof n'était pas au reste mieux accueillie à Londres, ni à Paris où l'on ne voulait agir que de concert avec le Cabinet britannique. Le 18 septembre Sazonof arrivait à Londres. Le 24 il eut à Balmoral un entretien avec sir Edward Grey. Le rapport de Sazonof, qui est très prolixe et cherche à se faire valoir auprès du Tsar, est à peu près muet sur les questions balkaniques, dont cependant on dut parler : des considérations vagues sur l'« unanimité » nécessaire. Paul Cambon avertit cependant M. Poincaré que l'Angleterre était hostile à tout acte, que les adversaires des Jeunes-Turcs pourraient interpréter « comme une capitulation devant l'Europe ». Tenant compte des précédents

échecs, autrichien, russe, M. Poincaré à son tour mit en avant un projet français : intervention simultanée dans les quatre capitales balkaniques pour les inviter à sauvegarder le *statu quo*, à n'escompter en cas de victoire « aucun profit territorial » ; concert des Puissances pour toute « démonstration militaire ou navale » ; enfin intervention auprès de la Porte « pour lui conseiller d'exécuter sans retard les réformes administratives que réclament légitimement les populations chrétiennes » (22 septembre). Ce « projet d'accord » arriva à Balmoral. Grey et Sazonof n'acceptèrent que la démarche auprès des États balkaniques et la menace de les frustrer du bénéfice de la victoire (25 septembre).

En somme, l'effort russe de septembre pour empêcher la guerre échouant, la France se substitue à la Russie, M. Poincaré à Sazonof. La lecture des journaux de Vienne fait penser que l'Autriche s'apprête, qu'il sera bien difficile de localiser la guerre balkanique. D'où la note française du 5 octobre, mise au point après entente avec Sazonof et Grey : la Russie et l'Autriche recevront un mandat de l'Europe pour déclarer aux États balkaniques : « 1^o que les Puissances réprouvent énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rupture de la paix ; 2^o que, si la guerre vient néanmoins à éclater entre la Turquie et les États balkaniques, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au *statu quo* territorial dans la péninsule balkanique ; 3^o que, s'appuyant sur l'article 23 du traité de Berlin, elles prendront en main, dans l'intérêt des populations chrétiennes, la réalisation des réformes que comporte l'administration de la Turquie d'Europe, étant entendu que ces réformes ne porteront aucune atteinte à l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman ». La même déclaration sera faite à la Porte. Paroles traditionnelles, qui témoignent surtout du désir de l'Entente de surveiller la Russie. « Sa politique exprime la pensée de l'Europe », dira, le 16 octobre, de M. Poincaré, la *Neue Freie Presse* de Vienne.

La Triplice présente un front certes plus uni. Sans s'entendre toujours, à Berlin, à Vienne, on sait ce qu'on veut. L'un surveille le Serbe ; l'autre garde le Turc. « L'Autriche-Hongrie est saturée, disait Berchtold le 27 septembre au chargé d'affaires allemand, et n'entretient nulle ambition de conquête ». Mais elle ne peut admettre un agrandissement de la Serbie : « Ce nouvel État slave serait une attraction permanente pour tous les éléments yougoslaves en Bosnie et Herzégovine, Croatie, Slavonie et Dalmatie, et constituerait un danger pour la tranquillité et la sécurité de l'Autriche-Hongrie. Il y a un intérêt vital pour la Monarchie à l'empêcher ». Et elle se prépare à mobiliser pour interdire aux Serbes du royaume et du Monténégro de s'unir dans le sandjak.

À Berlin, on est décidé à ne pas intervenir. « Je crois qu'il n'y a pour nous aucun motif d'inquiétude, même si la guerre éclate dans les Bal-

kans », écrit Bethmann à l'Empereur (1^{er} octobre). Guillaume II fait chorus : « Une guerre ne m'inquiète jamais ». Le conseiller « à la suite » adresse au chancelier les ordres : « S. M. veut que nous nous abstenions d'exercer une influence quelconque sur les États balkaniques et que nous laissions les choses suivre leur cours » (2 octobre). Et l'Empereur note lui-même : « L'éternelle prolongation de la paix en toutes conjonctures — opportunes ou non — a fait, durant ces quarante-trois années de paix, mûrir un état d'âme de vrais eunuques chez les hommes d'État et les diplomates dirigeants. Voilà maintenant qu'on entend dire partout : Les grandes Puissances doivent intervenir ; elles doivent maintenir, garantir, protéger la Paix ; elles doivent empêcher les États balkaniques de s'assommer, ou — si c'est impossible — les empêcher d'acquérir des territoires et de s'agrandir par la guerre. Quelle idée !... Les grandes Puissances formeront le cercle autour du champ de bataille... La question d'Orient doit se régler par le sang et par le fer » (4 octobre). Aussi l'Allemagne doit-elle paralyser l'action française, « qui a procuré à Poincaré un succès momentané », écrit Berchtold à Kiderlen, pour exciter sa jalousie (8 octobre). Sazonof, qui est alors à Berlin, préoccupé des mouvements de troupes devant le sandjak, reçoit cette réponse : « Vous n'avez qu'à dire cela à Vienne » (9 octobre), et Kiderlen reçoit les félicitations de Guillaume II pour avoir « fait plier les genoux à M. Sazonof » (11 octobre).

Le 8, le Monténégro, devant ses alliés, déclarait la guerre. L'Entente d'accord, M. Poincaré propose tout de suite une conférence internationale pour les réformes, et, « si la guerre éclate », une médiation (13 octobre). Kiderlen écarte toute médiation ou conférence, n'accepte qu'« un concert » (16 octobre), « négociation dilatoire », mande-t-il à Vienne. Grey s'aperçoit — un peu tard — qu'il faut dissiper les « préventions » russes, s'appliquer « à maintenir l'Entente » (16 octobre). Les événements l'ont dépassé.

III. — LA PREMIÈRE GUERRE BALKANIQUE (1)

1. *La guerre et les débouchés maritimes : les Détroits et l'Adriatique.* — Le 13 octobre, les Alliés avaient remis un ultimatum à la Porte, exigeant l'exécution des réformes et la démobilisation. Le 17 les ministres de Bulgarie et de Serbie, le 18 le ministre de Grèce quittaient Constantinople

(1) DOCUMENTS. — Von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke*. — Laloy, *op. cit.* — *Un Livre noir* t. I. et II. — *Krasny Arkhiv*, t. XVI, La première guerre balkanique. — *Livre jaune ; Les affaires balkaniques*, t. I^{er} et II. — *Die Grosse Politik*, vol. XXXIII, XXXIV, 1^{re} et 2^e parties, Berlin, 1926. — Pribram, *op. cit.*

TÉMOIGNAGES. — Sazonof, *op. cit.* — Grey, *op. cit.* — Poincaré, *op. cit.*, t. II, t. III, *L'Europe sous les armes*, 1913, Paris, Plon, 1926.

et les armées s'ébranlaient. « Ils nous ont échappé », s'écrie, dépité, Sazonof.

Le 20 octobre, Kiderlen avertit son chargé d'affaires à Londres : la conférence, proposée par la France ne doit être qu'une conférence d'enregistrement et de sanction ; le premier rôle doit être laissé à la Russie et à l'Autriche. Grey fait répondre, le 25, que son devoir est « de tout faire pour rendre possible un accord direct entre l'Autriche et la Russie », qu'il laissera ces deux Puissances jouer le premier rôle dans les conversations diplomatiques. Ainsi deux des grandes Puissances semblent se contenter d'un rôle d'observation. La France fait de même, qui se rallie à cette « surveillance collective », pour reprendre le mot de M. Poincaré. L'Autriche et la Russie resteront face à face.

Les déclarations de guerre ont déterminé une évolution de la politique anglaise : de défenseur de la Turquie, du *statu quo*, le Foreign Office se mue soudain en slavophile. Ce changement est expliqué dans les conversations de Benckendorff avec Grey ou Nicolson, sous-secrétaire d'État permanent : à Londres, mande à son gouvernement le 21 octobre l'ambassadeur russe, on redoute une guerre générale ; on voit dans une entente austro-russe un moyen efficace de l'éviter ; les deux Cabinets les plus intéressés pourraient envisager ensemble les conséquences de la guerre, fixeraient le maximum de concessions qu'on demanderait à la Turquie, pourraient se présenter comme les mandataires de l'Europe. Le 28, après les premières victoires des Alliés, la conversion est complète : on considère que le *statu quo* est devenu impossible, que des modifications territoriales en faveur des Alliés sont inéluctables. Le même jour, dans un entretien avec Paul Cambon, le ministre anglais pose la question angoissante, à laquelle toute l'Europe est suspendue : les Alliés conquérants, victorieux, seront soutenus par la Russie ; et alors « que fera l'Autriche ? ».

À Paris, M. Poincaré n'avait pas abandonné son idée de médiation. Mais les soldats allaient plus vite que les diplomates, et les défaites turques renversaient les prévisions des chancelleries. Le ministre français était, lui aussi, hanté par le spectre d'une Autriche agissante. En fait, pourtant, préoccupé de ne prendre aucune initiative en dehors de la Russie et de l'Angleterre, il s'ingéniait, dans cette « surveillance collective », dont il parlait à Nantes (26 octobre), à observer l'activité multiforme russe. Les notes de Sazonof se suivaient, aussi rapides que les événements : il acceptait le principe de la médiation, mais sans l'estimer opportune (28 octobre) ; puis il réclamait un « désintéressement » public préalable des Puissances (30 octobre). Immédiatement, M. Poincaré, d'accord avec Grey, propose une déclaration collective « d'absolu désintéressement » (30 octobre). L'Autriche se dérobe (31 octobre).

Ce refus était une indication. Aussi M. Poincaré fait-il prier par Isvolsky son collègue russe d'arrêter avec lui « une ligne de conduite commune pour le cas où l'Autriche chercherait à réaliser des agrandissements territoriaux » (4 novembre). La veille, la Turquie battue avait fait demander la médiation des Puissances, et la Russie, inquiète de l'avance bulgare, avait réclamé la « médiation immédiate » pour empêcher l'occupation de Constantinople. Trois demandes contradictoires : selon ses intérêts on réclamait de l'Europe unie des pressions fort différentes. La Turquie pensait se sauver derrière les Puissances. Sazonof posait à nouveau la question des Détroits : « L'intérêt général de la protection de Constantinople exige qu'une zone de défense soit maintenue sous la souveraineté réelle du Sultan » ; et il traçait la frontière de la Maritsa (2 novembre). D'un autre côté Berchtold posait la question de l'Adriatique, exigeait, pour admettre l'extension serbe, « la garantie que cet État ne poursuivra pas une politique hostile », et précisait : « Pas d'accès territorial de la Serbie à l'Adriatique » ; une « Albanie avec des possibilités d'existence et de développement » (6 novembre). Russie contre Bulgarie. Autriche contre Serbie. La guerre réveillait les anciennes luttes d'influences, les essais de clientèles, la rivalité austro-russe.

Toutes les préoccupations russes vont aux Détroits. Nous avons noté quelles étaient les vues de l'état-major naval, du bureau des opérations chargé de prévoir les conjonctures, en cette fin d'année 1912 (v. p. 211). En fait y eut-il une politique russe ? Sazonof, durant les mois d'octobre et novembre, inonde les Cabinets d'une avalanche de projets, parfois contradictoires, dont le nombre et l'esprit étonnent M. Poincaré, qui a de l'ordre, de la fermeté et de la méthode. L'explication est sans doute dans le caractère même de Sazonof, maladif, faible, pusillanime, bon fonctionnaire, qui subit toute les impulsions.

Le ministère de la guerre, belliqueux par principe, est douché par ses sous-ordres : la conférence des chefs d'état-major des circonscriptions militaires, réunie à Pétersbourg en septembre, aboutit à cette constatation que la Russie n'est pas prête. Rien que pour la diplomatie russe, nous distinguons au moins trois politiques, dont les violons ne s'accordent pas toujours. Il y a d'abord celle de Belgrade : Hartwig, qui disait à Pachitch, si l'on en croit M. Jules Cambon (18 octobre), que « la politique de M. Sazonof n'était pas celle de la nation russe », et qui annote de manière assez spirituelle et sévère les rapports d'Isvolsky, « le pauvre » ; Hartwig, aide, sinon initiateur de la Ligue balkanique, est fermement convaincu de la victoire des Alliés et désire qu'on les laisse faire. A Paris, Isvolsky mène un jeu personnel, très infatué toujours de son rôle, peu enthousiaste des initiatives françaises, désireux de se faire valoir en prêtant à sa parole une conviction qu'elle n'a guère et à

M. Poincaré une docilité qu'il n'a point. Lui, il est convaincu de la victoire des Turcs, essaie de préparer un terrain diplomatique favorable à « l'ingérence » russe, une « pression sur la Turquie » par des « mouvements de troupes au Caucase » (23 octobre). Il y a enfin la politique de Sazonof lui-même, ses politiques plutôt.

Sazonof commence — nous l'avons constaté — par garder le large devant la proposition britannique d'un mandat austro-russe, devant la proposition française d'une médiation collective : il attend. Dès que les victoires des Alliés balkaniques se dessinent (les Grecs à Servia, 21 octobre ; les Bulgares à Kirk Kilissé, 22 octobre ; les Serbes à Koumanovo, 23-24 octobre), l'opinion russe impose au ministre l'abandon de ce *statu quo*, qui lui fut cher : il le déclare donc impossible, mais, timide toujours, demande à la France de poser à l'Autriche des questions précises sur le sort de l'Albanie, de la Macédoine, sur les modifications territoriales (27 octobre). Ce que fera l'Autriche, c'est évidemment d'abord son premier souci. Mais il dévoile ses vues dans une dépêche à ses ambassadeurs de Paris et Londres : reprenant la vieille politique des Ignatief, il préconise l'« autonomie » du sandjak sur des bases nationales (28 octobre). Dans une lettre circulaire à toutes ses missions en Europe, il croit nécessaire de justifier les hésitations de sa politique : la presse russe l'attaque ; l'opinion des Slaves balkaniques lui reproche de s'entendre avec l'Europe pour tenter de les frustrer des fruits de leurs victoires ; il ne s'efforce que de localiser la guerre, et par une entente avec l'Autriche il l'annihile, l'empêche d'entrer dans le sandjak ; que peut-il faire d'autre ? « Nous comptons sur la France et l'Angleterre pour résoudre cette crise grave sans ébranler la paix européenne » (31 octobre).

Second souci pour la Russie : où s'arrêteront les vainqueurs ? On craint d'abord l'arrivée de la flotte grecque dans les Détroits — le point sensible — : à cet égard, le prince Démidof, ministre à Athènes, rassure Pétersbourg dès le 20 octobre ; pourtant on demande à Paris de soutenir le veto russe à Athènes (21 octobre). Puis c'est la victoire bulgare de Lioulé Bourgas (29-30 octobre), la route de Constantinople ouverte. Ces conjonctures « nous incitent, écrit Sazonof à Sofia, à conseiller amicalement, mais sérieusement au gouvernement bulgare de comprendre la nécessité de se soumettre à la raison et de savoir s'arrêter au moment nécessaire » (31 octobre) : pas d'annexion au delà de la ligne Andrinople-embouchure de la Maritsa ; et il fait accepter cette limite par Grey, non par Poincaré, qui ne veut pas être rendu responsable de l'interruption des victoires bulgares (1^{er} novembre). Il tente même un léger chantage sur ses deux alliés pour les pousser à intervenir : « L'occupation de Constantinople par les Alliés amènerait l'apparition simultanée de toute notre flotte de la mer Noire devant la capitale turque » (4 novembre). Sazo-

nof prend à son compte les projets navals de l'état-major. Il se refuse à des déclarations de désintéressement trop positives, comme celles auxquelles veut l'amener M. Poincaré, ne peut pas s'affirmer « nettement hostile à toute annexion du territoire ottoman par une grande Puissance », « cette formule pouvant aussi s'appliquer à la Russie dans la question des Détroits » (14 novembre).

La politique autrichienne est formulée par Berchtold vigoureusement, sinon nettement, dans une conversation avec Tschirschky dès le 26 octobre. « Deux possibilités » pour elle : « Ou l'Autriche se procure de sûres garanties pour une association économique-politique étroite avec une Serbie agrandie — peut-être sous forme d'une alliance douanière et commerciale — ou, si la Serbie ne songe pas à abandonner sa politique antiautrichienne et confirme la nouvelle d'une union douanière des États balkaniques, la Monarchie sera contrainte de sauvegarder elle-même ses intérêts ». Autrement dit : la vassalité ou la guerre.

L'Autriche est tout à fait dans la main de ces militaires, dont Aehrenthal avait dénoncé la politique. Berchtold ne leur résiste pas. Conrad disgracié revient en faveur. Berchtold prévoit les conséquences de sa propre politique et se préoccupe d'une guerre contre la Russie. Le 10 novembre, après un entretien avec Danef, président de la Chambre bulgare, à Budapest, il n'a plus de doute sur l'action balkanique prochaine. Il fait venir Conrad (17 novembre), et, sous prétexte d'apporter au roi Carol de vagues condoléances pour un deuil récent, il charge le maréchal d'une mission confidentielle : il s'agit de réconcilier la Roumanie et la Bulgarie et de préparer l'intervention roumaine aux côtés de l'Autriche dans une guerre contre la Russie. Conrad a, le 29 novembre une longue conversation avec le roi Carol : il lui montre l'intransigeance autrichienne, décidée à maintenir même au prix d'une guerre ses exigences, autonomie de l'Albanie, exclusion de la Serbie du littoral Adriatique ; tout au plus lui concéderait-on un port franc, Antivari, Saint-Jean de Medua ou un port dalmate, mais sans liaison territoriale. Le Roi lui livre les ambitions roumaines : trois alternatives : « Une maxima s'étendant assez loin en Bulgarie, mais sans inclure Varna ni Choumla ; une moyenne comprenant Silistrie ; et une minima abandonnant Silistrie ». Le but est « 1^o créer des conditions stratégiques plus favorables ; 2^o la reconnaissance, de la part des Bulgares, de la Dobrodgea comme possession roumaine ». Le Roi paraît assez austrophile, mais le président du Conseil, Majorescou, se contente de dire que la Roumanie remplira ses engagements d'alliée « au cas d'une attaque dirigée contre la Monarchie » austro-hongroise, ce qui écartait le *casus fœderis* si l'Autriche attaquait la Russie. Cependant Conrad obtient du chef d'état-major, Avérescou, la signature d'un accord militaire, qui précise la concen-

tration des armées pour l'invasion de la Bessarabie (30 novembre).

Berchtold s'imaginer volontiers au reste que la Russie n'empêchera pas l'Autriche « de poursuivre par une guerre ses intérêts vitaux dans la zone serbe » : c'est au moins ce qu'il disait à Tschirschky le 26 octobre. Et, le 31, répondant à la proposition Poincaré de médiation « dans un esprit d'absolu désintéressement », il déclare à Dumaine, l'ambassadeur français, que, « s'il acceptait cette proposition, le premier venu dans la Monarchie aurait le droit de l'abattre comme un traître ». Il précise ses revendications le 3 novembre à Berlin : union économique avec la Serbie et le Monténégro ; rejet de tout accroissement territorial serbe jusqu'à l'Adriatique ; « libre développement de l'Albanie » ; satisfaction donnée aux « justes vœux » de la Roumanie ; rectification de frontière sur le Danube ; liberté du commerce dans les nouveaux territoires des États balkaniques ; chemin de fer autrichien vers Salonique.

Ni à Paris, ni à Londres on ne souffle mot. Le *Times* déchaîne une campagne de presse : on ne fera pas la guerre « pour un port serbe ». Grey reconnaît même la justesse des réclamations autrichiennes « du point de vue économique » (7 novembre). A Pétersbourg, quelque sympathie qu'on ait pour les Serbes, on ne bougera pas. Sazonof le fait dire tout de go par Hartwig : une guerre pour un port est inadmissible ; la Serbie devra prendre une attitude circonspecte et ne pas rendre difficile le rôle de son avocat, la Russie ; elle sauvegardera autrement ses intérêts économiques (9 novembre). Il revient à la charge le 11, en communiquant les fermes intentions pacifiques de l'Angleterre et de la France. Cela ne l'empêche pas de demander à Vienne si l'on s'opposerait à l'octroi d'un port « purement commercial » (12 novembre).

C'est à Berlin qu'on se cabre devant les exigences autrichiennes. L'Empereur lui-même écrit : « Je ne vois absolument pas de danger pour l'existence de l'Autriche, ni même pour son prestige, qu'il y ait un port serbe sur l'Adriatique. Je tiens pour regrettable qu'on s'oppose sans nécessité aux désirs serbes... 1908, c'était tout autre chose : il s'agissait d'une possession effective, qui depuis longtemps faisait partie de l'Autriche » (7 novembre). Et il reprend le 9 : « J'ai déclaré nettement qu'à cause de l'Albanie et de Durazzo je ne marcherai, en aucun cas, contre Paris et Moscou... Parler dans ce sens à Szögyeny ». L'Autriche, dit-il à Kiderlen, prend un ton « dictatorial », qui peut devenir « provocateur ». Si Pétersbourg attaque Vienne, ce sera le *casus fœderis* et la guerre sur deux fronts : l'Allemagne devra combattre trois Puissances « parce que l'Autriche ne veut pas des Serbes en Albanie » ; la Triple-Alliance « n'oblige pas à un accord sans conditions, pour chercher noise au sujet des possessions d'autrui » (11 novembre).

Mais, à côté du sentiment de Guillaume II, il y a la politique personnelle de Kiderlen. Celui-ci fait savoir au représentant serbe à Berlin que l'Allemagne est derrière l'Autriche (12 novembre). Le 18, il demande que les grandes Puissances se réservent la décision sur l'Albanie, Andrinople et Constantinople, le Mont Athos, la frontière roumaine et les îles. Le 19 il mande à Vienne : « Nous nous tenons ferme sur la terre de l'Alliance ». D'Autriche il entend dire par son ambassadeur que, si l'on ne soutient pas les demandes viennoises contre les progrès slaves, ce sera « la fin des Allemands en Autriche » ; le général Schemua, chef de l'état-major autrichien, vient à Berlin conférer avec Moltke sur les opérations de guerre éventuelles (22 novembre) ; l'archiduc François-Ferdinand va aussi à Berlin entreprendre et convertir Guillaume II (22-23 novembre). Les corps d'armée bosniaques, d'Agram et de Temesvar, c'est-à-dire sur la frontière serbe, sont portés à « l'état de paix renforcé ». Cependant M. Jules Cambon entretient de la conférence projetée Kiderlen, qui fait « la sourde oreille », avoue-t-il (25 novembre).

Le 28, devant la Commission des Affaires étrangères du *Bundesrat*, Kiderlen explique sa politique : « On a dit maintes fois que l'Allemagne n'avait pas besoin de se battre pour les intérêts de l'Autriche en Albanie ou dans l'Adriatique, ni pour le port de Durazzo. Mais il ne s'agit pas de cela. Le but de notre alliance est de maintenir intacte la situation de grande Puissance de la grande Monarchie de l'Europe centrale, notre voisine, afin que nous ne nous trouvions pas un jour, comme l'a dit le prince de Bismarck, nez à nez avec la Russie, et la France dans le dos. Aussi, si l'Autriche, quelles que soient ses raisons, est contrainte de lutter pour sa situation de grande Puissance, il faut que nous nous rangions à ses côtés, afin de n'être pas obligés plus tard de combattre seuls près d'une Autriche affaiblie ». Il ne s'agit donc plus que de prestige. C'est même en public, au Reichstag, que Bethmann-Hollweg vient à la rescousse par un langage plus menaçant encore : « Si nos Alliés, au moment où ils feraient valoir leurs droits, étaient, contre toute attente, attaqués d'un troisième côté et se trouvaient ainsi menacés dans leur existence, nous devrions, fidèles à notre devoir, fermement résolus, nous placer à leurs côtés. Nous aurions alors à combattre pour notre propre situation en Europe et pour défendre notre avenir et notre sécurité » (2 décembre).

Tout cela parce que la Serbie réclame un port sur l'Adriatique. Ce discours, que Grey jugeait « inopportun et inquiétant », ne visait peut-être qu'à précipiter le renouvellement de la Triple (5 décembre). Mais alors les Bulgares, battus à l'assaut des lignes de Tchataldja (17-19 novembre), signaient l'armistice au nom des belligérants, sauf les Grecs : les troupes restent sur leurs positions, autrement dit les sièges continuent, les Bulgares devant Andrinople, les Serbes devant Scutari

— sans oublier les Grecs devant Ianina (3 décembre) —. Ni les Bulgares ne semblaient émus des injonctions russes, ni les Serbes des menaces autrichiennes.

2. *L'armistice et les conférences de Londres : l'Albanie, les Iles et la Thrace.* — Un problème général domine : les Nations résisteront-elles à l'Europe ? Le veto de certaines Puissances arrêtera-t-il l'unité serbe, l'unité grecque, l'unité bulgare ? L'Autriche interdit aux Serbes l'accès de l'Adriatique, l'Angleterre veut écarter les Grecs de l'Archipel, la Russie barre aux Bulgares la route des Détroits. L'Allemagne est derrière l'Autriche, l'Italie redoute les Serbes et les Grecs sur la Méditerranée. Le Français seul a les yeux ouverts : « Que les Balkans appartiennent désormais aux peuples balkaniques », disait au Sénat le 21 décembre M. Poincaré converti, « c'est assurément la solution la plus raisonnable et la plus équitable : c'est par conséquent celle qui présente le plus de garanties de durée et de stabilité ».

Première question : la question serbe. L'Autriche la rétrécit en la réduisant à l'accès à la mer. Mais sa résistance est plus générale : « L'Autriche-Hongrie, dit Berchtold à Tschirschky, suit sa politique vis-à-vis de la Serbie, moins pour ses fins propres que comme un moyen d'atteindre son but capital, se créer la possibilité de gouverner en paix et en tranquillité les sept millions de Yougoslaves qui font partie de la Monarchie » (6 décembre). Il pose donc toute la question sudslave. Il utilise le levier albanais. La Macédoine aux Alliés, la Turquie réduite à la Thrace, l'Albanie tombe comme un fruit mûr. Qui fera la récolte ? L'Autriche ou l'Italie ? Mais l'une et l'autre s'entendent contre les tiers : une grande Albanie barrera aux Serbes dans le Nord, aux Grecs dans le Sud la route de l'Adriatique ou du canal d'Otrante. Mais qui y dominera ?

Seconde question : les Iles grecques. La flotte hellénique les a libérées. Mais l'Italie est installée dans le Dodécannèse ; la Russie surveille l'Archipel du Nord, posté devant les Détroits ; l'Angleterre veut tenir la route maritime.

Enfin la question thrace : Constantinople visée des Bulgares. Sazonof précise encore sa politique pour Isvolsky, donc la France : les intérêts de la Russie exigent un pouvoir effectif, un régime précis des Détroits ; les engagements passés ne peuvent empêcher le règlement définitif (28 novembre).

La conférence, qui s'ouvre à Londres entre les belligérants (13 décembre), doit tracer les frontières serbes, bulgares et grecques résoudre les problèmes financiers. « En fait, dit Danef, délégué bulgare les grosses questions territoriales sont au nombre de trois : 1^o Andrinople ; 2^o l'Adriatique ; 3^o les Iles ». Celles que guette l'Europe. On a

accepté la suggestion de Poincaré, le programme de Grey, et le 17 à Londres s'ouvre, à son tour, la « réunion » des ambassadeurs. Elle compte seule. L'autre conférence est de pure forme : les 13, 16 et 17 elle s'ajourne pour attendre les pouvoirs turcs, en fait les « recommandations » des ambassadeurs. Grey les préside. Il se contente, dit-il, d'un rôle « incolore et bien banal », veut « agir en médiateur utile et patient entre la Russie et l'Autriche ».

Le programme Grey (23 novembre) posait deux questions : Albanie et accès serbe à l'Adriatique d'une part ; Iles grecques de l'autre. Il écartait — par prétériton — celle qui eût pu disloquer l'Entente, Constantinople. M. Poincaré dans ses instructions (15 décembre) soutient la thèse serbo-russe d'une petite Albanie, pas très fixé au reste sur ses limites, appuie l'octroi des Iles à la Grèce, demande pour Constantinople le *statu quo*, pour les Détroits le silence ; pas d' « hégémonie politique » de l'Autriche dans les Balkans, et, « pour maintenir l'union balkanique » aux Alliés « conseils persévérants de conciliation ». L'ambassadeur autrichien doit refuser au Monténégro toute région albanaise, donc Scutari, quoique seul débouché de la Montagne Noire sur la plaine : « C'est une question de prestige que Scutari reste en Albanie, dit Berchtold à Tschirschky, le 18 ; car Scutari est une ville presque autrichienne et le siège de l'influence catholique ». L'Autriche arme, attise les litiges, proteste contre le départ de ses consuls, qui, serbophobes avérés, avaient dû quitter Mitrovitsa et Prizren.

La « réunion », qui a commencé le 17, se contente d'une formule vague : « Autonomie albanaise, garantie et contrôlée exclusivement par les six Puissances, sous la souveraineté ou la suzeraineté du Sultan. Un accès commercial sera réservé à la Serbie par un port albanais libre et neutre » (20 décembre). Nouvelle exigence autrichienne : ce port ne pourra servir en cas de guerre. Mais à Berlin, durant le congé de Kiderlen (qui devait être foudroyé par une attaque le 30 décembre), l'intérim est assuré par Zimmermann, fonctionnaire consciencieux et droit. Il rappelle à Berchtold que les instructions au prince Lichnowsky ont eu l'assentiment de Vienne : « Le libre usage du port Adriatique et du chemin de fer y conduisant serait assuré aux Serbes *en tous temps et circonstances* » (28 décembre). En même temps, Sazonof faisait savoir à Vienne qu'il se ralliait aux vues autrichiennes sur le débouché Adriatique, sauf pour le transport des armes et munitions en cas de guerre (28 décembre). Berchtold n'a pas de plan, concluait Tschirschky : il n'a ni autorité ni coup d'œil ; il est soumis à foule d'influences. Il n'en faut pas moins maintenir « le bloc de l'Europe centrale » (29 décembre). Vu les armements de l'Autriche, Grey estime qu'il vaut mieux parler d'autre chose.

L'autre conférence stagne. Le 23, les Alliés avaient demandé la cession

de toute la Turquie d'Europe jusqu'à une ligne Midia (mer Noire) — Rodosto (Marmara) — cap Malatra (Égée), de l'Archipel et de la Crète. Marchandage oriental. La Porte offre l'autonomie de la Macédoine « sous un prince protestant », de l'Albanie « avec un prince de la famille impériale ottomane », mais garderait la Thrace, Andrinople, les Îles (30 décembre). Puis elle cède ses terres à l'ouest du vilayet d'Andrinople (1^{er} janvier 1913). Les négociations sont « suspendues » (6 janvier).

La Porte renvoie à l'Europe les questions litigieuses, pensant bénéficier des désaccords. Mais les Îles intéressent surtout Russie et Angleterre, peu soucieuses de complications. Dès le 2 janvier, Benckendorff acceptait l'octroi des Îles à la Grèce, pourvu qu'elles fussent neutralisées. La France et l'Angleterre acquiescent. Mais l'Autriche et l'Italie refusent : de Rome on dénonce à Berlin l'entente méditerranéenne, la prépondérance franco-anglaise sur l'Égée grecque (13 janvier).

Si la guerre reprend, que fera l'Italie ? Elle a promis, déclare-t-elle, de rendre les Îles à la Turquie, non à la Grèce. A Rhodes elle enlève les drapeaux hellènes. Inquiet des pourparlers, Grey propose une pression sur la Turquie, une invitation à tenir « suffisamment compte des résultats de la guerre » (5 janvier). Les conditions, que l'Allemagne pose à son assentiment, retardent au 17 la remise de la « note collective » à Constantinople : les Puissances attireraient l'attention du gouvernement turc « sur la grande responsabilité qu'il assumerait si, par sa résistance à leurs conseils, il empêchait le rétablissement de la paix » ; la prolongation de la guerre risquait « de mettre en question le sort de la capitale et peut-être d'étendre les hostilités aux provinces asiatiques de l'Empire » ; il aura plus tard besoin de « l'appui moral et matériel » de l'Europe « pour réparer les maux de la guerre, consolider sa situation à Constantinople et mettre en valeur les vastes territoires asiatiques » ; cet appui ne sera donné « qu'autant qu'il aura déferé à leur avis ».

Pour une fois l'Europe était unanime. Conséquence d'une question nouvelle : la Roumanie profitait des embarras bulgares pour demander une rectification de frontière, l'extension de la Dobrodgea jusqu'au « quadrilatère » dont Silistrie est un angle (8 janvier). Entre son alliée et la Bulgarie, dont l'Autriche cultive l'amitié contre les Serbes, l'Allemagne est embarrassée : elle s'en tire en travaillant pour la Bulgarie en Thrace, au grand dam de la Turquie.

Cette attitude des Puissances, la note du 17 janvier déchaînent à Stamboul une nouvelle révolution de palais, menée par Enver et les Jeunes-Turcs, le renversement du ministère accusé de faiblesse, l'accentuation de l'intransigeance (23 janvier). Sazonof prévenait Paris et Londres qu'il résisterait difficilement au courant populaire. Passerait-il aux actes ? En cas de reprise de la guerre par la faute turque, avait-il

fait dire à Constantinople, « notre neutralité cesserait d'être assurée », et il prévoyait des troubles en Anatolie, sans doute en Arménie, sur les confins russes. « Le retour du régime Jeune-Turc, qui s'est toujours montré défavorable à la Russie, déclarait-il à Pourtalès le 25 janvier, crée une situation sérieuse dans les rapports turco-russes » ; il rejetait la responsabilité sur « les hésitations et les faiblesses des Puissances ». A Berlin on l'accusait d'armer au Caucase. Autre problème qui surgissait : la question arménienne, voire celle d'Asie Mineure.

A vrai dire le gouvernement russe l'avait posée dès le 30 novembre 1912. Répondant à son ambassadeur, Giers, qui, de Constantinople, se faisait le défenseur des Arméniens dépouillés par les Kurdes (26 novembre), Sazonof le pria d'avertir la Porte que la Russie, plus que toute autre, était intéressée à la paix arménienne. Il ne cherchait cependant pas un motif d'intervention : Giers recommandait le calme aux Arméniens, qui devaient « rester les victimes de l'arbitraire turc » et non se transformer « en révolutionnaires politiques désireux de profiter des échecs militaires turcs pour la réalisation de leurs aspirations nationales » (14 décembre). Le 21 décembre l'« Assemblée nationale arménienne » demandait les réformes, prévues au traité de Berlin, imposées par la pression de la Russie, de l'Angleterre et de la France, promises par le décret du 20 octobre 1895, et toujours ajournées depuis. La révolution Jeune-Turque du 23 janvier venait de ravir cet espoir et la lente spoliation recommençait.

Le 14 janvier 1913, von Jagow, ambassadeur d'Allemagne à Rome, était nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et il prenait le 25 la direction de la Wilhelmstrasse. L'intérim modérateur de Zimmermann finissait : dès le 25 janvier, une dépêche de Jagow à Lichnowsky le prie d'attirer l'attention de Grey sur « le sérieux extraordinaire de la situation » en Asie Mineure : préparatifs militaires au Caucase ; activité des agents russes en Arménie. Wangenheim le renseigne de Constantinople. La politique turcophile reprend le dessus. « J'ai les plus grandes craintes, note Bethmann-Hollweg à cette même date, que l'Angleterre n'ait cédé à la pression de la Russie et de la France pour préparer dès maintenant une liquidation de l'Asie Mineure turque ». Or, M. Poincaré élu président de la République, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Jonnart (22 janvier), inaugurait ses fonctions en insistant à Pétersbourg « pour que le gouvernement impérial ne prenne aucune initiative susceptible d'engager la politique de l'Alliance » (24 janvier). D'autre part Grey répétait à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il n'avait pas « la moindre nouvelle des visées russes sur l'Arménie » et qu'on n'avait jamais parlé de sphères d'influence (27 janvier). A l'ambassadeur anglais sir George Buchanan, Sazonof précisait qu'il n'avait « nulle visée sur

l'Arménie » et qu'on ne pourrait envisager une guerre que dans « deux suppositions : 1^o si, à la reprise des hostilités la Turquie était victorieuse et la Bulgarie battue; 2^o si le gouvernement Jeune-Turc voulait réoccuper les points en litige à la frontière persane » (29 janvier).

Cette suspicion de la politique de l'Entente se retrouve dans tous les domaines. La « réunion » des ambassadeurs se préoccupait de tracer les frontières albanaises. Une délégation représentant le « gouvernement provisoire » albanais avait remis au début de janvier un mémorandum réclamant une Albanie qui engloberait Petch (Ipek), Mitrovitsa, Prichitina, Uskub, Monastir, Metsovo, Preveza, soit des régions incontestablement slaves et grecques. Cette délimitation coïncidait parfaitement avec les vœux autrichiens et italiens, désireux d'exclure les Monténégrins de Scutari, les Serbes de la Macédoine et les Grecs de l'Épire. Durant tout le mois de janvier, on discuta sur l'Albanie plus ou moins vaste, « manège d'intrigues pour la Russie », écrivait-on de Vienne. L'Autriche finit par l'emporter au Nord, par faire inclure Scutari dans l'Albanie. Mais alors elle réclame pour le nouvel État Diakova, sans laquelle, paraît-il, « la vitalité de l'Albanie est impossible » (2 février).

La conférence de la paix venait de finir. Après la révolution Jeune-Turque, on avait conseillé aux Alliés d'attendre la réponse ottomane à la note des Puissances du 17 janvier. On attendait toujours. Le 29, les plénipotentiaires balkaniques arguèrent des événements de Constantinople, qui paraissaient « écarter l'espoir d'arriver à la conclusion de la paix » et déclarèrent les négociations « rompues ». La « note responsive » turque arriva le 30 : elle refusait de céder Andrinople, « ville essentiellement musulmane », sauf la partie située sur la rive droite de la Maritsa, d'abandonner les Iles de l'Égée, les unes « indispensables à la défense de la capitale », les autres « indispensables à la sécurité de l'Asie Mineure » ; elle demandait en outre la modification des douanes, la conclusion de traités de commerce, l'abolition des postes étrangères et la fin du régime des Capitulations (30 janvier).

3. *La guerre et les frontières terrestres ; l'Autriche et la Russie.* — Le 3 février l'armistice prenait fin. Tandis que les hostilités reprenaient devant Tchataldja, Andrinople, Ianina et Scutari, en vue de prévenir l'arrivée de nouveaux belligérants sur les champs de bataille balkaniques, l'Angleterre et la France s'efforçaient à des médiations. L'Autriche, la Russie, la Roumanie faisaient des menaces tour à tour. Les Alliés balkaniques eux-mêmes ne s'entendaient pas entre eux.

Le 1^{er} février 1913, François-Joseph écrivait à Nicolas II une lettre qui fut remise par le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst : il y invoquait son « seul désir de ne point ajouter de nouveaux malheurs aux agitations

dont les Balkans étaient le théâtre », prétendait s'être « abstenu de toute immixtion dans le conflit » et faisait appel à l'esprit de conciliation du Tsar. Berchtold a donné lui-même l'explication de cette mission : elle devait convaincre les Russes de l'importance pour l'Autriche « des problèmes posés avec rudesse par la Révolution à ses frontières » et de l'absence d'hostilité de la Monarchie à l'égard de l'« État russe voisin » (5 février). Autrement dit, il demandait les mains libres vis-à-vis de la Serbie. L'Autriche est certainement divisée : « Deux partis, un parti de la guerre et un parti de la paix, qui se balancent à peu près », écrit de Moltke à Jagow (6 février). Selon le duc Albrecht de Wurtemberg alors à Vienne, Berchtold est contre Conrad von Hoetzendorff et les militaires : il serait soutenu par l'archiduc-héritier : « Que gagnerions-nous à la guerre ? disait François-Ferdinand, rien qu'une masse de voleurs, d'assassins, de coquins et quelques pruniers. Cette canaille ne vaut pas la perte de tant et tant de soldats et de quelques milliards ».

L'Allemagne du reste contient l'Autriche. Bethmann prend la peine d'écrire à Berchtold pour le mettre en garde. Les rapports de Pétersbourg signalent que Sazonof ne veut pas de la guerre, mais qu'il serait débordé par les « panslavistes » si l'Autriche attaquait la Serbie. « Vu ses relations traditionnelles avec les États balkaniques, il est impossible à la Russie sans une perte colossale de son prestige de regarder une attaque militaire de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie... Votre Excellence comprendra que cette perspective me fait un devoir de la prier de vouloir bien m'informer des voies que la politique du gouvernement impérial et royal entend suivre dans le cours ultérieur de cette crise ». Les circonstances ne sont plus celles de 1909 : l'Angleterre « aujourd'hui exerce son influence sur la Russie » (10 février). Cette vision très nette de la situation, cette peur des initiatives autrichiennes, nous les retrouvons dans une lettre de Moltke au chef d'état-major austro-hongrois, qu'il essaie de calmer : « Il serait difficile de trouver un mot d'ordre efficace si l'Autriche exigeait la guerre et si le peuple allemand ne comprenait pas pourquoi elle était déchaînée ». Il s'excuse de parler politique. Mais « politique et conduite de la guerre sont en corrélation intime ». Il prévoit une lutte entre slavisme et germanisme. « Mais l'attaque doit venir des Slaves » (11 février).

A plusieurs reprises, Berchtold indique à Berlin les grandes lignes de sa politique : « Ne pas laisser approcher la Serbie, opiniâtre champion de la Russie dans les Balkans, de l'Adriatique, créer une Albanie viable, et satisfaire les prétentions territoriales de la Roumanie ». Mais aussi s'appuyer sur la Bulgarie, « le facteur le plus fort et le plus riche d'avenir dans la péninsule balkanique ». Or, l'expansion serbe se fait aux

dépens des éléments bulgares et albanais (13 mars). Volontiers, au reste, le Ministre se laisse influencer par Conrad, qui, interrogé, disait que l'armée pouvait marcher : « Mais dans quelques années ce sera douteux ». Et Berchtold ajoute : « Il est réellement temps que la Monarchie démontre à l'Europe et surtout à ses propres peuples qu'elle n'est pas un cadavre, dont les autres peuvent disposer comme il leur plaît » (24 avril).

Tel est l'état d'esprit à Vienne, dont Berlin semble s'inquiéter.

A son tour la France se préoccupe de la Russie. A vrai dire les initiatives diplomatiques de Pétersbourg désorientaient les ministres des Affaires étrangères, qui se succédaient à Paris, Poincaré, Jonnart, Pichon, dont les demandes d'explications fourmillent dans le *Livre jaune*. Un protocole roumano-bulgare, signé à Londres le 29 janvier, n'ayant pas satisfait les Roumains, le 30 janvier, Sazonof faisait une communication à Bucarest : « Une agression de la Roumanie ou une occupation armée, sans déclaration de guerre, d'un territoire faisant partie de la Bulgarie... provoquerait dans l'opinion publique russe en faveur de la Bulgarie une telle explosion de sympathies que le gouvernement ne saurait y demeurer indifférent... Il sera impossible pour la Russie d'admettre que la Bulgarie soit dépossédée par la force d'une partie de son territoire ». En revanche, il garantissait la Dobrodgea à la Roumanie.

A) *Les frontières roumaines*. — De son côté l'Autriche n'était pas inactive à Bucarest. Le 5 février, son représentant y faisait renouveler le traité d'alliance de 1892 : « Si la Roumanie, sans provocation aucune de sa part, venait à être attaquée, l'Autriche-Hongrie est tenue à lui porter en temps utile secours et assistance contre l'agresseur. Si l'Autriche-Hongrie était attaquée dans les mêmes circonstances dans une partie de ses États, limitrophe à la Roumanie, le *casus fœderis* se présentera aussitôt pour cette dernière » (art. 1, par. 2). L'Allemagne adhèrera à ce traité (26 février), puis l'Italie (5 mars). En fait la Roumanie oscillait entre ses deux grands voisins. Le chef du parti conservateur roumain, Carp, parlait ouvertement d'une alliance avec la Russie, de compensations en Transylvanie, si l'Autriche ne soutenait pas le « prestige » roumain engagé en Dobrodgea.

Ce conflit roumano-bulgare, qui risquait aussi de devenir un conflit austro-russe, était l'objet de tentatives de médiation. Le « chantage » roumain, comme dit Jagow (12 février), ne plaît guère à Berlin. Quand Grey, qui a toujours un projet d'intercession en poche, propose la médiation des grandes Puissances, trace une frontière qui donne Silistrie à la Roumanie — la Bulgarie ne consentait qu'au démantèlement —, la « réunion » des ambassadeurs la fait sienne (14 février), et Jagow propose à Sazonof qu'en cas de guerre bulgaro-roumaine « les grandes

Puissances s'engagent à la plus stricte neutralité » (15 février ; Sazonof y acquiesce le 16), qu'elles conseillent un arbitrage (18 février). Bucarest accepte la médiation (23 février), promet après une démarche des Six (2 mars) de s'incliner devant la décision des Puissances. « Je crois que nous avons doublé le cap », dit Sazonof.

C'était vite dit. L'Allemagne et l'Autriche n'admettaient l'arbitrage qu'es'il donnait raison à la thèse roumaine. L'Autriche ne veut pas se « laisser majoriser » et refuse comme surarbitre l'Espagne, qui est, paraît-il, sous l'influence de l'Entente (10 mars). Jagow veut que les décisions soient prises à l'unanimité, car on ne peut laisser la solution du conflit « au hasard du sort » (16 mars). La conférence médiatrice doit se tenir à Pétersbourg : les ambassadeurs de la Triple se mettent auparavant d'accord pour soutenir les réclamations roumaines (24 mars), tandis qu'à la séance d'ouverture (31 mars), on constate que le nouvel ambassadeur de France en Russie, Delcassé, ne soutient pas le point de vue de Bucaran et Sazonof en faveur de la Bulgarie. La Triple Entente finit par accepter la cession de Silistrie (4 avril). Le gouvernement roumain demande en outre que la Bulgarie n'élève aucune fortification à la frontière dobrodgeaine et qu'elle accorde l'autonomie aux églises et écoles roumaines (koutsovalaques) de Macédoine (10 avril). Les six ambassadeurs s'entendent sur ces bases (15 avril). Mais les difficultés serbo-bulgares font tergiverser la Roumanie : Nous ne pouvons, écrivait Jagow le 30 mai, empêcher la Roumanie de profiter de ce « moment psychologique ».

Cette médiation échouait.

B) *Les frontières albanaises*. — Second motif de discorde entre l'Autriche et la Russie, second sujet de médiation : les frontières albanaises. La « réunion » de Londres continuait ses discussions sur telle ou telle petite ville des confins du Monténégro et de Serbie. Un protocole Grey-Lichnowsky, accepté par les ambassadeurs le 6 février, coupait, comme Salomon, la plaine de Scutari et son lac, laissait au Monténégro Petch (Ipek), à la Serbie Prizren, à l'Albanie Scutari, Diakova, Dibra et la rive gauche du Drin jusqu'au lac d'Okhrid. Grey propose une enquête internationale sur place (10 février). Alors intervient l'Italie.

L'Italie était liée à l'Autriche par les accords Visconti-Goluchowski (20 décembre 1900-9 février 1901) : ils ne visaient que le *statu quo*, puis, en cas de changements, l'« autonomie ». Ces accords, dit San Giuliano à Jagow, n'ont « qu'un but prophylactique » : cette politique d'entente est peu populaire en Italie ; elle n'a pour but qu'éviter les conflits entre les alliés. C'est à l'Autriche à agir, à arrêter les aspirations serbes, à protéger l'indépendance de l'Albanie ; on peut « donner un coup de canif à la géographie pour des raisons politiques » (10 février). L'Italie,

liée à la maison monténégrine par le mariage de son roi, n'ose prendre des initiatives devant Scutari menacé par les troupes monténégrines et serbes, pousse l'Autriche en avant. Dès lors les marchandages austro-russes pour l'attribution de Diakova ou de Dibra peuvent se répondre sur le tapis diplomatique de Londres, la question de l'Adriatique est posée par la surveillance italienne : ni les Autrichiens ni les Serbes. On se dispute sur les villages, et jusque sur les cloîtres. Cependant le siège de Scutari avance. Le roi du Monténégro déclare que la décision des Puissances ne l'empêchera pas de prendre Scutari (4 mars). Cette rodомontade met en fureur Jagow : « Les grandes Puissances doivent à leur dignité de protester énergiquement contre de telles provocations » (5 mars). Grey, pris par son faible, ordonne à ses représentants à Tsétinié et Belgrade de protester contre la continuation du siège de Scutari attribué par les Puissances à l'Albanie (15 mars). Sazonof s'y associera si on contraint l'Autriche à donner Diakova (18 mars). Sur la pression de Grey, l'Autriche cède sur ce point (21 mars) mais, contre le Monténégro, qui résiste aux Puissances, qui bombarde Scutari, elle réclame une démonstration navale et, prenant les devants, envoie une sommation à Tsétinié et ses vaisseaux en Dalmatie (20 mars).

L'ultimatum autrichien fait rebondir le conflit austro-russe. Sazonof refuse de « faire le métier de pompier pour l'Autriche » et menace de se retirer « du concert des Puissances » (25 mars). L'Allemagne propose de « confier à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie *le mandat européen* d'opérer une démonstration navale dans les eaux monténégrines » (28 mars). Pour ne pas les laisser seules, la Russie demande la participation de l'Angleterre et de la France, mais refuse ses propres bateaux (1^{er} avril). L'Allemagne s'y joint. Alors l'Autriche ne voit plus l'utilité de cette « promenade » (4 avril).

La flotte des cinq Puissances entre dans le port d'Antivari (6 avril). L'Italie n'avait accepté de s'y joindre que pour surveiller l'action autrichienne, mais elle refuse de « verser son sang dans une guerre qui, en cas d'issue victorieuse, n'aurait pour résultat que de procurer à l'Autriche dans les Balkans une situation incompatible avec les intérêts de l'Italie » (7 avril). Au fond, toute l'Europe est entraînée à la remorque de l'Autriche. Berchtold envoie ses instructions à son ambassadeur à Berlin, le comte Szögyény : l'influence russe ne fait que croître ; elle pousse la France à la guerre contre l'Allemagne ; elle pousse les Slaves à l'union ; si, contre elle, le concert européen n'est pas possible, nous n'avons qu'à poursuivre seuls notre politique, « une guerre contre la Serbie et le Monténégro, voire la Grèce ». « Si de Pétersbourg on ne donne pas clairement à entendre aux gouvernements de Tsétinié et de Belgrade qu'on les abandonne à leur destinée s'ils ne respectent pas les décisions de la

réunion des ambassadeurs, j'élimine l'idée qu'ils cèderont » (6 avril).

L'Allemagne est donc invitée à soutenir, comme au printemps 1909, les prétentions autrichiennes, à intimider la Russie. Le 7 avril, au Reichstag, Bethmann-Hollweg prononce encore un de ces discours menaçants, dont il a le secret : « Les courants panslavistes, dont Bismarck s'était déjà plaint, qui avaient déjà inquiété Bismarck, ont été puissamment accentués par la victoire des Slaves balkaniques. Les victoires bulgares sur les Turcs sont fêtées dans ces cercles comme la victoire de l'idée slave sur l'idée germanique... En fidèles alliés de l'Autriche-Hongrie, nous nous sommes efforcés d'adoucir ces dissensions autant que possible. Mais nous ne devons pas malgré tout nous cacher la tête dans le sable. En rénovant, aiguisant, excitant les instincts de races, on donne une haute importance au déplacement de la situation militaire et politique issu de la guerre des Balkans ». Germanisme contre slavisme. L'effet de cet autre ultimatum, lancé du haut d'une tribune, ne tardait pas à se faire sentir. Sazonof adressait au roi du Monténégro un télégramme, où il l'invitait à lever le siège de Scutari : « En aucun cas, la Russie ne se laissera à cause du Monténégro entraîner à une guerre » (8 avril).

La Russie éliminée, restait le Monténégro lui-même. Malgré les démarches des ministres à Tsétinié, malgré la démonstration navale, malgré le blocus « pacifique » (6 avril), malgré l'abandon du siège par la Serbie (8 avril), puis le retrait des troupes serbes (14 avril), malgré la menace de s'opposer au futur emprunt, de couper les vivres (23 avril), le Monténégro brave l'Europe. Scutari est livrée par Essad pacha (22 avril). C'est « de l'Offenbach », s'écrie Guillaume II, et l'Allemagne propose des mesures coercitives, bombardement, etc., et un mandat commun donné par les six Puissances à l'Autriche et l'Italie, au besoin à l'Autriche seule (28 avril). Dès le 5 avril Merey avait demandé à San Giuliano une action commune : on fait miroiter aux yeux italiens l'article 7 du traité de la Triple-Alliance, et, pour prix de la coopération romaine le partage de l'Albanie, l'Italie à Vallona.

L'Italie pose ses conditions : San Giuliano laisse entendre à Flotow, ambassadeur d'Allemagne à Rome, que « l'odieux d'une opération dans le nord albanais serait contrebalancé ou même adouci par la popularité d'une démonstration dans le sud albanais » (28 avril). Malgré Berchtold, qui fait grise mine (2 mai), Jagow pousse à accepter ces conditions (3 mai). L'Italie prépare une expédition sur Vallona. Mais la Russie et l'Angleterre ont continué leur pression amicale sur le roi Nicolas. Celui-ci affirme son « droit consacré par l'histoire et par la conquête », mais remet « le sort de la ville entre les mains des Puissances » (4 mai). La « réunion » de Londres prenait acte du projet austro-italien d'organisation de l'Albanie, préparé le 16 avril : Albanie autonome sous la suzeraineté du Sul-

tan ; Albanie neutralisée ; la sécurité et l'ordre assurés par une gendarmerie européenne ; l'organisation judiciaire de l'Égypte ; le Prince proposé par l'Autriche et l'Italie aux autres grandes Puissances (8 mai). Le même jour l'Autriche et l'Italie signaient un traité secret « se réservant le droit d'occuper de leur propre autorité le territoire de l'Albanie, qu'elles ont divisé à ce point de vue en deux parties égales ». Bref un protectorat austro-italien sur l'Albanie.

Cette entente austro-italienne, qui s'essayait contre les Serbes, devait se tenter également contre les Grecs, de l'autre côté de l'Albanie, à Salonique et dans les Iles. Berchtold avait suggéré que, pour attirer les Bulgares, mécontents de la solution roumaine dans l'affaire de Silistrie, on pouvait leur offrir Salonique, tenue alors par les Grecs. Nouvel embarras de l'Allemagne, qui ne veut pas se mettre à dos la Grèce, qui ne veut pas « être empêtrée... dans la question de savoir si Salonique doit être bulgare ou grecque » (8 mars). San Giuliano insiste et demande en outre qu'on enlève aux Grecs Ianina qu'ils viennent de prendre le 6 mars (8 mars). Mais Jagow refuse de « vendre la peau de l'ours » : la Grèce ne renoncera pas à Salonique sans combat, et il n'est pas sûr qu'on s'attache les Bulgares (23 mars). La Grèce envoie à Londres un mémoire sur les frontières de l'Épire, où elle proteste contre l'effort fait pour lui « arracher » tout « le pays affranchi par les armes », mais où elle réclame pour frontière une ligne allant de Vallona au lac d'Okhrid, et demande un plébiscite (31 mars). L'Allemagne refuse le plébiscite, « principe dangereux » pour les grandes Puissances (1^{er} avril), et l'Italie donne comme instruction à son ambassadeur de faire reculer les frontières albanaises assez au Sud pour que la Grèce ne puisse dominer le canal de Corfou (2 avril). Au reste San Giuliano engage en même temps des négociations avec Athènes, qui accepte déjà la neutralisation de la côte (12 avril).

En même temps le ministre italien refuse de s'engager dans la question des Iles. Malgré ses promesses antérieures, il tient toujours le Dodécannèse qu'il devait rétrocéder à la Turquie. Jagow fait remarquer cette attitude « étrange » (12 mai). Puis ce sont les prétentions grecques sur le Pinde, qui se heurtent à l'opposition de l'Italie et de l'Autriche, muées en défenseurs des Koutsovalaques, que l'on veut rattacher à l'Albanie. Cette intransigeance nouvelle fait encore lever les bras à Jagow : « L'essentiel me paraît une bonne entente avec la Grèce », fait-il dire à Berchtold, qui s'entête à réclamer pour l'Albanie 36 villages et 80.000 Koutsovalaques du Pinde (30 mai). « Il est temps de défendre le roi de Grèce (son beau-frère, roi depuis le 18 mars), disait Guillaume II... Il faut que San Giuliano mette de l'eau dans son vin ». L'Entente avait soutenu la Grèce. Mais on n'arrivait à Londres à s'entendre ni sur les frontières sud de l'Albanie ni sur l'attribution des Iles.

C) *Les frontières turques.* — Dernier objet de la médiation de Londres : le conflit territorial entre la Turquie et les Alliés balkaniques. Les ambassadeurs n'avaient cessé de proposer leurs bons offices sur les bases de la « note collective » du 17 janvier, en dépit de la « note responsive » du 30 janvier, fin de non-recevoir, et malgré la reprise des hostilités. Dès le 10 février, inquiète sur l'issue de la lutte engagée devant les lignes de Tchataldja et les villes assiégées, la Porte avait suggéré la continuation de la médiation, mais en prenant pour point de départ la « note responsive ». La « réunion » refuse (15 février), demande à la Turquie de s'en remettre « aux Puissances du soin d'établir les conditions de la paix » et d'« accepter leurs décisions » (21 février).

Mais à Constantinople les autres ambassadeurs sont loin de se mettre d'accord, rivalisent de turcophilie. Wangenheim suggère que les Puissances pourraient laisser Andrinople aux Turcs (13 février). M. Bompard prend sur soi de conseiller à la Porte de se renseigner sur les exigences des Alliés avant de céder sur Andrinople (24 février). Wangenheim interprète la décision du Conseil des ministres, qui « accepte la médiation des grandes Puissances dans le but d'arriver à la paix » ; elle devait, dit-il, être transmise à la Triple-Alliance seule, prête à s'entremettre dans les négociations en faveur des intérêts turcs (1^{er} mars).

Avec lenteur la médiation de Londres s'élaborait. On demandait dans les capitales balkaniques si les Alliés à leur tour acceptaient « la médiation des Puissances » (4 mars). Ce n'est que le 12 mars que les Alliés répondent et font connaître leurs conditions : cession « aux Alliés » du territoire turc à l'ouest de la ligne Midia-Enos, « y compris les places d'Andrinople et de Scutari » ; « principe d'une indemnité de guerre » ; « possession reconnue à la Grèce des Iles de l'Égée et de la Crète ». Grey avait élaboré de son côté des propositions à peu près semblables (10 mars), mais où il montrait le bout de l'oreille. Ses soucis prévalent dans les propositions officielles du 20 mars : frontière Enos-Midia ; mais les Puissances régleront « les limites et le régime » de l'Albanie, « la question des Iles égéennes » ; la Turquie « se désintéressera complètement de la Crète » ; pas d'indemnité de guerre ; les Alliés prendront part aux discussions de la Commission internationale de Paris « pour un règlement équitable de leur participation à la Dette ottomane et aux charges financières des territoires qui leur seront attribués ». Au surplus, on leur a déjà déclaré le 15 mars « que, dans le cas d'un refus des Alliés d'admettre les vues des Puissances, ils ne pourraient compter sur le concours des Puissances pour le règlement des questions financières ou autres, dont la solution s'imposera après la conclusion de la paix ». Les propositions sont communiquées aux coalisés (22 mars).

Andrinople est prise (24 mars). Craintes russes. Sazonof envoie

des instructions à Giers : au cas de l'entrée des Bulgares à Constantinople ou du reflux des troupes turques en désordre dans la Ville, afin d'« assurer la protection de la population chrétienne », il est autorisé à faire venir l'escadre de la mer Noire (31 mars). Les propositions des Puissances sont communiquées à la Porte (31 mars), qui les « accepte dans leur ensemble » (1^{er} avril). Le même jour Sazonof insistait pour qu'on obligeât les Bulgares à cesser les hostilités, et, comme il est question de la démonstration navale sur les côtes albanaises, à Londres les ambassadeurs de Russie et de France demandent « l'envoi d'une flotte internationale aux Dardanelles, à Rodosto et à Constantinople » (11 avril). En tout cas Sazonof s'oppose à un contrôle financier qui limiterait les armements turcs, nuirait à la défense (1^{er} mai).

Les Alliés à leur tour ont accepté les bases préliminaires présentées par les Puissances avec quelques réserves (5 avril), puis, après des explications de Londres (9 avril), définitivement (21 avril). Les Serbes s'inquiètent des armements autrichiens, les Bulgares des restrictions russes, et surtout les Alliés ramènent leurs troupes en Macédoine, soucieux des voisins. Les préoccupations sont ailleurs, et les hostilités contre la Turquie suspendues (1^{er} mai). Grey présente à la « réunion » un projet de traité conforme aux propositions du 20 mars (1^{er} mai). Les plénipotentiaires des belligérants ne peuvent discuter que sur des détails. Par les préliminaires de Londres, le Sultan cède aux « souverains alliés » tous les territoires à l'ouest de la ligne Enos-Midia et la Crète, les Alliés laissent aux six Puissances le soin de statuer sur l'Albanie, les Iles de l'Égée et l'Athos, et à la Commission de Paris « le soin de régler les questions d'ordre financier résultant de l'état de guerre qui prend fin et les cessions territoriales » (30 mai).

CHAPITRE V

La riposte austro-bulgare (1913)

I. — L'AUTRICHE ET SES PARTENAIRES

« Il y a, mon cher ministre, disait Jagow à M. Diamandy, ministre de Roumanie à Rome le 24 novembre 1912, un nouvel « homme malade » en Europe : c'est notre allié austro-hongrois ». L'« homme malade » s'imaginait que des complots extérieurs étaient formés contre l'existence de la Monarchie dualiste, et l'agitation des Nations qui vivaient sous le joug de Vienne et de Pest était attribuée à des causes étrangères. L'influence des cercles militaires devient prépondérante. Le maréchal Conrad, redevenu chef d'état-major le 12 décembre 1912, adresse directement à l'Empereur des rapports, qui sont plus politiques que militaires. Tel ce long mémoire du 20 janvier 1913, où il prend parti contre « une Grande Serbie indépendante », « danger très grand pour la Monarchie » : « 1^o Les Slaves de la Monarchie et surtout les Yougoslaves chercheront leur appui dans ce nouvel État protégé par la Russie. Ce sont surtout les Serbes de la Monarchie qui chercheront à s'y rattacher. Ainsi la Monarchie est menacée de perdre les domaines les plus importants pour sa situation de Grande Puissance et pour son développement économique, surtout ses possessions côtières, et, avec elles, son importance maritime ; 2^o La Serbie indépendante, unie au Monténégro, représente une puissance militaire avec laquelle il faut compter ; 3^o Le prestige renouvelé de la Serbie a porté à la Monarchie un coup moral considérable, non seulement dans les Balkans, mais

DOCUMENTS. — *Un Livre noir*, t. II. — Livre jaune : *Les affaires balkaniques*, t. II. — *Die Grosse Politik*, vol. XXXV, Berlin, 1926. — Pribram, *op. cit.* — *Le livre blanc grec*, P., Berger-Levrault, 1918. — Livre vert roumain. — Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Enquête dans les Balkans*, Paris, Crès, 1914.

TÉMOIGNAGES. — Guéchof, *op. cit.* : *La genèse de la guerre mondiale : la débâcle de l'alliance balkanique*, Berne, 1919. — Balcanicus (pseudonyme de Stoian Protitch), *La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison*, Paris, Armand Colin, 1917. — Conrad, *op. cit.*, t. III, Vienne, 1922. — Giolitti, *op. cit.* — Sazonof, *op. cit.* — Poincaré, *op. cit.* — Steed, *op. cit.*

en Bosnie, Herzégovine et Dalmatie et dans son propre domaine, mais encore devant le monde entier. Ce coup a grandement diminué la valeur d'alliée de la Monarchie, et par là aussi sa valeur politique et économique. Nous ne devons pas nous y tromper, malgré nos soi-disant succès diplomatiques, qui ne doivent être considérés que comme des futilités, et non comme des preuves de puissance réelle ; 4^o Cette diminution de prestige exerce l'influence la plus pernicieuse sur tous les patriotes, surtout sur l'esprit de l'armée... » Et Conrad de conclure qu'une guerre contre la Serbie peut seule relever le prestige de la Monarchie, étouffer dans l'œuf le développement d'un voisin dangereux, empêcher qu'il ne se joigne aux ennemis de l'Autriche. Enfin le moment est opportun.

Devant ce Caton, qui revient toujours à son *Delendam esse Serbiam*, Berchtold n'a nulle force de résistance. On le voit dans la mollesse de ses réponses aux questions pressantes de Conrad, qui nous a livré ces dialogues. On sent que le ministre des Affaires étrangères n'est pas partisan des moyens violents : il risque des objections timides. Mais dans sa politique il suit entièrement Conrad. Dans ses lettres soit à Szögyény, son ambassadeur à Berlin, soit à Jagow lui-même, il reprend le thème favori de la lutte contre le serbisme : « L'idée politique serbe, écrit-il à Jagow le 13 mars, et l'idée politique de l'État des Habsbourg sont en trop profond antagonisme : un ingénieux châtiment du serbisme pourrait paraître sans danger. Non seulement la Serbie s'efforce de devenir une puissance Adriatique et de porter un coup mortel au peuple albanais, mais encore il n'est pas un politicien serbe, à quelque nuance qu'il appartienne, qui ne rêve, dans son chauvinisme national, d'acquérir les domaines serbo-croates de l'Autriche-Hongrie ». La méthode de cette politique est simple : s'il critique la méthode allemande devant Szögyény (2 mai), il lui demande de convaincre Berlin de la nécessité de soutenir la Bulgarie : cultiver l'amitié roumaine, certes ; avoir de la sympathie pour les Grecs, passe encore ; mais surtout il faut aider la Bulgarie « contrepoids de la Serbie », « facteur nécessaire de notre politique orientale », « le plus fort élément militaire des Balkans », et l'unir à la Roumanie et la Turquie, pivots de la politique autrichienne. Les moyens ? Devant Conrad il n'est pas partisan de « lever l'épée » : il se contentera d'empêcher la réconciliation des « deux rivales slaves », dirigée contre l'Autriche (8 mai). Mais il ne résiste pas à Conrad. Celui-ci résume ainsi leur entretien du 21 juin : « Au cours de cet été on peut en venir à une action contre la Serbie. Et, si la Russie pousse ses exigences à l'extrême, nous chercherons la guerre à la Russie ». L'autre répond timidement : « Chercher n'est pas le mot. Nous saisissons l'occasion ». — C'est bien notre erreur, repartit Conrad, d'attendre toujours l'occasion, mais de n'avoir jamais de but. C'est pour cela que l'accord entre les exigences militaires et la

politique extérieure est si difficile. L'État doit avoir des buts politiques... » — « Nous sommes, avance Berchtold, un État conservateur sans but positif ». On attendra donc l'occasion.

L'Italie n'avait suivi l'Autriche dans sa démonstration navale contre le Monténégro que pour la surveiller, ne pas la laisser seule. Le président du Conseil Giolitti raconte dans ses *Memorie della mia vita* qu'il y était fort opposé : « Merey (l'ambassadeur autrichien à Rome) fait tout ce qu'il peut pour pousser à la guerre, écrit-il à San Giuliano... La folie et aussi les crimes d'un petit État, destiné à disparaître, sont choses sans comparaison beaucoup moins graves que le danger de provoquer une guerre européenne ». Et, après la proposition autrichienne du 5 avril, l'« accord pour une action commune », il précise encore : « Ni Scutari ni le canal de Corfou ne valent une guerre européenne, dans laquelle nous ne nous laisserons pas entraîner s'il n'y va d'un de nos intérêts les plus graves, et si l'on ne peut vérifier rigoureusement le *casus fœderis*. L'Autriche cherchera à nous compromettre, pour avoir la certitude de notre intervention... Éviter que n'éclate une guerre européenne, et, si elle arrive, ne pas en avoir la responsabilité et n'y être pas impliqués. Tout le reste pour nous n'a aucune valeur, et je ne me permettrai jamais de tirer les marrons du feu pour les autres » (7 avril).

Pourtant, d'accord ou non avec le premier ministre, San Giuliano est beaucoup moins farouche pratiquement vis-à-vis de l'Autriche. Il est toujours de l'avis de Berchtold quand il s'agit d'enlever un avantage aux Slaves ou aux Grecs. Le traité secret du 8 mai sur l'Albanie montre bien cette autre méthode : il vise « le ferme rétablissement du calme en Albanie et d'une tendance régulière à une vie pacifique » ; il a la forme d'une « entente amicale » ; mais si les mesures proposées se heurtent « à l'intervention de certaines puissances », la convention prendra « la valeur d'un traité d'alliance » ; les deux États « se réservent le droit d'occuper de leur propre autorité le territoire de l'Albanie », qu'elles ont divisé à ce point de vue en deux parties égales ; on prévoit les effectifs de débarquement, l'emploi des troupes, des tribunaux militaires, de la milice, de la gendarmerie, le développement de l'administration, des voies de communication, du commerce, etc. Bref il s'agit d'un véritable traité de protectorat à deux, où il ne manque que l'assentiment de l'Albanie même.

Les préliminaires de Londres laissaient aux Puissances « le soin de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et toutes autres questions concernant l'Albanie », en même temps que « le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Égée, l'île de Crète exceptée ». La réunion des ambassadeurs se remettait à l'œuvre. Les frontières nord de l'Albanie étant réglées, il ne s'agissait plus que des frontières sud

et des Îles, toutes questions concernant la Grèce. Sur ces points l'entente austro-italienne devait évidemment jouer, comme sur le statut de l'Albanie même. Dès le 3 juin, Jagow recommande à Lichnowsky de demander une entente préalable entre l'Autriche et l'Italie au sujet du statut albanais et l'exclusion des Îles occupées par les Italiens. Le 11, le marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie à Londres, déclare que, lié par le traité de Lausanne, le gouvernement de Rome « est tenu à garder à la disposition du gouvernement ottoman les îles occupées par les troupes royales », et il ajoute ces mots qui ne manquent pas de saveur : « Etant donné l'intérêt de toutes les Puissances au maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman et à la sécurité de ses provinces de la Turquie asiatique, le gouvernement du Roi ne doute pas que les Puissances... partageront son point de vue sur la nécessité de sauvegarder le plus possible les intérêts et le prestige de la Turquie ». Au sujet de l'Albanie les ambassadeurs austro-hongrois et italien sont d'accord pour refuser Koritsa à la Grèce : « Ftélia (sur la côte face à Corfou) et Koritsa, disait Mensdorff, l'ambassadeur autrichien, représentent pour mon gouvernement les colonnes d'Hercule, dont il ne peut pas sortir ». A la rigueur, l'Italie céderait sur les districts intérieurs, sur l'attribution du Pinde, pour laquelle l'Autriche appelle la Roumanie à la rescousse. Mais sur la côte elle est intraitable.

Le gouvernement italien pense surtout à la mer. Il commence par faire de Rhodes une de ses bases. Et, le 23 juin, les trois états-majors navals de la Triple-Alliance mettent sur pied un projet de convention maritime, qui, approuvée ensuite par les gouvernements, entrera en vigueur le 1^{er} novembre : union des forces de la Méditerranée, sous le commandement d'un amiral austro-hongrois ou italien, et préparation technique des opérations. La convention additionnelle pour la Méditerranée, conclue le même jour, désigne le commandant en chef, l'amiral austro-hongrois Haus, répartit les forces alliées, établit le plan d'opérations : le but est « la domination sur mer dans la Méditerranée » ; la méthode, la lutte contre la flotte française avant que n'intervienne la flotte russe de la mer Noire, la défense de l'Adriatique entreprise de conserve par les forces austro-hongroises et allemandes à Cattaro, les forces italiennes à Brindisi, l'attaque contre les transports des troupes françaises venant de l'Afrique du Nord, l'interruption du commerce ennemi dans la Méditerranée.

La coopération italienne obtenue en Albanie et sur mer, l'Autriche se préoccupait aussi de la coopération bulgare.

Le gouvernement de Sofia n'avait cessé de songer à la Macédoine. Les Grecs étaient entrés à Salonique le 8 novembre. Un corps d'armée bulgare les y suivit le 19. Dès lors Salonique parut être l'objectif prin-

cial. Des négociations mystérieuses s'engagèrent avec la Turquie : l'armistice de Tchataldja (3 décembre) fut signé sans que les Grecs fussent avertis ; un banquier bulgare, Kaltchef, se rendit en mission secrète à Constantinople (12-25 décembre). A la fin de 1912 il y avait en Bulgarie deux politiques : celle du cabinet Guéchof et celle de l'armée, le général Savof en tête. Le négociateur de la Ligue balkanique comprenait la nécessité de la maintenir. Les chefs militaires et le roi Ferdinand lui-même ne cessaient d'augmenter leurs prétentions vers Salonique d'une part, Constantinople de l'autre ; ils mettaient à l'écart les 15.000 Macédoniens qui combattaient dans les rangs de l'armée bulgare et dont la politique, née dans les écoles de l'Exarchat, visait beaucoup plus Monastir et Okhrid, la Bulgarie exarchale ou de San Stefano, que les villes excentriques peuplées de Grecs et de Turcs ; et ceux-ci inauguraient la lutte contre le ministère « russophile », le cabinet Guéchof, coupable d'en avoir appelé, dans le litige serbo-bulgare, à l'arbitrage de la Russie.

« Les Grecs et les Serbes, écrivait Ferdinand le 10 janvier 1913, brûlent du désir de continuer avec nous la lutte, et nos armées, reconstituées et réconfortées, se grisent à la pensée de nouvelles victoires... Vous ministres, les menaces de la Roumanie vous impressionnent : elles nous laissent indifférent... Qu'elle occupe donc notre frontière, si tel est le bon vouloir de l'Europe. Le salut réside uniquement dans la reprise des hostilités contre la Turquie ». Le Conseil des ministres répugnait en effet à la rupture. Le 28 janvier, Savof télégraphiait à son armée : « Par un trait de plume l'ennemi prétend effacer tout ce que vous avez acquis... Laissez-vous cette duperie impunie ? » Le 30, l'armistice était en effet rompu (1).

Au contraire — au moins si l'on en croit ses propres écrits, *la Folie criminelle* (1914) et *l'Alliance balkanique* (1915) — Guéchof n'était partisan ni de la marche sur Constantinople, ni de la rupture des négociations, ni des discussions avec les Alliés : il proposait même la cession de Salonique à la Grèce, comme il le dit le 18 janvier au russe Milioukof. Le 26 avril il se plaignait, dans une dépêche à son ministre à Pétersbourg, des prétentions des Grecs et des Serbes, mais il ne voulait pas entendre parler de « guerre fratricide », qui « ferait tomber le traité de 1912, sur lequel la Bulgarie fonde ses droits dans la question de la délimitation de la Macédoine ». Et il concluait en proposant l'application du traité secret du 13 mars 1912, l'arbitrage de la Russie, en demandant à Sazonof « de

(1) Le plan de Savof (qui a été publié par lui-même en 1914) est exposé dans une lettre à Ferdinand le 8 mars 1913 : « Conclure la paix avec la Turquie au plus tôt ; 2° envoyer les troupes en Macédoine... Ce que nous n'enlèverons pas aux Turcs maintenant ne sera que différé pour nous. Mais tout ce que nous perdrons en Macédoine sera irrémédiablement perdu. »

tranquilliser et la Serbie et la Grèce sur nos intentions », d'insister pour que cessent les concentrations de troupes.

C'était précisément cet arbitrage dont ne voulait pas le parti militaire. Le jour même de la signature des préliminaires de Londres, sentant l'hostilité de la Cour et de l'armée à son égard, prétextant la fin de la guerre, Guéchof donnait sa démission (30 mai 1913).

II. — LES RÉSISTANCES A LA POLITIQUE AUSTRO-BULGARE

Les vues du parti militaire bulgare se heurtaient aux Serbes et aux Grecs. La Macédoine n'avait pas été partagée à l'avance. Le traité du 13 mars 1912 (annexe secrète) n'était catégorique que dans son article 2, paragraphe 2 : « La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest de la Char planina ». Le sort de la Macédoine véritable était réservé en vue de l'autonomie, ou, à défaut, d'un partage. Le traité gréco-bulgare du 29 mai ne soufflait mot d'une distribution de territoires.

Le parti militaire serbe n'était pas moins ardent que les autres. En dépit des ordres de Pachitch (17 janvier 1913), les officiers de l'armée Poutnik, qui avaient dépassé la ligne de démarcation politique de la zone contestée, luttèrent contre la propagande des évêques et instituteurs bulgares, maîtres de la vie intellectuelle macédonienne depuis la création de l'Exarchat; ils en maltraitèrent quelques-uns. Mais il n'était encore question que d'occupation militaire. En Grèce également un parti militaire, dirigé par le diadoque Constantin, prétendait étendre les conquêtes le long de la mer. Venizelos résistait. Il revenait de Londres, où il avait tenté d'élaborer une confédération balkanique, et de Sofia, où il avait conversé avec Guéchof (5 février). Le ministre des Affaires étrangères, Coromilas, jetait les bases d'une alliance gréco-serbe contre « une Bulgarie trop grande qui voudra dans un avenir prochain attaquer la Grèce et la Serbie » (9 mars). Le 10 mars à Salonique, le prince Nicolas de Grèce et le prince Alexandre de Serbie se faisaient part d'un projet d'alliance et de frontières communes.

Le 4 avril, à Andrinople récemment prise, se tint un Conseil de guerre bulgare : Savof proposa de suspendre les opérations contre les Turcs et de jeter l'armée en Macédoine sur les Serbes et les Grecs. A une question de Guéchof, l'« adjoint au généralissime », c'est-à-dire au tsar Ferdinand, demanda un délai de 25 à 35 jours « pour occuper toutes les positions géographiques » (23 avril). Les mouvements des

troupes, rendues disponibles par la capitulation d'Andrinople, commençaient vers Chtip et Stroumitsa. Le 5 mai, à Athènes, on signait un premier protocole gréco-serbe, qui fut, le 1^{er} juin à Salonique, transformé en « traité d'alliance » : « garantie mutuelle » des possessions, et, en cas d'attaque non provoquée, engagement « de se prêter réciproquement secours avec la totalité des forces armées » ; « aucune entente particulière avec la Bulgarie » ; frontière commune du lac d'Okhrid au Vardar au sud de Guevgéli ; frontières avec la Bulgarie établies « sur le principe de l'occupation effective et de l'équilibre entre les trois États » ; si la Bulgarie refuse, médiation ou arbitrage « des souverains des Puissances de la Triple Entente » ; si elle assume « une attitude menaçante contre l'un des deux royaumes » ou tente « d'imposer ses prétentions par la force », engagement solennel de secours ; ce traité « ne pourra être dénoncé avant l'expiration de dix années » ; une longue convention militaire y est jointe. Le même jour était enfin signée une « déclaration confidentielle », réponse au traité austro-italien du 8 mai 1913, partage de l'Albanie en deux sphères d'influence, serbe au nord, grecque au Sud.

En même temps, pour paralyser les efforts bulgares, à Athènes on se mettait en quête d'autres alliances. A peine signés les préliminaires de Londres, la Bulgarie et la Grèce recherchèrent l'alliance turque : de Sofia on promettait une modification de frontière, une aide pour la solution de la question des Iles, son entremise pour l'achat d'un dreadnought qui devait annihiler la flotte grecque. A la même époque, début de juin, Geni bey, frère d'Essad pacha, offrait le maintien de l'armée turque sur les lignes de Tchataldja, en échange des Iles proches de l'Anatolie et de la renonciation à une indemnité de guerre. Le projet fut élaboré le 10 juin à Constantinople. Le 15, on répondait d'Athènes que les grandes Puissances s'étaient réservé l'attribution des Iles et qu'on se contenterait de la moitié de l'indemnité de guerre. Le 26, Venizelos accepte de rendre les Iles Nord, de se désintéresser de celles que les Italiens occupent, d'admettre l'autonomie de la Thrace.

On se tournait aussi du côté roumain. Le gouvernement de Bucarest n'était pas satisfait du protocole de Pétersbourg du 9 mai, de la mollesse de la Triplice. Celle-ci avait toujours été fort embarrassée entre les Roumains et les Bulgares. Conrad disait encore à Tschirschky qu'il ne savait « comment la Monarchie sortirait de ce dilemme : l'Autriche ne peut pas marcher contre la Bulgarie... avec la Serbie ; mais elle ne peut pas marcher contre la Roumanie... avec la Bulgarie » (30 mai).

Or, de Belgrade comme d'Athènes, arrivaient à Bucarest des offres d'alliance. D'abord le ministre de Serbie en Roumanie vint proposer

« une alliance purement défensive contre la Bulgarie » (19 avril). A quoi Majorescou, président du Conseil, ne répondit pas nettement : « Nous ne pouvons intervenir, écrivait-il au roi Carol, qu'au moment où le conflit armé aura éclaté entre Serbes, Grecs et Bulgares : nous devons avoir alors les mains libres pour imposer la paix » (19 avril). Le ministre de Grèce vint à son tour promettre « pleine liberté » aux églises et écoles roumaines (koutsovalaques) de Macédoine, l'usage de leur langue, en échange d'« une alliance avec la Grèce, les prétentions des Bulgares devenant menaçantes » (15 mai). « J'ai ajourné ma réponse, écrit Majorescou, à plus tard, lorsque les frottements balkaniques se seront accentués davantage » (8 juin). Alors la Commission de délimitation de la frontière dobrodgeaine se réunit (10 juin). Par une note circulaire aux Puissances, le gouvernement affirme que « dans une éventuelle aggravation de la situation dans les Balkans la Roumanie ne pourra rester indifférente » (6 juin).

Enfin, de Grèce, on tentait d'amadouer la Triplice. Les ministres grecs dans les capitales étaient chargés de sondages. A Vienne, il n'y eut guère que des conversations entre Streit et Berchtold, favorable à l'alliance turque, voire François-Joseph, admirateur des talents militaires de Constantin (23 juin). A Berlin les négociations furent amorcées par Théotokis, chargé de notifier l'avènement de « Constantin XII », successeur éventuel de Constantin XI, le dernier Empereur de Byzance, rival éventuel de Ferdinand. Théotokis à Berlin, le Roi à Athènes se portaient garants de l'évolution de la Grèce vers la Triplice, déblatéraient contre Venizelos, partisan de l'Entente. Jagow déclare sagement que la retraite de Venizelos — conseillée discrètement au Roi par Quadts, ministre allemand à Athènes — « peut être fatale en ce moment critique à la Grèce et à la dynastie » (25 juin). Mais, d'autre part, il prétend « laisser les Alliés balkaniques cuire dans leur jus » (28 juin), et se range à l'avis de Berchtold, qui voit d'un mauvais œil l'alliance de la Grèce avec la Serbie, ennemie de l'Autriche (28 juin). Il n'y a rien à faire de ce côté.

Cependant, la Russie, arbitre désignée, suivait le conflit avec une certaine angoisse. Dès le 16 décembre 1912, Sazonof envoie à Belgrade une dépêche exigeant « que la pleine harmonie soit maintenue entre la Serbie et la Bulgarie ». Et ses exhortations ne cessent pas durant le début de 1913. Le 22 avril, il demande à Sofia, Belgrade et Athènes une démobilisation simultanée. Hartwig répond aussitôt que Pachitch accepte et que l'on attend les réponses des deux autres Alliés. Le 30 avril, nouvelle instance : Sazonof rappelle qu'il s'agit « de savoir comment il convient d'interpréter le traité » et que le différend « est soumis à la décision de la Russie ». Le 2 mai, Hartwig mande qu'à Belgrade « la reconnaissance de la nécessité d'une revision du traité... ne veut point dire que la Serbie

tend à rompre ce traité », et, le 3, Pachitch invoque, en cas de malentendu, l'arbitrage. Le 6, Guéchof demande cet arbitrage.

A Pétersbourg, Sazonof ne veut pas de conflit à propos de la Macédoine. Il fait pression sur Hartwig pour contraindre les Serbes à regarder vers l'Ouest plutôt que vers le Midi : « La terre promise de la Serbie se trouve dans le domaine de l'Autriche-Hongrie actuelle... Le temps travaille pour la Serbie et pour la perte de ses ennemis ». (6 mai). Ainsi tente-t-il de calmer les impatiences. A Berlin, Nicolas II assure Guillaume II et George V de son désintéressement pacifique. Le 20, Sazonof accepte l'arbitrage « dans l'intérêt de la paix » ; mais il fait remarquer que sur les gouvernements, font pression les armées et leurs chefs : il faut donc au préalable réduire les armements. Le 27 mai, Sazonof trouve que les gouvernements, serbe et grec évitent « les réponses nettes et déterminées ». Pachitch et Guéchof ne sont plus les maîtres. Le premier envoie à Sofia une demande de revision du traité, basée sur des violations de la part des Bulgares et des compensations pour la perte des débouchés serbes sur l'Adriatique (25 mai) ; mais il partait pour Tsaribrod, la frontière, discuter avec Guéchof. Or, celui-ci est démissionnaire (30 mai).

Le nouveau ministère sofiote, dirigé par Danef, avec, à la Guerre, le général Kovatchef, chargé de diriger les opérations contre les Serbes, hausse le ton. La *Belgaria*, journal de Danef, écrivait : « Il ne peut être aucunement question de revision » (29 mai). Les *Narodni Prava* de Radoslavof ajoutaient : « Il est criminel de continuer à accorder créance aux Alliés. Le gouvernement bulgare doit se ressaisir et concentrer toutes ses forces contre l'ennemi » (6 juin). Le Tsar russe alors se fait pressant : par un télégramme aux deux rois, il condamne à l'avance cette « guerre fratricide », rappelle que les deux États ont « conféré à la Russie le droit d'arbitrage », conclut « que la Puissance qui la première engagera les hostilités aura à en répondre devant la cause slave », et réserve son attitude devant « cette lutte criminelle » (8 juin). De Sofia, Ferdinand répondit une longue lettre ambiguë : « Nous regretterons... plus que quiconque la guerre, si elle doit éclater. Nous désirons bien l'éviter, mais nous ne pouvons nous mettre en travers des sentiments d'une juste colère de tout mon peuple... » (11 juin). De Belgrade une réponse claire se fit attendre. Sazonof réclame alors auparavant « une réduction égale des effectifs » (13 juin). Devant la résistance du parti militaire, Pachitch démissionne. (15 juin). Mais le roi Pierre le soutient, le rappelle (21 juin), et enfin part la réponse : « Le désaccord actuel entre les différents points de vue concernant le traité n'a point empêché le gouvernement serbe d'accepter avec reconnaissance l'invitation de Pétersbourg et de soumettre les malentendus que l'on a eus avec les Bulgares à l'arbitrage » (21 juin),

Les influences pacifiques ne l'emportent pas à Sofia. Le roi Ferdinand soutenait le parti militaire et Danef n'avait qu'une attitude ambiguë. Le 7 juin, le Pont aux Chantres demande pourquoi la Bulgarie ne réduit pas ses forces et se dérobe à l'entrevue des présidents du Conseil. Mais d'autres avaient la parole. Le ministre de la Guerre, Kovatchef, envoie à son armée cet ordre du jour : « Puisque la concentration des éléments de notre armée s'est opérée devant le front serbe sans la moindre entrave, le fait montre bien... que l'armée serbe n'a pu maîtriser sa peur, et son attitude a confirmé les bruits... qu'elle n'avait pas le courage d'entrer en lutte avec nous » (17 juin). Le général Savof écrit au président du Conseil : « Il est de mon devoir de vous informer que je ne suis pas en état de garantir que dans dix jours d'ici je pourrai conserver nos hommes sous les drapeaux » (18 juin). Puis, résumant la situation militaire, il réclame l'évacuation de la zone contestée par les Serbes et par les Grecs, et présente au gouvernement cet ultimatum : « Dans dix jours, nous aurons la guerre ou la démobilisation » (21 juin). Les désertions se multiplient dans l'armée, inactive au moment de la récolte. Danef convoque le Conseil des ministres, déclare que les Serbes sont décidés à la guerre, après ou avant l'arbitrage, qu'il vaut mieux la faire tout de suite (22 juin). Cependant, devant les résistances, le ministre de Russie fut averti que Danef partirait à Pétersbourg dans trois jours, mais on donnait au tsar, pour sa sentence, un délai de sept jours et on exigeait l'occupation commune de la Macédoine, « conditions *sine qua non* dont nous ne pouvons nous départir » (22 juin). Sazonof refusait de proposer à Belgrade la démobilisation et l'occupation commune (22 juin), puis d'obtempérer à l'ultimatum : « Vous agissez sous l'influence de l'Autriche... N'attendez rien de nous » (25 juin). D'autre part le ministre d'Autriche demandait à Berchtold : « La Bulgarie veut savoir si elle aura les mains libres pour l'attaque contre les Serbes et les Grecs au cas où elle céderait à la Roumanie la ligne Tourtoukaia-Baltchik » (28 juin). « Il a été dit à M. Danef, répond Vienne, dans quelles conditions la Bulgarie sera garantie contre la Roumanie dans l'attaque contre la Serbie et la Grèce. »

Le 26, juin le haut commandement bulgare envoie ses instructions pour l'attaque, et le 28 le général Savof adresse à Kovatchef, qui commande aux armées, la dépêche : « Je vous ordonne d'attaquer l'ennemi avec toute l'énergie possible sur toute la ligne ». Dans la nuit du 29 juin, les Bulgares attaquaient les Serbes sur la Brégalnitsa dans la Macédoine orientale et les Grecs à Guevgéli sur le Vardar.

L'Autriche n'avait pas paru jouer un rôle actif durant la crise balkanique. Les manifestations publiques du comte Berchtold semblaient, au contraire, vouloir l'écarter. En fait il suivait avec anxiété les événe-

ments. Avait-il partie liée avec Ferdinand ? Jusqu'ici il n'y a pas de preuves directes. L'histoire de la politique bulgare est remplie de ces traités secrets, révélés dans les débats du *Sobranié* de 1914, comme ce traité de 1898 avec l'Autriche, où celle-ci s'engageait à protéger le prince Ferdinand et la Bulgarie, à limiter, en cas de partage des Balkans, ses prétentions à l'est de la Strouma et des Rhodopes. En 1913, nous ne connaissons les tractations que par des allusions de Sazonof dans ses lettres à Hartwig (en particulier le 6 mai), et surtout par une conversation du prince de Fürstenberg, ministre d'Autriche à Bucarest, en mai, avec Také Ionescou (qui l'a rappelée dans son journal *la Roumanie* le 2/15 décembre 1914) : Fürstenberg lui rapporte qu'il avait reçu l'ordre de déclarer au gouvernement roumain que « l'Autriche-Hongrie était prête à défendre la Bulgarie même les armes à la main. » Le 30 mai, Berchtold dit à Tschirschky qu'il ne souffrira pas « un agrandissement de la Serbie qui détruirait l'équilibre ».

Les efforts du tsar pour empêcher la guerre trouvent Berchtold indifférent, voire « très désagréablement touché », dit l'ambassadeur d'Allemagne à propos du télégramme de Nicolas II le 8 juin. Il ne souffrira pas « la formation d'une nouvelle ligue balkanique avec une pointe contre la Monarchie ». « Le rôle que le tsar s'arroge comme chef de tout le slavisme et protecteur des États des Balkans, a ici (à Vienne) fortifié l'idée que l'on ne pourra pas en sortir définitivement sans une claire explication entre la Monarchie et la Russie » : ainsi s'exprime Tschirschky dans un rapport du 14 juin. Le 16, le ministre lui déclare encore qu'« il y avait avant tout deux raisons qui engageraient le gouvernement austro-hongrois à ne pas participer à la dernière démarche des Puissances auprès des États balkaniques : d'abord... il aurait paru que la Monarchie voulait prendre parti contre un des États balkaniques en se joignant aux démarches recommandées déjà d'un seul côté, par la Serbie ; en second lieu... on voulait éviter l'impression que l'on était au service de la démarche russe entreprise au nom du panslavisme ».

De Budapest, Tisza vient le soutenir. Le 20 juin, le président du Conseil hongrois prononce un discours à la Chambre, où il prend parti contre l'arbitrage : « Il est naturel que l'arbitrage ou la médiation ne puisse limiter en rien notre droit de faire valoir notre point de vue pour le règlement définitif de la situation balkanique, et il va de soi que nous ne pourrions accepter un règlement, qui n'assurerait la pleine et réelle indépendance des États balkaniques et laisserait une puissance seule en possession de privilèges, qui renverseraient le principe fondamental de notre politique, accepté de toutes les Puissances, l'indépendance des États balkaniques ». A

Pétersbourg on interprète ce discours : l'indépendance des États balkaniques est menacée par la Russie !

En même temps l'Autriche agissait à Bucarest et en faveur de la Bulgarie : elle voulait entraîner l'Allemagne, qui refuse, de peur que la Roumanie ne se détourne de la Triplice. Jusqu'à San Giuliano qui se plaint de l'ingérence autrichienne : celle-ci ne fait que le jeu bulgare, « ne poursuit pas seulement un petit accroissement de territoire, mais combat surtout pour l'hégémonie d'un seul État balkanique », écrit l'Italien à Bethmann-Hollweg (28 juin) Alors San Giuliano, comme par hasard passait par Vienne. Berchtold, à la suite de cette entrevue, écrit une longue lettre à son ambassadeur à Berlin (1^{er} juillet). Il y dévoile ses intentions : « L'attitude d'attente » vis-à-vis des Balkans ne peut être « une complète passivité » : « Nous devons, d'une part, tenir l'œil au danger que signifierait pour nous la naissance d'une Grande Serbie à notre frontière Sud, d'autre part considérer le fait que la Bulgarie a le même intérêt que nous à travailler contre un agrandissement de la Serbie aux dépens des Macédo-Bulgares ».

III. — LA SECONDE GUERRE BALKANIQUE

Le 29 juin, les généraux bulgares prenaient en mains les affaires politiques. Un ordre de Savof en donne les raisons, le jour qui suivit l'offensive : « Il faut : 1^o qu'on remonte jusqu'à un certain point l'état d'esprit de nos armées et qu'on les mette en état de regarder en ennemis ceux qui furent nos alliés jusqu'à ce jour ; 2^o qu'on hâte les décisions de la politique russe, qui craint que la guerre ne s'allume entre alliés ; 3^o qu'on porte de grands coups aux adversaires pour les forcer à être plus traitables et à faire des concessions ; 4^o nous emparer par les armes de nouvelles terres, jusqu'à ce que les Puissances européennes interviennent pour arrêter notre action » (30 juin).

Le gouvernement bulgare faisait télégraphier par Neklioudof, ministre de Russie à Sofia, qu'il s'était produit « des collisions très graves... entre les troupes bulgares et les troupes serbes et grecques », et que Danef, « vu son départ imminent pour Pétersbourg », priait « de faire le possible à Belgrade et à Athènes pour que les collisions ne se poursuivent plus » (30 juin). Sazonof adressait deux dépêches dans ce sens (30 juin). Mais les gouvernements serbe et grec avaient répondu à l'attaque par une déclaration de guerre (30 juin).

Danef ignorait-il l'initiative de Savof ? Au ministre de Roumanie, Ghika, qui le menaçait d'une intervention, il répliquait le 1^{er} juillet : « Vous prendrez la ligne Tourtoukaia-Băltechik... Vous entrerez en

Dobrodgea... Vous ne pourrez pas aller plus loin... Dans dix jours j'en aurai fini avec les Serbes ». Le Conseil des ministres se réunit à Sofia le 1^{er} juillet. Le Roi est absent. Quelques-uns protestent et on intime l'ordre à Savof d'arrêter l'offensive. L'ordre est retardé, parvient le 2 à l'armée. Le Roi, généralissime, relève le général Savof de son commandement (3 juillet).

Alors une série de combats étaient engagés entre les Bulgares et les Serbes pour arrêter l'avance bulgare sur Vélès par la rive droite de la Brégalnitsa. Commencée le 1^{er} juillet, la « bataille de la Brégalnitsa » se terminait le 8 par la victoire des Serbes, qui entraînent à Chtip et repoussaient en désordre les Bulgares sur la frontière. L'armée roumaine mobilisait (3 juillet).

L'Autriche était troublée « par le cauchemar d'une Grande Serbie », selon le mot de Zimmermann. Dès le 4 juillet, Berchtold écrivait à la fois à ses ambassadeurs de Rome et de Berlin que l'Autriche ne pouvait assister tranquillement à une extension de la Serbie, « parce que cela aurait pour conséquence non seulement un renforcement moral et matériel notable de ce voisin animé à notre égard d'une hostilité traditionnelle, mais aussi des progrès de l'idée et de la propagande panserbes qu'on ne saurait sous-estimer ». Et le même jour il disait à Tschirschky qu'il ne voulait pas d'un « Piémont serbe ».

Mais il ne rencontra pas toutes les aides qu'il escomptait. A Berlin (Jagow est en voyage), c'est Zimmermann qui fait l'interim. Et celui-ci prépare la réponse que le chancelier remet à Szögyény le 6 juillet : l'Autriche doit recommander à la Bulgarie de s'entendre avec la Roumanie ; l'Autriche a déclaré au début de la crise balkanique qu'elle ne poursuivait aucune conquête territoriale ; les hostilités actuelles n'auront le résultat que de laisser deux adversaires affaiblis ; même victorieuse, la Serbie « n'est pas encore sur le chemin de la Grande Serbie ». « Si l'Autriche-Hongrie essaie par voie diplomatique de chasser la Serbie des territoires nouvellement conquis, elle ne réussira pas, mais se brouillera à mort avec la Serbie. Si elle était tentée de le faire par la force des armes, cela signifierait une guerre européenne. Alors les intérêts vitaux de l'Allemagne seront sérieusement en jeu, et je suis en droit d'attendre que le comte Berchtold, avant de prendre de telles décisions, nous en donne connaissance... J'exprime donc l'espoir qu'on ne se laisse pas troubler à Vienne par le cauchemar d'une Grande Serbie, mais qu'on attende le développement de la guerre bulgare-serbe ».

L'Empereur allemand reçoit le roi d'Italie à Kiel. San Giuliano accompagne son souverain. Il a eu avec Jagow de longs entretiens les 3 et 4 juillet, et illui a parlé de l'Autriche, dont il craint l'attitude. Jagow, qui fait part confidentiellement de cette conversation à Tschirschky,

lui envoie ses instructions : « Je suis aussi d'avis que si la Serbie devait aboutir à quelques succès, il n'y a aucune raison pour que l'Autriche se décide à un coup de tête... Même si la Serbie devait obtenir un accroissement de territoire vers le Sud, il ne peut y avoir aucun danger pour l'Autriche » (7 juillet).

De retour à Rome, San Giuliano reçoit la visite de Merey, l'ambassadeur d'Autriche. Il raconte son entrevue à Giolitti, alors en vacances, dans un télégramme du 9 juillet (que Giolitti a daté par erreur du 9 août en le dévoilant à la Chambre le 5 décembre 1914) : « L'Autriche a communiqué à l'Allemagne et à nous son intention d'agir contre la Serbie, et elle définit une telle action comme défensive, espérant appliquer ainsi le *casus fœderis* de la Triple-Alliance, que moi je crois inapplicable. Je cherche à concerter mes efforts avec ceux de l'Allemagne pour empêcher une pareille action autrichienne ; mais il sera sans doute nécessaire que nous déclarions ouvertement que nous ne considérons pas son action comme défensive, et que, par conséquent, nous ne croyons pas à l'existence d'un *casus fœderis* ». Et Giolitti répond aussitôt : « Si l'Autriche attaque la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* ne se vérifie pas. C'est une action qu'elle accomplit pour son propre compte, car il ne s'agit pas de défense, puisque personne ne songe à l'attaquer. Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle » (9 juillet). San Giuliano ajouta même que l'Autriche se séparait de ses alliés, qu'« il ne s'agissait pas d'un danger imminent, ni avant tout, pas d'une menace sérieuse pour l'intégrité de la Monarchie, mais de prétendus dangers futurs, contre lesquels on pouvait se prémunir par d'autres moyens que par une guerre ». « On vous retiendra, ajoutait-il, par les pans de votre redingote, si c'est nécessaire » (lettre de Merey, 12 juillet).

L'Allemagne, pour ne pas désorganiser la Triplice, l'Italie, pour ne pas faire le jeu de l'Autriche, évitèrent la guerre européenne. La Russie guettait l'Autriche. Sazonof déclarait à Delcassé, ambassadeur de France à Pétersbourg, qu'il souhaitait « que la Roumanie occupât assez les Bulgares pour les empêcher d'écraser les Serbes, sans toutefois faciliter aux Serbes un triomphe qui, en déterminant l'intervention de l'Autriche, pourrait déchaîner une guerre générale », et il songeait à proposer aux grandes Puissances de « prendre l'engagement formel de garder la neutralité » (4 juillet). A Sofia on espérait toujours l'aide de l'Autriche. Les chefs de l'opposition nationaliste adressaient au roi un manifeste, concerté à l'avance, où ils réclamaient la rupture avec la Russie : « La seule voie salutaire pour le gouvernement est la politique d'amitié étroite avec l'Autriche-Hongrie. Il faut inaugurer cette politique immédiatement, sans retard, car chaque minute est précieuse et peut être fatale » (6 juillet).

let). Mais en même temps Danef réclamait instamment l'intervention russe pour arrêter l'armée roumaine à la frontière. Sazonof refusait (7 juillet), mais il s'offrait toujours comme médiateur entre les ex-Alliés (9 juillet). Il formulait sa proposition le 11, demandait à Athènes, Belgrade et Sofia si l'on ne pouvait suspendre les hostilités, mettre un terme à cette guerre, qui était pour tous « une calamité nationale ». Berchtold, de son côté, craignant un accroissement du « prestige russe », priait Jagow de proposer une conférence internationale (11 juillet). L'autre refusait : elle montrerait le désaccord austro-italien (12 juillet). Mais il ne voulait pas non plus des négociations à Pétersbourg proposées par Sazonof : elles seraient tout à fait sous l'influence russe (15 juillet).

Or, les défaites bulgares s'accroissaient. Les Serbes, décidément victorieux, allaient franchir les frontières bulgares (8 juillet). Les Grecs, prenant à leur tour l'offensive, s'emparaient de Stroumitsa (9 juillet). Les Roumains, sans coup férir, occupaient le quadrilatère dobrodgeain (11 juillet). Les Turcs, à leur tour se mettant en mouvement, réoccupaient la Thrace orientale (13 juillet). Alors le gouvernement bulgare demande la médiation russe : « Nous consentons à suspendre les opérations... Nous acceptons la conférence de Pétersbourg et la démobilisation générale... Si cela ne paraît pas suffisant, nous laissons au gouvernement de Pétersbourg le soin de trancher, au moyen de l'arbitrage, toutes ces questions, y compris les questions territoriales » (13 juillet). Danef donnait sa démission (15 juillet). Le roi Ferdinand chargeait ses ministres auprès des grandes Puissances de leur demander d'intercéder et d'affirmer qu'il se résignait « aux conditions qui paraîtraient inévitables » (16 juillet). Mais aussi il appelait au pouvoir Radoslavof, un des signataires de la lettre du 6 juillet, qui décelait l'orientation autrichienne de la politique bulgare (17 juillet).

IV. — LES DÉCISIONS DE LONDRES ET DE BUCAREST

Le 17 juillet, sur les conseils autrichiens, le roi Ferdinand s'adresse au roi Carol et lui demande ses conditions « dans un large esprit de conciliation ». Le même jour, le gouvernement roumain faisait remettre aux Puissances une note où il expliquait son intervention : « Le conflit actuel entre les États balkaniques, dû à l'intransigeance du gouvernement de Sofia et provoqué par l'agression à laquelle celui-ci s'est livré contre ses alliés de la veille, a confirmé la conviction du gouvernement royal qu'une frontière stratégique s'imposait absolument du côté de la Bulgarie, pour établir à l'avenir les relations pacifiques entre les deux États... D'autre part la Bulgarie a mani-

festé à un tel point ses prétentions à l'hégémonie dans la péninsule balkanique, au détriment de ses voisins et au lendemain même de leur lutte commune contre la Turquie, qu'il en résultait pour la Roumanie le devoir de veiller à ce qu'un juste équilibre fût maintenu dans la distribution des forces des États balkaniques, et de participer à cet effet à l'établissement sur des bases durables du nouvel ordre de choses dans la péninsule ». La Russie acceptait de renoncer à son rôle d'arbitre pour laisser les États balkaniques face à face dans des « pourparlers directs », et, sur la suggestion de l'Autriche et de l'Allemagne, qui ne voulaient pas de Pétersbourg, on se confia au « Nestor des princes participants », comme disait, pour le flatter, Jagow, et l'on décida que les négociations auraient lieu à Bucarest (20 juillet).

Le 21, les Puissances recevaient à leur tour une note de la Turquie qui justifiait la marche en avant de ses troupes : « Les horreurs auxquelles les Bulgares se livrent dans les territoires occupés, avec une barbarie et un vandalisme indescriptibles... empêchent le gouvernement ottoman d'attendre une solution diplomatique », et il demande « une frontière garantissant la sécurité de la capitale ». Le même jour, l'armée turque rentrait dans Andrinople. Les Puissances n'avaient pas les mêmes raisons d'accepter l'offensive turque que l'offensive roumaine. Sir Edward Grey rappelle à la « réunion » des ambassadeurs qu'elle a fixé la frontière à la ligne Enos-Midia. Sazonof, très excité, déclare que la Russie ne permettra pas la réoccupation d'un territoire bulgare : c'est « un vieux principe de la politique russe » qu'un pays chrétien délivré ne doit pas retomber sous le joug de l'Islam, et il menace l'ambassadeur de Turquie d'une intervention armée (23 juillet). Le roi bulgare dans cette « situation critique », « dans ces circonstances tragiques... en appelle aux justes sentiments » de l'empereur allemand contre « les actes d'horreur de l'armée turque » (24 juillet), et, d'accord avec Berchtold, Jagow consent à faire savoir à Pétersbourg que l'Allemagne ne pourra « tolérer la reconquête par la Turquie du territoire déjà cédé par la paix de Londres » (25 juillet). Le concert européen se rétablit, pour une fois, contre la Turquie.

Mais personne ne veut d'une intervention russe. Ni l'Autriche naturellement, qui prétendait dans le cas d'une opération russe, « se réserver de son côté sa liberté d'action ». Ni l'Angleterre, qui voudrait une coercition collective et qui demande à Sazonof de faire connaître ses intentions. Ni la France qui refuse nettement sa collaboration sollicitée : « Une intervention de la Triple Entente, écrivait Pichon sur les conseils de M. Poincaré,... amènerait immédiatement la rupture du concert européen » (25 juillet). Seule l'Allemagne ne dit trop rien : Guillaume II conseille de laisser faire : « Si la France et la Russie prenaient sur elles l'odieux d'une intervention par la force ou étaient prises en flagrant délit

de bluff sans intentions sérieuses, laisser leurs menaces suivre leur effet » (25 juillet). Le Conseil des ministres russe déclare au surplus à Sazonof que ni la flotte ni l'armée ne sont en état d'agir. « Nous sommes impuissants à arrêter les Turcs », dit le président du Conseil. Sazonof propose donc une vague démarche collective à Constantinople, Belgrade, Athènes, Sofia, pour exiger que tous respectent les décisions de Londres (27 juillet).

A Londres, la « réunion » des ambassadeurs n'avait cessé de siéger pour régler les questions qui n'avaient pas été résolues dans les Préliminaires du 30 mai, l'Albanie et les Iles. Mais le statut et les limites de l'Albanie opposaient à nouveau les prétentions autrichiennes aux espoirs serbes, les volontés italiennes aux désirs grecs. A Kiel, les 3 et 4 juillet, Jagow et San Giuliano s'étaient mis d'accord : pas d'intervention dans la guerre balkanique, mais appui donné à l'Italie pour les frontières sud-albanaises et les Iles ; le prince d'Albanie sera choisi par l'Italie et l'Autriche ; les Iles occupées par l'Italie, c'est, dit Jagow dans ses instructions du 5, « l'affaire de l'Italie dans ses accords avec Constantinople et Athènes » : il ne veut pas s'en mêler. Dans ces conditions, ce furent l'Autriche et l'Italie qui se mirent d'accord. La France discutait mollement les droits des États voisins de l'Albanie, préoccupée surtout « d'aboutir sans rompre l'union des Puissances », recommandait Pichon à Paul Cambon (15 juillet). L'Angleterre ne cherchait qu'à en finir au plus vite. Grey apporta un projet d'« organisation de l'Albanie », qui ne devait contrarier personne : « principauté autonome », dont le Prince sera désigné par les six Puissances ; pays neutralisé, dont la « neutralité est garantie par les six Puissances » ; administration civile et financière contrôlée par « une Commission internationale, composée des délégués des six Puissances et d'un délégué de l'Albanie », et chargée de l'organisation définitive ; sécurité et ordre public « assurés par l'organisation internationale de la gendarmerie », confiée à des officiers suédois, et, en sous-ordre, à des indigènes (29 juillet).

On s'entendit encore assez bien sur les frontières sud de l'Albanie. Sur ce point, les ambassadeurs de la Triplice faisaient bloc. On aboutit à la résolution du 11 août, qui remettait la délimitation précise à une commission internationale, mais qui fixait les grandes lignes conformes aux desiderata austro-italiens : Koritsa, la vallée d'Argyrocastro, la baie de Vallona et la côte jusqu'à Ftélia étaient attribuées à l'Albanie ; la délimitation devait se faire « sur des bases ethnographiques et géographiques », d'après la langue parlée dans les familles et sans tenir compte « des tentatives de plébiscite ou d'autres manifestations politiques ».

Quant aux Iles grecques de l'Égée, l'Italie refusait toujours de rendre celles qu'elle occupait : son ambassadeur, appuyé par ceux d'Allemagne et d'Autriche, apporta une longue déclaration : « Le gouverne-

ment de Sa Majesté considère que la question des Iles du Dodécannèse, laquelle doit son origine à la guerre italo-turque, est juridiquement réglée par les dispositions du traité de Lausanne. Cela étant, le gouvernement italien répète qu'il rendra ces îles à la Turquie, dès que le gouvernement ottoman aura de son côté exécuté intégralement les obligations qui lui incombent.... » Et il ajoutait que le règlement définitif ne pourrait au reste se faire qu' « en corrélation avec le règlement général de toutes les questions pendantes, en tenant compte de l'intérêt général de l'Europe à l'intégrité et à la sécurité de la Turquie asiatique » (5 août). La « réunion » se contenta de prendre acte « de la déclaration italienne du 5 août » : elle renvoie l'attribution des Iles occupées au jour où serait exécuté intégralement le traité de Lausanne (11 août).

Comme fiche de consolation pour la Grèce, certaines Puissances, la France, l'Allemagne, lui promirent leur aide pour l'obtention de Cavalla. La question de ce petit port, que se disputaient Bulgares et Grecs, avait été la grande difficulté de la conférence entre Balkaniques, ouverte enfin à Bucarest le 30 juillet. Le 31, les belligérants signaient à Nich l'armistice.

Dès le 31 juillet, la reine Sophie de Grèce priait par télégramme son frère, Guillaume II, de dire « une bonne parole » au roi de Roumanie « pour soutenir nos revendications sur Cavalla » ; et le 1^{er} août Guillaume II retournait la dépêche à Bucarest avec la remarque : « Peux-tu faire quelque chose au sujet de Cavalla ? Je suis la question avec sympathie ». Jagow intervient à Vienne et à Rome, naturellement opposés au vœu de la Grèce. Le gouvernement français, de son côté, refusait de soutenir la Bulgarie : au chaleureux télégramme, que lui envoyait Ferdinand le 3 août pour lui demander son intervention contre les « exigences intraitables », qui menaçaient « d'étouffement » la Bulgarie, le président de la République, M. Poincaré, répond avec froideur, et Pichon conseille « de céder en acceptant des conditions dont il comprend toute la pénible rigueur » (4 août). Mais la Russie ne voulait pas laisser à l'Autriche seule le soin d'appuyer la Bulgarie. Sazonof déclare « qu'il se réserve la liberté de reviser, conjointement avec les autres Puissances, les décisions qui seront prises par la Conférence » (3 août). Cette communication resta sans effet. « Nous sommes assez mûrs pour régler nous-mêmes nos affaires et décider seuls de nos destinées », avait dit Venizelos dès le 19 juillet au ministre roumain à Athènes. « La Bulgarie est dans un tel état de contrainte, écrivait le 3 août le roi Carol à Guillaume II, et son armée est si bas qu'elle doit céder ».

L'Autriche ne cessait ses efforts ni ses démarches. Le 1^{er} août, Berchtold envoyait à Szögyény une longue instruction, et l'ambassadeur remettait à Bethmann-Hollweg un aide mémoire, où il ressassait

encore tous les griefs autrichiens contre l'influence russe, l'idée grand-serbe, la nécessité de soutenir la Bulgarie contre la Serbie, qui se rangera parmi les adversaires de l'Allemagne en cas de guerre européenne, et contre la Grèce, qui a soutenu les aspirations serbes en Albanie (5 août). Jagow répondit fort sèchement à Tschirschky : si, dans la question de Cavalla, l'Autriche ne veut pas s'associer à notre amitié pour la Grèce, « qu'elle veuille s'en tenir pour le moins à une stricte neutralité » (6 août). Le même jour, sur la pression de la France, Sazonof avait déclaré qu'il ne s'opposerait pas à l'octroi de Cavalla à la Grèce. « Ce n'est pas l'intérêt de la Triple-Alliance de pousser la Grèce directement dans les bras de nos adversaires », écrivait Zimmermann à Tschirschky le 9 août. Toutes les Puissances écartaient l'idée d'une revision des traités. L'Autriche était isolée.

Les États balkaniques, laissés à eux-mêmes, signaient les préliminaires de paix et les ordres de démobilisation le 7 août. Le 10 était mis le point final, le traité de Bucarest.

La frontière bulgaro-roumaine était fixée de manière à laisser à la Roumanie le quadrilatère sud-dobrogeain, y compris Tourtoukaia sur le Danube et Baltchik sur la mer Noire, et la Bulgarie démantèlera les fortifications de Rouchtchouk et de Choumla. La frontière bulgaro-serbe suivra l'ancienne frontière turco-bulgare et la ligne de partage des eaux entre Vardar et Strouma, laissant pourtant à la Bulgarie la haute vallée de la Stroumitsa (Macédoine orientale). La frontière bulgaro-grecque suit le Rhodope, laissant la basse Mesta à la Grèce, et aboutit sur la côte de l'Égée à l'embouchure de la Mesta, donc à l'est de Cavalla; la Bulgarie se désiste de toute prétention sur l'île de Thassos. Les autres articles se réfèrent aux conditions de l'évacuation du territoire bulgare, aux réquisitions, à l'échange des prisonniers. Bref, la Bulgarie exclue de la Macédoine (sauf les districts de l'Est), reçoit par prétérition les territoires cédés par l'Empire ottoman aux Alliés lors des préliminaires de Londres et que ceux-ci abandonnent, à l'est de la Mesta, soit la Thrace. La Bulgarie est laissée seule en face de la Turquie.

Devant l'échec final de son partenaire latent, devant la victoire des Serbes et des Grecs, l'Autriche ne se résignait pas. Dès le 12 août, Berchtold laisse voir à Tschirschky ses espoirs d'une revision du traité de Bucarest, « à cause de la nécessité pour l'Autriche d'être à égalité avec la Russie dans les Balkans » : sinon, continue l'ambassadeur résumant les paroles du ministre autrichien, « l'Autriche perdra ses titres à intervenir et à sauvegarder ses intérêts ». Il tient à maintenir son droit, « même purement théorique » à réclamer une revision. « Il joue une partie politique avec la Russie et il doit regretter que la presse allemande par ses attaques lui ait rendu la tâche extrêmement difficile ».

CHAPITRE VI

L'évolution des systèmes d'alliances

Le conflit marocain de 1911, les conflits balkaniques de 1912 et de 1913 avaient failli mener l'Europe à la guerre. De part et d'autre, les gouvernements, mieux encore que les peuples, avaient aperçu toute l'étendue de la menace. Ils cherchaient à nouer plus solidement leurs ententes ou leurs alliances, à combler les brèches du système auxquels les uns ou les autres appartenaient. Mais avant que se développe cet effort de cohésion, qui coïncide avec le début de la crise balkanique, une tentative avait été faite, dont le succès aurait pu transformer les conditions générales de la politique européenne, et dont l'échec a contribué à accentuer l'opposition des deux groupes de Puissances. Cette tentative, c'est la mission Haldane.

I. — LA MISSION HALDANE (1)

Au début de 1912 — alors que la crise marocaine vient d'aboutir à un règlement franco-allemand, et que le réveil des difficultés balkaniques n'a pas encore retenu l'attention de la diplomatie — une négociation s'engage entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Cette négociation, qui se rattache directement aux pourparlers de 1908 et 1909 (2), a pour objet la question des armements navals. L'Allemagne prépare un nouveau programme de constructions, une *Novelle*, qui accroîtra la puissance de sa flotte. L'Angleterre, pour garder sa supériorité, va se trouver contrainte à un nouvel effort. Avant que les

(1) DOCUMENTS. — Siebert, ouv. cité. — *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. XXXI. TÉMOIGNAGES. — Grey, ouv. cité. — Churchill (Winston S.), *The World Crisis*, Londres, 1923. Traduction française : *La crise mondiale*, 1925, t. I. — Huldermann, *Albert Ballin*, Berlin, Stallung, 1922, in-8°, 407 p., traduction française, *La vie d'Albert Ballin*, Paris, Payot, 1923. — Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen*. Traduction française, *Considérations sur la guerre mondiale*, Paris, Lavauzelle, 1923. — Haldane (Lord), *Before the War*, Londres, Cassel, 1920. — Poincaré (Raymond), *Au service de la France*. I. *Le lendemain d'Agadir*, Paris, Plon, 1926.

(2) Voir chapitre II, p. 146-152.

Parlements soient saisis des projets — avant que, par le vote des lois navales, la rivalité se soit accusée ouvertement —, les gouvernements cherchent, une fois encore à s'accorder en vue d'une limitation simultanée de leurs armements. Et c'est, bien entendu, l'occasion de reprendre, en termes plus précis, la « contre-partie » d'ordre politique à laquelle le gouvernement allemand avait déjà songé deux ans plus tôt. La négociation présente, par là, une portée très large : l'accord naval serait le point de départ d'un rapprochement anglo-allemand. Le gouvernement anglais accepte d'entrer en pourparlers, même sur cette base. Mais l'étendue des demandes allemandes le décourage. Les clauses politiques provoquent l'échec de la négociation.

1. *L'initiative allemande.* — C'est au mois d'août 1911, en pleine crise marocaine, que Guillaume II avait décidé de préparer un nouveau programme de constructions navales. La tension anglo-allemande, qui était intervenue dans les derniers jours de juillet, à la suite de la déclaration de Lloyd George, avait déterminé cette résolution. Le 27 août, dans un discours qu'il prononçait à Hambourg, l'Empereur faisait une allusion publique à ce projet : « L'opinion en Allemagne, à Hambourg surtout, disait-il, désire voir « fortifier » la flotte, afin que nous puissions être sûrs que personne ne nous disputera notre place au soleil. » Les notes nombreuses qu'il adressait à la Wilhelmstrasse, à cette époque, manifestaient sans cesse la fermeté de son dessein. Le grand-amiral Tirpitz préparait déjà le projet qu'il faudrait soumettre au Reichstag, après la fin de la crise marocaine.

Mais le plan de l'Empereur était combattu par les milieux diplomatiques, et surtout par l'ambassadeur à Londres, Wolff-Metternich, qui mettait son gouvernement en garde contre les dangers de cette politique. L'augmentation des forces navales, si elle était réalisée, ne pourrait donner tous ses résultats qu'au bout de quatre ans. D'ici là, l'Angleterre garderait sa supériorité. La *Novelle* ne donnerait donc pas à l'Allemagne une sécurité immédiate, et ne ferait qu'irriter l'opinion publique anglaise. Ne valait-il pas mieux chercher un accord avec Londres ? Le Cabinet britannique avait de bonnes raisons de souhaiter la fin de cette course aux armements : si la loi navale allemande était adoptée, il serait obligé de faire voter lui-même un nouveau programme de constructions. La charge budgétaire serait lourde. Or, le gouvernement Asquith, pour des motifs de politique intérieure, désirait éviter d'imposer au pays ce nouvel effort fiscal. Sans doute accepterait-il, pour obtenir le retrait de la loi navale allemande, de faire des concessions.

C'est ainsi que commence à apparaître, au début de novembre 1911.

l'idée qui va dominer la négociation anglo-allemande : le gouvernement allemand peut essayer de se faire payer, par le gouvernement anglais, l'abandon de son nouveau programme naval.

Cette politique commence à prendre forme bientôt après. Entre le grand-amiral Tirpitz, qui le pousse à réaliser, en tout état de cause, une augmentation de la flotte, sans tenir compte de l'Angleterre, et le chancelier Bethmann-Hollweg, qui défend les idées de Metternich et combat l'opportunité d'une *Novelle*, l'Empereur est d'abord indécis. Le 22 novembre, cependant, il a pris parti. Il est décidé à faire voter, au printemps suivant, un nouveau programme naval ; mais il consentirait à y renoncer, si le gouvernement anglais entrait en négociations avec l'Allemagne pour conclure un accord *politique*. L'attitude de l'Allemagne est donc maintenant déterminée ; le prix que devra payer le gouvernement anglais est fixé.

Il est vrai que l'exécution de ce programme paraît bien difficile aux diplomates qui auront à l'assurer. Metternich fait des objections. Il croit possible d'arriver avec l'Angleterre à un accord *colonial* qui pourrait porter sur le Congo belge ou sur les colonies portugaises ; il fait valoir qu'un accord de ce genre améliorerait les relations anglo-allemandes, et « signifierait un changement de la politique anglaise ». Mais il estime imprudent de chercher à obtenir un accord « plus large », qui concernerait la politique *européenne*, et qui mettrait *directement* en cause le système d'ententes établies : il serait vain d'espérer que l'Angleterre abandonne ses amis. Le chancelier, sans renoncer à l'idée d'un accord politique *général*, accepterait d'engager d'abord la conversation sur le terrain *colonial*. Et, de fait, le 20 décembre, Metternich, dans un entretien avec sir Ed. Grey, commence un « sondage ». Tel n'est pas le point de vue de l'Empereur : le 8 janvier 1912, il annote un rapport du chargé d'affaires Kühlmann, « élève de Metternich ». « Des colonies, nous en avons assez. Si j'en veux, je les achète, ou je les prends, sans l'Angleterre... Je ne veux pas de cadeaux coloniaux de l'Angleterre, car ils seraient faits aux dépens des autres, et seraient la source de conflits dont on ne voit pas la fin... La principale chose, c'est l'accord politique d'abord ! Jusqu'à ce qu'il soit conclu, je ne me prêterai à aucune conversation coloniale avec l'Angleterre. Cela ne changera pas un cheveu à mon projet d'armements. »

Le temps pressait. Pour que l'Empereur renonçât à faire présenter la *Novelle* au Reichstag, il fallait que la négociation avec l'Angleterre fût nouée avant le début de la session parlementaire, en février.

C'est par des intermédiaires officieux — le directeur de la *Hamburg Amerika*, Albert Ballin, ami de l'Empereur, et le banquier anglais Cassel

— que les premiers pourparlers sont engagés. Il semble bien, malgré les démentis de Guillaume II, que ce soit Albert Ballin qui ait pris — d'accord, bien entendu, avec la Wilhelmstrasse, — l'initiative (1) de suggérer un échange de vues. Il demandait si le premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill, ne pourrait pas venir à Berlin. Le 9 janvier, Cassel écrivait Albert Ballin qu'une visite du ministre lui-même, « comme celle à laquelle vous faites allusion », ne paraissait pas opportune ; mais il ajoutait : « S'il était possible de faire quelque chose, sans porter atteinte à l'Allemagne, pour délivrer l'Angleterre du souci qui l'opprime, alors je crois que, de notre côté, on irait très loin dans la voie de la conciliation. » Le fait est que, à la suite de ces ouvertures, et dans des conditions qui ne sont pas encore parfaitement éclaircies (2), sir Ernest Cassel est chargé par le Cabinet britannique de se rendre à Berlin, pour prendre contact avec l'Empereur. Il quitte Londres le 27 janvier.

Le surlendemain, Cassel est reçu par l'Empereur, en présence de Bethmann et de Ballin. Il remet une « note verbale » du gouvernement anglais : si l'Allemagne consent à ne pas augmenter son programme naval *en cours d'exécution*, et même, si possible, à le réduire, le gouvernement anglais serait prêt à « discuter » les aspirations coloniales allemandes, et à accueillir des propositions qui auraient pour objet une promesse mutuelle de s'abstenir de toute participation à une « combinaison agressive ». La réponse du gouvernement allemand fait bon accueil au mémorandum britannique, mais sous réserve que les constructions prévues dans le projet de budget de 1912 ne seront pas abandonnées : « On ne renoncera pas à la *Novelle* », écrit Bethmann à Metternich. Les grandes lignes du projet naval sont d'ailleurs communiquées à sir Ernest Cassel. L'Allemagne n'accepte donc pas la condition posée par l'Angleterre. Pourtant la note allemande indique que le meilleur moyen de mener rapidement une négociation serait une visite de sir Edward Grey à l'Empereur.

Cassel rentre à Londres. Le 3 février, il communique à Ballin le point de vue du Cabinet britannique. Il est indispensable que le gouvernement allemand consente à modifier son programme naval, de telle sorte que l'Angleterre ne soit pas obligée d'augmenter sa propre flotte. Sinon, la négociation est impossible. Au cas où l'Allemagne serait

(1) Sir Ed. Grey dit n'avoir jamais su vraiment si l'initiative avait été allemande ou anglaise ? Peut-être Ballin avait-il eu cette idée à l'instigation de certains milieux anglais. Mais il semble bien que la Wilhelmstrasse a approuvé ce projet, à un moment où le Foreign Office n'en avait pas encore connaissance.

(2) Y a-t-il eu un nouvel échange de lettres entre Ballin et Cassel entre le 9 et le 27 janvier ? C'est vraisemblable. Mais le biographe de Ballin dit n'avoir pas trouvé, dans ses papiers, de documents à ce sujet.

prête à faire la concession demandée, le gouvernement anglais enverrait « immédiatement » à Berlin un des membres du Cabinet, lord Haldane.

Cette concession, le gouvernement allemand paraît encore décidé à la faire, puisqu'il a engagé les pourparlers. Mais il veut obtenir en contrepartie un arrangement politique plus important que ne le comporte le mémorandum britannique : « Un traité clair d'alliance ou au moins un traité de neutralité », dit Guillaume II, le 4 février. La note de la Wilhelmstrasse indique donc que, sur la question de la flotte, des concessions seront possibles, à condition que la « formule » politique soit modifiée : « ... Les deux puissances sont d'accord pour ne prendre part à aucun plan, aucune combinaison, ou *complication guerrière*, qui seraient dirigés contre l'une d'elles ». Ballin fait porter cette réponse à sir Ernest Cassel, le 5 février.

Les positions sont donc prises. A la formule de *non-agression*, l'Allemagne veut substituer une formule de *neutralité*, qui affaiblira la Triple Entente. Le gouvernement anglais ne peut pas se dissimuler la portée de cette tentative. Il décide pourtant que lord Haldane se rendra immédiatement à Berlin. « Notre base est donc acceptée », dit Guillaume II. Pourtant, la mission est seulement destinée à préparer le terrain. Si elle réussit, sir Edward Grey ou Winston Churchill viendront eux-mêmes achever la négociation.

La décision est communiquée par sir Edward Grey aux ambassadeurs de France et de Russie. A vrai dire, le Secrétaire d'État ne leur dévoile pas l'état exact de l'affaire. Il déclare à Benckendorff que lord Haldane traitera *uniquement* la question des armements navals. Si le gouvernement allemand veut élargir la conversation, le représentant du Cabinet britannique se bornera à écouter *ad referendum*. A l'ambassadeur de France, il donne des explications analogues : « Nous désirons seulement connaître les intentions du gouvernement allemand et nous enquérir de ses projets de programme naval ».

Le Cabinet britannique s'engage donc délibérément dans une négociation très importante, sans avoir, au préalable, pris contact avec les gouvernements amis. Il est possible qu'une circonstance particulière ait contribué à déterminer cette attitude. Depuis quelques semaines, la politique russe en Perse inquiétait le Foreign Office : les initiatives des agents du Tsar ne respectaient pas la convention de 1907. Dans un entretien avec l'ambassadeur de Russie, sir Edward Grey avait insisté sur la gravité de l'affaire : « La rupture de cette convention entraînerait aussi la rupture de l'Entente. Et si l'Entente disparaissait, la politique anglaise devrait songer à une nouvelle orientation... » Peut-être sir Edward Grey a-t-il considéré que la mission Haldane donnerait à cette menace toute

sa valeur ; peut-être a-t-il vu, dans l'envoi d'un négociateur à Berlin, une occasion favorable de faire pression sur le gouvernement russe ? La diplomatie allemande, en tout cas, n'ignorait pas ces difficultés anglo-russes et devait chercher à en tirer parti.

2. *Lord Haldane à Berlin* (9-10 février 1912). — Lord Haldane, qui est alors Secrétaire d'État de la Guerre, compte en Allemagne beaucoup d'amis. Il a certainement des sympathies allemandes ; il est moins engagé dans la politique de l'Entente cordiale que ne le sont sir Edward Grey ou Winston Churchill. Le choix même du négociateur est donc un indice des dispositions du Cabinet britannique. N'est-ce pas Haldane qui, en prenant connaissance de la note officielle allemande du 5 février, déclarait à l'intermédiaire : « *Sofar, very good.* » (Jusqu'ici, très bien !) Cependant, dans les conversations de Berlin, de part et d'autre, on va chercher à revenir sur les suggestions faites au cours des pourparlers officiels.

C'est le 8 février que lord Haldane arrive à Berlin. Il voit aussitôt le chancelier. Tous deux se plaignent que l'obstination des Amirautes anglaise et allemande mette obstacle à un arrangement nécessaire. Le 9, Haldane est reçu par l'Empereur, en présence de Tirpitz. Le ministre anglais a soin d'indiquer dès l'abord qu'il est délégué par le Cabinet, mais que sa mission n'a qu'un caractère d'*information*. D'après les notes prises par Tirpitz après l'entrevue, Haldane ouvre « les plus larges perspectives politiques ». Il promet de faciliter la formation d'un empire colonial allemand dans l'Afrique équatoriale (Angola, Zanzibar). Tirpitz n'abandonne pas son projet de constructions navales. Le négociateur anglais — qui n'est accompagné d'aucun expert naval — se défend de discuter les détails techniques. Il laisse entendre cependant que l'Angleterre se contenterait peut-être d'un *ralentissement* dans l'exécution des constructions nouvelles. L'Empereur y consent, mais il tient à maintenir le principe de la *Novelle*. Les *Souvenirs* de lord Haldane, qui donnent de cet entretien un récit un peu flou, en confirment pourtant le sens général.

Dans une note qu'il adresse aussitôt au chancelier, Guillaume II résume les résultats qu'il croit avoir obtenus : l'accord anglo-allemand « doit être purement politique », et ne pas faire allusion aux armements navals. Aussitôt qu'il aura été publié, le gouvernement allemand fera connaître que l'exécution de la *Novelle* — maintenue en principe — sera *retardée* : les constructions nouvelles, au lieu d'être réalisées en trois ans, s'échelonneront jusqu'en 1919. « Haldane était d'accord, Tirpitz aussi », dit l'Empereur.

Le lendemain, le Secrétaire d'État Kiderlen esquisse un projet

d'accord, qui est aussitôt étudié par lord Haldane et le chancelier Bethmann. Le projet envisage des échanges de territoires aux colonies (en particulier, la cession de Zanzibar à l'Allemagne) ; une extension du Sud-Ouest africain allemand jusqu'au Congo belge, aux dépens de l'Angola portugais ; une convention sur le chemin de fer de Bagdad. A cet égard, aucune difficulté ne s'élève. Mais la formule de l'arrangement politique est longuement discutée : Haldane s'en tient à la promesse de ne pas participer à « une combinaison agressive », déjà contenue dans la note verbale du 28 janvier. Bethmann veut obtenir l'engagement de neutralité, qu'il a demandé le 5 février. En fin de compte, le texte provisoire qui est établi se rapproche beaucoup du projet allemand : un engagement mutuel de neutralité, « si l'un des deux contractants est engagé dans une guerre dans laquelle il ne peut être considéré comme agresseur ». Par conséquent, si la France attaquait l'Allemagne, l'Angleterre resterait neutre.

L'entretien de Bethmann et de Haldane a donc abouti à la rédaction d'un projet qui peut être la base de négociations, sous réserve, bien entendu, de l'adhésion de l'Empereur, d'une part, et, de l'autre, du gouvernement britannique.

Mais, bien que la question des armements navals ne doive pas faire partie intégrante de l'accord, elle est abordée, elle aussi, dans cet entretien. Haldane, selon le rapport immédiat de Bethmann-Hollweg, accepte de voir le gouvernement allemand maintenir en principe sa *Novelle* ; il estime que le ralentissement des constructions peut suffire à satisfaire les intérêts britanniques. Mais c'est à titre personnel qu'il apprécie les propositions allemandes. « Il doute que le Cabinet s'en contente ». Peut-être l'Amirauté britannique demandera-t-elle que l'Allemagne interrompe toute construction nouvelle pendant trois ans ? Ce sont là, dit Bethmann, des « détails techniques » qu'il n'est pas possible de mettre au point aussitôt. La question reste en suspens.

Lorsque lord Haldane rentre à Londres, le Cabinet britannique se trouve donc en présence d'une politique qui le mènerait, pour obtenir un simple *ralentissement* des constructions navales allemandes, à donner un engagement de neutralité. Cet engagement serait limité, il est vrai, au cas de « non-agression ». Mais le projet ne contient rien qui définisse l'acte d'agression, et ouvre ainsi la voie à des interprétations délicates. Le Foreign Office ne croit pas devoir, cependant, donner connaissance aux gouvernements amis de l'état exact des pourparlers. Sir Edward Grey dit à Paul Cambon, le 12 février, que la conversation anglo-allemande a eu pour objet un accord naval et un accord colonial. Il indique, il est vrai, que l'Angleterre a le désir d'être conciliante, tout en gardant sa

liberté d'action en cas d'agression de l'Allemagne « contre une autre puissance ». Mais il ne souffle pas mot du projet relatif à l'engagement de *neutralité*, dont le gouvernement français n'aura connaissance qu'après la rupture des pourparlers.

3. *La fin de la négociation anglo-allemande (12 février-25 mars).*

— Les résultats de la mission Haldane font immédiatement l'objet des délibérations du Cabinet britannique. Il apparaît bien vite que les collègues de lord Haldane ne partagent pas son point de vue. Le 12 février, Grey déclare à l'ambassadeur d'Allemagne que l'accord est impossible si l'Allemagne ne renonce pas complètement à la *Novelle*. Le 15, Haldane lui-même reconnaît que le gouvernement n'admettra pas la formule de neutralité, parce qu'il ne veut pas « mettre en question son attitude amicale envers la France et la Russie ». Le 21, Haldane et Grey confirment à Metternich le sens des délibérations du Cabinet : la *Novelle*, dont le texte a été communiqué à Haldane, va beaucoup plus loin que ne l'imaginait l'Amirauté anglaise ; outre les cuirassés, elle prévoit la construction de navires secondaires (destroyers, sous-marins). Si l'Allemagne la maintient, il sera impossible d'aboutir à un accord. D'autre part, le gouvernement britannique veut restreindre la portée de la formule de neutralité. Mais, de ces deux objections, qu'il présente simultanément, c'est la première qui préoccupe surtout sir Edward Grey : dans un nouvel entretien, le 24, il ne parle guère que de la *Novelle*.

C'est donc le programme naval qui est le nœud de l'affaire. Le gouvernement allemand veut-il faire, sur ce point, des concessions ? Cela dépendra de l'attitude des Anglais. « Qu'ils nous envoient d'abord un projet d'accord de neutralité ; nous verrons alors ce que nous aurons à faire », dit Guillaume II. Dans une note qu'il adresse au chancelier, le 26 février, il indique nettement quelle doit être la portée de la « formule » politique : « Nous demandons maintenant encore à l'Angleterre une orientation nouvelle de sa politique générale, de telle sorte qu'elle renonce à l'Entente existante, et que nous prenions plus ou moins la place de la France ». Les bases établies dans l'entretien du 9 février avec lord Haldane doivent être « le dernier mot » de la diplomatie allemande. C'est dans ce sens que Guillaume II donne à Kiderlen, le 28, des instructions catégoriques. Si le gouvernement anglais veut traiter l'affaire de la *Novelle* sans avoir présenté au préalable le projet de traité politique, « je ne continue pas les négociations ».

Le point de vue de l'Empereur est directement contraire à celui que sir Edward Grey a exposé : la discussion *simultanée* de l'accord politique et de la limitation des armements navals. La négociation tourne « dans un cercle vicieux », dit Guillaume II.

Le Cabinet britannique se décide alors à donner un avertissement à l'Allemagne. Le 1^{er} mars, lord Haldane montre à l'ambassadeur Metternich les conséquences que peut avoir une rupture des pourparlers : aussitôt que la *Novelle* aura été votée par le Reichstag, le gouvernement anglais demandera à son Parlement des crédits supplémentaires pour les constructions navales ; en outre, il rappellera une partie de ses forces navales de la Méditerranée, pour les concentrer dans la mer du Nord. Telle est la décision du Cabinet britannique.

Le 5 mars, le gouvernement allemand adresse un mémorandum à la Grande-Bretagne pour rappeler le cours de la négociation et préciser son point de vue : il fera voter la construction d'un cuirassé nouveau en 1913, d'un autre en 1916 ; pour le moment, la date de la construction du troisième navire ne sera pas fixée. C'est la limite de ses concessions. Encore faut-il que le gouvernement anglais consente à présenter le projet d'accord politique. Sinon les négociations ne pourront pas continuer.

Mais l'Empereur, que les déclarations de lord Haldane ont irrité, veut donner à cette démarche le caractère d'une mise en demeure. Il prescrit au Chancelier de faire publier le projet de loi sur les armements ; « sinon, je donnerai l'ordre au ministre de la Guerre et au Secrétaire d'État de la marine de publier eux-mêmes ces projets. Ma patience et celle du peuple allemand sont à bout ». En même temps, il télégraphie directement à l'ambassadeur Metternich : « Pour votre orientation personnelle. J'en reste à cette base de négociation : maintien de la *Novelle*, simple ralentissement des constructions... Si l'Angleterre ramène ses navires de la Méditerranée vers les côtes anglaises — mer du Nord —, cela sera considéré ici comme une menace de guerre ; et l'on y répondra par une *Novelle* renforcée — 3^e temps — et éventuellement par la mobilisation (1) ».

Contre cette intervention personnelle de l'Empereur, le chancelier Bethmann-Hollweg prend parti, résolument. Il est impossible de faire publier la *Novelle* sans attendre que le mémorandum ait été examiné par le gouvernement britannique. Quant aux instructions télégraphiées à Metternich, elles peuvent avoir des conséquences graves. Le 6 mars, Bethmann adresse à Guillaume II sa démission : entre l'Empereur et lui, il existe une divergence radicale quant aux méthodes de négociation. La politique impériale ne peut aboutir qu'à une rupture brutale des pourparlers, qui doit mener à la guerre, — tandis que la Wilhelmstrasse veut éviter d'adresser à l'Angleterre une menace, qui compromettrait l'avenir. En outre, Bethmann ne peut pas accepter les procédés de son sou-

(1) L'empereur, dans une note au chancelier, avait d'abord écrit qu'il considérerait la concentration navale anglaise comme un *casus belli*.

verain. La publication des projets d'armements n'est pas possible sans que le chancelier en prenne la responsabilité. L'envoi direct des instructions impériales à Metternich est inadmissible : elles font allusion à une mobilisation éventuelle, sans que le chancelier ait été consulté ! « Votre Majesté est décidée à mener une politique dont je ne peux pas, pour les raisons que je viens de dire, prendre la responsabilité. »

Guillaume II hésite devant une crise de la Chancellerie. Il ne donne pas aux ministres de la Guerre et de la Marine l'ordre de publier le projet de loi. Le 9 mars, au retour d'un voyage à Cuxhaven — où il a rencontré Albert Ballin, partisan de l'accord — il a un entretien avec Bethmann-Hollweg, qui retire sa démission, mais qui obtient en revanche une modification de la *Novelle* : la date de la construction des nouveaux cuirassés ne serait pas fixée dans le projet de loi. Ainsi serait-il plus facile de s'entendre avec l'Angleterre. En réalité, l'Empereur a cédé.

Aussitôt, une autre résistance se dessine : le grand-amiral Tirpitz refuse d'accepter les concessions que l'Empereur a faites à Bethmann-Hollweg. Le 10 mars, il adresse à son tour une offre de démission. « Je suis si convaincu personnellement de la nécessité de maintenir notre politique navale actuelle à l'égard de l'Angleterre, et je suis d'ailleurs si engagé devant l'opinion, que Sa Majesté doit considérer elle-même comme impossible que je m'associe à une pareille volte-face. » Il croit avoir gain de cause, le lendemain. « Nous avons la victoire », lui dit l'Empereur. Mais le chancelier continue à s'opposer aux instances du grand-amiral.

Les incidents de cette lutte qui met aux prises le chancelier et l'Amirauté — les partisans d'une politique de rapprochement avec l'Angleterre et les adversaires d'une limitation des armements — n'ont pas, à ce moment, une influence directe sur le cours des négociations. Le fait reste que l'Empereur a renoncé à la mise en demeure qu'il prétendait adresser à l'Angleterre, le 6 mars.

En réalité, pendant ces journées agitées, la diplomatie allemande met à profit le sursis qu'elle a obtenu pour essayer de pénétrer les intentions exactes du gouvernement britannique. C'est encore Albert Ballin qui se charge de ces démarches. Il a vu l'Empereur au moment où le chancelier était démissionnaire, et sans doute a-t-il eu quelque influence sur l'évolution de cette crise. Il a offert d'intervenir de nouveau auprès de sir Ernest Cassel. Le banquier anglais est à ce moment dans le midi de la France. Un des collaborateurs de Ballin, le secrétaire général de la *Hamburg Amerika*, Huldermann, va le trouver à Marseille, le 9 mars. « Pourquoi, demande Huldermann, le gouvernement anglais a-t-il fait des objections aux termes arrêtés par Haldane ? N'a-t-il pas cédé à l'influence d'un gouvernement étranger, de la France ? » Cassel répond « que

les sollicitations de l'étranger n'ont joué aucun rôle (1). C'est le projet naval allemand qui est « la seule pierre d'achoppement ». Il faut que l'Allemagne fasse une concession. Aussitôt que Huldermann a rapporté ces renseignements, Ballin lui-même va à Londres, le 12 mars, et rencontre Winston Churchill ; il propose que des experts désignés par les deux gouvernements soient chargés d'étudier en commun le projet naval, et d'en apprécier la portée. Churchill y est disposé. Si cette proposition prenait forme, la conversation anglo-allemande serait engagée, sur un terrain restreint. Le même jour, Bethmann-Hollweg charge Metternich de demander à sir Edward Grey une « formule précise au point de vue politique », de telle sorte qu'il puisse « recommander à Sa Majesté une conciliation plus grande dans la question de la *Novelle* ». Par la démarche de Ballin et par celle de Metternich, la diplomatie allemande semble donc accepter, contrairement au point de vue qu'avait d'abord soutenu l'Empereur, une discussion *simultanée* de l'accord politique et de l'accord naval.

Le 14 mars, sir Edward Grey se décide à proposer une « formule politique », qui ne deviendrait définitive qu'après la conclusion de l'accord naval. Le texte en est le suivant :

L'Angleterre ne se livrera pas à une attaque non provoquée contre l'Allemagne et ne poursuivra pas contre elle une politique agressive. Les traités, arrangements ou combinaisons quelconques, auxquels l'Angleterre est actuellement liée, n'ont pas pour objet une agression contre l'Allemagne et n'y font pas allusion. L'Angleterre ne s'associera pas, dans l'avenir, à une action quelconque qui aurait pour objet cette agression.

Le Foreign Office communique ce texte aux ambassadeurs de France et de Russie. Le surlendemain, sur les instances de l'ambassadeur d'Allemagne, Grey accepte de compléter cette formule : à la promesse de ne pas « se livrer à une attaque provoquée contre l'Allemagne », il ajoute celle de « ne pas se joindre » à une pareille action. Les commentateurs de Grey indiquent qu'il ne peut aller au delà. La promesse de *ne pas se joindre* à une attaque non provoquée *implique*, un engagement de neutralité. Mais il ne veut pas prononcer le mot de *neutralité*, car alors l'accord anglo-allemand serait la fin de l'Entente cordiale ; il ne veut pas « compromettre l'amitié franco-anglaise », dit-il à l'ambassadeur d'Allemagne. Cette formule, il accepterait même de la signer, sans exiger une contre-partie immédiate dans la question des

(1) En fait, d'après le témoignage de M. Poincaré, c'est seulement le 27 mars que le gouvernement français a appris, par une communication confidentielle de sir F. Bertie, le caractère de la négociation. C'est le 29 qu'il a fait faire une démarche à Londres. Or, à cette date, la négociation anglo-allemande avait échoué. Le gouvernement français cherchait surtout à éviter une reprise des négociations, sous une autre forme.

armements navals, « aussi longtemps que le chancelier aura la responsabilité de la politique allemande ». C'est donc à Bethmann-Hollweg personnellement qu'il fait confiance ! Qu'advierait-il si la direction politique en Allemagne passait en d'autres mains, — celles de Tirpitz ?

En recevant les rapports de son ambassadeur, Guillaume II jette en marge des annotations furieuses : « Il me dicte qui doit être mon ministre, au cas où j'en viendrais à un accord avec l'Angleterre!... Grey ne comprend pas *qui* est le maître ici, et que *je* règne ! » L'Empereur semble résolu à rompre les pourparlers : « L'accord de la négociation Haldane est mort. Je n'y reviendrai plus jamais. »

Alors, le 22 mars, le gouvernement allemand, après qu'un dernier échange de notes a manifesté la divergence des points de vue, se décide à publier son projet d'armements. Il a donc abandonné tout espoir d'arracher à l'Angleterre l'arrangement politique. La réplique anglaise ne tarde pas : le 25 mars, un mémorandum britannique fait connaître au gouvernement allemand que les entretiens de lord Haldane à Berlin n'ont été qu'une simple enquête *ad referendum*. Et Guillaume II manifeste son dépit en termes vigoureux : la diplomatie allemande s'est laissée berner par le Foreign Office pendant six semaines. Le résultat ? « zéro ».

*
* *

L'appréciation de Guillaume II méconnaît la situation. Il y a tout lieu de croire que le gouvernement britannique, en acceptant d'envoyer lord Haldane à Berlin, avait le désir sincère d'aboutir à un accord, et, pour obtenir une limitation du programme naval allemand, de faire, sur le terrain politique, des concessions qui auraient établi les relations anglo-allemandes sur un pied analogue à celui des relations anglo-russes. Lorsque prennent fin les négociations de l'accord politique et de l'accord naval, sir Edward Grey a soin de dire à l'ambassadeur Metternich qu'il est prêt à continuer les pourparlers sur les questions coloniales. Et ces pourparlers, en fait, continueront.

Mais le gouvernement anglais ne peut pas accepter les conditions que met l'Allemagne à la conclusion d'un arrangement. Le but de la politique allemande, c'est d'obtenir un accord de *neutralité*, pour ébranler l'Entente cordiale. Les propos et les notes de Guillaume II ne laissent aucun doute sur ses intentions. En se contentant d'une déclaration de non-agression, qui ouvrirait la voie à une orientation nouvelle dans les relations des deux pays, le gouvernement allemand aurait peut-être pu obtenir à la longue le relâchement de l'Entente cordiale. A vouloir la briser du coup, il a échoué. Il a abandonné la négociation, après des efforts répétés, parce qu'il ne réussissait pas à atteindre le but immédiat.

qu'il s'était fixé. Mais les conséquences de cet échec seront loin d'être aussi négligeables que Guillaume II affectait de le croire. Le vote du programme naval allemand par le Reichstag, le 14 mai, va amener le gouvernement anglais à de nouveaux arrangements avec la France.

II. — LE RESSERREMENT DE L'ENTENTE (1)

La crise franco-allemande de 1911, la menace d'un conflit austro-russe en 1912-13 à l'occasion des guerres balkaniques, l'échec de la tentative de rapprochement anglo-allemand à laquelle reste attaché le nom de lord Haldane sont autant d'éléments qui contribuent à resserrer les liens de la Triple Entente.

1. *Les accords franco-anglais* (1912). — C'est seulement après l'échec de la négociation Haldane que le gouvernement français avait été renseigné exactement sur le caractère de ces pourparlers. Il pouvait craindre un retour offensif de la diplomatie allemande : l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris l'avait mis en garde, à titre personnel, contre cette éventualité. Le rappel de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, Metternich, et la nomination à ce poste du baron Marschall, dont l'activité et l'esprit d'initiative étaient connus, donnaient à penser que la Wilhelmstrasse chercherait l'occasion d'une nouvelle tentative. C'était bien, en effet, le sens de la mission confiée au nouvel ambassadeur. Aussi la diplomatie française s'efforce-t-elle, au printemps de 1912, de parer à ce danger.

Dès le 29 mars, l'ambassadeur de France avait montré à sir Edward Grey qu'un engagement anglais de neutralité, même conditionnel, inciterait l'Allemagne à mener envers la France une politique de provocation, et habituerait surtout l'opinion britannique à écarter l'idée d'une intervention armée dans les affaires du continent. Le 18 avril, dans un entretien avec le Secrétaire permanent du Foreign Office, sir A. Nicolson, l'ambassadeur essaye d'engager la conversation dans une direction nouvelle : entre l'Angleterre et la France, dit-il, seuls existent « des liens de sympathie ». L'expérience de la négociation Haldane ne montre-t-elle pas la nécessité d'établir plus de « sécurité » dans les relations mutuelles, pour

(1) DOCUMENTS. — Le recueil allemand, *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, t. XXXI, ne peut donner, bien entendu, que des indications sur les renseignements recueillis par la diplomatie allemande, et sur les réactions du gouvernement allemand. — Le recueil de Siebert, *ouv. cité*, et le *Livre noir* (t. I et II) donnent des documents russes, évidemment incomplets. — Le *Livre jaune*, *Convention navale franco-russe* est très sommaire.

TÉMOIGNAGES. — Poincaré (Raymond), *Au service de la France*, II, Paris, Plon, 1926, in-8°, cite de nombreux documents des archives du ministère des Affaires étrangères. — Georges Louis, *Carnets d'un ambassadeur*, Paris, Rieder, 1926. — Grey, *ouv. cité*. — Churchill, *ouv. cité*.

rassurer l'opinion publique ? Point n'est besoin, pour cela, d'un *traité* ratifié par les Parlements ; il suffirait de chercher une « formule », qui pourrait être enregistrée par un simple échange de lettres. — Cette démarche, qui n'a pas d'écho immédiat en Angleterre, indique pourtant le but qui sera atteint sept mois plus tard. Il est certain qu'un projet de *traité* n'aurait pas eu l'assentiment de l'opinion publique et du Cabinet, en Angleterre. Lorsque, à la fin de mai, la *Morning Post* développait l'idée d'une transformation de l'Entente en alliance, l'initiative paraissait inopportune aux milieux officiels britanniques. Et M. Poincaré déclarait à l'ambassadeur de Russie qu'il ne voyait pas la nécessité d'un acte de ce genre. C'était donc vers un échange de déclarations, de portée plus restreinte, que le gouvernement français devait orienter son action.

Or, les nécessités de la politique navale vont amener le Cabinet britannique à entrer à son tour en conversation avec le gouvernement français. L'Amirauté allemande avait déposé au Reichstag et fait voter la loi navale. L'Amirauté britannique, pour garder la supériorité qu'elle voulait conserver, envisageait des constructions nouvelles ; mais, jusqu'au moment où ce programme serait réalisé — et elle ne pouvait pas le réaliser à bref délai, pour des raisons budgétaires — elle devait prendre des mesures transitoires. Winston Churchill les avait indiquées, le 1^{er} mars, à l'ambassadeur d'Allemagne : il s'agissait de ramener dans la mer du Nord une partie des forces navales britanniques qui se trouvaient à Malte. Mais il fallait alors, pour assurer la défense des routes navales en Méditerranée, passer un arrangement avec la marine française. La presse britannique, dans le courant de mai 1912, commençait à faire pressentir cette éventualité.

A la fin de mai, le Premier, Asquith, et le Premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill, vont étudier sur place la situation de la flotte anglaise en Méditerranée. A son retour, Winston Churchill remet à l'attaché naval français un avant-projet de « défense concertée ». Pour compenser le retrait des navires anglais, la France ferait passer dans la Méditerranée son escadre de l'Atlantique. Le 22 juillet, le ministre anglais, dans un discours à la Chambre des Communes, annonce que les pourparlers sont engagés : « Avec la flotte française, notre flotte de la Méditerranée... aura la supériorité ».

Mais le projet anglais n'offre à la France, en échange du service que demande l'Amirauté britannique, aucune contre-partie sérieuse. Il spécifie même que l'arrangement naval ne portera pas atteinte à la « liberté politique » des gouvernements, et que les dispositions nécessaires pour l'exécution de la convention seront prises par chacun « en toute indépendance ». Aussi le gouvernement français se garde-t-il de rien promettre. Lorsque, au début de septembre, l'escadre française de l'Atlantique

reçoit — par une erreur des bureaux, dit M. Poincaré — l'ordre de se diriger vers la Méditerranée, elle est aussitôt rappelée à Brest.

Les positions des deux gouvernements sont donc prises. D'une part, le gouvernement français a exprimé le désir de définir de façon plus précise les relations franco-anglaises. D'autre part, le Cabinet britannique, sans répondre à cette demande, sollicite un arrangement naval. Il est logique que la diplomatie française veuille lier les deux questions, et demande à l'Angleterre le prix du service qu'elle va lui rendre.

C'est le 21 septembre que l'ambassadeur de France fait auprès de sir Edward Grey la démarche qui va nouer la négociation : l'Angleterre, dit-il, demande à la France de déplacer une de ses escadres, et par conséquent de dégarnir ses côtes de la Manche et de l'Atlantique. Avant de réduire ses moyens de défense contre une attaque éventuelle de la flotte allemande, la France a besoin de savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de l'Angleterre, en cas de conflit européen. Ce que demande à Londres le gouvernement français, ce n'est pas un engagement formel de participer à une guerre franco-allemande, c'est une simple promesse de « se concerter » avec la France « en cas de complications menaçantes ». Il s'agit, dit Paul Cambon, « de décider qu'en pareille hypothèse nous rechercherions ensemble les moyens les plus propres à nous mettre à l'abri d'un péril de guerre. »

Le détail des pourparlers qui s'engagent alors n'est pas encore connu. Il est possible seulement d'apprécier le sens général de la négociation. L'Angleterre a besoin de conclure l'arrangement naval ; mais, dans le sein du Cabinet libéral, plusieurs membres craignent que cette convention n'entraîne leur pays à intervenir dans un conflit : ils tiennent à marquer que l'Angleterre reste *libre* de sa décision. Le gouvernement français n'ignore pas cet état d'esprit, — dont le projet Churchill avait porté la trace ; aussi ne demande-t-il qu'un engagement *conditionnel*. C'est le 30 octobre que le Cabinet anglais rédige un premier projet, qui est soumis au gouvernement français. L'accord est enregistré, le 22 et le 23 novembre 1912, dans un échange de notes, approuvé par les Cabinets, mais n'est pas soumis à la ratification parlementaire et n'est pas publié ; il a le caractère d'un compromis.

La lettre de sir Edward Grey à Paul Cambon, en effet, pour répondre au désir de certains membres du Cabinet britannique, rappelle que l'Angleterre n'entend pas se lier. Les conversations techniques, militaires et navales, n'impliquent pas de sa part un engagement d'intervention.

A différentes reprises, dans les dernières années, les états-majors militaires et navals de la France et de la Grande-Bretagne ont échangé leurs vues. Il a toujours été entendu que ces échanges de vues ne limitent en aucune façon

la liberté de chacun des gouvernements de décider, dans l'avenir, s'il doit ou non, prêter à l'autre l'appui de ses forces armées... C'est ainsi, par exemple, que la répartition des forces navales françaises et anglaises à l'heure actuelle ne repose pas sur un engagement de coopérer en cas de guerre.

Le gouvernement anglais a donc réussi à maintenir, en somme, sur ce point, le texte du projet Churchill.

Mais la seconde partie du document répond aux conditions posées par le gouvernement français :

Je suis d'accord pour reconnaître, — écrit sir Edward Grey —, que si un gouvernement avait de sérieuses raisons de redouter une attaque de la part d'une tierce puissance, sans aucune provocation, ou de croire que la paix se trouve menacée, il devrait examiner immédiatement, avec l'autre gouvernement, si les deux gouvernements ne devraient pas agir d'accord pour empêcher l'agression et pour assurer le maintien de la paix, et, dans ce cas, rechercher les dispositions qu'ils devraient prendre en commun. Si ces dispositions comportaient une action militaire, les plans des états-majors seraient aussitôt pris en considération, et les deux gouvernements décideraient alors la suite qu'il convient de leur donner.

Telle est — autant que nous pouvons la connaître aujourd'hui — la genèse des accords franco-anglais de 1912. Au moment où intervenait cet échange de lettres, la crise balkanique commençait (1). Il est possible que les deux gouvernements — qui cherchaient à jouer entre les belligérants un rôle de médiateur — aient trouvé dans la crise orientale une raison de plus pour hâter la conclusion de cet arrangement : les « complications » européennes, de nature à menacer la paix, pouvaient se produire à brève échéance. Mais les raisons profondes de l'accord sont indépendantes de la crise balkanique ; elles sont uniquement liées à la rivalité navale anglo-allemande. D'ailleurs, les pourparlers avaient commencé avant qu'un risque de guerre s'annonçât dans les Balkans.

Le caractère des lettres du 22-23 novembre 1912 a fait l'objet de bien des discussions. Quoi qu'on en ait pu dire, il est clair — et les événements de juillet 1914 l'ont prouvé — qu'elles ne contenaient aucune promesse, de la part de l'Angleterre, de venir en aide à la France en cas de guerre franco-allemande. Le seul engagement nouveau que prenait le Cabinet britannique, c'était de procéder avec la France à un examen de la situation en cas de menace de guerre. La conséquence, ce devait être l'obligation, pour les deux gouvernements, de se tenir en contact plus étroit qu'auparavant, chaque fois que se produisait une complication internationale. Et cette collaboration, si elle devenait sans cesse plus intime, plus confiante, pouvait réagir à son tour sur le caractère de l'Entente

(1) Voir à ce sujet le chapitre IV.

cordiale. L'arrangement naval, qui livrait en somme la défense des côtes françaises de la Manche à la flotte britannique (en même temps qu'il abandonnait à la flotte française la protection de la route de Suez), imposait en outre à la Grande-Bretagne une sorte d'obligation *morale*. L'accord ouvrait des possibilités ; il ne donnait pas à la France une garantie précise, effective.

L'évolution de l'Entente ne pouvait donc être que l'œuvre du temps ; mais les conditions qui avaient amené l'Angleterre à signer l'accord n'étaient pas définitives : le programme naval anglais prévoyait qu'en 1916 l'Amirauté serait à même de reconstituer son escadre de la Méditerranée. Ce jour-là les raisons qui avaient déterminé la décision du gouvernement anglais auraient disparu. Certes, il était vraisemblable que la situation générale de la Grande-Bretagne continuerait à rendre fort appréciable pour elle la collaboration des forces navales françaises. Mais le lien pratique, l'intérêt immédiat seraient évidemment moins forts. C'est un point de vue dont il faut tenir compte lorsqu'on veut apprécier l'avenir qui s'ouvrait, en 1912, devant l'Entente cordiale (1).

2. *Le fonctionnement de l'alliance franco-russe.* — La crise d'Agadir, en même temps qu'elle avait été l'occasion d'une tension dans les rapports anglo-allemands, avait mis à l'épreuve les relations franco-russes. Le gouvernement français avait été obligé de demander, à plusieurs reprises, au gouvernement russe s'il pouvait compter sur son appui, en cas de guerre franco-allemande, bien que l'occasion du conflit fût une question coloniale. La crise avait donc établi, dans les relations franco-russes, un « précédent », dont la Russie pouvait se réclamer à son tour.

D'autre part, l'expérience de 1911 avait montré aussi que la Russie cédait sans enthousiasme aux sollicitations du gouvernement français. Pour obtenir les déclarations de Pétersbourg, l'ambassadeur de France avait dû faire plusieurs démarches. Il n'y avait pas eu, de la part des dirigeants de la politique russe, une offre spontanée. Bien mieux, les ambassadeurs russes à Paris et à Londres, Isvolsky et Benckendorff, s'étaient prononcés nettement contre une intervention russe dans le conflit marocain. La collaboration des deux alliés n'avait pas été aussi étroite, aussi intime qu'on pouvait l'escompter.

Le gouvernement français a tenu compte de ces leçons. Il a eu le souci, en 1912, de définir d'une façon plus précise les conditions de l'alliance, de la compléter au point de vue technique, de maintenir entre les deux gouvernements une unité d'action.

(1) Cf. l'étude de J. B. Manger : *L'Entente cordiale* dans la *Revue d'Histoire de la guerre mondiale*, juillet 1927.

1. — Dès son premier entretien avec l'ambassadeur Isvolsky, le 15 janvier 1912, le nouveau président du Conseil français, M. Poincaré, lui dit « sa ferme intention » d'entretenir avec le gouvernement allié « les relations les plus étroites » et d'agir « en complet accord » avec la Russie. Tout de suite, la diplomatie russe cherche à mettre à profit cette bonne volonté. Le 27 janvier, Isvolsky exprime le désir que la France et la Russie se concertent « dans la prévision de complications prochaines en Orient ». Le gouvernement français se prête à cet échange de vues. Il veut se renseigner sur les intentions de la Russie, connaître la voie dans laquelle elle s'engage. « Votre intérêt est que la Russie nous parle », dit aussi l'ambassadeur de France à Pétersbourg, Georges Louis. Cette préoccupation reparaît sans cesse, dans les premiers mois de 1912.

S'agit-il d'un projet russe de médiation dans la guerre italo-turque ? Le gouvernement français regrette que la Russie, avant de faire cette proposition, n'ait pas cru devoir « établir un point de vue commun avec Paris » (28 février 1912). S'agit-il de préparatifs militaires que la Russie effectuerait au Caucase ? Poincaré rappelle à Isvolsky que « toute initiative non prévue par le pacte — c'est-à-dire toute entreprise de politique générale qui ne constitue pas éminemment une riposte à une attaque effective ou imminente de l'Allemagne — impose aux deux alliés l'obligation préalable de se concerter » (14 mars 1912). Il est évident que ces interrogations fréquentes ne répondent pas au désir du gouvernement russe, qui prépare à ce moment son action balkanique.

Mais le gouvernement français ne renonce pas à son point de vue. Lorsque, au début d'avril, il reçoit avis de la conclusion d'un accord bulgaro-serbe, dont la Russie ne lui communique pas encore les termes, Poincaré écrit à l'ambassadeur Georges Louis : « Ce qui me préoccupe le plus dans ces négociations balkaniques, c'est que la Russie les a engagées et poursuivies à notre insu, et qu'elle nous met en présence du fait acquis. » Au cours des semaines suivantes, la diplomatie française ne laisse pas passer une occasion de rappeler la nécessité d'un « accord préalable » entre les puissances de l'Entente, avant que s'engage un échange de vues général. Le 20 juin, à propos d'un incident de la médiation engagée pour mettre fin à la guerre italo-turque, les déclarations de Poincaré sont particulièrement nettes : La France, dit-il, entend qu'un « concert préalable » intervienne avant toute démarche de la Russie. « Si le gouvernement du tsar ne le veut pas, il faut nous le dire clairement, et nous aviserons à la ligne de conduite à tenir... (1) ».

Cette insistance est significative. Le gouvernement français veut imposer à la diplomatie russe, qui se dérobe, une pratique plus intime de

(1) Sur ces événements, voir le chapitre IV, en particulier p. 211, 216, 227.

l'alliance. Il désire, surtout lorsqu'il s'agit de la politique balkanique, se protéger contre les « caprices » de la politique russe, qui pourrait engager la France ; il ne veut pas être « à la remorque », parce qu'il se méfie de l'ampleur du programme russe et qu'il veut pouvoir « freiner » son alliée, le cas échéant. C'est le sens de quelques-unes de ces interventions. Mais il craint aussi que la Russie, entraînée par ses desseins balkaniques, ne vienne à négliger l'amitié de la France, et à engager un *flirt* avec d'autres puissances : tantôt il se demande (8 avril) si le gouvernement du tsar ne cherche pas, à propos des affaires orientales, une entente directe avec l'Autriche et l'Italie, qui mettrait en jeu l'Alliance. Tantôt il se préoccupe (1^{er} avril) de l'entrevue que le Tsar doit avoir prochainement avec l'Empereur d'Allemagne : il ne voudrait pas s'exposer « à une nouvelle surprise analogue à celle de Potsdam (2) ». C'est pour cette double raison que l'ambassadeur de France à Pétersbourg reçoit l'ordre de ne pas « laisser tomber la conversation », de continuer à « sonder » les dispositions du gouvernement allié.

2. — En même temps que le gouvernement français s'efforce de maintenir une collaboration diplomatique plus régulière entre Paris et Pétersbourg, il se préoccupe de déterminer avec plus de précision les conditions d'une collaboration des forces armées.

Tandis qu'il existait, depuis 1893, une convention *militaire* franco-russe, qui était le fondement même de l'alliance, aucune convention *navale* n'avait été conclue. Cette anomalie, qui était due à l'organisation particulière du haut commandement russe, où l'état-major de la marine n'avait été que tout récemment constitué en organisme distinct, a pris fin en 1912. Déjà, à l'automne de 1911, le ministre de la Marine français avait été pressenti par l'attaché naval russe. Il avait demandé que le gouvernement de Pétersbourg prît l'initiative des pourparlers. Les premiers entretiens sont engagés le 6 février 1912 par une communication officielle russe. Le projet de convention est établi par l'amiral Aubert et par le prince Liéven, chef d'état-major ; il est signé le 16 juillet, sous réserve de la ratification des gouvernements.

Les forces navales de la France et de la Russie, — dit l'article premier, — coopéreront dans toutes les éventualités où l'alliance prévoit et stipule les opérations combinées des armées de terre.

Cette coopération doit être préparée par les états-majors, qui tiendront des conférences annuelles et établiront de concert leurs plans stratégiques.

(2) Voir ci-dessus, p. 169-173.

L'un des résultats immédiats de cet accord est d'alléger la situation des forces russes dans la mer Noire. En cas de guerre, la flotte française de la Méditerranée agirait contre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, en transférant sa base à Bizerte. Ce texte comble donc une lacune de l'alliance. Mais il a, au point de vue de la Triple Entente, une portée plus générale : la Grande-Bretagne en est satisfaite, parce qu'elle espère que la situation nouvelle obligera l'Allemagne à renforcer sa flotte de la Baltique, aux dépens de celle de la mer du Nord. Approuvée par les deux gouvernements, le 15 août, la convention sera ratifiée le 5 octobre.

D'autre part, le gouvernement français désire donner un caractère nouveau aux entretiens réguliers des chefs d'état-major français et russe. Le procès-verbal de la conférence du 31 août 1911 (entre les généraux Dubail et Gilinsky) avait précisé le sens du terme « guerre défensive », qui figurait au préambule de la Convention militaire (1). Il avait été convenu que le mot « défensive » s'appliquait seulement au point de vue diplomatique, non pas au point de vue *militaire* : il ne voulait pas dire que la guerre serait *conduite* défensivement ; bien au contraire. Le désir de l'état-major français était toujours d'obtenir de l'état-major allié la promesse d'une offensive aussi proche que possible de la déclaration de guerre, pour alléger la situation des forces françaises, qui auraient à supporter, pendant les premières semaines d'un conflit armé, le choc de la masse allemande. Le même procès-verbal avait enregistré à nouveau deux textes, adoptés au cours des conférences de 1906 (2) et 1910 : l'un stipulait que l'obligation de ne pas conclure de *paix séparée* impliquait aussi l'obligation de ne pas signer d'*armistice* séparé ; l'autre rappelait que, si la mobilisation générale allemande obligeait les deux contractants à mobiliser aussitôt, sans « concert préalable », il n'en était pas de même « en cas de mobilisation partielle ou générale de l'Autriche-Hongrie ou de l'Italie seules » : dans cette hypothèse, le « concert préalable » était indispensable. Ce texte, conforme au désir que le gouvernement français avait manifesté dès 1893, marquait la volonté de la France de ne pas se laisser entraîner *automatiquement* dans une guerre générale, par un conflit austro-russe, beaucoup plus vraisemblable qu'un conflit italo-français. Or, ces interprétations précises avaient été enregistrées, jusque-là, dans un document qui portait la signature des chefs d'état-major, et d'eux seuls. Le désir avait été exprimé en 1911, par les chefs militaires eux-mêmes, que le procès-verbal de leur conférence fût contre-

(1) Voir ci-dessus, tome I, p. 311. le texte de la Convention.

(2) Voir ci-dessus, p. 104.

signé par les ministres de la Guerre, afin d'engager les gouvernements. La même proposition avait été faite déjà en 1906, et n'avait pas abouti. Le gouvernement russe, cette fois encore, n'y était pas favorable. Mais le gouvernement français insiste pour que le contreseing soit accordé. Il obtient gain de cause. D'ailleurs, dans la nouvelle conférence (Joffre-Gilinsky) qui se tient à Paris, le 13 juillet 1912, le chef d'état-major français obtient la promesse que l'armée russe mettra en ligne contre l'Allemagne les 800.000 hommes prévus (et peut-être davantage) dès le *quinzième* jour de la mobilisation ; il indique à son partenaire les perfectionnements qu'il faut apporter au réseau ferré russe, pour permettre une concentration plus rapide de cette partie des forces. L'effort continue, en vue de donner à la collaboration militaire franco-russe toute son efficacité.

3. — Le voyage de M. Poincaré à Pétersbourg, au début d'août 1912, complète cette action diplomatique et militaire. L'entrevue de Nicolas II et Guillaume II à Port-Baltique, le 4 et le 5 juillet, avait retenu l'attention des gouvernements européens, et avait, au premier abord, préoccupé le gouvernement français. En fait, bien que l'entretien des deux souverains eût été « particulièrement cordial », il n'avait pas été l'occasion de pourparlers. Les questions délicates, celles qui intéressaient les relations anglo-russes (Détroits, Perse, chemin de fer de Bagdad), n'avaient pas été abordées. Le Chancelier allemand n'avait fait « aucune proposition précise » pour mettre fin à la guerre italo-turque. Au sujet des affaires balkaniques, Bethmann-Hollweg s'était borné à demander à la Russie de modérer « les convoitises des petits États slaves », en se déclarant prêt, de son côté, à « retenir » l'Autriche-Hongrie. Enfin, dans une déclaration de portée générale, il avait affirmé que l'Allemagne ne cherchait pas à modifier l'état des groupements internationaux « en détachant une puissance quelconque » ; il souhaitait seulement que la diplomatie évitât de souligner « par des manifestations extérieures », l'existence de ces groupements. Le compte rendu que Sazonof avait envoyé à Paris était de nature à rassurer le gouvernement français. Il n'en reste pas moins qu'après l'entrevue de Port-Baltique, la visite du président du Conseil français était une contre-partie logique.

Le sens de l'entretien de M. Poincaré et de Sazonof, le 4 août 1912, est connu par les comptes rendus des deux interlocuteurs. Outre des questions secondaires — celle des chemins de fer d'Anatolie et celle des emprunts chinois, — la politique italienne en Méditerranée fait l'objet de l'entretien : Sazonof insiste sur la nécessité de ménager le gouvernement de Rome. « La conservation de l'Italie, en qualité de poids mort, dans la Triple-Alliance, est utile, non seulement à la France, mais à la Russie. »

D'autre part, l'entretien confirme les arrangements intervenus au point de vue naval et militaire ; comme le général Joffre, Poincaré insiste sur l'importance du développement du réseau ferré russe. Enfin c'est ce jour-là que le président du Conseil prend connaissance du texte de la convention bulgaro-serbe (1), conclue sous les auspices de la Russie. C'est, « à vrai dire, une convention de guerre », déclare-t-il. Sazonof a beau faire remarquer que la Russie, aux termes de la convention, « peut exercer un droit de veto qui assurera le maintien de la paix, et qu'elle n'y manquera pas », Poincaré donne à la Russie un avertissement. « L'opinion publique française ne permettrait pas au gouvernement de la République de se décider à une action militaire pour des raisons purement balkaniques, si l'Allemagne n'y prenait point part, et si elle ne provoquait pas, de sa propre initiative, l'application du *casus fœderis*. » Et le ministre russe s'empresse de répondre que la Russie ne pourrait pas davantage « prendre une part active dans les opérations militaires provoquées par des questions coloniales extra-européennes, tant que les intérêts vitaux de la France ne seraient pas touchés. »

C'est à la même formule que le gouvernement français restera fidèle lorsque les premiers incidents de la guerre balkanique et la question du port serbe sur l'Adriatique mettront l'Europe en face de l'éventualité d'un conflit austro-russe. Le 17 novembre, Poincaré promet à la Russie un appui sans réserve « au cas où jouerait le *casus fœderis* » (2).

Il est vrai que, dans le courant de décembre, lorsque le gouvernement russe abandonne l'idée de donner une assistance à la Serbie, et semble même se « désintéresser des préparatifs militaires austro-hongrois », la diplomatie française s'étonne de cette passivité.. « On envisage avec étonnement, et avec des appréhensions que l'on ne cache pas, notre indifférence à l'égard du fait de la mobilisation autrichienne », écrit Isvolsky le 18 décembre. Le gouvernement français craint évidemment de voir l'armée russe se laisser devancer par ses adversaires et il n'ignore pas le danger qui peut en résulter pour l'armée française, en cas de conflit européen. Mais il se demande aussi pourquoi la Russie, devant le danger d'une intervention autrichienne, ne songe pas à se concerter avec son alliée : cette apparente indifférence du gouvernement russe ne cacherait-elle pas quelque manœuvre diplomatique, entreprise à l'insu de la France ?

A travers tous ces événements, c'est une même préoccupation qui

(1) Voir chapitre IV, p. 232-238, pour le récit des événements.

(2) L'ambassadeur de Russie, en envoyant à son gouvernement un premier compte rendu de cet entretien, avait d'abord donné une formule beaucoup plus générale... « Si la Russie fait la guerre, la France la fera aussi » ; mais le lendemain, sur les observations de Poincaré, il est obligé de « rectifier » le texte de son message. Cf. *Livre noir*, I, 345, *Livre jaune*, n° 263 et Poincaré, *L'Union sacrée*, tome, II, p. 336-341.

apparaît : dans l'état de crise où se trouve l'Europe, la politique française reconnaît le besoin d'une collaboration plus serrée avec la politique russe. Tantôt elle s'émeut des initiatives prises par le gouvernement du tsar, tantôt elle s'inquiète de sa passivité, qui peut cacher un jeu personnel. Elle a conscience qu'un conflit austro-russe peut provoquer une guerre européenne, dans laquelle la France, après l'Allemagne, sera « inévitablement entraînée », et elle accepte cette éventualité, tout en prenant ses précautions pour que le conflit ne soit pas déchaîné à la légère. L'ambassadeur de Russie enregistre ces symptômes : il croit apercevoir, chez les dirigeants de la politique française, une fermeté, une résolution dont il avait parfois douté auparavant.

3. *Les relations anglo-russes.* — Le rapprochement anglo-russe avait eu pour base, en 1907, l'accord relatif aux affaires de l'Asie centrale et occidentale. Dans l'exécution du traité, le Foreign Office n'avait jamais cessé d'exercer une stricte surveillance (1). Mais, malgré divers incidents, la politique russe avait reconnu la nécessité de modérer le zèle de ses agents. L'épreuve du temps avait en somme consolidé le rapprochement.

Était-il opportun de donner à cette entente anglo-russe une base « européenne » ? C'est la question qui s'est posée dans l'été de 1912, à la suite de l'échec de la négociation Haldane. Le gouvernement britannique était obligé de chercher une parade pour répondre aux nouveaux armements navals de l'Allemagne ; il allait la trouver dans la conclusion d'un arrangement naval avec la France. Ne pouvait-il pas apprécier aussi un concours de la flotte russe ? Le moment était favorable en principe pour la négociation d'une convention navale entre Londres et Pétersbourg.

C'est le gouvernement français qui a, le premier, aperçu, semble-t-il, cette occasion de resserrer les relations anglo-russes. Lors de sa visite à Pétersbourg, le 4 août 1912, M. Poincaré, à propos de la convention navale franco-russe, aborde la question « d'une concordance possible des actions des forces anglaises et russes sur mer ». Il conseille à Sazonof de prendre l'initiative d'une conversation avec le gouvernement britannique. La Russie pourrait y trouver son avantage : de même que la flotte française de la Méditerranée se charge d'empêcher la flotte autrichienne de pénétrer dans la mer Noire, la flotte anglaise pourrait « se charger du même rôle dans la mer Baltique ». Un mois plus tard, le 5 septembre, Sazonof se rend en

(1) Voir chapitre II, p. 166

Angleterre; au cours de son entretien avec sir Edward Grey, à Balmoral, il pose la question. Mais l'Amirauté britannique ne croit pas possible de protéger les côtes russes; la flotte anglaise, si elle pénétrait dans la Baltique, « pourrait se trouver prise comme dans une souricière », car l'Allemagne n'aurait pas grand'peine à mettre la main sur les détroits danois : l'Angleterre est donc obligée de limiter ses opérations navales à la mer du Nord. Dans ces conditions, la collaboration des forces navales n'est pas discutée plus avant, pour le moment (1).

III — L'ALLEMAGNE ET SES ALLIÉS (2)

Pendant que les Puissances de l'Entente s'efforcent d'établir sur une base plus précise leurs relations mutuelles — sans qu'il soit question d'une *alliance*, à laquelle le gouvernement anglais, et l'opinion anglaise, sont résolument hostiles — l'Allemagne fait un effort parallèle pour maintenir et resserrer la cohésion du groupe de puissances qu'elle dirige; mais cette cohésion, en dépit des traités, reste imparfaite.

1. *Le dernier renouvellement de la Triple-Alliance* (5 décembre 1912). — Le traité de la Triple-Alliance avait été renouvelé tacitement en 1907. Il devait arriver à échéance le 8 juillet 1914. En mars 1909, un double pas avait été fait pour resserrer encore l'alliance austro-allemande. Un échange de lettres entre les chefs d'état-major, approuvé par les gouvernements, avait donné l'assurance que l'Allemagne mobiliserait toutes ses forces, même au cas où la mobilisation partielle russe contre l'Autriche seule serait provoquée par une attaque de l'Autriche contre la Serbie. Il avait donc *interprété* au sens large le *casus fœderis* et la clause de l'« agression non provoquée » (3). D'autre part, les pourparlers de 1907 avaient été marqués par un effort pour concilier les intérêts opposés de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie dans les Balkans. Les gouvernements de Vienne et de Rome avaient échangé des « déclarations » relatives à l'interprétation de l'article 7 du traité; ils avaient pris l'engagement mutuel « de ne contracter, avec aucun autre État, un arrangement relatif aux affaires balka-

(1) Voir ci-dessous p. 339-340.

(2) DOCUMENTS. — *Die Grosse Politik der europäischen Kabinete*, t. I. — *Die Geheimverträge Österreich-Ungarns*, pub. par Pribram, Vienne. Trad. française : *Les traités secrets de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Costes, 1923 (le t. I seul a paru).

TÉMOIGNAGES. — Conrad von Hotzendorff (maréchal), *Aus meiner Dienstzeit*. Vienne, Rikola, 5 vol. in-8°, 1922-1927. Le t. II concerne l'année 1913. — Giolitti, *Memorie della mia vita*, Milan, Trèves, 1922, 2 vol. in-8°, 627 p. — Traduction française : *Mémoires de ma vie*, Paris, Plon, 1923, in-8°, 389 p. — Czernin, *Im Weltkriege*, Vienne, 1920.

(3) Voir l'étude de H. Kanner, dans la revue *Der Krieg*, avril 1928; et ci-dessus, p. 85-86.

n'iques, sans laisser à l'allié l'occasion d'y participer sur un pied d'égalité absolue ». La politique italienne avait donc obtenu une garantie contre le développement de l'influence autrichienne. Elle en était satisfaite. Aussi le gouvernement italien paraissait-il disposé, en 1910, à passer sous silence la question qui troublait sans cesse les relations austro-italiennes : le sort des populations italiennes soumises à la domination austro-hongroise. Le ministre des Affaires étrangères, San Giuliano, désavouait, dans un discours, l'activité des irrédentistes. Les difficultés traditionnelles entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui avaient toujours menacé l'avenir de la Triple-Alliance, étaient donc, pour le moment, assoupies.

Et voici que l'Italie manifeste tout à coup, à l'égard de la Triple-Alliance, un empressement inaccoutumé. A la fin de juillet 1911, en pleine crise d'Agadir, on apprend à Berlin et à Vienne que le gouvernement de Rome désirerait renouveler *par anticipation* le traité. Le 26 septembre, une communication du duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, confirme ces renseignements. La diplomatie italienne est décidée à profiter de l'installation de la France au Maroc pour soulever la question de Tripolitaine. Elle peut se heurter à des difficultés prolongées. Aussi désire-t-elle s'assurer que le traité restera en vigueur au delà de l'échéance prochaine. Elle prend ses garanties contre le risque que peuvent entraîner pour elle la mort de l'empereur François-Joseph, et l'avènement de l'archiduc François-Ferdinand, qui ne passe pas pour favorable à l'alliance austro-italienne. L'Allemagne ne voit que des avantages à laisser l'Italie s'engager dans une affaire méditerranéenne, qui peut la détourner de ses préoccupations adriatiques, et surtout lui faire oublier, pour un temps, l'*Irredenta*. L'Autriche acquiesce, malgré la résistance de Conrad de Hoetzendorff, chef d'état-major général, qui voudrait empêcher l'intervention italienne en Tripolitaine ou tout au moins ne l'autoriser que contre octroi d'une « compensation ». A Berlin et à Vienne, on accepte d'ouvrir les pourparlers en vue du renouvellement anticipé de la Triplice, et l'on se propose de ne pas toucher au texte même du traité : les adaptations de détail qu'il serait nécessaire d'apporter feraient l'objet d'un « protocole » annexe.

Mais, lorsque au mois de novembre, San Giuliano se trouve en présence du projet de protocole, rédigé par les Austro-Allemands, il paraît moins pressé de négocier. Il allègue d'abord que le moment n'est pas opportun, qu'il faut éviter surtout que le renouvellement anticipé vienne à être connu de la Triple Entente. Ses partenaires lui promettent le secret. Il déclare alors que le projet de protocole doit reconnaître le droit de l'Italie à annexer la Tripolitaine. Enfin il exige que l'accord austro-italien relatif à l'Albanie soit *inséré* dans le traité. « La Triplice », dit-il,

« a du plomb dans l'aile ». L'Allemagne s'inquiète : dans le courant de janvier 1912, Kiderlen profite d'un congé pour aller à Rome, et essayer de « prolonger » la Triple-Alliance. Il renoue les pourparlers. Mais il faut aussi convaincre l'Autriche-Hongrie, où le comte Berchtold, qui vient de remplacer Aehrenthal (17 février 1912) proteste contre les exigences italiennes, et refuse surtout de se lier les mains « pour de longues années » en Albanie. En vain, Guillaume II vient lui-même à Schœnbrunn, et représente à François-Joseph la nécessité d' « enchaîner l'Italie aux Puissances centrales » en profitant des conditions du moment. Le comte Berchtold considère que, même après renouvellement de la Triplice, l'appui de l'Italie, en cas de guerre, serait douteux (8 mai 1912). Il faut donc ajourner la négociation.

C'est à la fin de la guerre italo-turque qu'elle est reprise. En octobre 1912, le gouvernement italien croit avoir intérêt à renouer la conversation. La Turquie a fait la paix, mais la conquête de la Tripolitaine n'est pas achevée, et peut durer longtemps ; l'Italie désire donc obtenir de ses alliés la garantie que son effort ne sera pas troublé. Le conflit balkanique commence : l'Italie s'en préoccupe et peut apprécier le concours de l'Autriche-Hongrie, si les petits États des Balkans étaient grisés par une victoire. De son côté, le gouvernement austro-hongrois est enclin, maintenant, à la conciliation, parce qu'il ne peut pas risquer d'affaiblir la Triplice, au moment où les événements balkaniques vont peut-être le mettre en conflit avec la Russie. Le comte Berchtold vient donc à Pise, le 21 octobre ; la discussion s'engage entre Rome et Vienne, sur les points qu'avait fixés, au printemps précédent, le marquis de San Giuliano. Comme à l'ordinaire, l'Allemagne intervient pour concilier : c'est Kiderlen qui, le 4 novembre, rédige, d'accord avec San Giuliano, un nouveau projet qui donne satisfaction aux demandes italiennes ; il réussit par contre à faire admettre, pour tenir compte du point de vue autrichien, que l'accord austro-italien relatif à l'Albanie et le protocole de 1909 ne seront pas *insérés* dans le traité. Le 5 décembre 1912, l'acte de la Triple-Alliance est renouvelé pour six ans, à compter de la date de son échéance normale (1914) : c'est dire que l'engagement est valable jusqu'en 1920. Selon le protocole annexe, les mots « *statu quo*, territorial dans l'Afrique du Nord », qui figurent dans le traité, doivent être interprétés de telle sorte qu'ils impliquent « la souveraineté de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque ».

Le renouvellement anticipé de la Triplice était un succès pour la diplomatie allemande, qui avait réussi, une fois de plus, à concilier les intérêts de ses deux alliés. C'est la crise balkanique qui avait provoqué ce « resserrement » de l'Alliance, comme elle avait été l'occasion du « resserrement » de la Triple Entente.

2. *L'attitude de l'Italie* (1913-1914). — Mais quelle était au juste la portée de ce succès ? L'Allemagne en était satisfaite, surtout parce qu'elle avait ainsi résolu d'avance, au moment le plus favorable, les difficultés qui se produisaient toujours au moment d'un renouvellement. Or, les circonstances pouvaient être, deux ans plus tard, beaucoup plus délicates qu'elles ne l'étaient en 1912. La politique allemande était débarrassée de ce souci. Elle espérait en outre avoir « neutralisé », pour huit ans, les caprices de ses alliés. Mais fallait-il escompter davantage ? Kiderlen ne se faisait pas grande illusion sur la valeur pratique de l'alliance italienne, en cas de conflit européen : l'Italie, écrivait-il en avril 1912, attendra sans doute de voir, en pareil cas, lequel des adversaires a le plus de chances de vaincre. L'attitude du gouvernement de Rome reste donc l'objet des préoccupations constantes de ses alliés.

Au lendemain du renouvellement de la Triplice, les états-majors cherchent à déterminer de façon plus précise quel concours ils peuvent attendre des forces armées italiennes. D'après les conversations précédentes, l'Italie devait mettre à la disposition de l'Allemagne, dès le début d'une guerre, une armée destinée à opérer sur le Rhin. Mais elle se dérobe. Le 18 décembre 1912, elle fait connaître qu'il ne lui sera pas possible de fournir les effectifs prévus ; elle préférerait diriger toutes ses troupes vers la frontière italo-française. L'état-major allemand se garde bien de protester. Il attend l'occasion de reprendre l'affaire. Dans le courant de 1913, de nouveaux accords sont effectivement conclus, qui déterminent le rôle des troupes italiennes. Les circonstances dans lesquelles ils interviennent ne sont pas connues ; les détails de la convention ne le sont pas davantage. Par un propos du général de Moltke, dans un entretien avec Conrad de Hoetzendorff, en mai 1914, on sait seulement que l'état-major allemand compte sur l'appui de *trois* corps italiens, et que d'autres forces doivent être mises à la disposition de l'Autriche.

C'est aussi dans le courant de 1913 que s'engagent des conversations nouvelles entre les états-majors navals. L'Italie signe, le 2 août, une convention : les flottes alliées en Méditerranée devront opérer *en commun*, et non plus séparément ; elle auront pour premier devoir d'entra-ver, en cas de guerre, le transport des troupes coloniales françaises, rappelées de l'Afrique du Nord vers la métropole.

Il semble donc que, dans la période qui précède immédiatement la guerre mondiale, l'Italie témoigne, à l'égard de ses Alliés, d'une bonne volonté rassurante. En tout cas, Moltke est convaincu de la loyauté des milieux militaires italiens, et surtout du chef d'état-major général Pollio, bien que, au printemps de 1914, les arrangements militaires ne soient pas encore, semble-t-il, contresignés par les gouvernements.

Mais les difficultés fondamentales subsistent. Les intérêts de l'Au-

triche-Hongrie et de l'Italie continuent à s'opposer dans les Balkans. Les deux puissances, qui sont d'accord pour tenir les Serbes à l'écart de l'Adriatique, se surveillent mutuellement dès que l'une ou l'autre veut entreprendre une action indépendante. Les incidents se succèdent, en 1913, pendant le règlement du conflit balkanique (1). Cette hostilité sourde est encore aggravée par l'attitude des milieux militaires autrichiens qui, sous l'impulsion de Conrad de Hoetzendorff, continuent à mépriser l'alliance italienne, après avoir longtemps prêché la nécessité de mettre l'« allié » à la raison, au besoin par une guerre préventive.

D'autre part, les relations de l'Italie avec la Russie et avec la France inquiètent toujours la diplomatie austro-allemande. Les gouvernements français et russe n'avaient d'abord vu dans le renouvellement anticipé de la Triplice qu'un « mauvais moment », un nuage passager. Mais ils sont surpris lorsqu'en novembre 1912, à l'occasion de la question du « port serbe » dans l'Adriatique, l'ambassadeur d'Italie à Paris, Tittoni, déclare que les engagements austro-italiens, *antérieurs* aux arrangements franco-italiens et franco-russes, sont *obligatoires* pour l'Italie. En cas de conflit austro-russe, « le gouvernement italien... serait obligé d'accorder à l'Autriche un appui armé. » Ils s'inquiètent davantage, à la fin de 1913, lorsqu'ils apprennent la conclusion de la convention navale entre l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie. Pourtant San Giuliano, questionné par l'ambassadeur de Russie, en avril 1914, lui donne l'assurance que la Triplice a été renouvelée sans modifications, et que les accords franco-italiens gardent toute leur valeur.

A vrai dire, à Paris aussi bien qu'à Berlin, l'attitude de l'Italie, en cas de crise internationale, reste une « inconnue ».

3. *L'attitude de la Roumanie.* — La Roumanie n'était pas liée *directement* à la Triplice. Le traité secret du 30 octobre 1883 était un acte austro-roumain. Mais, à chacun des renouvellements, l'Allemagne, puis l'Italie, donnaient des déclarations d'« accession » à ce traité. Aux yeux du gouvernement roumain, aux yeux du roi Carol lui-même, que ses liens de famille attachaient à la dynastie prussienne, c'était bien l'Allemagne, d'ailleurs, et non pas l'Autriche, qui était le centre d'attraction. « S'il s'agissait d'un traité purement austro-roumain », avait dit le roi dès l'origine de l'alliance, « il n'y aurait pas un Roumain pour le signer ; c'est l'accession future de l'Allemagne qui rend le traité possible, et qui lui donne, à mes yeux, comme aux yeux de mes ministres, sa vraie valeur ». Entre l'Autriche et la Roumanie, un obstacle demeurait : la question des Roumains soumis à la domination hongroise. De temps à

(1) Voir ci-dessous, p. 319.

autre, les plaintes de la minorité roumaine de Transylvanie provoquaient un mouvement d'opinion dans le royaume. La situation était donc exactement parallèle à celle qui existait entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie : l'alliance subsistait ; mais elle était minée par l'« irrédentisme ».

Depuis 1909, la politique de Sazonof — bien qu'entre la Russie et la Roumanie la question de Bessarabie fût l'occasion de difficultés analogues, — travaillait à tirer parti de cette situation. Cependant, le traité austro-roumain était renouvelé, pour la quatrième fois, le 5 février 1913, et les déclarations d'accession de l'Italie et de l'Allemagne étaient données dans le courant du même mois.

Mais quelques semaines plus tard, la fidélité de la Roumanie à l'alliance est compromise. C'est la politique austro-hongroise qui provoque cette défection. Lorsque les résultats de la première guerre balkanique inquiètent l'opinion roumaine, qui veut obtenir de la Bulgarie une compensation territoriale, le comte Berchtold n'adopte pas sans réserves le point de vue roumain (1). Il veut ménager la Bulgarie, qui peut être un « contrepoids » tout indiqué contre le développement de l'influence russe dans les Balkans. Son rêve serait de rapprocher la Bulgarie et la Roumanie, et de les amener toutes deux à la Triple. C'est en vain que l'ambassadeur d'Allemagne Tschirschky met le ministre des Affaires étrangères austro-hongrois en garde contre les dangers de cette politique : à vouloir « chasser deux lièvres », on risque de ne rapporter ni l'un ni l'autre (5 mars 1913). L'Autriche-Hongrie s'obstine : elle s'efforce, tout en donnant à la Roumanie un appui officiel, de protéger, en sous-main, les intérêts bulgares. Le gouvernement roumain n'est pas sans s'apercevoir que le Ballplatz « attache autant de prix aux relations avec la Bulgarie qu'aux relations avec la Roumanie », son alliée de longue date. D'ailleurs la diplomatie russe se charge de lui ouvrir les yeux, en le mettant au courant de l'attitude de l'Autriche-Hongrie. Lorsque éclate la guerre « interbalkanique » de juillet 1913, la Roumanie échappe à l'influence autrichienne. Déjà l'Allemagne a constaté la « profonde méfiance » de l'opinion publique roumaine à l'égard de la Double Monarchie. Cette méfiance ne fera que croître, lorsque, pendant les pourparlers de paix, la politique autrichienne appuiera les revendications bulgares dans l'affaire de Cavalla. A l'automne de 1913, la « séparation morale » est complète entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie. Sans doute le traité subsiste ; mais c'est « une chose morte », dit le ministre d'Autriche-Hongrie, comte Czernin (2). Les Puissances centrales pourront-elles réussir à le ranimer ?

— (1) Voir chapitre IV, p. 244, et chapitre V.

(2) Voir ci-dessous, p. 316.

CONCLUSION

L'Europe à la veille de la grande guerre

CHAPITRE PREMIER

Les menaces de conflits

I. — LES DIFFICULTÉS DES ÉTATS BALKANIQUES (1) (1913-1914)

1. *La paix bulgare.* — Les Puissances n'avaient pas vu sans inquiétude l'avance des troupes turques au delà de la ligne-frontière fixée, dans ses grandes lignes, par les préliminaires de Londres. Le 24 juillet, la « réunion » des ambassadeurs, sur la proposition de Grey, avait décidé de « rappeler le gouvernement ottoman au respect du traité de Londres, et notamment de la disposition relative à la ligne Enos-Midia ». En échange on était prêt à faciliter aux Turcs l'abandon d'Andrinople par des compensations : la frontière de l'Erguénè, une indemnité de guerre, l'élévation des douanes, voire selon la formule allemande, « l'amélioration » des Capitulations, que les Jeunes-Turcs honnissent. Mais le gouvernement turc est intraitable : son mémorandum du 6 août affirme que toute la nation « se dresserait comme un seul homme contre n'importe quel Cabinet qui commettrait la grave faute d'aller à l'encontre de la volonté nationale de garder Andrinople et tout le territoire occupé. Il s'ensuivrait dans tout le pays une anarchie qui aurait des conséquences autrement plus graves que celles qui font hésiter les Puissances à se rallier à notre juste point de vue ». La résistance turque était d'autant plus vive que l'Empereur allemand faisait dire à son ambassadeur de « ne pas se mêler » de l'affaire d'Andrinople. La démarche collective eut pourtant lieu le 7. Mais la Porte savait à quoi s'en tenir sur cette unanimité.

(1) DOCUMENTS. — Siebert, *Diplomatische Aktenstücke.* — *Die Grosse Politik*, vol. XXXVI, 1^{re} et 2^e parties, vol. XXXVII, 2^e partie; vol. XXXVIII; vol. XXXIX, Berlin, 1926. — « Livre jaune » : *Les Affaires balkaniques*, t. III. — Mousset : *L'attentat de Sarajevo d'après les sténogrammes du procès et d'autres documents inédits* (*Revue d'Histoire Moderne*, septembre-octobre 1928).

TÉMOIGNAGES. — Driault, *Histoire diplomatique de la Grèce*, t. V (textes des archives helléniques), Paris, Presses Universitaires, 1926. — Boghichévitch, *op. cit.*, — *Cinq ans d'histoire grecque*, 1912-1917 (discours de Venizelos, etc.), Paris, Berger-Levrault, 1917. — Conrad, *op. cit.*, t. III. — Diamandy, *La grande guerre vue du versant oriental* (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1927 et 1^{er} janvier 1928).

Le traité de Bucarest laissait les Bulgares et les Ottomans aux prises. Mais derrière chaque adversaire, une grande Puissance veillait. Ici l'Allemagne ; là la Russie. Sazonof proteste contre les fonds que la Régie des Tabacs ou la Dette publique versent au gouvernement ottoman : Giers, l'ambassadeur russe, constate que ces avances « détruisent tout l'effet » des démarches diplomatiques (9 août), et le ministre, afin « d'éviter la nécessité d'appliquer des moyens actifs », demande à toutes les Puissances de refuser à la Turquie « tout appui financier » (12 août). Mais ce « boycott financier » n'est pas du goût de Zimmermann, qui fait l'interim à Berlin, veut laisser la Bulgarie et la Turquie « en tête à tête ». Guillaume II lui-même s'en mêle. « Les vrais intérêts de l'Europe, écrit-il le 16 août, épaule contre épaule, peuvent être défendus par les protagonistes des deux groupes, l'Allemagne et l'Angleterre... Les deux membres en opposition ouverte, l'Autriche et la Russie, ont fait tant de fautes que leur influence balkanique a subi un échec peut-être irréparable ». L'Allemagne refuse d'endosser ces fautes. Il faut se contenter de « laisser mûrir la situation ». Il suffit de donner aux Turcs le conseil de s'entendre directement avec les Bulgares : on doit éviter d'exciter contre l'Allemagne l'opinion musulmane. Conclusion : « Rejeter absolument les idées de Grey d'une action germano-russe contre Stamboul à propos d'Andrinople ». « En d'autres mots : Grey est anxieux de voir son allié, la Russie, se séparer de l'Entente. Et nous devrions l'aider à retenir les Russes en Angleterre ! Je n'y ai jamais songé ».

La Bulgarie pousse toujours le gouvernement russe à intervenir. Sazonof insiste pour son « boycott financier » (note du 19 août), songe au rappel de Constantinople des trois ambassadeurs de l'Entente, encourage la Bulgarie à refuser des négociations directes avec la Turquie (20 août), proteste contre le passage de la Maritsa par l'armée turque, tâche de faire pression sur Pichon pour qu'il le suive (22 août), obtient une promesse française d'ostracisme pécuniaire (23 août). Mais il se heurte à la passivité britannique et à la prudence allemande. « L'Europe est lasse des Balkans », écrit Jagow à Sofia (29 août). Sazonof doit de son côté faire savoir qu'il ne peut rien faire. Le Conseil des ministres bulgare accepte des négociations directes (29 août). A l'aide que le roi des Bulgares fait demander à Berlin, Jagow répond : « Nous ne pouvons pas nous mêler dans les négociations des questions de détail » (2 septembre). Alors Sofia s'adresse à Vienne, qui se retourne vers Berlin. Molle réplique : « J'ai promis, écrit Jagow à Wangenheim, que Votre Excellence prendrait l'avis de son collègue d'Autriche-Hongrie et conseillerait à la Porte de ne pas trop tendre la corde » (13 septembre). Et il ne se laisse pas prendre aux espoirs bulgares, au ralliement à la Triplice, car la Roumanie ne veut rien savoir. La Bulgarie n'a qu'à s'incliner.

Le traité de Constantinople (29 septembre) rend à la Turquie toute la Thrace orientale, y compris Andrinople : la frontière, approximativement Est-Ouest de la mer Noire à la Maritza, traverse la Maritza à Moustafa pacha, en amont d'Andrinople, puis se dirige en gros du Nord au Sud, rejoignant la basse Maritza et la suivant jusqu'à Enos sur les bords de l'Égée.

2. *La paix grecque.* — Dans aucune des questions balkaniques, les intéressés ne restent seuls. La « réunion » des ambassadeurs de Londres continuait à disposer des terres laissées en litige, les Iles de l'Égée, l'« Epire du Nord », revendiquées par la Grèce. Mais elle se contentait de prendre acte des tergiversations italiennes, en renvoyant la décision au sujet du Dodécannèse à l'exécution du traité de Lausanne (art. 2), soit à l'évacuation par les troupes ottomanes de la Tripolitaine et la Cyrénaïque, où les Italiens guerroyaient toujours contre les irréguliers (12 août). Cependant les Italiens négociaient à Constantinople, poussant les Turcs à reprendre les îles occupées par les Grecs, Chios, Mytilène, etc., recherchant des concessions, commandes de navires, terres à Adalia. En même temps ils transformaient leur propre occupation du Dodécannèse en une véritable conquête, installant à Rhodes la *Banca di Roma*, une université italienne, des écoles congréganistes, expulsant, emprisonnant les patriotes grecs, en particulier les instituteurs.

Aucune Puissance n'est disposée à encourager l'action italienne. L'Allemagne ne veut ni abandonner la Turquie ni pousser la Grèce vers l'Entente. Elle favorise donc la conclusion de la paix gréco-turque. « Son échec menacerait fortement notre politique orientale », écrit Jagow à Wangenheim (8 septembre). Les concessions exigées de la Grèce en Albanie doivent donner lieu à des compensations dans l'Archipel. Cependant la Porte est toujours intransigeante : « Nous avons confié le sort des Iles aux Puissances, dit le grand vizir à Pallavicini, l'ambassadeur d'Autriche. Mais si on les donne aux Grecs, c'est la guerre » (27 septembre). Le roi de Grèce, à Londres, « est inquiet et il met son espoir dans l'intervention des Puissances », rapporte Paul Cambon, à qui Constantin a rendu visite (30 septembre). A Constantinople, à Athènes, les représentants de l'Allemagne s'efforcent d'empêcher la reprise des hostilités, certes. Mais l'influence de Wangenheim est plus grande que celle d'un ministre ou chargé d'affaires en Grèce. Et l'Empereur finit par conseiller « de modérer les prétentions grecques » (3 octobre).

L'Entente fut toujours favorable à la Grèce. Mais quand la Russie propose une démarche collective à Constantinople, qui montrerait les Puissances « résolues à ne pas admettre qu'une nouvelle guerre éclate dans les Balkans », quand la Grande-Bretagne prie la France de se joindre

à elle pour demander à Rome des précisions sur la future évacuation du Dodécannèse, par deux fois la timidité de Pichon se récuse : il répond à Pétersbourg qu'il participera à des démarches « unanimes » (6 octobre), laisse faire une démarche anglaise isolée à Rome, et à une interrogation du chargé d'affaires italien répond que, dans la question des Iles, il considérera : « 1^o la nationalité des insulaires ; 2^o la sûreté du littoral ottoman ; 3^o l'équilibre des forces dans la Méditerranée » (16 octobre).

Devant ces incertitudes générales, le rôle d'« arbitre des Balkans » échut encore à la Roumanie. Les prétentions turques risquaient de remettre en question le traité de Bucarest. Et la Bulgarie s'agitait déjà, songeant à une alliance turque, envoyant son roi à Vienne (6 novembre). Také Ionescou se fait l'honnête courtier. A Athènes il intervient entre les négociateurs, grecs et turcs, donne l'assurance que la Roumanie regardera comme un *casus belli* toute marche en avant des Turcs (7 novembre) ; il fait signer en hâte le traité d'Athènes, qui au reste se contentait de la reprise des relations, de la suppression des Capitulations, mais laissait l'attribution des Iles à la discrétion des Puissances (13 novembre). « Souvenez-vous, Messieurs, — disait Venizelos à la Chambre le 26 août 1917 pour défendre sa politique passée, — de l'esprit de conciliation dont j'ai fait preuve au cours des pourparlers du traité d'Athènes... Peu s'en est fallu qu'on ait voulu me traduire devant un tribunal spécial pour avoir sacrifié nos droits... en échange de la paix, de la tranquillité et de la sécurité de l'État ». Le traité d'Athènes était par beaucoup considéré comme provisoire, puisqu'il ne réunissait pas tous les Grecs à la Grèce.

Les Puissances s'étaient saisies de la délimitation de l'Albanie. La résolution de la « réunion » des ambassadeurs (11 août) avait créé une commission qui, sur place, devait fixer les frontières sud. L'affaire intéressait au premier chef l'Autriche et l'Italie. Or, les instructions italiennes sont très nettes : la frontière gréco-albanaise doit être « autant que possible une frontière géographique naturelle... La commission devra par conséquent tenir compte de la dépendance des vallées de la mer et attribuer, si possible, des vallées entières à un seul État... Elle devra aussi tenir compte des voies naturelles de communications entre les régions intérieures et la mer... Le délégué italien devra procéder toujours d'accord avec le délégué austro-hongrois et s'assurer, avec lui, la coopération du délégué allemand. Il devra s'employer afin que la frontière... laisse à l'Albanie l'entière vallée d'Argyrocastro..., Prémëti, Liaskoviki, et, en arrivant aux monts Gramos, en suive la crête jusqu'au territoire de Koritsa », c'est-à-dire attribue Koritsa à l'Albanie.

Ainsi la frontière était décidée d'avance. En face de ce bloc de la Triple, les délégués anglais, russe et français sont plus ou moins indif-

férents et très pressés d'en finir. L'Albanie est inconnue aux membres de la commission. Aux moindres difficultés, on accuse la Grèce. La commission a ordre de ne pas tenir compte des manifestations, aisément montées. Le 4 octobre, elle commence ses délibérations, décide de n'entendre aucune députation grecque ni albanaise, de n'accepter les services d'aucun fonctionnaire ni particulier, de délibérer secrètement, d'inviter la Grèce à ne tolérer aucune démonstration. A Koritsa, elle est, accueillie par des drapeaux grecs et les cris : « L'union ou la mort ! » A Kolonia, toutes les maisons sont fermées et la population s'est enfuie. Les deux gouvernements, italien et austro-hongrois, sans même consulter l'Allemagne, dépêchent à Athènes un ultimatum, fixant au 31 décembre le délai ultime des travaux de la commission, menaçant, si tout n'est pas fini à cette date, de chasser les troupes grecques des territoires contestés (30 octobre). Le gouvernement grec répond par une note aux six Puissances (4 novembre) ; il reproche à la commission de « s'en rapporter au seul témoignage des femmes âgées de plus de 60 ans », d'avoir exaspéré les populations en pénétrant dans les maisons, de se faire accompagner seulement de cavas, de begs albanais, et d'interprètes qui traduisaient faussement les réponses des indigènes.

Les délégués sont dans l'impossibilité de « constater la langue maternelle ». Alors le gouvernement anglais propose de prendre pour bases « les considérations économiques, stratégiques et géographiques » (8 novembre). Les délégués de la Triple-Alliance n'en veulent pas davantage (10 novembre). Grey a également mis en avant une frontière transactionnelle, qui ne change pas sensiblement le projet austro-italien entre les crêtes du Gramos et l'entrée nord du canal de Corfou (Ftélia, au sud du cap Stilo). L'Autriche et l'Italie l'acceptent, à la condition qu'on ne discute plus et que les Grecs évacuent les terres attribuées à l'Albanie (4 décembre). L'Allemagne refuse de soutenir les revendications de la Grèce : « Nous devons marcher avec nos alliés ». Le Roi adresse au ministre allemand à Athènes une lettre furieuse : il perd Argyrocastro, Delvino, etc. ! « Le comble, c'est que la commission est à Florence ! » (elle s'y est transportée pour clore ses travaux). « Dieu nous protège contre les conséquences de cette injustice inouïe, qui fera couler le sang... L'Angleterre dans cette question a voulu être plus catholique que le Pape ! » (11 décembre).

Le protocole de Florence (19 décembre) enregistrait, somme toute, les thèses austro-italiennes : la Grèce n'avait rien de ce qu'elle appelait l'« Epire du Nord ». La frontière, tracée *grosso modo* Sud-Ouest Nord-Est, de Ftélia au lac de Prespa, réunissait au nouvel État albanais les grandes vallées albanaises de la Voïoussa, de l'Ossoum et du Dévoli, et surtout, sauf une solution de continuité au centre, la grand'route de

Saranda (Santi-Quaranta) à Kortcha (Koritsa), la seule route utilisable de toute l'Albanie du Sud.

Restaient à obtenir le retrait des Grecs de l'Albanie et leur entrée en possession des Iles égéennes. Sir Edward Grey encore propose une solution. Son aide mémoire du 13 décembre lie les deux questions, vise à un *general settlement* : les Iles occupées par les Grecs leur seront attribuées, sauf Imbros et Ténédos face aux Détroits, sous réserve de neutralisation ; les Iles occupées par l'Italie feront retour à la Turquie avec une large autonomie ; l'Albanie sera évacuée dès janvier. Sazonof approuve, puis, avec empressement, le nouveau président du Conseil français, M. Doumergue (14 décembre). Mais San Giuliano ergote : laisser à la Grèce Chios et Mytilène, c'est vouloir la guerre, car la Turquie ne le permettra pas (15 décembre). Il ne renoncera pas à ses Iles « sans un équivalent », et au reste les Turcs sont encore en Tripolitaine (18 décembre). A Vienne grand embarras : on fait savoir qu'on ne sera pas intraitable, car l'Autriche a besoin d'un traité de commerce qui lui assure un débouché sur Salonique (23 décembre). Les trois Puissances alliées finissent par répondre collectivement à Londres : elles ne consentent qu'à tenir compte « avec bienveillance » de l'attitude de la Grèce, quand elle aura évacué, le 18 janvier, l'Albanie du Sud (31 décembre).

La Turquie encouragée dans sa résistance, prétendant, en dépit des préliminaires de Londres — fait remarquer M. Doumergue — garder au moins les îles du littoral asiatique, Venizelos entreprend la tournée des capitales. A Rome, il promet de l'argent à l'Albanie (10 janvier 1914). A Paris, il sollicite un emprunt et signe le nouveau contrat de la mission militaire (14 janvier). A Berlin, il demande des assurances contre la Turquie belliqueuse (25 janvier). A Vienne, il laisse entendre qu'une union des États non-slaves des Balkans devrait être le « contrepoids » des États slaves, mais ne se laisse pas convaincre de renoncer à l'alliance serbe, comme lui demande Berchtold (1^{er} février). A Pétersbourg, il fait valoir la « discrétion » de ses demandes, des rectifications de la frontière épirote (5 février). Mais on ne se laisse guère prendre au charme du « divin Ulysse », comme l'appelle M. Poincaré. Les six Puissances adressent à Athènes une note sévère, promettant les Iles, mais enjoignant d'évacuer l'Albanie du Sud à partir du 1^{er} mars (13 février). La Grèce se soumet, présente d'autres revendications de détail, confiante « en l'esprit de justice et d'équité » des Puissances (21 février).

Or, le 19 février, les Grecs de l'Albanie du Sud, inquiets de se voir incorporés dans l'État albanais et musulman, se soulevaient contre l'Europe, formaient à Argyrocastro un « gouvernement provisoire de l'Épire du Nord ». A la Chambre grecque, Venizelos désavoue les instiga-

teurs (9 mars). Le nouveau *mbret* (empereur) d'Albanie, prince Wilhelm zu Wied, envoie force rapports à l'Empereur allemand, dénonce les bandes grecques encadrées, dit-il, d'officiers de l'armée active. Pourtant, des négociations s'engagent entre les gouvernements albanais et épirote : celui-ci réclame la sauvegarde de la langue dans ses écoles et de la religion, grâce à une gendarmerie recrutée en proportion des Chrétiens et des Musulmans (5 avril). Un long mois de discussion aboutit à « l'accord de Corfou » (17 mai) : autonomie des deux « provinces » d'Argyrocastro et de Koritsa, institution de conseils locaux, « gendarmerie locale composée d'éléments des différentes confessions proportionnellement au nombre des adeptes existant dans ces provinces », reconnaissance des communautés orthodoxes « personnes juridiques », possédant des écoles grecques, usage de l'albanais et du grec devant les tribunaux, maintien des privilèges spéciaux des Chimarriotes, etc.. Les Puissances ratifièrent l'accord (18 juin).

La Grèce officielle avait obéi aux Puissances, comptant recevoir toutes les Iles de l'Égée. Mais d'une part, les Italiens s'ancraient dans le Dodécannèse et à Rhodes, d'autre part les Jeunes-Turcs prétendaient recouvrer les îles du littoral micrasiatique, Chios et Mytilène surtout. Appelé en honnête courtier par le roi Constantin comme par Enver et Talaat, de Corfou, où il séjourne, Guillaume II propose une alliance gréco-turque en échange de la suzeraineté ottomane maintenue sur l'Archipel (16 avril). Mais les Turcs, poursuivant leur politique d'ottomanisme, chassent Bulgares et Grecs, tandis que les Musulmans sont expulsés des nouveaux États. « La presqu'île des Balkans, écrivait M. Bompard, est tout entière... le théâtre d'horreurs comparables à celles qui ont accompagné les grandes migrations » (26 avril). L'ambassadeur de France multipliait les appels à la sagesse. Mais de Vienne, on poussait les Turcs à s'entendre avec les Grecs contre les Slaves et on faisait luire une nouvelle Ligue balkanique affranchie de la Russie (2 mai).

C'est par l'entremise des représentants de l'Allemagne dans les deux capitales que se poursuivent les négociations gréco-turques. Venizelos est prêt à admettre la suzeraineté ottomane sur les Iles, qui pourrait lui donner également le Dodécannèse. Mais à Constantinople on est plus récalcitrant : « L'Allemagne pense donc, réplique le grand vizir à Wangenheim, que nous devons céder aussi Smyrne, et finalement Constantinople, parce que beaucoup de Grecs y habitent. Pourquoi ne rendez vous pas la Lorraine ? » (7 mai). Et les persécutions continuent, particulièrement en Asie Mineure. Le 8 juin le Patriarche fait fermer les écoles et les églises grecques « en signe de deuil ». Le 12, Venizelos envoie une note énergique, réclamant la fin des évictions, la réparation des dommages. « Il faut qu'à Constantinople, ajoutait le ministre d'Allemagne, on sache

clairement que les Grecs ne bluffent pas et sont tout à fait fermement décidés à la guerre » (14 juin).

Tandis que de Paris on s'efforce « d'attirer la plus sérieuse attention de la Porte sur la nécessité d'agir sur les Musulmans et d'enrayer l'expulsion des populations grecques » (13 juin), de Berlin pas un conseil. Et Talaat, ministre de l'Intérieur, continue sa tournée de propagande en Anatolie. Aux dires de Morgenthau, ambassadeur des États-Unis, il est, avec Enver à la Guerre, le véritable maître de l'Empire ottoman. « Nous sommes les boulangers et la Turquie est la pâte, disait à cette époque à Wickham Steed un autre Jeune-Turc. Le boulanger la tire et la pousse, la cogne et la gifle, la frappe à coups de poing jusqu'à ce qu'elle soit à point pour être enfournée. C'est ce que nous faisons ».

Le maintien de la paix balkanique intéressait au plus haut point la Roumanie. Bratiano intervint avec netteté et vigueur. « Le gouvernement roumain, fit-il dire à Athènes, considère une initiative belliqueuse de la Grèce comme une attaque injustifiée et une provocation » (17 juin). Et il se joignit à la Russie pour déclarer à Constantinople que les deux États n'admettraient pas, en cas de guerre, la fermeture des Détroits (19 juin). La guerre était écartée, mais non le problème grec. Talaat déclare froidement que, s'il fait évacuer par les Grecs le littoral d'Asie Mineure, c'est pour garantir contre la propagande hellénique le pays peuplé de Grecs (1^{er} juillet). Et il demande que les Îles constituent un État autonome, dont l'Europe désignera le souverain. Le roi de Grèce en appelle à l'« amitié et bonne volonté » de Guillaume II pour qu'il ordonne à l'ambassadeur à Constantinople d'appuyer des négociations « qui répondent tout à fait à l'esprit des conversations de Corfou » (18 juillet). Cet appel reste sans réponse.

La situation est clairement résumée par une déclaration d'Enver s'entretenant avec Wangenheim (23 juillet). Une petite partie du Comité, dit-il, est pour une alliance avec la Russie et la France. Mais la majorité ne veut pas être la vassale de la Russie, est convaincue « que la Triple-Alliance est plus forte militairement que l'Entente et sera victorieuse dans une guerre mondiale ». Cependant la Turquie est un trop petit État pour s'inféoder à un grand groupe. Reste pour elle « deux possibilités d'alliance secondaire » : l'alliance avec la Grèce, tournée vers la Triple Entente; l'alliance avec la Bulgarie qui conduit à la Triple-Alliance. Le Cabinet est prêt à conclure avec la Bulgarie, mais la Triple-Alliance doit patronner cette entente. Ou bien dans le Comité les amis de la France remonteraient sur l'eau. Le salaire sera la Thrace occidentale, reprise.

Ainsi pour entrer en guerre contre l'Entente, les Jeunes-Turcs n'attendent que l'occasion.

3. *La paix serbe.* — Il avait fallu faire accepter les frontières Nord de l'Albanie par la Serbie comme les frontières Sud par la Grèce. Dans les nombreuses séances de la « réunion » des ambassadeurs de Londres en mars et avril 1913, on avait fini par se mettre d'accord sur une frontière, qui laissait à l'Albanie la vallée du Drin jusqu'à Scutari et la mer, mais qui attribuait aux Serbes les bassins de Debar (Dibra), Prizren, Diakova, Plava. Or, ces territoires restaient occupés par l'armée serbe. Le 29 juillet la « réunion » avait demandé que les ministres des Puissances à Belgrade rappelassent « avec insistance au gouvernement serbe son obligation d'évacuer sans délai le territoire albanais et de respecter les limites de la frontière Nord et Nord-Est de l'Albanie », établies par les Puissances et communiquées le 15 avril. La communication fut faite le 2 août. Le 17, Pachitch répond que « la Serbie avisera sérieusement aux moyens de laisser l'enfant albanais à l'éducation exclusive de ses parents ».

Cette soumission ne fait pas l'affaire de tout le monde. Le 27 juillet, dans une conversation avec Berchtold, Conrad von Hoetzendorff affirmait la nécessité de profiter des circonstances : « Une action contre la Serbie doit être précédée d'un ultimatum exigeant de la Serbie la cessation des hostilités et le consentement aux frontières restreintes. Une mobilisation contre la Serbie, simplement dans la vue de dégager la Bulgarie et de gagner sa sympathie, n'en vaut pas la peine. Si on mobilise, c'est pour un but conforme à nos intérêts. Je considère comme ce but l'occupation durable de la Serbie par la Monarchie ». Et le chef d'état-major autrichien tente de gagner à sa politique Guillaume II lui-même : le 8 septembre, à Salzbrunn, il cherche à démontrer qu'en cas de guerre européenne l'Autriche ne serait d'aucun secours pour l'Allemagne, si elle devait s'occuper de la Serbie; il ne faut pas attendre que la Serbie ait reconstitué son armée, dispose de vingt divisions : « Il n'y a que deux alternatives : ou réunir pacifiquement la Serbie à la Monarchie ou la traiter en ennemie ». Et l'Empereur approuve : mieux vaut une union que le risque d'être attaqué dans le dos par le voisin.

Or, des bandes albanaises, environ 15.000 hommes, sont sur les terres laissées à la Serbie. Elles chassent même les Serbes de Debar. Le consul français à Monastir signale qu'elles seraient accompagnées d'officiers autrichiens (25 septembre). La Serbie mobilise une division. Mais le ministre des Affaires étrangères par intérim, M. Spalaïkovitch, déclare au chargé d'affaires italien que « la Serbie n'entreprendra qu'une action défensive contre les agresseurs albanais, qu'elle fera preuve de grande modération, qu'elle ne pense pas s'emparer des territoires albanais et qu'elle est fermement décidée à respecter les décisions des Puissances » (28 septembre). Pachitch est à Vienne : il déclare à Berchtold que « sa

politique tend à des rapports amicaux avec l'Autriche-Hongrie », mais il refuse les « privilèges spéciaux » que réclame la monarchie danubienne (3 octobre).

Le même jour, à Vienne, conseil de ministres pour les affaires communes, dont Conrad nous a gardé le procès-verbal. Berchtold indique que la révolte albanaise procure aux Serbes des prétextes d'intervention, qu'au surplus la Russie et la France ont dans les Balkans une politique active, que le capital français se prépare à conquérir les Balkans et « entraver notre force à l'heure décisive ». Conrad avait demandé à l'Empereur, le 2 octobre, que l'on profitât de la venue de Pachitch à Vienne pour exiger une alliance : « Ou bien, répète-t-il au Conseil, la Serbie se joindra loyalement et complètement à la Monarchie, comme la Bavière à l'État allemand ; ou bien il faut passer à une hostilité déclarée. C'est maintenant le moment le plus favorable. » Tisza, le président du Conseil hongrois, s'oppose à cet *Anschluss* : mais il faut crier « Stop ! » à la Serbie, et se préparer à lui infliger « une défaite diplomatique, et éventuellement une défaite militaire ». Stürgkh, le président autrichien, qui rejette aussi les idées de Conrad, conclut : « Une défaite de la Serbie est une condition de l'existence de la Monarchie. » Conrad insiste pour que ce soit tout de suite : « Tout délai du point de vue militaire fait empirer la situation », et il réclame 435 millions de couronnes pour l'armement, 200 millions pour les deux Landwehr. A l'amiral Haus, il faut 426 millions pour construire quatre nouveaux grands vaisseaux. Le ministre commun des Finances se plaint du manque de pécune, mais accepte d'engager les dépenses.

Cependant, une commission internationale tente de délimiter sur le terrain la frontière nord-albanaise. Pachitch faisait observer qu'il était difficile aux troupes serbes, attaquées par des bandes albanaises, de se tenir en deçà d'une frontière qui n'était pas strictement fixée. L'Autriche, selon le conseil que donnait Tisza le 3 octobre, décide d'agir seule. Elle s'assure de « l'appui moral » de l'Allemagne (16 octobre) et elle remet à Belgrade une « note verbale » : « L'ordre qui enjoint aux troupes serbes d'arrêter leur marche ne saurait être considéré comme suffisant. Il est indispensable aux yeux du gouvernement impérial et royal que le gouvernement serbe procède au rappel immédiat de ses troupes qui ont dépassé les frontières fixées par la réunion de Londres. Il donne pour évacuer un délai de huit jours. « Au cas contraire le gouvernement impérial et royal se verrait à son grand regret dans la nécessité d'avoir recours aux moyens propres à assurer la réalisation de sa demande » (17 octobre). Immédiatement Guillaume II « approuve avec une grande satisfaction la nouvelle que l'Autriche-Hongrie est cette fois décidée fermement à ne pas céder à la Serbie », et ordonne à Jagow

de faire connaître « que l'Autriche-Hongrie pourra être absolument sûre de l'appui » allemand (17 octobre). L'Italie grogne, mais suit ses alliés.

La surprise fut surtout vive à Londres. Grey le prit de très haut : « Si d'elle-même une Puissance, sans avoir pris l'avis du concert, adresse un ultimatum, c'est une démarche sérieuse et qui portera loin. Le Cabinet autrichien ne peut pas se dissimuler qu'une telle démarche met en danger le concert ». Il a conseillé à la Serbie de retirer ses troupes, mais « les arguments de la Serbie, à savoir que l'Albanie a d'abord violé ses frontières et n'offre aucune garantie contre le renouvellement de cette violation, ont quelque poids » (20 octobre). La note fut au reste suspendue, puis annulée : la Serbie s'était soumise. La Russie avait fait dire à Belgrade qu'elle ne fera pas la guerre pour les frontières albanaises. Même avis de la Roumanie. Le gouvernement serbe déclare qu'il ramène en arrière ses troupes, mais demande aux grandes Puissances d'envoyer un contingent de troupes internationales, d'organiser la gendarmerie albanaise, bref de mettre fin aux incursions des bandes (25 octobre).

L'Autriche tenait en réserve une autre question.

Durant les guerres balkaniques, le gouvernement serbe avait exploité les chemins de fer de Vieille-Serbie et Macédoine, entre autres les lignes de la compagnie austro-allemande des « Chemins de fer orientaux ». Depuis janvier 1913, la *Deutsche Bank* et l'« Union bancaire viennoise » (*Wiener Bankverein*), qui possédaient la majeure partie du capital-actions, insistaient pour qu'on rendît à la Compagnie les lignes, entre autres celle de Mitrovitsa-Uskub-Salonique, qui servait de rocade à l'armée serbe pour les transports le long des frontières occidentales. Pachitch ne nie pas les droits, mais propose d'acheter les chemins de fer. Le gouvernement allemand appuie les réclamations de la *Deutsche Bank* par une démarche formelle (11 octobre). Le gouvernement autrichien fait demander à la Serbie la rétrocession des chemins de fer, la revision du traité de commerce (exportation des porcs), le règlement de la navigation sur le Danube et la Save (8 décembre), puis, pour s'assurer le soutien des Banques françaises, propose l'internationalisation des « Chemins de fer orientaux », avec part égale pour l'Autriche et la France (15 décembre). Ce fut du reste une occasion de discussions aigres-douces entre l'Autriche et l'Allemagne, saisie d'un mémoire de la *Deutsche Bank* (23 décembre). Tschirschky a ordre d'en remonter à Berchtold : l'Allemagne ne veut pas se laisser frustrer, au profit de la France, de son influence sur les chemins de fer orientaux (19 janvier 1914). C'est sans doute ce qui fit tomber le projet. Alors Vienne s'adresse à Belgrade : elle exige la restitution des lignes (10 mai). La Serbie se contente d'offrir des facilités de transit et la jonction aux chemins de fer

bosniaques (Ouvats) de la ligne Mitrovitsa-Uskub. L'Autriche marchandait, faisait languir les conversations : prétexte éventuel d'intervention.

Depuis le début de 1914, le Ballplatz parlait à nouveau avec insistance du péril panserbe, de la reconstitution de la Ligue balkanique sous l'égide de la Russie. L'occasion avait été, en janvier-février 1914, le voyage à Pétersbourg du prince héritier Alexandre, accompagné de Pachitch. Nous connaissons les conversations du président du Conseil serbe par un long rapport de Pachitch après son entrevue avec le Tsar (2 février). « La Serbie, dit-il, a besoin de la paix pour se refaire et se préparer de nouveau à défendre ses intérêts ». Et il indique ses buts politiques : la paix entre la Grèce et la Turquie ; pas d'emprunt à la Turquie ni à la Bulgarie avant que ne fussent liquidées les questions léguées par la guerre ; l'occupation de l'Albanie par des troupes internationales, qui feront régner l'ordre et éviteront l'intervention austro-italienne ; la recherche de l'alliance roumaine. Et il demande que la Serbie puisse se réarmer en Russie. Le Tsar acquiesce : il approuve l'alliance roumaine, vu l'opposition à la Hongrie des Roumains de Transylvanie ; il s'étonne de l'intronisation du prince de Wied dans une Albanie qui n'est pas viable ; il condamne la politique de Ferdinand de Bulgarie. Pachitch ajoute que les Serbes ne doivent « pas garder rancune aux Bulgares, mais considérer combien l'union de la Serbie et de la Bulgarie serait utile aux deux peuples » : il serait prêt à faire des concessions si la Bulgarie « consentait à aider à la solution de la question serbo-croate ». Nicolas II est tout étonné d'apprendre qu'il y a en Autriche-Hongrie 6 millions de Serbo-Croates, que les Slovènes gravitent vers eux, que les Slaves supportent impatiemment le joug austro-magyar ; il s'apitoie sur les malheurs des Slaves et s'informe de la force de l'armée serbe. Selon Pachitch, la Serbie peut lever et équiper 500.000 hommes.

Il faut lire ce rapport à la lueur des commentaires de la politique autrichienne, que Tschirschky envoyait à ce moment à Berlin. Le gouvernement serbe n'ignorait ni les efforts de Conrad, qui, depuis un an, poussait à la guerre, ni la timidité de Berchtold, incapable de résister au parti militaire. Les Serbes du royaume et ceux du Monténégro, devenus voisins, parlaient d'union : idée en l'air, encouragée par Hartwig à Belgrade, mais non par Obnorski, le ministre russe à Tsétinié, et que le roi Nicolas suivait à contre-cœur. Obnorski proteste à Pétersbourg contre le projet de substituer dans l'armée monténégrine des officiers serbes aux instructeurs russes, tout en sollicitant une aide pécuniaire pour l'entretien des 6.000 miliciens, qu'on porterait en cas de guerre à 50 ou 60.000 (10 février). Cette union des deux royaumes serbes, l'Autriche ne veut point l'admettre, ou bien, elle réclamera, écrit Tschirschky (15 février) que la côte monténégrine, Dulcigno, Antivari, soit réunie à l'Albanie :

« Il faut comme auparavant empêcher l'accès à la mer de la Serbie, avant-poste slave de la Russie ». L'ambassadeur d'Autriche avertit Pétersbourg (5 mars),

A Belgrade, on ne fait rien pour la fusion projetée : on l'attend « comme un fruit mûr ». L'Italie n'y semble pas opposée, ni l'Allemagne : « Impossible d'éviter cette union, note Guillaume II en marge d'un rapport du 11 mars de son ministre à Belgrade. Si Vienne essayait de le faire, elle commettrait une grosse sottise et courrait le risque d'une guerre avec les Slaves, qui nous laisserait absolument froids ». Ce fut, sous la poussée de l'opinion publique, de Tsétinié que vint l'initiative d'un projet précis : une union militaire, diplomatique et financière, « sous réserve de l'indépendance et de la distinction des deux États et de leurs dynasties », écrit le roi Nicolas à son gendre le roi Pierre de Serbie (26 mars). Pourtant Pachitch veut négocier avec la plus grande prudence, pour ne pas provoquer une résistance autrichienne et italienne, observe Hartwig le 30 mars. Sazonof ne cesse de recommander des précautions.

Mais la nouvelle exigence autrichienne, l'annexion à l'Albanie des ports monténégrins, signifie la jonction de l'Albanie et de l'Autriche, et l'Italie ne l'admet pas. En outre Vienne demande la possession du mont Lovtchen, qui commande les bouches de Cattaro, et San Giuliano jette un autre *non possumus*. La peur d'une rupture de la Triplice fait hausser le ton à Guillaume II : « En aucun cas l'Autriche ne doit mettre à nouveau en jeu son prestige, ne doit qualifier d'inacceptables des choses qu'elle sera, en fin de compte, forcée d'accepter » (6 avril). Berchtold traite d'« enfantines » les prétentions italiennes, réédite son intention d'empêcher la Serbie d'accéder à l'Adriatique, parle de revenir sur le traité de Bucarest, de retirer à la Serbie Chtip, Kotchané, Prizren, Diakova : « La Russie a si souvent déclaré qu'elle ne voulait ni ne pouvait défendre les intérêts serbes, qu'il est probable que la Serbie, abandonnée à elle-même, ne se laisserait pas aller aux dernières extrémités » (23 avril). Mais il se le tient pour dit. Les projets sommeillent. Le 10 juillet, San Giuliano déclarait encore à l'ambassadeur d'Allemagne que la prise du Lovtchen signifierait « non seulement la fin de la Triple-Alliance, mais la guerre de l'Italie avec l'Autriche : cette guerre serait menée par tous les moyens, en révolutionnant l'Autriche, et avec l'aide des Serbes et des Russes ». Aux frontières monténégrines la lutte pour l'équilibre sur l'Adriatique se profilait.

4. *La paix magyare : les questions yougoslave et roumaine.* — Dans son rapport annuel de 1913, Conrad signale que la prochaine crise sera causée par « l'effort de la Serbie et de la Roumanie pour acquérir les domaines de leurs compatriotes de la Monarchie ». C'était surtout la

Hongrie, maîtresse de la Croatie et Slavonie, de la Transylvanie, qui était visée. Les victoires serbes et roumaines durant les guerres balkaniques avaient apporté aux petits royaumes un prestige renouvelé. Contre ce que les diplomates ou les militaires de Vienne ou de Pest nommaient la propagande « panserbe » ou « panroumaine », certains hommes tentèrent de se défendre.

Le plus actif, le plus opiniâtre était le président du Conseil hongrois, le comte Etienne Tisza. Un autoritaire sûr de soi, qui avait hérité de son père le goût du pouvoir et de son oncle la fortune. Un homme à poigne, qui se résout parfois à négocier, mais qui tient par-dessus tout à sa Hongrie, qui méprise les allogènes, qui ne connaît que l'oligarchie. Il est convaincu que cette vieille Hongrie, pressée par le « flot slave », ne peut se régénérer que par une victoire militaire. Il conviendra donc de jeter du lest et de parlementer avec les Roumains. Face à Conrad, qui ne pense qu'à la guerre contre tous, contre la Serbie, la Roumanie, l'Italie, face à Berchtold, qui se laisse aller au gré des circonstances, est incapable de résister à l'état-major ou à l'Allemagne, Tisza fait figure d'un homme qui a un plan positif. Aussi séduit-il Guillaume II, qui l'écoute avec enthousiasme à Schönbrunn (23 mars 1914) : il fera des concessions aux Roumains ; mais il faut écarter les Serbes de l'Adriatique ; il entraînera la Bulgarie en lui promettant Kotchané et Chtip, au besoin toute la Macédoine. « Berchtold n'a toujours pas de programme précis sur les Balkans et est particulièrement nerveux à l'égard de la Russie », écrit Treutler, qui résume l'opinion de l'Empereur allemand. Au moins Tisza, lui, a un programme !

Un tel plan ne tenait pas compte des impondérables. Et ils n'apparaissent encore qu'à des observateurs avertis, à des journalistes anglais, familiarisés avec la Monarchie des Habsbourg, comme Seton-Watson ou Wickham Steed. Depuis l'annexion de la Bosnie des étudiants multipliaient les attentats : contre le général Varéchanine, gouverneur de la Bosnie, contre Tchouvaï, ban de Croatie, et contre son successeur, le baron Skerlec. Des pamphlets circulent dans la jeunesse, comme « La mort d'un héros », glorification de Jéraïtch, qui, après avoir manqué Varéchanine, s'était suicidé à Saraïévo : « Je laisse au serbisme le soin de me venger », avait dit celui-ci, et l'auteur du pamphlet, le jeune Gatchinovitch, ajoutait : « La révolution ne vient jamais du désespoir... Elle sort d'une pensée révolutionnaire, qui pousse dans l'enthousiasme national ». Les journaux d'étudiants pullulent, à Lioubliana, à Zagreb, à Split, à Saraïévo, à Pantchévo et Sombor. Durant les guerres balkaniques, des écoles se sauvait une jeunesse turbulente qui allait s'engager dans les rangs monténégrins et serbes. Au retour, des groupes terroristes secrets se formèrent en Bosnie, sur le modèle des comitadji de Macé-

doine, en particulier « la « Jeunesse nationaliste serbo-croate » (*Srpsko-Hrvatska nationalistitchka Omladina*). Dans les écoles on insultait les professeurs. On ferma l'école de Mostar (30 juin 1913), mais les jeunes gens, rendus libres, propagèrent leurs idées. Le général Potiorek, nouveau gouverneur de Bosnie, était spécialement haï de l'« Intelligence » comme des paysans. Alors que le ministre commun des Finances, Bilinski, songeait à créer à Saraiévo une Faculté de philosophie et de droit, et à affranchir les *kmet* des liens féodaux, Potiorek s'oppose à ce qu'on donne aux intellectuels serbes la possibilité de s'instruire et aux paysans le pouvoir de travailler pour eux. Le but de la politique gouvernementale, en Bosnie, écrit-il le 28 mai 1913, est de « maintenir dans son état léthargique la masse de notre population serbe des campagnes, qui jusqu'ici, dans sa plus grande partie, s'est encore montrée passive ».

Au début de 1914 on préparait des attentats. Au printemps on annonça le voyage de l'archiduc-héritier en Bosnie. De Saraiévo on adressa la coupure d'un journal, qui relatait cette venue, à un jeune Bosniaque, Tchabrinovitch, renvoyé de l'école pour tendances socialistes, alors ouvrier imprimeur à Belgrade. Celui-ci la montra à un autre Bosniaque, lycéen à Belgrade, Printsip. Tous deux gagnèrent Saraiévo (1).

Les sociétés secrètes franchissent la frontière. A Belgrade l'excitation est grande contre la politique autrichienne, qui intervient sans cesse pour étouffer la Serbie. La société « Défense nationale » (*Narodna Odbrana*), née en 1908, se recrute aussi parmi les jeunes, étudiants et lycéens. La presse parle ouvertement de la libération des Slaves du Sud. L'Autriche intervient sans cesse pour exciter les passions. A peine la Serbie vient-elle de signer la paix avec la Turquie (traité de Constantinople, 14 mars) et d'entamer des négociations avec la Grèce pour son commerce sur Salonique, que Vienne fait savoir à Athènes qu'elle ne tolérera pas que l'Autriche ait dans ce port moins de droits que la Serbie (16 mars) ; les manufactures autrichiennes, hongroises envoient des armes en Bulgarie. Grande effervescence en ce printemps 1914.

En Transylvanie, la politique magyare était plus dure qu'en Croatie, où il y avait au moins dans le *Sabor* (Diète) un semblant de vie publique. Mais les protestations ne prenaient pas la même forme : l'alliance de la

(1) Le compte rendu sténographique du procès de Saraiévo, — document capital, qui va être publié intégralement par Albert Mousset — montre que la conspiration contre François-Ferdinand est l'œuvre d'étudiants tout jeunes, voire de lycéens, patriotes exaltés, dont quelques-uns sont républicains mêmes, et sans aucune liaison avec le gouvernement de Belgrade. L'idéal, dit Tchabrinovitch, est « d'associer la Bosnie à l'Autriche pour l'unir à la Serbie ». Un autre conjuré, 18 ans, à la question : « Quels sont vos principes politiques ? », répond : « Que les Serbes et les Croates sont un seul et même peuple ». Un troisième, 19 ans, répartit : « Nationaliste yougoslave ». (Cf. Albert MOUSSET : *L'attentat de Sarajevo...* Revue d'histoire moderne, septembre-octobre 1928).

Roumanie avec l'Autriche-Hongrie, l'action de certains évêques, dociles serviteurs de Pest, endormaient des résistances. Malgré les gourdis, la corruption, le scrutin oral, les paysans votaient pour les seize députés roumains, que leur octroyait la loi de 1874 — un par 34.000 tandis que dans les villes magyares 17.000 habitants déléguaient un député —. Mais aux élections de 1910, ils sont réduits à 5. Un petit noyau d'intellectuels accumulait les années de prison et les amendes. La masse restait inculte ; une école pour 1.370 Roumains en face d'une école pour 560 Magyars. Toute une littérature populaire entretenait cependant la liaison avec le royaume d'outre-Karpates. Là, la jeunesse universitaire s'enrôle dans la « Ligue pour la culture roumaine », applaudit le professeur Iorga, qui le 19 octobre 1913 se faisait interviewer : « La politique d'avenir de la Roumanie, disait-il, est la politique des intérêts de la nation roumaine, soutenue par l'énergie, la solidarité et l'organisation de tous les Roumains... Je suis contre l'alliance avec l'Autriche-Hongrie ».

On s'inquiétait à Vienne. Berchtold demande à Jagow de faire tout son possible pour retenir la Roumanie (29 novembre). Tisza de son côté entame des négociations en vue d'un « accord » avec le « Comité national roumain » de Transylvanie, qui, depuis le programme de Sibiiou (12-14 mai 1881) et à l'exemple du contrat ungaro-croate, réclamait l'autonomie : en octobre 1913, il lui propose l'extension des écoles et des églises. C'était au reste, mandait l'attaché militaire colonel Hranilovitch, la « condition nécessaire de l'amitié future » de Bucarest (29 janvier 1914). Bratiano, qui prenait le pouvoir le 16 janvier, le laissait entendre. Double manœuvre, que l'Allemagne réclame, que Tisza poursuit : préparer une ère de calme des deux côtés de cette frontière, pour le grand œuvre contre les Slaves.

Mais les concessions sont insuffisantes. Les négociations transylvaines sont interrompues (17 février). Bien plus, les méthodes terroristes yougoslaves font leur apparition. L'Église roumaine russe avait été rattachée à un évêché hongrois par la bulle pontificale du 8 juin 1912. Un évêque uniате, qui avait adopté le rite hongrois, était tué à Debreczen par une machine infernale (22 février). Conrad, persuadé que la guerre est proche, ordonne de fortifier la frontière transylvaine (10 février) ; il envoie à Berchtold rapports sur rapports, où son attaché militaire signale la recrudescence à Bucarest de la propagande irrédentiste. Le comte Czernin, ministre en Roumanie, déclare que le traité d'alliance n'est plus qu'« un chiffon de papier sans valeur » ; il rapporte la suggestion de l'ancien ministre roumain, Filipescu : la Transylvanie serait cédée à la Roumanie, qui entretrait dans la Monarchie dualiste, devenue trialiste, comme la Bavière en Allemagne ; lui-même, Czernin, propose plus simplement de faire divulguer par une indiscretion le traité, que

bien des Roumains ignorent, mettre le Roi au pied du mur : ou imposer l'alliance à l'opinion publique ou rendre à l'Autriche sa liberté (11 mars).

Mais l'opinion roumaine est au paroxysme : manifestations de l'*Amitié franco-roumaine* pour l'Entente ; conférences de la « Ligue pour la culture », qui lit des adresses d'étudiants transylvains, critique la loi électorale hongroise, fait acclamer conférenciers français, ministre de Russie. Au Théâtre la pièce de Goga, *Monsieur le Notaire*, portrait d'un maire hongrois en Transylvanie, est applaudie avec vigueur et l'on entonne la chanson : « Réveille-toi, Roumain ! » Conrad le Censeur morigène encore : « Ou bien, écrit-il à l'Empereur le 25 mars, il faut réunir la Roumanie à la Monarchie de façon complète et durable, comme la Bavière dans l'Empire allemand, au prix de l'entrée de la Transylvanie dans le royaume roumain », créer ainsi le *Mitteuropa*, « qui procurerait à la Monarchie la possibilité d'une politique balkanique active, en particulier contre la Serbie », « ou bien on renonce à ces grands projets et on entreprend la lutte contre la Roumanie ». Berlin s'illusionne en comptant sur le roi Carol, reprend Czernin le 2 avril : la politique roumaine n'est pas « myope » ; elle jouera son jeu de 1913, elle enverra son million de soldats au secours de la victoire, portera au vaincu le coup de grâce pour acquérir soit la Transylvanie de l'Autriche, soit la Bessarabie de la Russie.

Ainsi dans les domaines sudslaves et roumains de la Double Monarchie se posait la question d'Autriche. Grave souci pour les dirigeants de l'Allemagne.

Un pilier de la domination germanique sur l'Europe centrale est ébranlé. A cause de l'Autriche aussi, des craquements italiens se faisaient entendre dans la Triplice. L'Empereur François-Joseph est mourant et l'énigme de l'héritier se dessine. Celui-ci a des accès de rage, pour ne pas dire de démence. Où mènera-t-il l'Autriche ? D'Allemagne on fait des sondages. On se communique les rapports que font, sur l'archiduc, les princes qui lui rendent visite. Sans doute n'est-il pas belliqueux, écrit le 2 février 1913, le prince Albert de Wurtemberg : « La conquête de la Serbie, lui disait François-Ferdinand, serait une folie ». Mais il ajoutait : « Il n'y a que Berchtold qui me comprenne ». Il se laissait au reste parfaitement influencer par Conrad, qu'il avait fait appeler à la tête de l'état-major. Et il avait surtout la haine des Magyars. Au Chancelier, qui lui communiquait ces impressions, Moltke répondait qu'il savait à quoi s'en tenir : « Il y a en Autriche deux partis : un parti de la guerre, un parti de la paix, qui se balancent à peu près ». L'archiduc est du second : « Ce n'est pas un homme d'action ». Le devoir du Chancelier sera « de prévenir autant que possible les folies autrichiennes » (6 février 1913). « Ce qui fait mon plus grand souci, écrit Moltke à Conrad, c'est le trouble apporté

dans la bonne intelligence de la Monarchie et de la Roumanie. Je regrette toujours que l'Autriche ait troqué cet allié sûr et précieux contre une Bulgarie douteuse et affaiblie » (13 mars 1914).

C'est pour tirer au clair l'énigme autrichienne, pour rétablir l'alliance roumaine compromise, pour refaire contre les Slaves l'unité du *Mittel-europa*, que Guillaume II entreprend sa tournée de visites à l'automne 1913, puis au printemps 1914. A Konopichté, au château de François-Ferdinand en Bohême, on ne se contenta pas sans doute de « tirer des faisans », comme le dit Guillaume : Berchtold était présent (23-25 octobre). Nouveau voyage en mars 1914. Rencontre avec François-Joseph, Berchtold et Tisza à Schœnbrunn. Tisza expose ses plans de grande envergure : écarter la Serbie de la mer, attirer la Bulgarie par l'appât de la Macédoine, la Roumanie par des concessions scolaires et religieuses en Transylvanie (23 mars). Visite du roi d'Italie à Venise : Victor-Emmanuel cherche à entraîner Guillaume II contre les Grecs en Albanie et dans les Iles (25 mars). Nouvelle hospitalité de l'archiduc au château de Miramar : François-Ferdinand réclame l'appui grec et roumain dans les Balkans « comme un mur contre les Slaves » ; Guillaume II tente de l'amener à écouter Tisza, de régler la question roumaine. « Les Slaves deviennent par trop provocants et insolents », dit l'archiduc. Il faut donner « une bonne leçon » aux Tchèques, réplique l'autre, orienter l'Autriche pour la défense du germanisme (27 mars).

A Abbazia (14-18 avril) San Giuliano cause avec Berchtold. Il est question de l'Albanie. Accusations réciproques contre les agents des deux ministres. Mais à Rome, ajoute l'Italien, on reconnaît « le danger de la marée slave », la nécessité d'une Autriche forte. Pourtant il fait la sourde oreille quand son interlocuteur parle du Lovtchen. Et à Trieste on manifeste contre les Habsbourg. L'inquiétude n'est pas dissipée. On ne communique que contre les Slaves. Les insinuations de Guillaume II n'ont pas réussi à réconcilier Tisza et l'archiduc. Ce dernier n'a rien osé dire devant son hôte, mais il déclare à Tschirschky que, s'il montait sur le trône, il ne laisserait pas 24 heures au pouvoir le Hongrois, et il l'accuse de songer à fomenter une révolution. (10 mai). Alors Guillaume II, une seconde fois fit le voyage de la roseraie de Konopichté (12-14 juin).

Sur le long entretien du 13 juin circulèrent bien des légendes. Il fut résumé pour la (Wilhelmstrasse par le conseiller à la suite, Treutler) d'après Guillaume II lui-même. On parla surtout du problème roumano-magyar. L'archiduc se plaignit de la mauvaise foi italienne : l'Empereur le calma. Puis on passa à la Hongrie « anachronique et médiévale » : « La Hongrie, dit François-Ferdinand, est le champ de bataille de familles privées », qui combattent tous les non-Magyars, plus de 50 pour 100 de la population ; les Hongrois donnent des chiffres faux ; ils ne sont

peut-être que 2.500.000. Les actes de Tisza, « dictateur en Hongrie et qui cherche à se poser en dictateur à Vienne », ne sont pas conformes à ses paroles. Guillaume II au contraire le considère « comme un homme si rare et si énergique qu'il recommande de ne pas le jeter par-dessus bord, mais de le tenir en mains » : il faut lui rappeler ses promesses de Schœnbrunn. En somme, enchaîner les Roumains pour avoir toute liberté contre les Slaves. Et l'archiduc partit aux manœuvres, en Bosnie, à la frontière serbe.

II. — LES RIVALITÉS ORIENTALES DES GRANDES PUISSANCES (1) (1913-1914)

1. *L'antagonisme austro-italien : Albanie, Anatolie.* — « L'effort de l'Autriche-Hongrie pour créer, comme contrepoids de la puissance serbe accrue, un État albanais indépendant et viable, avait été couronné de succès à la conférence de Londres ». Ainsi se félicitait Conrad en janvier 1914. La résolution de Londres du 29 juillet 1913 avait en effet adopté à peu près la thèse austro-italienne : une principauté autonome et, en attendant, l'administration d'une « Commission de contrôle internationale ». L'Angleterre n'a qu'une hâte : retirer ses troupes et l'amiral sir C. Burney, qui commande toujours, depuis le 14 mai, le détachement international de Scutari (notes du 8, du 23 septembre). Pour la suivre, la France (24 septembre), la Russie (26 septembre) acceptent le choix de Vallona, désiré comme siège de la Commission par l'Autriche et l'Italie. La Commission de contrôle s'y constitue le 16 octobre.

Ce furent aussi l'Autriche et l'Italie qui désignèrent le prince. En juillet était apparue, timide, la candidature du prince allemand Wilhelm zu Wied, patronnée discrètement par Jagow, qui l'envoya à Vienne. Là, entretien du candidat avec Berchtold, qui discute avec lui le budget albanais — 9 millions —, la liste civile — 200.000 couronnes —, et lui peint « en rose » la situation de l'Albanie (9 octobre). De Sinaïa, où il est allé quêter l'appui du roi de Roumanie, son oncle, le prince de Wied pose ses conditions, surtout financières : emprunt à 4 pour 100 de 75 millions de francs garanti par les Puissances et « payé en rade » ; liste civile de 200.000 francs, à payer d'abord sur l'emprunt ; promesse

(1) DOCUMENTS. — Laloy, *op. cit.* — Von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke.* — Krasny Arkhiv, t. VI et VII : *Constantinople et les Détroits.* — Mandelstam, *Le sort de l'Empire ottoman* (textes traduits du Livre orange russe), Paris, Payot, 1917. — *Un Livre noir*, t. II. — *Livre jaune : Les Affaires balkaniques*, t. III. — *Die grosse Politik*, vol. XXXVI, 1^{re} et 2^e parties ; vol. XXXVII, 1^{re} et 2^e parties ; vol. XXXVIII et XXXIX. — Pribram, *op. cit.*

TÉMOIGNAGES. — Conrad, *op. cit.*, t. III. — Giolitti, *op. cit.* — Grey, *op. cit.* — Sazonov, *op. cit.* — Poincaré, *op. cit.*, t. IV : *L'Union sacrée*, Paris, Plon, 1927. — Liman von Sanders, *Cinq ans de Turquie*, Paris, Plon, 1923.

d'abrégé les pouvoirs de la Commission de contrôle ; organisation de l'Albanie, mais « le système parlementaire ne peut être admis » ; « la maison régnante est exempte d'impôts » (23 octobre). Les Puissances désignent le prince (3 décembre). San Giuliano insinue que « le prince, avant l'entrée en charge de son gouvernement, fasse une visite à ses « protecteurs », c'est-à-dire à Vienne et Rome (8 décembre).

Mais il n'y a en Albanie pas moins de cinq « Gouvernements provisoires » : à Scutari, à Alessio, dans l'Albanie moyenne où domine, sur ses fiefs, le condottière Essad pacha, dans le Sud, en Mirditie. C'est Essad pacha qui donne à la Commission le plus de fil à retordre. Il fait marcher ses bandes sur Elbassan, tandis que, de complicité avec Ismaïl Kemal bey, chef du « gouvernement provisoire » théorique de toute l'Albanie, débarquent à Vallona 200 Turcs, officiers et soldats, qui excitent les Musulmans contre le prince de Wied (6-7 janvier 1914). Dans la lutte entre Kemal et Essad, celui-ci finit par l'emporter. La Commission s'entend avec lui, moyennant quitus de sa gestion financière, 260.000 francs, qu'il déclare avoir dépensés dans l'intérêt du prince de Wied pour assurer au souverain la bienveillance des tribus. Et il va offrir le trône, au nom des populations albanaises, au château de Neu-wied (21 février).

Le 6 février, le prince écrivait à Jagow : « Un institut bancaire autrichien et italien, sous la garantie de leurs gouvernements, me garantit le paiement de 10 millions de francs pour le gouvernement albanais sur l'emprunt de 75 millions, à la garantie duquel toutes les Puissances sont prêtes en principe à participer. Je suis maintenant décidé à accepter le trône d'Albanie et à me rendre sous peu en Albanie. » Il arrive à Durazzo le 7 mars sur un bateau autrichien, accompagné d'un navire italien. Mais il est sous la coupe autrichienne, et les difficultés commencent.

Dès le 4 avril, le ministre italien en Albanie, Aliotti, homme actif et très hostile à l'Autriche, se plaint du prince de Wied, de « son manque d'énergie et de résolution ». L'anarchie est la plus complète. Les Grecs sont dans le Sud, les Serbes dans le Nord. Les ministres se disputent avec les chefs de la gendarmerie, deux officiers néerlandais. Essad, qui a pris pour lui les deux ministères de l'Intérieur et de la Guerre, nomme, congédie, transplante les fonctionnaires. Les Autrichiens l'accusent d'être à la solde de l'Italie. Dans la nuit du 18-19 mai, le prince fait arrêter son trop puissant ministre, qu'on interne sur le stationnaire autrichien ; des troupes débarquent. Mais l'escadre italienne se dirige de Vallona sur Durazzo, et un détachement vient surveiller l'autre. Autrichiens et Italiens s'observent.

L'état-major autrichien ne veut pas se laisser détourner de ses buts par les complications albanaises : « Envoyer de plus grandes forces mili-

taires pour une Albanie toute disloquée, la situation générale l'interdit », écrit Conrad en avril. Il invite le prince de Wied, de passage à Vienne, à se créer une armée avec des officiers austro-hongrois. A Abbazia, quand vint San Giuliano (14-18 avril), il fait proposer par Berchtold de confier l'infanterie à des officiers autrichiens, la cavalerie et l'artillerie — dans ce pays de montagnes — et les troupes techniques à des instructeurs italiens. Mais il se prononce « contre toute immixtion militaire en Albanie » (20 mai).

Cependant Essad pacha, relâché, a gagné Rome. San Giuliano « nerveux et excité », dit l'ambassadeur d'Allemagne, pour sauver la vie du prince menacée propose « l'internationalisation de l'Albanie ». Moyen d'arrêter les progrès de l'influence autrichienne. A Durazzo, Aliotti, que la presse italienne désigne comme « le nouveau Garibaldi », suscite des difficultés sournoises. Berchtold proteste à Rome contre la contradiction des assurances officielles et des agissements des subordonnés ; mais il ajoute pour Conrad : « Je suis sceptique sur la loyauté du gouvernement italien » (15 juin). Le colonel néerlandais Thomson ayant fait arrêter un colonel et un professeur italiens, soupçonnés d'avoir échangé des signaux avec les insurgés, Aliotti réclame le départ de Thomson et menace, s'il n'obtient pas satisfaction, de faire débarquer des marins (17 juin), tandis que San Giuliano affirme à l'ambassadeur d'Allemagne qu'Aliotti dépasse ses instructions : mais il ne veut pas, par sa modération, fournir à son agent des armes contre lui (19 juin).

Toute l'Albanie est en insurrection. Des bandes marchent sur Vallona. Pour sauver le prince, Berchtold demande d'envoyer sur place le colonel anglais, qui commande encore à Scutari un détachement international. Mais l'Anglais ne peut que négocier avec les insurgés, qui réclament l'abdication du prince. A Vienne on ouvre un bureau de recrutement de volontaires pour l'Albanie (27 juin) : « jour critique dans les relations austro-italiennes », télégraphie Tschirschky, qui voit craquer la Triplice et fait arrêter l'enrôlement. A demi assiégé dans sa capitale, le prince de Wied en appelle à l'Europe, réclame un emprunt et des troupes, soit internationales, soit roumaines (10 juillet). Mais Grey, Sazonof, Jagow refusent : on a bien d'autres soucis.

La tenace politique italienne prétendait garder en Albanie l'entrée du canal d'Otrante, porte de la Méditerranée. La conquête de la Libye avait à Rome fait concevoir de grands espoirs : « Une nouvelle période s'est ouverte, prononçait Giolitti le 27 novembre 1913, par l'acquisition d'une colonie destinée à assurer à l'Italie la place à laquelle elle a droit dans la Méditerranée ». Ainsi refusait-il de rétrocéder le Dodécannèse, fortifiait-il sa garnison de Rhodes, autre poterne à l'Orient. Et il

jetait son dévolu sur les côtes anatoliennes, sur Adalia et même sur Smyrne, sans souci de ses alliés.

Dès la fin de la guerre balkanique, des conversations s'étaient ébauchées entre Berlin et Vienne sur le partage de l'Asie Mineure : dans les entretiens de Jagow et de Berchtold à Vienne (14 mai 1913), il fut question d'attribuer à l'Allemagne l'Anatolie, sauf l'Arménie laissée aux Russes, la Pamphylie, la Cilicie, que l'Autriche convoitait ; on donnerait la Tunisie à l'Italie comme compensation. Mais, à l'époque, l'Italie intriguait à Constantinople pour se faire concéder un port à Adalia et les chemins de fer voisins. Jagow fait savoir à Rome que l'Italie marche sur les brisées, dans « la zone économique » de l'Allemagne (22 mai). San Giuliano réplique : part à deux ou l'Italie se rapprochera de la Triple Entente (24 mai). Vu le ton, Jagow se dit prêt à négocier une entente méditerranéenne (29 mai). Ce serait la France et l'Angleterre, dit l'Italien, qui lui font des avances, lui offrent le sud de l'Asie Mineure. Il comparera les propositions concrètes, répète-t-il encore à Kiel devant Bethmann et Jagow (3-4 juillet).

Le 24 octobre est fondée une compagnie turque au capital italien pour « l'exploitation de la concession d'Adalia ». L'Autriche entre en lice, réclame de l'Allemagne une « zone de travail » en Cilicie. Grand embarras à Berlin : on envoie promener Berchtold : « Il y a à Vienne une tendance à exploiter notre amitié », dit Jagow à Szögyény (25 janvier 1914). Et on attend six mois la réponse italienne à l'offre allemande, qui voulait limiter les zones réciproques d'influence (16 juillet 1913-28 janvier 1914). Cependant on paraphait à Rome un traité anglo-italien, qui faisait participer les capitaux anglais aux entreprises italiennes, au chemin de fer d'Adalia entre autres (6 mars) ; les Italiens s'intéressaient dans la compagnie anglaise Smyrne-Aïdin (20 mai). Nouveau « tour de valse » italien avec l'Angleterre, mais sur un domaine que l'Allemagne se réservait.

2. *L'antagonisme anglo-allemand : Dette ottomane et Bagdad.* — L'Allemagne est pour le *statu quo* de l'Empire ottoman, écrivait Jagow à son ambassadeur à Rome le 22 mai 1913, mais « dans le cas d'une chute inévitable, nous devons préserver nos intérêts dans ces domaines », l'Asie Mineure. Les défaites turques n'avaient cessé d'exciter les convoitises des coryphées de l'impérialisme. Dans son *Deutschland im Orient nach dem Balkankrieg* (1913), Jäckh définit l'Allemagne et l'Anatolie « les deux ponts de l'économie mondiale », que doit réunir l'Heligoland-Bagdad. Ritter dans son *Berlin-Bagdad* (1913) réclame la colonisation allemande de l'Asie Mineure : « La confédération des États du *Mittel-europa* comme puissance protectrice de l'Asie Mineure, avec le privilège

de l'ouverture et de la colonisation du pays, voilà la seule solution possible de la question d'Orient favorable à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie elle-même... De la terre pour les paysans, un grand territoire économique, le salut du germanisme dans la Monarchie du Danube, le salut de cette Monarchie elle-même, l'union du germanisme entier, la porte ouverte du Sud-Est et l'accès libre aux anciennes routes du germanisme, la protection des peuples non-slaves du Sud-Est contre le panslavisme, enfin Berlin-Bagdad — le mot qui comprend tout —, voilà notre cri de ralliement... L'avenir de notre race dépend de la réalisation du devoir qu'est la construction du Berlin-Bagdad ».

Or, par le démembrement de l'ancien Empire ottoman, la structure financière de la Turquie était compromise. Sans perdre de temps, dès le 14 novembre 1912, Kiderlen prévient Schœn, ambassadeur à Paris, que, dans la paix qui va se conclure, les Puissances devront veiller aux intérêts des créanciers de la Turquie. La Turquie, amputée de la presque totalité de ses terres européennes, pourra-t-elle faire face à ses engagements? Ce sont ses ressources qui forment la garantie du chemin de fer de Bagdad, sans compter les intérêts de la Dette ottomane. Une commission, réunie à Paris sur l'initiative du gouvernement français, élabore une note de principe, qui rappelle que les États alliés doivent supporter une part proportionnelle de la Dette de l'État turc démembré, participer à l'extinction de la dette flottante, reconnaître et confirmer les concessions faites par le gouvernement ottoman, etc.. La note est transmise à Berlin (21 novembre). Après six mois de pourparlers, on finit par décider la réunion à Paris d'une conférence financière (21 avril 1913). Les préliminaires de Londres lui confient l'examen des questions financières. Le programme porte qu'il faudra « déterminer la part de la Dette publique ottomane qui doit incomber aux États balkaniques en raison de leurs acquisitions territoriales ». La conférence s'ouvrit le 4 juin, mais, après la reprise de la guerre, se sépara le 18 juillet. D'ajournement en ajournement, rien n'était réglé en juillet 1914.

Compromise aussi par la guerre balkanique et ses suites, était la base financière de la *Bagdadbahn*. Au fur et à mesure de ses besoins, le gouvernement ottoman remettait par tranches successives des obligations à la Compagnie du Bagdad, donc à la *Deutsche Bank*, qui se chargeait de les placer dans le public. La troisième émission — 119 millions de francs — avait été remise à la Compagnie en 1912, mais elle n'était pas placée. Force était donc de s'adresser à la Grande-Bretagne et à la France. Au début de 1913 de doubles négociations s'engagèrent entre les groupes allemand et anglais, allemand et français, et, par-dessus les têtes bancaires, entre les gouvernements.

Le Foreign Office pose ses conditions : le Bagdad-Bassorah sera un

chemin de fer turc ; le Bassorah-Koweit (golfe Persique) ne sera construit qu'après entente entre la Turquie, l'Angleterre et l'Allemagne ; sur le chemin de fer de Bagdad il n'y aura pas de tarif préférentiel (24 février 1913). Les Banques anglaises réclament en outre la représentation des intérêts anglais dans le Conseil de direction du Bagdad. De Berlin on réplique : « Un accord sur une autre base que le *Do ut des*, on ne peut ni l'attendre de la Compagnie du chemin de fer de Bagdad, ni le faire défendre par le gouvernement impérial devant l'opinion publique », écrit Jagow le 25 mars. L'admission de deux Anglais à la direction de la section Bagdad-Golfe Persique serait facilitée, ajoute Bethmann le 26 avril, si un groupe anglais était prêt à prendre des actions de la Compagnie. Le bout de l'oreille perçait. De plus le gouvernement allemand demande que les représentants britanniques à la conférence financière de Paris marchent « la main dans la main » avec les délégués allemands, afin de donner des gages nouveaux pour la garantie du chemin de fer, si la situation balkanique prive les Allemands des gages prévus : on autoriserait la Turquie à majorer les douanes (23 mai).

Avec la France on s'y prit d'autre manière. La Turquie ayant demandé le concours français pour l'assainissement des finances turques, Paris présenta une liste des conditions : la construction du réseau ferré du Nord-Est anatolien (Samsoun-Sivas-Kharpout-Diarbékir-Erzeroum-Trébizonde) ; le règlement des malentendus en Syrie entre la Compagnie française Damas-Hama et le chemin de fer du Hedjaz ; la construction des ports d'Inéboli, Héraclée (côte Nord de l'Anatolie), Haïfa et Jaffa (Syrie) ; des privilèges pour les écoles et institutions de bienfaisance (24 février). Pichon ayant exprimé à Schoen le désir de trouver des terrains d'entente (28 mai), Jagow s'ouvrit à M. Jules Cambon : « Le maintien de la Turquie est pour nous, de la plus grande importance, vu nos intérêts considérables en Asie Mineure ». — « C'est un domaine dont on pourrait causer », répliqua l'ambassadeur sans s'engager. Et Jagow invite Schoen à demander à la France de montrer sa bonne volonté à la conférence financière (29 mai).

Cependant les négociations plus précises avaient lieu à Paris entre Revoil, représentant le gouvernement français et Helfferich, directeur de la *Deutsche Bank* (24 juin), puis à Berlin entre Helfferich et le baron de Neufelize, administrateur de la *Banque ottomane* (19 août). Le sous-secrétaire d'État allemand, Zimmermann, le ministre turc des finances, Djavid bey, y furent mêlés. Les pourparlers traînèrent. Les délégués français, déclarait Helfferich au baron de Neufelize, le 13 janvier 1914, ont « posé des conditions inacceptables » : « Il n'y a qu'un moyen qui pourra sauver la Turquie, ajoutait-il : c'est l'entente des Turcs avec la France et l'Allemagne, ainsi que l'entente entre nos deux groupes sur toutes les

questions pendantes... Les intérêts de nos groupes d'écartier une catastrophe sont absolument solidaires. » Cette invite aboutit à l'accord du 15 février 1914 entre la *Banque impériale ottomane* et la *Deutsche Bank*.

L'accord spécifiait que le « groupe français » poursuivait la concession du réseau dit de la mer Noire, et le « groupe allemand » la concession des lignes, qui relieraient ce réseau aux chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad ; en outre on s'entendait sur le partage des chemins de fer syriens : Damas-Hama, Tripoli-Homs-Euphrate pour la France, Alexandrette-Alep-le Bagdad pour l'Allemagne ; les travaux seront échelonnés selon la situation financière de la Turquie ; si besoin, des garanties nouvelles seront affectées aux emprunts turcs ; les deux groupes favoriseront « une coopération effective des différents marchés dans les emprunts de liquidation » ; le « groupe français » acceptait de liquider sa participation dans l'entreprise du chemin de fer de Bagdad.

Alors Djavid bey poursuivait la conclusion d'un emprunt à Paris. M. Doumergue estimait qu'il fallait réclamer de la Turquie des garanties pour le maintien de la paix. Le Conseil des ministres du 7 février décidait d'attendre que la Porte tint ses promesses et de renvoyer la réalisation de l'emprunt au mois de juin ou juillet. L'accord du 15 février attendit aussi l'approbation du gouvernement français. Il régnait à Paris une certaine méfiance.

Les négociations anglo-allemandes avaient continué durant toute l'année 1913 et le premier semestre 1914. Au chemin de fer Bagdad-le Golfe s'était mêlée la question de la navigation sur le Chatt el Arab. La *Hamburg-Amerika*, dirigée par Ballin, proteste contre le monopole de la compagnie Lynch sur le Tigre et l'Euphrate, contre la convention anglo-turque du 29 juillet 1913, qui confirme le monopole et étend au Chatt el Arab certains privilèges anglais. Les bateaux anglais font concurrence à la voie ferrée. Et l'Angleterre s'entête à interdire l'accès du Golfe aux chemins de fer allemands. On parvint pourtant à un accord, paraphé le 15 juin 1914. Le gouvernement britannique s'engageait à ne pas faire obstacle à la construction du Bagdad ; deux membres anglais seraient admis dans le Conseil d'administration ; le terminus de la compagnie sera Bassorah ; l'Allemagne renonce au Bassorah-Golfe Persique ; l'Angleterre renonce à toute concurrence au Bagdad, ne construira l'embranchement vers le Golfe qu'après entente, aura 40 pour 100 du capital de la compagnie ottomane chargée de construire les ports de Bagdad et de Bassorah ; le gouvernement accepte la convention du 29 juillet 1913 sur les fleuves mésopotamiens.

Ainsi espérait-on rendre la Grande-Bretagne traitable aux emprunts, pallier au déficit du budget ottoman qui, dans le budget de 1914, était évalué par un financier anglais à 12 millions de livres turques.

3. *L'antagonisme russo-allemand : Arménie, Roumanie.* — Du Bagdad on escomptait des avantages politiques. Durant toute l'année 1913 les rapports de Wangenheim ne cessent de demander à la Wilhelmstrasse de ne pas éparpiller ses efforts, de se constituer « une zone précise d'influence ». Le littoral de la mer Noire est réservé à la Russie, celui de l'Égée est peuplé de Grecs, la Syrie et la Palestine sont sous l'influence française, l'Arabie et le golfe Persique convoités par l'Angleterre. Restait le domaine du Bagdad, surtout la Cilicie et l'arrière-pays (21 mai).

Or, la Cilicie et son hinterland sont peuplés d'Arméniens. L'Allemagne, dit l'ambassadeur, ne peut pas ignorer leurs revendications raisonnables : garanties pour la vie privée et la religion, participation à l'administration locale. Si la chute de la Turquie est inévitable, lors du partage de l'Asie Mineure, il sera utile à l'Allemagne d'avoir pour elle les Arméniens (24 février). D'où l'intérêt soudain que de Berlin on porte à la question arménienne. La *Deutsche Orient Mission*, dirigée par un pasteur arménophile, Dr. Lepsius, devient tout d'un coup en faveur. Cependant on ne veut pas mécontenter les Jeunes-Turcs. L'Allemagne, dit Jagow, doit renoncer à jouer le premier rôle (22 avril).

Le printemps est la saison des razzia des Kurdes, des plaintes des Arméniens. Le Patriarche arménien ne manque pas de signaler la venue des *mohadjir* (émigrés musulmans), l'armement des Turcs, les brigandages de Bitlis, d'Erzeroum, de Van et d'Adana, de réclamer les réformes, toujours promises, jamais réalisées (29 avril). Sazonof fait savoir à Berlin qu'il prendra l'initiative d'un projet de réformes et qu'il souhaite dans cette question « éviter autant que possible les rivalités entre les deux groupes de Puissances » (22 mai). La Porte présente, pour devancer l'Europe, un vague projet (29 mai). La France et l'Angleterre se joignent à la Russie. Mais Jagow, prévenu par l'initiative russe, fait des réserves : « Il faudra éviter, dit-il à Sverbéïef, ambassadeur de Russie à Berlin, tout ce qui pourrait porter préjudice à l'intégrité de l'Empire ottoman et à la souveraineté du Sultan » (12 juin).

Aux six ambassadeurs, qui se réunissent à Constantinople pour l'étude des réformes, l'ambassadeur russe Giers présente un « avant-projet des réformes à introduire en Arménie », rédigé par son drogman Mandelstam : les six vilayets arméniens seront réunis en une province, séparée administrativement et militairement de l'État turc, soumise à un gouverneur général, chrétien ottoman, ou mieux Européen, qui nommera les fonctionnaires et les juges, recrutera des troupes en Arménie et pour l'Arménie seulement ; il est assisté d'une « Assemblée provinciale », formée en nombre égal de chrétiens et de musulmans ; chaque commune est administrée par un Conseil élu ; chaque nation a ses écoles et les trois langues (turc, arménien, kurde) sont égales dans la législa-

tion et les tribunaux ; une commission spéciale devait régler la question agraire (30 juin).

« Ce serait le commencement du partage », écrit tout de suite Wangenheim. Cependant la Russie avait fait savoir qu'elle était « contraire à toute idée de démembrement de l'Empire ottoman » (25 juin). La Porte répond par un vague programme (1^{er} juillet). La conférence arménienne, qui s'ouvrit le 3 juillet à Yéni Keuil (près de Constantinople, sur le Bosphore), se coupa aussitôt en deux groupes opposés : les délégués des ambassadeurs de la Triplice présentèrent un contre-projet pour « baser les réformes sur les lois ottomanes » (23 juillet). Le Dr. Lepsius intervient auprès du « Comité d'action arménien » pour qu'il abandonne le plan russe, mais exige que les Puissances interviennent énergiquement pour qu'au moins la Turquie exécute son propre programme et restreigne la colonisation des *mohadjir*.

Pour aboutir, Giers et Wangenheim élaborèrent un compromis : pas une seule province, mais deux secteurs ; entente entre le Sultan et les Puissances pour la nomination des Inspecteurs généraux ; égalité des nations, au lieu de la proportionnalité que demandait l'Allemagne ; contrôle des seuls ambassadeurs (15 septembre). Mais il fallut encore cinq mois pour le faire accepter par la Porte. Ce fut l'accord russo-turc du 8 février 1914 : deux secteurs dirigés par deux Inspecteurs généraux étrangers, qui nomment et révoquent les fonctionnaires, qui tranchent les conflits agraires et président les recensements ; service militaire local et désarmement des régiments de cavalerie irrégulière (kurde), sauf en périodes de manœuvres ; usage des langues locales et budget scolaire proportionnel aux impôts ; égalité des musulmans et des chrétiens dans les Conseils élus. Le résultat, écrivait Wangenheim le 9 février, est un succès de la Porte obtenu grâce à l'Allemagne. « Les diplomates allemands ont été les fidèles conseillers des Turcs », concluait sur un autre ton, le même jour, le chargé d'affaires de Russie.

A l'autre pôle du monde oriental, les influences russe et allemande se disputaient la Roumanie. La crise balkanique de 1913 avait troublé les relations de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie, tandis qu'elle favorisait les progrès de la russophilie (1). « La tâche de notre diplomatie, écrivait Sazonof dans son rapport au Tsar du 23 novembre 1913... consiste à créer des conditions propices à un rapprochement aussi intime que possible avec la Roumanie. Cette action doit être aussi suivie que circonspecte et affranchie de tout engouement ».

En réalité il y avait dans les cercles gouvernementaux deux tendances. Le Roi, un Hohenzollern, et quelques hommes politiques, Majo-

(1) Voir ci-dessus, p. 315-317.

rescou, Marghiloman, Carp restaient fidèles à la Triplice. Marghiloman même, ministre des Finances, concluait un emprunt avec les banques allemandes (octobre 1913). Mais d'autres regardaient ailleurs, surtout dans le parti « libéral ». Také Ionescou, voyageant dans les Balkans, cherchait à reconstruire la Ligue balkanique en automne 1913. Bratiano, qui avait fait ses études en France, déclarait au comte de Waldburg, premier secrétaire de la légation allemande à Bucarest, le 5 juillet 1913, « d'une part que les événements dans les Balkans avaient fait apparaître un réel désaccord entre nos intérêts et ceux de l'Autriche-Hongrie, et d'autre part, que la question des Roumains de Hongrie avait pris un caractère tel que, malgré les textes de nos traités, la Roumanie, en cas de guerre, ne pourrait pas marcher à côté de la Hongrie ». Or, le 16 janvier 1914 il constituait le ministère. Malgré l'avis du roi Carol, qui déclarait à Jagow que le mouvement franco-russe s'atténuerait avec le temps, le ministre allemand à Bucarest signalait le danger du gouvernement libéral pour la Triple-Alliance (24 avril).

En Bessarabie, la Russie fait des concessions : elle autorise l'usage de la langue roumaine lors des offices, l'ouverture de toute une série d'écoles privées roumaines (janvier 1914). Le Tsar vient rendre visite au roi de Roumanie à Constantza (14 juin). Sazonof l'accompagne. Il se rend à Bucarest, puis à Sinaïa, et même en excursion en Transylvanie, en territoire hongrois, dans l'automobile de Bratiano. Il en profite pour le sonder. Bratiano lui répondit « que la Roumanie n'était aucunement obligée de prendre part à une guerre quelconque sans que ses intérêts particuliers fussent directement en jeu ». C'est ce que lui fait dire Sazonof dans son rapport au tsar. Mais, selon Bratiano, qui rédige une note écrite sur cet entretien et qui l'envoie à Berlin — non à Vienne —, celui-ci aurait ajouté : « La condition indispensable pour le développement des relations d'amitié que nous désirons développer avec la Russie est la paix... M. Sazonof m'a à plusieurs reprises assuré que la Russie poursuivait la politique la plus pacifique, que, quoiqu'il n'eût pas été content de la manière dont la mission militaire avait été envoyée à Constantinople, il était sûr que rien ne menaçait les relations amicales avec l'Allemagne » ; il ajoute cependant que « sous aucun prétexte la Russie ne pouvait admettre une agression autrichienne contre la Serbie ». Encore peu renseigné, Sazonof interroge derechef Bratiano : dans le train qui le ramène de Témès à Bucarest, Poklevski, ministre de Russie, se risque à poser une question précise : « Nous savons que vous êtes liés à la Triple-Alliance par un traité. Mais que ferait la Roumanie au cas où l'Autriche-Hongrie attaquerait la Serbie ? Le *casus fœderis* jouerait-il ? — La Roumanie, répond Bratiano après un long silence, agirait conformément à ses intérêts ».

« Les conclusions générales que j'ai pu tirer de cette conversation, dit Sazonof dans son rapport, sont que la Roumanie n'est liée par aucune obligation qui la forcerait à agir avec l'Autriche et contre nous en toute circonstance, mais que, en réalité, dans le cas d'une guerre entre nous et l'Autriche-Hongrie, la Roumanie s'efforcerait de se mettre du côté de qui serait le plus fort et qui serait en état de lui promettre le plus de profits ».

4. *La maîtrise de Constantinople.* — A Constantinople même, l'Allemagne avait repris la place que la révolution Jeune-Turque avait failli lui faire perdre. La Turquie qui cherchait à se réorganiser demandait l'assistance financière de la France, navale de l'Angleterre, militaire de l'Allemagne. D'une suggestion de Mahmoud Chevké pacha du 26 avril 1913, Wangenheim, ce « super-Allemand » dont parle Morgenthau, fit une proposition précise : « La puissance qui contrôlera l'armée, écrit-il à Berlin le jour même, sera toujours la plus forte en Turquie : aucun gouvernement hostile aux Allemands ne pourra garder le pouvoir si l'armée est contrôlée par nous ». Et l'ambassadeur ajoutait le 22 mai : « La nomination d'un général allemand fermerait la bouche à tous ceux qui rejettent sur les réformateurs allemands la responsabilité des défaites turques. Il n'y aurait d'ailleurs pas de meilleur contrepoids à l'influence britannique, qui s'est développée depuis que des Anglais ont été chargés des réformes administratives ». Il demandait « un caractère ferme, qui sache s'imposer ».

Le général Liman von Sanders, désigné par le Cabinet militaire de l'Empereur, devait avoir le commandement sur tous les officiers allemands au service turc, la haute main sur toute l'instruction, la nomination des officiers turcs, notamment des généraux, le droit de punition sur les généraux, l'entrée au Conseil supérieur de guerre ; sur sa demande on ajouta à ces pouvoirs le commandement du 1^{er} corps d'armée, qui tenait garnison à Constantinople (8 novembre). La Wilhelmstrasse faisait immédiatement dire au Pont-aux-Chantres que l'on avait à Berlin trop haute opinion de l'armée russe, pour penser qu'à Pétersbourg on pût s'émouvoir de la présence à Constantinople d'une division commandée par un général allemand (8 novembre).

Ces compliments n'empêchèrent pas l'inquiétude : question politique, non militaire, dit Sazonof, qui demande que, « par déférence aux vœux » russes, l'Allemagne s'abstienne. Le président du Conseil, Kokovtsev, se rend à Berlin : le Kaiser lui rappelle qu'il s'est entendu avec le Tsar pour maintenir l'intégrité ottomane ; la flotte est réorganisée par l'Angleterre ; l'Allemagne peut bien envoyer des instructeurs pour l'armée ; au surplus elle considérerait comme une « défaite morale » l'envoi d'ins-

tructeurs français. C'est « remettre à Berlin la clé de Constantinople et des Dardanelles », dit le Russe à Bethmann-Hollweg, et il réclame : ou la modification des pouvoirs ou le transfert à Andrinople du siège du commandement allemand (18-20 novembre). Le Chancelier lui répond qu'il est impossible de transporter la mission ailleurs ; toutes les administrations sont dans la capitale ; à Andrinople on provoquerait la défiance des Balkaniques, à Smyrne des Puissances ; c'est à Constantinople que la mission est la plus anodine (27 novembre).

Quand il s'agit de Constantinople, Sazonof n'est plus seul. Les marins reprennent la parole. On ne les avait plus entendus depuis 1912, où les Italiens, puis les Bulgares avaient semblé menacer les Détroits. Maintenant c'étaient les Allemands. Le 20 novembre, l'état-major de la marine réclame un milliard de roubles pour mettre en état « une flotte active, et non seulement défensive » ; il demande des directives : les deux flottes — Baltique-mer Noire — doivent-elles aller protéger la voie maritime mer Noire-Egée ? Le programme des constructions navales doit-il être défensif ou offensif ? Et Sazonof pose alors au tsar la question : « La prise de possession des Détroits par un autre État est-elle admissible au point de vue de la Russie ? » Il répond lui-même : « Les Détroits en la possession d'un puissant État, c'est l'entier assujettissement du développement économique de toute la Russie méridionale à cet État ». Déjà, la fermeture temporaire des Détroits durant la guerre italo-turque a causé un grave préjudice, entravant l'exportation des blés : « La balance du commerce russe pour 1912 a été inférieure de 100 millions au solde actif moyen pour les trois années précédentes ». La neutralisation est un remède vain, car « toute forme juridique n'est valable qu'en temps de paix ». La Turquie refait sa flotte, et « de 1914 à 1916 la marine de guerre turque aura, dans la mer Noire, la prédominance sur la nôtre par la qualité des navires et la force de leur artillerie ». Il convient de prendre des mesures pour mobiliser rapidement un corps d'armée de débarquement, mettre en état les voies de communication et les moyens de transport nécessaires, accroître la flotte de la mer Noire. Mais « la question des Détroits peut difficilement faire un pas en avant autrement qu'à la faveur de complications européennes ». Or « la conservation de la paix si désirée ne sera pas toujours entre nos mains » (26 décembre). Et le tsar annote : « Je suis d'accord ».

Diplomatiquement Sazonof s'était adressé à l'Entente : il proposait une démarche commune à Constantinople, et, pour le moins, de mystérieuses « compensations » (25 novembre). Le passage des Détroits pour la flotte ? Pichon approuve la protestation contre un acte, qui met « le corps diplomatique qui réside dans la capitale de la Turquie sous la garde de l'Allemagne », qui rompt « l'équilibre des Puissances..., garantie

de l'existence de l'Empire ottoman » (29 novembre). Grey conseille des négociations amicales avec Berlin et trouve regrettable le ton de la presse russe (2 décembre), n'accepte pas le projet de note commune rédigé à Pétersbourg, mais, reprenant les termes de la note française, consent à une démarche collective (3 décembre). Le 4, paraît l'iradé nommant le général Liman chef du 1^{er} corps. C'est, dit Sazonof à Pourtalès, « une prépondérance politique inadmissible pour les autres Puissances, et surtout pour la Russie » (5 décembre). « Sa Majesté, fait écrire Guillaume II aux Affaires étrangères, ordonne que nous nous tenions fermement à notre point de vue » (6 décembre).

Le texte anglais ne dit rien à Sazonof. Grey s'entête. On discute huit jours, non sans que Sazonof ne fasse remarquer à Benckendorff, son ambassadeur à Londres, « ce manque de concert et de solidarité entre les trois Puissances », qui décèle « un défaut organique de la Triple Entente » (12 décembre). Mais il s'incline. Le 13, en présence de ses deux collègues, à la Porte, Giers lit un questionnaire, demande « si l'indépendance de l'Empire est sauvegardée dans le contrat des officiers allemands », « si cet engagement portera atteinte à l'état actuel des Dardanelles ». Devant cet interrogatoire timide, le grand vizir le prend de haut, refuse de répondre, de montrer le contrat : « Les questions posées au gouvernement turc, répète-t-il le 16, portent tout autrement atteinte à la souveraineté ottomane que la mission elle-même. »

Cependant l'affaire fait bien du bruit. Wangenheim trouve que Liman exagère. Déjà il lui battait froid. Le général note dans ses Mémoires qu'à son arrivée à Constantinople le 14 « l'ambassade allemande n'était pas du tout représentée à la réception de la mission militaire », et qu'au surplus elle croyait « devoir observer une certaine réserve vis-à-vis de cette nouvelle institution allemande ». Et l'ambassadeur mande à son gouvernement, le 17 : « M. Liman est un homme très passionné, qui entreprend son œuvre de réforme avec un grand sérieux, mais en même temps avec un enthousiasme et un idéalisme, fondés sur son manque de connaissance de la Turquie ». Aussi va-t-il calmer cette ardeur gênante en cherchant un compromis, comme dans l'affaire arménienne, et le négocie avec Giers : Liman sera placé à la tête d'une inspection d'armée, comprenant les deux corps de Constantinople et d'Andrinople ; de l'avancement pour son amour-propre, une retraite apparente, puisqu'il abandonne le corps de la capitale ; au total une plus grande puissance pour la mission militaire. « Tout dépendra du tact de Liman et de sa suite » (17 décembre).

Rabrouée par la Porte, l'Entente s'était tournée vers Berlin. C'était au moins ce que Grey et Sazonof se conseillaient réciproquement. Jagow se disait prêt à arranger les choses (29 décembre), tandis que de Paris

on s'efforçait de calmer le cabinet de Pétersbourg (30 décembre). La Russie ne peut se plaindre de la France, faisait-on ajouter par Isvolsky, mais on lui conseillait d'attendre (1^{er} janvier 1914). Il est vrai que l'ambassadeur parlait aussi d'un projet personnel de M. Bompard, qui aurait proposé d'envoyer un vaisseau de guerre russe dans le Bosphore pour soutenir les plaintes russes. Sazonof riposte que la France soutient par trop financièrement la Porte, ce qui fortifie « toujours plus les Turcs dans leur manque de condescendance » (2 janvier), que Wangenheim ne cherche qu'à brouiller l'Angleterre et la Russie (4 janvier). « La prolongation artificielle des pourparlers, écrit-il au tsar, prouve le désir de gagner du temps : on veut détruire la possibilité d'une action unanime des Puissances de la Triple Entente ; après quoi il ne nous restera qu'à subir le fait accompli. » Les trois Puissances n'ont qu'à se saisir de gages : Beyrouth, Smyrne, Trébizonde. « L'aide active de l'Allemagne à la Turquie n'est pas exclue. Dans ce cas la décision de la question doit être transportée de Constantinople et de la Turquie sur notre frontière occidentale avec toutes les conséquences qui en découlent. Si la Russie se résigne et accepte le fait accompli, cette résignation équivaudra à une grande défaite politique et peut entraîner pour nous les conséquences les plus fatales ». L'Allemagne compte sur la dislocation de l'Entente et cherche à isoler la Russie (5 janvier).

Sazonof se met d'accord avec l'amiral Grigorovitch, ministre de la Marine. Celui-ci constate qu'il faut « préparer aux points de vue politique et stratégique une opération assurant l'acquisition du canal de Constantinople au cas de complications internationales, qui menaceraient de liquider définitivement la question d'Orient », et se préoccupe de combiner l'action des escadres de la Baltique et de la mer Noire (2 janvier) ; il présente son programme naval au tsar et demande la réunion d'une conférence entre ministres intéressés (4 janvier).

Mais ni à Londres ni à Paris on ne veut agir sur Berlin. Jagow a déclaré à M. Jules Cambon que « si on attribuait à la question un « caractère européen », l'Allemagne serait hors d'état de faire des concessions ». Une démarche collective à Berlin, déclare à Isvolsky M. Poincaré, « provoquerait une résistance violente et compliquerait considérablement l'affaire » (5 janvier). Sazonof cède (7 janvier). Au reste Liman von Sanders renonçait à son corps d'armée (8 janvier). Comme fiche de consolation il fut nommé maréchal dans l'armée turque, c'est-à-dire chef de toute l'armée (11 janvier). Sazonof ne se faisait pas d'illusion sur cette « muscade », selon le mot de M. Poincaré. A la conférence spéciale du 13 janvier, il concluait mélancoliquement que la France et la Russie n'étaient pas capables « de porter à l'Allemagne un coup mortel », qu'au surplus le règlement par les armes

était « toujours problématique », qu'il fallait s'assurer le concours du cabinet de Londres. On convient de faire savoir à Berlin qu'on accepte l'inspection générale de l'armée turque donnée à un général allemand, de continuer cependant les pourparlers, puis de passer aux mesures d'action hors de Berlin en accord avec la France et l'Angleterre. Et le procès-verbal se termine ainsi : « Au cas où la participation active, tant de l'Angleterre que de la France, d'accord avec la Russie, ne serait pas sûre, il ne paraît pas possible de recourir aux moyens d'action pouvant entraîner une guerre avec l'Allemagne ».

Un communiqué officieux annonçait que le gouvernement allemand transigeait, puisque son « prestige » n'était pas atteint (22 janvier). Le lendemain 23 on apprenait que la Porte achetait à l'Allemagne les deux croiseurs de bataille, le *Moltke* et le *Gæben*, et cherchait à acquérir des cuirassés brésiliens, argentins ou chiliens.

Nouvelles inquiétudes à Pétersbourg. Le ministre de la Marine demande d'acheter à son tour des navires à l'étranger. Mais les vaisseaux ne pourront passer les Détroits. Il faut donc se préoccuper de créer dans l'Égée une base navale (10 février). C'est dans ces conditions que s'ouvre la conférence interministérielle, demandée par Sazonof à la fin de son rapport du 23 novembre, réclamée encore par la Marine en janvier. Il avait fallu trois mois pour réunir — le 21 février — sous la présidence de Sazonof, son adjoint Nératof, l'ambassadeur Giers, le ministre de la Marine, le chef d'état-major de l'armée et quelques sous-ordres. Sazonof déclare que si les Détroits viennent à échapper à la Turquie, la Russie n'y peut admettre une autre Puissance, peut être conduite à s'en emparer. Mais cela est impossible « sans une guerre européenne ». Le chef d'état-major, Jilinski, fait dépendre l'expédition prévue « des conjonctures générales du début de la guerre » : les corps d'armée du Sud ne peuvent être menés sur Constantinople que si la situation du front occidental est favorable : « La lutte là-bas décidera également de la question des Détroits ». Le capitaine de vaisseau Némits, remplaçant le chef de l'état-major naval, critique cette conception : à son avis la prise des Détroits est l'objectif essentiel ; d'autres peuvent les prendre pendant que la Russie luttera sur le front occidental ; l'Europe ne s'inclinera que devant le fait accompli. Et l'on discute des moyens techniques : corps expéditionnaire, voies de communication, modes de transport, état des forces maritimes dans la mer Noire, chemins de fer du Caucase. On conclut que, par l'acquisition des nouveaux navires, « la supériorité passera à la flotte ottomane » : « Tant qu'elle la possédera, nous ne pourrons pas attaquer les Détroits » ; cette situation ne changera que dans l'été 1915, si la Turquie n'acquiert pas d'autres vaisseaux, et les constructions russes, dreadnoughts, croiseurs, torpilleurs et sous-

marins, ne seront terminées qu'en 1917 ; pas de chemin de fer trans-caucasien, donc pas de communications satisfaisantes avec l'arrière. Bref, rien n'est prêt.

Se préparer, conclut Sazonof dans son rapport à Nicolas II du 5 avril. L'état-major naval, le 7 juillet encore, ne prévoyait d'opérations que pour 1917, se contentant de cette remarque : « Si la guerre éclate avant le délai souhaité, elle doit quand même être utilisée pour s'emparer de Constantinople et des Détroits ».

CHAPITRE II

L'état de tension (1)

Pendant que se poursuit la liquidation pénible de la crise balkanique, qui peut être l'occasion d'un conflit entre les grandes Puissances, les états-majors se surveillent. Ils demandent aux gouvernements d'accroître les forces dont ils disposent. La course aux armements entretient, dans tous les pays, un état d'inquiétude.

I. — LA COURSE AUX ARMEMENTS

C'est à la fin de 1912 que l'état-major allemand, bien qu'il ait obtenu déjà, en mars 1911 et en juin 1912, un complément d'effectifs et de formations techniques, commence à préparer un nouvel effort important. La victoire des États balkaniques a affaibli la situation de l'Autriche-Hongrie, et, par contre-coup, celle de l'Allemagne. L'Autriche « doit s'accommoder de l'apparition de nouvelles puissances dans les Balkans » ; en cas de guerre générale, l'attitude de ses petits voisins peut la gêner. L'Italie n'a pas encore « consolidé » ses nouvelles possessions d'Afrique ; sa puissance militaire est donc orientée « dans une direction qui n'est pas dans l'axe des projets militaires de la Triple-Alliance » ; en tout cas, il ne faut pas compter qu'elle s'engage « à fond ». C'est donc l'Allemagne qui portera tout le poids de la lutte, sur deux fronts au moins. La forme de cette lutte est fixée, dit le général de Moltke (ou plutôt son collaborateur Ludendorff, rédacteur du *Mémoire*). « Garder la défensive d'un côté avec de faibles effectifs, pour

(1) DOCUMENTS. — *Zur Vorgeschichte des Weltkrieges. Militärische Rüstungen* (Rapports et documents publiés par la Commission d'enquête allemande), Berlin, 1922. — *Documents du Grand Quartier-général allemand*, publiés par Ludendorff, traduction française, Paris, Payot, 1921. — *Collection de documents sur le pangermanisme*, publiés par Andler.

TÉMOIGNAGES. — Kühl (général v.), *Der deutsche Generalstab im Vorbereitung und Durchführung des Weltkrieges*, Berlin, Mittler, 1920, in-8°, 234 p., adaptation française par le général Douchy. Paris, Lavauzelle, 1922. Churchill, *ouv. cité*. — Callwell, *ouv. cité*. — Conrad von Hoetzendorff, *ouv. cité*. — Seymour, *The Intimate Papers of Colonel House*, Londres, Benn, 1926, vol. 1, traduction française, Paris, Payot, 1927. — Danilof, *La Russie dans la guerre mondiale*, Paris, Payot, 1928.

pouvoir prendre l'offensive de l'autre. Ce dernier côté ne peut jamais être que la France... Mais pour agir offensivement contre la France, il sera nécessaire de violer la neutralité belge ». Tout ce plan repose sur la rapidité du premier choc. Il est donc nécessaire d'augmenter les forces *actives* de l'Allemagne, d'une part en augmentant l'effectif des unités, d'autre part en formant trois nouveaux corps d'armée.

L'insistance de l'état-major détermine le gouvernement à déposer au Reichstag le projet de loi militaire ; dès le mois de janvier 1913, les traits généraux de ce projet sont connus dans la presse. Il est vrai que, dans le sein même du gouvernement, l'affaire ne va pas sans difficulté : l'encadrement de trois nouveaux corps d'armée entraînerait des dépenses supplémentaires assez lourdes, et rencontrerait de ce fait une vive opposition au Reichstag. Le ministre de la Guerre, malgré l'état-major, abandonne donc cette partie du projet (14 janvier) ; mais il maintient tout ce qui concerne l'augmentation des effectifs, et l'amélioration du matériel. La loi n'est définitivement votée que le 3 juillet 1913. Le chiffre des forces allemandes, sur le pied de paix, passe de 623.000 à 761.000 hommes (officiers non compris), et doit atteindre 820.000 hommes en octobre 1914, lorsque l'application de la réforme sera complète.

En même temps, l'Autriche, qui avait déjà fait un effort dans le courant de 1912, étudie, à la fin de 1913, une nouvelle loi ; votée en mars 1914, cette loi fait passer de 175.000 à 200.000 hommes le chiffre du contingent annuel.

Entre les deux alliés, les « conversations » militaires continuent. Lorsque, en mai 1914, Conrad de Hoetzendorff vient, à Carlsbad, rendre visite au général de Moltke, le chef de l'état-major allemand indique l'opinion qu'il professe sur l'éventualité d'une guerre générale : Tout ajournement — dit-il — a pour « résultat de diminuer nos chances de succès ». A la longue, en effet, la situation militaire de la Russie s'améliore ; et l'état-major russe possède des réserves d'hommes qui ne font que s'accroître. Mais, pour le moment, les conditions sont encore favorables. Sur une question de Conrad, qui cherche à connaître les prévisions allemandes, en cas de guerre, Moltke répond : « Nous espérons en avoir fini avec la France six semaines après l'ouverture des hostilités, ou tout au moins être assez avancés pour porter le gros de nos forces sur le front oriental ».

Mais, devant le nouvel effort allemand, la France et la Russie développent, elles aussi, leurs moyens militaires. C'est en janvier 1913 que le projet de l'état-major allemand est signalé dans la presse berlinoise ; dans les premiers jours de février, à Paris, le président du Conseil et le

ministre de la Guerre écoutent le général Joffre, qui représente dans quelle infériorité sensible se trouveront les forces actives françaises lorsque sera votée la réforme militaire allemande. La presse commence, au milieu de février, à préconiser l'augmentation des effectifs. Sur l'avis unanime du Conseil supérieur de la guerre, le gouvernement décide, le 5 mars, de déposer devant le Parlement un projet de loi destiné à rétablir le service militaire de trois ans, — c'est-à-dire à revenir au régime qui avait existé avant 1905, mais sans dispense d'aucune sorte —. En même temps, une demande de crédits extraordinaires de 500.000.000 de francs est déposée, pour permettre l'amélioration de l'artillerie et de la défense des places fortes. Le projet qui augmente la durée du service est combattu par les socialistes et par une partie des radicaux-socialistes. La discussion, commencée à la Chambre le 1^{er} juin, ne s'achève que le 19 juillet. C'est le 7 août que le Sénat, sur un rapport de M. Doumer, qui s'applique surtout à montrer les conséquences de la récente loi allemande, vote définitivement le projet. Les effectifs du temps de paix sont portés à 585.000 hommes du service armé et 50.000 du service auxiliaire, auxquels il faut ajouter les rengagés et les troupes indigènes, en tout 755.000 hommes environ, non compris les officiers. Par le jeu de l'incorporation à vingt ans, au lieu de vingt et un ans, l'armée française aura sous les drapeaux, dès 1914, trois classes instruites. C'est l'objet essentiel de la réforme. L'état-major français, qui sait que tout l'effort des armées allemandes se portera, dès le début de la guerre, sur le front occidental, veut avoir des forces *actives* aussi nombreuses que possible, pour parer à cette offensive.

Pour l'armée russe, le problème de la préparation à la guerre n'était pas un problème d'effectifs. Les ressources en hommes étaient si considérables (15.000.000 d'hommes aptes à porter les armes, d'après le général Dobrorolsky) qu'il n'était pas possible de faire appel, d'un seul coup, à cette masse énorme. Il s'agissait, pour pouvoir utiliser au mieux ces ressources, de posséder des cadres et un armement, et surtout d'améliorer le mécanisme de la mobilisation, afin de permettre à l'armée russe d'intervenir le plus tôt possible après la déclaration de guerre. Depuis 1910, l'armée, sur le pied de paix, comptait 1.300.000 hommes. A la fin de 1913, un grand programme militaire est adopté. Il doit permettre, en cinq ans, d'augmenter le chiffre des formations de réserve et d'accroître de 500.000 hommes les effectifs de paix, de compléter l'équipement en artillerie et en munitions, très inférieur jusque-là aux prévisions officielles. Ce n'est donc pas avant 1917 que l'armée russe aura acquis toute sa puissance. En fait, ce « grand programme » n'aura même pas reçu, en 1914, un commencement d'exécution.

Entre les états-majors russe et français, les entretiens sont réguliers. En août 1913, le général Joffre et le général Gilinsky tiennent, comme les années précédentes, une conférence. Le souci du haut commandement français est d'obtenir que l'effort des armées russes se porte, dès le début d'une guerre, contre l'Allemagne, plutôt que contre l'Autriche-Hongrie, pour obliger l'état-major allemand à laisser, sur sa frontière orientale, une partie des forces qu'il veut employer contre la France. Quel est le délai minimum nécessaire à l'armée russe pour engager des opérations? Combien de jours s'écouleront entre la déclaration de guerre et le début de l'offensive? C'est le point essentiel qu'étudient les états-majors. La concentration des troupes russes — des 800.000 hommes qui, aux termes de la convention militaire, opéreront contre l'Allemagne — est entravée par l'insuffisance du réseau de chemins de fer. Aussi la conférence de 1913 décide-t-elle la construction de nouvelles voies ferrées, qui devront être exécutées dans un délai de quatre ans. Le gouvernement russe obtient de la France, en décembre 1913, la promesse d'un emprunt, dont le produit doit être affecté à ces constructions nouvelles.

Les forces militaires anglaises ont été réorganisées en 1908. L'armée régulière compte 160.000 hommes, outre 110.000 hommes qui servent en dehors de la Grande-Bretagne. L'armée territoriale est formée de volontaires, mobilisables en cas de guerre ; elle compte 315.000 hommes ; mais elle ne peut être employée dès le début des hostilités, puisque les troupes qui la composent n'ont pas d'instruction militaire. Enfin, une « réserve spéciale » de 78.000 hommes doit servir à fournir des renforts à l'armée régulière pour combler ses pertes. La seule force qui puisse être immédiatement utilisée, en cas de guerre, est donc l'armée régulière : ses 160.000 hommes, groupés en six divisions, forment le *corps expéditionnaire*, que l'état-major anglais peut employer sur le continent. Les entretiens d'état-major, entre Paris et Londres, ont déterminé les conditions dans lesquelles ce corps expéditionnaire serait transporté et débarqué, la place qu'il occuperait, à la gauche des armées françaises. Mais ces arrangements techniques ne sont que des décisions de principe, qui joueront seulement si le gouvernement britannique décide d'intervenir (1). Lorsqu'il établit, en avril 1913, les bases de son plan de concentration et d'opérations (le plan XVII), le chef de l'état-major français rappelle qu'il n'existe aucune « promesse certaine », aucun « engagement écrit » de coopération britannique : « Nous agissons prudemment en ne faisant pas état des forces anglaises dans nos projets d'opérations ».

(1) Voir p. 102-104.

Dans l'hypothèse même d'une intervention, c'est seulement au bout de quelques mois, que les ressources, encore très limitées, de l'armée territoriale anglaise pourront entrer en ligne.

Le gouvernement britannique a conscience de cette faiblesse. Il envisage, en 1912, la possibilité de créer une « grande armée », qui réponde au rôle que la Grande-Bretagne peut avoir à jouer dans un conflit européen. Mais comment lever et encadrer deux millions d'hommes, par exemple ? L'enquête entreprise montre les difficultés techniques d'une pareille tentative : où trouver les officiers nécessaires ? et combien de temps faudrait-il pour les instruire ? En formant cette armée, ne risquerait-on pas de gêner le recrutement de la marine de guerre ? Et surtout l'institution d'un service militaire obligatoire serait alors nécessaire. Comment faire accepter une charge qui est contraire à toutes les traditions anglaises ? Après étude, l'état-major lui-même abandonne donc l'idée d'une grande réforme militaire, qu'il serait imprudent de commencer « pendant une période de tension politique sur le continent ».

Mais le Comité de Défense impériale met au point, entre 1912 et 1914, les questions relatives au ravitaillement de la Grande-Bretagne en cas de guerre, au maintien de l'activité économique, et à la collaboration navale des Dominions.

C'est au printemps de 1914 que se pose de nouveau la question d'une collaboration navale avec la Russie. Le gouvernement du tsar sent le besoin de nouer plus étroitement les relations anglo-russes, en prévision du conflit possible. Le 2 avril 1914, Sazonof considère la transformation de la Triple Entente en une Triple-Alliance comme « un devoir de l'heure présente » : il suffit pour cela de conclure un accord entre Pétersbourg et Londres sur des bases nouvelles. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Doumergue, averti par Isvolsky, estime que « cet accord ne pourra prendre la forme que d'une convention navale, car la France, pour sa part, n'a jamais obtenu de l'Angleterre d'engagements politiques positifs ». Ainsi les relations anglo-russes seraient établies sur le même pied que les relations anglo-françaises. Il ne peut être question d'alliance. Lorsque sir Edward Grey vient à Paris, au début de mai, M. Doumergue lui indique le désir de la France de voir négocier, entre l'Angleterre et la Russie, cette convention. A son retour à Londres, le 12 mai, Grey s'entretient avec l'ambassadeur de Russie : il accepte de se prêter à des négociations, dont le principal objectif doit être un accord naval, tout comme les pourparlers anglo-français ont eu pour centre des conversations entre les états-majors. Mais il communique au gouvernement russe, quelques jours après, le texte des lettres échangées entre les gouvernements anglais et français en novembre 1912. C'est « dans le même esprit » qu'il envisage la conclusion d'une

convention navale avec la Russie. Il est donc évident que l'affaire présente à ses yeux une importance politique, plus encore que technique.

Le 28 mai, le gouvernement russe désigne le capitaine de vaisseau Wolkof pour négocier la convention. Les pourparlers sont délicats, car la diplomatie allemande soupçonne l'existence des négociations, en dépit des démentis de Grey, et l'opinion des milieux travaillistes et radicaux anglais, mise en éveil dès le milieu de mai par une information du *Berliner Tageblatt*, est hostile à un rapprochement plus étroit avec la Russie. Le 25 juin, cependant, les progrès donnent toute satisfaction à Sazonof, qui espère aboutir rapidement à un accord. Il envisage, ce jour là, la possibilité, après la conclusion de la convention navale, de donner à la Grande-Bretagne un engagement, qui « garantirait » la situation anglaise dans l'Inde. Ce serait le moyen le plus sûr de nouer solidement l'entente anglo-russe. Mais, trois jours plus tard, l'attentat de Saraïevo survient, et interrompt les pourparlers. La crise européenne va s'ouvrir, sans que la convention navale ait été conclue.

II. — L'ÉTAT DE L'OPINION PUBLIQUE

Les discussions qui s'engagent, dans les Parlements, à l'occasion du vote des lois militaires, éveillent dans l'opinion publique la conscience du danger. Pour faire accepter aux peuples ces charges militaires nouvelles, et les charges financières qui en sont la conséquence, il est inévitable que les gouvernements insistent sur la nécessité de cet effort. Dans tous les pays, la presse envisage donc, en 1913, au début de 1914, l'éventualité d'un conflit ; l'opinion se familiarise avec l'idée de la guerre.

La presse allemande, au moment du vote de la loi militaire, au printemps de 1913, dénonce les desseins offensifs des voisins de l'Empire. L'Allemagne, entourée d'États trop puissants, attendra-t-elle qu'on lui porte le coup de grâce ? Les ligues militaires et les organisations pangermanistes développent leur propagande. « La guerre est la plus sublime et la plus sainte manifestation de l'activité humaine. Pour nous aussi, la grande heure joyeuse de la lutte sonnera quelque jour » (*Jungdeutschlandpost*, 25 janvier 1913). « Si nous ne voulons pas fermer les yeux à la nécessité de l'évolution, il nous faut aussi reconnaître la nécessité de la guerre », écrit Klaus Wagner. Et le général von Bernhardt proclame, dans son livre *Von heutigem Kriege* : « ... Si nous voulons procurer à notre peuple la situation mondiale qui lui convient, il nous faut nous confier à notre épée ».

Les rapports de l'ambassadeur de France remarquent que cette pro-

pagande trouve un écho dans l'esprit public et signalent l'excitation de l'opinion. Sans doute, les ligues pangermanistes n'ont pas une importance qui réponde à leur activité. Elles ne groupent pas un nombre d'adhérents aussi imposant qu'on pourrait le croire. Il existe en Allemagne des forces, socialistes surtout, qui résistent à cet entraînement, mais dont la résistance fléchit de plus en plus. Ce sont « des forces de contre-poids... ou des forces sociales de silence, passives et sans défense contre la poussée d'une contagion belliqueuse ». Il faudrait pour les animer, que le gouvernement, le Reichstag aient, comme l'a écrit le *Berliner Tageblatt* du 21 avril, « le courage de se séparer des pangermanistes ». Ce n'est pas le cas. Le 10 mars, l'empereur Guillaume, dans un discours, évoque le souvenir des victoires de 1813 : « Nous aussi, nous irons, le cœur joyeux et confiant, au combat, s'il s'agit, un jour, de conserver ce qui a été conquis au prix d'un sang si précieux, et de défendre l'honneur de l'Allemagne contre quiconque oserait y toucher ». Et l'on connaît les propos que Guillaume II et le général de Moltke tenaient au roi des Belges au début de novembre 1913. L'Empereur pense que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable » ; le chef de l'état-major est convaincu « qu'il faut en finir ». Ces propos, qui sont peut-être calculés pour intimider la Belgique et pour la disposer à ne point opposer de résistance à une invasion allemande, sont rapportés à l'ambassadeur de France par le baron Beyens, ambassadeur belge à Berlin, dont le récit confirme celui de Jules Cambon.

En France, l'attitude est différente. Sans doute, la presse insiste, elle aussi, sur les risques que comporte la situation internationale ; sans doute, le gouvernement songe à échauffer le sentiment patriotique, et réorganise, dans les grandes villes, les « retraites » militaires. Mais le président du Conseil des ministres russe, Kokovstov, constate, après une visite à Paris (rapport du 19 novembre 1913) que le gouvernement français manifeste ouvertement le désir « d'éviter toutes les éventualités qui pourraient remettre la France dans la voie des aventures ». Il note, dans tous les milieux français, « une tendance unique : maintenir le calme et la paix ». Le gouvernement se prêterait volontiers à négocier avec l'Allemagne le règlement des difficultés qui subsistent, par exemple en Asie Mineure. Les résistances même que rencontre à la Chambre des députés le projet d'augmentation du service militaire sont la preuve d'un état d'esprit. D'ailleurs, — au moment où le nouveau régime militaire commence à être appliqué, les élections d'avril 1914 vont amener à la Chambre une majorité dont l'orientation est hostile à cette réforme. Le nombre des députés socialistes, en particulier, est sensiblement accru. Lorsque le Cabinet Doumergue se retire (2 juin), le Cabinet Ribot, qui déclare en termes catégoriques sa volonté

de maintenir la loi militaire, est renversé dès le premier jour. Le nouveau président du Conseil, Viviani, est de ceux qui n'ont pas voté la « loi de trois ans » ; il accepte cependant de laisser l'expérience se poursuivre, mais en déclarant qu'un « allègement » des charges militaires doit être réalisé aussitôt que possible. Il semble que la majorité voudrait chercher dans une large utilisation des réserves le moyen d'assurer la défense du pays : ce sont les idées que Jaurès a développées dans son livre *L'Armée nouvelle*.

Il est plus difficile de décrire les tendances de l'« opinion publique » russe. C'est l'activité des milieux officiels, milieux militaires et diplomatiques, milieux de la Cour, qui, seule, exerce une influence décisive sur le cours des affaires publiques ; cette influence est à peine balancée par celle d'une partie de la bourgeoisie, qui dispose de journaux. La masse de la population reste à l'écart. Est-il possible d'apercevoir, dans le jeu de ces influences, une orientation commune ? A la Cour, dans l'entourage du tsar, il y a des hommes qui gardent des sympathies pour l'Allemagne, — ou plutôt pour le régime impérial allemand. Les militaires, les diplomates, la bourgeoisie cultivée reprennent au contraire les traditions actives de la « grande politique » russe, qui, toujours, a regardé vers les Balkans. Est-ce à dire que l'on puisse parler d'un « panslavisme », symétrique au « pangermanisme » ? Il ne le semble pas. Mais ces milieux ne sont pas disposés à laisser compromettre la revanche, qu'ils ont obtenue en 1912-1913, de l'humiliation ressentie en 1908.

Dans cette atmosphère, les incidents qui se produisent ont tout de suite un retentissement prolongé.

Le 3 avril 1913, un dirigeable allemand, le *Zeppelin 6*, qui fait un voyage d'essai, survole pendant plusieurs heures le territoire français, et est obligé de descendre sur le champ de manœuvres de Lunéville. Le gouvernement français autorise l'équipage à reprendre l'air, le lendemain, aussitôt que les avaries ont été réparées. Mais la presse allemande se plaint que la population de Lunéville se soit livrée à des démonstrations hostiles.

Le 13 avril, la présence à Nancy de quelques touristes allemands est l'occasion d'un nouvel incident. Après un échange de propos désobligeants entre ces touristes et des consommateurs français dans une brasserie de la ville, une courte bagarre se produit, au départ du train qui doit ramener les Allemands à Metz. Un des touristes est frappé. Dès le lendemain, l'incident est évoqué à la tribune du Reichstag. L'ambassade d'Allemagne à Paris demande des explications. Le gouvernement français décide de déplacer le préfet de Meurthe-et-Moselle, et de révoquer deux agents de police. Ces mesures ne suffisent pas à satisfaire certains

journaux allemands, porte-parole des milieux militaires et conservateurs. Mais le gouvernement d'Empire déclare l'incident clos.

L'affaire de Saverne est plus grave. Le lieutenant allemand von Forstner interpelle, en termes injurieux, des recrues alsaciennes. Aux protestations de la population, l'administration allemande répond avec brutalité. Les journaux nationalistes prennent texte de ces incidents pour déclarer que l'Allemagne doit « avoir raison de l'Alsace ». Le ministre de la Guerre Falkenhayn soutient énergiquement, au Reichstag, le point de vue des militaires (9 décembre 1913). Le chancelier est plus modéré ; mais il hésite à blâmer les violences commises par les officiers. La majorité du Reichstag indique, il est vrai, par le vote d'une motion, qu'elle n'approuve pas l'attitude officielle ; mais c'est une manifestation platonique, puisque le sort du Cabinet d'Empire ne dépend pas d'un vote de défiance.

Au printemps de 1914, un autre incident surgit, cette fois entre la Russie et l'Allemagne. Au commencement de mars, un article de la *Kölnische Zeitung* dénonce les armements et les intentions de la Russie. La presse russe réplique. En juin, le journal *Birschewija Wiedemosti* (*Gazette de la Bourse*), qui passe pour être inspiré par le ministre de la Guerre, publie un article intitulé : « La Russie est prête ; la France doit l'être aussi ». L'objet de cette publication est évident : le gouvernement russe craint que l'application du service de trois ans soit remise en question ; il veut donner à la France un avertissement. « La Russie a fait tout ce à quoi l'engageait l'alliance avec la France ; elle s'attend en conséquence à ce que son alliée fasse également son devoir ». Et l'article insiste sur l'effort militaire russe, sur les augmentations d'effectifs qui viennent d'être décidées. C'est en Allemagne que ces déclarations trouvent leur écho. La presse dénonce « les tendances belliqueuses du parti militaire russe ». L'Empereur annote (15 juin) le rapport de son ambassadeur à Pétersbourg. Il veut faire prendre des « contre-mesures », augmenter encore les effectifs de l'armée et de la marine. Le chancelier Bethmann-Hollweg ne partage pas le point de vue des « chauvins allemands » ; mais il craint d'être débordé. Il faut craindre, écrit-il, « l'explosion chez nous d'une nouvelle fièvre d'armements ».

L'opinion publique anglaise ne se mêle pas à cette agitation. Elle est dominée, à ce moment, par des préoccupations de politique intérieure, et surtout par la question d'Irlande. Le Parlement a voté le *Home rule*. Mais l'application de la loi se heurte, en Irlande même, aux difficultés les plus graves. L'Ulster protestant refuse de faire partie de l'État irlandais. Pour faire échec à la mise en vigueur de l'autonomie, les Orangistes n'hésitent pas à menacer le gouvernement de Londres d'une résistance armée. A Belfast, les chefs du mouvement ulstérien organisent des

troupes. Les nationalistes irlandais répondent par des préparatifs analogues. Va-t-on vers une guerre civile ? Le Cabinet de Londres le redoute. Dans l'armée anglaise, une partie des officiers répugne à contraindre l'Ulster par la force. En mars 1914, des cas de désobéissance se produisent, et le ministre de la Guerre est obligé de démissionner. Ces inquiétudes ne laissent pas au gouvernement grand répit pour s'occuper de la situation internationale.

Aussi la diplomatie allemande n'a pas perdu l'espoir de tirer parti de cette situation. Entre Londres et Berlin, le contact n'est pas perdu : on continue à négocier, lentement, sur les questions coloniales. C'est le sort des colonies portugaises qui est le principal objet des pourparlers¹ : le traité signé entre l'Angleterre et l'Allemagne en 1898 est toujours en vigueur, sans avoir jamais reçu un commencement d'exécution. Faut-il continuer à envisager seulement le cas où le Portugal céderait *volontairement* ses colonies ? La diplomatie allemande veut prévoir l'hypothèse où ces territoires se détacheraient d'eux-mêmes de la métropole ; elle demande à l'Angleterre la promesse de ne prêter en pareil cas aucune assistance au gouvernement de Lisbonne. Si les circonstances amenaient l'Allemagne, par exemple, à occuper une partie de l'Angola ou du Mozambique, l'Angleterre aurait aussitôt le droit de s'emparer de l'autre partie des mêmes colonies. C'est le 20 octobre 1913 que l'accord est paraphé, sans que les deux Puissances parviennent à s'accorder sur les conditions d'une ratification éventuelle. D'autre part, le chancelier Bethmann-Hollweg, à l'occasion de la polémique germano-russe sur les armements, cherche à persuader sir Edward Grey que, seule, l'attitude de l'Angleterre peut calmer le « chauvinisme » russe. Il fait allusion à la « mission commune » de l'Angleterre et de l'Allemagne. Son but immédiat est d'empêcher la conclusion de l'accord naval anglo-russe, dont les négociations sont en cours (1). Mais comment pourrait-il rétablir la cordialité des relations anglo-allemandes, s'il ne parvient pas à régler la question fondamentale, celle des armements navals ? Les circonstances ne sont guère favorables à de nouvelles négociations car le renforcement de l'armée allemande provoque « la surenchère de la marine, qui veut toujours avoir sa part quand on fait quelque chose pour l'armée ».

C'est pourtant à ce moment que, du dehors, une influence s'exerce pour « calmer » les puissances rivales. A la fin de mai, le colonel House, confidant du président Wilson, est arrivé en Europe. Le gouvernement des États-Unis songe à intervenir pour mettre fin à la « course aux arme-

(1) Voir ci-dessus, p. 340.

ments » ; il considère que la première étape dans cette voie serait la conclusion d'un accord naval anglo-allemand, sous les auspices du Département d'État américain. Le 1^{er} juin, House est reçu, à Potsdam, par Guillaume II, qui, sans rejeter ouvertement ses propositions, développe le thème de l'encerclement. « Toutes les nations du monde dirigent les pointes de leurs baïonnettes vers l'Allemagne, mais nous sommes prêts. » House sent que la « domination de l'oligarchie militaire » est « absolue ». Il passe à Paris, sans pouvoir engager des conversations, à cause de la crise ministérielle. Le 17 juin, il est à Londres, et développe ses idées à sir Edward Grey, à lord Haldane, à Lloyd George. Les entretiens se poursuivent lentement, car le Cabinet anglais est absorbé par les affaires irlandaises. Grey accepte cependant l'idée de chercher à reprendre contact avec l'Allemagne, sous une forme qui ne pourrait inquiéter la France et la Russie. Mais, avant que le colonel House ait pu faire connaître à Berlin le résultat de ses conversations, l'événement de Saraiëvo va rouvrir la crise balkanique.

CHAPITRE III

La crise de juillet 1914 (1)

Après avoir reçu la visite de Guillaume II à Konopichté (1), l'archiduc François-Ferdinand avait assisté à des manœuvres, à proximité de la frontière serbe. Le 28 juin 1914, il visite la capitale de la Bosnie-Herzégovine, Saraiévo. Pendant que le cortège officiel se rend à l'Hôtel de Ville, un premier attentat est commis contre l'archiduc et sa femme, la duchesse de Hohenberg : la grenade à main lancée par Tchabrinovitch manque son but. Mais, au retour, une heure plus tard, un jeune homme, Printsip, profite d'un ralentissement de la voiture pour abattre, à coups de revolver, le prince héritier et la duchesse. L'enquête prouve immédiatement que Tchabrinovitch et Printsip, sujets autrichiens, avaient des complices postés sur tout le parcours probable du cortège. La police austro-hongroise, qui n'ignorait pas, cependant, quels risques pouvait courir l'Archiduc en venant à Saraiévo, n'avait rien aperçu, et n'avait pas pris toutes les précautions nécessaires. Les premiers renseignements recueillis indiquent aussi que le meurtre a été

(1) Les documents et les témoignages sont particulièrement abondants. Les plus importants sont : DOCUMENTS. — *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch*, publ. par Kautsky, Montgelas et Schücking, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik, 1^{re} édit., 1919, 2^e édit., 1927. Traduction française, *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*, Paris, A. Costes, 4 vol. in-8°. — *Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges 1914*, Vienne, Staatsdruckerei, 1919, in-8°, 3 vol. Traduction française, *Pièces diplomatiques relatives aux antécédents de la guerre de 1914*, publiées par la République d'Autriche, Costes, 1923. — *Bayerische Dokumente zum Kriegsausbruch*, hgg. von P. Dirr, Munich, 1925. — *British Documents on the origins of the War*, t. XI. — La correspondance d'Isvolsky, publiée dans le *Livre noir* et dans le recueil de Stieve-Le « Journal » du baron Schilling, édition anglaise, *How the war began. The Diary of the Russian Foreign Office 13/20 July 1914*, Londres, 1925. (Le gouvernement français n'a pas encore publié le recueil de ses documents diplomatiques. Il faut donc se référer au *Livre jaune. La guerre européenne, 1914*.) Sur l'attentat de Serajevo, MOUSSET, *op. cit.*

* TÉMOIGNAGES. — Poincaré (Raymond), *Au service de la France*, IV, *L'Union sacrée*, Paris, Plon, 1927, in-8° (avec de nombreux documents). — Paléologue (Maurice), *La Russie des Tsars*, Paris, 1922, 3 vol. in-8°. — Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen*, Berlin, 1921, 2 vol. in-8°, traduction française, *Considérations sur la guerre mondiale*, Lavauzelle, 1924, 363 p. — Schœn (von), *Erlebtes*, Berlin, 1920, traduction française, *Souvenirs*, Paris, 1922, in-12. — Sazonof, *Les années fatales*, Paris, Payot, 1927. — Soukhomlinof, *Vespominaiia*, Berlin, 1924, in-8°, 438 p., édition allemande, *Erinnerungen*, Berlin, Hobbing, 1924, in-8°, 526 p. — Dobrorolsky, *La mobilisation générale russe en 1914* dans *R. Histoire de la Guerre mondiale*, 1923. — Conrad von Hoetzendorff, *ouvr. cité*, t. IV. — Grey, *ouv. cit.* — Churchill, *idem*.

(2) Voir ci-dessus, p. 318.

préparé à Belgrade, et que les conjurés bosniaques ont franchi la frontière avec la complicité de deux fonctionnaires serbes, qui leur ont fourni des armes. De complicité du *gouvernement* serbe lui-même, il n'est pas question. Cette complicité n'est « même pas à présumer », dira, quelques jours plus tard, le fonctionnaire chargé de l'enquête. C'est seulement plusieurs années après l'attentat que l'on connaîtra le rôle joué, dans la préparation du complot, par le colonel Dmitriévitch, chef du service des renseignements à l'état-major général serbe. Mais Dmitriévitch dirigeait une société secrète nationaliste, la « Main Noire », dont l'activité était aussi dangereuse pour le gouvernement de Belgrade lui-même que pour les États voisins. Il n'était donc pas en l'espèce, bien au contraire, l'agent du Cabinet Pachitch.

C'est cet attentat politique, cet épisode dramatique du mouvement des nationalités en Autriche-Hongrie, qui va devenir l'occasion du conflit européen.

I. — LE CONFLIT AUSTRO-SERBE

Le gouvernement austro-hongrois, qui vient à peine d'achever la mise au point de son plan de travail diplomatique dans les Balkans, voit dans le meurtre de Saraïevo le moyen de substituer à ce programme à longue échéance une action *immédiate*.

1. *La préparation de l'ultimatum à la Serbie.* — Dès le lendemain de l'attentat, le ministre des Affaires étrangères, Berchtold, annonce au président du Conseil hongrois, Tisza, son intention de « profiter du crime de Saraïevo pour régler les comptes avec la Serbie ». C'est à un acte de vigueur, à une politique de force qu'il est déjà résolu. Les mouvements nationaux menacent l'existence même de l'Autriche-Hongrie. Les aspirations des Slaves du Sud ne sont qu'un des éléments de cette situation générale ; mais elles sont, pour le moment, l'élément le plus inquiétant. Pour éviter la « décomposition » de la Double Monarchie, il est grand temps d'agir contre les foyers nationaux. L'émotion soulevée en Europe par l'attentat de Saraïevo est une circonstance favorable. Le gouvernement aurait tort de ne pas le saisir. Tel est l'état d'esprit des milieux officiels, à Vienne.

Mais l'Autriche-Hongrie ne peut prendre parti sans avoir la certitude de pouvoir compter sur l'appui de l'Allemagne. Elle tâte le terrain auprès de l'ambassadeur d'Allemagne, Tschirschky, et du sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Zimmermann, qui admettent tous deux la nécessité d'une « action énergique », non sans faire encore

quelques réserves, que Guillaume II, personnellement, va bientôt désavouer. Elle se décide alors à faire auprès du chancelier Bethmann-Hollweg et de l'Empereur Guillaume une démarche directe. Le 5 juillet, le comte Hoyos, chef de cabinet de Berchtold, arrive à Berlin; il y apporte un mémoire austro-hongrois rédigé avant l'attentat, ainsi qu'une lettre autographe de l'Empereur François-Joseph, qui définit la politique de la Double Monarchie : il faut que la Serbie, « qui est actuellement le pivot de la politique panslaviste », soit « éliminée comme facteur politique dans les Balkans ».

Le gouvernement allemand prend position dès ce jour-là. L'Empereur Guillaume déclare à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie que la Monarchie peut compter « sur le plein appui de l'Allemagne » ; il est d'avis qu'il faut agir sans tarder ; il regretterait, si la nécessité d'une « action guerrière » contre la Serbie est reconnue, de voir laisser passer le « moment actuel, si favorable... » Le chancelier fait des déclarations analogues : l'appui qu'il promet au nom de l'Allemagne ne comporte ni réserves, ni conditions. Il est, lui aussi, — d'après le récit de l'ambassadeur, — partisan d'une « action immédiate » ; c'est à l'Autriche-Hongrie qu'il appartient de choisir son mode d'action, mais elle peut compter « avec sûreté » que l'Allemagne la soutiendra, quelle que soit sa décision. C'est en ce sens que l'on peut dire, selon le mot du chargé d'affaires de Bavière à Berlin, que l'Allemagne, le 5 juillet 1914, a donné à son alliée un « pouvoir en blanc » pour régler la question serbe.

Les décisions du 5 juillet vont dominer maintenant les événements. Aussitôt que le comte Hoyos est de retour à Vienne, le gouvernement austro-hongrois, sûr de l'appui de l'Allemagne, prépare son action contre la Serbie. Va-t-il se jeter sur elle « sans crier gare » ? Non, il lui enverra un ultimatum. Sur le caractère de cette démarche, les avis, d'abord, sont différents : le comte Berchtold ne voit dans l'ultimatum qu'une formalité nécessaire, et veut le rédiger de telle sorte que le gouvernement serbe ne puisse l'accepter. Ainsi la voie sera ouverte « à une solution radicale au moyen d'une intervention militaire ». Le comte Tisza, seul, s'oppose à cette manière de voir : il ne croit pas que la guerre contre la Serbie soit « absolument une nécessité ». L'Autriche-Hongrie n'a besoin que d'une victoire diplomatique. Elle doit poser des conditions très dures, mais acceptables ; elle doit se contenter d'une soumission. Mais, la semaine suivante, l'accord est réalisé : Berchtold a convaincu Tisza, en invoquant l'impatience de l'Allemagne : « ... Si nous transignons avec la Serbie, on nous taxerait de faiblesse... » La conférence ministérielle du 14 juillet décide donc de préparer un ultimatum, dont elle fixe les grandes lignes. Si la Serbie acceptait ces conditions, cette « profonde humiliation », l'Autriche-Hongrie s'en contenterait. Mais le contenu de la note sera

tel que la guerre est probable. Cette guerre devra aboutir à placer la Serbie « dans la dépendance de la Monarchie » : on lui imposera une convention militaire; on changera la dynastie; on distribuera des territoires serbes à la Bulgarie, à la Grèce, à l'Albanie. Tels sont les projets de Berchtold, approuvés par le Conseil des ministres, le 19 juillet. Il n'est pas question d'annexer à la *Monarchie elle-même* une partie importante de la Serbie, car l'incorporation de nouveaux pays slaves ne ferait qu'aggraver les difficultés de la politique intérieure; ainsi le gouvernement austro-hongrois pourra annoncer, sans indiquer ses intentions véritables, son « désintéressement territorial ».

L'ultimatum, mis au point après trois rédactions successives, approuvé par l'Empereur François-Joseph le 21, doit être remis au gouvernement serbe le 23 juillet, à 18 heures. Le gouvernement allemand, qui avait regretté les lenteurs de l'Autriche-Hongrie, mais qui avait été orienté, dès le 11 juillet, dans une large mesure, sur le contenu probable du document, reçoit communication du texte à la fin de l'après-midi du 22 juillet. Jagow estime, dit-il, que les termes de l'ultimatum sont trop durs; mais il ne fait rien pour obtenir qu'ils soient adoucis ou amendés.

Les clauses de la note autrichienne vont bien au delà de ce que prévoyaient les chancelleries. Elles n'exigent pas seulement que le gouvernement serbe désavoue la campagne « malsaine » qui s'exerce, sur son territoire, contre l'Autriche-Hongrie; qu'il dissolve « les sociétés qui s'adonnent à la propagande politique »; qu'il révoque les fonctionnaires coupables de s'associer à cette propagande. Elles ne se bornent pas à demander l'arrestation des fonctionnaires serbes qui ont aidé les meurtriers de Saraïevo, soit en leur fournissant des armes, soit en leur permettant de franchir la frontière. Elles imposent en outre à la Serbie d'accepter, sur son territoire, la présence de fonctionnaires austro-hongrois, qui collaboreront à la recherche des coupables, et à la « suppression du mouvement subversif (art. 5 et 6). Et c'est une « acceptation sans réserves » que le représentant de l'Autriche-Hongrie à Belgrade, baron Giesl, est chargé de demander. Il ne peut être question de « négociation », ni de « discussion » sur le contenu de la note. Le délai imparti au gouvernement serbe pour faire connaître sa réponse est de quarante-huit heures.

2. *La « localisation » du conflit.* — Au moment même où l'Europe, le 24 juillet, connaît l'ultimatum, les ambassadeurs allemands à Paris, à Londres, à Pétersbourg exécutent, sur les instructions de leur gouvernement, une démarche identique. Les exigences autrichiennes, disent-ils, sont « équitables et modérées »; au besoin, c'est par la force que le gouvernement de Vienne imposera à la Serbie l'acceptation des clauses de la note; mais l'Europe n'a pas à intervenir :

Il s'agit, dans le cas actuel, d'une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie... Nous désirons instamment la localisation du conflit, parce que toute intervention d'une autre puissance, vu la diversité des obligations d'alliance, entraînerait des conséquences incalculables.

L'Europe doit assister, passivement, à l'« expédition de châtiment » que prépare l'armée austro-hongroise. Telle est la thèse de la *localisation*, qui résume l'attitude officielle des deux Puissances centrales.

Il s'agit donc de rétablir, hors de toute intervention européenne, la situation de la monarchie austro-hongroise, par une guerre qui détruira l'État serbe, et qui permettra, en formant une nouvelle Ligue balkanique, d'effacer les résultats du traité de Bucarest.

Mais il est bien évident que cette transformation de l'équilibre balkanique est un fait d'importance européenne. Le conflit austro-serbe de 1914 n'est pas, ne peut pas être, une affaire « locale » ; il a le même caractère que la crise bosniaque de 1908, ou que la crise de 1912. Les intérêts fondamentaux de la Russie sont en cause : si elle laisse écraser la Serbie, sa protégée, elle renonce aux avantages que lui a assurés, en 1913, le résultat des guerres balkaniques ; elle abandonne les Balkans à l'influence exclusive de l'Autriche-Hongrie ; elle accepte une déchéance. A Berlin, comme à Vienne, on ne l'ignore pas : « La Russie sera hostile », déclare Guillaume II, dès le 5 juillet.

Lorsque les Puissances centrales adoptent le thème de la « localisation », elles n'entendent donc pas dire que l'affaire austro-serbe est étrangère aux intérêts des autres puissances ; elles affirment seulement qu'elles repousseront l'intervention parce que tel est leur propre intérêt. Elles ne cherchent pas délibérément la guerre générale ; elles se contenteront d'un succès local, si l'Europe se résigne ; mais, en face d'une intervention, elles n'hésiteront pas à poursuivre jusqu'au bout le plan qu'elles ont fixé, même au prix d'une guerre européenne : « Nous ne pouvons pas sacrifier l'Autriche », écrit Jagow, le 18 juillet : « Je ne veux pas de guerre préventive ; mais, si le combat s'offre à nous, nous ne devons pas reculer. »

Le succès de cette manœuvre dépend de l'attitude de la Russie. Le gouvernement du tsar ira-t-il, pour défendre ses intérêts généraux, jusqu'à s'opposer par les armes à l'expédition austro-hongroise contre la Serbie ? Les milieux politiques allemands considèrent, au début de juillet, que l'intervention n'est pas certaine : l'armée russe n'est pas prête à faire un tel effort, puisque l'exécution de son programme d'armements ne doit être achevée qu'en 1917. Le tsar « y réfléchirait certainement à deux fois avant d'en appeler aux armes ». En tout cas, il attendrait de savoir quel appui il peut trouver chez les Puissances occidentales, l'une son alliée, l'autre son amie.

La France ? Elle ne ferait pas la guerre, pensait-on à Vienne et à

Berlin. Au milieu de juillet 1914, les débats engagés, au Sénat, sur le matériel d'artillerie, avaient dévoilé l'insuffisance des armements français. Le chef de l'état-major austro-hongrois, Conrad von Hoetzendorff, notait, dans son rapport journalier : « La France n'est pas prête à la guerre. »

L'Angleterre ? Elle avait, en Irlande, des embarras trop graves et trop immédiats pour s'engager à fond dans un conflit européen. Jagow avait demandé au directeur de la *Hamburg Amerika*, Albert Ballin, de se rendre à Londres pour sonder les dispositions des hommes d'État anglais. « ... La question de l'Ulster domine l'heure présente », écrit Ballin au sortir de ces entretiens. L'opinion publique anglaise, qui n'a jamais eu beaucoup de sympathie pour la Serbie, n'est pas à même de s'émouvoir, pour le moment, d'une affaire balkanique.

La diplomatie allemande admet donc que la France et l'Angleterre agiront sur la Russie dans un sens « pacificateur ». Et pourtant, à la veille de l'envoi de l'ultimatum, des avertissements significatifs parviennent de Pétersbourg et de Londres. M. Poincaré, en visite officielle à la Cour de Russie, évoque, devant l'ambassadeur d'Autriche, les « complications à craindre » en cas de conflit austro-serbe : « La Serbie a des amis très chauds dans le peuple russe, et la Russie a une alliée, la France ». Sir Edward Grey exprime l'espoir que l'Autriche évitera de poser à la Serbie des « conditions inacceptables ». Aux yeux de bien des Allemands, parmi les plus avertis, qu'ils appartiennent aux opinions les plus diverses, Tirpitz comme Lichnowsky, la localisation est « une chimère ». Le chancelier et son entourage continuent pourtant à croire — ou à affecter de croire — à la passivité de l'Europe.

En somme, à cette date du 24 juillet, les avis, à Vienne et à Berlin, sont encore partagés. L'intervention russe paraît probable aux uns, possible aux autres ; mais, en tout état de cause, l'Allemagne et l'Autriche sont décidées à exécuter leur programme.

Lorsque, avant de quitter Berlin pour son voyage habituel dans la mer du Nord, l'Empereur Guillaume a convoqué les chefs de l'armée et de la flotte, il ne leur a pas caché qu'il fallait songer à l'éventualité d'un conflit européen. Sans doute, il n'a pas donné d'ordres précis ; il n'a pas fait commencer de préparatifs. Mais ces ordres étaient inutiles : « Le plan de mobilisation avait été achevé le 31 mars 1914. L'armée était prête comme toujours », a dit, plus tard, le général von Waldersee, sous-chef d'état-major (1).

(1) Et c'est lui encore qui, de sa villégiature estivale, écrit, le 17 juillet, au secrétaire d'État Jagow : « Je suis ici, prêt à bondir. Nous sommes prêts, à l'état-major général. Actuellement, nous n'avons rien à faire. »

D'ailleurs l'état-major de la Marine a fait prendre, dans les mers lointaines, des « mesures de précaution » bien significatives. Dès le 9 juillet, il a prévenu l'amiral von Spee, chef de l'escadre d'Extrême-Orient, qu'une guerre austro-serbe était possible. « Il n'est pas exclu que la Triple-Alliance y soit entraînée ». Et, le surlendemain, il a désigné l'Angleterre comme « adversaire éventuel », si l'on en venait à la guerre.

De son côté, le gouvernement austro-hongrois a pesé les conséquences de sa décision. Dans ses délibérations du 7 juillet, il a envisagé quel intérêt l'Autriche-Hongrie pouvait avoir à éviter le risque d'un conflit européen. Il a conclu que, si la guerre générale devait éclater, mieux valait la voir survenir en 1914. Quelques années plus tard, la Russie serait plus forte. « L'équilibre des forces se déplace contre nous », a constaté le ministre de la Guerre autrichien, von Stürgkh.

3. *Les tentatives de médiation.* — A la « localisation », au premier abord, les puissances occidentales et la Russie n'opposent pas un refus absolu. Le ministre des Affaires étrangères russe, Sazonof, après un moment d'humeur, se montre disposé lui-même à chercher un compromis. Le gouvernement français (le ministre de la Justice, Bienvenu-Martin, assure l'intérim des Affaires étrangères en attendant le retour de M. Viviani, qui a accompagné en Russie le président de la République), « partage sincèrement notre désir de localisation du conflit », écrit l'ambassadeur d'Allemagne. Quant à sir Edward Grey, il esquisse un projet de *médiation à quatre* : l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie pourraient s'entremettre, si le conflit menaçait de s'étendre à la Russie et à l'Autriche. Ce projet, qui fait une distinction entre le différend austro-serbe et le conflit austro-russe, répond en somme aux données fondamentales de la politique austro-allemande. Les Puissances centrales ont donc marqué un premier succès.

Mais, le 25 juillet, à dix-huit heures, la Serbie donne sa réponse à l'ultimatum autrichien. Le gouvernement serbe, qui a reçu des conseils de Pétersbourg et de Paris, accepte la plupart des exigences de son adversaire, en faisant pourtant certaines réserves ; il ne repousse d'une façon absolue que le sixième point de la note, c'est-à-dire la participation d'agents austro-hongrois à l'enquête relative au crime de Saraïevo. Il suggère de porter l'affaire devant le Tribunal international de la Haye, ou de s'en remettre à la décision des grandes Puissances. Le baron Giesl, pourtant, conformément à ses instructions, qui lui prescrivent de considérer comme un refus toute acceptation partielle, déclare la note insuffisante et quitte Belgrade. Le jour même, la Serbie décrète la mobilisation générale, tandis que l'Autriche mobilise huit corps d'armée.

Le caractère de la réponse serbe modifie les conditions du conflit. En fait, elle donne satisfaction, « sauf des points de détail », aux exigences de l'Autriche-Hongrie. C'est Bethmann-Hollweg lui-même qui la juge ainsi. Et Guillaume II note : « Un grand succès moral pour Vienne ; mais il fait disparaître toute raison de guerre ! » Si l'Autriche-Hongrie, maintenant, se refuse à toute discussion, elle montre qu'elle cherche non pas à protéger ses intérêts contre le mouvement sudslave, mais bien à transformer, à son profit, l'équilibre balkanique. Elle prête le flanc à l'intervention. C'est maintenant l'intégrité du territoire serbe, ainsi que l'indépendance politique du royaume qui sont en jeu. C'est sur ce point que les divergences fondamentales vont apparaître, lorsque les Puissances — et surtout l'Angleterre, qui est mieux placée que toute autre pour exercer une action diplomatique — vont tenter maintenant d'arrêter, par une médiation, le développement du conflit.

La première de ces tentatives de conciliation est faite dans l'après-midi du 26 juillet. Le gouvernement de Londres — sur la suggestion qui lui en est faite par la Russie — propose la réunion immédiate d'une Conférence à laquelle participeraient les grands États, « étrangers à l'affaire serbe » : Allemagne, Angleterre, France et Italie. Mais à la différence du projet de médiation commune élaboré l'avant-veille, l'objet de cette conférence serait le règlement du conflit austro-serbe. Cette nouvelle attitude du Foreign Office se trouve donc « en opposition directe » avec la thèse de la « localisation », qui écartait toute intervention des Puissances dans la querelle ouverte entre Vienne et Belgrade. De Rome et de Paris, la proposition anglaise reçoit une adhésion sans réserves. Le Gouvernement russe préfère chercher d'abord un terrain d'entente avec le Cabinet de Vienne, en s'engageant dans des négociations directes, qu'il croit avoir amorcées ; pourtant, si ces conversations échouent, il se ralliera au projet de Conférence. Mais le chancelier allemand, sans même consulter le gouvernement de Vienne, repousse catégoriquement la proposition de sir Edward Grey : « Nous ne pouvons participer à une telle conférence, car nous ne pouvons traîner l'Autriche, à l'occasion de son différend avec la Serbie, devant un tribunal européen ». A ce moment, il croit encore pouvoir compter sur l'abstention de l'Angleterre en cas de guerre continentale. Le roi d'Angleterre n'avait-il pas dit au prince Henry, frère de Guillaume II, le 25 juillet : « Nous ferons tout ce que nous pourrons pour rester en dehors de cela, et nous resterons neutres ! » Et ce propos, que la diplomatie allemande tenait pour exact, lui donnait à penser qu'elle pouvait écarter, sans ménagements, le projet anglais de conférence.

Le gouvernement anglais, cependant, prend aussitôt une nouvelle

initiative. A peine a-t-il eu connaissance du texte intégral de la réponse serbe, sir Edward Grey, dans la journée du 27 juillet, demande à l'Allemagne de faire entendre à Vienne des conseils de prudence : il faut, à tout le moins, que l'Autriche-Hongrie considère la note serbe « comme base de négociations », et surtout qu'elle s'abstienne de commencer des opérations militaires. Le secrétaire d'État laisse clairement entendre à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il ne faudrait pas compter « sur les sympathies anglaises et sur l'appui anglais », si le gouvernement austro-hongrois continuait à donner « des signes manifestes de mauvaise volonté ». Le chancelier Bethmann-Hollweg, cette fois, ne croit pas pouvoir rejeter d'emblée la suggestion anglaise, qui d'ailleurs ne comporte pas une intervention des Puissances dans la négociation austro-serbe éventuelle. Il la transmet donc à Vienne, mais sans insister pour qu'elle soit adoptée ; et même il n'hésite pas à faire prévenir confidentiellement l'ambassadeur d'Autriche, Szögyény, que cette démarche est de pure forme : « Il ne s'identifie aucunement avec ces propositions » ; il est même « absolument contraire » à leur acceptation, — note l'ambassadeur après un entretien avec le secrétaire d'État Jagow. Aussi le gouvernement austro-hongrois n'attache-t-il à tout cela que bien peu d'importance. Il ne peut, répond-il, accepter « aucune discussion sur la base de la note serbe ».

Entre temps, le gouvernement russe a essayé d'engager avec l'Autriche-Hongrie des négociations directes. Il faut, dit Sazonof, « trouver un moyen de donner à la Serbie une leçon méritée, tout en respectant ses droits de souveraineté ». Est-il possible de négocier, en prenant pour base la réponse serbe ? L'ambassadeur russe à Vienne reçoit, le 26 juillet, des instructions pour déclarer que la note de la Serbie « pourrait servir de point de départ à un accord », et que la Russie « tendrait volontiers la main » à l'Autriche-Hongrie pour élaborer une solution. Le comte Berchtold repousse cette suggestion : « Personne chez nous ne pourrait comprendre ni approuver une négociation relative aux termes de la note serbe, du moment qu'elle a été qualifiée d'inacceptable ».

Mais le gouvernement austro-hongrois est inquiet. Ces propositions de médiation l'embarrassent. Pour y couper court, il faut mettre l'Europe en face d'un fait accompli : l'état de guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Jusque-là, le comte Berchtold ne songeait pas à annoncer immédiatement le début des opérations militaires, car l'état-major voulait attendre d'avoir réuni l'ensemble de ses forces ; et le gouvernement allemand s'étonnait de ces lenteurs. Dans la journée du 27 juillet, au contraire, il change ses plans : « Je crois qu'une nouvelle tentative des Puissances de l'Entente, tendant à une solution pacifique du conflit,

reste possible, tant que, par la déclaration de guerre, une situation nette n'aura pas été créée », écrit-il à l'empereur François-Joseph. En hâte, le texte de l'acte de rupture est rédigé. La première rédaction invoque une attaque des troupes serbes « près de Témès-Kubin ». Mais cette nouvelle est fausse. Il faut renoncer à trouver un prétexte. L'essentiel est que le message soit envoyé le lendemain matin. Dans l'après-midi, le gouvernement allemand est avisé que la déclaration de guerre est imminente. Il n'élève aucune objection, puisque cette décision est conforme aux conseils qu'il avait donnés, à deux reprises, dans les journées précédentes. Le 28 au matin, la rupture est un fait accompli. Berchtold peut donc répondre aux dernières suggestions anglaises que « la réponse serbe est déjà dépassée par les événements ». En même temps qu'il manifeste la volonté d'écarter toute médiation, le comte Berchtold veut faire croire à l'Europe que l'invasion de la Serbie va intervenir d'un moment à l'autre. Il amène ainsi la Russie à prendre parti.

II. — L'INTERVENTION RUSSE

Dès qu'il avait eu connaissance de l'ultimatum austro-hongrois, le ministre des Affaires étrangères Sazonof avait déclaré qu'il ne fallait pas compter sur la passivité de la Russie. La crise présentait, en somme, des caractères analogues à celle de 1908. Mais, cette fois, le gouvernement russe ne veut pas se résigner : il ne veut pas admettre « que l'Autriche écrase la Serbie et devienne la puissance prépondérante dans les Balkans ». Le caractère des exigences autrichiennes lui a montré la gravité de l'affaire : « C'est que vous voulez la guerre, et vous avez brûlé vos ponts », déclare Sazonof à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le 25 juillet. Si Vienne n'accepte pas d'atténuer les demandes « qui empiètent sur la souveraineté serbe », si elle veut contraindre la Serbie « par la force des armes », la Russie agira. Tel est le point de vue que les Puissances centrales connaissent bien maintenant ; elles n'ignorent pas que, dès le 26, l'état-major russe a fait exécuter des mesures *préparatoires* à la mobilisation. La déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie va provoquer l'intervention russe.

1. *La mobilisation partielle russe* (29 juillet). — C'est le 28 juillet dans l'après-midi que la nouvelle de la déclaration de guerre parvient à Pétersbourg. Le soir même, le ministre des Affaires étrangères confère avec le chef de l'état-major Januskhevitch. Le moment est-il venu de montrer à l'Autriche-Hongrie la volonté du gouvernement russe ?

Sazonof tient compte, bien entendu, de l'attitude de la France et de

celle de l'Angleterre. Avant de quitter Pétersbourg, le 23 juillet, le président de la République, M. Poincaré et le président du Conseil, Viviani, ont confirmé au gouvernement russe que la France remplirait le cas échéant, « les obligations imposées par l'alliance », en vue de maintenir l'équilibre européen, « particulièrement en Orient ». Le jour même, 28 juillet, la promesse a été renouvelée par l'ambassadeur de France Paléologue, qui a cependant conseillé au gouvernement russe d'être « circonspect ». Le gouvernement anglais n'a pas voulu donner la déclaration de « solidarité » que Sazonof lui a demandée, dès le 24 juillet. « Nous n'avons pas d'intérêts directs en Serbie », a dit sir Edward Grey. Mais les hommes d'État anglais considèrent qu'il ne serait « ni juste, ni adroit » de faire un effort pour *empêcher* une mobilisation russe.

A l'issue de la conférence du 28, la décision est prise d'exécuter la mobilisation dans les territoires de Kief, Odessa, Moscou et Kazan, c'est-à-dire de mettre sur le pied de guerre les treize corps d'armée destinés éventuellement à opérer contre l'Autriche-Hongrie. Le lendemain 29, Sazonof annonce lui-même la mobilisation imminente aux ambassadeurs d'Autriche et d'Allemagne ; mais, dit-il, ces troupes resteront « l'arme au pied », sans franchir la frontière, jusqu'à ce que les intérêts balkaniques de la Russie soient directement menacés, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'armée austro-hongroise ait effectivement commencé des opérations contre la Serbie. Cette mobilisation partielle est donc destinée à intimider le gouvernement de Vienne. L'Autriche-Hongrie ne réagit pas ; mais c'est l'Allemagne qui réplique : l'ambassadeur Pourtalès apporte à Sazonof, à la fin de l'après-midi, une déclaration de Bethmann-Hollweg. « La continuation des mesures de mobilisation russe nous forcerait à la mobilisation », dit le chancelier. Et cependant Jagow n'a-t-il pas déclaré à Jules Cambon, l'avant-veille, que l'Allemagne ne prendrait sans doute aucune contre-mesure immédiate, si les préparatifs russes étaient restreints à la zone frontière autrichienne ? Le point de vue de la Wilhelmstrasse s'est donc modifié. Il faut que le gouvernement russe compte désormais avec l'hostilité de l'Allemagne ; aussi songe-t-il à décréter immédiatement la mobilisation *générale*. La décision est prise, mais rapportée, dans la soirée, sur l'intervention personnelle de Nicolas II. C'est un ordre de mobilisation *partielle* qui est expédié à la fin de la soirée du 29 juillet.

2. *L'échec des « formules » de paix* (30 juillet). — La mobilisation partielle russe montre aux Puissances centrales que « l'expédition de châtimement », dirigée contre la Serbie, ne peut être exécutée sans provoquer un conflit général. L'Autriche-Hongrie va-t-elle poursuivre l'exécution de son programme, ou acceptera-t-elle un compromis ?

La Russie elle-même offre aux Puissances centrales l'occasion d'une solution diplomatique. Le Tsar, à la fin de l'après-midi du 29, a adressé à Guillaume II un télégramme. Il a suggéré, sans même avoir averti son ministre des Affaires étrangères « de soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de La Haye ». De son côté, dans la matinée du 30, Sazonof formule par écrit les conditions qu'il serait disposé à accepter. Il faut, dit-il, que l'Autriche reconnaisse « que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen », et qu'elle consente « à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie ». S'il en est ainsi, « la Russie s'engage à cesser tous les préparatifs militaires ».

D'autre part, à la fin de la journée du 29 juillet, sir Edward Grey prépare une nouvelle forme de compromis. « Il estime qu'une bonne base de médiation serait que l'Autriche, après l'occupation de Belgrade ou d'autres villes, fit connaître ses intentions ». L'Autriche-Hongrie serait donc amenée à soumettre à l'Europe le différend austro-serbe sans entreprendre une guerre; mais elle aurait entre les mains un *gage*, qui lui donnerait la certitude d'obtenir une solution conforme à ses intérêts.

Le gouvernement allemand a maintenant conscience des dangers de la situation. Au lieu de monter la garde pour protéger l'Autriche-Hongrie contre toute tentative de médiation, il discute la consigne. Déjà, le 28 juillet, lorsque Guillaume II, au retour de son voyage en mer du Nord, avait étudié les termes de la réponse serbe, il avait été étonné de l'intransigeance autrichienne. « Les quelques réserves que fait la Serbie peuvent, à mon avis, être réglées par des négociations ». Il avait eu lui-même l'idée d'une « prise de gage », et c'est sur son avis que Bethmann-Hollweg avait commencé, sous une forme timide, à donner au gouvernement de Vienne des conseils de prudence. Or, pendant la journée et la soirée du 29 juillet, le gouvernement allemand constate la nécessité de prendre une attitude plus ferme. Le chancelier a fait une démarche auprès de l'ambassadeur d'Angleterre pour essayer de s'assurer la neutralité de l'Angleterre en cas de guerre continentale; il a promis, en pareil cas, de respecter la neutralité et l'intégrité de la Belgique, et de n'annexer aucun territoire français, à l'exception toutefois des colonies. L'ambassadeur ne lui a pas caché que cette proposition ne serait pas acceptée. D'autre part, Bethmann a reçu de Londres un avertissement très grave : si l'Allemagne et la France venaient à être entraînées dans le conflit, « le gouvernement britannique pourrait se voir, dans certaines circonstances, acculé à de promptes résolutions. Dans ce cas, il ne serait pas possible de rester longtemps à l'écart, et d'attendre ». Pour la première fois, la menace d'une intervention anglaise se dévoilait nettement. Il n'était pas douteux que l'intransigeance de l'Autriche-

Hongrie avait produit à Londres « l'impression la plus défavorable ».

En présence de ces renseignements, le gouvernement allemand se décide à exercer sur son alliée une pression effective : dans la nuit du 29 au 30, à trois heures, il télégraphie à Vienne pour recommander « avec insistance et énergie » d'accepter le règlement du conflit sur la base de la « prise de gage ».

Nous sommes prêts à remplir nos obligations d'alliance, écrit Bethmann ; mais nous devons refuser de nous laisser entraîner par Vienne, à la légère, et sans que nos conseils soient écoutés, dans une conflagration universelle.

Ainsi, l'attitude du chancelier allemand est devenue plus nette. Il cherche à « freiner », depuis qu'il redoute l'intervention anglaise. Les concessions qu'il suggère sont, il est vrai, uniquement destinées à satisfaire l'Angleterre. Le gouvernement allemand repousse sans ménagements l'idée d'un recours à l'arbitrage de la Cour de La Haye, suggérée par le tsar, de même qu'il estime « inacceptable » la formule de compromis suggérée par Sazonof. Le revirement qui se manifeste est donc strictement limité dans son objet. Encore le chancelier est-il obligé, pour maintenir cette politique, de résister aux milieux militaires qui, dans l'après-midi du même jour, ont essayé, dans une conférence tenue à Potsdam, de faire ordonner la mobilisation. Il a obtenu de l'Empereur qu'aucune décision militaire ne serait prise avant que ne fût connue l'attitude définitive de Vienne au sujet des projets de médiation. Il est urgent qu'il reçoive une réponse ; sinon, l'influence de l'état-major va l'emporter.

Or, l'adhésion de l'Autriche reste incertaine. Pendant toute la journée du 30, Bethmann-Hollweg attend vainement. Vers la fin de l'après-midi, il reçoit une communication téléphonique de Tschirschky, l'ambassadeur à Vienne. Le comte Berchtold et ses collaborateurs, sans donner encore une réponse officielle, ont exprimé leur opinion personnelle sur la suggestion qui leur est soumise. Il ne leur paraît pas possible « de limiter les opérations militaires en cours ». Or, c'était là l'essentiel du projet : l'occupation d'un gage. Bethmann est inquiet. L'obstination des Austro-Hongrois est de nature à provoquer une intervention anglaise. Il se décide donc à expédier à Tschirschky des instructions énergiques : « Si Vienne refuse toute concession..., il n'est plus guère possible de faire retomber sur la Russie la faute de la conflagration européenne qui éclaterait... » ; il insiste pour que l'Autriche-Hongrie accepte enfin la proposition anglaise « qui maintient sa position sous tous les rapports ». Mais l'état-major allemand contrecarre cette action. Il conseille à Vienne de mobiliser immédiatement contre la Russie, et de décliner la suggestion anglaise.

« Supporter la guerre européenne est le dernier moyen de conserver l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne marche sans réserves ».

Le chancelier cède, devant l'avis formel de l'état-major, qui craint de se voir devancer par les préparatifs russes; un peu avant minuit, il annule ses instructions. Il abandonne la pression qu'il avait exercée sur le gouvernement allié.

3. *La mobilisation générale russe.* — Au moment où l'Autriche-Hongrie repousse définitivement les tentatives de compromis, l'armée russe commence à exécuter sa mobilisation générale.

L'ordre de mobilisation partielle, qui avait été donné le 29 juillet au soir, avait inquiété les milieux militaires russes. L'immensité du territoire, la faible densité du réseau ferré faisaient, de la mobilisation, une opération beaucoup plus lente et plus difficile en Russie que partout ailleurs; d'autre part, les plans de l'état-major n'avaient pas prévu l'hypothèse d'une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie seule. La décision prise par le tsar risquait donc de « détraquer » tout le mécanisme. Et s'il fallait — comme il était vraisemblable — prendre ensuite des mesures contre l'Allemagne, la mobilisation générale s'effectuerait dans des conditions très difficiles.

Pour ces motifs techniques, l'état-major presse le tsar de prendre au plus tôt des mesures définitives. A la fin de la matinée du 30, le ministre des Affaires étrangères cède aux instances des militaires : il demande à Nicolas II de le recevoir. Mais, avant de se rendre auprès du souverain, le ministre reçoit l'ambassadeur de France, Paléologue : le gouvernement français sait, depuis la veille, que la Russie est décidée à hâter ses armements; il est prêt « à remplir toutes les obligations de l'alliance »; il estime pourtant que l'état-major russe ne doit prendre aucune mesure qui puisse provoquer une réplique allemande. S'il approuve la mobilisation *partielle*, il écarte donc l'idée d'une mobilisation *générale* (1).

Le ministre des Affaires étrangères ne renonce pourtant pas à son dessein. Il se rend, au début de l'après-midi, à Péterhof auprès du tsar, Nicolas II l'écoute, « très pâle »; il a conscience de la responsabilité qu'il va prendre. Il hésite. Il cède pourtant. Il autorise Sazonof à donner au chef d'état-major l'ordre de mobilisation générale, qui est transmis aux commandants de régions, à partir de dix-huit heures. Le gouvernement russe ne croit pas devoir avertir aussitôt le gouvernement fran-

(1) Il est vrai que, selon l'attaché militaire russe, le ministre de la Guerre français ne verrait pas d'inconvénient à ce que la Russie continue et renforce ses préparatifs; mais à condition qu'elle évite « de grands transports de troupes », inévitables en cas de concentration des forces armées.

çais de la décision qu'il a prise : il se borne à annoncer qu'il a résolu « de procéder secrètement aux premières mesures de mobilisation générale ». Mais le secret est impossible. Sazonof s'en rend compte, et, le lendemain, dès l'aube, fait afficher l'ukase sur les murs de Pétersbourg. La nouvelle de la mobilisation générale russe parvient à Berlin à la fin de la matinée, à Vienne dans l'après-midi, au moment où le Conseil des ministres austro-hongrois vient de confirmer son refus d'un règlement diplomatique, et de décider, lui aussi, la mobilisation générale.

III. — LA GUERRE EUROPÉENNE

C'est la décision russe de mobilisation générale qui donne au conflit un caractère nouveau. Elle ne provoque pas l'échec de l'effort diplomatique, puisqu'elle n'est connue en Europe qu'après les délibérations du Conseil des ministres austro-hongrois ; elle ne ferme même pas la porte à de nouvelles tentatives : « Jusqu'au dernier moment, je négocierai », dit Sazonof. Mais elle aggrave les conditions d'un débat, en provoquant des « contre-mesures » militaires, qui diminuent les chances d'entente, et qui réduisent le délai utile pour les négociations : l'Allemagne est fondée à déclarer, à son tour, la mobilisation générale, et la France ne peut donc pas retarder la sienne. D'un bout à l'autre de l'Europe, des millions d'hommes vont accourir sous les drapeaux, et, demain, s'affronter.

Alors interviennent les préoccupations des états-majors. Qu'ils en aient ou non conscience, les gouvernements ne sont plus libres en face de leurs conseillers techniques. La parole passe aux militaires, qui n'ont d'autre préoccupation que de prévenir l'adversaire, et de n'être pas surpris. Et c'est à Berlin — où tous les plans de guerre sont basés sur la rapidité des premiers succès — que cette situation est irrémédiable. Les exigences du « plan » vont maintenant dominer l'évolution des événements et la précipiter.

Le général de Moltke, qui n'a fait que reprendre, en les modifiant un peu, les directives établies par son prédécesseur Schlieffen, a préparé la guerre sur deux fronts : la victoire ne peut être obtenue sans une offensive rapide à l'Ouest, qui, pour être exécutée dans de bonnes conditions techniques, doit comporter un large mouvement enveloppant à travers le territoire belge. C'est en six semaines, nous l'avons vu (1), que le commandement allemand compte avoir battu les troupes françaises. Alors, il retournera l'ensemble de ses forces contre la Russie. Mais, plus il

(1) Cf. ci-dessus, p. 336.

tarde à commencer les hostilités, plus il compromet le succès de ce plan, puisqu'il donne à l'état-major russe le temps de compléter ses préparatifs. Tout son effort tend donc à réduire au minimum le délai qui s'écoule entre l'ordre de mobilisation et le début des opérations.

1. *Le double ultimatum de l'Allemagne.* — C'est pour cela que, sitôt connue à Berlin la nouvelle de la mobilisation générale russe, le gouvernement allemand précipite la rupture diplomatique. Le 31 juillet, dès le début de l'après-midi, il adresse un ultimatum à Pétersbourg, un autre à Paris. A la Russie, il demande de déclarer, dans le délai de douze heures, qu'elle consent à arrêter « toute mesure de guerre ». A la France, qui n'a pas encore mobilisé, il fait part de cette démarche, en demandant quelle sera son attitude « dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie ». Mais, si le gouvernement français faisait une déclaration de neutralité, l'état-major allemand ne pourrait plus exécuter son plan de campagne ; il serait obligé d'engager ses forces sur le front oriental, sans cesser de craindre une intervention ultérieure des armées françaises. Aussi, en pareil cas, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Schœn, reçoit-il, par des instructions secrètes, l'ordre d'exiger de la France « comme gage de sa neutralité » la remise des forteresses de Toul et de Verdun. Il n'est pas douteux que, dans l'esprit du gouvernement allemand, cette exigence était calculée pour provoquer un mouvement d'indignation, qui devait entraîner la France dans une guerre immédiate, même si son gouvernement avait eu la velléité de rester d'abord à l'écart. « La France ne désire pas la guerre », disait Bethmann-Hollweg à l'ambassadeur d'Angleterre, ce jour-là. Les délais du double ultimatum sont fixés de telle sorte que les réponses doivent parvenir à Berlin le 1^{er} août dans l'après-midi.

Pourtant la diplomatie s'empresse encore. Pendant ces journées du 31 juillet et du 1^{er} août, les « conversations » continuent, ou reprennent partout à la fois.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, comte Szecsen, fait une démarche auprès du ministère français des Affaires étrangères : « La mobilisation n'est pas la guerre ; elle laisse quelques jours pour causer ». Or, l'Autriche-Hongrie n'a pas l'intention de faire des « acquisitions territoriales » aux dépens de la Serbie, ou de « porter atteinte à la souveraineté » de ce royaume (l'ambassadeur se garde bien d'ajouter que son gouvernement voudrait démembrer la Serbie au profit de la Bulgarie et de l'Albanie.). Si le gouvernement de Belgrade voulait faire demander à l'Autriche-Hongrie « ses conditions », et exécuter toutes les clauses de l'ultimatum, l'offre serait examinée. Mais ces déclarations sont bien surprenantes, au moment où la France et la Russie se trouvent

déjà en face du double ultimatum allemand. La tentative autrichienne n'a-t-elle pas pour but de faire désavouer par la France la mobilisation générale russe? Elle n'est pas prise en considération.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg vient affirmer à Sazonof que son gouvernement est prêt encore à négocier « sur la base la plus étendue ». Mais le comte Berchtold désire que cette conversation n'engage « à rien » et reste « sur le terrain des généralités ». Cependant Sazonof attache quelque importance à ces ouvertures, — « une importance exagérée », disent les Autrichiens. Il rédige, le 31 juillet, une nouvelle formule : la Russie ne prendra pas l'initiative des opérations, si l'Autriche consent « à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe » et à discuter, avec les puissances européennes, les satisfactions que la Serbie devra lui donner.

De ces tentatives, la plus significative vient encore du gouvernement anglais. Sir Edward Grey estime que c'est la « méfiance » mutuelle qui entrave toute solution. Il suggère un accord des quatre Puissances « désintéressées » (Angleterre, Allemagne, France, Italie) pour garantir à l'Autriche que la Serbie lui donnera « entière satisfaction », à la Russie que la Serbie ne subira aucune atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. Le 1^{er} août, l'ambassadeur anglais remet à Berlin un « aide mémoire » pour indiquer qu'il serait encore possible de sauvegarder la paix, si l'on pouvait gagner quelque répit avant que la guerre soit commencée par une des grandes Puissances. Mais le chancelier Bethmann-Hollweg répond qu'il ne peut prendre en considération aucune offre de ce genre avant d'avoir reçu les réponses au double ultimatum. Plus nettement, Jagow indique à l'ambassadeur d'Angleterre les motifs de ce refus. La Russie, dit-il, « a pour elle le nombre » ; « elle peut rester mobilisée pendant des mois sans faire la guerre » ; en Allemagne, « il n'en est pas de même » : l'Allemagne « a pour elle la rapidité ». Pourquoi laisser aux Russes le moyen de retarder les hostilités jusqu'au moment où ils auront achevé leurs préparatifs? Ce sont bien les arguments militaires qui dominent la situation.

Alors les événements suivent leur cours. Dans l'après-midi du 1^{er} août, presque à la même heure, la France et l'Allemagne décrètent la mobilisation générale. Le gouvernement allemand, qui n'a reçu de Pétersbourg aucune réponse à l'ultimatum, rédige et expédie la déclaration de guerre à la Russie, qui est remise le soir même. De Paris, il reçoit la déclaration de Viviani : la France ferait ce que lui commanderaient ses intérêts. La déclaration de guerre à la France est prête ; elle peut être expédiée aussitôt. Mais, après examen, Bethmann-Hollweg décide d'en ajourner l'envoi : « ... La remise d'une déclaration de guerre à la France, pour des motifs militaires, ne paraît pas aujourd'hui néces-

saire. C'est pourquoi nous ne la ferons pas encore, dans l'espoir que les Français nous attaqueront ». Vain espoir, puisque le gouvernement français, pour éviter tout incident, a donné l'ordre à ses troupes de se tenir à dix kilomètres de la frontière. Aussi, lorsque le surlendemain, 3 août, à dix-huit heures quinze, le texte de la déclaration de guerre est remis à Paris, le gouvernement impérial est-il amené à invoquer, outre des incidents de frontière dont il ne peut préciser le lieu ni le caractère, un prétexte faux : l'histoire fameuse de l'avion français qui aurait jeté des bombes près de Nuremberg.

2. *La neutralité de l'Italie et de la Roumanie.* — Au moment où l'Allemagne prend ces initiatives, son gouvernement a déjà conscience des difficultés qui l'attendent. Les alliances qu'il pouvait escompter lui font défaut.

L'Italie, dont les intérêts dans les Balkans et dans l'Adriatique étaient opposés à ceux de l'Autriche-Hongrie, avait montré, dès le début de la crise, qu'elle n'approuvait pas l'attitude de son alliée à l'égard des « aspirations nationales serbes » ; le conflit austro-serbe ne mettait d'ailleurs pas en jeu le *casus foederis*. Et même, si l'Autriche-Hongrie devait développer dans les Balkans son influence, l'Italie n'avait-elle pas droit, aux termes de l'article 7 du traité de la Triple-Alliance, à des « compensations » ? Elle les avait demandées, dès le 25 juillet. En vain, l'Allemagne pressait le comte Berchtold d'entrer en pourparlers avec le gouvernement de Rome : Berchtold ne voulait rien entendre. La résistance tenace de l'Autriche-Hongrie se prolonge jusqu'au 1^{er} août. Ce jour-là seulement, elle paraît consentir à envisager des « compensations », à condition que l'Italie, en cas de guerre européenne, remplisse ses devoirs d'alliée. Mais, la veille, le Conseil des ministres italien a déjà décidé, en principe, la neutralité de l'Italie ; il estime que les concessions autrichiennes sont insuffisantes ; en dépit des efforts de la diplomatie allemande, la déclaration officielle de neutralité est publiée dans l'après-midi du 3 août.

La Roumanie, elle aussi, refuse son concours. Malgré les intentions du roi Carol, un Hohenzollern, malgré les démarches pressantes de l'Allemagne, le gouvernement de Bucarest — qui est d'ailleurs sollicité par la Russie et la France — garde jusqu'au 31 juillet une stricte réserve. Lorsqu'il apprend, le 1^{er} août, la décision du Conseil de ministres italien, il n'oublie pas que ses engagements à l'égard des Puissances centrales sont tout à fait analogues à ceux de l'Italie. Puisque la guerre a pour origine une *provocation* autrichienne à l'égard de la Serbie, il n'est pas lié par le traité. Le 3 août, le Conseil de la Couronne, après un débat dramatique, se prononce, à l'unanimité

moins une voix, en faveur de la neutralité, sans faire pourtant de déclaration officielle.

« Les Alliés », s'écriait Guillaume II, « se détachent de nous comme des poires pourries ! » Et cette « neutralité » de la Roumanie et de l'Italie n'était-elle pas la préface à une évolution de ces Puissances vers une alliance avec la France et la Russie ? Dès ce moment, on avait, à Vienne et à Berlin, de fortes raisons de le craindre.

En regard de ces déceptions, la diplomatie des Puissances centrales ne pouvait aligner qu'un succès : la conclusion d'une alliance avec la Turquie. Quelques-uns des membres du Gouvernement turc, et surtout Enver Pacha, avaient indiqué à l'ambassadeur d'Allemagne, dès le 22 juillet, leur désir de s'appuyer sur la Triple-Alliance. Le gouvernement allemand avait saisi l'occasion. Le 2 août, le traité est signé : il établit une alliance défensive, qui doit jouer aussitôt que la Russie se trouvera en guerre avec l'Allemagne, et rester valable jusqu'à la fin de 1918. L'alliance turque donne à l'Allemagne les moyens d'exercer une action politique importante dans le monde musulman :

... Surexciter le fanatisme de l'Islam... ; transmettre un mot d'ordre musulman dans les colonies anglaises ; ... fomenter l'insurrection dans les Indes, en Égypte et au Caucase,

Tel est le programme que trace le général de Moltke.

3. *La violation de la neutralité belge et l'intervention de l'Angleterre.*

— L'attitude du Cabinet de Londres avait été, pendant la crise, l'objet des préoccupations de chacun. L'Allemagne avait passé par des alternatives d'espoir et d'inquiétude. Elle avait escompté d'abord la neutralité ; elle y croyait peut-être encore jusqu'au soir du 29 juillet. Mais les déclarations énergiques de sir Edward Grey, ce jour-là, lui ouvrent les yeux. Pendant les jours suivants, à deux reprises, elle trouve pourtant encore dans les nouvelles de Londres une occasion d'espérance, vite déçue. Le gouvernement français, de son côté, multipliait les efforts pour rappeler au Cabinet anglais les engagements, conditionnels il est vrai, contractés en 1912 ; lui aussi craignait de voir l'Angleterre lui échapper ; il redoutait à tout le moins qu'elle n'intervînt trop tard.

Ces espoirs et ces craintes, c'est l'incertitude même de la politique anglaise qui les provoquait. Tandis que certains membres du Cabinet, sir Edward Grey, Winston Churchill, par exemple, entendaient donner à l'Allemagne l'impression que l'Angleterre prendrait part, le cas échéant, à une guerre européenne, aux côtés de la France et de la Russie, mais sans promettre d'avance aux Puissances amies un appui,

qui pourrait les encourager à « faire front », — leurs collègues, pour la plupart, étaient sensibles aux arguments des « neutralistes », qui désiraient voir leur pays rester en dehors du conflit, « afin qu'il pût demeurer le grand marché, le régulateur du monde ».

Pourtant, d'un groupe à l'autre, certaines idées fondamentales étaient communes : l'Angleterre ne devait pas laisser un des belligérants européens violer la neutralité belge, occuper Anvers et la côte des Flandres. Mais les avis différaient encore sur la réalité de ce péril : les uns considéraient que l'Allemagne violerait la neutralité belge ; les autres aimaient à croire qu'elle s'en abstenait. L'opinion publique, selon le mot de l'ambassadeur russe Benckendorff, n'était pas encore « éveillée ». Le chef du gouvernement, Asquith, soucieux de conserver sa majorité parlementaire et d'éviter une scission dans le parti libéral, n'osait pas prendre d'abord une attitude ferme.

En fait, la violation de la neutralité belge était déjà certaine, dans l'esprit du gouvernement allemand. Le 29 juillet, avant toute mesure de mobilisation en Russie, il avait fait adresser à son représentant à Bruxelles le texte de l'ultimatum qu'il comptait remettre au gouvernement belge.

Le 31 juillet, le gouvernement anglais se décide à demander à la France et à l'Allemagne si elles entendent respecter la neutralité belge. La France donne cette promesse. L'Allemagne ne répond pas, parce que toute déclaration, dit-elle, dévoilerait une partie de son plan de campagne. Ce silence est une indication suffisante. Cependant, le 1^{er} août, le Cabinet anglais, saisi d'une lettre que le Président de la République a fait parvenir dans la nuit au roi George, refuse encore de prendre parti (1). Sir Edward Grey, ce jour-là, se demande si la France ne pourrait pas rester neutre, dans une guerre germano-russe. Et l'Allemagne reprend espoir.

Le 2 août, la nouvelle parvient à Londres que les troupes allemandes ont pénétré sur le territoire du Luxembourg, malgré la neutralité du Grand-Duché. Les chefs du parti conservateur anglais insistent auprès du Premier Ministre pour qu'il se prononce en faveur de l'intervention, et lui offrent leur appui. Le Cabinet se décide alors à promettre à la France le concours de la flotte anglaise, si la flotte allemande pénètre dans la Manche. Cette promesse est une garantie décisive, qui doit mener, plus ou moins vite, à l'intervention.

Le soir même, à dix-neuf heures, l'ultimatum allemand est remis à

(1) La lettre de M. Poincaré faisait appel au gouvernement britannique et lui demandait d'affirmer sa volonté d'intervenir en cas de conflit. Cette déclaration suffirait sans doute à arrêter l'Allemagne. « C'est, je crois, du langage et de la conduite du gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités d'une solution pacifique. »

Bruxelles. Les troupes allemandes, dit la note, vont pénétrer sur le territoire belge ; si elles rencontrent une « neutralité bienveillante », l'Allemagne s'engage « à évacuer le territoire du royaume, dès la conclusion de la paix », et à en garantir « l'intégrité et l'indépendance » ; mais si elles trouvent une résistance, la Belgique sera traitée en ennemie. La réponse est exigée dans le délai de douze heures. Le 3 août, à sept heures, le gouvernement belge notifie son refus : « En acceptant les propositions qui lui sont notifiées », il « sacrifierait l'honneur de la nation, en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe ».

C'est à onze heures, le 3 août, que la nouvelle de l'ultimatum parvient à Londres, où l'on connaît aussi le sens de la réponse. La violation de la neutralité belge lève les dernières hésitations. Le Cabinet — dont deux membres, lord Morley et John Burns, avaient donné leur démission la veille — décide la mobilisation immédiate de l'armée. L'opinion publique, maintenant, se prononce en faveur de l'intervention. Dans l'après-midi, sir Edward Grey annonce au Parlement que l'Angleterre soutiendra la Belgique et la France ; la Chambre des Communes vote les crédits qui lui sont demandés. Le lendemain, lorsque l'entrée des troupes allemandes en territoire belge est un fait accompli, le gouvernement anglais annonce à Berlin qu'il va « prendre toutes les mesures en son pouvoir » pour défendre la neutralité, dont il est garant. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, sir Ed. Goschen, avise le Chancelier. Et Bethmann-Hollweg s'écrie «... Tout juste pour un mot « neutralité » — un mot qui a été si souvent oublié en temps de guerre —, tout juste pour un bout de papier, la Grande-Bretagne va donc faire la guerre à une nation qui ne désire rien tant que d'être son amie ! » A minuit, la rupture anglo-allemande est consommée.

Les conditions de la guerre européenne ne sont pas celles que les Puissances centrales avaient cru pouvoir escompter, lorsque, le 5 juillet, elles avaient décidé de courir le risque d'un conflit général. Guillaume II, au dernier moment, avait eu conscience du danger : « L'Angleterre se découvre au moment où nous sommes traqués dans une chasse aux épouvantails, et où notre sort est, pour ainsi dire, réglé », jetait-il en marge d'un télégramme. Et tandis qu'il constatait l'abstention de l'Italie, la neutralité de la Roumanie, il s'en prenait à ses diplomates : « Cela aurait pu et dû être évité ! » Il oubliait que la crise de juillet 1914 se rattache, par des liens profonds, à l'évolution des relations internationales pendant les cinquante années précédentes, et que la politique allemande avait contribué, plus que toute autre, à entretenir en Europe l'instabilité et l'inquiétude.

* * *

La guerre la plus terrible que le monde ait jamais connue va, pendant plus de quatre ans, dévaster la Belgique, la France du Nord, la Pologne, la Serbie, coûter à l'Europe dix millions d'hommes, la laisser meurtrie et transformée. Le 4 août 1914 est la fin d'une grande période de l'histoire européenne. Il marque aussi l'éveil d'un monde nouveau. Lorsque, en 1919, la vie internationale, lentement, reprendra son cours, la situation relative des continents sera modifiée. L'Asie, au spectacle des déchirements européens, aura compris qu'il lui était possible de s'affranchir de la tutelle des Grandes Puissances. L'Amérique, enrichie par la guerre, aura pris, dans la vie économique et politique, une place de premier plan. D'un continent à l'autre, c'est un énorme transfert de richesse et d'influence qui s'opère de 1914 à 1919. « Nous assistons », écrivait en 1920 un géographe français, « à un déplacement du centre de gravité du monde (1) ». Ce déplacement affecte la vie politique internationale autant que la vie économique. L'Europe d'après-guerre n'aura plus, dans le monde, la place qu'elle avait en 1914. La puissance des États-Unis va devenir un élément essentiel des relations internationales.

(1) M. Demangeon, dans *Le déclin de l'Europe*.



INDEX ALPHABÉTIQUE

Nota. — Les caractères en *italiques* désignent les noms géographiques. Les capitales indiquent les personnes. On a mentionné, entre parenthèses, les titres et prénoms quand cela a paru indispensable. La nécessité de respecter des usages consacrés par le temps et de ne pas troubler inutilement l'esprit des lecteurs a conduit dans certains cas à déroger à la règle ordinaire de mettre uniformément *de* devant le titre nobiliaire (prince de Bismarck, mais *von* der Goltz). Il a paru superflu de faire figurer dans l'Index le nom des grandes puissances dont le rôle dans la politique internationale est incessant.

A

- AALI-PACHA, I. 29, 120-121, 132.
 ABAZA, II. 8.
 Abbazia, II. 63, 318, 321.
 ABD-OUR-RAHMAN (émir d'Afghanistan), I. 217.
 ABD-UL-(ou EL) AZIZ (sultan du Maroc), I. 400-1;
 — II. 25-27, 29-33, 44, 48-50, 153.
 ABD-UL-AZIZ (sultan de Turquie), I. 124, 133.
 ADD-UL-HAMID (sultan de Turquie), I. 375-6, 427-448, 459-62; — II. 70, 82, 163.
 ABOUT (Edmond), I. 84.
 Abyssinie, I. 284-85, 298, 361, 417; — II. 113.
 Achantis, I. 359.
 Achak-Teké, I. 218.
 Adalia, II. 303, 322.
 Adamaoua, I. 364.
 Adana, II. 162, 215, 326.
 ADAMS (Charles-Francis), I. 46-47.
 Addis-Abeba, I. 367.
 Aden, I. 225-6, 246.
 Adoua, I. 361, 367.
 Adrar Sous-Touf, I. 403.
 Adriatique (mer), I. 267-9, 392, 452. — II. 60, 65-66, 68, 74, 78, 114, 116-117, 160, 196, 200, 206, 210, 212, 231, 233, 236-238, 243, 246, 254, 259, 291, 297, 313-314, 363.
 EHRENTHAL (baron, puis comte d'), I. 422; — II. 55-58, 61, 63-66, 68-71, 74, 76-86, 88-89, 91, 93-96, 114-117, 119, 159, 168-169, 197, 199, 202, 205-206, 295.
 Afghanistan, I. 39-43, 216, 246, 333, 376; — II. 107-108.
 Afrique, I. 429. — *Afrique du Nord*, I. 295; — II. 180, 254, 295-296. (Cf. Algérie, Égypte, Maroc, Tripolitaine, Tunisie; — *Afrique occidentale*, I. 292; — II. 157, 180, 187, 275 (Cf. Niger, Guinée); — *Afrique du Sud*, I. 362, 390, 392; — II. 157, 180, 187, 275.
 Agadir, I. 366; — II. 22, 130, 174, 177-182, 184, 189, 194-195, 199, 286, 294.
 Agordat, I. 361.
 Agram (voir Zagreb).
 AGUINALDO, I. 347, 349.
 Ahaggar, I. 224.
 AHMADOV, I. 224, 362.
 Aigues-Mortes, I. 417.
 Aïdin, II. 322.
 Aigoun, II. 129.
 Aix-les-Bains, I. 314.
 Alaska, I. 340-1, 344.
 Albanie, I. 123, 126, 187, 193, 195, 249, 285, 417-8, 458-60, 462; — II. 63-64, 116, 200-201, 210-211, 216, 219, 225, 229, 233-240, 242-243, 245-250, 253-254, 257, 267, 269, 294-295, 303-306, 309, 311-313, 318-321, 349, 361.
 ALBERT (archiduc), I. 97, 193.
 ALBERT de WURTEMBERG (duc), II. 243, 317.
 ALBERT I^{er} (roi des Belges), II. 341.
 ALEKO-PACHA, I. 257.
 Alep, II. 165-166, 325.
 Alessio, II. 320.
 ALEXANDRE II (empereur de Russie), I. 23, 26, 31, 41, 42, 49, 64, 88, 89, 93, 96, 98, 103, 106, 107, 110, 114, 116, 185, 188, 203.
 ALEXANDRE III (empereur de Russie), I. 158, 188, 202, 273, 277, 279, 286, 288, 293, 296-7, 302, 308-09, 311-12, 316-9, 327, 424, 426, 454, 467-8; — II. 63.
 ALEXANDRE DE BATTENBERG (prince de Bulgarie), I. 155, 204, 257-9, 264, 273, 280-1; II. 292.
 ALEXANDRE I^{er} OBRÉNOVITCH (roi de Serbie), 61.
 ALEXANDRE KARAGEORGÉVITCH (prince royal de Serbie), II. 256, 312.
 Alexandrette, I. 148; — II. 165-166, 325.
 Alexandrie, I. 262.
 Alexandrovsk, I. 41.
 ALEXEIEF (amiral), II. 7-9, 11-12.
 Alexinats, I. 138.
 ALEXIS MIKHAILOVITCH (grand-duc), II. 4.
 Alger, I. 400, 406.
 Algérie, II. 34, 38, 45.
 Algésiras, II. 44, 47-54, 63, 101, 152-154, 174-177, 181-182, 185-186, 189, 194.
 ALICE de HESSE (impératrice de Russie), I. 426.
 ALIKHANOF, I. 218.
 ALIOTTI, II. 320-321.
 ALOULA (ras), I. 249, 266.

ALPHONSE XII (roi d'Espagne), I. 82.
Alsace-Lorraine, I. 50-4, 66, 68, 289, 319, 417, 424, 430, 469 ; — II. 41, 72, 142-144, 343.
Amanus, II. 161.
Amba-Alagi, I. 367.
Ambula, I. 40.
 AMÉDÉE I^{er} (duc d'Aoste, roi d'Espagne), I. 80, 81.
Amérique (Cf. Mexique, Argentine, Brésil).
Amou-Daria, I. 41, 42.
Amour, I. 333 ; — II. 129.
Anatolie, II. 58, 161-162, 165, 241, 257, 290, 308, 319, 322, 324-325.
 ANDRASSY (comte Jules), I. 33, 92, 93, 97, 99-102, 114, 124-125, 128-131, 133-137, 140-143, 146-152, 154, 155, 174-179, 184, 263-73, 451.
Anchialos, II. 60.
Andrinople, I. 144 ; — II. 218, 234, 237-238, 240, 242, 249, 256-257, 266, 301-303, 330-331.
Andrinople (armistice de, 1878), I. 145-146.
Angola, I. 224, 360, 362, 373 ; — II. 275-276, 344.
Angra-Pequena, I. 233 (note) 234.
Annam, I. 213-215, 238, 251, 325 ; — II. 14.
 ANNENKOF (général), I. 31.
Antilles, I. 344, 350.
Antivari, I. 144, 152, 153 ; — II. 65, 221, 235, 246, 312.
 ANTONELLI (cardinal), I. 83, 84, 85.
 ANTONELLI (comte), I. 361.
Anvers, II. 365.
Apia, I. 352.
 APPERT (général), II. 296.
 APPONYI (comte Albert), I. 34, 37, 63, 70, 72, 95, 114, 115.
Apulie, I. 420.
 ARABI-PACHA, I. 167-172.
Arabie, II. 196, 198, 326.
 ARCHINARD (général) I. 247, 363.
Arab-Tabia, I. 156, 174.
 ARENBERG (prince d'), I. 363.
Argentine, I. 342.
Argovin, I. 333.
Argyrocastro, II. 267, 304-307.
Arménie, I. 135, 144, 154, 159, 375, 434-39, 444, 454, 456 ; — II. 162, 241-242, 322, 326.
 ARNIM (comte Harry d'), I. 56-57, 61, 66, 68, 72, 74, 95, 96.
Ars-sur-Moselle, I. 275.
A-San, I. 329.
Asie-Mineure, I. 291 ; — II. 163, 203, 212-213, 215, 220, 241-242, 308, 322, 324, 326, 341.
Astara, I. 361.
Atbara, I. 360, 367.
Asquith, II. 186, 283, 365.
 ASSIM BEY, II. 203.
Astropalia, II. 207.
Athènes, I. 441-2, 446-449 ; — II. 64, 214, 257, 267, 303-305.
Athos (mont), II. 237, 250.
Atlantique (océan), II. 283.
 AUBERT (amiral), II. 288.
 AUGUSTA DE SAXE-WEIMAR (impératrice d'Allemagne), I. 98, 409.
 AUNAY (comte d'), I. 254, 256.
 AURELLE DE PALADINES (général d'), I. 48.
Australie, I. 374 ; — II. 126.
 AVARNA (duc d'), II. 116, 294.

AVELANE (amiral), I. 317.
 AVÉRESCOU, II. 225.
Ay, I. 58.
 AYOUB, I. 217.

B

Badakhan, I. 41.
 BADENI (comte), I. 423.
 BADMAIEF, I. 334.
Bagdad (chemin de fer de), I. 294, 376, 392-4, 427, 453 ; — II. 82, 109, 140, 151, 156, 161-170, 172-173, 184, 187, 276, 290, 322-326.
Baghirmi, I. 359, 364.
Bahr el Ghazal, I. 359, 361.
Baïes, II. 115.
Baikal (lac), I. 333 ; — II. 10.
 BALAN (DE), I. 56.
 BALCANICUS (pseudonyme de Stoian Protitch), II. 251.
 BALDISSERA (général), I. 367.
 BALFOUR (Arthur), I. 244, 339, 373, 384-7, 405 ; — II. 31 (note).
Balkans, I. 249, 251-2, 255, 262-64, 266-7, 270, 280, 288, 314, 375, 387, 417, 421-2, 426-427, 441, 443-4, 454-56, 466 ; — II. 57-58, 61, 64-67, 75, 79, 81-82, 85, 87, 99, 114-121, 145, 158, 170-171, 196, 198, 200, 210, 215-221, 223-224, 226-227, 230, 238-239, 243, 246-247, 251-252, 258, 261, 269, 285, 293, 295, 297, 298, 302-304, 306-307, 310, 314, 318, 328, 335, 342, 347-348, 355, 363.
Balkh, I. 40.
 BALLIN (Albert), II. 148, 272-273, 279-280, 325, 351.
Balmoral, II. 229-230, 293.
Balouchistan, I. 116, 246.
Baltchik, II. 260, 262, 269.
Baltique (mer), I. 452 ; — II. 12, 14, 102, 111, 289, 292-293, 330, 332.
Bamako, I. 224.
 BAMBERGER (Edouard), I. 53.
Bangkok, I. 257, 377, 407.
Banjan, I. 40.
 BANNVILLE (marquis de), I. 400.
 BANNERMAN (Cf. CAMPBELL).
Bapaume, I. 308.
 BARANOF (général), I. 286.
 BARATIER (général), I. 361-7.
 BARCLAY (sir Thomas), I. 407.
 BARNARDISTON (colonel), II. 102.
 BARRÈRE, I. 402.
 BARODET, I. 96.
Barroua, I. 363.
 BARTH (H.), I. 290.
 BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE, I. 164.
 BARKHAUSEN, I. 429.
 BASILY, I. 468.
Bassorah, I. 376 ; — II. 161, 323-325.
Batoum, I. 135, 144, 152.
 BAUDAIS, I. 222.
 BAUDE, I. 56.
Bavière, II. 57, 78, 310, 316-317.
Bayazid, I. 152.
 BAZAINE, I. 25, 73.
 BEACONSFIELD (Benj. Disraeli, plus tard lord), I. 42 et sq., 104, 131-8, 143-6, 158-50, 156, 159, 166, 179 et sq., 193, 216-17, 378, 435.

- BEATRICE D'ANGLETERRE (princesse Henry de Battenberg), I. 259.
- Bechuanaland, I. 239, 360, 362, 370.
- BECK (feldmaréchal), I. 125 ; — II. 56, 78.
- BECKETT, I. 407.
- BEHANZIN, I. 363.
- Behring (mer de), I. 340, 344.
- BEÏT, I. 369.
- Belfast, II. 343.
- Belfort, I. 152.
- Belgique, I. 140, 226, 274, 338, 362, 391 ; — II. 102, 146, 357, 366-67.
- Belgrade, I. 258, 457 ; — II. 60-61, 64, 74-75, 77, 84, 88-89, 92-93, 95, 118, 218, 223, 225, 267, 309-310, 315, 347, 352, 357.
- Belt, II. 13.
- BENCKENDORFF (comte), II. 173, 202, 232, 240, 274, 286, 331, 365.
- Bender-Abbas, II. 108 (note).
- Bengazi, II. 64, 200, 205.
- Benguela, I. 362.
- Béneut, I. 362, 364.
- BERCHEM, I. 299.
- Berchtesgaden, II. 58, 71, 78, 80.
- BERCHTOLD (comte), II. 93-94, 206-208, 210, 228-231, 233, 235-236, 238-239, 243-244, 246-248, 252-253, 258, 260-263, 265-266, 268-269, 295, 298, 306, 309-314, 316-319, 321-322, 347-349, 354-355, 358, 362-363.
- BENG (feldmaréchal comte), I. 96.
- Bergen, I. 425.
- Berlin, I. 93, 265, 286-8, 315-16, 393, 421 ; — II. 18, 48, 50, 59, 62, 66, 72, 77, 82-84, 87-90, 92, 95-96, 115, 159, 164-165, 168, 182-183, 186-187, 191, 203, 221, 230, 236-237, 259, 274-275, 281, 306, 322-323, 329, 332, 348, 351, 360-362, 366.
- Berlin (conférences de), I. 239-248, 352, 441.
- Berlin (congrès de), I. 150, 228, 295-6, 431, 439, 451.
- Berlin (traité de), I. 154, 164, 258, 277, 280, 281, 432-36.
- BERNARD (Mountague), I. 45.
- BERNHARDI (général von), II. 340.
- BERNSTORFF (von), I. 38.
- BERTHELOT (Marcelin), I. 366, 398.
- BERTIE (sir F.), II. 159, 175.
- Besika (baie de), I. 133, 434-5.
- Bessarabie, I. 130-131, 135, 137, 141, 143, 145, 153, 456 ; — II. 145, 236, 298, 317, 328.
- BETHMANN-HOLLVEG (von), II. 146, 149, 150-151, 155-156, 169-172, 176, 177 (note), 191, 197, 204, 228, 231, 237, 241, 243, 247, 262, 270 (note), 272-273, 276, 278-281, 290, 322, 324, 330, 343-344, 348, 353-354, 356-358, 361, 362, 366.
- BETZOLD, II. 29-30.
- BEUST (comte de), I. 22-23, 27-28, 33-34, 37, 90-91-92, 100-101.
- BEYENS (baron), II. 341.
- Beyrouth, II. 332.
- BEZOBRAZOF, II. 4, 7-9.
- BIHOUD, II. 28.
- Birdjand, II. 108 (note).
- BIENVENU-MARTIN, II. 352.
- BILINSKI, II. 315.
- BILLOT, I. 417-18.
- BINGER, I. 363.
- BIRILEF (amiral), II. 35.
- Birmanie, I. 246, 251, 325.
- Birmingham, I. 358, 394.
- BISMARCK (comte Herbert de), I. 184, 188, 232, 237, 254-56, 275-93, 425, 452.
- BISMARCK (prince Otto de) I. *passim* jusqu'à 330, 352, puis 380-1, 417, 422, 425, 430-1, 440-42, 451-53 ; — II. 170, 202-203, 237, 247.
- Bitlis, II. 326.
- Bizerte, I. 417-18 ; — II. 289.
- Björkoe (entrevue et traité de), II. 18 (note), 34-38, 40-44, 54, 111, 113, 171.
- BLAINE (James G.), I. 341-2, 350.
- BLANC (baron), I. 171 (note), 196-7, 417.
- Blanc (cap), I. 226.
- BLEICHROEDER, I. 67-8, 168, 201, 274.
- BLIGNIERES (M. de), I. 167, 170.
- Blomfontein, I. 373-4.
- BLOUNT (W. S.), I. 168.
- BOGDANOVITCH (général), I. 297.
- Bogota, I. 351.
- BOISDEFFRE (général de), I. 302, 311-313.
- Bohême, II. 318.
- Bojador, I. 403.
- BOLLAT, II. 199.
- BOMPARD, II. 205, 249, 307, 332.
- Bonin (île), I. 340.
- BONNAL (général), II. 173.
- BONToux, I. 200 (note), 209.
- Borgou, I. 363, 369.
- BORES DE BULGARIE (prince héritier), I. 423.
- Bornéo, I. 246.
- Bornou, I. 364.
- Bosnie-Herzégovine, I. 119-120, 123-131, 134, 135, 137-138, 140, 143, 145-146, 149, 152, 154, 155, 165, 188-189, 192-193, 198, 278, 393, 45-54, 56-9, 461 ; — II. 57-58, 63, 65, 68, 72-75, 77-78, 80, 82, 84-86, 90-91, 93-96, 117, 145, 154, 200, 213-215, 230, 252, 314, 319, 346.
- Bosphore, II. 108, 112, 159 (note), 203, 211-212, 224, 327, 332.
- BOTHA (général Louie), I. 374.
- Bouchir, II. 166.
- BOU-HAMARA, I. 401.
- BOUILLÉ (de), I. 81.
- Boukhara, I. 40.
- Boukharie, II. 4.
- BOULANGER (général), I. 256, 262, 273-276.
- Boulgourlou, II. 161, 163, 165.
- BOURCHIER, II. 218.
- BOURÉE, I. 214.
- BOURGEOIS (Léon), I. 366-7, 471 ; — II. 351.
- BOURGOING (baron de), I. 89.
- BOUSSA, I. 399.
- BRANDT (président de la République d'Orange), I. 220.
- BRANDT (von), I. 330.
- BRATIANOU (Jean), I. 203.
- BRATIANOU (Jean, fils), II. 56, 308, 316, 328.
- Brégalnitsa, I. 459 ; — II. 263.
- Brême, I. 231, 379.
- Brésil, I. 342-4, 470 (note), 471.
- Brest, II. 284.
- BRÈRE DE L'ÎLE (général), I. 215.
- BRIGHT (J.), I. 170.
- Brindisi, II. 254.
- Brioni, II. 207.
- BRISSON (Henri), I. 369.
- BROGLIE (duc Albert de), I. 38, 52, 69, 70, 71, 72, 74, 77, 78, 79, 81, 190.
- Brund, I. 246.

BRÚNNOW (DE), I, 40, 75.
Bruxelles (conférence coloniale de), I, 223, 362.
 II. 365-366.
 BRYAN, I. 348 ; — II. 133.
Bucarest, I. 258, 457 ; — II. 244, 262, 265-266, 268-269, 302, 304, 313, 316, 328, 350.
 BUCHANAN (sir George W.), I. 31, 42, 393 ; — II. 241, 245.
 BUCHER (Lothar), I. 130.
Buchlau (entrevue de), II. 80-81, 114, 117, 158.
Budapest (convention de), I. 140.
Budapest, I. 456 ; — II. 235.
Bulgarie I. 120-124, 132, 135-139, 145-151, 154-156, 276, 278, 282, 84, 86-87, 91, 94, 96, 99, 256-257, 260-261-4, 375, 423, 428, 432, 439-440, 442, 452, 463-6 ; — II. 59-60, 76, 79-81, 84, 89, 94, 161, 213-214, 216, 218-222, 225-226, 231, 233, 235, 240, 242-245, 251 (note), 252, 255-258, 260-263, 265, 268-269, 298, 302, 304, 308-309, 312, 314-315, 318, 349, 361.
 BULOW (Bernard-Ernest DE), I. 74, 82, 102, 105-106-107.
 BULOW (comte, puis prince Bernard DE), I. 272, 278, 286-87, 305, 337, 339, 379, 382, 385-89, 391, 394, 416, 419, 421-23-26, 460-1-3, 469 ; — II. 169-22, 15-40, 44, 46-54, 63-66, 70, 72 (note), 76, 79-88, 91-96, 114-116, 146, (note), 149-150, 152, 154, 159-160, 163, 168, 179.
 BULWER LYTTON (lord), I. 216.
 BUNAU-VARILLA, I. 351.
 BURGERS (président de la République sud-africaine), I. 200 (note), 219.
 BURIAN (baron), II. 74.
 BURLINGAME (Anson), I. 341.
 BURNEY (amiral C.) II. 319.
 BURNS (John), II. 366.
 BUSCH (M.), I. 150, 156-158, 184, 197.
 BUSSCHE (von den), II. 150.

C

Caboul, I. 40 ; — II. 108.
 Cagliari, I. 163 ; — II. 206.
 CAILLAUX (Joseph), II. 179, 182 ; 185-194.
Caire (le), I. 247, 251-54, 359, 369.
 CAIRNS (H. Mac Calmont, comte), I. 147.
 CAIROLI, I. 163-164, 191, 193-195.
 CALICE (baron), I. 264, 278.
Californie, I. 341 ; — II. 126-127.
Cambodge, I. 213.
 CAMBON (Jules), II. 87, 154, 176, 180, 182-189, 191, 233, 237, 324, 332, 341, 356.
 CAMBON (Paul), I. 347, 404-5, 409, 413, 427, 433 ; — II. 9, 100-103, 182, 207, 229, 232, 267, 276, 284, 303.
 CAMERON, I. 210, 212, 223.
Cameroun, I. 230, 233-239-240-241 ; — II. 157, 180, 184, 187, 190, 192.
 CAMPBELL-BANNERMAN, II. 66, 102, 111 (note).
 CAMPENON (général), I. 237.
Cam-Ranh, II. 14.
Canada, I. 374 ; — II. 127, 130.
Canaries, I. 386, 404.
Canée (La), I. 445-6, 451.
 CANOVAS, I. 346.
Cap (le), I. 245, 359, 371-2 ; — II. 13.

CAPRIVI (général comte DE), I. 299, 301 (note) 303-308, 379, 417, 425.
Caraiïbes, I. 349.
 CARLOS (don), I. 81.
Carlsbad, II. 336.
 CARNAP (VON), I. 363.
 CARNARVON (H.-M. Herbert, comte DE) I. 147, 217, 219.
 CARNOT (président de la République), I. 313-314.
 CAROL I^{er} (roi de Roumanie), I. 142 ; — II. 235, 258, 265, 268, 297, 317, 319, 327-328, 363.
Carolines (îles), I. 232, 352, 386.
 CARP, II. 244.
Carpathes, II. 207.
Casablanca, II. 50-52, 153.
Caspienne (mer), II. 107.
 CASSEI (sir E.), I. 376, 384 ; — II. 148, 164, 272-274, 279.
 CASSINI, I. 334.
Cattaro, II. 254, 313.
Caucase, I. 393 ; — II. 168, 216, 234, 241, 287, 333, 364.
Caux, II. 208.
 CAVAGNARI (sir E.), I. 217.
Cavalla, II. 268-269, 298.
Cavite, I. 347.
 CERVERA (amiral), I. 347.
Ceuta, I. 404, 411 ; — II. 21.
Cha-ho, II. 12.
 CHAMBERLAIN (Joseph), I. 245, 292, 358, 370-373, 380-387, 391-4, 404-5 ; — II. 5, 8.
Chamonix, II. 188, 191.
Chan-Si, I. 355.
Chang-Hai, I. 328, 330, 334, 394.
Chan-Hai-Kouan, I. 339.
 CHANG PEI LOUN, I. 326.
Chan-Toung, I. 334.
 CHANZY (général) I. 48.
Chaouïa, II. 153.
Char, II. 219-220, 256.
Chara Chat, II. 201.
Chari, I. 364 ; — II. 190, 193.
 CHARLES I^{er} (prince, puis roi de Roumanie), voir CAROL.
 CHARMES (F.), I. 237, 256.
 CHARMES (G.), I. 237, 256.
Chatsworth (château de), I. 391.
Chatt-el-Arab, II. 162, 325.
 CHAUDORDY (DE), I. 34-35-36, 82, 103, 139, 226.
 CHÈRE ou SHÈRE ALI (prince), I. 40-41, 217.
Chemoulou, I. 324, 326 ; — II. 11, 29.
 CHERBULIEZ (Victor, pseudonyme de Valbert), I. 39.
 CHÉRIF PACHA, I. 167, 169.
 CHEVALIER (Michel), I. 24.
 CHEWITCH, I. 404.
 CHEVKET-PACHA (Mahmoud), II. 329.
 CHEWKRI PACHA, I. 435.
Chili, I. 342.
Chine, I. 212-15, 238, 324, 337-340, 352, 355, 399, 374, 387, 391, 395, 422 ; — II. 87, 108, 110, 128, 132, 138.
Chios, II. 207, 303, 306-307.
Chipka, I. 461.
Chiré, I. 360.
 CHLUMECKY (Léopold VON), II. 59.
 CHOA, I. 225.
Choumla, II. 235, 269.
Choung-King, I. 325.
Chou-San, I. 330.

CHOUVALOF (comte Paul), I. 272 et sq. ; — II. 202.
 CHOUVALOF (comte Pierre), I. 42, 107, 148-150, 155, 174, 182, 187, 273 et sq., 453, 456.
 CHREPTOVITCH, I. 106, 109.
 Christmas, I. 246.
Chtip, I. 460 ; — II. 257, 263, 313-314.
 CHURCHILL (lord Randolph), I. 244-45, 251-252, 254-55, 260-61, 269, 277, 284, 292, 384.
 CHURCHILL (Winston S.), II. 273-275, 280, 283-285, 364.
Chypre, I. 148-149, 152, 431.
Cilicie, II. 161-162, 322, 326.
Cisleithanie, II. 145.
 CLARENDON (comte), I. 25, 40, 44.
 CLAY (Henry), I. 342.
 CLEVELAND (président des États-Unis), I. 342-3-6, 351.
 CLIPPERTON, I. 215.
Coatit, I. 361.
 COCHIN (baron Denys), I. 412.
Cochinchine, I. 213, 231.
 COCKBURN (lord), I. 47.
Cocos (îles), I. 246.
Colenso, I. 374.
 COLLEY (sir G.), I. 219-221.
Colombie, I. 350-1 ; — II. 132-133.
Columbia, I. 340.
Compiègne, I. 59.
 CONGER, I. 353-354.
Congo, I. 222-223, 233, 245, 248, 250, 359, 400 ; — II. 188, 190, 192, 193.
Congo belge (État libre du Congo, puis), I. 245, 359-360, 364 ; — II. 44, 184, 187, 193-194, 272, 276.
Congo (colonie française du), II. 43, 157, 180, 182, 184-188, 190, 192, 194.
 CONRAD VON HETZENDORFF (feldmaréchal), II. 56, 58, 72 (note), 74, 77-78, 84-86, 90-91, 94-96, 115, 206, 235, 243-244, 251-252, 257, 294, 296-297, 309-310, 312-314, 316-317, 319, 321, 336, 351.
 CONSTANS, I. 428 ; — II. 91.
 CONSTANTIN DE GRÈCE (diadoque), I. 443 ; — II. 56, 258, 303, 307-308.
 CONSTANTIN (grand-duc), I. 71, 89, 319.
Constantinople, I. 145-6, 252, 262, 273, 278, 282-3, 87 et sq., 301, 375, 420, 427 et sq., 436-7, 444, 450, 455-7, 460 ; — II. 58, 60, 63, 65, 67, 69-71, 73, 77-79, 89, 94, 145, 158-159, 168, 172, 198 (note), 199, 202-205, 208, 211-212, 216-217 (note), 222-223, 228, 231, 233-234, 237-242, 249-250, 255, 257, 267, 302-303, 307, 315, 322, 326-334.
Constantinople (Conférence de 1874), I. 138, 140, 152 ; — (Conférence de 1877), 140 ; — (Conférence de 1885), 258-259 ; — (traité de 1877), I. 140.
Constantza, II. 328.
Copenhague, I. 286, 426 ; — II. 36.
 CORCELLES (DE), I. 84-85.
Corée, I. 212-3, 325-30, 339, 395 et sq. ; — II. 3-6, 8-10, 15-17, 125-126, 129.
Corfou, II. 176, 248, 253-254, 305, 307-308.
Corinto, II. 134.
Corn (îles), II. 134.
 COROMILAS, II. 256.
 CORTI (comte), I. 150, 157-8, 268.
Côte de l'Or, I. 224, 363.
 COURBET (amiral), I. 214.

COURCEL (baron DE), I. 164, 210, 229, 237, 365-6, 436 ; — II. 50.
Cowes, I. 293, 383 ; — II. 166.
Crète, I. 149, 158, 375, 438-9, 444-448, 450, 451, 456 ; — II. 213-214, 217, 225, 240, 249-250, 253.
 CRISPI (Francesco), I. 191-192-193, 196, 270, 284-5, 289, 304, 347, 367, 402, 417-8.
Croatie, 59, 61-62, 74, 230, 314-315.
 CROMER (sir E. BARING, puis comte), I. 232, 245, 366-369, 383, 404, 408-9.
 CRONJÉ (général), I. 374.
Cronstadt, I. 305-6, 308 ; — II. 12.
Corse, I. 270.
 CRUPPI, II. 175-176, 180.
Cuba, I. 212, 345-349.
 CURRIE (sir Ph.), I. 436.
 CURZON (lord), I. 366 ; — II. 5, 107.
Cuxhaven, 279.
Cyrénaïque, I. 269 ; — II. 119, 196-197, 200-201, 205, 209-210, 295, 303.
 CZARTORISKY (prince), I. 87.
 CZERNIN (comte), II. 56, 298, 316-317.

D

Dahomey, I. 363, 399.
Dalmatie, I. 124-125, 198 ; — II. 59, 61-62, 74, 93, 230, 246, 252.
Damaraland, I. 360.
Damas, I. 429 ; — II. 324-325.
 DANEF, II. 226, 235, 238, 259-260, 262, 265.
Danemark, I. 350.
 DANILEWSKI, I. 122.
Danube, I. 451 ; — II. 66, 68, 78, 90, 114, 160, 222, 236, 269, 311.
Danube (Commission du), I. 187, 201, 260.
 DAOUD, I. 169.
Dardanelles, I. 436-39 ; — II. 9, 108, 112, 169, 201, 203-204, 207, 212, 250, 330.
Darjour, I. 400.
Darmstadt, I. 426.
Debreczen, II. 316.
 DECAZES (duc), I. 72-116 *passim*, 139, 190, 226-28.
 DECŒUR, I. 263.
Delagoa (baie), I. 360, 369.
 DELCASSÉ (Th.), I. 317, 339, 368-369, 375, 388-90, 398-99, 401-4, 406-9, 412-14, 464 ; — II. 8, 9, 10, 13, 20 (note), 27-31, 53, 85, 100, 143, 145, 245, 264.
Delvino, II. 305.
 DELYANNIS (ou DELYANNI), I. 260, 440-48 ; — II. 217.
 DÉMIDOF, I. 234.
 DEPRETIS, I. 191-2-4, 284-85.
 DERBY (E. Stanley, comte DE), I. 45, 80, 82, 104, 107, 111, 114, 116, 136-137, 139, 143-144, 147.
 DÉROULÈDE (Paul), I. 229, 286.
 DERVICH-PACHA, I. 170.
 DESCHANEL (P.), I. 229, 412.
Desio, II. 65, 114, 116.
 DESPREZ, I. 150.
Détroits (les), I. 30 ; — II. 58, 62, 64, 68, 77-78, 80, 82-83, 98, 108, 111-112, 117, 119, 158-161, 169, 195-196, 201-204, 207-208, 211-212, 231, 233-235, 238-239, 290, 306, 308, 330, 333-334.
Dévoli, II. 305.

DEVONSHIRE (Cavendish Spencer Compton, marquis de HARTINGTON, plus tard duc DE), I. 292, 384, 394, 405.
 DEWEY (amiral), I. 347, 354.
Diakova, I. 457; — II. 60, 242, 245-246, 309, 313.
 D'AMANDY, II. 251.
Diarbékir, II. 324.
 DIAZ (Porfirio), II. 133-134.
Dibra, I. 459; — II. 213, 245-246, 309.
Diego-Suarez, I. 247.
Dieppe, I. 254.
 DILKE (sir Charles), I. 458, 471, 230, 240, 261, 366, 398.
 DILLON, I. 80.
Dibra, II. 245-246.
 DIMITRIÉVITCH (colonel), II. 347.
 D'JAVID BEY, II. 165, 324-325.
 DJEMAL ED DIN, I. 168.
Djibouti, I. 367, 369.
Djoulfa, II. 170.
Dobrodgea, I. 143 (note), 153, 460; — II. 235, 240, 244, 262.
 DOBROROLSKY (général), II. 337.
Dodécannèse, II. 207, 215, 238, 248, 268, 303-304, 307, 321.
 DODDS (général), I. 363.
Dogali, I. 249, 266.
Dogger-Bank, II. 3 (note), 13, 22.
Dominicaine (république), II. 133.
Dongola, I. 253, 366.
 DOST MOHAMMED (souverain de Caboul), I. 39.
 DONDOUKOFF-KORSAKOFF (général), I. 155.
 DOUMER (Paul), II. 337.
 DOUMERGUE (Gaston), II. 306, 225, 339, 341.
Dresde, II. 76.
 DREYFUS (capitaine), I. 368, 424.
Drin, II. 64, 245, 309.
Drina, II. 64.
 DUBAIL (général), II. 186, 289.
 DU BOIS, II. 132.
 DUCARNE (général), II. 102.
 DUCLERC, I. 235.
 DUFFERIN (lord), I. 159, 216, 235, 365 (note), 366, 418.
Dulcigno, I. 144, 157-158; — II. 66, 312.
 DUMAINE, II. 228, 236.
 DUPANLOUP (Mgr Félix), I. 74, 85, 87.
 DUPONCHEL, I. 224.
 DUPONT DES LOGES (Mgr), I. 73.
 DUPRÉ (amiral), I. 213.
 DUPUIS (J.), I. 214.
 DUFUY (Jean), II. 30, 38.
Durazzo, II. 236-237, 320-321.
 DZIEDUSZYCKI (comte), II. 75.
Dzoungarie, I. 40, 333.

E

ECKARDSTEIN (baron D'), I. 380-5 (passim), 404; — II. 18 (note).
Écosse, II. 146.
 ÉDOUARD (prince de Galles), I. 276, 387-90.
 ÉDOUARD VII (roi de Grande-Bretagne, empereur des Indes), I. 361, 392; — II. 5-6, 31, 47, 67, 88, 98 (note), 101, 115, 148.
Égée (mer), I. 252, 267-9, 392, 440; — II. 114, (note), 117, 201, 206-207, 209-211, 215, 238, 240, 242, 249-250, 253, 267, 269, 303, 306-307, 326, 330, 333.

Égypte, I. 165-172, 235-237, 245 et sq., 280-285, 365, 369, 389-90, 408 et sq., 437, 444, 469; — II. 21, 60, 108, 139, 198, 200, 202, 248, 364.
 EHRENROTH (général), I. 156, 282.
Elbassan, II. 320.
 ÉLISABETH (impératrice d'Autriche), I. 98, 115.
 ELLIOT (sir H. G.), I. 129.
 ÉMIN-PACHA, I. 245.
Énos, II. 249-250, 266, 301, 303.
 ENVER PACHA, II. 240, 307-308, 364.
Épernay, I. 58.
Épire, I. 123, 135, 146-147, 441; — II. 215, 242, 248, 303, 305-306.
Erguéné, II. 301.
Érythrée, I. 226, 367, 402, 418.
Erzeroum, I. 433; — II. 162, 324, 326.
Espagne, I. 77, 80-82, 212, 226, 232, 236, 246-9, 352; — II. 176, 179, 183, 245.
 ESSAD-PACHA, II. 247, 257, 320-321.
 ESTOURNELLES DE CONSTANT (D'), I. 407, 471.
 ÉTIENNE, I. 365, 412.
Eubée, I. 442.
 EUGÉNIE (impératrice), I. 101, 231.
 EULENBURG (comte Philippe D'), I. 423, 457, 460.
Euphrate, II. 161-162, 164, 325.
Euzinograd, II. 222.
Eyzd, II. 108 (note).

F

FABRICE (général DE), I. 56.
Fachoda, I. 365 et sq., 386, 398-99, 406, 430; — II. 23.
 FAIDHERBE (général), I. 48, 223-224.
 FALKENHAYN (général von), II. 343.
 FALLIÈRES (président de la République), II. 81.
 FALLOUX (DE), I. 70.
 FARQUHAR, I. 222.
 FAVRE (Jules), I. 29, 34-36, 38-39, 48-49, 54, 56-57, 82, 83.
 FEOKTISTOF, I. 286.
 FERDINAND 1^{er} DE SAXE-COBOURG (prince, puis tsar de Bulgarie), I. 282, 287-88, 297, 375, 423, 459-61; — II. 81-82, 89-90, 214, 218-219, 222, 255-256, 258-261, 263, 265-266, 268, 312.
Ferghana, I. 41, 216.
Ferrières, I. 29, 48.
 FERRY (Jules), I. 159, 164-165, 184, 209, 215-216, 222, 236-244, 243, 247, 273.
Fez, I. 403; — II. 24-25, 28-29, 33, 44, 153, 156, 174-180.
Fezzan, I. 402.
Fidji (îles), I. 234, 246, 340, 352.
 FILIPESCOU, II. 316.
Finlande, II. 146.
 FISH, I. 45.
Fiume, I. 305; — II. 61, 74.
Flandres, II. 365.
 FLATTERS (colonel), I. 164, 224.
 FLEURY (général), I. 27-28.
Florence, I. 49; — II. 197, 305.
 FLOTOW (von), II. 247.
 FLOURENS, I. 256, 273, 275, 283, 297.
 FONDÈRE, II. 187-190.
Fonseca, II. 134.
Formose, I. 325, 330-1, 340; — II. 126.
 FORGACH, II. 93-94.

FORSTER (William Ed.), I. 245.
 FORSTER (Georges), I. 330.
 FORSTNER (lieutenant von), II, 343.
 FORTESCUE, I. 77.
Fou-San, I. 324-28.
Fou-Tchéou, I. 327.
 FOULON (Mgr), I. 73.
 FOURNIER, I. 63, 83-84, 490.
 FOURNIER (amiral), I, 215, 339; — II, 13.
Fouta-Djalon, I. 224.
Francfort (traité et négociations de), I. 56, 65, 68, 262; — II, 143.
 FRANÇOIS-FERDINAND (archiduc), II. 56, 91, 95, 145, 207, 237, 243, 294, 315, 317-318, 346.
 FRANÇOIS-JOSEPH (empereur d'Autriche, roi de Hongrie), I. 34, 91 et sq., 130, 145, 257, 265 et sq., 290, 305, 423, 450-57; — II. 50, 55-56, 72 (note), 81-82, 85, 87-88, 95, 170, 206-207, 242, 258, 294-295, 310, 317-318, 348-349, 355.
Fredensborg, I. 309.
 FRÉDÉRIC-CHARLES (prince), I. 60.
 FRÉDÉRIC III (empereur allemand), I. 292.
 FRÉDÉRIC (impératrice), I. 303.
 FREPPEL (Mgr), I. 73.
 FRÈRE (sir BARTLE), I. 219.
 FREYCHINET (DE), I, 251 et sq., 260-5, 273, 283, 302, 309, 311-12, 314, 316.
 FRIEDJUNG, II. 75.
Friedrichshof, II. 148.
Friedrichsruhe, I. 243, 285.
 FROUDE (J. H.), I. 212.
Flévia, II. 254, 267, 305.
 FUAD-PACHA, I. 121.
 FÜRSTENBERG (prince DE), II. 261.
 FUSINATO, II. 208.

G

Gabon, I. 230; — II. 189.
 GABRIAC (DE), I. 29, 65, 86.
 GALIBER (amiral), I. 221.
Galice, I. 404.
Galicie, I. 289; — II. 86, 145.
 GALLIÉNI (général), I. 247.
 GALLIFET (général DE), I. 425.
 GAMBETTA, I. 48, 50-51, 161, 227, 229.
Gambie, I. 224, 245, 409-410.
Gandamak (traité de), I. 217.
Gange, I. 246.
 GARACHANINE (père), I. 200.
 GARACHANINE (fils), I. 201, 423; — II. 217.
 GARFIELD (président des États-Unis), I. 342.
 GARIBALDI, II. 321.
 GARNIER (François), I. 113.
Gastein, I. 87, 192, 193, 265, 276.
Gatchina, I. 279.
 GATCHINOVITCH, II. 314.
 GAUTSCH, I. 275.
 GAVARD, I. 78, 80, 104.
Gazik, II. 103 (note).
Gen-San, I. 324.
Genève, I. 46-47, 459.
 GENI BEY, II. 257.
 GENTIL, I. 364.
 GEORGE (David Lloyd), II. 148, 151, 185-186, 194-195, 271, 345.
 GEORGE V (roi de Grande-Bretagne), II. 259, 353, 365.
 GEORGES DE GRÈCE (prince), I. 450.

GEORGES I^{er} (roi de Grèce), I. 441-8, 450.
 GÉRARD, I. 334, 338; — II. 109.
 GÉRAVAIS (amiral), I. 306, 316.
Georgeli, II. 257, 260.
 GHEKA (prince), II. 262.
Gibraltar, I. 347; — II. 26, 150.
 GIERS (N. DE), I. 131, 182-185, 202-4, 257-8, 264, 272-320 *passim*, 439, 453.
 GIERS (M. DE), II. 202, 211, 241, 250, 302, 326-327, 331, 333.
 GIESE (baron), II. 349, 352.
 GILINSKY (général), II. 289-290, 333, 338.
 GIOLITTI, II. 199-200, 253, 264, 321.
 GLADSTONE (W. E.), I. 22, 24-25, 32, 42-46, 52, 77, 136, 157, 183, 184, 189, 222, 235, 243-5, 250-4, 260-3, 343, 358, 366, 375, 435-450, 442.
 GORLET (R.), I. 228, 229, 256, 273-6, 430.
Golfe (voir à *Guinée, Perseque*, etc.).
 GOLTZ (von der), I. 427, 448, 450, 453; — II. 71.
 GOLUCHOWSKI (comte), I. 421-22, 448, 453-4, 457-8, 460-4; — II. 49, 55, 57, 59, 62-63, 245.
 GONTAUT-BIRON (vicomte E. DE), I. 58-59, 61-63, 68-76, 81, 89, 93-94, 105-113, 147.
 GORDON (général), I. 167, 213, 235, 236, 360.
 GORST, I. 244, 292, 408.
 GORTCHAKOF (prince), I. 25-30, 32-33, 40, 42, 64, 86-87, 93, 94, 97, 99, 103, 107, 109, 113, 115, 119-152 et 454.
 GOSCHEN (W.), I. 158 (note), 292.
 GOSCHEN (sir W. E.), II. 93-94, 151, 165, 366.
 GOSSELIN (sir H.), I. 299.
Gothard (chemin de fer du), I. 190.
 GOULARD (DE), I. 56.
Gourma, I. 363, 399.
Gourounsi, I. 399.
 GRAMONT (duc DE), I. 22.
Gramos (monts), II. 304-305.
 GRANVILLE (comte), I. 24, 31-33, 35, 36-38, 41-42, 74, 77, 80, 169-171, 183-184, 189, 229, 235, 240.
Graz, II. 62.
Grèce, I. 135, 146, 156, 158, 159, 228, 260, 439 et sq.; — II. 212, 214-215, 215, 217-218, 221, 223, 231, 240, 246, 248, 254-258, 260, 268-269, 303-309, 315, 349.
 GRÉVY (Jules), I. 229, 275, 296.
 GRÉVY (général), I. 165.
 GREY (sir ED.), I. 366, 369; — II. 47, 51, 67-68, 82, 88, 92, 95, 97, 101-103, 106-108, 111, 112, 148, 151, 159, 164-165, 167, 173, 185-186, 202, 205, 211, 229-232, 234, 236-237, 239-241, 244-246, 250, 266-267, 272-273, 276-277, 280-282, 284-285, 293, 301-302, 305-306, 311, 321, 331, 339-340, 344-345, 351-354, 356-357, 362, 364-366.
 GRIERSON (général), II. 102.
 GRIGOROVITCH (amiral), II. 211, 332.
 GRONERT-GOERKE, I. 194-195.
 GRÜNER (général), I. 363.
Guam, I. 347, 352.
Guantanamo (baie de), I. 349.
 GUÉCHOF, II. 218-220, 223, 225-226, 255-556, 250.
 GUICCIARDINI (comte), II. 120.
 GUICCIOLI (marquis), II. 64.
 GUILLAUME (Kronprinz), I. 275, 290-92.
 GUILLAUME I^{er} (empereur allemand), I. 250, 263, 266, 287.
 GUILLAUME II (empereur allemand), I. 294, 299, 301 (note), 305, 310, 315-6, 319-20, 329, 331, 333, 347, 352, 355, 369; — 375

- passim*, 405, 412, 416, 424-29, 437-8, 443, 447-8, 452-56, 469 ; — II. 5-6, 12-13, 19-20, 22-26, 32-37, 40-44, 47, 49, 51, 54, 56-58, 63, 67, 71, 76, 79, 81-83, 85, 89, 92, 94-96, 106, 113, 119, 146-149, 154-155, 160, 163-164, 168, 170-171, 176, 178, 179 [note], 181, 184-185, 188-191, 200, 202, 204, 207, 231, 236-237, 247, 259, 266, 268, 271-275, 277-282, 290, 295, 301-303, 307-310, 313-314, 318-319, 329, 331, 341, 343, 345-346, 348, 350-351, 353, 357-358, 364, 366.
- Guatemala*, II. 133.
- Guinée*, I. 224, 233, 249-250, 359.
- Guinée portugaise*, I. 224.
- Guinée (golfe de)*, I. 403.
- Gulkhané*, I. 465.
- GUTSCHMID*, I. 332.
- Guyane*, I. 343.
- GUYESSY*, I. 367.
- GWINNER (VON)*, II. 163-164.
- H
- HABIBULLAH*, II. 107.
- HAGEN (VON)*, I. 231.
- HAKKI BEY*, II. 71.
- Hai-nan*, I. 338.
- Haiti*, I. 232.
- HALDANE (lord)*, II. 102, 270, 274-279, 281-282, 292, 345.
- Halépa*, (accord de), I. 159, 443, 445.
- HALLIVARD*, I. 433.
- Hama*, II. 324-325.
- Hambourg*, I. 231, 248, 294, 379 ; — II. 271.
- HAMBRO*, I. 444.
- Hanoï*, I. 214-15, 338.
- HANOTAUX (Gabriel)*, I. 337, 367, 398-9, 402, 438, 456.
- HANSEMAN*, I. 201.
- HANSEN*, I. 297, 309, 310.
- HARCOURT (comte d')*, I. 79.
- HARCOURT (sir W.)*, I. 366.
- HARCOURT (marquis d')*, I. 113-14.
- HARDINGE (sir Fr.)*, I. 406.
- HARDINGE (sir Charles)*, II. 68, 70, 88, 97, 148-167.
- Harrar*, I. 247, 361-7, 418.
- HARRIS (Rutherford)*, I. 369-70, 400.
- HARRISON (président des États-Unis)*, I. 345, 351.
- HART (sir Robert)*, I. 238.
- HARTINGTON (lord, voir DEVONSHIRE)*.
- HARTMANN*, I. 185, 186.
- HARTWIG*, II. 166, 219, 223-226, 233, 236, 258-259, 261, 312-313.
- HATZFELDT (comte)*, I. 81, 154, 238, 255, 269, 284, 371, 380-1, 384-86, 392, 452.
- HAUS (amiral)*, II. 254, 310.
- HAUSSMANN*, I. 365.
- Havane (La)*, I. 212, 346.
- Havre (Le)*, 88.
- HAY (John)*, I. 339, 348, 350-4 ; — II. 143.
- Havai (îles)*, I. 340, 351 ; — II. 126-127.
- HAYASHI (baron, puis vicomte)*, I. 306, 332, 395 et sq ; — II. 5, 8, 9, 109, 127.
- Haydar-pacha*, I. 294, 375.
- Haye (La)*, I. 407, 470 ; — II. 113, 125, 147, 182, 205-206, 352, 357-358.
- HAYES (président des États-Unis)*, I. 350.
- HAYMERLÉ*, I. 150, 186, 201 *passim*, 451.
- HEDEMAN*, II. 27.
- Hedjaz*, II. 324.
- HEEREN*, I. 209.
- HELENE (Grande-duchesse)*, I. 27, 29.
- HELFFERICH*, II. 163, 165, 324.
- Héligoland*, I. 234, 292 ; — II. 322.
- HENRI DE PRUSSE (prince)*, I. 426 ; — II. 353.
- Héraclée*, II. 324.
- Hérat*, I. 40, 43, 250, 257.
- HERBETTE*, I. 254, 56, 275.
- Herzégovine (voir aussi Bosnie)*, II. 63, 74, 77-78, 85, 93.
- HICKS (général)*, I. 235.
- HILMI-PACHA*, I. 461-2 ; — II. 164.
- HINTZE (VON)*, II. 76.
- HIPPEAU*, I. 227.
- Hiroshima*, I. 330.
- HIRSCH (baron de)*, I. 121, 123.
- Hoang-ho*, I. 339, 355.
- HOHENBERG (duchesse de)*, II. 346.
- HOHENLOHE-SCHILLINGFÜRST (prince Clovis de)*, I. 75-76, 81, 103-5, 107, 112, 180, 184, 274, 371, 379, 391, 416-17, 424-25.
- HOHENLOHE-SCHILLINGFÜRST (prince Gottfried de)*, II. 242.
- HOHENWART (comte)*, I. 91.
- HOLLMANN (amiral)*, I. 379-82.
- HOLLWOOD*, I. 248.
- HOLSTEIN (baron de)*, I. 227, 299, 301, 315, 381-2, 392, 416, 424-26, 452-3, 456, 58, 462 ; — II. 20, 22, 27-29, 34, 36-37, 54.
- Hombourg*, I. 203, 392.
- Homs*, II. 166, 325.
- Honduras*, I. 342.
- Hong-Kong*, I. 246, 347, 354.
- Hongrie*, I. 277 ; — II. 145, 312, 314, 318-319, 328.
- HORNUNG (Fritz)*, II. 25.
- HOSKIER*, I. 298.
- HOUSE (colonel)*, II. 344-345.
- HOYOS (comte)*, II. 348.
- HRANILOVITCH (colonel)*, II. 316.
- Hué (traité de)*, I. 215.
- HUERTA (général)*, II. 134.
- HUGUET (colonel)*, II. 401.
- HULDERMANN*, II. 279-280.
- Hull*, II. 13.
- HUMBERT I^{er} (roi d'Italie)*, I. 163, 194, 266.
- HUMBERT (capitaine)*, I. 363.
- Hunkiar-Isklessi (traité de)*, II. 161.
- I
- Ianina*, I. 457 ; — II. 225, 238, 242, 248.
- Ibar*, II. 64.
- I-Chang*, I. 325.
- IDDESLEIGH (sir Strafford Northcote, plus tard lord)*, I. 45, 254-55.
- Idjil*, I. 403.
- IGNATIEF (général)*, I. 29, 30, 32, 123, 130, 139, 145, 218, 226, 461.
- IGNATIEF (colonel)*, II. 223, 234.
- Ilî*, I. 40, 213.
- Imbros*, II. 212, 306.
- IMPERIALI (marquis)*, II. 254.
- Inde*, I. 429 ; — II. 5, 16, 36, 106-107, 130, 162, 166, 168, 340, 364.
- Indien (Océan)*, I. 250 ; — II. 12.
- Indochine*, I. 246, 378 ; — II. 109.

Indus, I. 333.
Inéboli, II. 324.
INOUYÉ, II. 9.
Interlaken, I. 115.
IONESCOU (Také), II. 261, 304, 328.
Iorga (N.), II. 316.
IOVANOVITCH (général), I. 154.
IOVANOVITCH (Zmaï), II. 72.
Iran, II. 106.
Iraouaddi, I. 215.
Irlande, II. 146, 343, 351.
Irtych, I. 333.
Ischl, I. 91 ; — II. 67, 197.
ISMAIL-PACHA (khédivé d'Égypte), I. 165-168.
Ismid, I. 294.
Ispahan, II. 108 (note).
Istrie, II. 61, 74.
ISVOLSKY (Alexandre), II. 63-69, 75-77, 80, 82-85, 88-89, 92-96, 107-108, 111-119, 158-161, 163, 166-169, 175, 178, 185, 191, 197, 201, 208, 211-212, 216-218, 227, 233, 238, 286-287, 291, 332, 339.
ITO (comte, puis marquis), I. 326-27-28-30 ; — II. 5, 9, 17, 125-126, 128.
Iwakura, I. 326.

J

JACOBI (VON), II. 76.
Jaffa, II. 324.
JAGOW (G. VON), II. 119-121, 145, 198, 200, 207, 241, 243-248, 251-252, 254, 258, 263, 265-269, 302-303, 310, 316, 319-322, 324, 326, 328, 331-332, 349-351, 354, 356, 362.
JAMESON (Dr) I. 369-70, 372.
Janina, voir *Ianina*.
JANUSKHEVITCH (général), II. 355.
Japon, I. 212-3, 231, 325, 339-41, 351-56, 374, 391, 394-96, 415, 422 ; — II. 109-110, 125-131 146.
JARNAC (DE), I. 80, 104.
JAURÉGUIBERRY (amiral), I. 214, 224.
JAURÈS (Jean), II. 143, 342.
JAY, I. 92.
JEAN (négus), I. 361.
JENISCH (VON), II. 169.
JÉRAHITCH, II. 314.
Jérusalem, I. 427, 429 ; — II. 58.
JOFFRE (commandant, puis général), I. 363 ; — II. 290-91, 338.
Johannesburg, I. 369-70.
JOHNSTON, I. 239, 246, 360.
JOMINI (baron), I. 94, 187, 202.
JONINA (baronne DE), II. 188-189.
JOHNART, II. 241, 244.
JOUBERT (général), I. 219-220.
JUSSERAND, II. 33.

K

Kaboul, I. 40, 41, 216, 217.
Kaffri-Khirim, II. 108 (note).
KALLAY (baron DE), I. 199-200 ; — II. 73.
KALNOKY (comte), I. 189, 197 et sq., 263-290 *passim*, 422, 451-53 ; — II. 203.
KALTCHÉF, II. 255.
KAMPHÖVENER-PACHA (maréchal), I. 427, 439
Kandahar, I. 231.
KANEKO (baron), II. 16.

Kang-Oua I. 326.
Kang Yeou Ouei ou I. 338 ; — II. 128.
KAPNIST, I. 455, 457.
KARADJITCH (Vouk), II. 72.
Karateguin, I. 41.
KARA-THÉODORI-PACHA, I. 150, 152.
KARAVÉLOF, I. 156.
Karlsruhe, II. 178.
KAROLYI (comte), I. 94, 150.
Kars, I. 144.
Kassala, I. 360-61, 487.
Kastoria, I. 460.
Katanga, I. 359.
KATKOF, I. 122, 204, 257, 264, 286, 453.
KATSOURA (marquis), II. 126.
KAUFMANN (général), I. 41-42.
KAULBARS (général), I. 273, 278.
KAYSER, I. 371.
Kazan, II. 356.
Keelung (îles), I. 246.
Kélat, I. 43.
Keloung, I. 238.
KEMAL (Ismaïl), II. 320.
KERFF (VON), I. 371.
Kermanschah, II. 167 (note).
KETTELER (VON), I. 354-5.
KEUDELL (VON), I. 196, 265.
Key-West, I. 346.
Khabarovsk, I. 333.
Khakh, II. 108 (note).
KHAIREDDINE, I. 162-163.
Khanikine, II. 167-168, 170, 172-173
Kharbine, I. 334 ; — II. 126, 128
Kharpout, I. 435 ; — II. 324.
Khartoum, I. 236, 243, 360, 368.
KHEVENHÜLLER (comte), I. 100-101, 258, 264 ; — II. 81.
Khiva, I. 41-43.
Khodjent, I. 333.
Khokand, I. 41, 216.
KHÜN-HEDERVARY, II. 55.
Kiakhta, I. 333-4.
KIAMIL-PACHA, II. 82, 89.
Kiao-Tchéou, I. 330, 34, 37, 354.
Kichinev, II. 15.
KIDERLEN-WÄCHTER, I. 301, 452 ; — II. 63, 70, 79, 89, 156-157, 169-172, 175-181, 184-185, 188-192, 194-195, 199, 202, 204, 208-210, 215-216, 228-229, 231-232, 236-237, 239, 275, 277, 295-296, 323.
Kief, I. 293 ; — II. 356.
Kiel, I. 310, 417, 424 ; — II. 147, 263, 267, 322.
Kimberley, I. 359, 370-4, 427, 426.
KIMBERLEY (lord), I. 365, 380, 433.
KIM-OK, I. 328.
Kiou-Siou, I. 341.
KIPLING (Rudyard), I. 370.
KIRK (sir J.), I. 225, 245, 248.
Kirk-Kilissé, II. 234.
Kirniav, II. 108 (note).
Kissingen, I. 76, 265 ; — II. 178, 180-181, 184, 194.
KITCHENER (général lord, of Khartoum), I. 245-48, 365-6, 68, 369, 374.
Klek, I. 135.
KNOX, II. 129, 133.
KOKOVSTEFF, II. 128, 223, 329, 341.
Kolonia, II. 305.
KOMAROF (général), I. 250.
KOMOURA (baron), II. 15, 17.

Konakry, I. 410.
Kong (prince), I. 329, 338.
Koniah, II. 161-162.
Konopichté, II. 318, 346.
Kopp (cardinal), I. 429.
Korisa, II. 254, 267, 304-307.
Korostowetz, II. 131.
Kossanovitch, II. 73.
Kosovo, I. 461 ; — II. 214, 225.
Kossovopolié, II. 65.
Kotchane, II. 313-314.
Kotel, I. 119, 132, 156.
Kotonou, I. 224, 363.
Kouang-Chéou Ouan, I. 338.
Kouang-Sin, II. 128.
Kouang-Siou, I. 326, 338.
Koukouch, I. 459.
Kouldja, I. 40.
Kouline, II. 72.
Koumanovo, II. 234.
Kouriles (îles), I. 212, 326, 340.
Kourino, II. 9.
Kouropatkine (général), I. 455 ; — II. 4, 8-9, 11-12, 14, 62.
Koveit, I. 376 ; — II. 324.
Kovatchef (général), II. 259-260.
Krasnovodsk, I. 44.
Krauel (Dr), I. 261.
Kresna, I. 460.
Kruger (Paul, président du Transvaal), I. 218-219, 369-70 ; 372-3, 381-3-7, 390.
Krugersdorp, I. 370.
Krupp, II. 157.
Kühlmann (von), II. 25, 272.
Kullmann, I. 76.
Kuroki, II. 11.
Küsserow, I. 231.
Kustendil, II. 213.

L

Laborde, I. 224.
Labouchère (Henry), I. 366.
Laboulaye (baron de), I. 302, 306.
Lac... (voir *Baïkal*, etc.).
Ladmiraault (général de), I. 72.
Lado, I. 361, 368.
Ladysmith, I. 374.
Lagarde, I. 367.
Laird, I. 208.
Lamsdorf (comte), I. 333, 425, 455-6, 461, 462-4 ; 469 ; — II. 6-7-8-9, 15-16, 23-24, 35, 41-43, 51, 62-63, 76, 158.
Langken (von), II. 155, 179, 187, 190.
Lalessan (de), II. 47-48.
Lang (capitaine), I. 325.
Langénieux (cardinal), I. 429.
Langson, I. 238, 247.
Langwerth, II. 154.
Lansdowne (marquis de), I. 376-416 *passim*, 462-65 ; — II. 5, 8-10, 18, 21, 31, 47, 100-101.
Laos, I. 214, 409.
Lapenna, I. 166.
Larache, II. 52, 179, 181.
Larissa, I. 448.
La Rochefoucauld-Bisaccia (duc de), I. 79-80.
Lascelles (sir F.-C.), I. 384, 389 et sq.
Launay (comte), I. 150, 265.

Lausanne, II. 210, 254, 268, 303.
Laval, I. 51.
Lavissee (Ernest), I. 229.
Layard (sir H.-H.), I. 141, 145, 159.
Laybach (voir *Lioubliana*).
Lecoq (général), I. 439.
Ledochowski (Mgr), I. 76.
Lefebvre de Béhaine, I. 274.
Le Flô (général), I. 64, 86-89, 98, 107, 108, 109.
Lemnos, I. 466 ; — II. 212.
Le Myre de Villers (amiral), I. 214.
Length, I. 400.
Léon XIII, I. 429.
Léon (Hélie), II. 30.
Léon y Castillo, I. 403, 413.
Léonard, I. 369.
Léopold II (roi des Belges), I. 223-225, 245, 249, 361, 364.
Lepsius (Dr), II. 326-327.
Leroy-Beaulieu, I. 209.
Lesseps (F. de), I. 165, 350.
Leyds (Dr), I. 371-2.
Lewis (sir H.-C.), I. 209.
Lhassa, II. 107-108.
Liao-Ho, II. 7, 129.
Liao-Toung, I. 332-33 ; — II. 11, 16.
Liao-Yang, II. 11-12.
Liaskoviki, II. 304.
Liban, I. 122.
Liberia, I. 232.
Libreville, II. 190.
Libye (voir aussi *Tripolitaine et Cyrénaïque*), II. 198, 209, 211, 321.
Lichnowsky (prince), II. 20 (note), 239, 241, 245, 254, 351.
Liechtenstein (prince de), I. 457.
Liedekerke, I. 111-112.
Liéven (prince), II. 288.
Li-Hung-Tchang, I. 212, 215, 326-330-332, 334, 338, 355 ; — II. 3.
Liéou-Kiéou (îles), I. 213.
Lim, II. 64-65.
Liman von Sanders (général), II. 329, 331-332.
Limpopo, I. 245.
Lindequist, II. 190, 193.
Lingah, II. 168.
Lioubliana, II. 62, 74, 314.
Lisbonne, II. 26.
List, I. 230, 242, 294.
Livadia, I. 138, 213.
Livingsstone (D.), I. 223, 245, 360.
Lloyd George (David), voir *George*.
Loanda, I. 359.
Lobanof (prince), I. 331, 436, 438, 454.
Lobengula, I. 360.
Lodge, II. 134.
Loftus (lord), I. 22, 42, 138.
Logone, I. 364 ; — II. 190, 193.
Londres, I. 34-35-36, 42, 44, 49, 54, 77-78-79-80, 89, 104, 107, 113 ; — II. 5, 8, 82, 92, 100, 109, 185, 190 (note), 203, 238-239, 244-246, 249-250, 253, 256-257, 265-267, 280, 301, 303, 306, 309-310, 319, 323, 345, 351, 358, 364, 365-366.
Londres, (conférence de) [1871], I. 23, 35, 38, 50 ; (conférence de) [1885], I. 234-239, 410, 418 ; (convention de), [1881], I. 221.
Longworth, I. 349.
Lorraine, II. 307.

Lovtchen (mont), II. 313, 318.
LOUBET (Émile, président de la République), I. 406-7 ; — II. 19.
LOUIS (Georges), II. 183, 191, 216, 223, 282 (note), 287.
LOURENÇO-MARQUEZ, I. 219, 371-3.
LOWTHER (Gérard), II. 82, 205.
LUDENDORFF (général), II. 335.
LÜDERITZ, I. 233, 239, 248.
LUCARD (capitaine), I. 363.
Lulé Bourgas, II. 234.
Lunéville, II. 342.
LÜTZOW (comte), II. 64, 119.
Luxembourg (grand-duché), II. 365.
LUZZATTI, II. 198.
LYNCH, II. 162, 164, 325.
LYONS (lord), I. 35, 80, 231, 253-4, 256.
LYTTOZ (lord), cf. *BULWER*.

M

Masro, I. 212, 325.
Maccio, I. 162-163.
MACDONALD (sir John), I. 45.
Macédoine, *Macédoniens*, I. 432, 375, 431, 38, 455, 458-64, 466 ; — II. 58-62, 66-67, 71-79, 196, 212-214, 216, 219-221, 226, 229, 234, 238, 240, 242, 245, 250, 254, 255 (note), 256, 258-260, 269, 311, 344, 318.
MAC KINLEY (président des États-Unis), I. 343-52 ; — II. 14.
MACKINNON (sir W.), I. 245.
MAC LEAN, I. 400.
MAC-MAHON (maréchal de, président de la République), I. 48, 71-72, 79, 83, 85, 88, 101, 103, 109, 219, 227.
Madagascar, I. 221, 233, 247, 303, 400, 412 ; — II. 14.
MADERO, II. 134.
Madrid, I. 81, 82 ; — II. 44.
Madrid (conférence de), I. 227-228 (traité hispano-allemand de), I. 232.
MAFFEI (comte), I. 194-196.
Magdalena, II. 134.
MAHMOUD NEDIM, I. 121, 130, 133.
MAHMOUD-SAM PACHA, I. 169.
MAJORESCU, II. 235, 258, 327.
Majuba-Hill, I. 220, 245.
Majunga, I. 221.
MAKHAROF (amiral), II. 11.
MAKONNEN (ras), I. 367.
Melabra (cap), II. 240.
Malech, I. 460.
MALET (sir Ed.), I. 290, 379, 382.
MALLET (sir Louis), I. 77, 240.
Malte, II. 283.
Managua, II. 134.
Manche, II. 284, 286, 365.
Manchester, I. 24, 215.
MANCINI, I. 196, 199.
Mandalay, I. 215-216.
Mandchourie, I. 330-4, 37, 39, 354, 391, 95 ; — II. 4-12, 14, 17-18, 54, 98, 109-110, 128-129, 131, 141.
MANDELSTAM, II. 326.
MANGASCA (ras), I. 367.
MANGIN (commandant), II. 174.
Manille, I. 347-51.
MANNESMANN, II. 157.

MANTEUFFEL (maréchal de), I. 26, 59, 62, 64, 66, 68-69, 72, 138, 175-176, 178.
MARCHAND (comte), I. 338, 365, 367, 369, 383, 406.
MARGHILOMAN, II. 328.
MARGUERITE DE PRUSSE (princesse), I. 426.
Mariannes, I. 347, 352.
Maritsa, II. 233-234, 242, 302-303.
Marmara (mer de), II. 240.
Maroc, I. 226, 270, 359, 387, 391-398, 400-402, 408-410, 413, 425, 466, 470 ; — II. 18-22, 24-27, 29-34, 37-40, 45-46, 48, 53, 83, 103, 151-154, 156-157, 167, 175, 177-185, 189, 192-193, 195, 199, 201-202, 294.
Marrakech, II. 153.
Marsa (traité de la), I. 165.
MARSCHALL VON BIBERSTEIN, I. 299, 371, 379, 382, 390, 428, 458, 461, 465 ; — II. 63, 65, 67, 69, 74, 79, 84, 94, 164-165, 172, 200, 203-205, 282.
Marseille, II. 279.
Marsivan, I. 433.
MARTENS, II. 15.
MARTIN (H.), I. 229.
MASARYK, II. 62, 75.
Massaouah, I. 249, 360-1.
Mashonaland, I. 360.
Matabellés et *Matabelléland*, I. 245, 360.
MAUCHAMP (Dr), II. 153.
Mauritanie, II. 153.
MAXWELL, I. 363.
Mazagan, II. 52.
MAYER (Georg L. von), II. 17.
MEAD, I. 239.
Médine, I. 224.
Méditerranée, I. 268-70, 286, 305, 392, 417, 422 ; — II. 69, 146, 177, 193, 197, 201, 207, 209, 212, 238, 254, 278, 283-284, 286, 289-290, 292, 296, 304, 321.
MÉHÉMET-ALI (pacha d'Égypte), I. 360.
MÉHÉMET-ALI (général), I. 142, 150, 157.
Mékong, I. 213, 215, 247, 251, 325.
Melbourne, I. 47.
MÉLIKOF (Loris), I. 186.
Melilla, II. 21, 412-3, 415.
Melnik, I. 459.
Melun, I. 105.
MENABRÉA (général), I. 198, 266.
Menam, I. 412.
MÉNARD (amiral), I. 425.
MENEZBI (el), I. 401.
MÉNÉLIK (souverain de l'Éthiopie), I. 225, 312 et sq.
MENSDOERFF (comte), II. 254.
Mer... [voir *Méditerranée*, de *Behring...*]
MERY (von), II. 200, 247, 253, 264.
Mersina, II. 162, 215.
Merv, I. 42-43, 216-217, 250.
Mésopotamie, II. 59, 161-162, 164, 166.
Mesta, II. 269.
Melkoviitch, II. 74.
Metsovo, II. 242.
METTERNICH (comte Wolf), I. — voir *WOLFF*.
Metz, I. 25, 48, 50-53, 73, 75, 228, 421, 425 ; — II. 342.
Meuse, I. 274, 426.
Mexique, I. 341-2 ; — II. 127, 134.
Mexique (golfe du), II. 132.
MICHEL (grand-duc), I. 27.
MICHEL (évêque de Belgique), I. 202.
MIDHAT-PACHA, I. 134, 139, 159.

Midia, II. 240, 249-250, 266, 301.
 MIJATOVITCH, I. 199.
Mikhailovsk, I. 333.
Milan, I. 102.
 MILAN (prince, puis roi de Serbie), I. 140, 200-201, 203, 240, 258, 264, 375, 422; — II. 60.
 MILIOUKOF, II. 255.
 MILIOUTINE (général), I. 97, 138, 149, 173-174, 177.
 MILNER (sir Alfred, puis lord), I. 245, 372-4.
 MILOVANOVITCH, II. 90, 217, 219.
 MINGHETTI (M.), I. 190-191.
 MIOT (amiral), I. 221.
 MIQUEL, II. 29-30 (note).
 MIRIBEL (général DE), I. 309, 317.
Mitrovița, I. 201, 463; — II. 60, 64-66, 239, 242, 311-312.
 MIZON, I. 364.
Mogador, II. 52, 177, 179, 181-182.
 MOHAMED-ALI (Mahdi), I. 235, 360-70.
 MOHAMMED-SADOUK (bey de Tunisie), I. 161.
 MOHRENNHEIM (baron DE), I. 297-98, 307-309.
Moldavie, I. 25.
 MOLLINARY (général baron DE), I. 124-125, 128, 130.
 MOLTKE (général DE), I. 319; — II. 36, 84-86, 88, 237, 243, 296, 317, 335-336, 341, 360, 364.
 MOLTKE (feldmaréchal DE), I. 51, 68, 96, 102, 107, 178, 181, 289.
Monastir, I. 458-463; — II. 114, 214, 225, 242, 255, 309.
Monda, II. 193.
 MONDEL, (général), I. 125.
Mongolie, I. 333-334; — II. 7, 110, 131.
 MONIS, II. 175, 182.
 MONSON (sir Ed.), I. 367-9, 388, 405.
Montagne Noire, II. 239.
 MONTEBELLO (comte DE), I. 309-10, 316-17.
Monte-Carlo, I. 314.
 MONTEIL, I. 363-64.
Monténégro, I. 93, 126, 128-131, 134-137, 140, 146, 153, 264, 420, 460; — II. 57, 61, 76, 82, 84-85, 115, 218-219, 221, 225-226, 230-231, 236, 239, 245-247, 251, 253, 312.
 MONTERO RIOS, I. 347.
 MONTOJO (amiral), I. 347.
 MONTS (comte DE), II. 70, 114, 119.
Morava, II. 60, 64.
Moravie, II. 80.
 MORGAN (J. P.), I. 345.
 MORGENTHAU, II. 308, 329.
 MORIER (sir Robert B. D.), I. 260.
 MORLEY (John), I. 22, 47; — II. 366.
Moscou, I. 202, 304, 334; — II. 72, 356.
Moselle, I. 426.
 MOSSOUL, I. 161.
Mostar, II. 73-74, 314.
 MOTONO, II. 131.
Moukden, II. 4, 7, 12, 14, 25.
 MOUKHTAR-PACHA, I. 252.
Moulai-Abu-Sallum, I. 413.
 MOULAI-EL-MALEK, II. 26.
 MOULAI-HASSAN (sultan du Maroc), I. 226.
 MOULAI-HAFID, II. 153, 155-156, 175-176.
Moulouya, I. 403, 413.
 Mount Hampden, I. 360.
 MOURAD V, I. 133.
 MOURAVIEF (comte), I. 337, 388-90, 447, 454-57, 460, 466, 468, 470; — II. 15.
 MOUSTAFA (ministre du Trésor tunisien), I. 161-163.

Moustafa pacha, II. 303.
 MOUY (comte DE), I. 150, 265.
 MOUY (baron DE), I. 445-2.
 MOUZAFFER, I. 376.
Mozambique, I. 223, 360-2, 373; — II. 344.
 MÜHLBERG, I. 391-3; — II. 28.
Munich, I. 76.
 MUNSTER, (comte, puis prince), I. 79, 179-180, 184, 237, 262, 274, 298, 308, 319, 426.
Mürzsteg, I. 463-65; — II. 57, 59, 61-63, 115-117.
Mush, I. 433.
 MUTSU, I. 330.
Mytilène, I. 466; — II. 207, 303, 306-307.

N

NADAILLAC (DE), I. 80.
Nancy, I. 319, 50, 59, 61, 63, 66, 68, 73, 75; — II. 342.
Nankin, II. 130-131.
Nantes, I. 81; — II. 232.
 NAPOLEON III (empereur des Français), I. 22, 27, 48, 100, 104.
Narva, I. 301 (note).
 NASR ED DINE, I. 376.
 NASTITCH, II. 75.
Natal, I. 219, 220, 373.
Nedjed, I. 376.
 NEKLIUDOF (DE), I. 286; — II. 219, 222-23, 225-26, 262.
 NELIDOF (DE), I. 257, 390, 433, 436-37, 456; — II. 41-42, 105-106.
 NÉMITS, II. 333.
 NEMOURS (duc DE), I. 87.
 NÉRATOF, II. 183, 201-202, 204, 224-225, 333.
Nerchinsk, I. 333; — II. 131.
 NEUFLIZE (baron DE), II. 324.
 NAUMANN, I. 294, 453.
Neuwied, II. 320.
New York, II. 15, 17, 109.
N'goko-Sangha, II. 157, 180.
Nicaragua, I. 232; — II. 133-134.
Nich, I. 144-153, 258; — II. 60, 66, 268.
 NICOLAS I^{er} (empereur de Russie), I. 98.
 NICOLAS (grand-duc), I. 142.
 NICOLAS (tsarevitch), I. 297.
 NICOLAS II (empereur de Russie), I. 315-16, 319, 333-34, 355, 422 et sq., 450, 454-56, 446 et sq.; — II. 3, 6, 9, 11, 13, 15-17, 23-24, 34-35, 37, 41-43, 66-67, 82, 84, 87, 95-96, 117, 128, 144, 160, 166, 170, 172, 191, 211, 220, 225-26, 229, 242, 259, 261, 288, 290, 312, 328-29, 332, 334, 342, 350, 356-59.
 NICOLAS MIKHAILOVITCH (grand-duc), I. 286.
 NICOLAS DE GRÈCE (prince), II. 256.
 NICOLAS I^{er} (prince, puis roi de Monténégro), I. 126, 134, 153; — II. 247, 312-313.
 NICOLSON (sir Arthur), II. 95, 97, 107, 173, 226, 282.
Niger, I. 245, 247, 250, 337, 363-4, 383, 398-99, 409; — *Niger* (commission du), I. 364 et sq.; — *Niger* (C^{te} royale du), I. 245.
 NIGRA (comte), I. 84.
Nijni Novgorod, I. 286.
 NIKITA (voir Nicolas de Monténégro).
 NIL, I. 236, 249 et sq., 283, 338, 360-70, 389, 398, 400, 408-09, 417.
Nîmes, I. 73.
Niou-Chouang, I. 330, 39; — II. 4, 7.

NOAILLES (v^{te} DE), I. 84, 85.
 NODZU, II. 11.
 NOGI (général), II. 11.
 NOIRE (mer), II. 9, 12, 69, 114, 158-159, 161, 222, 234, 240, 250, 254, 279, 289, 292, 303, 325, 330, 332-333.
 NORADOUNGHIAN, II. 208.
 NORD (mer du), II. 102, 146, 181, 278, 283, 289-290.
 NORTHBROOK (T. G. Baring, lord), I. 216.
 NORTHCOTE (sir Strafford, plus tard lord Iddesleigh; cf. ce nom), I. 45, 254-255.
 NOSSI-BÉ (île), I. 221.
 NOTHOMB (baron), I. 107.
 NOUKA-HIVA, I. 340.
 NOUR-VERDIAN, I. 217.
 NOUVELLE-BRETAGNE (archipel Bismarck), I. 239.
 NOUVELLE CALÉDONIE, I. 247.
 NOUVELLE GALLES DU SUD, I. 246.
 NOUVELLE GUINÉE, I. 239, 246, 248, 340, 352.
 NOUVELLE ZÉLANDE, I. 374.
 NOUVELLES HÉRIDES, I. 246-47, 408, 411.
 NOVIKOF (DE), I. 33.
 NOVIPAZAR (sandjak de), I. 140, 147, 152, 155, 187, 188, 200; — II. 60, 63-65, 77, 120, 219.
 NUBAR PACHA, I. 166-167.
 NUREMBERG, II. 363.
 NYASSA (lac), I. 360.

O

OB, I. 333.
 OBNORSKI, II. 312.
 OBOCK, I. 225, 247, 361.
 OBRÉNOVITCH (Michel), II. 217.
 O'BRIAN, II. 127.
 ORROUTCHEF (général), I. 155, 288, 310, 312-14.
 Océans (voir *Pacifique*, *Indien* etc.)
 Océanie, II. 187-189.
 O'CONOR, I. 462.
 ODESSA, I. 334, 463; — II. 356.
 OGOUÉ, I. 224-240.
 OKHRID, II. 114, 213, 220, 245, 248, 255, 257.
 OKU, II. 11.
 OKUBO, I. 326.
 OKUMA, I. 328.
 OLDENBOURG (prince Pierre d'), I. 64.
 OLNEY, I. 343-4.
 OMAR (EL-HADJI), I. 324.
 OMDURMAN, I. 369.
 OMSK, I. 333.
 ORANGE, I. 360, 372.
 ORLOF (prince), I. 41, 71-72, 75, 94, 97, 103, 113, 179.
 OSBORNE, I. 293.
 OSMAN-PACHA, I. 127, 142, 143.
 OSMANIE, II. 165.
 OSSOUR, II. 305.
 OSTEN-SACKEN (comte), I. 389-90; II. 22, 48, 65-66, 76, 93, 95, 119, 202, 204.
 OTRANTE (canal d'), II. 238, 321.
 QUADAI, I. 369, 400.
 QUADALAÏ, I. 360.
 OUBANGHI, I. 364-65, 400; — II. 192-93.
 OUDIA, I. 408; — II. 153.
 OUEÏ-HAÏ-OUEÏ, I. 330-31, 338, 394.
 OUGANDA, I. 250, 360.
 OUKHTOMSKY (prince), I. 334.

Oupolou, I. 352.
 Ourga, I. 333; — II. 131.
 OUSSOURI, I. 333.
 OUVATS, II. 64, 65.
 OYAMA (maréchal), II. 11-12.
 OYAPOCK, I. 344.
 OYSTER BAY, II. 15.
 OZENNE, I. 77-78.

P

PACHITCH (Nicolas), I. 120, 200, 202; — II. 84, 217, 233, 256, 258-259, 309-313, 347.
 PACIFIQUE (océan), I. 250, 340-352; — II. 6, 17, 125, 127-128, 132.
 PADERBORN, I. 76.
 PAGNY-SUR-MOSELLE, I. 275.
 PAGO-PAGO, I. 352.
 PALÉOLOGUE (Maurice), II. 356, 359.
 PALESTINE, II. 326.
 PALITZINE (général), II. 104.
 PALLAIN, I. 237.
 PALLAVICINI (marquis), II. 55, 65, 89, 205, 303.
 PAMIR, I. 332.
 PAMPHYLTIE, II. 322.
 PANAFIEU (DE), II. 223.
 PANAMA, I. 316, 342, 350-51; — II. 132-34.
 PANAS, II. 218.
 PANTCHEVO, II. 314.
 PAO-TING-JOU, I. 353.
 PARIS, I. 35-36, 48, 50, 53-55, 57-58, 61-66, 71-73, 80, 82, 84, 89, 94-96, 100, 105, 107, 112-14; — II. 5, 38, 82, 88, 105, 109, 131, 186-7, 189, 191, 203-04, 223, 249-50, 306, 323-25, 339, 345, 361-62; — *Paris* (capitulation de), I. 47; — *Paris* (congrès de), 21, 89; — traité de), 23, 26, 31, 39, 47, 54, 115-116, 353.
 PARKES (H.), I. 212 (note).
 PARNIERIS, I. 219.
 PATENÔTRE, I. 238.
 PATMOS, II. 215.
 PAU, I. 103.
 PAUNCEPOTE (sir Julian), I. 350, 471; — II. 134.
 PAVLOF, I. 327.
 PAYS-BAS, I. 226.
 PEARL HARBOR, I. 351-52.
 PEDRO (don, empereur du Brésil), I. 348.
 PÉKIN, I. 213, 333-4, 337, 353-355, 377; — II. 4, 6, 128, 131-32.
 PÉLAGONIE, I. 463.
 PEMBA, I. 223.
 PENDJEH, I. 250-1.
 PÉRIN, I. 210 (note).
 PÉRISTERI, I. 463.
 PÉROU, I. 342.
 PERPONCHER (comte), I. 76.
 PERRY (commodore M. C.), I. 340.
 PERSE, I. 147, 149, 375-76; — II. 87, 106, 108, 110, 138, 151, 160, 162-163, 166-173, 274, 290.
 PERSIQUE (golfe), I. 376; — II. 59, 82, 106, 162, 164-166, 168, 324-326.
 PESCADORES, I. 138, 330-1.
 PESHAVAR (conférence de), I. 216, 257.
 PEST, II. 63, 80.
 PEST (conférence de), I. 468.
 PETCH, II. 242, 245.
 PETERS (Dr), I. 239, 248, 250.
 PÉTCHILI, I. 238, 334.
 PHILIPPINES, I. 347-53; — II. 127.

Philippopoli, I. 258, 277 ; — II. 69.
PHILIPPOVITCH (général), I. 154 ; — II. 73.
PHILIPS (Lionel), I. 369.
PHIPS, I. 365 (note).
PIAVI (Mgr), I. 427, 429.
PICHON (Stephen), II. 81-82, 91-92, 155, 165, 172, 194, 244, 266-268, 302, 304, 324, 330.
PIE IX, I. 82-83.
Piémont, II. 62, 86, 263.
PIERRE I^{er} (roi de Serbie), II. 60-61, 259, 313.
PIERRE (amiral), I. 221.
PIETRI, II. 187 (note).
Pinde, II. 248, 254.
PINTO (Serpa), I. 360.
Pirée, I. 447.
Pirin, I. 460.
Pirot, I. 144, 153.
PIROTCHANATS, I. 199, 200, 201.
Pise, II. 210, 295.
PLANTIER (Mgr), I. 73.
PLATT, I. 349.
Plava, II. 309.
PLEHVE (DE), II. 8, 15.
Pléna, I. 127, 142-144.
POBEDONOTSEF, I. 202, 432-7, 453, 467.
POINCARÉ (Raymond), II. 118, 194, 205-207, 210-211-212 (note), 216-217, 222-223, 227-235, 238-239, 241, 244, 251 (note), 266, 268, 283-284, 287, 290-292, 306, 332, 351-352, 356, 365.
POKLEVSKI, II. 328.
POLIGNAC (prince DE), I. 105.
POLK (président des États-Unis), I. 342.
POLLIO (général), II. 296.
Pologne, I. 272, 303, 393 ; — II. 144, 367.
Pondoland, I. 250.
Port-Arthur, I. 329, 331-2, 337-338 ; — II. 3, 4, 7, 10-12, 16-17, 25.
Port-Baltique, II. 228, 290.
PORTER, I. 340.
Port-Hamilton, I. 324, 330.
Port-Saïd, I. 334.
Porto-Novo, 363.
Porto-Rico, I. 345-50.
Portsmouth (Angleterre), I. 417 ; — *Portsmouth* (États-Unis), II. 14-17, 110, 125, 127, 129.
Portugal, I. 212, 242, 225, 240, 245, 248, 324, 359-60 ; — II. 344.
Potsdam, II. 170-173, 196, 345, 358.
Posen (Poznan), I. 76.
POTIOREK (général), II. 315.
POURTALES (comte DE), II. 66, 69, 76-77, 84-85, 87, 95, 160, 167, 169-172, 207, 217, 244, 331, 356.
POUTNIK, II. 256.
POUYER-QUERTIER, I. 56, 65.
Prague, II. 62.
Prémici, II. 304.
Prespa, II. 305.
Prétoria, I. 219-220, 371, 374.
PRÉTORIUS, I. 220.
Preveza, I. 158 ; — II. 200, 242.
Prichtina, II. 242.
PRINETTI, I. 402, 420.
PRINTSIP, II. 315, 346.
Prizren, II. 66, 219, 239, 245, 309, 313.
PREVALSKY, I. 332.
PROKESCH-OSTEN, I. 124.
Prusse, II. 144

Q

QUADT (VON), II. 166, 172, 258
Queensland, I. 239.

R

RABAH, I. 364.
Rabat, II. 52, 153, 175.
Racconigi, II. 117-121, 160, 196, 209.
RADEZKY (feldmaréchal), I. 124.
RADOLIN (prince DE), I. 456 ; — II. 27-33, 40, 44, 47, 51, 82, 154.
RADOSLAVOF, II. 259, 265.
RADOWITZ (DE), I. 105, 106, 108-109, 140, 150, 156, 159, 175, 177, 230, 178, 404 ; — II. 21-22, 44, 58 *passim*.
RADZWILL (prince et princesse), I. 111.
Raguse (Dobrowatznik), I. 130, 131, 157.
RAMPOLLA (cardinal), I. 429.
Rand, I. 359.
RANKE, I. 59.
RANTZAC, I. 287.
Ras-Agula, I. 413.
RAUCH (baron), II. 74.
RAYNAUD, II. 154.
Reichstadt (accords ou entrevues de), I. 135-37, 140, 143, 145, 456 ; — II. 63, 80.
REGNAULT, II. 44.
Reims, I. 85.
RÉMUSAT (Ch. DE), I. 81, 95, 96.
RENAN (Ernest), I. 84.
REPINGTON (colonel), II. 101.
Resna, II. 70.
REUTER (Julius DE), II. 106.
REUSS (prince Henri DE), 26, 27, 29, 31, 93, 178, 187, 263, 276-78, 285, 287, 452.
Reval, II. 67-69, 71, 80.
RÉVOIL, II. 38, 44, 46, 48-50, 324.
Rhin, I. 262-63, 289, 294 ; — II. 296.
RHODES (Cecil), I. 245, 359-60, 369-70-71 ; — II. 207, 215, 240, 254, 303, 307, 321.
Rhodope, II. 220, 256, 261, 269.
RIAZ, I. 168-169.
RIBOT (Alexandre), I. 302, 306, 309-10-11-12-13-14, 316, 398 ; — II. 341.
RICHTHOFEN (baron DE), I. 330, 332, 394, 426 ; — II. 22.
RIFAAT-PACHA, II. 207.
RING (baron DE), I. 169.
Rio de Oro, II. 21.
RIPON (G. F. S. Robinson, marquis DE), I. 217.
RISTITCH, I. 134, 199 ; — II. 214.
RITTER, II. 322.
RIVIÈRE (commandant), I. 214.
RIZOF, II. 217, 219.
ROBERTS (général sir F. Sleigh, puis lord), I. 217, 251, 374.
ROBILANT (DE), I. 264 et sq.
ROBINSON (sir Hercules), I. 219-230, 370.
Ror de la Dormition de la Vierge, I. 429.
ROCHEFORT (Henry), I. 165, 253.
ROCHES (L.), I. 161.
RODITCH (général), I. 124, 125, 128, 129.
RODOLPHE (archiduc héritier d'Autriche), I. 203, 276.
Rodosto, II. 240, 250.
Rogozna, II. 65.
ROHLFS, I. 239.
ROJDESTVENSKY (amiral), II. 42-44, 22

ROMAÑONES (comte de), I. 403.
 ROMANOVSKI, II. 249, 224, 226.
Rome, I. 32, 82, 85, 101-102, 107, 198, 265, 417, 429; — II. 88, 119, 145, 205, 295, 306, 320, 322.
 ROOSEVELT (président des États-Unis), I. 245-53; — II. 14-17, 18 (note), 32, 34, 45, 48-49, 51-52, 127, 132.
 ROOT (Elihu), II. 17, 51, 128-129.
 ROSCHER (G.), I. 209.
 ROSEBERRY (lord), I. 243, 260-61, 329, 331, 358, 366, 377-80-84, 427, 441, 468; — II. 13.
 ROSEN (baron von), II. 9, 15, 38-39, 153-154.
 ROSENBERG (von), II. 200.
 ROSSI (AL.), I. 284.
Rosyth (baie de), II. 146.
 ROTHSCHILD (DE), I. 167-8, 304, 384.
 ROTSTEIN, I. 333.
Rouen, I. 56.
Rouge (mer), II. 12.
Roumanie, I. 120, 124, 127, 135-142-143, 147, 148, 153, 199, 200, 278, 417-18, 423; — II. 79, 94, 216, 222, 235-236, 240, 242-245, 252, 254-255, 257-258, 260, 262-263, 269, 297-298, 302, 304, 311, 313-314, 316-318, 326-329, 363-364.
Roumèlie orientale, I. 152, 155, 257-259, 279-81; — II. 60.
 ROUSSOS, II. 215.
 ROUSTAN, I. 162-165.
Routchouk, II. 269.
 ROUVIER, II. 28-33, 39-45, 48, 51.
Rovno, I. 293.
 RUCHDI-PACHA, I. 156.
 RUDINI (marquis de), I. 304, 410-20; — II. 49.
 RUMBOLD (sir Horace), I. 440.
 RUSSELL (lord John), I. 44.
 RUSSELL (Oddo, devenu lord Amphil), I. 34-74, 130, 184.

S

SABOUROF, I. 179, 181, 182, 186-188, 204.
Sadowa I. 90.
Sagallo, I. 298.
 SAGASTA, I. 346.
Sahara, I. 359, 364, 403.
 SAID PACHA (vice-roi d'Égypte), I. 165; — II. 203.
 SAÏD HALIM, II. 208.
 SAÏGO, I. 326.
Saïgon, I. 215; — (traité de), I. 214.
Saint-Jean, I. 350.
Saint-Jean de Medua, II. 65, 235.
Saint-Petersbourg, 213; II. 2, 7, 13, 35, 40, 62 (note), 75, 82, 84, 87-88, 90-91, 111, 131, 160-161, 164, 166, 173, 195, 204, 222-223, 233, 245, 257, 265, 266, 290, 292, 306, 312, 334, 355-356, 360-361.
 SAINT-RENÉ TAULANDIER, II. 24.
Saint-Siège, I. 82-86, 190, 428 et sqq.
Saint Thomas (île), I. 350.
 SAINT-VALLIER, I. 59-60, 62, 64, 66-67-68, 150, 227.
Sakhaline (île), I. 212, 325-326; — II. 16-17, 126.
 SALISBURY (Robert Cecil, marquis de), I. 86, 139-163 *passim*, 244-292 *passim*, 324, 337, 339, 344, 350, 360, 363, 365, 368, 373, 375, 378, 380, 384-87, 390 et sq., 404, 418, 422, 427, 436, 438-41, 450, 456, 468.

Salonique, I. 133, 149, 155-56, 458-461, 63; — II. 55, 59-61, 65, 70, 78, 201, 210, 214, 220, 236, 248, 254-57, 306, 311, 315.
Salvador, II. 133.
Salzbouurg (entrevue de), I. 91-92.
Salzbouurg, I. 91; — II. 78, 114, 197.
Salzbrunn, II. 309.
Samarkand, I. 333.
Samoa (Iles), I. 230, 246, 248, 292, 352, 374, 387, 390.
 SAMORY, I. 247, 250, 362-3.
Samos (île), II. 207.
Samothrace, II. 242.
Samsoun, II. 324.
 SANDERSON, I. 392.
Sandrigham, I. 394.
San-Francisco, II. 127.
Sangha (rivière), I. 364; — II. 184, 187, 190, 192-193.
 SAN GIULIANO (marquis de), II. 196-201, 207, 210, 245, 247-248, 253, 262-264, 267, 294-295, 297, 306, 313, 318, 320-322.
San Juan (rivière), II.
San Stefano (traité de), I. 146, 152, 431, 460-461; — II. 158, 161, 218, 222, 255.
Santa-Lucia, I. 239, 250.
Santiago (de Cuba), I. 347.
Santi-Quaranta, II. 306.
 SARAFOF, I. 460-461, 463.
Saratievo, I. 126-27, 154; — II. 60, 62, 73-74, 314-315, 340, 345-347, 349, 352.
Sarawak, I. 246.
Sardaigne, II. 206.
Sarrebourg, I. 52, 73.
Sasebo (île), II. 10.
Satsuma, I. 326.
 SAÛRMA (baron), I. 427.
 SAINT-SAVA, 73.
Savage (Iles), I. 352.
Save (rivière), II. 74, 90, 311.
Saverne, II. 343.
 SAYOF (général), II. 255, 260, 262-263.
Say, I. 363.
 SAZONOF, II. 118, 131, 168-172, 196, 204-205, 207, 210, 212, 216-217, 226-234, 236, 238-241, 243-247, 249-250, 255, 258-259, 261-262, 264-269, 290-292, 298, 302, 306, 313, 321, 326-334, 339-340, 352, 354-360, 362.
 SCHEMUA (général), II. 237.
 SCHILLING (baron), II. 846.
Schirmack, I. 52.
Schlangenbad, I. 65.
 SCHLIEFFEN (général von), I. 426; — II. 360.
 SCHNEBELÉ, I. 275, 297.
 SCHÖEN (von), II. 26, 58, 67, 70-72, 78-81, 83, 89, 114, 165-168, 176, 179, 181-182, 189-191, 323-324, 346 (note), 361.
 SCHÖNAICH, II. 56.
Schönbrunn, II. 82, 295, 314, 319.
 SCHWABACH (von), II. 192.
 SCHWEINITZ (général de), I. 36, 125, 134, 132, 138, 171, 173, 177, 179, 184-185, 187, 302, 204, 218, 237, 278, 297, 301, 305-06.
 SCHWENINGER, I. 182.
 SCOTT (sir E.), I. 454.
Scutari, I. 157, 457; — II. 65-66, 224, 225, 237, 239, 242, 245-247, 249, 309, 319-321.
Sebou, I. 403, 411.
Sedan, I. 48.

- SEELEY (J. H.), I. 212.
 SELOUS ou SELOUSI, I. 245, 360.
 SELVES (DE), II. 182, 187, 190-191, 194, 201-202.
Sénégal, (fleuve d'Afrique), I. 239.
Sénégal (colonie française du), I. 224.
Seoul, I. 213, 324, 326-27-28-29; — II. 3, 125, 129.
Serbie, I. 120 126, 134-138, 146, 153, 199-201-203, 258, 260, 264, 276, 278, 280, 375, 422-23, 440, 452, 460-463; — II. 57-58, 60-62, 65, 72, 76-79, 82, 84-96, 115, 214, 218-221, 223, 226, 231, 233, 235-239, 243, 245-246, 251-252, 256-264-, 264, 269, 291, 309-315, 315, 317-318, 328, 347-357, 361-363, 367.
Serbie (Vieille), II. 58, 61, 341.
 SERRANO (maréchal), I. 81, 82.
 SERVER-PACHA, I. 129.
Servia, II. 234.
 SEWARD, I. 323, 340-1.
 SEYMOUR (amiral F. B. P., lord Alcester), I. 170 354.
 SHEPSTONE (sir G.), I. 218.
Shimonoseki, I. 330-331, 333, 356; — II. 314.
Siam, I. 211, 325, 377, 396, 400, 401, 407-409, 412; — II. 5.
Sibérie, I. 332; — II. 4.
Sibiriou, II. 316.
 SIEGHART, II. 56.
 SIEMENS (VON), I. 390.
Sierra-Léone, I. 224, 245, 359, 363.
Sí-Kiang (fleuve), I. 338.
Sikim, I. 248.
Silistrie, I. 153, 174; — II. 222, 235, 240, 245, 248.
 SILVELA, I. 389, 403-04.
Simla, I. 132.
 SIMON (Jules), I. 69, 226, 227.
Sinaïa, II. 319.
Singapour, II. 5.
Sion-Vaudémont, I. 75.
Sivas, II. 324.
 SKERLEZ (baron), II. 314.
Skierniewse (entrevue de), I. 204.
 SKORELEF (général), I. 142, 144, 198, 217.
Skoplié (voir *Uskub*).
 SKOULODIS, I. 448.
Slavonie, II. 61-62, 74, 230, 314.
Slesvig-Holstein, II. 100 (note).
Sliynitza, I. 258.
 SMUTS (général), I. 374.
Smyrne, I. 157-58; — II. 59, 215, 307, 322, 330, 332; — *Smyrne-Aidin* (chemin de fer de), I. 376.
Sobat, I. 367.
Sofia, 139, 151, 202, 264, 282, 454-57-58, 460-461, 463; — II. 60, 89, 118, 214, 218-220, 223, 225-226, 234, 256, 259, 263, 267.
Sokoto, I. 245, 364, 408-09.
 SOLMS (baron DE), I. 418.
Somalis (pays des), I. 249, 298, 361.
Sombor, II. 314.
Song-Koi (fleuve), 213-214.
 SONNINO (baron), I. 196; — II. 121.
 SOPHIE DE HOHENZOLLERN (princesse royale, puis reine de Grèce), I. 443; — II. 268.
 SOREL (G.), I. 229.
 SOSNOVSKI, I. 333.
Souakim, I. 246.
Soudan, I. 246-247, 249, 363, 375, 410.
Sous, I. 403.
 SOVERAL (marquis DE), I. 373.
 SPALAKOVITCH, II. 219, 225 (note), 309.
Spalato (voir *Split*).
 SPEE (amiral VON), II. 352.
 SPENCER (Herbert), I. 468.
Spion Kop, I. 374.
 SPITZER, II. 192.
Split (Spalato), II. 61, 74, 314.
 STAAL (baron DE), I. 468-9.
Stamboul, II. 58, 240, 302.
 STAMBOULOF, I. 259, 423.
 STANLEY, I. 222, 225.
 STARTCHÉVITCH (Anté), II. 61.
 STEAD (W.), I. 467.
 STEED (Wickham), II. 55, 64, 75, 206, 308, 314.
 STEEG (Louis), I. 461.
 STEIN (président), I. 372.
Stettin, II. 390.
 STILO (cap), II. 305.
 STOLBERG (comte DE), I. 178, 181.
 STOLETOF (général), I. 216.
 STOESEL (général), II. 11.
 STOLYPINE, II. 75-76, 146, 169.
 STORCH (général), I. 231.
Strasbourg, I. 52, 65, 73, 421.
 STRATIMIROVITCH (général), I. 124, 125.
 STREIT, II. 258.
 STREMOONKOF, I. 30.
 STROSSMAYER (Mgr), II. 62.
Strouma, I. 459-60; — II. 220, 256, 261, 269.
Stroumitza, I. 459; — II. 213, 257, 265, 269.
 STROUSSBERG, I. 201.
 STÜRCKH (VON), II. 310, 252.
 STUMM (VON), II. 150.
Stuttgart, II. 76.
Sud-Ouest africain, II. 276.
Suez (canal de), I. 116, 143, 165-166, 171, 262, 341, 350, 411; — II. 13, 21, 286.
 SULEYMAN-PACHA, I. 142, 144.
Sumatra, I. 340.
 SUMNER, I. 45.
 SUN YAT SEN, II. 128, 130.
 SÜYEMATSU (baron), II. 126, 3 (note).
 SVERBEÏEF, II. 326.
Swinemünde, II. 111, 188.
Syn-Daria, I. 41.
Syrie, I. 137; — II. 324, 326.
 SZECHENYI (comte), I. 185, 457, 462.
 SZECSEN (comte), II. 361.
 SZÖCSENYI, II. 63, 81, 236, 246, 252, 263, 268, 322, 354.

T

- Tabris*, II. 166, 170.
Tachkent, I. 333.
Tafilalet, II. 153.
 TAFT (William H., président des États-Unis), I. 349; — II. 127, 132-133.
Tahiti, I. 352.
 TAKAHIRA, II. 15.
 TALAAT BEY, II. 307-308.
Ta-Lien Ouan, I. 337.
 TALLEYRAND-PÉRIGORD (duc DE), I. 111-12.
Tanganyika (lac), I. 360-61.
Tanger, I. 203, 400, 401, 414; — II. 24-27, 37-39, 44, 52, 113, 154, 175.
 TATISCHEF, I. 404.

- TATTENBACH (comte de), I. 388; — II. 28-29, 39, 44.
 TAUBE (baron M. de), I. 454; — II. 68-69, 111.
 TAURUS, II. 161-163.
 TCHABRINOVITCH, II. 315, 346.
 Tchad (lac), I. 245, 247, 250, 359, 362 364, 368, 398-9, 409-10.
 Tchang-Tchoun, II. 17, 128.
 TCHARYKOF, II. 160, 198 (note), 202, 204, 211, 224.
 Tchataldja, II. 237, 242, 249, 255, 257.
 Tché-Fou (traité de), I. 212.
 Tchemoulpo (voir Chemoulpo).
 TCHERKATZKI (prince), I. 155.
 TCHERNAIEF (général), I. 139.
 Tchi Li, I. 326.
 TCHING (prince), II. 6.
 Tchita, I. 333-4.
 Tchoung-King, I. 212.
 Tchouvaï, II. 314.
 TEGETHOF (amiral), I. 124.
 Téhéran, II. 166-167, 170, 172-173.
 Tel Helif, II. 161, 165.
 Telissou, II. 11.
 Tell-es-Kébir, I. 172.
 Témès, II. 328, 355.
 Temesvar, II. 237.
 Tenedos (île), II. 212, 306.
 Terre-Neuve, I. 232, 400, 408-12.
 Tétouan, II. 52.
 TEUTSCH, I. 53.
 TEWFIK (khédivé d'Égypte), I. 167 170, 437; — II. 70.
 Texas, I. 346, 351.
 THANN (général von der), I. 74.
 Thassos (île), II. 269.
 THEOTOKIS, I. 444; — II. 258.
 THOMSON (colonel), II. 321.
 Thessalie, I. 123, 135, 144, 147, 158, 159, 441, 449-50.
 THIELE, I. 31.
 THIERS (A., prés. de la République), I. 25, 38, 41, 49-54, 60-72, 77-88, 94-96, 98-101 et *passim* 169-226.
 Thionville, I. 57.
 THORNTON, I. 45.
 Thrace, II. 214, 218-220, 238, 240, 257, 265, 269, 303, 308.
 Tibet, II. 107-108, 132.
 TIBO (roi de Birmanie), I. 215.
 TINY, I. 84.
 Tidikelt, I. 400.
 Tien-Tsin, I. 329-339, 354-5; — II. 4.
 Tien-Tsin (traité de), I. 212, 215, 238.
 Tigre (fleuve), II. 162, 164, 325.
 Timor, I. 386.
 Tiris, I. 403.
 Tirnovo ou Ternovo, I. 132, 155; — II. 214, 218.
 Tirol, I. 193.
 TIRPITZ (amiral von), I. 379, 382-3, 388; — II. 83, 142, 146 (note), 147, 149-150, 188, 271-272, 275, 279, 281, 351.
 TISSOT, I. 34, 36.
 TISZA (comte Koloman), I. 277.
 TISZA (comte Étienne), II. 261, 310, 314, 316, 318-319, 347-348.
 TITTONI, II. 63-65, 70, 114-120, 201, 297.
 TOCQUEVILLE (H. de), I. 126.
 Togo (amiral), I. 230, 362-3; — II. 184, 187, 190, 192.
 TOKAHIRA, II. 128-129.
 Tokyo, I. 327-32, 395-96; — II. 9-10, 125, 127.
 Tombouctou, I. 224, 247, 363.
 Tonga (îles), I. 246, 352.
 Tonkin, I. 213-15, 238, 251, 324, 338, 393.
 TORNIELLI (comte), I. 191, 402.
 TOUAN (prince), I. 353.
 Touat, I. 224, 400.
 Toul, I. 68; — II. 361.
 Toulon, I. 319, 436.
 Tours, I. 34, 48, 50.
 Tourtoukaia, II. 260, 262, 249.
 TOUTÉE (capitaine), I. 363.
 Toutouila, I. 352.
 Transilvanie, II. 145, 244, 298, 312, 314-318.
 Transsibérien, I. 327, 333-4.
 Transvaal, I. 218-221, 370 et sq.
 Trébizonde, I. 144, 435; — II. 324, 332.
 Trentin, I. 191, 194; — II. 72, 145.
 TREUTLER (von), II. 314, 318.
 TRICOUPPI ou TRICOUPIS (S.), I. 442 et sq; — II. 217.
 Trieste, I. 193; — II. 72, 145, 318.
 Tripoli, Tripolitaine, I. 160, 195, 232, 266-270, 400, 402, 417-8, 420-1, 427; — II. 64, 117, 119, 166, 192-202, 205, 207-10 294-95, 303, 306, 325, 205, 325.
 Tripoli (de Syrie), I. 371.
 TROCHU (général), I. 48.
 TROUMBITCH, II. 61, 74.
 Trouville, I. 88.
 Tsaribrod, II. 259.
 Tsétinié, I. 459; — II. 118, 226, 246-247.
 TSEU ou TSOU-HI (impératrice de Chine), I. 212, 353; — II. 128.
 TSCHIRCHSKY (de), II. 35, 67, 76, 80-81, 93-94, 115, 205, 235-236, 238-239, 257, 261, 263, 269, 298, 311-312, 318, 321, 347, 358.
 Tsou-Shima, II. 14, 34.
 TSVIITCH (Cvijic), II. 72.
 TU-DUC (empereur d'Annam), I. 214.
 Tunis, Tunisie, I. 146, 160-165, 194-196, 249, 365, 400-02, 417-8, 425; — II. 27, 139, 197-98, 200, 322.
 Turin, II. 117.
 Turkestan, I. 40, 42, 213, 217, 332.
 Turquie, I. 194 et sq., 260, 333-49, 365, 418 et sq.; — II. 58, 62, 64-65, 67, 69-72, 79, 81-84, 89-90, 94, 112, 117, 159, 161-166, 170-171, 184, 197, 199-205, 207-210, 212-234, 238-242, 247-250, 252, 254, 257, 265-269, 301-306-308, 312, 315, 322-327, 329, 333, 364.
 TSONTCHÉF, I. 461.
 Tuyen-Quan, I. 238.
 TWEEDMOUTH (lord), II. 147.

U

- Ucciali (traité d'), I. 249, 361, 367
 Ukraine, II. 158.
 Ulster, II. 343-344, 351.
 Uskub, II. 60, 65, 213, 219, 242, 311-312.

V

- Valachie, II. 25.
 Valachie (Vieille), II. 64.
 Vallona, II. 114, 247-248, 267, 319-321.
 VAMBÉRY (H.), I. 42.
 Van, I. 433; — I. 326.
 Vancouver, II. 127.
 VAN PRAET, I. 78.

- Vardar* (fleuve), II. 60, 114, 220, 257, 260, 269.
VARÉCHANINE (général), II. 314.
Varna, I. 142, 144, 147, 151 ; — II. 60, 235.
VASSEL, II. 25, 27.
VASSOS (colonel), I. 447 et sq.
Véles, II. 213, 263.
Venezuela, I. 343-50, 394.
Venise (entrevues de), I. 102, 193, 421 ; — II. 63 115, 207, 318.
VENISÉLOS, II. 214, 218, 256-258, 268, 304, 306-307.
Verdon, I. 400.
Verdun, I. 68, 72 ; — II. 361.
Versailles, I. 34, 36, 48, 50, 51, 54, 59, 61, 63, 65, 68, 78, 79, 96.
Versailles (préliminaires de), I. 47, 52, 56, 57.
VESNITCH, II. 82.
VEUILLOT (Louis), I. 85.
Vexaincourt, I. 286.
VICTORIA (reine de Grande-Bretagne, impératrice des Indes), I. 98, 110, 145, 250, 259, 293, 305, 360, 377, 387, 390-1.
VICTOR-EMMANUEL 1^{er} (roi d'Italie), I. 23, 83, 86, 100, 101, 102, 103, 132, 192.
VICTOR-EMMANUEL II (roi d'Italie), I. 420-1 ; — II. 64, 115, 207, 318.
VICTORIA AUGUSTA (princesse de Prusse, puis impératrice allemande), (cf. impératrice Frédéric ; I. 410).
Vidin, I. 258, 264.
Vienne (entrevue de, 1872), I. 98.
Vienne (congrès de), 21 ; — (traité de), 22.
Vienne, I. 49, 63, 75-76, 90, 93, 97, 101, 114 ; — II. 55-56, 58-59, 61-62, 67, 79, 83, 87-88, 90, 91-96, 117, 229-230, 258, 304, 306, 309-310, 319-322, 347-348, 358, 360.
Vigo, II. 13.
Vinitza, I. 459.
VISCONTI-VENOSTA (marquis), I. 402, 420 ; — II. 45, 49, 245.
VIVIANI (René), II. 342, 352, 356, 362.
VLADIMIR (grand-duc), voir : Wladimir
Vladivostok, I. 327, 332-34 ; — II. 10-11, 14.
Voïoussa, II. 305.
VOGORIDÈS (prince), I. 155.
Volga, II. 145.
Volkhan, I. 41.
Volo, I. 448.
VONLIARLIORSKI, II. 4.
VORONZOF-DACHKOF (comte), II. 4.
Vrania, I. 153.
VULPI (comte), II. 208.
- W
- WADDINGTON* (R.), I. 150, 162, 177, 184, 227, 228, 251, 255.
WAGNER (Klaus), II. 340.
Wake (île), I. 352.
Waldburg (comte de), II. 328.
WALDERSEE (feld-maréchal de), I. 156, 354-5, 382, 392.
WALDERSEE (général de), II. 351.
Walfish-Bay, I. 233-234, 250, 386.
WANGENHEIM (von), II. 145, 208, 229, 241, 249, 302-303, 307-308, 326-327, 329, 331-332.
WANNOWSKI, I. 314.
WASHBURNE, I. 35.
Washington, I. 44-46, 342 ; — II. 40, 127-128.
Washington (traité de), I. 47-48, 347-52.
- WEDEL* (comte), II. 65.
WEKERLÉ, II. 56, 74, 78.
WELSERSHEIMB (comte), I. 105, 106.
WERDER (général de), I. 137.
WETTERLÉ (abbé), II. 143.
WHITE (sir W.), I. 258 ; — II. 45, 48.
Wilhemshöhe, 390, 392.
WILSON (général sir Henry), II. 186.
WILSON (sir Redvers), I. 167.
WILSON (Woodrow, président des États-Unis), II. 132-134, 334.
WIMPFEN (général de), I. 196.
Windsor, I. 388, 393.
WINGATE (lieutenant-colonel), II. 8.
WINTERER, I. 75.
WITHEFT (amiral), II. 11.
Witou, I. 231.
WITTE (comte), I. 231, 333-34, 337-39, 426, 437, 468 ; — II. 3-4, 6-9, 12, 15-17, 18 (note), 40, 49.
WLADIMIR (grand-duc), I. 278, 279, 320 ; — II. 90.
WOLFF (sir Henry Drummond), I. 252-4, 282-3, 376.
WOLFF-METTERNICH (comte), I. 393 ; — II. 65, 69, 71, 82-83, 89, 95, 141, 148-50, 164, 168, 267-73, 271, 278-282.
WOLKOF, II. 340.
WOLSELEY (général lord), I. 172-219, 221.
WOOD, I. 161-162.
WOOD (général Léonard), I. 349.
WORONZOF, I. 273.
WORSELEY (Stuart), II. 148.
Wou-Chang, II. 130.
YAKOUB KHAN, I. 40, 216-217.
Yalou, I. 329 ; — II. 9, 11.
YAMAGATA, II. 9.
Yang-tsé (fleuve), I. 325, 331, 339, 391 ; — II. 128, 30.
Yola, I. 362.
Yéni-Keuï, II. 327.
Yokohama, II. 127.
YOUNGHUSRAND (colonel), II. 107.
YUAN-CHI-KAI, I. 326, 329 ; — II. 131.
Yunnan, I. 238, 325, 338.
Yunnan-fou, I. 334.
- Z
- Zadar* (Zara), II. 62.
Zagreb (Agram), I. 124 ; — II. 62, 74-75, 273, 314.
ZANARDELLI, I. 420.
Zambèze, I. 240, 245, 250, 360.
ZANKOF, I. 202, 259.
Zanzibar, I. 245, 247-8, 256, 262, 292 ; — II. 275-276.
Zara (voir *Zadar*).
ZASSOULICH, II. 11.
Zeila, I. 361, 418.
Zinder, I. 399.
Zinaref, I. 461.
ZELAYA, II. 133.
ZIMMERMANN, II. 167, 181-182, 239, 241, 263, 269, 302, 324, 347.
ZINOVIEF, II. 65.
ZORN (baron de), I. 471.
Zulfikar, I. 250.
Zygos, I. 442.

TABLE DES MATIÈRES

CINQUIÈME PARTIE

La formation de la Triple Entente

CHAPITRE PREMIER. — *La défaite russe en Extrême-Orient* 3

1. *La rivalité russo-japonaise*, p. 3. — 2. *Le conflit de Mandchourie*, p. 7.
— 3. *La guerre*, p. 10. — 4. *La paix de Portsmouth*, p. 14.

CHAPITRE II. — *Les conflits européens : la politique allemande (1904-1906)*..... 18

1. *Les vues et les projets de l'Allemagne* (avril-novembre 1904), p. 18. —
2. *La crise marocaine et la visite à Tanger* (30 mars-8 juillet 1905), p. 25. —
3. *Le traité de Björkoe et l'accord franco-allemand de septembre 1905* : le
traité de Björkoe, p. 34 ; l'accord franco-allemand du 28 septembre, p. 38 ;
l'échec du traité de Björkoe, p. 40. — 4. *La Conférence d'Algésiras* (10 jan-
vier-7 avril 1906), p. 44.

CHAPITRE III. — *Les conflits européens : la politique autrichienne (1906-1909)*..... 55

1. *La « politique des chemins de fer »* : le personnel, p. 55 ; le domaine : la
Macédoine, p. 58 ; les obstacles : la Russie et l'Italie, p. 61 ; le chemin de
fer du sandjak, p. 64 ; le renversement des ententes, p. 66 ; la révolution
jeune turque, p. 70. — 2. *L'annexion de la Bosnie : les conflits austro-serbe
et germano-russe* (1908-1909) : la Bosnie et les rapports austro-serbes,
p. 72 ; les politiques russe et austro-allemande, p. 75 ; la crise bosniaque,
p. 80 ; la crise européenne, p. 85 ; l'« épreuve de force » austro-allemande,
p. 90.

CHAPITRE IV. — *Le système des ententes européennes de 1905 à 1909..* 98

1. *Les conversations anglo-françaises*, p. 99. — 2. *La collaboration mili-
taire franco-russe*, p. 104. — 3. *Le rapprochement russo-anglais et l'accord
russo-japonais* : le traité russo-anglais de 1907, p. 105 ; l'accord russo-
japonais, p. 109. — 4. *Le rapprochement russo-italien* : la politique balka-
nique de l'Italie, p. 113 ; l'accord russo-italien du 24 octobre, p. 115 ;
l'accord austro-italien du 19 décembre, p. 119.

SIXIÈME PARTIE

Triple Entente et Triple-Alliance

CHAPITRE PREMIER. — *Les grands problèmes internationaux : la ques- tion du Pacifique*..... 125

1. *Le Japon et les États-Unis*, p. 125. — 2. *La crise chinoise*, p. 128. —
3. *Les États-Unis et l'Amérique centrale*, p. 132.

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE II. — <i>Les grands problèmes internationaux : les rivalités européennes</i> | 135 |
| <p>1. <i>Les conditions générales</i> : la rivalité économique, p. 135 ; le problème des nationalités, p. 142 (la question d'Alsace-Lorraine, p. 142 ; les minorités de l'Europe centrale et orientale, p. 144). — 2. <i>Les questions particulières</i> : I. Les armements navals et les pourparlers anglo-allemands, p. 146 (la demande anglaise de limitation des armements navals, p. 146 ; le projet allemand d'un accord politique, p. 149 ; les pourparlers anglo-allemands, p. 151). — II. La question marocaine et l'accord de 1909, p. 152. — III. Les rivalités russo-allemande et anglo-allemande en Orient (1909-1911) (la question des Détroits, p. 158 ; le chemin de fer de Bagdad, p. 161 ; la question persane, p. 166 ; les « accords de Potsdam », p. 169).</p> | |
| CHAPITRE III. — <i>La crise d'Agadir</i> | 174 |
| <p>1. <i>La marche sur Fez et les préliminaires des négociations</i>, p. 175 : l'expédition française, p. 175 ; les intentions de l'Allemagne, p. 175 ; l'entrée à Fez et les entretiens de Kissingen, p. 178. — 2. <i>Le « coup d'Agadir »</i>, p. 181. — 3. <i>La négociation franco-allemande</i> (9 juillet-4 novembre 1911) : première phase (9-29 juillet), p. 184 ; deuxième phase (2-20 août), p. 188 ; troisième phase (4 septembre-4 novembre), p. 191.</p> | |
| CHAPITRE IV. — <i>L'effort russe (1911-1912)</i> | 196 |
| <p>1. <i>L'annexion de la Libye. La guerre italo-turque et le conflit turco-russe</i>, p. 198 : l'Italie en Tripolitaine, p. 198 ; la Russie devant les Détroits, p. 201 ; la flotte italienne dans l'Archipel, p. 206 ; la nouvelle politique méditerranéenne : Italie et Russie, p. 209. — 2. <i>La Ligue balkanique</i>, p. 212 : les nations balkaniques et l'Europe ; la Macédoine et les Iles, p. 212 ; les alliances, p. 217 ; la politique balkanique de la Russie, p. 222 ; les Puissances à la veille de la guerre balkanique, p. 227. — 3. <i>La première guerre balkanique</i> : La guerre et les débouchés maritimes : les Détroits et l'Adriatique, p. 231 ; l'armistice et les Conférences de Londres : l'Albanie, les Iles et la Thrace, p. 238 ; la guerre et les frontières terrestres : la Russie et l'Autriche, p. 242. A) les frontières roumaines ; B) les frontières albanaises ; C) les frontières turques.</p> | |
| CHAPITRE V. — <i>La riposte austro-bulgare (1913)</i> | 251 |
| <p>1. <i>L'Autriche et ses partenaires</i>, p. 251. — 2. <i>Les résistances à la politique austro-bulgare</i>, p. 256. — 3. <i>La seconde guerre balkanique</i>, p. 262. — 4. <i>Les décisions de Londres et de Bucarest</i>, p. 265.</p> | |
| CHAPITRE VI. — <i>L'évolution des systèmes d'alliances</i> | 270 |
| <p>1. <i>La mission Haldane</i> : l'initiative allemande, p. 271 ; lord Haldane à Berlin (9-10 février 1912), p. 275 ; la fin de la négociation anglo-allemande (12 février-25 mars), p. 277. — 2. <i>Le resserrement de l'Entente</i> : les accords franco-anglais (1912), p. 282 ; le fonctionnement de l'alliance franco-russe, p. 286. — 3. <i>L'Allemagne et ses Alliés</i> : le dernier renouvellement de la Triple-Alliance, p. 293 ; l'attitude de l'Italie (1913-1914), p. 296 ; l'attitude de la Roumanie, p. 297.</p> | |

CONCLUSION

L'Europe à la veille de la Grande Guerre

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Les menaces de conflits</i> | 301 |
| <p>1. <i>Les difficultés des États balkaniques (1913-1914)</i>, p. 301 ; la paix bulgare, p. 301 ; la paix grecque, p. 303 ; la paix serbe, p. 309 ; la paix magyare :</p> | |

les questions yougoslave et roumaine, p. 313. — 2. *Les rivalités orientales des grandes Puissances* (1913-1914) : l'antagonisme austro-italien : Albanie, Anatolie, p. 319 ; l'antagonisme anglo-allemand : Dette ottomane et Bagdad, p. 322 ; l'antagonisme russo-allemand : Arménie, Roumanie, p. 326 ; la maîtrise de Constantinople, p. 329.

CHAPITRE II. — *L'état de tension*..... 335

1. *La course aux armements*, p. 335. — 2. *L'état de l'opinion publique*, p. 340.

CHAPITRE III. — *La crise de juillet 1914*..... 346

1. *Le conflit austro-serbe*, p. 347 : la préparation de l'ultimatum à la Serbie, p. 347 ; la « localisation » du conflit, p. 349 ; les tentatives de médiation, p. 352. — 2. *L'intervention russe* : la mobilisation partielle russe (29 juillet), p. 355 ; l'échec des « formules » de paix (30 juillet), p. 356 ; la mobilisation générale russe (30 juillet), p. 359. — 3. *La guerre européenne* : le double ultimatum de l'Allemagne, p. 361 ; la neutralité de l'Italie et de la Roumanie, p. 363 ; la violation de la neutralité belge et l'intervention de l'Angleterre, p. 364.

INDEX ALPHABÉTIQUE..... 369

PELLETIER LIBRARY, ALLEGHENY COLLEGE



3 3768 00661 8865

142218

Storage

940.28

H295m

v.2

DATE DUE

~~APR 21 78~~

| | | | |
|----------------------|--|--|--|
| APR 21 78 | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

WITHDRAWN

Reis Library
Allegheny College

